

120

2

24

B Per

XX

124



BARREAU
FRANÇAIS.

IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE.

648112

BARREAU

FRANÇAIS.

COLLECTION DES CHEFS-D'ŒUVRE DE L'ÉLOQUENCE JUDICIAIRE EN FRANCE

PAR OMER TALON, DENIS TALON, PATRU, LEMAITRE, PÉLISSON, ERARD, D'AGUESSEAU, COCHIN, MONTESQUIEU, GERBIER, LOYSEAU DE MAULÉON, DUPATY, ELIE DE BEAUMONT, LINGUET, BEAUMARCHAIS, SERVAN, MIRABEAU, LACHALOTAIS, TARGET, PORTALIS, DUVEYRIER, BERGASSE, COURVOISIER, LACRETELLE, SIMÉON, etc., etc. (*Ancien Barreau*).

ET PAR BELLART, BERRYER, BERVILLE, BILLECOCQ, BONNET, CHAUVEAU-LAGARDE, DUPIN, FERRIERE, GUICHARD, HENNEQUIN, LAINÉ, LALLY-TOLENDAL, MANUEL, MARCHANDY, MAUGUIN, QUECQUET, RAVÈS, ROMIGUIÈRE, TRINQUELAGUE, TRIVIER, VATISMENIL, etc., etc. (*Barreau moderne*).

RECUEILLIE PAR MM. CLAIR ET CLAPIER,
AVOCATS.

I^{re} SÉRIE

TOME HUITIÈME.

PARIS,

C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR.

1822.





MÉMOIRES

DE

CARON DE BEAUMARCHAIS,



CONTRE

M. GOESMAN, conseiller de grand'chambre au parlement
de Paris, *accusé de subornation et de faux* ;

Madame GOESMAN et le sieur BERTRAND, *accusés* ;

Le sieur MARIN, gazetier de France ;

Et le sieur DARNAUD-BACULARD, conseiller d'ambas-
sade, *assignés comme témoins*.

EXPOSÉ.

Il n'est personne qui ne connaisse le sujet des mé-
moires de Beaumarchais. Une montre d'or et deux ou
trois cents louis donnés à la femme d'un rapporteur
pour obtenir audience du mari ; quinze louis qu'elle
refusa de rendre, la niaiserie d'un libraire, les in-
trigues d'un gazetier, les interrogatoires de la femme,
la ridicule colère du mari, voilà ce qui forme le fonds
de cette plaisante comédie.

Ces mémoires, lorsqu'ils parurent, obtinrent un
grand succès. Laharpe les loue fort au long dans son
Cours de littérature : tout le monde sait ce qu'il en dit :
il est inutile de le répéter et de les louer encore.

Contentons-nous d'indiquer à nos lecteurs quel fut
le résultat de cette cause singulière.

La cour, toutes les chambres assemblées, condamna la dame Goëzman à être mandée à la chambre, pour, étant à genoux, y être blâmée; à payer trois livres d'amende et à rendre les trois cent soixante francs qu'elle avait reçus du sieur Lejay, pour être appliqués au pain des pauvres prisonniers.

Beaumarchais fut également condamné à être blâmé à genoux, et à payer trois livres d'amende; en outre, il fut ordonné que ses mémoires seraient brûlés.

Lejay et Bertrand Dairolles furent condamnés à être mandés à la chambre, pour, y étant debout derrière la barre, y être admonestés, et, de plus, à payer trois livres d'amende.

En outre, tous les mémoires publiés par les différentes parties furent supprimés.

Ce jugement fut exécuté, et les mémoires de Beaumarchais furent brûlés le 5 mars 1775.

Le délai pour se pourvoir contre ce jugement étant expiré sans que Beaumarchais, chargé par le gouvernement d'une mission dans les pays étrangers, eût pu former son appel; il obtint à son retour en France des lettres-patentes du roi, qui le relevaient de l'expiration des délais.

Aussitôt il demanda, par voie de requête civile, la rétractation du premier jugement rendu contre lui, et chargea M^e Target de plaider sa cause.

L'arrêt qui intervint, conforme aux conclusions de M. l'avocat-général Séguier, annula le premier jugement, entérina la requête civile, et remit les parties au même et semblable état qu'auparavant.

Depuis, Beaumarchais fut rétabli, par une nouvelle sentence, dans l'exercice de toutes ses fonctions.

BARREAU

FRANÇAIS.

MÉMOIRE

A CONSULTER

POUR PIERRE-AUGUSTIN

CARON DE BEAUMARCHAIS,

Ecuyer, conseiller-secrétaire du roi, et lieutenant-général des chasses au bailliage et capitainerie de la varonne du Louvre, grande vénerie et fauconnerie de France, accusé.

PENDANT que le public s'entretient d'un procès dont le fond et les détails excitent sa curiosité; pendant que des gazetiers¹, vendus aux intérêts de différens partis, le défigurent de toutes les manières; pendant que les méchans accumulent sur moi les plus absurdes calomnies, et ne disputent que sur le choix des atrocités; enfin, pendant que les honnêtes gens consternés gémissent sur la foule de maux dont un seul homme peut

¹ Les gazettes étrangères. Toutes les méchancetés qu'elles contiennent se fabriquent à Paris. Celui qui va payer un paragraphe à certain bureau de cette ville, est toujours sûr d'y faire dégrader qui bon lui semble à juste prix.

être à la fois assailli; laissons jaser l'oisiveté, dédaignons les libelles, plaignons les méchans, rendons grâces aux gens honnêtes, et présentons ce mémoire à mes juges, comme un hommage public de mon respect pour leurs lumières, et de ma confiance en leur intégrité.

Si c'est un malheur d'être engagé dans un procès dont le plus grand bien possible est qu'il n'en résulte aucun mal; au moins est-ce un avantage de justifier ses actions devant un tribunal, jaloux de l'estime de la nation, qui a les yeux ouverts sur son jugement; devant des magistrats trop généreux pour prendre parti contre un citoyen, parce que son adversaire est leur confrère; et trop éclairés sur leur véritable dignité pour confondre une querelle particulière dont ils sont juges, avec ces grands démêlés où le corps entier de la magistrature aurait ses droits à soutenir ou son honneur à venger.

La question qui occupe aujourd'hui les chambres assemblées, est de savoir si la nécessité de répandre l'or autour d'un juge pour en obtenir une audience indispensable, et qu'on n'a pu se procurer autrement, est un genre de corruption punissable, ou seulement un malheur digne de compassion.

Forcé d'employer ma faible plume, au défaut de toute autre, dans une affaire où la terreur écarte loin de moi tous les défenseurs, où il faut des injonctions réitérées des magistrats pour qu'on me signe au palais la plus juste requête; détruisons toute idée de corruption par le simple exposé des faits; et ne craignons point qu'on m'accuse de tomber dans le défaut trop commun de les altérer devant la justice. Ils sont déjà connus des magistrats par le vû des charges et informations; je ne fais ici que les rétablir dans l'ordre chronologique que des dépositions partielles et la forme des interrogatoires leur ont nécessairement ôté.

Uniquement destiné à soulager l'attention de mes juges,

ce mémoire sera l'historique exact et pur de tout ce qui tient à la question agitée. Je n'y dirai rien qui ne soit constant au procès. Les faits qui me sont personnels y seront affirmés positivement. Ce que j'ai su par le témoignage d'autrui portera l'empreinte de la circonspection; et, si ce mémoire n'a pas toute la méthode qui caractérise les ouvrages de nos orateurs du barreau, au moins il réunira le double avantage de ne contenir que des faits véritables, et de fixer l'opinion flottante du public sur le fonds d'une affaire dont le secret de la procédure empêchera qu'il soit jamais bien instruit par une autre voie.

FAITS PRÉLIMINAIRES.

Le 1^{er} avril 1770, j'ai réglé définitivement avec M. Paris Duverney un compte appuyé sur des titres et sur une liaison de douze ans d'intérêts, de confiance et d'amitié.

Par le résultat de ce compte, fait double entre nous, M. Duverney resta mon débiteur, et mourut quatre mois après sans s'être acquitté envers moi.

Son légataire universel prit des lettres de rescision contre l'acte du 1^{er} avril, en poursuivit l'entérinement aux requêtes de l'hôtel, et fut débouté de sa demande par deux sentences consécutives.

Il en appela au parlement, et profitant du moment qu'une lettre de cachet me tenait sous la clef à réfléchir sur les dangers des liaisons disproportionnées, il poursuivit sans relâche le jugement de son appel. Il faisait plaider, il sollicitait, il gagnait les esprits, et moi j'étais en prison.

Enfin, le 1^{er} avril 1773, sur les conclusions de M. l'avocat-général de Yaucresson, la cour mit l'affaire en délibéré, au rapport de M. Goëzman.

Oh! monsieur Duverney! lorsque vous signâtes cet arrêté de compte par lequel vous vous reconnaissiez mon débiteur, le

1^{er} avril 1770, vous étiez bien loin de prévoir que trois ans après, à pareil jour, sur le refus d'acquitter votre engagement par un légataire à qui vous laissiez plus d'un million, M. Goëzman de Colmar serait nommé rapporteur, que je perdrais en quatre jours mon procès et cinquante mille écus, et que ce magistrat me dénoncerait ensuite au parlement comme ayant calomnié sa personne, après avoir tenté de corrompre sa justice.

FAITS POSITIFS.

Peu de jours avant le prononcé du délibéré, j'avais enfin obtenu du ministre la permission de solliciter mon procès, sous les conditions expresses et rigoureuses de ne sortir qu'accompagné du sieur Santerre, nommé à cet effet; de n'aller nulle autre part que chez mes juges, et de rentrer prendre mes repas et coucher en prison : ce qui gênait excessivement mes démarches, et raccourcissait beaucoup le peu de temps accordé pour mes sollicitations.

Dans ce court intervalle je m'étais présenté au moins dix fois chez M. Goëzman sans pouvoir le rejoindre : le hasard seulement me l'avait fait rencontrer une fois chez un autre conseiller de grand'chambre, mais à une heure tellement incommode, que ces magistrats pressés de sortir, ne m'accordaient qu'une légère attention. Je n'en fus pas très-affecté : M. Goëzman ne faisant alors que nombre avec mes juges, cette relation intime d'un rapporteur à son client, qui rend l'un aussi attentif que l'autre est discret ; cet intérêt pressant qui fait tout expliquer, tout entendre et tout approfondir, n'existait pas encore entre nous.

Mais le 1^{er} avril, aussitôt qu'il fut chargé du rapport de mon procès, il devint un homme essentiel pour moi ; je n'eus plus de repos que je ne l'eusse entretenu. Je me présentai

chez lui trois fois dans cet après-midi, toujours avec la formule écrite : *Beaumarchais supplie Monsieur de vouloir bien lui accorder la faveur d'une audience, et de laisser ses ordres à son portier pour l'heure et le jour.* Ce fut vainement : la portière, car c'en était une, fatiguée de moi, m'assura le lendemain matin, à ma quatrième visite, que monsieur ne voulait voir personne, et qu'il était inutile que je me présentasse davantage. J'y revins l'après-midi : même réponse.

Si l'on réfléchit que, du 1^{er} au 5 avril, jour auquel M. Goëzman devait rapporter l'affaire, il n'y avait que quatre jours pleins, et que, de ces quatre jours si précieux, j'en avais déjà usé un et demi en démarches perdues; si l'on sait qu'un ami de M. Goëzman¹ avait été deux fois chez lui sans succès pour m'obtenir l'audience, on concevra toute mon inquiétude.

J'appuie sur ces légers détails, parce qu'on me reproche au palais aujourd'hui de n'avoir pas écrit alors à M. Goëzman pour le voir. Hé! grands Dieux, écrire! Une lettre ne pouvait-elle pas rester un jour entier sans réponse, et me faire perdre encore vingt-quatre heures, à moi, qui comptais les minutes? et mes cinq courses, en aussi peu de temps, ne valaient-elles pas bien une lettre? et ce que j'écrivais chez la portière, n'était-ce donc pas écrire? Et croyez-vous qu'on ignorât mon empressement, lorsqu'à l'une de ces courses nous vîmes de mon carrosse M. Goëzman ouvrir le rideau de son cabinet au premier, qui donne sur le quai, et regarder à travers les vitres le malheureux qui restait à sa porte? Ce fait, ainsi que tous les autres, est attesté par le sieur Santerre, qui m'accompagnait, et dont le témoignage ne saurait être suspect : et il faut le dire et le répéter; car il n'y a pas ici de petites circonstances.

¹ Le sieur Murin, auteur de la *Gazette de France*.

Comme on ne peut tordre mes intentions et donner à mes sacrifices d'argent la tournure de la corruption, qu'en argumentant de ma négligence à rechercher M. Goëzman, et qu'on le fait réellement aujourd'hui, il m'est de la plus grande importance que la multiplicité, la vivacité, l'obstination même de mes démarches pour le voir, soient aussi constatées que leur inutilité. Nous compterons, à la fin, combien de fois j'ai assiégé sa porte pendant les quatre jours pleins qu'il a été mon rapporteur. Cette façon d'argumenter à mon tour, me lavera, peut-être, une bonne fois du reproche de négligence. On cessera d'en extraire celui de corruption; d'où l'on conclut que, croyant ma cause mauvaise, je l'étais par toutes sortes de manœuvres. Avec cet enchaînement d'inductions vicieuses, on arrive aux horreurs, aux diffamations et à toutes les indignités qui ont suivi la perte de mon procès. Telle est la marche de l'animosité : nous y reviendrons.

Ne sachant plus à quel parti m'arrêter, j'entrai, en revenant, chez une de mes sœurs, pour y prendre conseil, et calmer un peu mes sens. Alors le sieur Dairolles, logé dans la maison de ma sœur, se ressouvint qu'un nommé Lejay, libraire, avait des habitudes intimes chez M. Goëzman, et pourrait peut-être me procurer les audiences que je désirais. Il fit venir le sieur Lejay, l'entretint, en reçut l'assurance que, moyennant un sacrifice d'argent, l'audience me serait promptement accordée. Etonné qu'il s'ouvrit une pareille voie, et curieux de savoir quelle espèce de relation pouvait exister entre ce libraire et M. Goëzman, j'appris du sieur Dairolles que le libraire débitait les ouvrages de ce magistrat; que madame Goëzman venait assez souvent chez lui pour recevoir la rétribution d'auteur, ce qui avait mis assez de liaison entre elle et la dame Lejay. Mais le vrai motif qui engage le sieur Lejay à répondre des audiences, ajouta-t-il, est que madame Goëzman l'a plusieurs fois assuré, que, s'il

se présentait un client généreux, dont la cause fut juste, et qui ne demandât que des choses honnêtes, elle ne croirait pas offenser sa délicatesse en en recevant un présent ¹. Cela me fut dit chez ma sœur, devant plusieurs de mes parens et amis.

La demande étant portée à deux cents louis, je me récriai sur la somme, autant que sur la dure nécessité de payer des audiences. Quand on m'a jugé aux requêtes de l'hôtel, disais-je, où j'ai gagné ce procès en première instance, loin qu'il m'en ait coûté pour voir mon rapporteur, je n'ai pas même su quel était son secrétaire; et M. Dufour, magistrat aussi accessible que juge éclairé, a poussé la patience et l'honnêteté jusqu'à souffrir mes importunités verbales et par écrit, pendant six semaines au moins. Pourquoi faut-il aujourd'hui payer? etc.

Je résistais, je bataillais; mais l'importance de voir M. Goëzman était telle, et le temps pressait si fort, que mes amis inquiets me conseillaient tous de ne pas hésiter: « quand vous aurez perdu cinquante mille écus, me disaient-ils, faute d'avoir instruit votre rapporteur, quelle différence mettront dans votre aisance deux cents louis de plus ou de moins? Si l'on vous en demandait cinq cents, il n'y aurait pas plus à balancer. » Pour trancher la question, l'un deux obligeamment,

¹ Lorsque madame Goëzman, interrogée sur la nature de ses liaisons avec Lejay, répond qu'elle ne le connaît point, et l'a seulement vu venir quelquefois solliciter son mari, elle oublie qu'il existe au portefeuille du sieur Lejay quelques billets d'elle écrits de sa main, par lesquels elle se reconnaît sa débitrice de plusieurs sommes, comme dix-huit livres, trente livres, etc., qui prouvent encore plus les grandes intimités que les petits besoins. Elle oublie que dans ces grandes intimités, elle a dit, devant plusieurs témoins, que, quand son mari serait rapporteur, elle saurait bien plumer la poule sans la faire crier. Expressions moins nobles à la vérité que celles rapportées dans ce mémoire, sur le même sujet, mais en cela plus propres à donner une véritable idée de la liaison niée par madame Goëzman, à son interrogatoire.

courut chez lui , et remit à ma sœur cent louis que je n'avais pas.

Plus économe de ma bourse , ma sœur voulut essayer d'arracher cette audience pour cinquante louis , et , de son chef , elle remit un rouleau seul au sieur Lejay , lui disant qu'elle n'avait pas encore pu changer en or les deux mille quatre cents livres apportées pour son frère , et qu'elle le priait en grâce de voir si ces cinquante louis ne suffiraient pas pour m'ouvrir cette fatale porte. Mais bientôt le sieur Dairolles vint chercher le second rouleau. « Quand on fait un sacrifice , madame , lui dit-il , il faut le faire honnête , autrement il perd son mérite ; et monsieur votre frère désapprouverait beaucoup , s'il le savait , qu'on eût perdu seulement quatre heures pour épargner un peu d'argent. » Alors ma sœur ne pouvant plus reculer , abandonna tristement les autres cinquante louis ; et ces messieurs retournèrent chez madame Goësmann.

Mais , dira-t-on , comment dans une affaire aussi majeure , étiez-vous si indolent , si passif , que toutes les démarches se fissent entre vos parens et amis , sans vous ; et comment disposait-on ainsi de votre argent , et d'un temps si précieux , sans que votre acquiescement y parût même nécessaire ? Hé ! messieurs , vous oubliez la foule de maux dont j'étais accablé ; vous oubliez que j'étais en prison ; vous oubliez que , forcé d'y attendre le matin qu'on vint me chercher pour sortir , d'y revenir prendre mes repas , et d'y rentrer le soir de bonne heure , je ne pouvais suivre exactement des opérations aussi mêlées. Voilà pourquoi le zèle de mes amis y suppléait. Voilà pourquoi je n'ai su beaucoup de ces détails qu'après coup. Voilà pourquoi je n'ai jamais encore vu le sieur Lejay , au moment où j'écris ce mémoire , etc. Renouons le fil de ma narration , que cet éclaircissement a coupé.

Quelques heures après , le sieur Dairolles assura ma sœur que madame Goësmann , après avoir serré les cent louis dans

son armoire, avait enfin promis l'audience pour le soir même. Et voici l'instruction qu'il me donna quand il me vit : « présentez-vous ce soir à la porte de M. Goëzman ; on vous dira encore qu'il est sorti ; insistez beaucoup ; demandez le laquais de madame ; remettez-lui cette lettre, qui n'est qu'une sommation polie à la dame de vous procurer l'audience, suivant la convention faite entre elle et Lejay ; et soyez certain d'être introduit. »

Docile à la leçon, je fus le soir chez M. Goëzman , accompagné de M^r. Falconet , avocat , et du sieur Santerre. Tout ce qu'on nous avait prédit arriva : la porte nous fut obstinément refusée ; je fis demander le laquais de madame , à qui je proposai de rendre ma lettre à sa maîtresse ; il me répondit naïvement , qu'il ne le pouvait alors , *parce que monsieur était dans le cabinet de madame avec elle*. C'est une raison de plus, lui dis-je, en souriant de sa naïveté, de porter la lettre à l'instant. Je vous promets qu'on ne vous en saura pas mauvais gré. Le laquais revint bientôt , et nous dit *que nous pouvions monter dans le cabinet de monsieur ; qu'il allait s'y rendre lui-même* PAR L'ESCALIER INTÉRIEUR *qui descend chez madame*. En effet, M. Goëzman ne tarda pas à nous y venir trouver. Qu'on me passe encore un détail minutieux ; on sentira bientôt comment ils deviennent tous importants. Il était neuf heures du soir lorsqu'on nous fit monter au cabinet ; nous trouvâmes le convert mis dans l'antichambre, et la table servie, d'où nous conclûmes que l'audience retardait le souper.

La voilà donc ouverte à la fin , cette porte , et c'est au moment indiqué par Lejay : l'agent n'écrit qu'un mot , j'en suis le porteur , la dame le reçoit , et le juge paraît. Cette audience si long-temps courue , si vainement sollicitée , on la donne à neuf heures , à l'instant incommode où l'on va se

mettre à table. Sans insulter personne, on pouvait, je crois ; aller jusqu'à soupçonner que les cent louis avaient mis tout le monde d'accord sur l'audience, et qu'elle était le fruit de la lettre que madame venait de recevoir en présence de monsieur. Aujourd'hui que l'on plaide, il se trouve que personne ne savait rien de rien ; et que l'audience, au milieu de tant d'obstacles, se trouve octroyée par hasard en ce moment unique. J'en demande bien pardon ; il était sans doute excusable de s'y tromper.

L'audience de M. Goëzman s'entama par la discussion de quelques pièces produites au procès : j'avoue que je fus étonné de la subtilité de ses objections, et du ton avec lequel il les faisait : je le fus même au point que je pris la liberté de lui dire que je ne le croyais pas assez instruit de l'affaire, pour être en état de la rapporter sous deux jours. Il me répondit qu'il la connaissait assez dès à présent pour la juger ; qu'elle était toute simple, et qu'il espérait en rendre un compte exact à la cour le lundi suivant. En l'écoutant, je crus apercevoir sur son visage les traces d'un rire équivoque, dont je fus très-alarmé : de retour je fis part de mes observations à mes amis.

Le sieur Dairolles les fit parvenir à madame Goëzman en sollicitant une seconde audience. La réponse fut, que, si M. Goëzman ne m'avait fait que des objections frivoles, c'est qu'apparemment il n'en avait point d'autres à faire contre mon droit ; et qu'à l'égard du rire qui m'avait alarmé, c'était le caractère de sa physionomie ; qu'au reste, si je voulais lui envoyer mes réponses aux objections de son mari, elle se chargeait volontiers de les lui remettre, ce que je fis, en accompagnant le paquet d'une lettre polie pour la dame.

Nous étions au dimanche 4 avril : il ne restait plus qu'un jour pour solliciter ; mon affaire devait être rapportée le len-

demain. Je priai le sieur Dairolles de savoir au vrai si je ne devais plus espérer d'être entendu, trouvant qu'on m'avait vendu bien cher l'unique faveur d'une courte audience.

On négocia de nouveau ; mais les difficultés qu'on nous opposa, firent deviner à tout le monde qu'il n'y avait qu'un seul moyen de les résoudre : autres débats ; humeur de ma part ; représentation de celle de mes amis. L'avis qui prévalut, fut que l'on saurait positivement de madame Goëzman si la seconde audience tenait à un second sacrifice ; et qu'alors, au défaut de cent autres louis qui me manquaient, on lui laisserait une montre à répétition enrichie de diamans. Elle fut aussitôt remise à Lejay par le sieur Dairolles.

Enfin, je reçus la promesse la plus positive d'une audience pour le soir même ; mais le sieur Dairolles, en m'apprenant que la dame avait été encore plus flattée de ce bijou que des cent louis qu'elle avait reçus, ajouta qu'ELLE EXIGEAIT en outre quinze louis pour le secrétaire de son mari, à qui elle se chargeait de les remettre. Cela est d'autant plus singulier, monsieur, lui dis-je, que vous savez qu'un de mes amis eut hier toutes les peines du monde à faire accepter à ce secrétaire une somme de dix louis qu'il lui présentait d'office. Cet homme modeste s'obstinait à la refuser, disant qu'il était absolument inutile à mon affaire qui se traitait dans le cabinet du rapporteur et sans lui. « Que voulez-vous, me dit le sieur Dairolles ; toutes ces observations ont été faites à madame Goëzman ; elle n'en a pas moins insisté sur la remise de quinze louis : elle doit ignorer, dit-elle, ce que le secrétaire a reçu d'ailleurs ; enfin ces quinze louis sont indispensables. »

Ils furent remis, de mauvaise grâce à la vérité ; puis portés à madame Goëzman ; puis l'audience assurée de nouveau pour sept heures. Mais ce fut encore vainement que je me présentai ; n'ayant pas cette fois de passeport auprès de madame, il fallut revenir sans avoir vu monsieur.

Le lecteur qui se fatigue à la fin de lire autant de promesses vaines , autant de démarches inutiles , jugera combien je devais être outré moi-même de recevoir les unes et de faire les autres.

Je revins chez moi , la rage dans le cœur ; nouvelle course des intermédiaires. Pour cette fois , il ne faut pas omettre la curieuse réponse qu'on me rapporta. « Ce n'est point la faute de la dame si vous n'avez pas été reçu. Vous pouvez vous présenter demain encore chez son mari. Mais elle est si honnête , qu'en cas que vous ne puissiez avoir d'audience avant le jugement , elle vous fait assurer que tout ce qu'elle a reçu vous sera fidèlement remis. »

J'aurai mal de cette nouvelle annonce. Pourquoi la dame s'engageait-elle alors à rendre l'argent ? Je ne l'avais pas exigé. Quelle raison lui faisait tergiverser sur une audience tant de fois promise ? Je fis à ce sujet les plus funestes réflexions. Mais quoique le ton et les procédés me parussent absolument changés , je n'en résolus pas moins de tenter un dernier effort pour voir mon rapporteur le lendemain matin ; seul instant dont je pusse profiter avant le jugement du procès.

Pendant que je déplorais mon sort , un homme d'une probité reconnue , ayant été témoin , et quelquefois confident des affaires particulières entre M. Duverney et moi , s'intéressait à ma cause , dont il connaissait la justice. Ce motif lui fit trouver moyen de s'introduire chez M. Goëzman , en faisant dire à ce rapporteur qu'il avait des éclaircissemens importans à lui donner sur l'affaire de la succession Duverney , et se gardant bien , surtout , d'articler qu'il penchât pour moi. Il fut aussi surpris que je l'avais été , des objections de M. Goëzman : comme elles sont entrées dans son rapport à la cour , qu'il lui lut en partie , je vais les rappeler en note ; elles serviront à montrer dans quel esprit M. Goëzman traitait une affaire aussi grave : elles motiveront mes efforts pour

en obtenir des audiences; et justifieront les sacrifices que j'ai faits pour y parvenir ¹.

Mon ami eut beaucoup de peine à se faire écouter dans ses réponses; mais il ne quitta point M. Goëzman qu'il n'en eût au moins arraché la promesse positive de m'ouvrir sa porte et de m'entendre le lendemain matin : il obtint de plus la permission de me communiquer ses objections, et s'engagea pour moi que je les résoudrais à la satisfaction du rapporteur.

Si jamais audience a paru certaine, ce fut, sans doute, cette dernière, que le rapporteur promettait d'un côté, pen-

¹ M. Goëzman lui dit, entre autres chose, que M. Duverney confisait facilement de ses blanc-seings; que lui-même en avait vu et tenu entre ses mains; que je pouvais avoir abusé d'un de ces blanc-seings pour y adapter un arrêté de compte. Mon ami, surpris d'une pareille allegation, lui répondit que l'exactitude de M. Duverney avait été trop connue pour qu'on pût le taxer d'une pareille négligence sur sa signature. Mais que, quand cette allegation aurait même quelque vraisemblance, ce ne pouvait jamais être relativement à une signature et une date fixe de la main de M. Duverney, apposées au bas du folio verso d'une grande feuille de papier à la Tellière; et qu'en tout état de cause, un pareil soupçon, étant ce qu'on pouvait avancer de plus odieux contre quelqu'un, ne devait jamais être articulé sans preuve.

M. Goëzman lui dit ensuite que l'arrêté de compte entre M. Duverney et moi ne pouvait pas être regardé comme un acte sérieux, puisque toutes les sommes y étaient écrites en chiffres: en effet, il lui montrait plusieurs sommes en chiffres sur la page verso de cet arrêté de compte. Mon ami, étonné que j'eusse commis une pareille faute dans une pièce aussi importante, était prêt à passer condamnation, lorsque, quittant M. Goëzman, avec lequel il se promenait dans son cabinet, il vint subitement retourner l'arrêté de compte et en examiner la première page, dans laquelle il ne lui fut pas difficile de prouver à M. Goëzman que les sommes écrites en chiffres sur le verso n'étaient que relatées de parcelles sommes écrites plusieurs fois en toutes lettres antécédemment de l'autre part.

M. Goëzman lui objecta encore que la déclaration de 1733 exigeait que l'écriture d'un pareil acte fût approuvée de la main de celui qui n'avait fait que la dater et le signer. Mon ami, qui ne connaissait point les termes de cette déclaration, ne put lui répondre que l'acte et les deux contractans étaient précisément dans le cas de l'exception portée par cette même loi.

Il y eut encore d'autres objections aussi frivoles.

dant que sa femme en recevait le prix de l'autre. Cependant , malgré les assurances du mari et de la femme , nous ne fûmes pas plus heureux le lundi matin que les autres jours : mon ami m'accompagnait ; le sieur Santerre était en tiers : ils furent aussi outrés que moi , de me voir durement refuser la porte , quoiqu'on ne dissimulât pas que madame et monsieur étaient au logis. J'avoue que ce dernier trait mit à bout ma patience. Nous éclatâmes en murmures , et pendant que mon ami , épuisant toutes les ressources , allait chercher le secrétaire au palais , pour essayer de nous faire introduire , je priai la portière de me permettre au moins d'écrire dans sa loge les réponses que j'avais espéré faire verbalement à son maître. Nous y restâmes une heure et demie , le sieur Santerre et moi. Mon ami revint avec un nouvel introducteur ; mais les ordres étaient positifs : nous ne pûmes passer le seuil de la porte ; ce ne fut qu'à force d'instances , et même en donnant six francs à un laquais , que nous parvînmes à faire remettre à M. Goëzman mes réponses , et l'extrait d'un acte important pour la recherche duquel un notaire avait passé la nuit.

Le même jour je perdis ma cause ; et M. Goëzman , en sortant du conseil , dit tout haut à mon avocat , devant plusieurs personnes , *qu'on avait opiné du bonnet d'après son avis*. Le fait est cependant que plusieurs conseillers sont restés d'un sentiment contraire au sien.

Quelle cruauté ! n'est-ce pas tourner le poignard dans le cœur d'un homme après l'y avoir enfoncé ? Moins le propos était fondé , plus il montrait de partialité dans le juge , etc... Laissons les réflexions , elles aigrissent mon chagrin et retardent mon ouvrage.

Il est temps de tenir parole : opposons la récapitulation de mes courses chez M. Goëzman , au reproche de n'en avoir pas fait assez pour le voir , pendant les quatre jours pleins

BEAUMARCHAIS.

17

qu'il a été mon rapporteur; d'où l'on induit que j'ai pu avoir intention de le corrompre.

1^{er} Avril.

Le jour qu'il a été nommé rapporteur, dans l'après-midi et soirée, trois courses inutiles 3

2 Avril.

Vendredi matin, une course inutile. 1

Vendredi après-midi, course inutile. 1

Vendredi au soir, course inutile. 1

3 Avril.

Samedi matin, course inutile. 1

Samedi au soir, audience promise par madame Goësmann, et obtenue, *course utile*. 1

4 Avril.

Dimanche au soir, audience promise par madame Goësmann, et non obtenue, course inutile. 1

5 Avril.

Lundi matin, jour du rapport, audience promise d'un côté par M. Goësmann, payée de l'autre à madame, et non obtenue, course inutile. 1

Total des courses en quatre jours pleins. . . . 10

Si l'on ajoute les deux qu'un ami de M. Goësmann a faites en même temps pour moi sur le même objet. . . 2

Et mes dix courses avant sa nomination. 10

Total des courses pour avoir audience. 22

UNE SEULE AUDIENCE OBTENUE.

En me lavant ainsi du reproche de négligence, je pense avoir beaucoup ébranlé le système de corruption : achevons de l'anéantir par un autre calcul et quelques réflexions fort simples.

Il m'en a coûté cent louis pour obtenir une audience de M. Goëzman. Qu'on suive cet argent à la trace, et qu'on juge si, de la distance où je suis resté du rapporteur, il était possible que j'eusse formé le projet insensé de le corrompre.

En cédant à la nécessité de sacrifier cent louis, je ne les avais pas (*une personne*) : un ami me les a offerts (*deux*) ; ma sœur les a reçus de ses mains (*trois*) ; elle les a confiés au sieur Dairolles (*quatre*), qui les a remis au sieur Lejay (*cinq*) pour être donnés à madame Goëzman, qui les a gardés (*six*) ; enfin M. Goëzman, que je n'ai vu qu'à ce prix, et qui a tout ignoré (*sept*).

Voilà donc, de M. Goëzman à moi, une chaîne de sept personnes, dont il prétend que je tiens le premier chaînon comme corrupteur, et lui le dernier comme incorruptible. D'accord. Mais s'il est juge incorruptible, comment prouvera-t-il que je suis un client corrupteur ? A travers tant de personnes on se trompe aisément sur l'intention d'un homme : d'ailleurs un juge corrompu n'a plus besoin d'instructions ; et l'éloignement où se tient de lui son corrupteur est le premier égard qu'il lui doit et le plus sûr moyen d'écarter tout soupçon de leur intelligence. Or, il est prouvé qu'après avoir payé, j'ai montré encore plus d'empressement de voir M. Goëzman qu'avant de donner les cent louis : donc je n'ai pas cru avoir gagné son suffrage en payant ; donc ce n'était pas son suffrage qu'on avait marchandé pour moi ; donc je ne voulais que des audiences ; donc je ne suis pas un corrupteur ; donc il a calomnié mon intention ; donc le procès est mal intenté contre moi : donc... ce qu'il fallait démontrer.

J'avais perdu ma cause ; le mal était consommé. Le soir

même du jugement le sieur Dairolles rendit à ma sœur les deux rouleaux de louis, et la montre enrichie de diamans : « à l'égard des quinze louis, dit-il, comme ils avaient été exigés par madame Goëzman pour être remis au secrétaire de son mari, elle s'est crue à bon droit dispensée de les rendre au sieur Lejay. »

La conduite de ce secrétaire étant une énigme pour moi, je voulus l'éclaircir. Etonné qu'après avoir refusé modestement dix louis, il en retint vingt-cinq, je priai l'ami qui lui avait fait accepter ces dix louis, d'aller lui demander si quelqu'un lui avait remis depuis quinze autres louis. Non-seulement le secrétaire nia qu'on les lui eût offerts ; et il les aurait, dit-il, certainement refusés, mais il offrit à mon ami de lui rendre les dix louis qu'il en avait reçus, en l'assurant de nouveau qu'il n'avait fait aucun travail à ce malheureux procès, qui me coûtait trop d'argent pour qu'on augmentât encore mes pertes par des sacrifices volontaires.

Mon ami, sûr de mes intentions, le pria de les garder, moins comme un honoraire dû à ses peines, que comme un léger hommage rendu à son honnêteté.

Alors, piqué du moyen malhonnête qu'on employait pour retenir mes quinze louis, croyant même que le sieur Lejay, *que je ne connaissais point du tout*, avait voulu les garder, je lui fis dire par le sieur Dairolles que je voulais savoir ce qu'étaient devenus ces quinze louis.

Le libraire affirma pendant plusieurs jours les avoir en vain demandés à madame Goëzman, qui lui répondait constamment être convenue avec lui que dans tous les cas ces quinze louis seraient perdus pour moi. Il ajouta qu'il ne pouvait souffrir qu'on le soupçonnât de les avoir gardés ; que la dame se faisait céler ; et que je pouvais lui en écrire directement.

Le 21 avril, c'est-à-dire, dix-sept jours après le jugement

du procès, j'écrivis la lettre suivante à madame Goëzman.

« Je n'ai point l'honneur, madame, d'être personnellement
« connu de vous, et je me garderais de vous importuner, si,
« après la perte de mon procès, lorsque vous avez bien voulu
« me faire remettre mes deux rouleaux de louis, et la répé-
« tition enrichie de diamans qui y était jointe, on m'avait aussi
« rendu de votre part, quinze louis d'or, que l'ami commun
« qui a négocié, vous a laissé de surérogation.

« J'ai été si horriblement traité dans le rapport de monsieur
« votre époux, et mes défenses ont été tellement foulées aux
« pieds par celui qui devait, selon vous, y avoir un légitime
« égard, qu'il n'est pas juste qu'on ajoute aux pertes im-
« menses que ce rapport me coûte, celle des quinze louis
« d'or, qui n'ont pas dû s'égarer dans vos mains. Si l'injus-
« tice doit se payer, ce n'est pas par celui qui en souffre aussi
« cruellement. J'espère que vous voudrez bien avoir égard à
« ma demande, et que vous ajouterez à la justice de me rendre
« ces quinze louis, celle de me croire, avec la respectueuse
« considération qui vous est due,

« Madame, votre, etc.

« Ce 21 avril 1773. »

Je n'en reçus point de réponse ; mais le lendemain ma sœur vint m'apprendre que le sieur Lejay était dans sa maison égaré comme un insensé : madame Goëzman, disait-il, l'avait envoyé chercher pour se plaindre amèrement de ce que je lui demandais une somme de cent louis et une montre enrichie de diamans, qu'elle m'avait fait rendre. Il ajoutait que cette dame, outrée de colère, l'avait menacé de le perdre, ainsi que moi, en employant le crédit de M. le duc d'...

Ma sœur me dit que tous ces propos se tenaient chez elle, devant son médecin ; qu'elle avait inutilement essayé de remettre la tête de ce pauvre Lejay, à qui l'on ne pouvait faire

comprendre qu'il ne s'agissait que de quinze louis égarés entre lui et cette dame, et non de ce qui m'avait été rendu; que cet homme était si troublé, qu'il assurait avoir lu en propres termes dans ma lettre, que la dame lui avait montrée, la demande des cent louis et du bijou; qu'enfin, il menaçait de nier la part qu'il avait eue à cette affaire, si elle prenait une mauvaise tournure.

Heureusement j'avais gardé copie de ma lettre : je l'envoyai par ma sœur au sieur Lejay, qui fut, à ce qu'il dit, sur le champ chez madame Goëzman lui faire à son tour ses reproches. Je ne sais s'il tint parole; mais enfin les quinze louis ne revinrent point. J'ai depuis écrit deux lettres au libraire à ce sujet, qui sont restées sans réponse. Elles ont été jointes au procès.

J'appris alors dans le public que M. Goëzman, muni d'une déclaration du sieur Lejay¹, dans laquelle j'étais violemment inculpé, avait été chez M. le duc de la Vrillière et chez M. de Sartine se plaindre hautement que je calomniais sa personne, après avoir tenté de corrompre sa justice : je n'en croyais pas un mot : tant de précautions extrajudiciaires, avant qu'il y eût aucune procédure entamée, me paraissaient au-dessous même du moins instruit des criminalistes. Je ne pouvais me figurer qu'un conseiller au parlement, sur des objets relatifs à un procès jugé au parlement, invoquât une

¹ Cette déclaration porte en substance, que le sieur Lejay, cédant aux sollicitations d'un de mes amis, a reçu cent louis et une montre enrichie de diamans; qu'il a eu la faiblesse de les offrir à madame Goëzman pour corrompre la justice de son mari; mais qu'elle a tout rejeté hautement et avec indignation. Que depuis la perte du procès, il a tout remis à mon ami, etc.... Cette déclaration, qu'on a su depuis avoir été minutée de la main de M. Goëzman, ne parle pas des quinze louis exigés de surplus, et qui sont encore entre les mains de madame Goëzman. Et moi je prie le lecteur de ne les pas perdre de vue. J'ai quelque notion que ces quinze louis influeront beaucoup sur le jugement du procès.

autre autorité que celle du parlement, pour avoir raison de qui que ce fût : en tout cas, je me promis bien qu'il ne me serait pas reproché, si je pouvais l'éviter, d'avoir provoqué par mes discours ou mes écrits un combat aussi indécent entre M. Goëzman et moi. Résolu que j'étais de me renfermer dans des défenses juridiques si l'on allait jusqu'à m'attaquer en forme, j'eus l'honneur d'adresser la lettre suivante à l'un des hommes en place qui jouit à plus juste titre de l'estime et de la confiance universelles.

Monsieur,

« Sur les plaintes qu'on prétend que M. Goëzman, conseiller au parlement, fait de moi, disant que j'ai tenté de corrompre sa justice, en séduisant madame Goëzman par des propositions d'argent qu'elle a rejetées, je déclare que l'exposé fait ainsi est faux, de quelque part qu'il vienne. Je déclare que je n'ai point tenté de corrompre la justice de M. Goëzman pour gagner un procès, que j'ai toujours cru qu'on ne pouvait me faire perdre sans erreur ou sans injustice.

« A l'égard de l'argent proposé par moi, et rejeté, dit-on, par madame Goëzman, si c'est un bruit public, M. Goëzman ne sait pas si je l'accrédite ou non, et je pense qu'un homme dont l'état est de juger les autres sur des formes établies ne devrait pas m'inculper aussi légèrement, moins encore armer l'autorité contre moi. S'il croit avoir à se plaindre, c'est devant un tribunal qu'il doit m'attaquer. Je ne redoute la lumière sur aucune de mes actions. Je déclare que je respecte tous les juges établis par le roi. Mais aujourd'hui M. Goëzman n'est point mon juge ; il se rend, dit-on, partie contre moi : sur cette affaire, il rentre dans la classe des citoyens, et j'espère que le ministère voudra bien rester neutre entre nous deux. Je n'attaquerai personne, mais je

« déclare que je me défendrai ouvertement sur quelque point
« qu'on me provoque, sans sortir de la modération, de la
« modestie et des égards dont je fais profession envers tout le
« monde. Je suis, monsieur, avec le plus profond respect, etc. »

Paris, ce 5 juin.

Bientôt il courut un autre bruit, que M. Goëzman avait été chez M. le chancelier et chez M. le premier président, armé de cette terrible déclaration de Lejay, porter de nouvelles plaintes contre moi ; enfin, j'appris qu'il m'avait dénoncé au parlement comme calomniateur et corrupteur de juge. Cette attaque étant plus méthodique que la première, j'eus moins de peine à me le persuader. Mais je n'en restai pas moins tranquille sur l'événement ; j'engageai même le sieur Marin, auteur de la *Gazette de France*, et ami de M. Goëzman, de représenter à ce magistrat combien un pareil acte d'hostilité tournerait désagréablement pour lui. « Je crains peu ses menaces, lui dis-je ; il m'a fait tout le mal qui était en sa puissance. Vous pouvez l'assurer que je n'userai point, en lâche ennemi, de l'avantage des circonstances pour lui causer un désagrément public. » L'ami de M. Goëzman m'assura qu'il lui en avait écrit et parlé plusieurs fois, en lui faisant sentir toutes les conséquences de ses démarches, et qu'il lui en parlerait encore. Sa négociation fut infructueuse.

Peu de jours après, M. le premier président m'envoya chercher pour savoir la vérité des bruits qui couraient. Je m'en tins au refus le plus respectueux de rien déclarer à moins qu'on ne m'y forçât juridiquement. . . . « Que mes ennemis m'attaquent s'ils l'osent, alors je parlerai. L'on ne parviendra pas à me faire craindre qu'un corps aussi respectable que le parlement devienne injuste et partial pour servir la haine de quelques particuliers. Quant à la déclaration de Lejay, elle tournera bientôt contre ceux qui l'ont fabriquée. Je n'ai ja-

mais vu le sieur Lejay ; mais on dit que c'est un honnête homme qui n'a contre lui que le défaut des âmes faibles , de se laisser effrayer facilement , et de céder sans résistance à l'impulsion d'autrui. La fausse déclaration qu'on lui a extorquée dans un cabinet , il ne la soutiendra jamais dans un greffe , et la vérité lui sortira par tous les pores à la première interrogation juridique qui sera faite. Ainsi , sans inquiétude à cet égard , et plein de confiance en l'équité de mes juges , je perdrais difficilement ma tranquillité. »

J'appris alors que M. le procureur-général était chargé d'informer : je me hâtai d'aller lui présenter le nom et la demeure de tous ceux qui avaient eu quelque part à cette affaire. Ils ont été entendus , et je ne craius pas qu'aucun d'eux démente la plus légère circonstance de cette longue narration.

A peine les témoins sont-ils assignés , que Lejay commence à trembler sur les conséquences de sa fausse déclaration. Dans le trouble de sa conscience , il va consulter M^r. Gerbier , expose les faits tels qu'ils se sont passés , en reçoit le conseil de revenir à la vérité dans sa déposition , vient faire la même confession à M. le premier président ; il la fait à quiconque a la patience de l'écouter. M. Goëzman en eutend parler ; on envoie chercher le libraire et sa femme ; on commence par leur soutirer la minute de la fausse déclaration , parce qu'elle est de la main de ce magistrat ; on leur reproche ensuite aigrement leur inconstance. La dame Lejay , plus courageuse que son mari , proteste qu'aucun respect humain ne les empêchera plus de dire la vérité. Grands débats entre eux ; enfin , on revient à négocier ; on veut engager le libraire à passer en Hollande avec promesse de le défrayer de tout , et d'arranger l'affaire pendant son absence. La dame Lejay refuse et soutient son mari dans sa résolution. Instruit des démarches de la maison Goëzman , et craignant que Lejay ne se laisse encore entraîner , je vais chez M. le premier président lui rendre

compte de ce qui se passe : « Vous êtes instruit maintenant , lui dis-je , monseigneur ; Lejay vous a tout avoué. J'étais bien sûr que cet homme , qui n'a menti que par faiblesse et par séduction , ne tarderait pas à rendre hommage à la vérité ; mais ce que vous ignorez , c'est qu'on veut le suborner encore et lui faire quitter la France. De peur qu'on ne dise que c'est moi qui l'ai fait sauver , je me hâte d'en donner avis aux premiers magistrats. » En effet , je fus chez M. le procureur-général et chez M. de Combault , commissaire-rapporteur , articuler les mêmes faits , en les priant de vouloir bien s'en souvenir en temps et lieu. Je cite avec assurance , et ne crains pas aujourd'hui d'invoquer des témoignages aussi respectables.

Bientôt le sieur Lejay , assigné comme témoin , dépose au greffe cette vérité redoutable à ses suborneurs , et contraire en tout à la déclaration qu'ils lui avaient extorquée. Sa femme et son commis entendus déposent , ainsi que lui , *que la minute de la déclaration a été écrite de la main de M. Goëzman* ; que le commis de Lejay en a tiré plusieurs copies ; que le maître n'a fait que la signer ; mais que depuis peu de jours on leur a retiré adroitement l'original. Madame Goëzman , entendue à son tour , dit fort peu de choses , et voudrait écarter par un air d'ignorance l'idée qu'elle ait eu la moindre part à l'affaire. Je suis le seul qu'on n'assigne point comme témoin , ce qui fait déjà présumer que je suis dénoncé comme coupable. En effet , j'étais dénoncé. L'information achevée et les témoins entendus , M. Doë de Combault fait son rapport aux chambres assemblées : intervient un arrêt qui décrète le sieur Lejay de prise de corps , le sieur Dairolles et moi d'ajournement personnel , et madame Goëzman seulement d'assignée pour être ouïe. Je ne me plains point d'une différence qui ne peut venir sans doute que d'un égard pour son sexe ; cependant le bruit courait que son mari , la traitant moins bien que le parlement ,

avait obtenu une lettre de cachet contre elle, l'avait fait enlever et mettre au couvent ; mais la vérité est que M. Goëzman ne fit pas usage de la lettre de cachet , et que madame Goëzman n'a été au couvent que depuis ; ce qui réalise aujourd'hui le propos qu'on tenait alors : « Si M. Goëzman , disait-on , fait renfermer sa femme , il la sait donc coupable ; et s'il la sait coupable , comment cherche-t-il à la justifier aux dépens d'autrui ? Si c'est le parlement qui poursuit , et si madame Goëzman n'est renfermée qu'en vertu du soupçon répandu sur elle jusqu'au jugement du procès , le soupçon s'étend également sur la femme et sur le mari. Par quel hasard , dans une affaire aussi peu éclaircie , voit-on Beaumarchais décrété d'ajournement personnel , Lejay de prise de corps , madame Goëzman renfermée , et M. Goëzman sur les fleurs de lis ? »

Ces contradictions apparentes excitaient de plus en plus l'attention du public sur l'événement de ce procès. Le sieur Lejay , retenu au secret pendant plus de huit jours , a été interrogé plusieurs fois , le sieur Dairolles ensuite , enfin moi le dernier , qui ai tâché de tracer dans mon interrogatoire l'historique exact de tous les faits , tels qu'on les a lus dans ce mémoire ; et , certes , j'oserais bien assurer que , de toutes les dépositions des différens témoins , il n'y en a pas une seule qui ne s'accorde exactement avec cet interrogatoire.

Depuis ce temps , un arrêt a rendu la liberté provisoire à Lejay ; un autre a réglé l'affaire à l'extraordinaire , et tel est l'état des choses à l'instant où j'écris.

Avant de passer aux réflexions que cet exposé peut faire naître à tout le monde , il faut placer ici deux épisodes intimement liés au fond du procès , et que nous n'avons détachés du reste des faits qu'afin que rien ne nuise à l'attention particulière qu'ils méritent. Le premier lève un coin du voile obscur qui masque encore l'auteur de cette noire intrigue ; le second le déchire tout à fait.

Episode du sieur d'Arnauld de Baculard.

Tandis que tous ceux que le malheur engage dans cette affaire gémissaient de la nécessité de repousser la calomnie par des défenses légitimes, qui croira qu'un homme absolument étranger au procès, ait été assez ennemi de son repos pour venir se jeter imprudemment dans la mêlée, y jouer d'abord le rôle de conciliateur, puis prendre parti contre les accusés par une lettre signée de sa main, flotter ensuite dans une incertitude pusillanime, rétracter cet imprudent écrit que des contradictions choquantes avaient déjà fait suspecter, et se donner par tant d'inconséquences en spectacle au public empressé à juger les acteurs de cette étrange scène ? Un tel homme existe pourtant, et c'est le sieur d'Arnauld de Baculard. Puisqu'il lui a plu de prendre part à la querelle, il faut développer sa conduite aux yeux de la cour ; elle n'est pas sans importance au procès.

Vers l'époque où les premiers travaux de la procédure s'entamaient, le hasard me fit rencontrer dans la rue de Condé où je demeure, le sieur d'Arnauld. Je prévins toute question de sa part en lui disant : Monsienr, vous êtes ami du sieur Lejay ; il a donné à M. Goëzman une fausse déclaration ; s'il persiste à en soutenir les termes, un moment arrivera, et c'est celui de la confrontation, où toutes les personnes avec qui il a correspondu lui reprocheront son mensonge ; il se verra froissé entre son faux témoignage et la vérité qui fondra sur lui de toute part ; elle sortira de sa bouche alors, mais il ne sera plus temps. L'iniquité, la calomnie, la mauvaise foi lui seront imputées, et la plus juste punition sera le prix de sa lâche complaisance. Je vous conseille donc, monsieur, par l'intérêt que vous prenez à lui, de le voir et de l'engager à dire la vérité : c'est le seul parti qui lui reste dans l'embarras

où il s'est plongé lui-même. Les magistrats ne font point le procès à la faiblesse, c'est la mauvaise foi seule qu'on poursuit. Le sieur d'Arnauld m'écoutait d'un air sombre, et ne rompit le silence que pour me reprocher aigrement l'indiscrétion avec laquelle j'avais, dit-il, engagé cette affaire au palais, l'acharnement que je mettais à sa poursuite, et qui me rendait l'auteur de tous les chagrins prêts à fondre sur la tête de ce pauvre Lejay.

Je conclus de cette sortie du sieur d'Arnauld qu'il n'était pas instruit de mon affaire, et je lui appris que ce n'était pas moi, mais M. Goëzman qui avait intenté le procès et le poursuivait; que jusqu'alors je n'avais voulu rien faire, rien dire, ni rien écrire à ce sujet; je l'engageai de nouveau à déguerminer son ami à revenir à la simple vérité dans sa déposition.

Le sieur d'Arnauld excusa sa vivacité sur son ignorance, blâma la faiblesse de Lejay, condamna la conduite de M. Goëzman, s'étendit un peu sur la méchanceté des hommes, et m'assura qu'il allait faire part de mes observations au sieur Lejay. Qu'est-il arrivé? Que le sieur d'Arnauld a visité M. Goëzman, que M. Goëzman a visité le sieur d'Arnauld, et qu'enfin ce dernier a écrit une lettre apologétique au magistrat, dans laquelle, après un éloge de ses vertus, il ajoute qu'il se croit obligé, pour l'honneur de la vérité, de lui apprendre d'office *qu'un soir, étant chez le sieur Lejay, ce dernier lui fit voir une montre enrichie de diamans, très-belle, avec cent louis qu'il allait rendre, lui dit-il, à un ami de M. de Beaumarchais, qui les lui avait remis pour les présenter à Madame, qui les avait rejetés avec indignation.* Le sieur d'Arnauld ajoute qu'il ne doute point que le sieur Lejay ne les ait rendus sur-le-champ, etc., etc., etc., etc.

M. Goëzman a déposé au greffe de la cour cette lettre du sieur d'Arnauld, avec la déclaration du sieur Lejay. Quelles pièces et quelles précaution pour un magistrat! *nimia præ-*

cautio dolus. Soufflons sur ce nouveau fantôme, et détruisons ce frêle appui du système de la corruption. Quand les visites réciproques ne prouveraient pas que ce témoignage est une pièce mendrée ; quand le désaveu qu'a fait depuis au greffe le sieur Lejay, de sa fausse déclaration, ne démontrerait pas que madame Goëzman n'a jamais rejeté avec indignation les cent louis et la montre ; quand le refus opiniâtre que cette dame a fait de rendre les quinze louis qu'elle avait exigés, et qu'elle a encore entre les mains, ne fournirait pas la preuve la plus complète qu'elle a reçu tout le reste avec plaisir ; et, quand le sieur d'Arnauld ne serait pas depuis convenu lui-même, que c'était uniquement pour l'obliger qu'il avait écrit à M. Goëzman ; un court examen de sa lettre et la comparaison de ces mots... *un soir... qu'il allait rendre*, etc. avec ce qui s'est passé le 5 avril, jour auquel les effets m'ont été remis, suffiraient pour anéantir le témoignage qu'elle contient. Epargnons cette discussion au lecteur : la rétractation du sieur d'Arnauld la rend inutile. Je voulais me justifier de son accusation, et non le poursuivre : je l'ai fait, et me borne à le plaindre, si d'autres motifs qu'une complaisance aveugle ont affecté son cœur et dirigé sa plume.

Autre épisode très-important, touchant le sieur Marin, auteur de la Gazette de France.

Le sieur Dairolles était assigné pour déposer : la veille de sa déposition, vers une heure après midi, je passai chez ma sœur, que je trouvai avec son mari, son médecin, le sieur Deschamps, négociant de Toulouse, et plusieurs autres personnes. A l'instant arrive le sieur Marin, auteur de la Gazette de France, et ami de M. Goëzman. Il nous dit que ce magistrat l'avait accompagné jusqu'à la porte, pour chercher le

sieur Dairolles, et l'engager à ne faire le lendemain qu'une déposition très-courte, et qui ne compromît madame Goësmann ni personne ; qu'il nous engageait tous à nous conduire sur ce plan dans nos dépositions ; et que lui, Marin, se faisait fort d'arranger l'affaire sous peu de jours ; qu'il avait des moyens sûrs pour y réussir ; mais qu'il fallait bien se garder surtout de parler de *ces misérables quinze louis*, qui ne faisaient qu'embrouiller l'affaire, et me donner un air de mesquinerie, qui me faisait tort dans le monde. « Au contraire, monsieur, lui dis-je avec chaleur, il en faut beaucoup parler : ce n'est pas que ces quinze louis m'intéressent en eux-mêmes ; mais ils sont la clef de toute l'affaire, et le seul moyen d'en résoudre tous les problèmes. Car madame Goësmann, qui nie aujourd'hui d'avoir jamais reçu le prix qu'elle a mis elle-même aux audiences de son mari, reste absolument sans réponse quand on lui demande, comment *ces misérables quinze louis* sont encore entre ses mains, s'il est vrai qu'elle ait rejeté tout le reste *hautement et avec indignation* ? Il en faut beaucoup parler, parce que M. Goësmann les a volontairement oubliés dans la déclaration qu'il a minutée de sa main, et que Lejay n'a fait que copier et signer. Mais permettez que je ne prenne point le change à cet égard. On conclurait de ce silence général que Lejay n'a point remis les quinze louis à madame Goësmann ; qu'il l'a calomniée, en disant qu'elle les avait exigés et retenus ; qu'il a bien pu garder ainsi tout le reste : et l'on perdrait un malheureux pour sauver les seuls auteurs de l'exaction et de l'odieux procès qui en résulte. — Hé ! que vous importe, répondit le sieur Marin, que ce fripon de Lejay soit sacrifié ? Ce n'est pas un grand malheur, si vous êtes tous hors d'une affaire qui intéresse aujourd'hui les ministres, et où il n'y a que des coups à gagner. » Chacun s'éleva fortement contre cette barbarie de sacrifier Lejay, et l'on se sépara. En nous quittant, le sieur Marin pria instam-

ment le sieur Lépine *de lui envoyer Dairolles à quelque heure qu'il rentrât, pour qu'il pût lui parler avant d'aller au Palais.*

Le sieur Marin et M. Goëzman passèrent l'après-midi du même jour à chercher le sieur Dairolles dans toutes les maisons où l'on espérait le rencontrer : ce fut en vain. L'auteur de la Gazette de France inquiet, renvoie le lundi à sept heures du matin, dire au sieur Dairolles qu'il est de la dernière importance qu'il vienne lui parler avant d'aller au Palais. Le sieur Dairolles se rend au greffe, et ne va chez l'auteur de la Gazette qu'en sortant de déposer. Je m'y rencontre avec lui : la mémoire fraîche encore de tout ce qu'il venait de dicter, le sieur Dairolles nous le rend dans le plus grand détail. Le sieur Marin blâma fort une déposition aussi étendue. « Je vous ai cherché, dit-il, partout hier avec Goëzman, pour vous empêcher de faire cette sottise-là. Depuis je vous ai fait dire de me venir parler ce matin : il suffisait de quatre mots au greffe, et j'arrangeais l'affaire en deux jours, comme je l'ai dit hier à M. de Beaumarchais chez madame sa sœur. Mais il est encore temps ; vous en serez quitte pour aller faire une autre déposition plus courte et sans détail ; on biffera la première ; il n'en sera plus question ; et l'affaire s'éteindra toute seule. »

Je fis sentir à mon tour au sieur Dairolles la conséquence d'une pareille conduite. « Si vous allez faire une seconde déposition, ne croyez pas qu'on annulle la première ; on les opposera l'une à l'autre, et toutes les deux à vous, qui tomberez précisément dans le cas de Lejay, d'être contraire à vous-même : voilà mon avis. » Le sieur Marin nous apprit ensuite qu'il allait dîner chez M. le premier président avec monsieur

¹ Je prie que l'on pardonne la liberté de ce langage, à l'obligation où je suis de citer juste.

et madame Goëzman, laquelle devait, en sortant de table, aller faire sa déposition au greffe.

Le même jour, vers les six heures du soir, je retrouvai le sieur Marin sur le Pont-Neuf. « J'ai dîné avec notre monde, me dit-il, et pendant que la femme est allée au greffe, je suis convenu avec Goëzman que j'engagerais Dairolles à l'aller voir ce soir. Il sera fort bien reçu; et lorsque Dairolles lui aura conté les choses comme elles se sont passées, son intention est d'avoir une lettre de cachet pour enfermer sa femme, et tout sera fini. J'ai vu Dairolles en sortant de chez le premier président, et j'en ai tiré promesse qu'il irait ce soir chez Goëzmau; mais j'ai peur qu'il ne nous manque encore. Joignez-vous à moi pour l'y engager. Pourquoi donc faut-il que ce soit Dairolles, lui dis-je? S'il était possible de supposer que M. Goëzman ignorât ce qui se passe chez lui, et s'il faut croire pieusement qu'il ait besoin de nouvelles instructions à cet égard pour faire enfermer sa femme, que n'envoie-t-il chercher Lejay à qui il a fait faire une fausse déclaration, et qui vient de se rétracter? Que ne demande-t-il à M. le premier président cette vérité que tout Paris sait que Lejay lui a confessée depuis peu? Que ne s'adresse-t-il à vous-même, qui savez aussi bien que nous à quoi vous en tenir sur le fond de l'affaire? Au reste, je vais voir M. Dairolles et sonder ses intentions. »

Je me rendis à l'instant chez ma sœur, que je trouvai en conversation animée avec une autre de mes sœurs. Le sieur Marin, me dirent-elles, a parlé de nouveau à Dairolles, cet après-midi; ils ont été long-temps ensemble; le dernier est venu, tout échauffé, nous dire : comment trouvez-vous donc Marin, qui veut absolument que j'aie changé ma déposition? Et sur ma résistance opiniâtre; « vous direz, m'a-t-il ajouté, que c'est toute cette famille Beaumarchais qui vous

a suggéré la première¹. Quel bien espérez-vous de tous ces gens-là ? Abandonnez leurs intérêts ; ne songez qu'aux vôtres. Par votre déposition de ce matin , vous perdez quatre ans de travaux accumulés pour obtenir les bonnes grâces de M. le duc d'... au moment , peut-être , où vous étiez prêt d'en recueillir le fruit. Allez , mon cher compatriote , allez-vous-en parler à Goëzman ce soir , et surtout promettez-le moi. » Voilà , m'ajoutèrent mes sœurs , ce que Dairolles vient de nous apprendre : il a , dans son premier mouvement , raconté les mêmes choses à un de ses amis. Nous lui avons fait connaître le piège dans lequel on veut l'attirer. Il n'ira pas ce soir chez M. Goëzman , quoiqu'il y soit attendu. Et moi , leur dis-je , je vais à l'instant instruire M. le premier président de cette nouvelle intrigue. En effet , ce magistrat respectable eut la bonté , la patience d'écouter tout le détail qu'on vient de lire , et finit par me dire : « comptez que le parlement ne fera d'injustice à personne , et qu'en temps et lieu je me souviendrai de tout ce que vous m'avez dit. »

On avait déjà répandu au Palais que le sieur Dairolles , au désespoir de sa déposition du même jour , *qui lui avait été suggérée* , était dans l'intention de se rétracter de tout ce qu'il avait dit. Frappé du rapport de ce bruit avec les insinuations du sieur Marin , il courut le lendemain au greffe assurer que , non-seulement il démentait le fait calomnieux de sa rétractation , mais qu'il demandait la permission de confirmer ce qu'il avait dit la veille , et même d'y ajouter quelque chose.

¹ Il est bon de remarquer ici , qu'en parlant au sieur Dairolles en particulier , l'auteur de la Gazette ne se contente plus de dire qu'il fait changer sa première déposition ; il veut que Dairolles la tourne contre moi , en déposant qu'elle lui a été *suggérée* par toute ma famille. Ce trait a totalement déveillé mes yeux sur la conduite du sieur Marin dans toute cette affaire.

De mon côté, je fus chez le sieur Marin, le prier de vouloir bien ne plus correspondre avec le sieur Dairolles, au sujet de mes affaires; ce qu'il me promit.

Voilà les faits rendus dans la plus scrupuleuse exactitude : raisonnons maintenant sur la question qu'ils ont fait naître au parlement.

RÉFLEXIONS.

Y a-t-il dans tout ce qu'on vient de lire la moindre trace du crime de corruption de juge? Y voit-on que j'aie voulu gagner le suffrage de mon rapporteur par des voies malhonnêtes? Qui osera m'en prêter la coupable intention, lorsque tous les faits parlent en ma faveur, lorsque toutes les dépositions appuient ma dénégation formelle, et lorsque l'instruction du procès ne fournit aucune preuve du contraire.

Mille raisons éloignaient de moi la pensée de manquer de respect au parlement en offensant un de ses membres.

1°. J'avais, avec tous les jurisconsultes, si bonne opinion de ma cause, que j'aurais cru faire tort aux lumières de mes juges, en doutant un moment de son succès.

2°. Je n'ignorais pas qu'un juge intègre ne se laisse point corrompre par de l'argent, et que c'est le supposer corrompu d'avance et vendu à l'iniquité, que de lui en proposer.

3°. J'avais déjà gagné sur délibéré, cette cause en première instance aux requêtes de l'Hôtel : et certes on ne supposera pas que ce fut par corruption. Y avait-il donc quelque chose en mon second rapporteur qui dût me le faire soupçonner plus corruptible et moins délicat que le premier? Je ne connaissais pas M. Goëzman; et, lorsqu'il me dénonce comme son corrupteur, n'est-ce pas lui seul qui fait à sa personne un outrage auquel je n'ai pas songé? Quel juge honnête a jamais pensé de lui qu'un client le soupçonnât d'être corruptible?

Si quelqu'un eût dit à Caton : un tel homme espère acheter votre voix aux prochains comices, n'eût-il pas à l'instant répondu : vous mentez, cela est impossible ?

4°. Quoi ! l'on irait jusqu'à supposer que l'on a mis pour moi le suffrage de M. Goësman au misérable prix de cinquante louis ? En calomniant le plaideur, on verse à pleines mains l'avilissement sur le juge. Si j'avais eu la coupable intention de corrompre mon rapporteur dans une affaire dont la perte me coûte au moins cinquante mille écus, loin de fatiguer mes amis de mes résistances, loin de marchander le prix des audiences dont je ne pouvais me passer, n'aurais-je pas tout simplement dit à quelqu'un : allez assurer M. Goësman qu'il y a cinq cents louis, mille louis à son commandement, déposés chez tel notaire, s'il me fait gagner ma cause ? Personne n'ignore que de telles négociations s'entament toujours par une proposition vigoureuse et sonuante. Le corrupteur ne veut qu'une chose, n'emploie qu'un instant, ne dit qu'un mot, est jeté par la fenêtre ou conclut son traité : voilà sa marche.

Mais quel rapport tout cela peut-il avoir avec ce qui m'arrive ; et que voit-on ici ? Un plaideur désolé de ne pouvoir approcher de son rapporteur, joignant ses efforts aux soins ardens de ses amis, et s'agitant inutilement pour arriver à l'inaccessible cabinet. On y voit des audiences courues, sollicitées ; leur prix débattu ; cent louis partagés en deux fois ; une seule audience obtenue, une autre inutilement espérée ; dix louis versés d'un côté, quinze louis exigés de l'autre ; un bijou consommant tous ces sacrifices ; beaucoup de courses inutiles, point d'accès chez le juge, et le procès perdu. On voit que des demandes successives ont entraîné des sacrifices successifs ; que, plus le besoin est devenu pressant, moins on a pu se rendre économe de sa bourse ; et qu'enfin on n'a fait que céder à la nécessité de payer ce qu'il était indispensable

d'obtenir. Il y a bien loin de cette marche à celle d'un corrupteur de juge.

Mais, dira-t-on, c'est payer bien cher une audience que d'en donner cent louis. Certainement, c'est bien cher ; et mes débats et les tentatives de ma sœur prouvent assez que nous l'avons pensé comme vous : mais réfléchissez que cinquante louis n'ont pas suffi pour m'obtenir la première audience, et qu'un bijou de mille écus surmonté de quinze louis, n'a pu me procurer la seconde ; et vous conviendrez que ce qui vous semble aujourd'hui trop acheté, ne le parut pas encore assez alors. Quel homme, engagé dans les sables d'Afrique, ne payerait pas un verre d'eau cent mille ducats dans un pressant besoin !

« Mais en faisant successivement tous ces sacrifices, il est très-probable que vos demandes d'audience n'ont été qu'un prétexte avec lequel vous avez masqué l'intention de corrompre votre juge. »

Il est très-probable !... Au reste, qu'on ne croie pas que j'invente ici des objections oiseuses pour m'amuser à les résoudre : elles m'ont toutes été faites à l'interrogatoire.

Il est très-probable !... Heureusement il ne s'agit pas ici de me décider coupable sur des probabilités, mais seulement de juger sur des preuves si je le suis ou non. Que dirait de moi M. Goëzman, si, repoussant sur lui le bloc dont il veut m'écraser, je m'égarais ainsi dans les conjectures, en disant : lorsque madame Goëzman vendait l'audience de son mari, *il est très-probable* qu'il était de moitié dans le traité ; l'impossibilité d'entrer chez lui avant la délivrance des deniers, et le parfait accord du moment indiqué par l'agent de madame pour l'audience, avec celui où monsieur l'accorda, donnent beaucoup de poids à ma conjecture. Si j'ajoutais : celui qui reçoit de la main droite, étant à bon droit soupçonné de n'avoir pas la main gauche plus pure, *il est très-*

probable qu'après qu'on a eu touché mes cent quinze louis de Lejay, l'enchère s'est trouvée couverte par un autre; d'où sans doute est venue l'impossibilité d'obtenir une seconde audience, malgré les promesses du mari et de la femme; d'où est partie l'offre tardive de rendre l'argent à celui qui avait le moins donné; parce qu'en pareille affaire on ne peut tout garder sans qu'un des deux payans ne jette les hauts cris. Si, rapprochant sous un même point de vue la frivolité des objections que M. Goësmiau a faites tant à moi qu'à mon ami sur mon affaire; l'odieux soupçon qu'il a répandu, que j'avais pu abuser d'une date et d'une signature en blanc, pour y apposer un arrêté de compte; sa remarque insidieuse que les sommes de mon acte étaient en chiffres sur le verso (tandis qu'elles sont avant, dix fois écrites en toutes lettres sur le recto); le désir qu'il a montré, en sortant du jugement, de faire croire qu'il avait seul décidé la perte de mon procès, lorsqu'il dit tout haut, qu'on avait *opiné du bonnet, d'après son avis*; la précaution de se faire faire une déclaration par Lejay avant la procédure; la lettre du sieur Darnaud, la mission du sieur Marin, etc. etc. Si, dis-je, embrassant tous ces faits, j'en conclus qu'*il est très-probable....* Ne m'arrêteriez-vous pas tout court, en me disant, qu'en une affaire aussi grave, il n'est pas permis de donner des vraisemblances pour des vérités; que le parlement est juge des faits et non des intentions; que ce n'est pas à moi à diriger ses idées, ni les conséquences qu'il doit tirer; et qu'enfin il est calomnieux d'avancer ce qu'on ne peut légalement prouver? Faites-moi donc au moins la justice que vous exigeriez de moi; et ne supposez pas que j'aie eu l'intention de corrompre un juge, lorsque tout concourt à porter jusqu'à l'évidence, que je n'ai fait que céder à la dure nécessité de payer des audiences indispensables¹.

¹ Si par hasard on doutait que M. Goësmiau eût fait à mon ami l'échange

« Mais, donner de l'argent à la femme de son rapporteur pour arriver jusqu'à lui, est une espèce de corruption détournée, très-digne aussi des regards sévères de la justice. »

Eh ! monsieur, un homme qui ne peut se reconnaître en un dédale obscur, qu'en semant l'or de tout côté sur son chemin, n'est-il pas assez malheureux d'y être engagé, sans qu'il ait encore le chagrin d'en essuyer le reproche ? Eh quoi ! toujours de la corruption ? Une victime est-elle donc si nécessaire ici qu'il faille la désigner à quelque prix que ce soit ?

Si le suisse de mon juge m'a barré dix fois sa porte ; pressé que je suis d'entrer, m'accuserez-vous d'être un corrupteur pour avoir amadoué le cerbère avec deux gros écus ?

Arrivé dans l'intérieur, si deux louis d'or glissés dans la main du valet-de-chambre me font pénétrer au cabinet de son maître, aurai-je donc commis un crime de lèse-équité *magistrale*, en les lui abandonnant ?

Forcez la progression jusqu'au secrétaire ; allez même jusqu'à quelqu'un plus intimement attaché à mon juge ; ne conviendrez-vous pas que la somme ne fait plus rien à la chose, parce que les sacrifices sont toujours en raison de l'état de celui qui nous sert ?

objection que j'avais pu abuser d'un blanc-seing de M. Duverney, qu'on lise l'interpellation suivante : elle est tirée de mon interrogatoire.

Interpellé de nous dire si l'on ne lui a pas rendu, de la part de madame Goëzman, qu'il perdrait son procès, parce que son mari le soupçonnait d'avoir rempli un blanc-seing de M. Duverney ;

A répondu que personne ne lui a rendu un propos aussi absurde qu'il est outrageant ; que la mission de M. Goëzman n'ayant pas été de se rendre vérificateur d'écritures, mais seulement d'examiner si un acte fait double et librement entre deux majeurs, pouvait s'annuler autrement que par lettres de rescision ou inscription de faux, seuls moyens que la loi autorise ; un si odieux soupçon, supportable au plus dans une instruction criminelle, aurait indiqué la plus grande partialité de la part du juge en une cause civile.

Sans doute il est malheureux pour un plaideur d'être obligé de parcourir, l'or à la main, le cercle entier de tant de vexations subalternes, avant que d'arriver au juge qui en occupe le centre, et le plus souvent les ignore. Mais, qu'on puisse être inculpé pour avoir cédé à la plus tyrannique nécessité, c'est, je crois, ce qu'on peut hardiment nier avec tous les casuistes et jurisconsultes de l'univers.

Observez encore que l'on tomberait dans une contradiction puérile en attaquant un plaideur en corruption, pour avoir été forcé d'acheter de la femme de son juge des audiences à prix d'or, lorsqu'il est reçu, reconnu, avoué, qu'on doit en offrir à tous les secrétaires des rapporteurs, dont le revenu serait trop borné sans la générosité des cliens.

Envain me direz-vous que le travail des secrétaires est au moins un prétexte aux largesses des plaideurs : et voilà précisément d'où naît l'abus. Les deux contendans n'étant pas plus exempts de payer l'un que l'autre ce travail au secrétaire, il n'en est que plus exposé à la tentation de subordonner la besogne au prix qu'il en reçoit. Alors il faut convenir que les dix, vingt-cinq, quarante ou cinquante louis qu'on lui ferait accepter, deviendraient un genre de corruption bien plus dangereux autour d'un rapporteur, que celui d'intéresser sa femme. Il frapperait également sur l'homme et sur la chose, sur le juge et sur son travail. Car enfin, sa femme peut au plus lui recommander l'affaire ; mais celui qui en fait l'extrait, est souvent le maître de la lui présenter à son gré ; de faire valoir ou d'atténuer les moyens, selon qu'il veut favoriser ou nuire. L'équité d'un juge peut bien le tenir en garde contre la séduction de sa femme ; les choses qu'elle recommande étant étrangères à son état, en demandant, elle avertit de se méfier d'elle, et son projet doit échouer, par les moyens même qu'elle prend pour le faire réussir ; au lieu que tout paraît se réunir pour attirer un juge très-occupé

dans le piège que lui tendrait un secrétaire infidèle, et vendu à l'une des parties.

Nous ne voyons pourtant pas de nos jours qu'on accuse personne de vouloir corrompre les rapporteurs, quoique chaque plaideur soit toujours disposé près des secrétaires à couvrir l'enchère de son concurrent.

C'est donc sur la main qui reçoit que la justice doit avoir l'œil ouvert, et non sur la main qui donne. La faute de celle-ci n'est qu'un accident éphémère et peu dangereux, au lieu que l'avidité toujours subsistante de celle-là peut multiplier le mal à l'infini.

Je me fais d'autant moins de scrupule d'indiquer ici l'abus qui peut résulter de laisser aux plaideurs à payer le travail des secrétaires, que j'ai prouvé par le témoignage honorable rendu à l'un d'eux en ce mémoire, avec quel plaisir je rends justice à des hommes très-honnêtes, aussi studieux qu'éclairés. Abstractivement parlant, un reproche général peut être bien fondé contre telle manière d'exister d'un corps, sans qu'on entende en faire d'application personnelle à aucun de ses membres actuels.

Maintenant, qu'un gazetier * joigne à la plus insidieuse annonce sa ridicule réflexion qu'un plaideur est *très-punissable* de chercher à corrompre son juge, et le juge *repréhensible* de se prêter à ses menées : on perd patience à redresser de pareilles bévues ; aussi n'est-ce pas pour le gazetier qu'on répond qu'il fallait dire précisément le contraire.

L'action *repréhensible* d'offrir de l'or peut au moins s'excuser dans un plaideur emporté par un violent intérêt. Comme il ne plaide que pour gagner sa cause, et qu'on lui crie de toute part : *Payez, payez, ne vous laissez pas*, peut-il savoir au juste à quel point, à quelle personne il doit s'ar-

* *Gazette de La Haye*, du vendredi 23 juillet 1773, n°. 88.

rêter? Qui posera la barrière et lui montrera la borne finale? Et si la nécessité le force à passer les limites, quel homme assez pur osera lui jeter la première pierre?

Mais le juge, organe de la loi silencieuse; le juge, impassible et froid comme elle pour les intérêts sur lesquels il doit prononcer, fera-t-il, sans crime, de la balance de Thémis, un vil trébuchet de Plutus? L'intention du plaideur qui donne est au moins sujète à discussion, et peut s'interpréter de mille manières; mais le juge qui reçoit est sans excuse aux yeux de la loi. Si le premier doit acheter mille choses en plaidant, le second n'a rien à vendre en jugeant; il est donc le vrai coupable, le seul *punissable*; l'autre est tout au plus *repréhensible*.

Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit ici. Où la corruption n'existe point, il n'y a point de coupable à démêler, point de corrupteur à punir. En vain irait-on chercher dans Papon, dans Néron ou tel autre compilateur d'ordonnances, quelque ancien arrêt du douzième ou quatorzième siècle pour l'appliquer à la question présente, aucun ne peut certainement lui convenir. Les temps sont changés, les mœurs sont différentes, et l'espèce ne saurait être aujourd'hui la même sur rien. Tout se faisait alors plus simplement : les plaideurs n'avaient point d'avocats; les juges point de secrétaires; tel jugement dont les frais épuisent une bourse de louis, ne coûtait alors qu'un cornet d'épices, et telle autre chose était un crime aux yeux de l'équité, qui s'est tournée depuis en usage aux yeux de la justice.

Et quand toutes ces raisons n'existeraient pas, aucun arrêt n'a certainement prévu le cas où je me trouve; aucune loi n'a défendu de payer des audiences indispensables, quand on ne peut les obtenir autrement. S'il est peu généreux de les vendre, il y a bien loin du malheur de les acheter aux délits

sur lesquels la loi prononce des peines ; et si elle n'en a point prononcé, fera-t-on une jurisprudence rétroactive exprès pour appliquer une punition à tel fait, dont l'usage et le silence de la loi semblaient autoriser l'abus, nuisible aux seuls plaideurs.

Si l'on parvenait même à rencontrer quelque ancienne ordonnance à peu près applicable à la question présente, faudrait-il donc en tordre le sens, en étendre les dispositions pour la faire cadrer à cet événement ? Il est une maxime de jurisprudence criminelle dont on ne peut s'écarter, c'est qu'en toute loi pénale les cas de rigueur ne reçoivent jamais d'extension à cause du danger extrême des conséquences.

Mais indépendamment d'un danger applicable à tous les cas, les juges ont certainement prévu celui qui résulterait en particulier d'un arrêt, lequel, au lieu de décharger de l'accusation un plaideur qui n'a fait que céder en payant à la plus tyrannique nécessité, sévirait contre lui dans un prononcé foudroyant. Serait-ce comme corrupteur ? Nous avons prouvé qu'il ne l'est ni n'a voulu l'être..... ; comme payeur d'audience ? Dans le fait et dans le droit, il n'y a pas de sa part l'ombre d'un délit.

On sent que le désir de mettre un frein, par un exemple, à la corruption, pourrait seul dicter un pareil arrêt ; mais les magistrats sont bien convaincus que cet arrêt prouverait mieux leur sévérité qu'il n'honorerait leur prévoyance : ils savent qu'en en faisant porter la rigueur sur la partie déjà souffrante, et qu'en se trompant ainsi sur le choix de la victime, au lieu de couper le mal dans sa racine, on courrait le danger de l'accroître à l'infini.

Osons le dire avec liberté : si jamais il existait un juge aride et prévaricateur, chargé de l'examen d'un procès, ne deviendrait-il pas le maître à l'instant d'abuser d'un pareil

arrêt, comme d'une permission enregistrée pour dépouiller impunément les plaideurs ? L'arrêt à la main, donne-moi cent louis, pourrait-il dire à son client, si tu veux avoir audience ; mais quand tu l'auras payée, soit que je te l'accorde ou non, lis cet arrêt, et tremble de parler.

SUPPLÉMENT AU MÉMOIRE

A CONSULTER

POUR

PIERRE-AUGUSTIN

CARON DE BEAUMARCHAIS,

Ecuyer, conseiller-secrétaire du roi, et lieutenant-général des chasses au bailliage et capitainerie de la varenne du Louvre, grande vénerie et fauconnerie de France, *accusé*.

Pressé d'établir mon innocence par l'exposé des faits, j'ai hasardé mon premier mémoire. Mais avoir dit la vérité dans un commencement d'affaire, est un engagement pris envers les juges et le public de continuer à la leur offrir sans relâche et sans déguisement jusqu'à sa conclusion.

J'ai trop appris aux dépens de mon repos, combien il est dangereux d'avoir un ennemi qualifié ; j'ai pensé payer d'une partie de ma fortune le malheur de combattre un adversaire en crédit. Aujourd'hui, ce qui devrait me faire trembler me rassure.

Moins obligé d'avoir du talent, parce que j'ai du courage,

la nécessité d'écrire contre un homme puissant est mon passeport auprès des lecteurs. Je ne m'abuse point : il s'agit moins pour le public de ma justification, que de voir comment un homme isolé s'y prend pour soutenir une aussi grande attaque et la repousser tout seul.

Quant à mes juges, être bien persuadé que je n'aurai pas moins de faveur à leurs pieds que mon adversaire assis au milieu d'eux ; m'y présenter avec la plus grande confiance, est rendre au parlement ce que je lui dois. Ce principe adopté, l'on sent que tout ménagement qui m'eût empêché de me défendre contre un juge, ne m'eût paru qu'une insulte au corps entier des magistrats.

Et tel était mon argument auprès des gens de loi, quand j'y cherchais un défenseur. Mais je parlais à des sourds ; ils fuyaient tous en me criant de loin : c'est un de *messieurs*, ne m'approchez pas. D'où vient donc tant d'effroi ? Je ne demande que justice. *Dieu et mon droit* n'est-il plus le cri de réclamation qui rend tous les sujets d'un roi juste, également recommandables aux yeux de la loi ? ou mon adversaire est-il l'arche du seigneur, et sacré au point qu'on ne puisse y toucher sans être frappé de mort ? Mes ennemis sont nombreux, et je suis seul, mais au tribunal de l'équité le plus ferme appui de l'innocence est de n'en avoir aucun. Vos terreurs ne m'arrêteront donc point ; je me défendrai moi-même. Vous ne voyez que des hommes où je parle à des juges. Vous craignez leurs ressentimens ; moi, j'espère en leur intégrité. Qui de nous deux les honore mieux à votre avis ? Mais y eut-il du danger pour moi, je préférerais de m'y exposer par un excès de confiance, à la bassesse de les outrager par une défiance malhonnête. Et s'il faut me montrer enfin tel que je suis, j'aimerais mieux trébucher, même en ce combat avec leur estime et celle des

honnêtes gens, que de chercher, en le fuyant, ma sûreté dans un mépris universel.

Mon premier mémoire a laissé le procès seulement réglé à l'extraordinaire. C'était poser la plume à l'instant où il devenait intéressant de la prendre. Ce nouvel aspect des choses annonçant que le parlement voulait traiter l'affaire au plus grave, abattait le courage de mes amis ; il a relevé le mien. Si l'on avait voulu juger légèrement, disais-je, étouffer le fond en étranglant la forme, et ne pas peser chaque chose au poids de la plus exacte équité, tout n'est-il pas connu sur ce qui me regarde ? Ce qui ne l'est pas de même est la branche du procès qui touche M. et madame Goëzman. Le règlement à l'extraordinaire peut seul éclaircir cette importante partie de ma justification ; il est donc beaucoup plus en ma faveur que contre moi.

Si j'ai bien ou mal raisonné, c'est ce que la suite va nous apprendre. Je supplie le lecteur de m'accorder autant d'attention que d'indulgence. Quand je n'avais à raconter qu'une suite de faits non disputés, j'ai pu soutenir un moment sa curiosité par mon empressement à la satisfaire, et sauver l'aridité du sujet par la rapidité de la marche ; mais aujourd'hui qu'il me faut discuter lentement les moyens de mes adversaires, les épilucher phrase à phrase, et me traîner après eux dans le caveau de la mine où ils ont cru m'ensevelir ; on sent que ma marche en deviendra pesante, et qu'il me faut ici plus de méthode que d'esprit, plus de sagacité que d'éloquence.

Ce n'est pas le fond du procès que je vais examiner ; il est connu par mon premier mémoire. J'examinerai seulement la manière dont mes adversaires ont engagé l'affaire et l'ont soutenue contre moi jusqu'à ce jour. C'est une espèce de second procès dans le premier : comme l'épisode du sieur Marin et

toutes ses nouvelles menées en donneront bientôt un troisième dans le second.

Surtout appliquons-nous à bien effacer la tache de corruption qu'on a voulu m'imprimer : forçons madame Goëzman à se rétracter, car si M. Goëzman est mon véritable adversaire, il ne faut pas oublier que sa femme est mon unique contradicteur. C'est sur la foi de ce seul témoin qu'il m'a dénoncé comme ayant voulu *le corrompre et gagner son suffrage*.

Quant à ce dernier nœud, le plus difficile de tous, madame Goëzman l'a coupé au moment qu'on s'y attendait le moins, en dictant, dans son récolement, auquel elle s'est toujours tenue depuis, cette phrase remarquable et qui juge le procès. « Je déclare que jamais Lejay ne m'a présenté d'argent pour gagner le suffrage de mon mari, qu'on sait bien être incorruptible; mais qu'il sollicitait seulement des audiences pour le sieur de Beaumarchais. »

Ou en connaît assez déjà, pour être certain que mes ennemis ne s'étaient pressés de s'emparer de l'attaque, que par la frayeur d'être chargés du poids de la défense : mais ils ont beau faire, il faudra toujours y revenir; parce qu'en acceptant le défi, j'ai pris pour devise, *courage et vérité*.

Se plaindront-ils que je me sois trop pressé de parler? Leurs déclarations étaient fabriquées, la lettre de Darnaud les appuyait, les soins de Marin en promettaient le succès, j'étais dénoncé au parlement, les témoins entendus, les chambres assemblées, l'arrêt intervenu, Lejay emprisonné, moi décrété, les interrogatoires accumulés, les bruits les plus funestes répandus, les diffamations les plus indécentes admises; et moi j'étais muet et tranquille. Qu'ils s'agitent; qu'ils cabalent et me dénigrent sans relâche; ils ont tort, disais-je; c'est à eux de se tourmenter : si la vigilance est utile à la vertu, elle est bien plus nécessaire au vice : un moment viendra où j'éclaircirai tout. Il est arrivé. Parler plus tôt eût été

fomenteur un débat inutile; attendre plus tard, aurait compromis mon droit; je le fais et continuerai à le faire, avec le respect et la confiance dus à mes juges. Heureux si mes défenses obtiennent la sanction du suffrage public!

Je passe sous silence mes confrontations avec les témoins, avec le sieur Baculard Darnaud, conseiller d'ambassade; avec le sieur Marin, gazetier de France, en un mot, ce qu'on pourrait appeler la petite guerre, que je réserve pour un mémoire particulier; pour arriver bien vite aux objets intéressans qui sont mes confrontations avec madame Goëzman, l'examen des déclarations attribuées à Lejay et la dénonciation de M. Goëzman au parlement¹.

La première partie de ce mémoire, en montrant de quel ridicule le conseil de madame Goëzman l'a forcée de se couvrir dans ses défenses, va porter ma justification au plus haut degré d'évidence.

La seconde, en éclairant le fond de la scène, nous met sur la trace du principal auteur, et découvre enfin la main qui fait jouer tous les ressorts de cette noire intrigue.

PREMIÈRE PARTIE.

Madame Goëzman.

Avant d'entamer les confrontations de madame Goëzman avec moi, il est bon de dire un mot de son plan de défense,

¹ J'attends en ce moment quatre ou cinq mémoires, contre moi, annoncés dans les papiers publics. Il en a déjà paru deux, l'un du sieur Baculard Darnaud; l'autre du gazetier de France. Dans ce dernier, après quelques plaintes sur la fausseté des calomnies et l'indécence des outrages répandus dans un libelle signé, dit-on, Beaumarchais, Malbête, le gazetier de France entreprend de se justifier par un petit manifeste, signé Marin, qui n'est pas Malbête. M. Goëzman les distribue tous deux; c'est chez lui que j'ai fait prendre les exemplaires que j'en ai.

le meilleur de tous, s'il était aussi sûr qu'il est commandé.

A mesure qu'il se présentait un témoin, madame Goësmán commençait par le reprocher, le récuser, l'injurier avant même qu'il eût parlé; puis le laissait dire.

C'est ainsi que le sieur Santerre, chargé de m'accompagner partout, en fut très-maltraité, parce qu'il s'était trouvé présent à l'audience que j'avais obtenue de son mari, et m'avait vu remettre à son laquais la lettre qui me l'avait procurée. Il eut beau représenter que, s'il n'eût pas été avec moi, il ne pourrait certifier ce qu'il n'aurait pas vu; et qu'en aucune affaire il n'y aurait de témoins écoutés, si on les recusait en vertu même de l'action qui les admet à témoigner; la dame assura qu'il était *DE LA CLIQUE INFAME qui voulait flétrir sa réputation et celle du magistrat le plus vertueux*; et s'en tint à sa récusation: c'était son thème; il lui était défendu de s'en écarter; rien ne put l'en faire sortir.

M^e. Falconnet vint ensuite, et fut traité comme le sieur Santerre. « Mais, madame, entendez donc que je suis l'avocat, et que j'ai dû accompagner mon client chez son juge. Assigné depuis pour déposer ce que j'ai vu, puis-je refuser à la vérité le témoignage qu'on me force de lui rendre? » C'était un parti pris; il fut récuse comme les autres: enfin tout autant qu'il s'en présenta se virent reprochés, recusés, injuriés sans pitié. Chacun disait en sortant, quelle femme! je plains de Beaumarchais; s'il n'est que souffleté dans sa confrontation, il pourra se vanter d'en être quitte à bon marché.

Un seul témoin parut redoutable à madame Goësmán; autant elle avait été fière avec tous les hommes, autant elle fut modeste avec la dame Lejay; soit qu'elle comptât moins sur les égards d'une personne de son sexe, ou que leur ancienne liaison lui donnât quelque inquiétude: et cette différence est d'autant plus remarquable, que la dame Lejay la charge ex-

pressément dans sa déposition, d'avoir reçu cent louis pour une audience, d'en avoir exigé et retenu quinze autres, d'avoir sollicité Lejay, en sa présence, de nier tout ce qui s'était fait entre eux, et de l'avoir voulu faire passer chez l'étranger pendant qu'on accommoderait l'affaire à Paris; d'avoir dit, en parlant de M. Goëzman devant plusieurs personnes : « il serait impossible de se soutenir honnêtement avec ce qu'on nous donne; mais nous avons l'art de plumer la poule sans la faire crier ¹. » La dame Lejay même ajoutait verbalement que madame Goëzman leur avait dit au sujet des quinze louis qu'elle se promettait bien de ne pas rendre : « Tout ce que je regrette, c'est de n'avoir pas aussi gardé la montre et les cent louis; il n'en serait aujourd'hui ni plus ni moins; » mais que, ne pouvant engager Lejay à vaincre son horreur pour un faux serment, elle lui avait dit enfin : « je trouve un remède à vos répugnances; nous nierons hardiment; puis le lendemain nous ferons dire une messe au Saint-Esprit, et tout sera réparé. »

Un pareil témoin méritait bien le démenti, la récusation, l'injure et le reproche. Au lieu de l'apostrophe ordinaire, madame Goëzman rougit, se tait, rêve long-temps, se fait lire une seconde fois la déposition : on croit qu'elle veut la mieux comprendre afin de la mieux combattre : elle rougit de nouveau, se trouble, demande un verre d'eau, et finit par dire en tremblant : « madame, nous sommes ici pour avouer la vérité; dites si je me suis jamais comportée indécemment dans votre boutique en badinant avec les gens qui y étaient lorsque je vous ai visitée? — Non, madame; aussi n'ai-je pas dit un mot de cela dans ma déposition. — Dites, je vous prie, madame, si j'ai jamais monté seule avec M. Lejay dans sa chambre, et si j'y suis restée enfermée avec lui de

¹ Je rétablis ici le propos dans toute sa pureté. Je ne le savais que par ouï dire lors de mon premier mémoire. Aujourd'hui que j'ai lu, il faut citer juste.

manière à donner à rire et faire jaser sur mon compte? — Hé! mon Dieu, madame, vous m'étonnez beaucoup avec vos étranges questions! Tout ce que vous demandez a-t-il aucun rapport à l'affaire qui nous rassemble! Il s'agit de cent louis que vous avez reçus, de quinze louis que vous avez dans vos mains; et non de vos tête-à-têtes avec mon mari, dont personne ne se plaint. — Madame, je proteste devant qui il appartiendra, que j'ai rendu les cent louis et la montre. A l'égard des quinze louis, cela ne regarde personne; c'est une affaire entre M. Lejay et moi. » Et cette étonnante explication est entièrement consignée au procès.

Remarquez bien que l'accusée ne nie pas au témoin les quinze louis, et qu'elle se contente d'écarter avec soin tout ce qui peut en amener la discussion. « A l'égard des quinze louis, c'est une affaire entre M. Lejay et moi. » Pas un mot sur les faits de la déposition; nulle autre interpellation: des larmes furtives seulement qui font présumer que le témoignage qu'elle invoque sur sa conduite avec le sieur Lejay, se rapporte à quelques chagrins domestiques, dont elle ne juge pas à propos de rendre compte à la cour. Le greffier attend ses interpellations sur le fond de l'affaire; mais madame Goëzman, au grand étonnement des spectateurs, borne là toutes ses questions; proteste qu'elle n'a rien de plus à dire, et ferme la séance.

Je me réserve à faire mes observations sur cette conduite, quand j'aurai montré madame Goëzman dans toute sa force avec moi. On va la voir en me parlant prendre un ton bien différent; mais ce rapprochement, loin de nuire à la vérité que nous cherchons, la montrera peut-être mieux à des yeux non prévenus, que tous les argumens que j'emploierais pour la mettre au grand jour.

Confrontation de moi à madame Goëzman.

On n'imaginerait pas combien nous avons eu de peine à nous rencontrer madame Goëzman et moi ; soit qu'elle fût réellement incommodée autant de fois qu'elle l'a fait dire au greffe , soit qu'elle eût plus besoin d'être préparée pour soutenir le choc d'une confrontation aussi sérieuse que la mienne. Enfin nous sommes en présence.

Après les sermens reçus et les préambules ordinaires sur nos noms et qualités , on nous demanda si nous nous connaissons. « Pour cela non , dit madame Goëzman , je ne le connais ni ne veux jamais le connaître ». Et l'on écrivit. « Je n'ai pas l'honneur non plus de connaître madame ; mais en la voyant , je ne puis m'empêcher de former un vœu tout différent du sien ». Et l'on écrivit.

Madame Goëzman sommée ensuite d'articuler ses reproches , si elle en avait à fournir contre moi , répondit : « écrivez que je reproche et récuse monsieur , parce qu'il est mon ennemi capital , et parce qu'il a une ame atroce connue pour telle dans tout Paris , etc.... »

Je trouvai la phrase un peu masculine pour une dame ; mais en la voyant s'affermir sur son siège , sortir d'elle-même , enfler sa voix pour me dire ces premières injures , je jugeai qu'elle avait senti le besoin de commencer l'attaque par une période vigoureuse pour se mettre en force ; et je ne lui en sus pas mauvais gré.

Sa réponse écrite en entier , on m'interroge à mon tour. Voici la mienne : « je n'ai aucun reproche à faire à madame , pas même sur la petite humeur qui la domine en ce moment ; mais bien des regrets à lui montrer de ne devoir qu'à un procès criminel l'occasion de lui offrir mes premiers hommages. Quant à l'atrocité de mon ame , j'espère lui prouver par la

modération de mes réponses , et par ma conduite respectueuse, que son conseil l'a mal informée sur mon compte. » Et l'on écrivit. Tel est, en général, le ton qui a régné entre cette dame et moi pendant huit heures que nous avons passées ensemble en deux fois.

Le greffier lit mes interrogatoires et récolemens, après lesquels on demande à madame Goëzman si elle a quelques observations à faire sur ce qu'elle vient d'entendre. « Ma foi non, monsieur (répond-elle, en souriant, au magistrat). Que voulez-vous que je dise à tout ce fatras de bêtises ? Il faut que monsieur ait bien du temps à perdre pour avoir fait écrire autant de platitudes. » Je ne fus pas fâché de la voir un peu adoucie sur mon compte, car enfin des bêtises ne sont pas des atrocités.

« Faites vos interpellations, madame, lui dit le conseiller commissaire. Je suis obligé de vous prévenir qu'après ce moment il ne sera plus temps — Eh ! mais sur quoi, monsieur ? Je ne vois pas moi... Ah... ! écrivez qu'en général toutes les réponses de monsieur sont fausses et suggérées. »

Je souriais. Elle voulut en savoir la raison : « C'est, madame, qu'à votre exclamation, j'ai bien jugé que vous vous rappeliez subitement cette partie de votre leçon, mais vous auriez pu l'appliquer plus heureusement. Sur une foule d'objets qui vous sont étrangers dans mes interrogatoires, vous ne pouvez savoir si mes réponses sont *fausses* ou *vraies*. A l'égard de la *suggestion*, vous avez certainement confondu, parce qu'étant regardé par votre conseil comme le chef d'une *clique* (pour user de vos termes), on vous aura dit que je suggérais les réponses aux autres, et non que les miennes m'étaient *suggérées*. Mais n'auriez-vous rien à dire de particulier sur la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire, et qui m'a procuré l'audience de M. Goëzman ? — Certainement, monsieur....., attendez....., écrivez.... Quant à l'égard de la

soi-disante audience....., de la soi-disante..... audience. »

Tandis qu'elle cherche ce qu'elle veut dire, j'ai le temps d'observer au lecteur que le tableau de ces confrontations n'est point un vain amusement que je lui présente : il m'est très-important qu'on y voie l'embarras de la dame pour lier à des idées très-communes les grands mots de palais dont son conseil avait eu la gaucherie de les habiller. *La soi-disante audience.... envers et contre tous... , ainsi qu'elle avisera... , un commencement de preuve par écrit....*, et autres phrases où l'on sent la présence du Dieu qui inspire la prêtresse, et lui fait rendre ses oracles en une langue étrangère qu'elle-même n'entend point.

Enfin, madame Goëzman fut si long-temps à chercher, répétant toujours la *soi-disante audience.....*, le greffier la plume en l'air, et nos six yeux fixés sur elle, que M. de Chazal, commissaire, lui dit avec douceur : « Eh bien ! madame, qu'entendez-vous *par la soi-disante audience* ? Laissons les mots, assurez vos idées, expliquez-vous, et je rédigerai fidèlement votre interpellation. — Je veux dire, monsieur, que je ne me mêle point des affaires ni des audiences de mon mari, mais seulement de mon ménage, et que si monsieur a remis une lettre à mon laquais, ce n'a été que par excès de méchanceté, ce que je soutiendrai envers et contre tous. » Le greffier écrivait : « Daignez nous expliquer, madame, quelle méchanceté vous entendez trouver dans l'action toute simple de remettre une lettre à un valet ? » Nouvel embarras sur ma méchanceté ; cela devenait long...., et si long.... que nous laissâmes là ma méchanceté ; mais, en revanche, elle nous dit : « S'il est vrai que monsieur ait apporté chez moi une lettre, auquel de nos gens l'a-t-il remise ? — A un jeune laquais blondin, qui nous dit être à vous, madame. — Ah ! voilà une bonne contradiction ! Ecrivez que monsieur a remis une lettre à un blondin ; mon laquais n'est

pas blond, mais châtain-clair. (Je fus atterré de cette réplique); et si c'était mon laquais, comment est ma livrée ? » Me voilà pris : cependant, me remettant un peu, je répondis de mon mieux : « Je ne savais pas que madame eût une livrée particulière. — Ecrivez, écrivez, je vous prie, que monsieur, qui a parlé à mon laquais, ne sait pas que j'ai une livrée particulière, moi qui en ai deux, celle d'hiver et celle d'été. — Madame, j'entends si peu vous contester les deux livrées d'hiver et d'été, qu'il me semble même que ce laquais était en veste de printemps du matin, parce que nous étions au 3 avril. Pardon si je me suis mal expliqué. Comme, en vous mariant, il est naturel que vos gens aient quitté votre livrée pour ne porter que celle de la maison Goëzman, je n'aurais pu distinguer à l'habit si le laquais était à monsieur ou à madame. Il a donc bien fallu, sur ce point délicat, m'en rapporter à sa périlleuse parole; au reste, qu'il soit blond ou châtain-clair, qu'il portât la livrée Goëzman ou la livrée Jamar¹, toujours est-il vrai que devant deux témoins irréprochables, M^e Falconnet et le sieur Santerre, un laquais, soi-disant à vous, a été chargé par moi, sur le perron de votre escalier, d'une lettre qu'il ne voulait pas porter alors, parce que monsieur, disait-il, était avec madame, qu'il porta cependant quand je l'eus rassuré, et dont il nous reudit bientôt cette réponse verbale : *Vous pouvez monter au cabinet de monsieur; il va s'y rendre à l'instant par un escalier intérieur.* En effet, M. Goëzman nous y joignit peu de temps après. »

« Tout ce bavardage ne fait rien, reprit madame Goëzman. Vous n'avez pas suivi mon laquais sur l'escalier pardevant té-

¹ Madame Goëzman, étant fille, s'appelait mademoiselle Jamar, mais il n'est pas vrai qu'elle fût comédienne à Strasbourg, quand M. Goëzman l'épousa, comme le dit faussement le gazetier de Leyde, qui n'épargne pas plus les injures que les plaideurs.

moins, ainsi vous ne pouvez attester qu'il m'ait remis la lettre en mains propres, et moi je déclare que je n'ai jamais reçu aucune lettre de monsieur, ni de sa part, et que je ne me suis mêlée nullement de lui faire avoir cette audience. Ecrivez exactement. »

« Eh Dieux ! madame, à quel soupçon nous livrez-vous ? C'est bien pis si vous n'avez pas reçu la lettre des mains du laquais : comme il est prouvé au procès que cet homme l'a prise des miennes, et que l'apparition de M. Goësman s'accorde en tout avec la réponse verbale du châtain-clair, il en faudrait conclure que ce perfide laquais de femme aurait remis la lettre à votre mari. Cette lettre, madame, par laquelle vous étiez sommée, suivant votre accord avec Lejay, de me procurer l'audience, il en faudrait conclure que cet époux, non moins honnête que curieux, se serait cru engalant homme obligé de tenir les engagements de sa femme, et.... achevez la phrase, madame ; en honneur, je n'ai pas le courage de la pousser plus loin ; décidez lequel des deux époux ouvrit la lettre qui produisit l'audience ; mais si vous persistez à soutenir que ce n'est pas vous, ne dites plus au moins que je compromets M. Goësman dans cette affaire ; il est bien prouvé pour le coup que c'est vous-même qui le compromettez. »

« Laissez-moi tranquille, monsieur, reprit-elle avec colère ; s'il fallait répondre à tant d'impertinences, on resterait sur cette sottise lettre jusqu'à demain matin ; *je n'en tiens à ce que j'ai dit, et n'y veux pas ajouter un mot davantage.* »

Comme c'était sur mon interrogatoire qu'on argumentait, et que madame Goësman ne poussa pas plus loin ses observations, ma confrontation avec elle fut close à l'instant. Alors il fut question de la sienne avec moi ; car, pour l'instruction de ceux qui sont assez heureux pour n'avoir pas encore été dénoncés par M. Goësman sur des audiences payées à sa femme, il est bon d'observer que, quand deux accusés sont

confrontés l'un à l'autre, celui dont on a lu l'interrogatoire n'a pas le droit d'interpeller; il ne fait que répliquer, observer; mais il prend sa revanche; il interpelle à son tour à la lecture des pièces de son co-accusé.

Il en résulte que, lorsqu'un accusé a fait le tour entier des confrontations actives et passives, il connaît le procès à peu près aussi bien que ceux qui doivent le juger.

Je puis donc attester de nouveau que tout ce j'ai avancé dans mon premier mémoire sur la seule conviction de mon innocence, est exactement conforme aux pièces du procès; je m'en suis convaincu à leur lecture; et ce n'est pas sans raison que je pèse là-dessus. Il se répand dans le public que la seule réponse due à mon mémoire est d'assurer que c'est un tissu de faussetés naïvement débitées.

Laissons cette faible ressource à l'iniquité, ne lui disputons pas ce triomphe d'un moment; elle n'en aura point d'autre.

O mes juges! c'est à vous que j'ai l'honneur d'adresser ce que j'écris; vous lirez, vous comparerez tout, et vous me vengerez de ces nouvelles calomnies; c'est votre jugement qui m'en fera raison. Voudrais-je en imposer sous vos yeux au public? On entend partout mes ennemis crier contre moi, s'agiter, menacer. En me menageant plus, ils me serviraient moins. Aux yeux de l'équité, le mal qu'on veut à l'innocence est la mesure du bien qu'on lui fait. Ils voudraient m'effrayer sur le procès et sur les juges, m'amener à redouter l'injustice de ceux à qui je viens demander raison de la leur, et me faire puiser la terreur dans le sein même où je viens chercher la paix. O mes juges! ma confiance en vous se ranime et s'accroît par les efforts accumulés pour l'éteindre. Echauffés sur la sainteté de votre ministère, vous saisissez cette occasion de vous honorer aux yeux de la nation qui vous attend; elle se souviendra surtout qu'en vengeant un faible citoyen, vous

n'avez pas oublié que son adversaire était conseiller au parlement.

Confrontation de madame Goëzman à moi.

Il était tard ; à peine eut-on le temps ce jour-là de lire les interrogatoires et récolemens de madame Goëzman. Ah ! grands Dieux ! quels écrits ! Figurez-vous un chef-d'œuvre de contradictions , de maladresse et de turpitude , et vous n'en aurez pas encore une véritable idée. Je ne pus m'empêcher de m'écrier : « Quoi ! madame , il y a quelqu'un au monde assez ennemi de lui-même pour vous confier son honneur et le secret d'une intrigue aussi sérieuse à défendre ! Pardon , mon étonnement ici porte moins sur vous que sur le conseil qui vous met en œuvre. — Eh ! qu'y a-t-il donc , monsieur , s'il vous plaît , dans tout ce qu'on vient de lire ? — Que vous êtes , madame , une femme très-aimable ! mais que vous manquez absolument de mémoire , et c'est ce que j'aurai l'honneur de vous prouver demain matin. »

Je demande pardon au lecteur si mon ton est un peu moins grave ici qu'un tel procès ne semble le comporter. Je ne sais comment il arrive qu'aussitôt qu'une femme est mêlée dans une affaire , l'ame la plus farouche s'amollit et devient moins austère ; un vernis d'égards et de procédés se répand sur les discussions les plus épineuses ; le ton devient moins tranchant , l'aigreur s'atténue , les démentis s'effacent , et tel est l'attrait de ce sexe qu'il semblerait qu'on dispute moins avec lui pour éclaircir des faits , que pour avoir occasion de s'en rapprocher.

Eh ! quel homme assez dur se défendrait de la douce compassion qu'inspire un trop faible ennemi poussé dans l'arène par la cruauté de ceux qui n'ont pas le courage de s'y présenter eux-mêmes ! qui peut voir , sans s'adoucir , une jeune femme jetée entre des hommes , et forcée , par l'acharnement des uns , de se mettre aux prises avec la fermeté des autres ,

s'égarer dans ses suites, s'embarrasser dans ses réponses, sentir qu'elle en rougit, et rougir encore plus de dépit de ne pouvoir s'en empêcher.

Ces greffes, ces confrontations, tous ces débats virils ne sont point faits pour les femmes; on sent qu'elles y sont déplacées : le terrain anguleux et dur de la chicane blesse leurs pieds délicats; appuyées sur la vérité même, elles auraient peine à s'y porter : jugez quand on les force à y soutenir le mensonge ! Aussi malheur à qui les y poussa. Celui qui s'appuie sur un faible roseau ne doit pas s'étonner qu'il se brise et lui perce la main.

Que, dans le principe, on ait fait nier à madame Goëzman qu'elle a mis à profit son influence sur le cabinet de son mari, il n'y avait pas encore un grand mal; mais lorsque les décrets lancés ont suspendu l'état et coupé la fortune des citoyens; lorsque les cachots sont remplis, et que des malheureux y gémissent, qu'on ait le honteux courage d'exposer une femme, aussi troublée par le cri de sa conscience qu'effrayée sur les suites de sa démarche, à se défendre en champ clos contre la force et la vérité réunies....., c'est presque moins une atrocité qu'une maladresse insoutenable.

Aussi madame Goëzman, au lieu de se trouver au greffe le lendemain à dix heures du matin, comme elle l'avait promis, eut-elle bien de la peine à s'y rendre sur les quatre heures après midi. Je m'aperçus néanmoins que de nouveaux confortatifs avaient remonté son ame à peu près au même point de jactance et d'aigreur où je l'avais vue en commençant la veille avec moi; mais j'avais lu ses défenses; les rires, les propos forcés, les éclairs de fureur, les tonnerres d'injures étoient devenus sans effet.

Pour prévenir un nouvel orage, je pris la liberté de lui dire : « Aujourd'hui, madame, c'est moi qui tiens l'attaque, et voici mon plan : nous allons repasser vos interrogatoires et

récolemens ; je ferai mes observations ; mais chaque injure que vous me direz , permettez que je m'en venge à l'instant en vous faisant tomber dans de nouvelles contradictions. — De nouvelles contradictions , monsieur ? Est-ce qu'il y en a dans tout ce que j'ai dit ? — Ah ! bon Dieu ! madame , elles y fourmillent ; mais j'avoue qu'il est encore plus étonnant de ne pas les apercevoir en relisant , que de les avoir faites en dictant. »

Je pris les papiers pour les parcourir. — « Comment donc ! est-ce que monsieur a la liberté de lire ainsi tout ce qu'on m'a fait écrire ? — C'est un droit , madame , dont je ne veux user qu'avec toutes sortes d'égards. Dans votre premier interrogatoire , par exemple , à seize questions de suite sur un même objet ; c'est à savoir *si vous avez reçu cent louis de Lejay , pour procurer une audience au sieur de Beaumarchais* ; je vois , au grand bonheur de votre discrétion , que les seize réponses ne sont chargées d'aucun ornement superflu. »

« Interrogée , si elle a reçu cent louis en deux rouleaux ? A répondu : *cela est faux*. Si elle les a serrés dans un carton de fleurs ? *cela n'est pas vrai*. Si elle les a gardés jusqu'après le procès ? *mensonge atroce*. Si elle n'a pas promis une audience à Lejay pour le soir même ? *calomnie abominable*. Si elle n'a pas dit à Lejay : l'or n'était pas nécessaire , et votre parole m'eût suffi ? *invention diabolique* , etc. , etc. » Seize négations de suite au sujet des cent louis.

Et cependant au second interrogatoire , pressée sur le même objet , on voit que madame Goëzman a répondu librement ; « qu'il est vrai que Lejay lui a présenté cent louis ; qu'il est vrai qu'elle les a serrés et gardés dans son armoire un jour et une nuit , mais uniquement par complaisance pour ce pauvre Lejay , parce que c'est un bonhomme , qui n'en sentait pas la conséquence , qui d'ailleurs lui est

utile pour la vente des livres de son mari ; et parce que cet argent pouvait le fatiguer dans les courses qu'il allait faire. » Quelle bonté ! la somme était en or.

« Comme ces réponses sont absolument contraires aux premières, je vous supplie, madame, de vouloir bien nous dire auquel des deux interrogatoires vous entendez vous tenir sur cet objet important ? — A l'un ni à l'autre, monsieur ; tout ce que j'ai dit là ne signifie rien ; et je m'en tiens à mon récolement qui est la seule pièce contenant vérité. » Tout cela s'écrivait.

« Il faut convenir, lui dis-je, madame, que la méthode de récuser ainsi son propre témoignage après avoir récuse celui de tout le monde, serait la plus commode de toutes, si elle pouvait réussir. En attendant que le parlement l'adopte, examinons ce qui est dit sur ces cent louis dans votre récolement. Madame Goëzman y assure « qu'elle était à sa toilette lorsque Lejay lui a présenté les cent louis ; elle assure qu'elle l'a prié de les remporter (mais sans indignation pourtant), et que, lorsqu'il a été parti, elle a été tout étonnée de les retrouver dans un carton de fleurs au coin de sa cheminée ; et qu'elle a envoyé trois fois dans la journée dire à ce pauvre Lejay de venir reprendre son argent ; ce qu'il n'a fait que le lendemain. »

« Observez, madame, que d'un côté vous avez rejeté les cent louis avec indignation ; que de l'autre, vous les avez serrés avec complaisance ; et que de l'autre enfin, c'est à votre insu que l'or est resté chez vous. Voilà trois narrations du même fait, assez dissemblables : quelle est la bonne, je vous prie ? — *Je vous l'ai déjà dit, monsieur, je m'en tiens à mon récolement.* — Oserais-je vous demander, madame, pourquoi vous rejetez les réponses de votre second interrogatoire, qui me parait s'approcher davantage de la véritable

vérité? — *Je n'ai rien à répondre : mes raisons sont dans mon récolement ; vous pouvez les y lire. »*

En effet j'y lus, non sans étonnement : « Madame Goësmann, interpellée de nous déclarer si son second interrogatoire contient vérité ; si elle entend s'y tenir, et si elle n'y veut rien changer, ajouter ni retrancher, a répondu que son second interrogatoire contient vérité ; qu'elle entend s'y tenir et n'y veut rien changer, ajouter ni retrancher ; hors seulement que tout ce qu'elle y a dit est faux d'un bout à l'autre. » On y lit ensuite ces propres mots : « Parce que, ce jour-là, madame Goësmann prétend qu'elle ne savait ce qu'elle disait et n'avait pas sa tête à elle, *étant dans un temps critique.* — Critique à part, madame, lui dis-je en baissant les yeux pour elle, cette raison de vous démentir me paraît un peu bien singulière, etc..... ». — Vous me croirez si vous voulez, monsieur ; mais en vérité il y a des temps où je ne sais ce que je dis ; où je ne me souviens de rien : encore l'autre jour..... » Et elle nous enfila une de ces petites histoires, dont tout le mérite est de rassurer la contenance de celui qui les fait.

Pour l'honneur de la vérité, il faut avouer qu'en parlant ainsi l'éclair des yeux ne brillait plus, la physionomie était modeste, le ton doux, plus de jactance, plus d'injures : pour le coup, je reconnus le langage aimable d'une jeune femme.

« Eh bien, madame, je n'insisterai pas sur ce point, qui paraît vous mettre à la gêne et vous opprimer. Ce que vous ne débattrez pas aigrement vous sera toujours accordé par moi. La plus forte armée de votre sexe, madame, est la douceur ; et son plus beau triomphe est d'avouer sa défaite. Mais

* Sans l'extrême importance de cette citation, j'aurais omis par décence l'étrange moyen de madame Goësmann, et je ne garderais bien de peser sur des détails que mon respect pour les dames désavoue.

daignez au moins nous expliquer pourquoi vous avez nié dans votre premier interrogatoire seize fois de suite le séjour que les cent louis ont fait chez vous, et dont vous convenez dans votre récolement. Pardon si j'entre ici dans des détails un peu libres pour un adversaire ; mais les intimes confidences que vous venez de faire au parlement semblent m'y autoriser : à en juger par la date de ce premier interrogatoire, il ne paraît pas que vous eussiez alors la tête troublée par des embarras d'un aussi pénible aveu que le jour du second ; et cependant vous n'y êtes pas moins contraire en tout à votre récolement. — Si j'ai nié, monsieur, ce jour-là, que j'eusse reçu et gardé l'argent, c'est qu'apparemment je l'ai voulu ainsi ; mais, comme je l'ai déjà dit et le répète pour la dernière fois, je n'entends m'en tenir sur ce fait qu'à mon récolement ; je suis fâchée que cela vous déplaie. — A moi, madame ? au contraire ; on ne peut pas mieux répondre, et je vous jure que cela me plaît à tel point, qu'en l'écrivant, je serais désolé qu'on y changeât un mot. »

Le ton, comme on voit, était déjà remonté d'un degré. « Puisque votre dernier mot, madame, est de vous en tenir sur ces cent louis à votre récolement, me permettez-vous de proposer encore une observation ? — Ah ! pardi, monsieur, avec vos questions, vous m'impatientez, vous êtes bavard comme une femme. — Sans adopter les qualités pour les dames ni pour moi, ne vous offensez pas si j'insiste, madame, à vous prier de nous dire quelle personne vous avez envoyée trois fois dans la journée chez ce pauvre Lejay pour qu'il vint reprendre ces perfides cent louis qu'il avait furtivement glissés parmi vos fleurs d'Italie, pendant que vous aviez le dos tourné, et que vous ne pouviez au plus voir ce qu'il faisait que dans votre miroir de toilette ? — Je n'ai pas de compte à vous rendre ; écrivez que je n'ai pas de compte à rendre à monsieur, et qu'il ne me pousse ainsi de questions que pour me

faire tomber dans quelques contradictions. — Ecrivez, monsieur, dis-je au greffier ; la réponse de madame est trop ingénue pour qu'on doive la passer sous silence. »

Cependant, pressée de nouveau par le conseiller-commissaire de répondre plus catégoriquement sur l'homme qui avait fait les trois commissions, elle lui dit, avec un petit dépit concentré : « Eh bien, monsieur, puisqu'il faut absolument le nommer, c'est mon laquais que j'y ai envoyé : il n'y a qu'à le faire entrer. »

Pendant qu'on écrivait sa réponse, M. de Chazal reprit très-sérieusement : « Observez, madame, que si votre laquais, interrogé sur ce fait, allait dire qu'il n'a pas été chez Lejay, cela tirerait à conséquence pour vous : voyez, rappelez-vous bien. — Monsieur, je n'en sais rien ; écrivez si vous voulez que ce n'est pas mon laquais, mais un savoyard. Il y a cent crocheteurs sur le quai Saint-Paul où je demeure ; monsieur peut y aller aux enquêtes, si le jeu l'amuse (ce qui fut écrit aussi). — Je n'irai point, madame ; et je vous rends grâces de la manière dont vous avez éclairci les cent louis ; j'espère que la cour ne sera pas plus embarrassée que moi, pour décider si vous les avez *rejetés hautement et avec indignation*, ou si vous les avez serrés discrètement et avec satisfaction. »

« Passons à un autre article non moins intéressant ; celui des quinze louis. — N'allez-vous pas dire encore, monsieur, que je conviens de les avoir reçus ? — Pour des aveux formels, madame, je n'ai pas la présomption de m'en flatter : je sais qu'on n'en obtient de vous qu'en certains temps, à certains jours marqués.... Mais j'avoue que je compte assez sur de petites contradictions, pour espérer qu'avec l'aide de Dieu et du greffier, nous dissiperons le léger brouillard qui offusque encore la vérité. »

Alors je la priai de vouloir bien nous dire nettement et sans

équivoque, si elle n'avait pas exigé de Lejay quinze louis pour le secrétaire, et si elle ne les avait pas serrés dans son bureau quand Lejay les lui remit en argent. « Je réponds nettement et sans équivoque, que jamais Lejay ne m'a parlé de ces quinze louis, ni ne me les a présentés.

« — Observez, madame, qu'il y aurait bien plus de mérite à dire ; *je les ai refusés*, qu'à soutenir que vous n'en avez eu aucune connaissance. — Jesoutiens, monsieur, qu'on ne m'en a jamais parlé : y aurait-il eu le sens commun, d'offrir quinze louis à une femme de ma qualité ! à moi qui en avais refusé cent la veille ! — De quelle veille parlez-vous donc, madame ? — Eh ! pardi, monsieur, de la veille du jour..... » (Elle s'arrêta tout court en se mordant la lèvre.) — De la veille du jour, lui dis-je, où l'on ne vous a jamais parlé de ces quinze louis, n'est-ce pas ?

« — Finissez, dit-elle en se levant furieuse, ou je vous donnerai une paire de soufflets... J'avais bien affaire de ces quinze louis ! Avec toutes vos mauvaises petites phrases détournées, vous ne cherchez qu'à m'embrouiller et me faire couper : mais je jure en vérité, que je ne répondrai plus un seul mot : » et l'éventail apaisait, à coups redoublés, le feu qui lui était monté au visage.

Le greffier voulut dire quelque chose ; il fut rembarré d'importance. Elle était comme un lion de sentir qu'elle avait manqué d'être prise.

Le sage conseiller, pour apaiser le débat, me dit alors : « ce que vous demandez-là vous paraît-il bien essentiel ? Madame a déjà fait écrire tant de fois qu'elle n'a pas reçu ces quinze louis ! Qu'importe qu'on les lui ait offerts ou non, dès qu'elle s'en offense ?

« — Je ne sais, monsieur, pourquoi madame en est blessée ; ces mots *exigés pour le secrétaire*, que j'ai eu soin d'ajouter à ma phrase, devraient lui prouver que je n'entends point

l'obliger à rougir ici sur une demande de quinze louis, qu'elle n'était pas censée alors faire pour elle-même. A la bonne heure : ne parlons plus des cent louis *rejetés la veille du jour. . . . où on ne lui a jamais parlé de ces quinze louis*, puisque cela trouble la paix de notre conférence : mais je demande pardon et faveur pour ma question ; on ne connaît souvent la valeur des principes, que quand les conséquences sont tirées. Je vous prie donc de vouloir bien au moins faire écrire exactement *que madame Goëzman assure qu'on ne lui a jamais parlé des quinze louis, ni proposé de les accepter.* » Ce qui fut écrit ; et elle se remit sur son siège.

Alors certain de mon affaire, je priai le greffier de représenter à madame Goëzman la copie de la lettre que je lui avais écrite le 21 avril, telle qu'on l'a pu lire, dans mon premier mémoire, et qui a été annexée au procès par Lejay, où l'on voit cette phrase entre autres,

« Je me garderais de vous importuner, si après la perte
« de mon procès, lorsque vous avez bien voulu me faire re-
« mettre mes deux rouleaux de louis et la répétition enrichie
« de diamans qui y était jointe, *on m'avait aussi rendu*
« *de votre part quinze louis que l'ami commun, qui a né-*
« *gocié, vous a laissés de surérogation.* »

« N'est-ce pas là, madame, lui dis-je, la copie de ma lettre qui vous fut apportée par Lejay, le 21 avril, et que vous confrontâtes ensemble avec l'original dont vous étiez si fort irritée ? » Madame Goëzman, après l'avoir lue, la rejette avec colère et dit : « Je ne connais point du tout ce chiffon de papier, qu'on ne m'a jamais montré : je soutiens au contraire que la lettre que je reçus alors de monsieur n'avait aucun rapport à cette copie, et qu'elle n'était qu'un autre chiffon qui ne signifiait rien, et que j'ai jeté au vent : » ce que je fis écrire très-exactement.

« Avant d'aller plus loin , j'ai l'honneur d'observer à madame, que je lui tiens fidèlement ma parole de ne me venger de ses injures, qu'en la forçant à se contredire. *Elle convient aujourd'hui qu'elle a reçu une lettre de moi ;* et je vois dans son premier interrogatoire, *qu'elle y a nié onze fois de suite qu'elle eût reçu aucune lettre de moi.* »

Madame Goësmán, après avoir long-temps rêvé, répond enfin que « si elle a d'abord nié cette lettre, c'est qu'elle ne se souvenait plus alors d'un chiffon de papier qui ne signifiait rien, n'était de nulle importance, et qu'elle a jeté au vent. »

Sa réponse écrite, je lui observe qu'il s'en faut de beaucoup que cette lettre lui ait paru d'aussi peu d'importance qu'elle veut le faire entendre, et qu'elle l'ait jetée au vent comme un chiffon inutile; puisque, dans son second interrogatoire, que j'ai sous les yeux, elle s'en explique à peu près en ces termes. « Tout ce dont madame Goësmán se souvient, c'est qu'elle a reçu une lettre du sieur de Beaumarchais, et qu'en la lisant, *elle s'est mise dans une si grande colère*, croyant y voir qu'il répétait les cent louis et la montre *avec les quinze louis*; qu'elle a envoyé chercher Lejay sur le champ, pour savoir de lui s'il n'avait pas rendu la montre et les cent louis qu'on lui redemandait *avec les quinze louis*; que Lejay de retour chez elle, en lui montrant la copie de la lettre du sieur de Beaumarchais, l'avait assurée qu'elle se trompait à la lecture; qu'il ne s'agissait dans cette lettre *que des quinze louis*, et non de tout le reste qu'il avait rendu devant de bons témoins; qu'alors en y confrontant la présente copie, *qu'elle reconnaît bien pour être celle de la lettre du sieur de Beaumarchais*, elle avait vu qu'elle était littérale, et avait déchiré la lettre après. »

« Sommes-nous quittes, madame? Comptons, vous et moi; je vois ici deux, trois, quatre bonnes contradictions.

« D'abord vous n'avez jamais reçu de lettre de moi ; ensuite vous en avez reçu une , mais qui n'était de nulle importance , un chiffon qui ne signifiait rien ; puis tout à coup voilà ce chiffon transformé en une lettre fort irritante , et qui produit une scène entre vous et Lejay , et cette lettre était , selon vous , alors conforme à la copie qu'on en présentait ; cependant aujourd'hui vous assurez que vous ne connaissez point cette copie , ce chiffon de papier , et qu'il n'a nul rapport à la lettre que vous avez reçue de moi . Cela vous paraît-il assez clair , assez positif , assez contradictoire ?

« Mais n'en parlons plus ; aussi bien n'était-ce pas de cela qu'il s'agissait quand la querelle s'est élevée entre nous . — Et de quoi donc s'agissait-il , monsieur (me regardant avec inquiétude .) — Vous nous avez bien certifié tout à l'heure , madame , que *jamais Lejay ne vous avait parlé de ces quinze louis , ni ne vous les avait présentés le lendemain de cette veille.....* sur laquelle notre débat a commencé ; ainsi vous ignoriez parfaitement , quand ma lettre vous est parvenue le 21 avril , qu'il y eût eu quinze louis déboursés par moi , pour le secrétaire , en sus des cent louis donnés pour l'audience ? — *Certainement , monsieur .* — Cela va bien , madame . Mais comment arrive-t-il que ces quinze louis ne fussent pas du tout de votre connaissance , et qu'ils en fussent en même temps si bien , qu'on vous les voit rappeler deux ou trois fois , comme chose très-familière , dans l'aveu de tout ce qui se passa le 21 avril , que nous venons de lire , et qui est entièrement de vous ? On y voit que , dans ma lettre , ce n'est pas la demande *des quinze louis* qui vous étonne et vous met en fureur , mais seulement celle que vous croyez que je vous fais des cent louis et de la montre que vous aviez rendus ; on y voit que Lejay ne dit pas pour vous calmer : ce sont des fripons à qui je serai bien voir qu'ils n'ont jamais donné *ces quinze louis qu'ils redemandent* ; mais qu'il

vous apaise en vous disant, au contraire : vous vous êtes trompée, madame, en lisant cette lettre qui vous irrite si fort. Voyez donc qu'on ne vous y demande point les cent louis et la montre, que j'ai bien rendus devant témoins, *mais seulement les quinze louis* dont M. de Beaumarchais veut être éclairci, parce qu'il sait que le secrétaire ne les a pas reçus; qu'alors confrontant la copie avec la lettre, et reconnaissant qu'il n'y est en effet question que des quinze louis, votre fureur s'apaise et que tout finit là.

« Si ce détail, que je n'aurais pu raccourcir sans le rendre obscur, si vos réponses, vos fuites, vos aveux, vos contradictions combinés avec les dires de Lejay, ne prouvent pas clair comme le jour que vous avez les quinze louis, il faut jeter la plume au feu, et renoncer à rien prouver aux hommes.

« J'entends fort bien pourquoi vous niez aujourd'hui que Lejay vous ait jamais parlé de ces quinze louis; c'est afin de couper court, par un seul mot, à toute question embarrassante : mais la dénégation sèche d'avoir eu connaissance d'un fait sur lequel vous êtes entrée antérieurement dans d'aussi grands détails, madame, n'est qu'une preuve de plus pour moi, que ce fait est aussi vrai que son examen vous paraît redoutable : et voilà mon dilemme achevé. Qu'avez-vous à répondre ?

« — Rien de si simple à expliquer que tout cela, monsieur ; ne vous ai-je pas dit que, le jour de mon second interrogatoire, où je suis convenue d'avoir reçu et serré les cent louis, et où j'ai fait étourdiment cette histoire de la lettre et des quinze louis, je n'avais pas ma tête à moi, et que j'étais dans un état... — Eh ! daignez, madame, en sortir quelquefois ; si ce n'est par égard pour nous, que ce soit au moins par respect pour vous-même ! n'avez-vous pas de moyen plus modeste et moins bizarre de colorer vos défaites ? » Madame Goëzman un peu confuse soutint néanmoins que sa réponse

étant dans les règles de la procédure, je n'avais pas droit d'en exiger une autre.

« Détrompez-vous, madame : avant que le parlement accepte vos confidences et s'arrête à vos étranges déclarations, il faut qu'un nouvel article ajouté au Code criminel ait rendu l'examen des matrones un prélude nécessaire à chaque interrogatoire des femmes accusées ; jusque-là vous implorez en vain, pour la mauvaise foi, l'indulgence qui n'est due qu'à la mauvaise santé.

« D'ailleurs on sait que ces fumées, ces vapeurs et tous ces petits désordres de tête, qui rendent les jeunes personnes plus malheureuses et non moins intéressantes, ne les affectent qu'en des temps de fermentation et de plénitude, et jamais dans ceux où la nature bienfaisante leur vend, au prix d'une légère indisposition, la beauté, la fraîcheur et tous les agréments qui nous charment en elles : les doctes vous diront que la tête en est plus saine, que les idées en sont plus nettes ; et vous concevez que je ne joins ici ma consultation à la leur, que pour couvrir d'avance d'un ridicule ineffaçable le parti qu'on entend vous faire tirer d'un si puéril motif de rétractation.

« Quoi qu'il en soit, il n'est pas hors de propos d'observer que la seule fois sur quatre où madame Goëzman ait parlé *sans savoir ce qu'elle disait*, elle a fait *par inspiration*, sur la lettre et les quinze louis, un historique exactement conforme à celui déjà consigné au procès, dans les dépositions et interrogatoires, dont on se rappellera qu'elle ne pouvait avoir alors connaissance. O pouvoir de la vérité sur une belle âme !

« Mais puisque vous prétendez, madame, à l'honneur de perdre, assez souvent, la tête et la mémoire, ne vaudrait-il pas mieux user de cette innocente ressource pour rentrer dans le sentier de la vérité, que de la rendre criminelle en l'employant à vous en écarter de plus en plus ?

« A sottie demande point de réponse, » répliqua sèchement madame Goëzman. Cela ne fut pas écrit. Mais suppliée de nous dire quelque chose de plus conséquent à mes observations, elle répondit que, « quand tout ce qu'elle avait avoué dans son second interrogatoire serait vrai, cela ne prouverait pas encore qu'elle eût reçu les quinze louis. » Ce qui fut écrit.

« Beaucoup plus que vous ne pensez, madame ; car on voit très-bien que vous ne suivez l'éclaircissement sur la lettre et les quinze louis, que pour écarter le soupçon que vous les ayez jamais exigés, reçus et gardés. Mais comme il est plus aisé de nier ces quinze louis, que d'échapper à la foule de preuves qui vous convainquent de les avoir reçus, je quitterai le ton léger que vos injures m'avaient fait prendre un moment, pour vous assurer que votre défense, plus déplorable encore que risible sur cet objet, vous met ici dans le jour le plus odieux. Garder quinze louis, madame, est peu de chose ; mais en verser le blâme sur ce malheureux Lejay, dont vous avez tant à vous louer (car il ne vous a manqué qu'un peu plus d'adresse pour le perdre entièrement), c'est un crime, une atrocité qui n'étonnerait point dans certains hommes, mais qui effrayera toujours, sortant de la bouche d'une femme, à qui l'on suppose, avec raison, qu'une méchanceté réfléchie devrait être étrangère.

« Et si par hasard tout ce qu'on vient de lire fournissait la preuve complète que vous avez encore ces quinze louis dans vos mains... ? Je vous livre en tremblant, madame, aux plus terribles réflexions : voilà ce qui doit vous troubler : voilà ce que ne replâtrera point le ciment puéril et déshonnête dont vous avez voulu lier tant de contradictions.

« Mais à quoi bon, je vous prie, ces déclarations de Lejay, ces dénonciations au parlement, ces attaques en corruption de juge, dont on faisait tant de bruit, si votre conseil devait finir par vous faire articuler dans votre récolement, ces mots

sacramentels qu'on ne doit jamais oublier ; « je déclare que Lejay ne m'a point présenté d'argent pour gagner le suffrage de mon mari, qu'on sait bien être incorruptible, mais seulement qu'il sollicitait auprès de moi des audiences pour le sieur de Beaumarchais... ? »

« Voilà comme un mot souvent décide un grand procès. Qu'aurait dit de plus mon défenseur ? Mais dans cet excès de bonté, madame, il y a du luxe ; et je vous aurais tenue quitte à moins. Voyons d'où peut naître un procédé si généreux, *timeo Danaos....* Quoique je ne sois pas de votre conseil, je sens sa marche à travers vos discours, comme un machiniste, au jeu des décorations, devine les leviers et les contre-poids qui les font mouvoir.

« Quand ils ont su que, livrée à vous-même, vous aviez tout avoué à votre second interrogatoire, et les cent louis reçus, et la lettre aux quinze louis, etc., ils ont bien senti que l'on concluerait de ces aveux tardifs, que les déclarations, dénonciations, dépositions, interrogations antérieures ne contenaient pas vérité. Si nous n'abandonnons pas l'attaque en corruption, le peu d'adresse d'une femme la fera tourner contre nous-mêmes ; il vaut mieux nous relâcher de notre vengeance que d'y être enveloppés, renoncer à prendre l'ennemi, que de voir le piège se fermer sur le bras qui le tend. En un mot, il faut s'exécuter et faire avouer à cette femme qu'on ne lui a demandé que DES AUDIENCES ; puisqu'il paraît aujourd'hui prouvé au procès que le prix en a été convenu et reçu par elle.

« Et ceci, madame, n'est pas une conjecture légère : il n'y a personne qui ne juge au style de vos défenses, à quelques soudures près, que ce sont des pièces étudiées par vous, comme les fables de votre enfance, et débitées de même. Par exemple, est-ce bien vous qui avez dicté : *Il faut voir d'abord s'il est prouvé que l'on ait remis les quinze louis à Le-*

jay, et jusque-là il n'y a point de corps de délit... ? (Corps de délit, grands Dieux !) Est-ce vous qui avez dicté ; nous avons déjà un commencement de preuve par écrit, et tant d'autres belles choses qu'on n'apprend point au couvent ? N'est-il pas clair que je suis trahi ? l'on m'annonce une femme ingénue, ... et l'on m'oppose un publiciste allemand ! »

Mais c'est assez combattre des ridicules ; occupons-nous d'objets plus importants. Pendant que l'auteur estime son ouvrage sur la peine qu'il lui coûte, le lecteur sur le plaisir qu'il y prend, le juge impartial ne le prise que sur les preuves et les vérités qu'il contient, et c'est lui surtout qu'il importe de convaincre : avançons.

SECONDE PARTIE.

Monsieur Goësmann.

Les gens instruits se rappellent avec plaisir par quel heureux artifice, un savant antiquaire de Nîmes a retrouvé l'inscription du monument appelé *Maison Carrée*, sur la seule indication des trous laissés au frontispice par les pointes qui attachaient jadis les lettres de bronze dont cette inscription fut formée. On conçoit quelle sagacité, quelle connaissance de l'histoire, quel esprit de calcul, quelle méthode, et surtout quelle patience il a fallu pour nous donner le vrai sens de cet obscur hiéroglyphe qu'un silence de dix-sept siècles avait rendu impénétrable. Telle est la tâche que je m'impose aujourd'hui.

Tout ce que je vois jusqu'à présent, c'est une noire intrigue dont l'auteur m'est inconnu. Forcé de rassembler quelques faits épars, de les lier par des conjectures raisonnables, de comparer ce qui est écrit avec ce qu'on a dit, de m'aider même de ce qu'on a tu, et de débrouiller ainsi peu à peu le

chaos de tant de choses incohérentes, en m'aidant de quelque connaissance du cœur humain ; ces faits isolés sont pour moi comme autant de lettres que je dois rassembler avec soin pour en former, sous les yeux du public et de mes juges, le nom du véritable auteur de cette intrigue. Essayons.

Mais avant d'entamer ce pénible ouvrage, est-il tellement nécessaire à ma justification d'inculper M. Goëzman que l'on ne puisse impunément séparer ces deux objets, ni supprimer le second sans nuire au premier ? Je n'en sais rien. Aussi n'est-ce pas cela que je dis. Ce que je sais et dis seulement, c'est qu'il faut que tout soit connu pour que tout soit jugé.

Pour que ma justification soit aussi prompte qu'elle est certaine, il faut que les preuves tirées de ma conduite soient renforcées par les preuves que me fournit celle de mon accusateur, ou dénonciateur ; car ces deux mots sont ici justement confondus. Dans les mains de la justice nous sommes à l'égard l'un de l'autre comme les plateaux de la balance, dont l'un doit remonter doublement vite allégé de son poids, si l'on en surcharge encore son voisin.

Qu'on ne me taxe donc de vengeance ni de haine si je me vois forcé de scruter M. Goëzman : la nécessité d'une défense légitime, et sa qualité d'accusateur me donnent le droit d'éclaircir sa conduite. Je n'accuse point ; je me défends, et j'examine. Que si mon inquisition venait à verser quelque défaveur sur ce magistrat, il ne faudrait pas me l'imputer : ce serait un mal pour lui, non un tort à moi, la faute des événements et non la mienne. Pourquoi descend-il de la tribune, et vient-il se mêler dans l'arène aux athlètes qui combattent ? lui, que son bonheur avait élevé jusqu'au rang de ceux qui jugent des coups qu'ils se portent !

Voyons toutefois si sa qualité de juge est un obstacle à ma recherche, et si je dois me taire et ménager par respect

pour son état, celui qui me poursuit sans respect pour l'équité. Certes, si la disproportion des grades est de quelque poids dans les querelles, c'est seulement quand le moindre des contendans s'y rend agresseur, mais jamais lorsqu'il se défend. Je me range ici dans la classe inférieure afin qu'on ne me conteste rien : car si je suis forcé de m'armer contre M. Goëzman, je veux vivre en paix avec le reste du monde. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

Supposons donc qu'un homme se trouvât traduit au parlement comme corrupteur de juge, par le juge même qui déclare n'avoir pas été corrompu : la première chose qu'il y aurait à faire, sur cette singulière accusation, ne serait-ce pas d'examiner la pièce qui lui sert de point d'appui ?

Et si cette pièce était une déclaration extrajudiciaire, faite au juge par l'agent de la prétendue corruption ; ne devrait-on pas commencer par entendre cet agent sur les vrais motifs de sa déclaration ?

Et si l'agent effrayé des suites sérieuses d'un acte dont on lui aurait masqué les conséquences en le lui arrachant, se rétractait publiquement et déposait au greffe que sa déclaration est fausse et suggérée par le magistrat ; dans l'incertitude où l'on serait de savoir laquelle des pièces contient vérité, ne devrait-on pas s'assurer de la personne de l'agent ; surtout si le juge avait joint à la déclaration, la lettre d'un tiers non encore suspecté, qui lui servit d'appui ?

Renfermé au secret, bien verrouillé, soustrait à tout conseil, et dans l'effroi d'un avenir funeste, si cet agent, interrogé sous toutes les faces en six temps différens, soutenait constamment, que, non-seulement, sa fausse déclaration a été demandée, sollicitée, suggérée ; mais qu'elle a été entièrement minutée de la main du juge, et qu'il n'a fait que la copier telle qu'il avait plu au juge de la fabriquer ; faudrait-il manquer à s'éclaircir de ces faits importans, sous prétexte qu'il

serait désagréable qu'un homme honoré d'un grand emploi vint à se trouver par l'événement de la recherche, auteur d'un délit mal imputé, d'un scandale public, et surtout de l'accusation et du décret d'un innocent? et toute la question ne se réduirait-elle pas alors à découvrir si la déclaration est fausse ou véritable, naturelle ou suggérée, surtout s'il est vrai qu'elle ait été minutée de la main de celui à qui seul il importait qu'elle fût faite ainsi?

Et si l'attestation du prisonnier ne suffisait pas pour prouver qu'il a emporté la minute du magistrat, et l'a gardée dix-sept jour pour en faire des copies; ne faudrait-il pas assigner en témoignage tous ceux qu'il déclarerait avoir lu, tenu et copié cette précieuse minute?

Et si trois témoins entendus ne paraissaient pas encore suffisants pour achever de convaincre les magistrats, l'accusé n'aurait-il pas le droit d'en indiquer d'autres, et de demander qu'on les entendît, pour renforcer la preuve du fait par l'amoncellement des témoignages?

Enfin, si l'on avait bien constaté au procès quel est le véritable auteur de cette déclaration, ne serait-il pas permis à l'accusé, si durement décrété, de raisonner tout haut devant les juges et le public sur les motifs et les conséquences de la fabrication d'un pareil titre?

Maintenant vous savez l'affaire aussi bien que moi. Tout ce que vous venez de lire est l'histoire du procès. Je suis victime de la déclaration dont Lejay fut le copiste et M. Goësmann l'auteur. — L'auteur? — Oui l'auteur. Le mot est lâché: ce n'est pas sans réflexion que je l'ai dit: je m'y tiens. — Mais, lorsque M. Goësmann nie d'avoir fait cette minute, êtes-vous bien certain de pouvoir le prouver? — Loin que son désaveu nuise à ma preuve, il la rendra plus importante: et c'est ce que j'ai déjà dit plus haut à madame Goësmann au sujet des quinze louis: la dénégation sèche d'un fait prouvé d'ailleurs

au procès, non-seulement sert à mieux l'établir, mais encore à montrer combien on redoutait de le voir discuter. C'est pourtant ce que je vais faire.

Je pourrais mettre au rang de mes preuves la déposition et les interrogatoires de Lejay, où il affirme que M. Goëzman lui a présenté la déclaration minutée de sa main à copier, et que pour aller plus vite, madame Goëzman, tenant la minute de son mari, dictait pendant qu'il écrivait. Je veux bien ne m'en pas servir.

Je pourrais y réunir la déposition de Dongeon, commis de Lejay, qui déclare avoir copié la déclaration sur une minute d'une écriture que ce dernier lui a dit être celle de M. Goëzman; ce qu'il reconnaîtra bien si on lui montre de l'écriture de ce magistrat. Je consens à ne pas l'employer.

Je pourrais tirer encore un grand avantage du mot excellent de la dame Lejay à sa confrontation, quand on lui a montré la déclaration de son mari : *c'est bien là l'écriture de mon mari ; mais je suis très-certaine que ce n'est pas son stylo : mon mari n'a pas assez d'esprit pour faire toutes ces belles phrases-là*. Et l'on voit ici que la vérité s'exprime avec l'honnête simplicité des bons vieux temps; c'est la main d'Esau, mais j'entends la voix de Jacob. Et quand nous donnerons la copie littérale de cette déclaration, on en sentira bien mieux la force de l'observation de la dame Lejay. — Mais je laisse encore cela de côté.

Enfin voici mes preuves : elle sont muettes et en cela plus éloquantes; elle sont au procès; et c'est M. Goëzman lui-même qui les fournit : il est vrai que j'ai eu la peine de les y démêler : mais je ne regretterai pas le soin que j'ai pris, si je prouve à ce magistrat que ce qu'il a de mieux à faire aujourd'hui est de convenir tout uniment qu'il a présenté à Lejay sa propre minute à copier. Prouvons donc.

PREUVES MORALES.

M. Goëzman s'est présenté avec un papier au parlement , et a dit : voici une déclaration que Lejay m'a écrite ; elle n'est pas sortie de mes mains ; je la remets au greffe avec l'original de ma dénonciation dont elle prouve la véracité. Rien de plus clair assurément.

Madame Goëzman est venue ensuite avec un autre papier au parlement , et a dit : voilà une déclaration de Lejay que je remets au greffe. Quoiqu'elle soit de l'écriture d'un commis de Lejay , j'atteste qu'elle est signée de lui , et parfaitement conforme à l'original que Lejay a écrit en ma présence , et que mon mari a déposé ; et j'atteste qu'il n'y a jamais eu d'autre minute écrite de la main de mon mari. On ne peut pas mieux s'énoncer.

Mais, monsieur et madame, avant de vous répondre, qu'était-il besoin de déposer chacun une déclaration , puisqu'elles disent toutes deux la même chose ? — C'est que nous sommes des gens véridiques , et que nous ne voulons rien d'équivoque : l'original est de la main de Lejay ; la copie est de celle de son commis. Ce qui abonde ne vicie pas. — Peut-être.

Mais , s'il n'y a eu qu'une seule déclaration écrite par Lejay chez M. Goëzman , restée entre les mains de M. Goëzman , soigneusement gardée par M. Goëzman , et déposée au greffe par M. Goëzman ; sur quelle minute le commis de Lejay a-t-il donc copié la déclaration que madame Goëzman nous représente aujourd'hui ? Car encore faut-il que ce commis ait fait la copie sur une minute quelconque ; et ce ne peut pas être sur celle de Lejay , puisque , selon vous-mêmes , elle est restée à M. Goëzman , et que ce commis n'a jamais eu l'honneur d'entrer chez vous.

Direz-vous que de retour, Lejay a eu la mémoire assez bonne pour rendre exactement chez lui ce qu'on lui avait dicté ailleurs ? Ceux qui connaissent l'honnête, le bon sieur Edme-Jean Lejay, savent bien que M. Goëzman ne pourrait donner une aussi pauvre défaite, sans déshonorer entièrement ses défenses.

Et puis, quel intérêt aurait eu Lejay de remettre aux mêmes personnes une copie signée de la déclaration qu'il leur avait laissée en original, s'ils ne l'avaient pas expressément exigée ? et s'ils l'ont exigée, ils n'ont pas dû s'en fier à sa mémoire. Lorsqu'on veut une copie, on la veut exacte. Ils ont dû lui confier une minute, et cette minute qu'il emporte ne peut pas être en même temps la sienne qu'il laisse à M. Goëzman : et je demande, encore une fois, sur quoi donc ce commis a-t-il fait la copie que madame Goëzman représente ?

Si l'on m'objecte que M. Goëzman n'avait pas plus besoin d'exiger une copie signée dont il avait l'original, que Lejay n'avait intérêt de la lui envoyer ; je réponds que du fait à la possibilité, la conséquence est toujours bonne. Madame Goëzman dépose la copie du commis ; donc elle existe ; donc elle a été envoyée ; donc elle a été exigée ; donc surtout elle a été faite sur une minute : et ma première question revient toujours ; sur quelle minute ce commis de Lejay a-t-il donc tiré la copie que madame Goëzman représente ?

— Mais madame Goëzman a peut-être subtilement dérobé la minute de Lejay à son mari, et l'a remise à ce libraire en cachette, pour qu'il la fît copier, voulant en avoir une expédition ? — Non pas, s'il vous plaît : quand elle n'aurait pas déclaré positivement que la minute de Lejay n'est point sortie des mains de son mari ; voici ma réplique : c'est que la copie écrite par Lejay, sous la dictée de madame Goëzman tenant la minute de son mari, est aussi inexacte qu'on devait

l'attendre de pareils secrétaires. Que n'ai-je pu la copier ! des mots oubliés qui détruisent le sens ; d'autres mots oubliés qui ne font que gâter le style ; d'autres enfin oubliés , qui ne font rien au style ni au sens , mais qui se trouvent parfaitement rétablis dans celle du commis.

Or , si la copie du commis eût été faite sur celle de Lejay , ou y verrait les mêmes fautes ; ou si elle ne les portait pas , elle serait au moins libellée de même : la copie de Lejay a une date ; elle en aurait une aussi : loin de cela , cette copie du commis est claire et suivie ; on voit qu'elle a été faite par un homme exact , sur la minute d'un homme instruit , sur celle de l'auteur enfin , qui ne l'avait pas datée , parce que ce n'était pas son affaire ; ce qui fait que le commis n'a pas daté non plus sa copie. Elle n'a donc pas été écrite sur une minute de Lejay. Et quand vous devriez vous mettre en colère ; jusqu'à ce que vous m'ayez répondu , je demanderai toujours sur quelle minute le commis de Lejay a-t-il donc tiré sa copie ?

D'ailleurs le libraire et son commis ont déclaré qu'ils avaient gardé cette minute énigmatique dix-sept jours chez eux. Ce nombre de jours , indifférent quand ils l'attestaient , ne l'est pas aujourd'hui que nous discutons. Observez qu'on lit au dos de la déclaration de Lejay une seconde déclaration (dont nous parlerons en son lieu) écrite aussi par Lejay , dix jours après la première , dans la chambre de madame Goësmann , sous la dictée de son mari. Or , ce papier , qui n'est pas sorti des mains de M. Goësmann ; qui se trouvait chez lui dix jours après la première déclaration , lorsqu'on écrivait la seconde sur son *verso* , ne peut pas être en même temps la minute inconnue qui est restée dix-sept jours chez Lejay : et nous avons beau tourner pour fuir , semblables à Enguerand , que toutes les routes ramenaient au palais de Strigiline , nous retombons toujours dans ma première question ;

sur quelle minute ce commis de Lejay a-t-il donc copié la déclaration que madame Goëzman représente ?

Mais ne serait-ce pas sur une certaine minute emportée par Lejay de chez M. Goëzman ? minute qu'il déclare être de la main de M. Goëzman ; minute que son commis déclare être d'une écriture étrangère , qu'on lui a dit être celle de M. Goëzman ; minute enfin qu'ils déclarent tous deux leur avoir été lestement soutirée au bout de dix-sept jours par M. Goëzman. Il y a quelqu'un de pris ici : pour le coup le piège s'est subitement fermé , comme on l'avait craint , sur le bras qui le tendait pour me prendre. Nous y laisserons l'imprudent jusqu'à ce qu'il lui plaise de nous apprendre qui a fait la minute de cette déclaration ; ou qu'il nous explique autrement l'énigme de la copie du commis de Lejay.

Mais pendant que je fatigue et mon lecteur et moi pour prouver quel est l'auteur de la déclaration , on prétend que M. Goëzman ne nie point du tout qu'il en ait fait la minute : je n'en sais rien : qu'il le nie ou l'avoue aujourd'hui , cela est indifférent à la question que je traite ; car s'il nie , sa dénégation même prête une nouvelle force à ma preuve tirée de la copie du commis ; en s'obstinant à nier un fait prouvé au procès , il n'en montre que mieux qu'il était instruit , et sentait toute l'iniquité de la pièce qu'il composait ; et s'il avoue , il devient contraire à lui-même et à madame Goëzman , qui a constamment nié au nom des deux , que son mari eût jamais fait de minute : il ne peut donc éviter un mal sans tomber dans un pire ; et c'est le juste partage réservé à la mauvaise foi.

J'entends quelqu'un se récrier sur l'amertume de mon plaidoyer ; en accuser la forme à défaut de moyens contre le fond : *le partage réservé à la mauvaise foi !* ce n'est pas ainsi , dit-il , qu'on plaide au barreau , surtout contre un magistrat. — Cela se peut. L'œil qui voit tout ne se voit pas

lui-même, et je suis trop près de moi pour être frappé de mes défauts; mais prenez garde aussi de vous placer trop loin pour les bien juger. Considérez que je suis injustement accusé, rigoureusement décrété, sans secours, sans appui, seul, percé à jour, aigri par le malheur, et chargé du pénible emploi de me défendre moi-même.

Il lui est bien aisé de se modérer à cet orateur paisible, qui, ne forgeant qu'à froid, et compassant ses périodes à loisir, exhale un courroux qui n'est pas le sien, et montre une chaleur empruntée dont le foyer, loin de lui, réside au cœur de son client. Ses idées s'arrangent froidement dans sa tête, quand mille ressentimens brûlent ma poitrine et voudraient s'échapper à la fois. Il se bat les flancs pour s'échauffer en composant, quand j'applique à mon front un bandeau glacé pour me tempérer en écrivant. Mais vous, qui me relevez ainsi, ne seriez-vous pas M. Goëzman ? je crois vous reconnaître à la nature, au ton de ce reproche. Hé ! monsieur, à quoi vous arrêtez-vous ? Un mémoire au criminel se juge-t-il sur les principes d'un discours académique ? A la parade on regarde au vain éclat des armes ; on les prise au combat sur la bonté de leur trempé. Accordez-moi les choses, et j'abandonne les phrases. Il s'agit pour moi de vaincre et non de briller ; ou plutôt, monsieur, il me suffit de n'être pas vaincu ; car malgré votre acharnement, je confesse avec vérité, que je cherche moins à préparer votre perte, qu'à vous empêcher de consommer la mienne.

PREUVES PHYSIQUES.

Après avoir porté les preuves du raisonnement jusqu'à l'évidence, acquérons la même certitude sur les preuves de fait ; et que leur ensemble soit la démonstration parfaite que non-seulement la minute était bien de la main de M. Goëzman,

mais que ce magistrat a fait la déclaration comme il avait intérêt qu'elle fût, exprès pour me nuire, et sans que Lejay y ait eu la moindre part. C'est le sieur Lejay qui va nous l'apprendre : écoutons parler dans tous ses interrogatoires cet homme honnête et simple.

Enfermé au secret, sans communication, et n'ayant pour conseiller que la mémoire qui rappelle les faits, le bon sens qui les met en ordre, et la candeur qui les produit au jour ; c'est ici que la simplesse d'un homme ordinaire est plus pressante que toute l'habileté du plus subtil rhéteur. Ses réponses sont d'une vérité qui saisit ; nulle précaution, nulle prévoyance des suites ; les faits les plus graves y sont articulés aussi naïvement que les choses les plus inutiles. Je préviens qu'il va porter des furieux coups à mes adversaires, et répandre un terrible jour sur leur conduite ; et je les en préviens, afin qu'ils regardent de plus près à ce que je vais dire, car je déclare que je n'entends mettre de surprise à rien : je me défends à force ouverte.

Lejay, interrogé, s'il a été de lui-même chez M. Goëzman pour y faire une déclaration, a répondu qu'on l'avait envoyé chercher de la part de ce magistrat le 30 mai dernier.

Interrogé, quelle question lui a faite M. Goëzman, relativement à la déclaration qu'il a écrite, il a répondu que M. Goëzman ne lui a pas fait d'autre question que celle-ci : *N'est-il pas vrai, monsieur Lejay, que madame a refusé les cent louis et la montre que vous lui avez présentés ?* Qu'ayant été vivement sollicité par madame Goëzman de répondre affirmativement, il a dit pour toute réponse : *oui, monsieur.* Qu'alors le magistrat a écrit à son bureau la déclaration tout d'un trait ; que madame Goëzman l'a prise et dictée, à lui répondant, pendant qu'il l'écrivait, pour que cela marchât plus rondement ; qu'il a mis ensuite la minute de M. Goëzman dans sa poche pour la faire copier par son commis ; et

que, sans perdre de temps, madame Goësmann l'a conduit chez M. de Sartines; qu'en montant en fiacre il a dit à la dame : nous sommes bien heureux que votre mari ne m'ait pas parlé des quinze louis; je n'aurais pas pu dire que je les ai rendus, puisque vous les avez encore; et que la dame a répondu (avec le plus gaillard adjectif) : *vous seriez bien une... tête à per-ruque d'aller parler de ces quinze louis : puisqu'il était convenu que je ne devais pas les rendre, on peut bien assurer que je ne les ai pas reçus.*

Première déclaration attribuée à Lejay.

Pourquoi première ? parce qu'on en a fait écrire une seconde au libraire, également curieuse : nous montrerons chacune en son lieu ; ainsi donc :

Première déclaration¹.

« Je soussigné Edme-Jean Lejay, pour rendre hommage à la vérité, déclare que le sieur Caron de Beaumarchais, ayant un procès considérable devant M. Goësmann, conseiller de grand'chambre, m'a fait très-instamment prier par le sieur Bertrand, son ami, de parler à madame Goësmann en sa faveur, et même de lui offrir cent louis et une montre garnie en diamans pour l'engager à intercéder auprès de monsieur son mari, pour le sieur de Beaumarchais; ce que j'ai eu la faiblesse de faire, uniquement pour obliger le sieur Bertrand. Mais je déclare que cette dame a rejeté hautement et avec indignation ma proposition, en disant que, non-seulement elle offensait sa délicatesse, mais qu'elle était de nature à lui attirer les plus fâcheuses disgrâces de la part de

¹ Tous les mots écrits en italique dans cette déclaration figurée sur la copie du com mis, sont ceux qui manquent à celle de Lejay. Ce qui sera discuté dans un moment.

son mari, s'il en apprenait quelque chose : *en conséquence* j'ai gardé la montre et les rouleaux jusqu'au moment où je les ai rendus. Je déclare en outre, qu'après la perte du procès, le sieur de Beaumarchais piqué de son mauvais succès, m'a écrit une lettre fort impertinente, comme si j'*avais* négligé ou *trahi* ses intérêts dans cette affaire ; attestant *que* tout ce qui pourrait être dit de contraire à la présente déclaration est faux et calomnieux, ce que je soutiendrai envers et contre tous. En foi de quoi j'ai signé, approuvé l'écriture, Lejay, ce 30 mai 1773. »

Si je pouvais montrer à la suite de cette déclaration la copie que Lejay en a faite sous la dictée de madame Goëzman, tenant la minute de son mari ; indépendamment du style et d'une foule de grands mots qui ne sont point à l'usage du sieur Lejay ; la manière inexacte dont elle est libellée, et les fautes d'orthographe dont elle fourmille, convaincraient bientôt que celui qui l'a écrite, n'a jamais pu la composer. Au défaut de cette première preuve, qui, en frappant les yeux, porterait à l'esprit la conviction irrésistible de ce que j'avance, j'observe ;

1°. Que si Lejay eût fait cette déclaration, il n'aurait pas manqué d'y parler des quinze louis ; parce que c'était ce qui avait engagé la querelle, le seul objet en litige ; et parce qu'il avait un grand intérêt d'en parler : car il craignait dès-lors qu'on ne le taxât de les avoir réservés pour lui. Mais comme M. Goëzman avait un plus grand intérêt encore à les taire, la déclaration n'en dit pas un mot.

2°. Si Lejay eût composé cette déclaration, il n'y aurait pas dit : *piqué de la perte de son procès, le sieur de Beaumarchais m'a écrit une lettre impertinente, comme si j'aurais négligé ou trahi ses intérêts dans cette affaire ;* parce que Lejay savait bien que ma lettre, qu'il a déposée au greffe, loin d'être *impertinente*, est non-seulement polie, mais obli-

geante; parce qu'il savait bien qu'elle ne porte nullement sur des reproches de négligence ou d'abandon de mes intérêts dans l'affaire; mais uniquement sur les quinze louis, dont M. Goësmán avait tant d'intérêt de ne pas parler. Aussi la déclaration n'en dit-elle pas un mot.

3°. Si l'on se rappelle que la seule question que M. Goësmán ait faite à Lejay, avant que d'écrire la minute de la déclaration, est celle-ci : *n'est-il pas vrai, monsieur Lejay, que madame a refusé les cent louis et la montre que vous lui avez présentés?* — *Oui, monsieur.* Et si l'on compare ce texte si simple avec le commentaire insidieux qui en est résulté, l'on sera convaincu que M. Goësmán avait combiné d'avance avec sa femme toutes les phrases de cette déclaration, pour qu'elle pût servir de base à la dénonciation qu'il voulait faire au parlement contre moi, et dont nous allons bientôt parler.

4°. Observez que M. Goësmán, en relisant depuis la phrase où il avait fait ainsi parler Lejay dans la déclaration : *cette dame a rejeté hautement et avec indignation ma proposition, en me disant que non-seulement elle offensait sa délicatesse, mais qu'elle était de nature à lui attirer les plus fâcheuses disgrâces de la part de son mari, s'il en apprenait quelque chose*; observez, dis-je, que M. Goësmán s'est aperçu qu'il n'avait pas dû dire à sa femme, que *refuser de l'argent était propre à lui attirer sa disgrâce, s'il l'apprenait*; parce que c'était se faire son procès à soi-même.

Comment changer cela? sa minute était chez Lejay, il n'avait en main que la copie de ce libraire: il voulait la déposer tout à l'heure au parlement. Mais rien n'embarrasse une bonne tête; et voici comment il a usé sans façon des droits d'un auteur sur son propre ouvrage.

Il a tout uniment rayé le mot *lui*, et a fait précéder le mot

attirer par la lettre *m*, intercalée de sa main ; de sorte que, par cet innocent artifice, le sens de la phrase, qui présentait d'abord madame Goëzman comme exposée au ressentiment de son mari pour avoir refusé l'argent, fait porter le ressentiment aujourd'hui sur Lejay pour avoir osé l'offrir.

Voici le sens suivant la première leçon : *madame Goëzman m'a dit que mes propositions rejetées étaient propres à lui attirer la disgrâce de son mari, s'il en apprenait quelque chose ; etc.* Et voilà le sens suivant la seconde : *madame Goëzman m'a dit que mes propositions rejetées étaient propres à m'attirer la disgrâce de son mari, s'il en apprenait quelque chose.* Ce qui est bien différent.

Or, si la copie de la main de Lejay eût été la vraie minute de la déclaration, on sent qu'un criminaliste éclairé comme M. Goëzman n'aurait jamais voulu commettre le faux d'y changer le sens, en effaçant un mot, et y substituant une lettre de sa main.

Que si M. Goëzman prétend nier la liberté qu'il s'est donnée sur une déclaration à laquelle il dit n'avoir aucune part, nous lui opposerons une réponse à deux tranchons que nous le supplions de vouloir bien examiner avant de nous blâmer de l'avoir écrite ; c'est que l'addition de la lettre *m* substituée au mot *lui* est faite avec si peu de précaution, que Lejay, sa femme, le rapporteur, le greffier et moi, nous avons tous facilement reconnu cette correction d'auteur, lorsque j'ai fait l'examen de la pièce en leur présence aux confrontations.

Dira-t-il que, s'étant aperçu sur-le-champ de cette imprudence qui le jugulait, il a changé la phrase au moment où elle venait d'être écrite ? Voici le second tranchant de ma réponse. S'il eût fait ce changement à la copie de Lejay tout de suite et en sa présence, il n'eût pas manqué de le faire de même à la minute que Lejay emportait pour que son commis en tirât copie ; mais dans cette copie aussi authentique

que celle déposée par M. Goëzman, puisque c'est madame qui la dépose, la méprise est restée toute entière : on y lit la phrase écrite ainsi suivant la première leçon : *madame Goëzman m'a dit que ma proposition rejetée était de nature à lui attirer la disgrâce de son mari; etc.* Cette correction, qui met une telle différence entre les sens des deux copies, prouve que celle de Lejay est demeurée au magistrat pendant que la copie du commis se faisait chez Lejay sur la minute non corrigée de M. Goëzman; ce qui renforce de plus en plus les preuves que j'ai données qu'il existait une minute de la main du magistrat.

Et mes remarques sur cette correction d'auteur s'appliquent également à toutes les différences qui se trouvent entre la déclaration dictée à Lejay par madame Goëzman et celle de la main de M. Goëzman copiée par le commis de Lejay.

C'est ainsi qu'en les confrontant, on voit (dans celle de Lejay) *une montre garnie en diamans*, (dans celle du commis) *une montre à diamans*, (dans celle de Lejay) *les plus fâcheuses disgrâces de la part de son mari s'il en apprenait quelque chose, j'ai gardé la montre*, etc., ce qui présente un sens fort niais; (dans celle du commis) *les plus fâcheuses disgrâces de la part de son mari s'il apprenait quelque chose.* EN CONSÉQUENCE *j'ai gardé la montre*, etc., en conséquence est une liaison très-nécessaire entre les deux phrases : (dans celle de Lejay) *le sieur de B. m'a écrit une lettre impertinente comme si je négligé ou tri ses intérêts*; ce qui n'a nul sens; mais à quoi M. Goëzman en a donné un, en écrivant de sa main sans mystère en interligne au-dessus des mots *si* et *négligé*, le mot *j'eus*, et en chargeant le mot *tri* dont il a fait à peu près *trahi*, et la phrase marche ainsi corrigée, *le sieur de B. m'a écrit une lettre impertinente, comme si j'eus négligé ou trahi ses intérêts*, etc., ce qui devient au moins intelligible : *j'eusse négligé* eût été plus cor-

rect ; mais enfin on l'a corrigé comme cela : (la copie du commis porte) : *le sieur de B. m'a écrit une lettre impertinente comme si j'AVAIS négligé ou trahi ses intérêts*, etc. ; le mot *j'eus* interligné par M. Goëzman complète la preuve que ce magistrat n'a corrigé la copie de Lejay que pendant l'absence de sa propre minute ; au lieu d'écrire *j'eus*, il n'aurait pas manqué d'écrire *j'avais* comme le porte la copie du commis fidèlement transcrite sur sa minute : (Lejay) *soutenant tout ce qui pourrait être dit..... est calomnieux*, etc. (le commis) *soutenant QUE tout ce qui pourrait être dit.... est calomnieux*, etc.

Voilà donc sept endroits qui diffèrent essentiellement dans les deux déclarations, dont, un mot ajouté, un mot effacé, un mot substitué, un mot interligné, et un mot chargé dans celle de Lejay, par une main étrangère : et c'est sur une pareille pièce, mendée, sollicitée, suggérée, minutée, dictée, corrigée, surchargée et niée par ce magistrat, qu'il établit une dénonciation en corruption de juge et en calomnie contre un homme innocent !

Quelle étrange opinion aviez-vous donc de votre pouvoir, monsieur, si vous avez pensé qu'il vous suffit, pour me faire condamner au parlement, de m'y dénoncer sur la foi d'un tel titre ? Avez-vous présumé que ce tribunal m'empêcherait d'opposer à la fausseté de votre attaque, la vérité de mes défenses ; la force de mes preuves à la ruse de vos moyens ? Détrompez-vous, monsieur, la vivacité de ses recherches prouve l'austérité de ses principes, et non sa complaisance pour vos ressentimens. C'est à vous de vous justifier, homme cruel ! qui, après avoir opiné si durement à ce qu'on m'enlevât ma fortune, m'avez ensuite injurieusement dénoncé ; car je vous prévins que cet argument ne convaincra personne : je suis conseiller au parlement, donc j'ai raison.

Mais n'anticipons rien : avant de parler de la dénonciation

de M. Goësmán, nous avons une seconde déclaration aussi importante que la première à examiner.

J'écarte en vain une foule de moyens, pour me renfermer dans les principaux; leur abondance m'accable. Oh! monsieur Goësmán, que de mal vous me donnez! Mais je veux m'en venger en vous démasquant si bien aux yeux du public, que désormais vous deviendrez plus réservé dans vos attaques. Avançons.

Lejay, toujours au secret, interrogé de nouveau, répond, qu'environ dix jours après sa première déclaration, M. Goësmán l'a encore envoyé chercher, et lui a dit uniquement : *N'est-il pas vrai, monsieur Lejay, que vous avez rendu la montre et l'argent devant témoins, et qu'on n'avait rien soustrait des deux rouleaux?* — Cela est vrai, monsieur. — *Ecrivez donc au dos de votre première déclaration ce que je vais vous dicter :* et il assure que le magistrat lui dicta, sans en faire de minute, la déclaration suivante.

Seconde déclaration attribuée à Lejay.

« Je déclare en outre, que jamais Bertrand ni Beaumarchais ne m'ont accompagné chez madame Goësmán, et qu'ils ne la connaissent point du tout. Je déclare que j'ai rendu la montre et les rouleaux devant (telles et telles personnes, etc. qu'il nomme). Et si Beaumarchais osait dire qu'on a soustrait quelque chose des rouleaux pour des secrétaires ou autrement, je lui soutiendrais qu'il est un menteur et un calomniateur, et que les rouleaux étaient bien entiers; ce que le sieur Bertrand lui soutiendra comme moi, etc., etc., sans date, *siné* Lejay. »

Pour l'honneur du sieur Lejay, remarquons d'abord que, dans ses interrogatoires, il dit également ce qui sert et ce qui peut nuire. Nous l'avons vu assurer intrépidement que

M. Goësman lui avait confié la minute de la première déclaration écrite de sa main. A cette seconde, il avoue ingénument que M. Goësman n'a point fait de minute, et qu'il a seulement dicté. Prouvons que la seconde n'est pas plus l'ouvrage du sieur Lejay que la première.

Indépendamment des preuves morales et de discussion, la pièce en présente elle-même une de fait (le dirai-je?) la plus comique. Tout le monde connaît la scène des plaideurs, où le souffleur, lassé de l'ineptie de l'avocat Petit-Jean, lui dit : oh ! le butor ! et où Petit-Jean qui se croit soufflé et non injurié, répète, *le butor* ! Ici M. Goësman finissant de dicter, a dit apparemment : telle et telle chose, etc. Signé Lejay. Et le bon Lejay, trop occupé du mot qui est sous sa plume pour se fatiguer à en lier le sens dans sa tête avec les précédents, a écrit exactement comme on le lui disait, à l'orthographe près : *Siné Lejay*.

Malgré cette naïveté, qui montre assez que l'écrivain n'est ici que le commis à la plume, voyons, par l'examen impartial et sérieux de la pièce, s'il est possible que Lejay l'ait composée lui-même. Je voudrais bien pouvoir épargner à quelqu'un cette fâcheuse discussion, parce que je sens que ce quelqu'un est ici sur des charbons. Mais quelque respect que j'aie pour lui, je respecte encore plus la vérité : tout ce que je puis, est de le tenir le moins de temps possible dans une aussi cruelle situation.

J'observe d'abord que Lejay, ayant toujours dit, quand il a parlé des quinze louis, qu'il les avait laissés, *en argent blanc*, dans un sac à madame Goësman, s'il eût fait la déclaration, n'aurait jamais imaginé de l'aller alambiquer de sorte qu'on pût en induire, que la demande des quinze louis portait sur la fausse supposition que madame Goësman avait soustrait quelque chose des rouleaux.

L'obscurité de cet entortillage prouve déjà qu'il n'appartient point au sieur Lejay. Si cet homme simple eût voulu ou mentir ou dire la vérité, en un mot, s'expliquer sur les quinze louis, il l'eût fait à sa manière, c'est-à-dire, tout simplement et d'une façon qui se rapportât au moins à ce qui s'était passé devant lui. Dès qu'il ne s'agissait dans cette déclaration que d'y parler des quinze louis, dont la première n'avait rien dit, aurait-il pris la plume une seconde fois exprès sur ces quinze louis pour finir encore par n'en rien dire? Cela n'est ni vrai, ni naturel, ni possible.

Mais quel est donc le fin de cette déclaration? Le voici :

Monsieur et madame Goëzman, qui avaient évité de dire un seul mot des quinze louis dans la première, voyant que les regards du public étaient fixés sur ces quinze louis, seul objet apparent de la querelle, ont calculé qu'il paraîtrait bien étonnant qu'ils eussent une déclaration de Lejay contre moi, et qu'elle ne traitât en aucune façon de ces quinze louis; ils ont senti que ce silence absolu pourrait à la fin devenir suspect.

Mais l'embarras était de le rompre sans se compromettre, et de parler des quinze louis sans en rien dire. Ce Lejay leur donnait encore une autre sueur froide; il est si simple, si simple, que, s'il entend seulement prononcer, en dictant, le mot de quinze louis, il ne manquera pas d'entrer à l'instant dans des explications fort embarrassantes pour le candide magistrat qui ne veut pas, vis-à-vis du libraire, avoir l'air d'être du secret. Il faut donc courir là-dessus comme chat sur braise, imaginer une phrase obscure et courte sur laquelle le public puisse prendre le change. Il faut surtout que cette phrase soit telle que le mot de quinze louis n'aille pas frapper l'oreille de Lejay. On se rappelle que cet homme, aussi droit que simple, a dit à madame Goëzman en allant chez M. de Sartines : *Il est bien heureux que votre mari n'ait pas parlé des quinze*

louis ; je n'aurais pas pu dire que je les ai rendus , puisque vous les avez eucore , et la réponse de la dame , et tête à perruque , et l'adjectif , etc. , etc.....

Toutes ces réflexions rendaient ce point délicat , très-difficile à traiter ; mais enfin la déclaration , telle qu'on vient de la lire , fut le fruit du conseil auquel je viens de faire assister mon lecteur.

Et croyez-vous que ce soit , sans y avoir bien réfléchi , que la déclaration commence par cette phrase : *Je déclare que Bertraud ni Beaumarchais....* ? En voyant ainsi ces deux noms dénués du plus mince égard , en songeant à cette façon de s'exprimer , *Bertrand , Beaumarchais , Lafleur , Larose* , je reconnais le style aisé d'un homme supérieur aux gens qu'il veut bien honorer de ses mauvais traitements. Je sens que la main du très-familier libraire n'est ici que la patte du chat , et son écrit , que le manteau du conseiller. Jamais le sieur Lejay , le plus modeste des hommes , n'eût traité avec cette légèreté le sieur Bertrand Dairolles , qui l'a quelquefois aidé de son crédit , moins encore moi , chétif , qui n'avais point l'honneur d'en être connu.

Mais laissons les graces du style ; allons au fait : *Je déclare que Bertraud ni Beaumarchais ne sont jamais accompagnés chez madame Goësman , et qu'ils ne la connaissent point du tout.* A quoi tend cette phrase isolée , absolument hors d'œuvre et sans nul rapport aux quinze louis , ni même à rien de ce qui la suit , sinon à se retourner en cas d'accident et de désaveu de la part de Lejay ? *Testis unus , testis nullus* , dit la loi ; ce qu'on a sans doute expliqué à madame Goësman , mais qu'elle ne s'est pas souvenue de placer avec : *il n'y a pas de corps de délit.... , vous avez déjà un commencement de preuve par écrit , etc. , etc.*

Cette sage précaution prise à tout événement , on a grand soin de faire écrire à Lejay , dans la déclaration , les noms ,

surnoms, qualités des personnes devant qui les deux rouleaux ont été remis ; autant on glissera sur le principal, autant on va s'apesantir sur les accessoires. C'est la dame Lefranc ; elle est sœur du sieur Delins, premier échevin ; c'est la demoiselle sa fille ; ce sont des dames de Lyon ; c'est un jeune homme que l'on croit fils du sieur Delins, etc., etc. ; car on se flatte que ces honnêtes gens assignés certifieront, en temps et lieu, que les deux rouleaux étaient bien entiers quand on les a rendus en leur présence.

Cela va bien ; reste toujours la phrase épineuse à composer sur ces quinze louis, dont il faut avoir l'air de parler, quoique bien résolu de n'en pas dire un mot. Enfin, la voici du mieux qu'on a pu : *et si Beaumarchais osait dire qu'on a soustrait quelque chose des rouleaux pour des secrétaires ou autrement, je soutiendrais qu'il est un menteur et un calomniateur*, etc., etc.... Nous en voilà tirés, Dieu merci.

Mais que ces mots *soustrait quelque chose des rouleaux*, pour ne pas nommer quinze louis en argent blanc, sont bien imaginés ! et ceux-ci, *pour des secrétaires ou autrement*, pour ne pas dire que madame Goëzman a exigé quinze louis pour le secrétaire, et les a gardés pour elle ; comme cela est ingénieux ! A l'égard des injures, on sent ici qu'elles ne sont que le saut de joie qui termine un ouvrage pénible ; c'est la bravoure de Panurge qui se met en vigueur quand le danger est passé ; ainsi finit la déclaration sans date, etc., *siné* Lejay, comme nous l'avons dit.

Et c'est ainsi qu'un magistrat se joue de la vérité pour donner le change ; c'est ainsi qu'il arme un malheureux contre une chimère, et lui fait combattre insidieusement ce que personne n'avait dit pour éluder de lui faire écrire ce qu'il craignait tant de voir déclarer, et c'est ainsi que la faiblesse est toujours un instrument souple et dangereux entre les mains de la malignité.

Que de gens faibles elle a su tourner contre moi ! N'est-ce pas par la faiblesse que la flottante madame Goëzman dissimule la vérité pour se prêter aux vœux de son mari qui voulait m'attaquer en corruption de juges ? N'est-ce pas par faiblesse que ce pauvre Lejay copie , sur des minutes de magistrat , des déclarations dont il n'entend ni les mots ni la force des phrases ? N'est-ce pas par faiblesse que ce pauvre conseiller d'ambassade , Arnaud Baculard , qui ne dit jamais ce qu'il veut dire , et ne fait jamais ce qu'il veut faire , accorde une misérable lettre mendrée pour appuyer une plus misérable déclaration mendrée ? N'est-ce pas par faiblesse que ce pauvre Dairolles , qui ne veut pas être nommé Bertrand , après avoir dit la vérité , perd tout à coup la mémoire , et donne à son compatriote , le gazetier de France , une lettre qui ne peut faire aujourd'hui de tort qu'à lui-même ? N'est-ce pas par faiblesse que ce pauvre M. Marin.... ; mais non , la chaleur m'emporte , et j'allais faire le tort au sieur Marin de le ranger dans la classe des simples. Il faut être juste.

D'autre part , j'entends M. Goëzman qui me dit : pourquoi me taxez-vous de malignité si je ne suis coupable que d'ignorance ? Quand j'ai dicté à Lejay , dans la déclaration ; qu'on n'avait pas *soustrait quelque chose des rouleaux pour des secrétaires ou autrement* , je croyais que ce bruit de quinze louis n'était fondé que sur la fausse supposition que ma femme les eût retranchés d'un rouleau , et je voyais que les rouleaux avaient été rendus bien entiers. Je ne pouvais donc dicter à Lejay que ce que je savais moi-même.

— Je vous arrête , monsieur. Avez-vous si peu de mémoire , ou me croyez-vous si mal instruit ? Vous oubliez que , quelques jours avant l'époque de cette déclaration , M. le premier président avait envoyé chercher Lejay , et que devant vous il l'avait interrogé sans ménagement sur ces quinze louis , en lui disant : « Avouez-nous , M. Lejay , tout ce qui s'est passé.

Bertrand prétend qu'il vous a remis, dans un fiacre, à la porte de madame Goëzman, quinze louis en argent blanc, qui ont même été comptés dans le chapeau de votre fils alors présent; que vous êtes monté chez madame Goëzman avec cet argent dans un sac, et qu'en descendant, vous n'aviez plus ni sac ni argent, et qu'enfin vous avez dit à lui Bertrand qu'elle avait pris et serré les quinze louis dans son secrétaire. Tout cela est-il véritable ? »

Vous oubliez, monsieur, que Lejay, tremblant, effrayé par votre fier aspect, n'osa convenir de rien chez M. le premier président; mais qu'à peine il pouvait parler.

Quittons la feinte; elle est inutile, et convenez enfin que c'est bien sciemment et non par ignorance que, quelques jours après cet interrogat, vous confondez, en dictant à Lejay quinze louis d'argent blanc gardés, avec les deux rouleaux rendus auxquels ils n'ont aucun rapport.

C'est encore par une suite d'espoir d'embrouiller les idées de plus en plus sur les quinze louis, et de fixer l'attention du public sur des rouleaux entiers, et non sur de l'argent blanc, qu'on a fait assigner en témoignage les personnes devant qui ces rouleaux ont été rendus : on espérait que leur déposition sur la netteté de deux rouleaux augmenterait la persuasion que toute espèce de demande des quinze louis n'était qu'une histoire controuvée, une infamie; d'autre part, on comptait que le sieur Marin nous déterminant à ne rien articuler sur *ces misérables quinze louis* dans nos dépositions, l'opinion du faux bruit se fortifierait à tel point par notre silence, que nos efforts tardifs ne pourraient plus après la détruire.

Mais on ne peut avoir en tout un égal succès. Les choses allaient assez bien. Lejay avait écrit sans faire d'explication; Marin travaillait en dessous, et se flattait de réussir, lorsque tout à coup ces honnêtes gens, sur la déposition de qui l'on

avait fait un si grand fond pour embrouiller l'histoire des quinze louis, après avoir déposé que la montre et les rouleaux ont été rendus très-entiers devant eux, s'avisent d'ajouter, sans qu'on les en prie, qu'à l'égard des quinze louis, on a certifié que la dame avait refusé de les rendre, en disant que, les ayant demandés pour le secrétaire, elle n'était pas tenue d'en faire compte au sieur de Beaumarchais.

La soie, une fois rompue, toutes les perles se défilent. Marin, qui devait réussir, me rencontre par malheur à l'instant où il vient endoctriner les faibles, me parle de *ces misérables quinze louis*, veut m'engager devant cinq personnes à ne pas en ouvrir la bouche. Je lui prouve que c'est le seul article sur lequel on doit appuyer dans les dépositions; chacun y appuie. Lejay qu'on voulait sacrifier se rétracte, et voilà toutes les peines perdues; il n'en reste d'autre fruit qu'une triste déclaration qui, par malheur encore, se trouvant attachée au dos de la première, ne peut plus que nuire désormais, surtout si un démon d'accusé parvient un jour à en avoir connaissance, et s'avise de la discuter aux yeux des juges et du public.

J'ai promis de faire le dépouillement de toute cette noire intrigue; il est bien avancé. Les deux déclarations de Lejay sont maintenant connues; il ne reste plus que la dénonciation de M. Goëzman au parlement à examiner. Encore un moment, ô mes juges! vous touchez à la fin de votre ennui, et moi à celle de mes peines; encore un moment, lecteur, et mon adversaire est enfin démasqué.

Que ne puis-je en dire autant de vous tous, ennemis non moins absurdes que méchants, qui me déchirez sans relâche! Sur la foi de votre inimitié, beaucoup d'honnêtes gens me font injure et ne m'ont jamais vu.

Mais vous qui comblez la mesure de l'atrocité, vous qui l'avez portée...., il faut le dire, jusqu'à faire insérer dans des

gazettes étrangères, qu'on s'apprête à me rechercher enfin sur la mort un peu précipitée de trois femmes dont j'ai, dites-vous, successivement hérité. Lâches ennemis ! ne savez-vous qu'insulter basement, machiner en secret, et frapper dans les ténèbres ? Montrez-vous donc une fois, ne fût-ce que pour me dire en face qu'il ne convient à nul homme de faire son apologie ; mais les honnêtes gens savent bien que votre acharnement m'a rangé dans une classe absolument privilégiée ; ils m'excuseront d'avoir saisi cette occasion de vous confondre, où, forcé de défendre un instant de ma vie, je vais répandre un jour lumineux sur tout le reste. Osez donc me démentir. Voici ma vie en peu de mots : depuis quinze ans, je m'honore d'être le père et l'unique appui d'une famille nombreuse ; et, loin que mes parens s'offensent de cet aveu qui m'est arraché, tous se font un plaisir de publier que j'ai toujours partagé ma modique fortune avec eux sans ostentation et sans reproche. O vous qui me calomniez sans me connaître ! venez entendre autour de moi le concert de bénédictions d'une foule de bons cœurs, et vous sortirez détrompés. Quant à mes femmes, j'en ai eu deux et non trois, comme le dit le perfide gazetier. Faute d'avoir fait insinuer mon contrat de mariage, la mort de la première me laissa nu, dans la rigueur du terme, accablé de dettes, avec des prétentions dont je n'ai voulu suivre aucune pour éviter de plaider contre ses parens, de qui jusque-là je n'avais eu qu'à me louer. Ma seconde femme, en mourant, depuis peu d'années, a emporté plus des trois quarts de sa fortune consistant en usufruits et viager, de sorte que mon fils, s'il eût vécu, se fût trouvé beaucoup plus riche du bien de son père que de celui de sa mère. Maintenant voulez-vous savoir comment je les perdis ?

Sur la mort de ma première femme, indépendamment des sieurs Bouvart, Pousse et Renard qui la voyaient en consultation dans la fièvre putride qui l'enleva, interrogez le

sieur Bourdelin, son médecin ordinaire, le plus estimable des hommes, et qui (je le dis à son éloge) refusa constamment le légitime honoraire que je lui offrais, en me disant : vous êtes ruiné par cette perte : le paiement des soins que j'ai rendus à votre femme m'est dû, non par vous, mais par ses héritiers.

Sur la mort de la seconde, interrogez les sieurs Tronchin et Lorry, médecin, Pean, son accoucheur, Coursault, son chirurgien et son ami, Becqueret, un des plus honnêtes pharmaciens, qui, par zèle, ne la quittait ni jour ni nuit, tous mes parens et la foule d'amis qui venaient habituellement dans ma maison, qui l'ont tous vu s'avancer lentement à la mort des poitrinaires, par une dégradation de santé de plus d'une année de souffrance également douloureuse à l'un et à l'autre.

Interrogez les honnêtes gens que sa mort a fait rentrer en possession de tout le bien qui est sorti de mes mains à cette époque.

Interrogez mesdames Mommet, le Pot-d'Auteuil, Rouen, notaire, Chevalier, procureur, gens de loi, gens d'affaires, et conciliateurs, qui tous m'ont vu procéder en ces occasions avec un désintéressement supérieur à la simple équité.

Et si tant de témoignages ne balancent pas en vous les plus absurdes calomnies, gens honnêtes ! interrogez enfin mon intérêt, qui voulait que je conservasse avec soin mes femmes, si l'amour d'une plus grande aisance était le motif qui me les avait fait choisir. Eh ! comment celui-là serait-il un ingrat époux, ou plutôt un monstre, qui fait son bonheur constant d'être le nourricier de son respectable père ; et s'honore d'être le bienfaiteur et l'appui de tous ses collatéraux ?

Et vous qui m'avez connu, vous qui m'avez suivi sans cesse, ô mes amis ! dites si vous avez jamais vu autre chose en moi qu'un homme constamment gai ; aimant avec une

égale passion l'étude et le plaisir; enclin à la raillerie, mais sans amertume, et l'accueillant dans autrui contre soi quand elle est assuisonnée; soutenant peut-être avec trop d'ardeur son opinion quand il la croit juste, mais honorant hautement et sans envie tous les gens qu'il reconnaît supérieurs; confiant sur ses intérêts jusqu'à la négligence; actif quand il est aignillonué; paresseux et stagnant après l'orage; insonciant dans le bonheur, mais poussant la constance et la sérénité dans l'infortune jusqu'à l'étonnement de ses plus familiers amis.

Si j'ai jamais barré quelqu'un en son chemin de faveur, de fortune ou de considération; qu'il me le reproche. Si j'ai fait tort à quelqu'un; qu'il se présente et m'accuse hautement, je suis prêt à lui faire justice. Que si la haine qui me poursuit a quelquefois altéré mon caractère; que celui que j'ai pu offenser sans le vouloir, dise de moi que je suis un homme malhonnête, j'y consens; mais qu'il ne dise pas que je suis un malhonnête homme : car je jure que je le prendrai à partie, si je puis le découvrir, et le forcerai, par la voie la plus courte, à prouver son dire ou à se rétracter publiquement.

Comment donc arrive-t-il qu'avec une vie et des intentions toujours honorables, un citoyen se voie aussi violemment déchiré ? qu'un homme gai, sociable hors de chez lui, solide et bienfaisant dans ses foyers, se trouve en butte à mille traits envenimés ? C'est le problème de ma vie ; je voudrais envain le résoudre. Je sais que les plus augustes protections m'ont jadis attiré les plus dangereux ennemis qui me poursuivent encore, et cela est dans l'ordre ; que quelques essais dramatiques et plusieurs querelles d'éclat m'ont trop fait servir d'aliment à la curiosité publique, et c'est souvent un mal ; que mon profond mépris pour les noirceurs a pu acharner les méchans ; qu'ils ne veulent pas qu'on les croye ainsi sans conséquence, en effet ils ne le sont pas ; qu'une vaine réputation de très-petits talens, a peut-être offensé de très-petits rivaux

qui sont partis de là pour me contester les qualités solides. Peut-être, un juste ressentiment augmentant ma fierté naturelle, ai-je été dur et tranchant dans la dispute, quand je croyais n'être que nerveux et concis. En société, quand je pensais être libre et disert, peut-être avait-on droit de me croire avantageux. Tout ce qu'il vous plaira, messieurs : mais si j'étais un fat, s'ensuit-il que j'étais un ogre ? Et quand je me serais enrubanné de la tête aux pieds ; quand je me ferais affublé, bardé de tous les ridicules ensemble ; faut-il pour cela me supposer la voracité d'un vampire ? Eh ! mes chers ennemis ; vous entendez mal votre affaire ; passez-moi ce léger avis : si vous voulez me nuire absolument, faites au moins qu'on puisse vous croire.

Au reste, il est peut-être moins étonnant que des ennemis cachés poursuivent sourdement un honnête homme, que de voir un grave magistrat lui intenter un procès aussi bizarre que celui-ci, et l'appuyer sur des déclarations comme celles que je viens d'examiner, et sur une dénonciation comme celle dont je vais rendre compte.

Mais, direz-vous, je vois bien des déclarations suggérées, une conduite en général fort extraordinaire dans un magistrat : pour ses motifs, ils m'échappent absolument. — Donnez-moi la main, je vais vous y conduire ; nous sommes sur la voie ; car en matière criminelle, c'est par les faits qu'on doit remonter aux intentions, et non en devinant les intentions, qu'il est permis d'aggraver les faits. Ainsi, l'on raisonnerait fort mal, et l'on ferait la plus vicieuse pétition de principes, en disant, comme mon adversaire : *le sieur de Beaumarchais se croyait une mauvaise cause ; il a donné de l'argent à la femme de son juge ; donc il a voulu le corrompre.*

Nous tâcherons d'être plus conséquens. Il est bien prouvé, dirai-je, que voilà deux déclarations extorquées à Lejay par M. Goësmán, dont l'une est fausse, l'autre insidieuse, et

toutes deux fabriquées en connaissance de cause : quel en est le principe ? le voici.

M. Goëzman savait fort bien avec quel clef sa femme m'avait ouvert son cabinet ; et sur ce fait, il me croyait auteur de quelques propos sâcheux pour lui, qui couraient le monde. Si je l'étais ou non, ce n'est pas ce que j'examine ici : mais comme il le croyait, il a voulu s'en venger cruellement : pour s'en venger, il fallait commencer par s'en plaindre : pour avoir ce droit, il fallait pouvoir les donner pour calomnieux : pour y parvenir, il fallait me conduire à nier que j'eusse fait un sacrifice d'argent : pour m'y amener, il fallait m'effrayer par une plainte en corruption de juge : pour la former, il fallait me dénoncer au parlement : pour me dénoncer, il importait d'avoir une déclaration qui m'inculpât : enfin, pour l'obtenir, il était nécessaire de tromper madame Goëzman sur les conséquences de sa dénégation, et Lejay, sur celles de ses déclarations : c'est ce qu'on a fait ; et nous voilà, vous et moi, parvenus au point d'où l'on est parti pour me dénoncer au parlement comme *corrupteur de juge et calomniateur*.

Et le dilème dont on espérait que je ne pourrais jamais sortir, est celui-ci. S'il nie d'avoir donné de l'argent, on lui dira : vous avez donc calomnié en répandant qu'on l'a reçu ? S'il avoue les sacrifices : vous avez donc voulu corrompre en les faisant ? Ainsi enveloppé d'un double filet, il ne pourra s'échapper de la corruption qu'en tombant dans la calomnie, et réciproquement ; et nous le tenons ; et nous le ferons punir.

Et puis ils se dépitent, ils piétinent comme des enfans de ce que je ne me tiens pas pour battu par ce mauvais raisonnement ; et de ce que j'ai l'audace d'en faire un meilleur devant mes juges, où, sans nier l'argent ni les propos, je vais droit à ma justification, par le chemin le plus court, celui de la vérité.

Vous étiez mon rapporteur; il me fallait absolument des audiences; on les mettait à prix chez vous. J'ai ouvert ma bourse; on a tendu les mains. Les audiences ont manqué; l'argent a été rendu. Quinze louis sont restés égarés; on s'est chamaillé: cela s'est su, parce qu'il n'y a point de mouvement sans un peu de bruit: on en a ri, parce que la perte de mon procès n'intéressait personne; et là-dessus vous avez fait tout ce que je viens de prouver que vous avez fait.

Et parce que je discute publiquement une affaire que vous espériez faire juger secrètement, vous me donnez partout pour un homme odieux, turbulent, à qui l'autorité devrait interdire, sinon le feu et l'eau... du moins l'encre et la presse. Certes, monsieur, nous nous faisons, vous et moi, des reproches bien contraires, à la vérité, dans des cas très-différens. L'exemple que je vous donne ici, je l'aurais reçu de vous avec reconnaissance; et quand vous fûtes mon rapporteur, si vous eussiez étudie mon procès comme vous me reprochez d'éplucher votre conduite, je n'aurais pas perdu cinquante mille écus *d'après votre avis*, et vous ne seriez pas aujourd'hui dans l'embarras de me répondre. Que faire donc? m'arrêter parce que j'ai raison? ceci n'est pas une affaire d'autorité... supprimer mon mémoire, parce qu'il est conséquent? il faudrait toujours en venir à discuter ce qu'il contient, puisque nous sommes en justice réglée; et comme dit un grave auteur: *brûler n'est pas répondre*. Quoi donc? recourir à l'autorité, pour me réduire au silence? Allez, monsieur; je suis trop votre ennemi pour ne pas vous conseiller de le tenter. Après vous avoir bien démasqué, j'aurais le plaisir d'entendre dire de vous, à tous les honnêtes gens: *il a trouvé l'adversaire meilleur à écarter qu'à combattre, et ses objections plus faciles à étouffer qu'à résoudre*.

En attendant, passons à l'examen de votre dénouciation contre moi.

Je ne donnerai la pièce qu'en substance , parce que je n'ai pu que la parcourir rapidement encore pendant que le greffier écrivait mes dires sur vos déclarations attachées à la même liasse que j'avais l'air d'examiner uniquement.

Mais le sens m'en a trop frappé pour que je craigne de l'altérer en la rapportant. La voici :

Dénonciation de M. Goëzman au parlement.

Après un préambule inutile à mon affaire , il continue ainsi.... : « Je me vois forcé de dénoncer à la cour une de ces voies de séduction que la mauvaise foi des plaideurs met en usage pour corrompre les juges ou ceux qui les entourent , etc.

« Ayant appris que le sieur Caron de Beaumarchais répandait des bruits calomnieux sur mon compte , et voulant m'en éclaircir par moi-même , j'ai reconnu , en interrogeant ma femme , que ledit Caron , après avoir essayé de la séduire par une offre de présens considérables pour *parvenir à gagner mon suffrage* dans le procès dont j'étais rapporteur , et qu'il a perdu , *d'après mon avis* , a empoisonné dans le public le mépris et l'indignation avec lesquels ma femme a rejeté ses offres malhonnêtes. J'ai fait venir ensuite l'agent qui avait eu la faiblesse de se rendre négociateur de ses présens , et qui , peut-être moins armé contre la séduction que ma femme , a tout déclaré devant moi et devant d'autres personnes respectables , etc.

« Comme je sais que le pardon des offenses est une des premières vertus des magistrats , *je ne me rends point l'accusateur* du sieur de Beaumarchais , pour qu'on ne me taxe pas d'avoir fait cette dénonciation par esprit de vengeance ou de ressentiment ; mais si la cour se trouvait offensée qu'un plaideur eût tenté de *corrompre* un de ses membres *pour gagner son suffrage* et l'eût ensuite *calomnié* , elle serait la maîtresse , etc. , etc. »

Signé GOESMAN.

• Ainsi donc vous ne m'accusez pas, monsieur ; vous me dénoncez seulement à la cour comme *corrupteur et calomniateur* ; c'était bien le moins que pût faire un homme généreux comme vous l'êtes, mais aussi grièvement offensé.

En vous rendant grâce de cet excès d'honnêteté, je vais procéder avec vous d'une façon plus noble encore ; car je ne vous dénoncerai ni ne vous accuserai, et cependant vous allez voir s'il y a lieu à l'un et à l'autre.

Quoi, monsieur, *j'ai voulu vous corrompre* !

Est-ce bien sérieusement que vous l'avez dit ? Eh ! mais l'intervalle de sept personnes entre vous et moi que j'ai établi dans mon premier mémoire, et le raisonnement qui le suit, ne vous ont donc pas convaincu que je n'ai pu ni dû d'aussi loin former l'absurde projet de vous corrompre ?

J'ai voulu gagner votre suffrage, moi !

Ceci vaut la peine d'être examiné. Lorsque vous avez voulu savoir si j'avais cherché à vous corrompre ou non, qui avez-vous interrogé ? Madame Goëzman. *Voulant m'en éclaircir par moi-même en interrogeant ma femme, etc.* C'est donc uniquement sur la foi de madame Goëzman que vous m'avez dénoncé *pour avoir voulu gagner votre suffrage* ? Mais cette même dame, dans son recolement que vous lui avez dicté, auquel elle entend se tenir, comme ayant eu, ce jour-là de prédilection, l'esprit aussi net que le corps, la tête aussi libre que la démarche, a fait écrire cette phrase remarquable : *Je déclare que Lejay ne m'a pas présenté d'argent pour gagner le suffrage de mon mari qu'on sait bien être incorruptible, mais qu'il sollicitait seulement des audiences pour le sieur de Beaumarchais.*

Or, si elle a dit vrai dans le recolement, vous avez donc dit faux dans la dénonciation ? Si elle avait sa tête à elle en dictant au greffier que *Lejay ne sollicitait que des audiences*,

elle ne l'avait donc pas en vous assurant *qu'il cherchait à vous corrompre* en mon nom par son canal? Mais vous êtes le mari de cette dame; et qui doit savoir aussi bien que vous quand on peut compter ou non sur ses paroles? Dans l'hypothèse raisonnable d'un ménage aussi bien uni que le vôtre, un mari peut-il s'y tromper? Que n'attendiez-vous quelques jours pour minuter cette fatale dénonciation? Vous n'auriez pas compromis votre équité devant la cour. Il est dur aujourd'hui de ne pouvoir vous sauver de la mauvaise foi, qu'en avouant une imprudence également impardonnable à l'époux et au magistrat!

Vous dites qu'elle a rejeté l'or avec indignation et mépris?

Il ne vous souvient donc plus qu'il est prouvé au procès que, loin d'avoir montré mépris ni indignation pour les rouleaux, elle est convenue les avoir reçus, serrés et gardés au moins un jour et une nuit? Cette dénonciation-là ne brille pas par l'exactitude, et cependant c'est d'après elle que je suis décrété!

Et Lejay vous a, dites-vous, certifié les mêmes choses que madame Goëzman?

Mais lui en se rétractant, et moi en vous discutant, nous avons assez bien établi, ce me semble, que vous aviez instigué ce malheureux à publier, à son escient et au vôtre, une horrible fausseté verbalement et par écrit? Cependant vous êtes libre et je suis décrété!

Ensuite vous prétendez que je vous ai calomnié?

Quand j'aurais dit à tout le monde ce qui s'était passé entre madame Goëzman et Lejay, n'est-il pas prouvé maintenant que je n'aurais calomnié personne? Mais lorsque vous m'avez dénoncé, vous ne pouviez savoir si j'en avais parlé; puisque aujourd'hui que l'instruction est finie, *ce fait n'a pas même été articulé une seule fois au procès*; ainsi, soit que j'en

eusse parlé ou non , en me dénonçant comme calomniateur , il est bien prouvé que *c'est vous qui m'avez calomnié*. Oh ! la misérable dénonciation !

Enfin , avec une ostentation de générosité qui n'en impose à personne , vous faites remarquer à la cour que vous ne voulez pas vous rendre mon accusateur ; lorsque sur-le-champ vous m'accusez devant elle en disant : *Mais si la cour se trouvait offensée qu'un plaideur eût tenté de corrompre un de ses membres pour gagner son suffrage , elle serait matresse*, etc., etc. Pour le corrompre , pour gagner son suffrage , cette phrase a bien de l'attrait pour vous ! je croyais vous en avoir dégoûté. Mais qu'est-ce que je dis ? Votre dénonciation était faite avant la procédure , et je vous rends bien la justice de croire que , si elle était à faire aujourd'hui , vous vous en abstiendriez ; vous rougiriez au moins d'y faire parade de cette première vertu des magistrats , le pardon des offenses , vous , qui , pour perdre un homme innocent , osez lui supposer des crimes ! Avant d'être généreux , monsieur , il faut être juste.

« Eh ! depuis quand le droit de juger les autres dispenserait-il d'être juste soi-même , disait Cicéron plaidant contre Verrès devant le peuple romain ? Si vous ne réprimiez pas de pareils abus , sénateurs , le puissant ne se mettant au-dessus des lois que pour traiter les faibles comme s'ils étaient au-dessous , il n'y aurait plus de loi pour personne ; on verrait le pouvoir substitué au droit , l'arbitraire à la règle , ou , si l'on retenait encore un vain simulacre de justice , ce serait pour en abuser plus sûrement à la faveur des formes ; les procès se termineraient encore , mais on ne jugerait plus , on déciderait. Ce désordre né de la corruption , l'engendrant bientôt à son tour , on verrait l'avidité pressurer la crainte , et l'argent tenir lieu de tous moyens ; on verrait les suffrages vendus au plus offrant , et les raisons de chacun évaluées au poids de son or ;

on ne compterait plus les voix , mais les sesterces ¹ ; le péculet effronté siégerait sans pudeur , et la frayeur de perdre , ou l'espoir de dépouiller y soumettant également les bons et les méchans , on serait enfin parvenu au dernier degré de la corruption universelle , et l'état serait dissous.»

Le sénat entendit l'orateur ; il condamna Verrès , et tout le peuple applaudit ; mais Verrès n'attendit pas son jugement. Que manque-t-il à ma cause ? Un défenseur plus éloquent ; elle est juste et semblable à celle des Siciliens. Le parlement écoute mon plaidoyer , et les Français ont des mains pour applaudir comme le peuple de Rome.

Puisque le sénat , le parlement , Cicéron , Verrès , vous et moi , nous convenons tous qu'il faut être juste , nous expliquerez-vous enfin , monsieur , la conduite que Lejay , dans ses interrogatoires , assure que vous avez tenue envers lui depuis qu'il vous a fait ces deux monstrueuses déclarations ? Écoutons-le encore parler lui-même. Sa naïveté a une grâce qui me charme toujours. Hélas ! c'est elle qui a touché le parlement. Aussi éclairés qu'équitables , les juges ont reconnu , même avant les preuves , au ton simple et vrai qui règne dans ses réponses , qu'elles étaient dépouillées d'artifice , et ils l'ont sur le champ remis en liberté.

Lejay , interrogé s'il n'a pas été , depuis la seconde déclaration , chez M. Goëzman , a répondu : « que ce magistrat l'a envoyé chercher une troisième fois ; que le lendemain matin il rencontra le magistrat au coin de la rue de l'Etoile , à pied , venant au palais , suivi d'un seul domestique , et qu'il lui dit : *Monsieur , je viens à vos ordres ;* qu'à cela , M. Goëzman , toujours marchant , répoudit , d'un ton amical : *Mon cher M. Lejay , je vous ai envoyé chercher pour vous dire que vous soyez sans inquiétude ;* J'AI ARRANGÉ LES CHOSES de ma-

¹ Monnaie romaine.

nière que vous ne serez ENTENDU au procès que COMME TÉMOIN, et non COMME ACCUSÉ ; que lui , accusé , répliqua : *Monsieur, je vous suis obligé ;* mais je venais aussi pour vous dire la vérité comme elle est. La vérité est que je n'ai consenti à mentir dans les deux déclarations que pressé par les vives sollicitations de madame, en l'assurant bien que, si l'on me faisait aller en justice, je ne soutiendrais jamais le mensonge qu'on me faisait faire, et qu'elle m'a toujours répondu : n'ayez pas peur ; ce que nous exigeons de vous n'est que pour faire taire cette canaille sur les quinze louis ; cela n'ira pas plus loin, et vous savez bien, monsieur, que quand M. le premier président m'en a parlé l'autre jour devant vous, j'étais tout tremblant à cause de votre présence qui m'empêchait de lui dire la vérité, et qu'alors il remit devant les yeux de M. Goëzman les choses telles qu'elles s'étaient passées sur les cent louis, la montre et les quinze louis, et telles qu'il nous les a dites dans le présent interrogatoire ; que M. Goëzman l'écoutait impatiemment, et finit par lui dire : *J'en suis fâché pour vous, mais IL N'EST PLUS TEMPS.* (Il n'est plus temps !) *Vous avez fait deux déclarations, et MA FEMME VOUS EN SOUTIENDRA LE CONTENU JUSQU'A LA FIN ; si vous variez, CE SERA TANTPIIS POUR VOUS. »*

« Qu'en ce moment étant arrivés au Pont-Rouge, M. Goëzman lui dit : *M. Lejay, il n'est pas nécessaire qu'on nous voie plus loin ensemble, quittez-moi ici ;* et qu'ils se quittèrent. » Et le bon Lejay ajoute : « Nous parlions si haut que le domestique a dû tout entendre ; il dira bien si je dis vrai ou non. » Comme ce seul trait peint un homme naïf ! il prend à témoin le valet de M. Goëzman ! O bon Lejay !

Ceci me rappelle qu'à sa confrontation avec madame Goëzman, ne trouvant plus de ressources dans son éloquence contre les dénégations obstinées de la dame sur les quinze louis, il lui dit avec la chaleur ingénue d'un écolier : si vous ne voulez

pas convenir, madame, que vous avez les quinze louis, je suis donc un fripon, moi qui vous les ai remis ? Mais quoi-qu'il répêât cette phrase trois ou quatre fois, jamais madame Goëzman n'eut le courage de lui répondre autre chose, sinon : *je ne dis pas que vous soyez un fripon, mais vous êtes une grosse bête, une franche tête à perruque* ; et, grâce à l'équité de M. de Chazal, ce trait important fut couché par écrit. Plus outré encore, il lui disait, un moment après, et toujours sur les quinze louis : *Eh bien ! madame, prenons-nous à bras-le-corps et jetons-nous par la fenêtre, on verra bien en bas qui de nous deux était le menteur ; ou la nuin dans le feu, madame, comme il vous plaira ; choisissez*. Je ne sais si cela est écrit. Il serait malheureux qu'on y eût manqué. En tout cas, je ne doute point que M. de Chazal, commissaire-rapporteur, qui était présent, ainsi que le greffier, ne rende compte à la cour de l'effet qu'ont dû produire sur lui ces circonstances qui me paraissent à moi de la plus grande force pour discerner la vérité du mensonge. On se doute bien que madame Goëzman n'acceptait rien, parce qu'en effet rien n'était acceptable ; mais que le refus ici est loin d'ôter le prix à ces provocations naïves et fougueuses.

Après avoir parlé des naïvetés du sieur Lejay, faut-il en taire une excellente de madame Goëzman que le rapporteur eut aussi l'équité de faire écrire ? Lejay, reprochant à la dame qu'elle était cause de tout le mal, lui disait : « Cela ne fût pas arrivé, madame, si vous eussiez voulu croire M. de Sartines, lorsque vous lui montrâtes devant moi la première déclaration, et qu'en la parcouraut légèrement, il vous dit : A votre place, madame, je laisserais tout cela ; ce sont de mauvais propos qui, n'ayant pas de fondement, tomberont d'eux-mêmes. » Madame Goëzman, entraînée par la chaleur de Lejay, répond sans y songer : *et vous, bête que vous êtes, si vous aviez soutenu que tout cela n'était pas vrai,*

comme je vous l'avais dit, nous ne serions pas ici. Ce trait ne fut pas plus tôt échappé, qu'elle fit tous ses efforts pour empêcher au moins qu'on ne l'écrivît; mais Lejay le demanda avec tant d'instances que celles de madame Goëzman furent inutiles, et tout fut écrit exactement. En général, la plus scrupuleuse exactitude a présidé à l'instruction de ce procès bizarre : ce faible hommage que je rends à l'intégrité des rapporteurs est d'autant moins équivoque de ma part, qu'on ne me soupçonnera pas de le prodiguer légèrement et sans choix.

Finissons. La sueur me découle du front, et je suis essoufflé d'avoir parcouru d'un trait une carrière aussi fatigante. Attaqué dans la nuit, usant du droit d'une défense légitime, je viens de m'élancer sur celui qui me frappait, le saisir au collet, m'y cramponner, l'entraîner, malgré sa résistance, au plus prochain fanal, et ne l'abandonner au bras qui veille à la sûreté commune, qu'après l'avoir bien reconnu et fait connaître aux autres. Arrêtons-nous donc, et posons la plume en attendant qu'on nous réponde. Bien remonté pour souffrir, et prêt à recommencer, je ne dirai pas, comme M. Goëzman : *Il n'est plus temps*. Il sera toujours temps pour moi.

Il n'est plus temps! Cette horrible phrase a ranimé mes forces. IL N'EST PLUS TEMPS! Quoi! monsieur, il arrive un moment où *il n'est plus temps* de dire la vérité! Un homme a signé, par faiblesse pour vous, une fausse déclaration qui peut perdre à jamais plusieurs honnêtes gens; et parce que son repentir nuirait à vos ressentimens, *il n'est plus temps* d'en montrer! Voilà de ces idées qui font bouillir ma cervelle et me soulèvent le crâne. *Il n'est plus temps!* et vous êtes magistrat! Où sommes-nous donc, grand Dieu! Oui, je le dis, et cela est juste; il faudrait pendre Lejay s'il eût été capable d'inventer à son interrogatoire, *il n'est plus temps*. Mais puisque ces terribles mots ont frappé plusieurs fois l'oreille des juges, et que Lejay, loin de descendre au cachot, a été remis

en liberté le même jour, on a donc senti qu'il ne les avait pas inventés. — On a fait plus, on a réglé l'affaire à l'extraordinaire. — Je vous entends, et j'en rends grâces au parlement. Mais voilà, sans mentir, de terribles phrases attribuées à M. Goëzman.

Et celle-ci : *Mon cher monsieur Lejay, soyez sans inquiétudes; j'ai ARRANGÉ LES CHOSES de façon que vous ne serez entendu que comme TÉMOIN AU PROCÈS, et non comme ACCUSÉ.* — Vous avez arrangé les choses, monsieur? Dépositaire de la balance et du glaive, vous avez donc pour l'une deux poids et deux mesures, et vous retenez l'autre ou l'enfoncez à votre choix, de façon qu'on est témoin si l'on dit comme vous, accusé si l'on s'en écarte, innocent ou coupable ainsi qu'il vous convient? — Pour ce trait-là, par exemple, comme il ne peut tomber dans la tête de personne, je défie à Lejay de l'inventer en cent ans. Vous nous l'avez bien dit, madame Lejay, avec une naïveté digne du temps patriarcal : *Mon mari n'a pas assez d'esprit pour faire toutes ces belles phrases-là.* Félicitez-vous, certes, de ce qu'il n'a pas l'esprit d'en faire de pareilles.

Et cette autre : *Vous avez fait deux déclarations; MA FEMME VOUS EN SOUTIENDRA LE CONTENU JUSQU'À LA FIN.* — Non, non, Lejay, bon courage! elle ne les soutiendra pas, ou, si elle les soutient, elle se coupera, dira noir, dira blanc, avouera tout, se rétractera, n'aura qu'une conduite déplorable; elle et son conseil perdront la tête; heureux encore si l'effet pouvait en être nul! Enfin, ne trouvant plus de ressources dans leur art, ils finiront par mettre la nature au procès pour se tirer d'affaire.

Et cette autre phrase : *Si vous variez, ce sera TANTÔIS POUR VOUS.* — Ne le croyez pas, bon Lejay! écoutez l'aigle du barreau; que vous dit M^e Gerbier? *Ce que vous avez de mieux à faire, monsieur, c'est de revenir à la vérité.* Si

ce célèbre avocat n'a fait que son devoir en conseillant ainsi Lejay, dans quelle classe rangerons-nous donc l'avis du magistrat ? *Si vous variez, ce sera tant pis pour vous.* Quoi donc ! il sera décrété, vous l'accablerez de votre crédit ? Marin opinera pour qu'il soit sacrifié ? N'importe, il dira la vérité. La gazette n'est pas l'évangile, et, grâces au ciel, M. Goëzman n'est pas le parlement.

Et cette autre phrase enfin qui achève le tableau : « *M. Lejay, il n'est pas nécessaire qu'on nous voie plus loin ensemble, QUITTEZ-MOI ICI*, on saurait que vous m'avez parlé ; d'après ce que vous m'avouez, si contraire à ma dénonciation, il faudrait que j'agisse de façon ou d'autre. QUITTEZ-MOI ICI. Si l'on pouvait soupçonner cette nouvelle explication entre nous, cela me donnerait de nouveaux torts. *Il n'est pas nécessaire qu'on nous voie plus loin ensemble, QUITTEZ-MOI ICI.* Je vous ai volontiers écouté dans l'île Saint-Louis où il passe peu de monde ; mais après le Pont Rouge, sur la route du Palais, cela tire à conséquence pour moi ; le pays est trop peuplé, QUITTEZ-MOI ICI. » Lejay le quitta ; je le quitte aussi.

ADDITION AU SUPPLÉMENT DU MÉMOIRE

A CONSULTER

POUR

PIERRE-AUGUSTIN

CARON DE BEAUMARCHAIS,

Ecuyer, conseiller-secrétaire du roi, et lieutenant-général des chasses au
bailliage et capitainerie de la varenne du Louvre, grande vénerie et
fauconnerie de France, *accusé*.

SERVANT DE RÉPONSE

A madame GOESMAN, *accusée*; au sieur BERTRAND DAIROLLES,
accusé; aux sieurs MARIN, gazetier de France; et DARNAUD-
BACULARD, conseiller d'ambassade, *assignés comme témoins*.

Écrites, monsieur, que je ne me mêle ni des
audiences de mon mari, ni des affaires de son
cabinet; mais seulement de mon ménage, etc....

(*Confrontation entre madame Goëzman et moi.*)

Eh bien, madame! il est donc décidé que je vous trouverai
toujours en contradiction? Vous ne vous mêlez, dites-vous,
ni du cabinet, ni des audiences de monsieur votre mari; et
sur les audiences de ce même cabinet, vous nous donnez un

mémoire bien long, bien hérissé de textes d'ordonnances, de passages latins, de citations savantes; le tout renforcé des plus mâles injures; vous nous argumentez dans cinquante-quatre mortelles pages, comme un docteur ès-lois, sans vous soucier pas plus de répondre à mes mémoires, que s'ils n'existaient point ou ne traitaient pas l'affaire à fond.

Mais à qui parlé-je aujourd'hui? Est-ce à madame? est-ce à monsieur? Qui des deux a plaidé? Ce ne peut-être vous, madame : vous ne vous piquez certainement pas d'entendre un mot des choses qu'on y traite. Ce ne peut pas être monsieur non plus : l'ouvrage serait plus conséquent, il irait au fait; on n'y rebattrait pas des objets combattus d'avance par mon supplément, qui était entre ses mains plus de douze jours avant la publication de ce mémoire.

Quoi qu'il en soit, il me convient mieux, madame, de vous adresser la parole. Indépendamment du respect et des égards qui sont dus personnellement, le souvenir que je parle à une femme, contiendra la juste indignation que j'aurais peine à maîtriser autrement. Ce n'est pas que tous ceux qui m'ont fait l'honneur d'écrire contre moi, ne doivent trouver ici le juste salaire de leurs soins obligeans. En m'éloignant le moins possible du fond de la question dont chacun cherche à me distraire, je ne laisserai pas, chemin faisant, que de répondre à tout le monde : et l'on doit me savoir gré de ma civilité.

Car, tant que vous ne détruirez pas les faits articulés dans mon supplément; tant que vous ne prouverez pas que j'ai dit faux sur les débats de notre confrontation, sur vos aveux forcés, sur les contradictions de vos interrogatoires; tant que vous ne laverez pas monsieur Goëzman de l'infamie d'avoir suborné Lejay, d'avoir minuté la déclaration chez lui, dans sa maison, à son bureau, avant qu'il y eût de procédure entamée, et d'avoir fait et nié les faux remarqués dans ces déclarations; tant que vous ne me prouverez que je suis un im-

posteur que par des injures, des lettres mendiées et des récriminations étrangères à la cause, je ne suis pas tenu d'user mon temps à vous répondre.

Six mémoires à la fois contre moi ! c'était assez d'un seul pour mes forces ; et je me vois accablé sous les boucliers des Samnites. Mais c'est une plaisante ruse de guerre, que de dire, comme le comte de la Blache : cette affaire dérangera sa fortune, il faut gagner sur le temps, plaider longuement, surtout le consumer en menus frais, et le désoler comme un essain de frélons : six réponses lui coûteront dix à douze mille francs d'impression, dans le temps que tous ses biens sont saisis, et qu'il n'a pas dix à douze écus de livres au monde. Est-ce là votre projet, messieurs ? il est sans doute très-bon contre moi ; mais croyez qu'il ne vaut rien pour vos défenses ; et j'écrirai, que vous ne vous défendez seulement pas ; et je le répéterai jusqu'au tronçon de ma dernière plume ; j'y mettrai l'encrier à sec ; et quand je n'aurai plus de papier, j'irai jusqu'à disputer vos mémoires aux chiffonniers, et en griffonnerai les meilleurs endroits, qui sont les marges ; j'emploierai le crédit de mon libraire pour en obtenir de l'imprimeur ; et si je n'en trouve aucun traitable sur mes mémoires, je vendrai les premiers pour payer les derniers.

Enfin, vous n'aurez ni trêve ni repos de moi ; que vous n'ayez répondu *catégoriquement* à tous les faits graves dont je vous charge devant le parlement et la nation, ou que vous n'ayez passé condamnation sur tous les chefs : car de vous amuser à critiquer la légèreté de mon style, et donner ma gaieté pour un manque de respect à nos juges, c'est se moquer du monde : il est bien question de cela !

Lorsque Pascal, dans un siècle bien différent du nôtre, puisqu'on y disputait encore sur des points de controverse, écrivait du ton le plus léger, le plus piquant, d'un ton enfin où ni vous, ni le comte de la Blache, ni M^e. Caillard, ni

Marin, ni Bertrand, ni Baculard; ni moi n'arriverons jamais; lorsque Pascal, dis-je, reprochait à ses adversaires, du style le plus plaisant, l'étrange morale d'Escobar, Bauni, Sanchès, et Tambourin, les gens sensés l'accusèrent-ils de manquer de respect à la religion? s'offensèrent-ils pour elle, qu'il répandît à pleines mains le sel de la gaieté sur les discussions les plus sérieuses? Après avoir plané légèrement sur les personnes, il élevait son vol sur les choses, et tonnait enfin à coups redoublés, quand sa pieuse indignation avait surmonté la gaieté de son caractère.

Quant à moi, messieurs, si je ris un peu de vos défenses, parce qu'en effet vos défenses sont très-risibles, par quelle logique me prouverez-vous, que de vous plaisanter soit manquer de respect au parlement? Quand il m'arrive d'adresser la parole à nos juges, ne mesuré-je pas à l'instant mon ton sur la dignité de mon sujet? et mon profond respect, alors, est-il au-dessous de ma parfaite confiance?

Faut-il pour vous plaire que je sois, comme Marin, toujours grave en un sujet ridicule, et ridicule en un sujet grave? lui qui, au lieu de *donner son ris à manger au serpent*, en prend la peau, s'en enveloppe, et rampe avec autant d'aisance que s'il n'eût fait autre métier de sa vie.

Voulez-vous, que d'une voix de sacristain, comme ce grand indécis de Bertrand, j'aie vous commenter l'*Introibo*, et prendre avec lui le tou du psalmiste, pour finir par chanter les louanges de Marin; après avoir discerné ses intérêts de ceux du gazetier dans son épigraphe; *Judica me, Deus, et discerne causam meam..... ab homine iniquo, etc...*?

Irai-je montrer une avidité, une haine aveugle et révoltante en imitant le comte de la Blache qui vous suit partout, vous, M. Goëzman, vous défend dans tous les cas, vous écrit dans tous les coins, et qu'on peut appeler, à juste titre, votre homme de lettres?

Serait-il bienséant que, d'un ton boursofflé, j'allasse escalader les Cieux, sonder les *profondeurs de l'Enfer*, enjambrer le *Tartare*, pour finir comme le sieur Darnaud, par ne savoir ce que je dis, ni ce que je fais, ni surtout ce que je veux? Eh! messieurs, laissez-moi mon style, et tâchez seulement de réformer le vôtre. Je n'ai qu'à vous imiter et me mettre à dire comme vous des injures pour toutes raisons; personne ne sera lu, et l'affaire n'en marchera pas mieux.

Il faut pourtant une fin, messieurs; car toutes vos intrigues, vos cabales, vos criailleries, vos mémoires, vos efforts pour me rendre odieux aux puissances, aux ministres, au parlement, au public, ne sont pas le fond de l'affaire. Je vous vois, je vous suis dans vos marches ténébreuses.

Je sais que vous me donnez partout pour un émissaire des mécontents, chargé de ridiculiser le système actuel; mais cela ne prendra pas, je vous en avertis: je sais aussi que c'est le sieur Marin qui a suggéré au sieur Bertrand de dire que je favorisais la.... qui lui fait prêter à ma sœur le propos que *mes mémoires serviront de suite à la....* Je sais même que vous travaillez tous à me faire passer pour l'auteur de la.... J'indiquerais, si je voulais, le lieu où l'on s'assemble pour conspirer ma perte, où l'on tient ce sabat, ce tribunal de haine; je dirais quel est le président de cette noire assemblée, quel en est l'orateur, quels en sont les conseillers, quel en serait, au besoin, le bourreau.

Allez, messieurs, entassez noirceurs sur noirceurs, dénigrez, calomniez, déchirez. Tourmenté sous le fouet des furies, Oreste embrassait la statue de Minerve, et moi j'embrasse celle de Thémis; il demandait à la sagesse d'expier ses crimes, et moi à la justice de me venger des vôtres.

Calmons nos sens, quittons la figure, et débattons froidement, si je puis, tous les écrits livrés à mon examen.

Pour commencer, remettons sous les yeux de mes juges un

tableau succinct de tout ce que contiennent mes mémoires ; et rendons à mes défenses, par la brièveté d'un résumé, la force que leur étendue a peut-être épuisée. Mais lorsqu'on réfléchira que je suis dénoncé sans être coupable, décrété sans corps de délit, poursuivi à l'extraordinaire dans un procès où j'avais droit de me rendre accusateur ; on me pardonnera d'avoir enchaîné par la multiplicité des détails, la vérité furtive et toujours prête à s'égarer, dans une affaire aussi chargée d'incidens étrangers.

Dans ces mémoires j'ai dit en substance.

Désolé de ne pouvoir obtenir d'audience de mon rapporteur, j'ai dû au seul hasard l'intervention du sieur Lejay, que je n'ai jamais vu ; pour arriver à madame Goëzman, que je n'ai jamais vue ; et pénétrer enfin jusqu'à M. Goëzman que je n'ai fait qu'entrevoir.

Prisonnier et souffrant, deux objets seuls m'intéressaient, la promesse des audiences et le prix qu'on y attachait ; le zèle de mes amis a fait le reste.

J'ai dit et prouvé, qu'il n'y aurait pas eu moins d'absurdité à moi d'espérer corrompre un rapporteur incorruptible, à travers sept intermédiaires, qu'il n'y a eu de cruauté à lui de le supposer en me dénonçant.

J'ai dit et prouvé, qu'après avoir sacrifié cent louis pour obtenir audience, je n'avais que plus vivement recherché celui à qui je la demandais : démarches, comme on sait, très-superflues pour qui se fût flatté d'avoir corrompu le juge en payant sa femme.

J'ai dit et prouvé, que, quand j'aurais voulu le corrompre, dès qu'il soutient être resté incorruptible, le mal n'ayant pas eu son effet, l'intention non-prouvée ne serait jamais un délit punissable dans les tribunaux.

J'ai dit et prouvé, que je n'avais eu qu'une seule et unique

audience de M. Goëzman : et je reviendrai encore sur la preuve de ce fait qui m'est de nouveau contesté.

J'ai dit et prouvé, que madame Goëzman avait reçu cent quinze louis; qu'elle en avait depuis rendu cent, mais en avait réservé quinze.

J'ai dit et prouvé que M. Goëzman était l'auteur des déclarations de Lejay, qu'il avait minuté la première et dicté la seconde; enfin qu'il avait fait un faux, puis une dénonciation calomnieuse au parlement contre moi.

J'ai dit ensuite, sans le prouver, que mon exposé était en tout conforme aux dépositions des témoins et aux interrogatoires des accusés; mais la preuve est au procès.

Ensuite j'ai prouvé, sans avoir besoin de le dire, que le sieur Marin avait tenu une conduite peu honnête en toute cette querelle, où il s'était immiscé sans y être appelé; que le sieur Darnaud vivement sollicité, avait trop légèrement accordé une lettre à M. Goëzman, dont il n'avait pas senti les conséquences alors, et qu'il a démentie depuis.

Que me reste-t-il à faire? bien prouver ce que je n'ai fait qu'avancer; me taire sur ce que je crois avoir bien prouvé; surtout répliquer en bref à une foule de mémoires dont aucun ne répond aux miens.

Je commencerai par le vôtre, madame, dont j'aurai bientôt fait l'analyse. Si j'en retranche les injures, les mots *atroce*, *infâme*, *misérable*, *monstre horrible*, etc., etc., etc., je l'aurai déjà resserré d'une bonne douzaine de pages. En faisant évanouir, par une seule remarque, cette fameuse liste de votre portière, et ces preuves victorieuses qu'elle fournit contre moi, j'en aurai encore gagné une vingtaine d'autres; cinq ou six à passer pour l'honnête éclaircissement des honnêtes motifs de l'honnête rapport que M. Goëzman a fait au parlement de mon procès contre M. de la Blache, absolument

étranger à votre défense; sept ou huit autres pour votre naissance, votre éducation, vos mœurs, et la notice de toutes les places qu'a manquées M. Goëzman, de toutes les recommandations qui n'ont pas pu avoir de succès pour lui, les baptêmes, les billets d'enterrement de sa famille, les ouï-dire sur sa noblesse, etc.; neuf ou dix encore pour les pièces justificatives, qui ne sont justificatives que de faits inutiles à la question, ou même absolument contraires aux choses qu'il entend prouver, etc.

Alors il nous restera quelques pages au plus sur l'affaire, et qui, loin de résoudre mes pressantes objections, ne mériteraient pas plus de réponse que le reste, si elles ne contenaient pas deux ou trois graves imputations que je ne puis feindre d'oublier sans me déshonorer entièrement, quoique la plus grave de toutes soit même étrangère à ce procès.

Mais peut-être aussi n'est-ce pas là le grand, le véritable mémoire que vous promettiez? Quelques gens ont pensé que M. Goëzman en ferait un autre, où vous et lui seriez plus sérieusement défendus; car c'est se moquer; mais que, ne voulant pas perdre l'honneur que celui-ci devait vous faire à tous deux, vous le donniez toujours en attendant pour tenir le public en haleine, et de peur qu'il en chaumât, quoiqu'on puisse le regarder, d'après mon supplément, comme un almanach de l'an passé.

Vous entamez ce chef-d'œuvre par me reprocher l'état de mes ancêtres. Hélas! madame, il est trop vrai que le dernier de tous réunissait à plusieurs branches de commerce une assez grande célébrité dans l'art de l'horlogerie. Forcé de passer condamnation sur cet article, j'avoue avec douleur que rien ne peut me laver du juste reproche que vous me faites d'être le fils de mon père....; mais je m'arrête, car je le sens derrière moi qui regarde ce que j'écris, et rit en m'embrassant.

O. vous qui me reprochez mon père, vous n'avez pas d'idées

de son généreux cœur ! En vérité, horlogerie à part , je n'en vois aucun contre qui je voulusse troquer ; mais je connais trop bien le prix du temps qu'il m'apprit à mesurer pour le perdre à relever de pareilles fadaïses. Tout le monde aussi ne peut pas dire comme M. Goëzman :

Je suis fils d'un bailli, oui ;

Je ne suis pas Caron, non.

Cependant, avant de prendre un dernier parti sur cet objet , je me réserve de consulter, pour savoir si je ne dois pas m'offenser de vous voir ainsi fouiller dans les archives de ma famille, et me rappeler à mon antique origine qu'on avait oubliée. Savez-vous bien, madame, que je prouve déjà près de vingt ans de noblesse, que cette noblesse est bien à moi, en bon parchemin, scellé du grand sceau de cire jaune ; qu'elle n'est pas comme celle de beaucoup de gens, incertaine et sur parole, et que personne n'oserait me la disputer, car j'en ai la quittance.

Quant à l'arrêt du parlement, rendu sur l'avis de M. Goëzman, madame, usant des voies de droit ouvertes à tout citoyen, je m'étais pourvu au conseil du roi, et mon profond respect pour la cour me tenait dans un silence modeste sur le juste espoir que j'avais de faire adopter au conseil les moyens de cassation que cet arrêt semblait offrir ; mais il suffit que vous nous ayez donné les véritables motifs de l'avis de M. Goëzman, pour que tous les jurisconsultes soient actuellement persuadés comme moi que le conseil me rétablira bientôt dans tous mes droits. Mon seul regret alors sera de n'être pas renvoyé en révision de cause devant ces mêmes juges que M. Goëzman induisit en erreur ; car, s'il faut l'avouer ingénument, mes frayeurs, dans cette affaire, n'ont jamais tombé que sur le rapporteur ; avec tout autre, je crois fermement que j'aurais gagné ma cause d'emblée.

On sait bien qu'aux rapports des procès un peu chargés

d'incidens, tous les juges ne peuvent pas apporter le même degré d'attention, que tous ne sont pas également frappés de la liaison des faits justificatifs, surtout quand elle est coupée sans cesse par le plaidoyer d'un rapporteur fort de poitrine, et préoccupé de tête, de sorte qu'avec toute l'intégrité et les lumières possibles, lorsqu'un rapporteur, à la voix de Stentor, soutient opiniâtrément son avis, il peut arriver que les juges, fatigués d'une trop longue contention d'esprit, s'accordent moins qu'ils ne lui cèdent, et que la pluralité des suffrages se forme plus alors de l'ennui de disputer, que d'une véritable conviction de la bonté de l'avis qui prévaut sur tous les autres.

Voilà, madame, ce que j'avais à vous dire sur l'affectation très-cruelle avec laquelle M. Goëzman étale en public les prétendus motifs de l'arrêt, qui ne sont avoués par aucun de ses confrères. Selon lui, le parlement, renversant tous les principes exprès pour me nuire, au lieu d'ordonner de faire le procès à la pièce, et de dire ensuite, s'il y avait lieu : l'acte qu'on nous présente est reconnu faux, donc l'homme doit perdre son procès, aurait ainsi raisonné : le comte de la Blache, et M. Goëzman d'après lui, nous répètent sans cesse que l'homme est suspect ; sans autre examen, il n'y a pas d'inconvénient de décider que l'acte dont il demande l'exécution est faux.

Et c'est, monsieur, sous le manteau de madame que vous vous enveloppez pour nous apprendre de si belles choses ! Digne défenseur du comte de la Blache, qui se rend à son tour le vôtre ! je ne suis pas si grand juriscousulte que vous, mais je lui répondrai au plus faux, au plus odieux des argumens, par une pièce qui ne vous était pas destinée, et que je brochai rapidement à Fontainebleau la veille de l'admission de ma requête pour joindre une courte instruction sur le fond du procès aux lumières que le rapporteur allait répandre sur

le défaut de formes de l'arrêt. Voici ce que j'osais présenter en peu de mots au conseil du roi :

Deux questions embrassent entièrement le fond de l'affaire.

PREMIÈRE QUESTION.

L'acte du premier avril 1770 est-il un arrêté de compte, une transaction ou un simple acte préparatoire ?

DEUXIÈME QUESTION.

L'arrêté de compte est-il faux ou véritable ?

RÉPONSE.

L'acte du premier avril est un arrêté de compte.

Il est intitulé : *Compte définitif entre MM. Duverney et de Beaumarchais.*

Il est fait double entre les parties.

Il renferme un examen, une remise et une reconnaissance de la remise des pièces justificatives de cet arrêté.

Il porte une discussion exacte de l'actif et du passif de chacun, et finit par constater irrévocablement l'état réciproque des parties en en fixant la balance par un résultat.

Si l'acte n'eût pas été un arrêté définitif, il ne contiendrait pas une transaction, car la transaction même ne porte que sur un des articles fixés par l'arrêté de compte.

Aux yeux de la loi, c'est la disposition la plus générale d'un acte qui en détermine l'essence. L'arrêté de compte est général, et la transaction seulement partielle. Donc cet acte est un arrêté de compte ; donc c'est sous ce point de vue qu'on a dû le juger ; donc la déclaration de 1733 n'y est nullement applicable ; donc l'arrêt qui l'a déclaré nul, sans qu'il fût besoin de lettres de rescision, doit être réformé.

D'après ce qui vient d'être dit, la seconde question : *l'arrêté de compte est-il faux ou véritable ?* n'est-il plus, dans l'espèce présente, qu'un tissu d'absurdités dont voici le tableau :

Si l'arrêté n'est pas de M. Duverney , à propos de quoi présentiez-vous au parlement à juger⁹ si cet acte est un arrêté , une transaction , un compte définitif , ou seulement un acte préparatoire ? Pourquoi demandiez-vous un entérinement de lettres de rescision ? Il fallait contre un acte faux vous pourvoir par la voie de l'inscription de faux. Je vous y ai provoqué de toutes les manières ; vous vous en êtes bien gardé.

Et si l'arrêté est de M. Duverney , nous voilà rentrés dans la première question , laquelle exclut absolument la seconde.

Or , il s'agit ici de l'arrêt du parlement ; la cour n'a pas pu regarder l'acte comme faux , puisqu'on lui présentait à juger la proposition précisément contraire ; c'est à savoir *si un arrêté de compte définitif entre majeurs doit être exécuté*.

* Donc le parlement n'a pas pu le rejeter en entier , ni l'annuler sans qu'il fût besoin de lettres de rescision ; donc l'arrêté doit être réformé.

Mon adversaire , tournant sans cesse dans le cercle le plus vicieux , cumulait à la fois les lettres de rescision , la voie de nullité et le débat des différens articles du compte.

Sur le premier article , il disait : la remise de cent soixante mille livres de billets , exprimée dans l'arrêté , n'est qu'une illusion. Il jugeait donc *faux* l'acte par lequel M. Duverney reconnaissait les avoir reçus de moi.

Sur le quatrième article , il disait : il y a un double emploi de vingt mille livres. Cette somme n'est pas entrée dans l'actif de M. Duverney , porté à cent vingt mille livres. Il reconnaissait donc *véritable* l'acte où il relevait une erreur prétendue , car il n'y a pas de double emploi où il n'y a pas d'acte.

Sur le cinquième article , il disait , sans aucune autre preuve :

le contrat de rente viagère au capital de soixante mille livres n'a jamais existé; il regardait donc de nouveau comme *faux* l'acte qui en portait le remboursement.

Il prétendait ensuite prouver son assertion sur la nullité de cette rente par les termes de l'acte même; n'était-ce pas avouer de nouveau que l'acte était *véritable*?

Sur le sixième article du compte, il disait: il n'y a jamais eu de société entre M. Duverney et le sieur de Beaumarchais pour les bois de Touraine. Il revenait donc à soutenir que l'acte qui la résiliait était *faux*.

Sur le septième article, contenant une indemnité, il disait: c'est en trompant M. Duverney qu'on se fait adjuger l'indemnité sur une affaire qu'on lui présentait comme onéreuse, quand il est prouvé qu'elle est très-bonne. Il regardait donc de rechef l'acte comme *véritable*; car, pour abuser de l'esprit d'un acte, il faut que le fond en existe entre les parties.

Plus loin, il disait: payez-moi pour cinquante mille livres de contrats, car vous les deviez à M. Duverney. L'acte qui les passe en compte était donc *faux* selon lui?

Plus loin encore, il disait: je ne vous prêterai point soixante-quinze mille livres, car, selon l'acte, j'ai le droit de rentrer en société. L'acte, dont il excipait alors, était donc *véritable*?

C'est ainsi que, pirouettant sur une absurdité, il trouvait l'acte *faux* ou *véritable*, selon qu'il convenait à ses intérêts.

N'alla-t-il pas jusqu'à dire et faire imprimer: si je préfère de discuter l'acte comme véritable à l'attaquer comme faux, c'est parce j'y trouve plus mon profit. Il est honnête le comte de la Blache!

Enfin, sans qu'on ait jamais pu savoir au vrai ce que mon adversaire voulait ou ne voulait pas sur cet acte, on a tranché la question d'après l'avis de M. Goëzman, en annulant l'arrêté de compte sans qu'il fût besoin de lettres de rescision.

Était-ce décider que l'acte est *faux*? C'eût été juger ce qui

n'était pas en question : on ne s'était pas inscrit en faux , donc il faudrait réformer l'arrêt.

Était-ce juger que l'acte est *véritable* , mais qu'il y a erreur ou dol , double emploi ou faux emploi ? Mais , dans ce cas , on ne pouvait *l'annuller sans qu'il fût besoin de lettres de rescision*. Donc , de quelque côté qu'on l'envisage , l'arrêt du parlement ne peut se soutenir et doit être réformé.

Je n'ai traité dans ce court exposé que la partie du fond de mon affaire , qui a rapport à la cassation que je sollicitais ; j'ai laissé de côté mon droit incontestable , parce qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de savoir si j'ai tort ou raison sur le fond de mes demandes , mais seulement si le parlement a jugé , selon les lois , l'entérinement des lettres de rescision , la seule question qui lui était soumise.

J'aurais cru , monsieur , vous faire la plus mortelle injure , en osant publier l'odieux propos qu'on vous attribuait alors. M. Goëzman , disait-on , répond à tous ceux qui lui objectent l'irrégularité du prononcé : *on a jugé l'homme et non la chose* ? Mais vous avait-on donné un homme à juger. Rapporteur d'un procès civil , deviez-vous faire acception de personnes ; et parce qu'un des cliens vous semblait accrédité , dénier la justice à l'autre ? Et vous avez la confiance aujourd'hui d'imprimer pour motifs d'un arrêt attaqué au conseil ; *qu'on décide maintenant quel homme le parlement a jugé !*

Est-elle assez justifiée l'opinion que j'avais prise et donnée de votre partialité , quand j'avançai dans mon premier mémoire que vous aviez dit en sortant de la chambre : *le comte de la Blache a gagné sa cause , et l'on a opiné du bonnet d'après mon avis ?*

En parlant à Lejay , monsieur , vous aviez arrangé les choses pour qu'il ne fût pas entendu comme accusé. En rapportant mon procès , vous les avez arrangées pour que je fusse traité comme coupable.

Mais ce n'est jamais impunément qu'un magistrat s'écarte de son devoir ; il s'élève un cri public ; et , s'il est un moment où les juges prononcent sur chaque citoyen , dans tous les temps la masse des citoyens prononce sur chaque juge. Le jugement des premiers est légal , celui des seconds n'est que moral ; mais il est encore à décider lequel est d'un plus grand poids pour retenir chacun dans le devoir. Tout citoyen sans doute est soumis aux magistrats ; mais quel magistrat peut se passer de l'estime des citoyens ! Dans l'ordre civil , l'action des juges sur les particuliers , et la réaction de ces derniers sur les juges , forment entre la nation et les magistrats un équilibre de respect et d'équité , qui fait l'honneur des uns , la sûreté des autres , et le bonheur de tous.

Mais le souveur de ce que j'ai souffert depuis ce fatal arrêt abat mes forces et trouble ma sérénité. Changeons d'objet ; j'ai besoin des unes pour achever ces défenses , et l'autre m'est nécessaire pour soutenir tant de malheurs.

Suit après la discussion inutile des stations inutiles que j'ai faites à votre porte , madame ; et les preuves tirées de la liste de votre portière. Ce long article de votre mémoire semble y avoir été mis exprès pour le tourment de qui voudra le discuter.

Mais comme il n'y a pas d'absurdité si forte qui ne trouve encore des partisans , j'ai vu de bons et honnêtes gens émus par votre air d'assurance , et qui , n'ayant rien compris à ce que vous avez écrit à ce sujet , n'en vont pas moins disant partout : *La liste de la portière est une preuve invincible ;* d'autres qui , entraînés par l'autorité de ceux-ci , répètent , sans y mieux voir : *Je crois , en effet , qu'il y a peu de chose à répondre à cette liste ;* et d'autres enfin , qui , n'ayant pas même lu votre mémoire , à force d'entendre citer cette fautive liste , ne laissent pas que d'aller aussi répétant , pour figurer : *Beaumarchais ne se tirera jamais de la liste*

de la portière. Et c'est ainsi que se sont établies toutes les absurdités du monde; jetées en avant par l'audace, répandues par l'oisiveté, adoptées par la paresse, accréditées par la redite, fortifiées par l'enthousiasme, mais rendues au néant par le premier penseur qui se donne la peine de les examiner.

Voyons donc celle-ci. Qu'avez-vous entendu prouver par cette liste, madame? Que je n'étais pas venu autant de fois chez vous que je le prétendais? Et pourquoi voulez-vous prouver que j'y suis venu moins de fois que je ne le dis? N'est-ce pas dans la vue d'établir qu'en faisant un sacrifice d'argent, je voulais moins acheter des audiences que le suffrage inachetable d'un rapporteur? Il faut assez d'adresse pour démêler un écheveau que vous avez si artistement embrouillé; mais avec un peu de patience on parvient à le remettre en bon état au dévidoir. Enfin, n'est-ce pas là, madame, tout ce que vous avez voulu dire?

Voyons maintenant ce que vous avez dit.

Présentant aux juges sa liste d'une main et faisant la révérence de l'autre, madame Goëzman a dit « Messieurs, le sieur de Beaumarchais ou plutôt le sieur Caron (car tout me choque en lui jusqu'au nom qu'il porte); le sieur Caron, dis-je, vous en impose lorsqu'il prétend être venu neuf fois chez nous pendant les quatre jours pleins que mon époux a été son rapporteur.

« A la vérité je ne puis savoir s'il y est venu ou non, *puisqu'il n'y est pas entré*, et que l'ignorance d'un fait ne suffit pas pour le combattre et l'annihiler; mais j'ai ma liste, et j'ai l'honneur de vous observer, messieurs, que ma liste doit en être crue sur son silence; car par une bizarrerie qui n'existe que chez nous, *la portière a ordre de n'écrire le nom de personne*: de sorte que, si le laquais qui frappe ne sait pas tracer le nom de son maître, ce nom reste en blanc sur la

liste, ce qui la rend du plus grand poids, comme vous le voyez, contre ceux qui prétendent être venus à l'hôtel.

« Or, messieurs, d'après ce que je vous dis, si, au lieu de neuf visites que le sieur Caron articule, ma liste n'en présentait aucune, si *ce vilain Caron, ce monstre, ce serpent venimeux, qui ronge des limes*, pour parler comme son adversaire, le comte de la Blache, *ce misérable qu'il faudrait marquer d'un fer chaud sur la joue*, comme dit son bienfaiteur Marin; *cet abîme d'enfer que Jupiter a tort de ne pas foudroyer*, suivant l'expression poétique du sieur Darnaud; *ce mauvais riche, qui ne paie ni les luminaires ni les autres mémoires du sieur Bertrand*, d'après le sieur Dairolles, qui est la même personne; ce reptile insolent, dont le nom seul déshonore une liste comme celle de ma portière; si, dis-je, *ce vilain Caron* n'y était pas écrit une seule fois pendant ces quatre jours, si intéressans pour lui, me refuserez-vous la grâce d'admettre le silence de ma liste de préférence au témoignage du gardien sermenté d'une pareille espèce? »

Les commissaires du parlement reçoivent la liste de sa main tremblante, et la feuilletent exactement; mais n'y trouvant pas mon nom écrit une seule fois pendant ces terribles quatre jours, où il m'avait si fort importé de me présenter chez mon rapporteur, ils m'ordonnent de répondre, et je dis :

« Messieurs, le sieur Santerre, mon gardien, interpellé par M. de Chazal, à sa confrontation, de déclarer si j'avais été autant de fois que je le disais et l'avais imprimé, chez M. Goëzman, a répondu : *Monsieur dit vingt fois, nous y avons peut-être été plus de trente ; mais surtout pendant les quatre ou cinq jours du délibéré, matin et soir, avant et après-dîné, nous n'en bougions : de ma vie je n'ai éprouvé autant d'eunui ; et rien ne peut y être comparé, si ce n'est l'impatience immodérée de mon prisonnier.* »

Mais comment une chose aussi nette peut-elle exciter tant de débats ? Uniquement parce qu'on a mal posé la question sur laquelle on dispute. Un premier point légèrement accordé, mène souvent assez loin les gens inattentifs. Rétablissons les principes.

Dans quel cas, messieurs, cette liste pourrait-elle être justement opposée au témoignage d'un homme public, d'un homme sermenté, chargé par le gouvernement de me suivre partout, et de rendre compte jour par jour de toutes mes actions et paroles, lequel me prenait tous les matins en prison et m'y remettait tous les soirs, et qui se démantelait la mâchoire à force de bâiller, du cruel métier que M. Goëzman et moi lui faisons faire ? Dans quel cas, dis-je, cette liste pourrait-elle être justement opposée à son témoignage ? Dans celui seulement où, me trouvant écrit de ma main sur la liste un certain nombre de fois, je soutiendrais, et mon gardien certifierait que nous avons été moins de fois à la porte, ou même que nous n'y avons pas été du tout ; car alors la liste offrant la preuve positive tant du fait que du nombre des visites, il n'y a aucun témoignage humain qui pût détruire celui de la liste. Mais ici, par le plus vicieux renversement d'idées, on appuie la négation de neuf visites avérées, attestées par la déposition d'un homme public et sermenté, sur le seul silence d'une misérable liste, que mille choses devaient rendre suspecte, dont la première est l'ordre bizarre à la portière *de ne jamais écrire personne*.

Est-il étonnant qu'un laquais ne sache pas écrire, et que son maître, qui ne peut deviner qu'un portier *n'écrit personne*, reste avec sécurité dans sa voiture, au lieu d'en sortir pour s'inscrire lui-même ? A mon égard, voici comment les choses se sont passées.

Las de descendre inutilement, trente fois le jour, de voiture, pour écrire mon nom et ma supplique, je fis, sur la

fin du procès, un billet circulaire que mon laquais remettait à chaque porte des conseillers qui se trouvaient absents. Cette circonstance attestée par mon gardien, et ajoutée à tous les caractères d'infidélité que peut présenter une liste, doit faire rejeter avec mépris la preuve tirée contre moi du silence de celle-ci; à moins qu'on ne suppose que, pendant ces quatre jours où je fis des sacrifices de toute espèce pour parvenir à être introduit chez cet invisible rapporteur, je ne me sois pas présenté à sa porte une seule fois. La patience échappe, de voir un grave magistrat se défendre avec de tels moyens.

Et pourquoi tant d'absurdité, je vous prie? Pour amener un autre sophisme encore plus vicieux que le premier.

Pour établir que j'ai eu l'intention de gagner le suffrage du rapporteur, en faisant le sacrifice auquel on m'a forcé, l'on ose opposer le silence de cette liste à la déposition de la dame Lépine, de la demoiselle de Beaumarchais, des sieurs Santerre, de la Chataigneraie, de Miron, Bertrand, Lejay, qui tous ont attesté que je n'ai jamais sollicité que des audiences : on l'ose opposer au récolement même de madame Goëzman, qui pouvait seule contredire tant de témoignages, et qui, sans le vouloir, unit son attestation à celle de tout le monde : « Je déclare que jamais le sieur Lejay ne m'a présenté d'argent pour gagner le suffrage de mon mari, qu'on sait bien être incorruptible; mais qu'il sollicitait seulement des audiences pour le sieur de Beaumarchais : » attestation confirmée dans un supplément imprimé de madame Goëzman, où elle s'énonce en ces termes : « J'ai dit, j'en conviens, que le sieur Lejay, en m'offrant des présents de la part du sieur Caron, avait masqué ses intentions criminelles par une *demande d'audiences*; » et où elle ajoute encore, de peur qu'on ne l'oublie : « Ne voit-on pas que je ne fais que *rapporter les discours du sieur Lejay*? »

Eh! mais, madame, si les discours de Lejay furent tels

que vous le dites, comment donc espérez-vous, par le seul silence de votre liste, prouver qu'un argent reçu par vous *pour des audiences*, des maius de Lejay, qui l'avait reçu *pour des audiences*, de Bertrand; qui l'avait reçu *pour des audiences*, de la dame Lépine; qui l'avait reçu *pour des audiences*, du sieur de la Chataigneraie; qui me l'avait prêté *pour des audiences*; que cet argent, dis-je, ait été destiné par moi, *pour gagner le suffrage de monsieur votre mari, qu'on sait être incorruptible?*

Voilà pourtant, madame, comment vous raisonnez. Voilà comment, du seul silence d'une liste qui n'est, comme tout autre silence, qu'une négation, une absence de bruit, d'écriture, de mouvement ou d'action, le néant, en un mot, rien du tout, vous inférez une intention, laquelle n'est, par sa nature, qu'un autre être de raison; et cela pour m'inculper, moi, qui ne vous ai rien dit, que vous n'avez pas même vu, qui n'ai eu de relation avec vous qu'à travers un monde de personnes, dont tous les témoignages, ainsi que vos aveux, s'unissent en ma faveur.

Il est donc bien démontré, par les dépositions des témoins, par les interrogatoires des accusés, par les mémoires de tout le monde, par votre récolement, votre supplément, tous vos raisonnemens enfin, que je n'ai jamais désiré ni demandé autre chose de vous que des audiences; il est bien démontré que la conséquence tirée de la liste n'est qu'une platitude mal inventée, plus mal soutenue, encore plus mal prouvée; et surtout il est bien démontré qu'on m'a fait perdre quatre ou six pages, à me battre à outrance et à ferrailer contre un moulin à vent *d'intention, de corruption, et de liste*, qui ne m'a été opposé que pour faire bâiller le lecteur, embrouiller l'affaire, et me rendre, en y répondant, aussi ennuyeux que le mémoire où l'on m'a tendu ce piège ridicule.

À la grave autorité de cette liste, madame, vous joignez

celle du billet que le comte de la Blache vous a, dites-vous ; écrit alors, et *qui lui a suffi pour être admis chez vous* ; lequel billet vous avez gardé précieusement. O bon Lejay ! réclamez vos droits, mon ami ; l'on vous pille ici : cette naïveté est de votre force ! la liste du portier ; le billet du comte de la Blache en preuves ! Ce n'est pas que ce gentil-homme, descendu des Alpes exprès pour devenir à Paris un riche légataire, ne soit bien fait pour obtenir de M. Goësmann des préférences de toute nature.

Mais permettez, madame, n'auriez-vous pas un peu manqué de goût ici ? Pour que son billet eût quelque force, il me semble qu'il n'eût pas fallu imprimer ensuite la lettre à ma louange qu'il vous a écrite *de Grenoble ; dont les expressions, dites-vous, évidemment dictées par l'honneur révolté, sont de nouvelles preuves de l'atrocité de mes imputations.*

Il me semble qu'il eût mieux valu présenter quelque autre preuve de mes atrocités, qu'une lettre du comte de la Blache, qui, depuis dix ans, fait profession ouverte de me haïr avec passion ; où l'on lit : *Il manquait peut-être à sa réputation celle du calomniateur le plus atroce* (c'est de moi dont l'auteur entend parler), *pour en faire un monstre achevé* (Qu'ils sont doux nos adversaires ! lettres, mémoires, tout est fondu dans le même creuset) : *la vôtre est trop au-dessus de pareilles atteintes pour en être alarmée* (Une réputation alarmée des atteintes qu'on lui porte ! quelle phrase alsacienne.) *C'est le serpent qui ronge la lime* (il fallait dire, c'est la lime qui ronge le serpent ; il y aurait eu deux ou trois images rassemblées, et surtout une allusion à l'état de mon père ; et cela eût été superbe ; on y songera une autre fois) : *la justice qu'on vous doit servira à purger la société d'une espèce aussi venimeuse.* Cette lettre, madame, est d'un bout à l'autre un échantillon de la manière dont le comte de la Blache plaidait sa cause dans tous les cabinets des juges, pendant

que j'étais en prison : et je la crois plus propre à desservir le comte de la Blache qu'à vous servir vous-même. *C'est dans les lois que les Beaumarchais doivent trouver la punition de leur audace* : Oui, lorsque dans l'abus de ces mêmes lois, les la Blache trouvent le moyen de dépouiller les héritiers directs d'un millionnaire, à l'aide d'un testament ; et son créancier, à la faveur d'un arrêt : car, à la fin, tant d'indignités m'arrachent à la modération que je me suis imposée.

Et la lettre est écrite *de Grenoble* ! où le comte de la Blache était allé voir son père ! *bonne Deus* ! et le comte de Tuffières aussi allait voir le sien.....

Mais pourquoi cette lettre n'est-elle pas cottée au rang d'une foule de pièces justificatives, qui ne sont pas plus justificatives que cette lettre ? Est-ce qu'elle ne serait pas timbrée de Grenoble ? Je vous demande bien pardon, monsieur le comte de la Blache, monsieur le conseiller Goëzman, madame, et vous aussi, messieurs Marin, gazetier, Bertrand d'Avignon, Baculard d'ambassade et autres, qui voulez tous avoir part à l'excellente œuvre de ma perte, si je regarde à si peu de chose : mais vous êtes si adroits ! si adroits ! qu'il faut bien me passer un peu de vigilance. D'ailleurs, voyez combien de gens vous êtes après moi, gens d'épée, gens de robe, gens de lettres, gens d'affaires, gens d'Avignon, gens de nouvelles ; cela ne finit pas. Aussi, mes ennemis n'auront-ils plus rien à y voir quand je serai sorti de cette coupelle où M. Goëzman m'a mis au creuset ; où le sieur Marin fournit le charbon, et où Bertrand, Baculard et autres garçons affineurs soufflent le feu du fourneau.

Passons à l'examen de l'audience qui me fut, dit-on, accordée le samedi 3 avril au matin, par M. Goëzman ; et à celle des preuves sur lesquelles on l'établit.

Premièrement, je fais ici ma déclaration publique et formelle, que je nie cette audience à mes risques, périls et for-

tune. Je déclare que je n'ai eu d'autre audience dans la maison de M. Goëzman pendant les quatre jours du délibéré, que celle du samedi 3, à neuf heures du soir, en présence de M^r. Falconet et du sieur Santerre, mon gardien.

Je déclare que c'est chez M. de la Calprenède, conseiller de grand'chambre, que je montrai à M. Goëzman, avant le délibéré, l'article de la gazette de La Haye où je suis si maltraité; laquelle gazette je ne laissai point à M. Goëzman, ni en aucun autre temps comme il le dit; car je l'ai chez moi enliassée avec les autres pièces extrajudiciaires, relatives au même procès, soulignée aux mots importans, et avec des notes en marge écrites de ma main : *s'informer chez Marin où l'on peut avoir raison de ces infamies* : Et plus bas : *voir M. de Sartines* : Et plus bas : *écrire à madame de.... d'en parler à M. le duc de.....* Je déclare que, depuis ce jour, je n'ai vu qu'une seule fois M. Goëzman, le samedi 3 avril à neuf heures du soir, accompagné, comme je l'ai dit, de M^r. Falconnet et du sieur Santerre.

On me dispensera bien, je crois, de discuter la première preuve de cette audience du samedi matin que M. Goëzman tire de son propre témoignage.

On me dispensera, sans doute encore, d'user mes forces contre la preuve tirée d'une lettre du comte de la Blache, datée de Paris le 18 septembre, c'est-à-dire, plus de cinq mois après le 3 avril, du même style que celle de *Grenoble*, où il raconte à M. Goëzman que M. Goëzman lui a dit, le 3 avril au matin : *Votre adversaire sort d'ici*; quoiqu'il soit prouvé que l'adversaire du comte de la Blache n'en sortit pas; et où il annonce que tout ce qui est écrit dans mon mémoire est *faux, méchant, atroce*, etc. quoique le comte de la Blache, absolument étranger à la querelle, ne puisse pas être plus instruit que le roi de Maroc ou le bacha d'Egypte, si ce que j'y ai dit est faux ou vrai, doux ou méchant, atroce ou modéré.

Comme c'est sur des oui-dires de M. Goëzman qu'écrivit le très-reconnaissant comte de la Blache, cette preuve rentre et se fond dans la première ; et jusqu'ici, comme on le voit, la vérité n'a pas encore fait un pas.

La troisième preuve de M. Goëzman se tire d'un mémoire de moi, non-daté, que M. Goëzman a, dit-il, *heureusement conservé*, sous le titre d'*argument en faveur de l'acte du premier avril et réfutation du système, etc.* lequel manuscrit n'a nul rapport à la question présente, et ne peut servir à fixer l'époque d'aucune audience.

La quatrième est fondée sur un autre manuscrit de moi, sans date, et que M. Goëzman a, dit-il, *encore heureusement conservé*, sous le titre de *réponse à quelques objections, etc.* Et moi aussi, je dis *heureusement* ; car ce manuscrit contient une note précieuse qui le fait tourner en preuve contre l'audience du 3 avril au matin.

Si j'ai bien lu, voilà tout, je crois.

Après avoir moutré la futilité des preuves que M. Goëzman rapporte de cette audience, je pourrais m'en tenir à ma déclaration formelle que l'audience est fausse et ne m'a pas été donnée ; parce que c'est à celui qui articule un fait à le bien prouver ; celui qui nie, n'ayant qu'à se tenir les bras croisés jusqu'à ce qu'on lui taille de la besogne, en lui fournissant des preuves à combattre. Cependant comme mon usage en cette affaire est d'aller au-devant de tout ; après avoir prouvé négativement que les preuves mêmes de M. Goëzman détruisent son édifice, je vais prouver positivement que cette audience n'a jamais existé.

Il est prouvé au procès, par les dépositions des sieurs Lejay, Dairolles, de la dame Lépine, etc... que, ce même samedi 3 avril au matin, Bertrand et Lejay furent chez madame Goëzman porter les cent louis ; que Lejay reçut de

cette dame à cette occasion la promesse formelle que j'aurais une audience de son mari, *le soir même*.

Mémoire de Bertrand page 5.

« J'envoyai chercher un fiacre; nous y montâmes Lejay et moi; il fit arrêter au coin du quai Saint-Paul... Je le vis entrer dans une maison qu'il me dit être celle de madame Goësman... Il me raconta dans la route la manière dont il avait été reçu... J'instruisis la sœur du sieur de Beaumarchais, de tout ce que Lejay m'avait dit; je vis le soir même le sieur de Beaumarchais qu'on avait instruit du message du sieur Lejay; *il se prépara à sa visite.* »

Dans mon mémoire à consulter, page 8.

« Le sieur Dairolles assura ma sœur que madame Goësman, après avoir serré les cent louis dans son armoire, avait *enfin* promis l'audience *pour le soir même*; et voici l'instruction qu'il me donna quand il me vit : présentez-vous *ce soir* à la porte de M. Goësman, *on vous dira encore qu'il est sorti*; insistez beaucoup; demandez le laquais de madame; remettez-lui cette lettre qu'il n'est qu'une sommation polie à la dame de vous procurer l'audience, suivant la convention faite entre elle et Lejay. »

Et la lettre était écrite de la main du sieur Dairolles, au nom de Lejay, comme cela est prouvé au procès.

Ajoutons à tout ceci la déposition du sieur Santerre, qui contient qu'après des refus de porte aussi constans qu'ennuyeux, en vertu d'une lettre dont j'étais porteur, et que je renis devant lui au laquais blondin de madame Goësman, le samedi 3 avril, à neuf heures du soir, nous fûmes introduits cette seule fois chez M. Goësman. Ajoutons celle de M^r. Falconet, avocat, qui contient absolument la même chose. Que dit à tout cela M. Goësman caché sous le manteau de madame ?

De quel front le sieur Caron ose-t-il faire imprimer que, jusqu'au samedi neuf heures du soir, la porte de son rapporteur lui avait été obstinément fermée? — du front d'un homme qui n'avance rien qui ne soit bien prouvé au procès. — Si à cette heure, qui était celle du souper, on ne l'eût pas reçu lui qui était déjà entré le matin, comment aurait-t-il pu se plaindre? — Comme un homme à qui l'on n'avait accordé aucune audience le matin, et qui venait de payer celle-ci d'avance, la somme de cent louis. — Copendant comme il a insisté sur le fondement qu'il n'avait qu'un mémoire manuscrit à remettre. — Pardon, madame, il est prouvé au procès que je suis entré avec une lettre écrite à madame Goëzman, remise à son châtain-clair; et nullement pour remettre un mémoire dont il ne fut pas seulement question. — Mon mari eut la bonté de le recevoir encore; la visite fut courte sans doute. — Raison de plus, madame, pour être outré de n'en avoir pu obtenir d'autres, surtout quand on les a payés si cher, et qu'elles ont porté aussi peu de fruit. — Il ne demandait qu'à remettre un mémoire : — Au contraire, madame, il n'en existait alors aucun de moi.

Le premier manuscrit indiqué sous le n°. 4 dans vos pièces justificatives, ne fut fait que d'après l'audience du samedi 3, au soir, pendant la nuit du samedi au dimanche, et vous fut envoyé le dimanche matin avec le précis imprimé de M°. Bidault, mon avocat, encore mouillé de la presse; le tout accompagné d'une lettre polie pour vous, comme je l'ai dit à mon interrogatoire, et comme il est prouvé au procès que le sieur Bertrand me l'avait conseillé de votre part.

Le second manuscrit sous le n°. 5 de vos pièces justificatives, n'a été composé que dans la soirée du dimanche 4 avril, sur les observations que M. Goëzman avait faites le matin au sieur de la Chataigneraie; ce qui détruira l'imputation qui m'est faite, que je calomnie les magistrats. Je n'ai jamais dit

qu'aucun membre du parlement m'eût fait des confidences ; mais j'ai dit, imprimé, consigné au greffe, que M. Goëzman avait lu des lambeaux de son rapport au sieur de la Chateignerai, et lui avait même permis de me communiquer ses objections ; ce que ce dernier a déposé, a confirmé au récolement, et même a détaillé à la confrontation.

Il reste donc pour constant, par les dépositions des témoins, par les interrogatoires des accusés, par les mémoires de tout le monde, par la procédure, par les preuves même de M. Goëzman, que la séance du samedi matin, 3 avril, n'est qu'une chimère, et c'est ici le lieu de répondre au nouveau plan de défense établi par M. Goëzman dans le supplément de madame.

« Je n'ai été que trois jours rapporteur du procès du sieur de Beaumarchais (vous l'avez été près de cinq) : j'étais donc fort pressé ; je ne pouvais donc user mon temps à donner des audiences ; et cependant, sans compter celui que le comte de la Blache a pu me faire perdre, j'ai donné pour le seul Beaumarchais, dans ces trois jours, quatre grandes audiences ; le vendredi, 2 avril, une à M^r. Falconnet, son avocat ; le samedi matin, 3, une au sieur de Beaumarchais ; le samedi au soir, une autre au même ; et le dimanche, 4, une au sieur de la Chateignerai, son ami : voilà donc quatre audiences en trois jours. Il est donc clair qu'en donnant de l'argent à ma femme, ce n'était pas des audiences qu'il voulait, mais seulement de me corrompre et gagner mon suffrage. »

De vous corrompre ! *prænobilis et consultissime* Goëzman ! on ne joindra pas désormais à vos qualités l'adjectif *veracissimus* : vous venez de le perdre à jamais ; et j'ai bien peur qu'on y substitue même le superlatif contraire.

Que diront *tous les baillis vos ancêtres* ? que diront les princes dont vous n'avez pas été l'envoyé ? que diront les *Pithou*, les *Mabillon*, les *Baluzc* et les *du Cange*, qui,

jusqu'à présent, s'il faut vous en croire, vous auraient avoué pour le digne héritier de leurs talens et de leurs vertus ? mais que dira surtout le parlement de Paris qui nous juge aujourd'hui, en lisant ce que je réponds aux quatre audiences ?

Loin d'avoir eu quatre audiences de M. Goëzman, tant par moi que par mes amis, je déclare hautement que M^e Falconnet, avocat, arrivé, depuis quelques jours, d'un voyage de trois mois, donne le démenti le plus formel à quiconque ose avancer que M. Goëzman lui a donné, le vendredi 2 avril, aucune audience chez lui pour moi, ou que cet avocat ait jamais mis le pied chez M. Goëzman en aucun autre instant que le samedi 3 au soir, avec le sieur Santerre et moi. Cela est-il clair ?

Je déclare encore que M. de la Chataigneraie, loin d'avoir reçu, le dimanche 4 avril, aucune audience pour moi, n'a été chez M. Goëzman que pour essayer de m'en obtenir une, que ce rapporteur lui promet pour le lundi matin, 5 avril, et qui n'a pas été donnée, quoique M. de la Chataigneraie, sur la foi de cette promesse, ait vainement essayé, le lundi, de me servir d'introduit. Je déclare que M. de la Chataigneraie, loin de chercher à résoudre les objections de M. Goëzman, tira au contraire de son silence l'occasion de solliciter ce rapporteur pour qu'il voulût bien me les faire à moi-même.

Je déclare en outre que je consens et me sou mets à toutes peines méritées pour celui des deux qui en impose au parlement et au public, M. Goëzman ou moi, si l'homme sermenté qui m'accompagnait, si le sieur Santerre n'atteste pas encore à la cour que je ne suis entré, le samedi 3 avril, qu'une seule fois à neuf heures du soir chez M. Goëzman, accompagné de M^e Falconnet et de lui.

Ainsi, loin d'avoir obtenu de ce très-peu véridique rapporteur les quatre audiences qu'il articule, je déclare que je

n'en ai reçu qu'une, et que cette une encore je ne l'aurais pas obtenue si je ne l'eusse pas payée d'avance cent louis d'or.

Je déclare que je n'ai jamais chargé personne de faire aucun pacte avec madame Goëzman au sujet de cet or, et que, quand on vint me dire, le dimanche au soir 4, que madame Goëzman, en promettant une seconde audience, avait dit : *et si je ne puis la lui faire avoir, je rendrai tout ce que j'ai reçu.....* je m'écriai devant tous mes amis, en me frappant le front : *c'en est fait, j'ai perdu mon procès : cette offre inopinée de tout rendre en est le funeste présage.*

Voilà mes réponses, mes discussions, mes déclarations, et je signe exprès mon mémoire en cet endroit, parce que j'entends que tout le contenu de cet article tourne à ma honte; attire sur ma tête toute la punition, l'anathème et la proscription qui m'est due, si l'information que la cour ne me refusera pas à ce sujet, y apporte le plus léger changement, et j'en dépose un exemplaire au greffe avec ces mots de ma main.

CARON DE BEAUMARCHAIS, *ne varietur.*

Regagnons à présent le temps perdu, madame.

Parcourant rapidement les objets auxquels vous avez vous-même donné moins d'importance (page 22 de votre mémoire), je vois un coup de crayon à la marge. Il s'agit de M^e de Junquières que vous faites s'écrier à l'occasion des propos qu'on tenait sur votre compte : *c'est une infamie de Beaumarchais.* Pour ce Junquières-là, comme son métier est de défendre les autres, et qu'il a bec et ongles, entre vous le débat, messieurs; mais je vous avertis qu'il donne le plus formel et public démenti à votre phrase, et qu'il prend à témoin de la fausseté de votre citation, M. le procureur-général, devant lequel il parlait alors. A mon égard, il est certain que je confiai dans le temps à M^e de Junquières tout ce qui s'était passé entre madame Goëzman et Lejay. Je n'ai point

trouvé mauvais qu'il vous l'eût rendu ; je le lui ai dit depuis : voilà le fait dont la discussion ne vaut pas une ligne de plus.

En revanche, en voici un qui mérite attention : votre objet ici, madame, est d'essayer de disculper M. Goëzman d'avoir été l'instigateur, le compositeur et l'écrivain de la minute de la première déclaration attribuée à Lejay : c'est vous qui parlez (page 23). *Lejay monta dans le cabinet de M. Goëzman, se mit à son bureau (fort bien jusque-là) ; et comme il est fort peu lettré, quoique libraire, il pria mon mari DE LUI ARRANGER, DANS LA FORME D'UNE DÉCLARATION, les faits dont il venait de lui rendre compte* (Lejay a protesté dans ses interrogatoires, qu'on ne lui avait fait qu'une seule question, et qu'il n'avait répondu qu'un mot) ; *en conséquence IL FUT FAIT un brouillon (n'oublions pas il fut fait) ; il fut fait un brouillon que mon mari CORRIGEA en plusieurs endroits (à moins de convenir de tout, on ne peut mieux parler), et il quitta le sieur Lejay (il fallait le quitter avant), qui écrivit et signa en ma présence la déclaration suivante, etc., etc.*

Ainsi, vous convenez, madame, que *votre mari arrangea les faits en forme de déclaration ; vous convenez que votre mari corrigea le brouillon en plusieurs endroits ; vous convenez que Lejay écrivit ensuite du départ de votre mari ;* ce qui indique assez qu'il n'avait pas écrit avant son départ. En tout cela, il n'y a que ces mots *IL FUT FAIT* d'équivoque ; tout le reste marche assez bien. *Il fut fait !* charmante tournure pour laisser le monde incertain si ce brouillon *fut fait* par M. Goëzman ou par Lejay ! Mais, de cela seul, madame, que vous ne dites pas à pleine bouche : Lejay se mit au bureau de mon mari, où il écrivit librement et de son chef la déclaration, on en peut conclure hardiment que ce fut M. Goëzman qui fit la minute. Vous n'êtes pas gens à ménager l'adversaire, quand vous croyez avoir de l'avantage sur lui ; mais comme une

négalion formelle vous eût trop exposés l'un et l'autre, aujourd'hui que j'ai prouvé par mon supplément que M. Goësmann a fait la minute, vous employez la bonne, fine, double phrase *il fut fait*, la seule qui pût être utile à deux fins, propre à vous servir si on la prend bien, et à ne vous pas nuire si on la prend mal.

Si la liberté de ma critique rend mes éloges de quelque prix à vos yeux, madame, recevez mes félicitations sur cette tournure. Salut aux maîtres; en honneur, on ne fait pas mieux que cela.

Vous transcrivez ensuite la déclaration, après quoi vous ajoutez (page 24), *quiconque aura sous les yeux* (c'est toujours vous qui parlez) *l'original de cette déclaration, reconnaîtra bientôt, à la manière dont elle est orthographiée, que le sieur Lejay n'a fait que se copier lui-même* (pourquoi ne pas convenir tout uniment, comme il l'a déclaré à ses interrogatoires, que vous dictiez sur la minute de votre mari pendant qu'il écrivait? cela explique bien mieux ses fautes d'orthographe), *et il m'a priée de corriger moi-même quelques mots qu'il avait mal formés, et d'en ajouter un ou deux qu'il avait omis*. Excellente réponse à tous les faux reprochés à M. Goësmann dans mon supplément! Grâce à son adresse, c'est madame aujourd'hui qui se charge de l'iniquité.

Nous voilà tous deux dans le puits, dit le renard à son compagnon; tends tes jarrets, dresse tes cornes, alonge ton corps, je grimperai par dessus toi; et, sorti de la citerne, je t'en tirerai à mon tour. L'animal, peu rusé, fait ce qu'on lui dit; et le renard, hors de danger, le paie par une phrase à peu près semblable à celle de M. Goësmann dans sa note imprimée, distribuée à ses confrères par M. le président de Nicolaï. *Si, malgré la raison que j'ai de croire ma femme innocente, j'avais été moi-même induit en erreur, je demanderais que la justice prononçât, et l'on verrait que*

L'honneur sera toujours le lien le plus fort qui m'attache à la société, et le seul guide de ma conduite.

Pauvre madame Goëzman ! vous prenez sur votre compte un faux justement reproché à votre mari, et, pour récompense, *cet époux qui a toujours mérité votre respect autant que votre amour*, détachant ses intérêts des vôtres, offre de composer à vos dépens : peu lui importe que vous restiez dans la citerne, pourvu qu'il n'y demeure pas avec vous. Pauvre ! pauvre madame Goëzman !

Pour revenir à cette déclaration, on voit, par leur propre mémoire, que M. Goëzman *a corrigé la minute*, et que madame *a corrigé la copie*. Quels correcteurs ! Ce devait être un bon spectacle que madame Goëzman, érigée en *magister* de Lejay, corrigeant sa leçon d'écriture ! La plume échappe et tombe de dégoût d'être obligé de répondre à de pareilles défenses¹.

Suit après la déclaration de Lejay : *Je déclare en outre que jamais ni le sieur de Beaumarchais, ni le sieur Bertrand, etc.*

Et moi, Beaumarchais, je déclare qu'il y a sur l'original de cette déclaration attribuée à Lejay : *Je déclare que jamais Bertrand ni Beaumarchais, ou Beaumarchais ni Bertrand, comme on voudra, mais sans aucun mot de sieurs ;* car cela m'a singulièrement frappé en lisant au greffe cette déclaration :

¹ Pendant qu'on imprime, j'apprends que le commis de Lejay vient d'être confronté à madame Goëzman ; et qu'entre plusieurs écritures qu'on lui a présentées, il a très-bien reconnu celle dont fut tracée la minute de la première déclaration qu'il a copiée. Mais, au grand étonnement de tout le monde et au mien (car j'avoue que je ne m'y attendais presque pas), cette écriture s'est trouvée être celle de *prænobilis et consultissimus Ludovicus Valentinus GOESMAN*. Et voilà comment tout ce que je débats devient inutile, à mesure qu'on suit l'instruction.

Je déclare encore qu'il y a à la fin *siné Lejay*, et non signé Lejay; ce que je fis alors remarquer au rapporteur et au greffier, qui ne purent s'empêcher de rire de ma plaisante découverte.

Suit après la lettre du sieur Darnaud :

A vous donc M. Baculard.

Ce serait bien ici le cas de me venger de toutes les injures dont l'exorde de votre mémoire est rempli; mais comme elles ne s'adressent pas directement à moi, et qu'à la rigueur je puis douter si vous me regardez de travers, si vous louchez seulement en défilant votre tirade, je veux bien ne pas me l'appliquer, et vous traiter doucement en conséquence; car vous savez qu'il ne tiendrait qu'à moi de vous montrer tel que vous fûtes dans votre confrontation, c'est-à-dire tout à côté de madame Goëzman, si votre embarras et le peu d'habitude à vous déguiser ne vous mit pas même au-dessous; mais je suis doux, moi, et je veux bien convenir que vous n'avez jamais senti la conséquence d'avoir accordé à Lejay une lettre mendrée qui m'inculpait aussi gravement sur un fait que vous ignoriez, et qui se trouve faux aujourd'hui; je veux bien convenir encore que vous n'avez pas senti la conséquence d'avoir recommencé la lettre, *parce que Lejay ne trouvait pas cet écrit assez fort*, comme si un fait, quand vous en eussiez été témoin, pouvait avoir deux faces sous la plume de celui qui le rend, ou comme si votre complaisance pour Lejay, qui agissait de son côté par complaisance pour madame Goëzman, laquelle voulait complaire en ce point à son mari, pouvait vous excuser sur une démarche aussi inconsidérée. Mais *j'ai cru*, dites-vous, que *Lejay méritait toute ma confiance*, et *j'ai cédé à cette conviction*; ainsi, d'erreur en erreur, de complaisance en complaisance, vous avez causé, sans le savoir, l'emprisonnement de Lejay, et mon décret d'ajournement personnel; et voilà comment le transport qui

saisit un pauvre homme de bien sur l'avantage de faire une bonne action, le conduit souvent à en faire une très-blâmable.

Il faut ajouter ici que vous aviez alors un procès criminel important à la Tournelle où vous espériez quelques bons offices de la reconnaissance de M. Goësmán, ce qui n'a pas laissé que de rendre votre distraction un peu plus profonde.

Mais le plus curieux, que je n'entends pas encore, c'est qu'après être convenu à votre confrontation de tous vos torts, on ait pu depuis vous déterminer à donner un mémoire....., où, sans vous en douter, vous complétez la conviction que vous ne sentez jamais la force de ce que vous dites ni de ce que vous faites. J'ai donc eu raison quand j'ai dit de vous dans mon supplément : « N'est-ce pas par faiblesse que ce pauvre Darnaud Baculard, qui ne dit jamais ce qu'il veut dire, et ne fait jamais ce qu'il veut faire, etc. ? »

Je n'en veux qu'un exemple « Oui, j'étais à pied ! et je rencontrais, dans la rue de Condé, le sieur Caron en carrosse. » *Dans son carrosse !* Répétez-vous avec un gros point d'admiration. Qui ne croirait, d'après ce triste oui, *j'étais à pied*, et ce gros point d'admiration qui court après mon carrosse, que vous êtes l'envie même personnifiée ? Mais, moi qui vous connais pour un bon humain, je sais que cette phrase, *dans son carrosse !* ne signifie pas que vous fussiez fâché de me voir *dans mon carrosse*, mais seulement de ce que je ne vois voyais pas dans le vôtre, et c'est, comme j'ai l'honneur de vous l'observer, parce que vous ne dites jamais ce que vous voulez dire, qu'on se trompe toujours à votre intention.

Mais consolez-vous, monsieur, ce carrosse dans lequel je courais, n'était déjà plus à moi, quand vous me vîtes dedans ; le comte de la Blache l'avait fait saisir, ainsi que tous mes biens : des hommes appelés, à hautes armes, habit bleu, bandonnières et fusils menaçans, le gardaient à vue chez moi, ainsi que tous mes meubles, en buvant mon vin :

et pour vous causer malgré moi le chagrin de me montrer à vous *dans mon carrosse*, il avait fallu ce jour-là même que j'eusse celui de demander, le chapeau dans une main, le gros écu dans l'autre, permission de m'en servir à ces compagnons huissiers : ce que je faisais, ne vous déplaît, tous les matins. Et pendant que je vous parle avec tant de tranquillité, la même détresse subsiste encore dans ma maison.

Qu'on est injuste ! on jalouse et l'on hait tel homme qu'on croit heureux, qui donnerait souvent du retour pour être à la place du piéton qui le déteste à cause de son *carrosse*. Moi, par exemple, y a-t-il rien de si propice que ma situation actuelle pour me désoler ? Mais je suis un peu comme la cousine d'Héloïse ; j'ai beau pleurer ; il faut toujours que le rire s'échappe par quelque coin. Voilà ce qui me rend doux à votre égard. Ma philosophie est d'être, si je puis, content de moi, et de laisser aller le reste comme il plaît à Dieu.

D'ailleurs, monsieur, votre mémoire m'oblige en un point dont vous ne vous doutez guère ; c'est qu'après avoir cité l'endroit du mien où je raconté que je vous dis : *Vous êtes l'ami du sieur Lejay ; je vous invite, monsieur, par l'intérêt que vous prenez à lui, de le voir et de l'engager à dire la vérité ; c'est le seul parti qui lui reste, dans l'embarras où il s'est plongé lui-même ; les magistrats ne font point le procès à la faiblesse ; c'est la mauvaise foi seule qu'on poursuit* : Vous ajoutez : *Le sieur Caron me tint à peu près les mêmes discours qu'il rapporte ici : ce qui me suffit pour renverser, je ne sais quel échafaudage de subordination de Lejay, que la maison Goësmann a voulu élever contre moi, dans le mémoire de madame pour monsieur ; échafaudage qui prouve seulement que cette maxime est de leur connaissance ; qu'en un cas embarrassant, il vaut mieux dire des riens que de ne rien dire.*

Pardon, monsieur, si je n'ai pas répondu dans un écrit,

pour vous seul , à toutes les injures de votre mémoire ; pardon , si , voyant que vous m'y faites *marcher à l'éruption de ma mine* ; si , vous voyant *mesurer dans mon cœur les sombres profondeurs de l'enfer*, et vous écrier : *Tu dors, Jupiter ! à quoi te sers donc ta foudre ?* j'ai répondu légèrement à tant de bouffissure. Pardon ; vous fûtes écolier , sans doute , et vous savez qu'au ballon le mieux soufflé , il ne faut qu'un coup d'épingle.

Vient ensuite la dénonciation de M. Goëzman que j'ai analysée dans mon supplément.

Deux remarques à y faire. La première , c'est que M. Goëzman rejette , sur la chambre des enquêtes , la nécessité où il s'est trouvé de me dénoncer. Sophiste dangereux qui déguisez tout , la chambre des enquêtes exigeait-elle de vous la justification d'un magistrat soupçonné , ou la dénonciation d'un innocent opprimé ? La seconde , c'est que les ménagemens que l'auteur garde envers le sieur Lejay , dont il parle en termes si doux , si paternels : *Cette personne interposée , pénétrée de douleur d'avoir commis une faute dont elle ne sentait pas la conséquence , moins armée peut-être contre la séduction , etc.....* ces ménagemens , dis-je , rentrent tout à fait dans les choses amicales que M. Goëzman , allant au palais , disait dans le même temps au sieur Lejay , et que ce dernier rapporte dans ses interrogatoires : *Mon cher monsieur Lejay , soyez sans inquiétudes , j'ai arrangé les choses de façon que vous ne serez entendu que comme témoin au procès , et non comme accusé.* En rapprochant ainsi diverses actions d'un homme , on parvient à pénétrer dans les replis de son cœur ; comme les géomètres , à l'aide de quelques points correspondans , mesurent des hauteurs ou sondent des profondeurs inaccessibles.

Une autre phrase assez curieuse à rapprocher de ces deux-ci , est celle du mémoire de madame Goëzman , page 30 , où

M. Goëzman la fait parler ainsi : *Lejay fut assigné lui-même pour déposer ; chose qui a paru étonnante à bien des personnes instruites..... Pouvait-il être autre chose qu'accusé ? etc....* Voyez la ruse ! Monsieur et madame Goëzman, dans le cours de ce mémoire, parlent toujours comme s'ils n'avaient pas lu mon supplément (qui était dans leurs mains depuis dix jours quand ils ont imprimé) : et de temps en temps ils glissent des phrases adroites, des demi-réponses à ce que j'y ai dit ; comme si, de leur chef, ils avaient prévenu toutes mes objections avant de les connaître ; réellement il y a du plaisir à voir cela.

A l'égard du reproche que M. Goëzman fait à la cour, de la conduite qu'elle a tenue envers Lejay, et qui, dit-il, *a paru étonnante à bien des personnes instruites* ; la cour est bonne et sage pour juger quel cas elle doit faire de la mercuriale de M. Goëzman. Mais la vérité est que cette phrase n'est jetée en avant que pour éluder indirectement par une réflexion sévère le reproche d'avoir dit à Lejay : *Mon cher ami, j'ai arrangé les choses de façon que vous ne serez entendu que comme témoin*. Dans un autre mémoire il dira : Comment aurais-je tenu de pareils propos à Lejay, moi qu'on a vu blâmer publiquement la conduite modérée de la cour à son égard ? et les gens inattentifs, qui ne se rappelleront pas que la réflexion n'est venue que depuis le reproche, diront : voyez la méchanceté de ce Beaumarchais !

Je passe les neuf ou dix pages qui suivent, parce qu'elles ne contiennent qu'un remplissage rebutant sur ma prétendue subornation de Lejay, que j'ai vu, pour la première fois, le 8 septembre, c'est-à-dire près de quatre mois après tous ces misérables détails de subornation. J'en saute encore deux ou trois autres, parce que le respect que tout Français a pour le grand Sully ferme la bouche d'indignation de voir à quelle comparaison lui et madame de Rosny sont ravalés dans ce

mémoire. Madame de Rosny rendit à Robin ses huit mille écus, et vous, madame, non-seulement vous gardez les quinze louis, mais vous avez l'intrépidité d'accuser Lejay de ne vous les avoir pas remis, quoique ce fait soit prouvé au procès jusqu'à l'évidence. Aussi, madame, on a beau vous comparer tantôt à la femme de César, tantôt à la femme de Sully, avec de pareils procédés, vous ne serez jamais que la femme de M. Goësmar.

Page 41. « Le sieur Caron se plaint..... que la première audience que le sieur Lejay lui avait promise lui a été accordée à une heure qui lui était inutile. » Pas un mot de cela. J'ai dit : « L'agent n'écrit qu'un mot ; j'en suis le porteur, la dame le reçoit et le juge paraît. Cette audience si longtemps courue, si vainement sollicitée, on la donne à neuf heures, à l'instant incommode où l'on va se mettre à table. »

Incommode pour vous, ne veut pas dire inutile pour moi ; l'incommodité de l'heure n'est citée là que pour prouver qu'il avait fallu des motifs *d'un grand poids* pour vous faire ouvrir cette porte à l'heure *incommode* du souper.

Mais, dites-vous, « puisque la table était servie, l'on n'attendait donc pas à cette heure-là le sieur Caron » ; et là lettre, madame, la lettre au châtain-clair ! Vous oubliez cette lettre magique à laquelle la meilleure serrure ne résiste point. Les plus grands efforts n'avaient pu jusqu'alors en ébranler le pêne ; la plus simple cédule, au nom de Lejay, fait rouler la porte à l'instant sur ses gonds ; cela n'est-il pas admirable ?

Vous faites ensuite un mortel calcul des messages des sieurs Bertrand et Lejay chez vous, samedi et dimanche. Voici ma réponse, je la crois péremptoire : c'est qu'il m'a été compté en ces deux jours pour douze fraucs de fiacres par le sieur Bertrand, et que le sieur Lejay en réclame encore autant aujourd'hui pour les mêmes courses.

Passons à des objets plus sérieux.

A VOUS MONSIEUR MARIN.

Ce n'était donc pas assez pour vous, monsieur, de vouloir accommoder l'affaire de M. Goëzman; il vous manquait encore de la plaider. A quoi se réduit votre mémoire? A dire que vous n'étiez pas l'ami de M. Goëzman, et que vous étiez le mien: voilà bien les assertions, reste à débattre les preuves.

Vous n'étiez pas son ami! Si vous ne l'étiez pas, pourquoi donc, lorsque je vous visitai, le 2 avril, avec mon gardien le sieur Santerre, me dites-vous que M. Goëzman vous devait sa fortune (car vous êtes un grand bienfaiteur); que c'était vous seul qui l'aviez fait connaître à M. le chevalier d'A., lequel l'avait présenté à M. le duc d'A., ce qui l'avait mené à s'asseoir enfin au grand banc du palais? Pourquoi donc me dites-vous, que sa femme venait vous voir assez souvent le matin; que vous lui aviez donné un libraire et des débouchés pour la vente de je ne sais quelles brochures de son mari?

Si vous n'étiez pas son ami, pourquoi donc, quand je vous appris qu'il était mon rapporteur, et que j'avais été en vain trois fois chez lui la veille, me répondîtes-vous: *Oui, il est comme cela*. Quand je vous dis qu'on en parlait très-diversement, et que je vous demandai quel homme c'était, pourquoi me prîtes-vous par la main, en faisant des excuses à mon gardien, et m'emmenâtes-vous dans un cabinet intérieur, où vous m'apprîtes tout ce qu'il y avait à m'apprendre sur l'objet de ma consulte?

Si vous n'étiez pas son ami, pourquoi, lorsque je vous fis sentir combien il était important pour moi d'obtenir une ou deux audiences de lui, me dites-vous: *j'arrangerai ça, je verrai ça; laissez-moi faire, je vous ouvrirai toutes ces portes-là, etc., etc., etc.*?

Dans la même journée, lorsqu'on m'eut procuré l'intervention de Lejay, et qu'un homme de bon sens m'eut dit:

Je vous conseille de vous en tenir au libraire, qui sera sûrement moins cher que Marin, car on dit que ce Lejay est un bon homme, qui ne prend rien; je vous écris, pour vous prier de suspendre vos bons offices; un ami se chargea de vous porter la lettre, et s'y prêta d'autant plus volontiers qu'il n'en ignorait pas le contenu. Il ne vous trouva pas; il la remit à votre valet-de-chambre-portier: on peut assigner mon ami sur ce fait, indépendamment des gens qui me virent écrire la lettre. Or, si vous n'étiez pas l'ami de M. Goëzman, pourquoi donc fîtes-vous une seconde démarche auprès de lui, postérieure à la réception de ma lettre, à moins que, voulant absolument faire une affaire de mon procès, vous ne vous soyez retourné, je ne sais comment, dans cette seconde visite? Car toutes les affaires ont deux faces, comme tous les agioteurs ont deux mains.

Si vous n'étiez pas l'ami de M. Goëzman, pourquoi, suivant votre propre mémoire, votre entrevue des Tuileries commença-t-elle *avec une espèce d'aigreur* de sa part, et finit-elle par le conseil que vous lui donnâtes de faire faire une déclaration par Lejay? Pourquoi vint-il vous remercier le surlendemain, *chez vous*, de ce que vous appelez vous-même *le succès de votre conseil*, et vous montra-t-il la *déclaration de Lejay*?

Si vous n'étiez pas son ami, pourquoi me fîtes-vous sur-le-champ l'invitation la plus pressante de me rendre chez vous, par une lettre datée du 2 juin, que je déposerai au greffe? Et pourquoi, lorsque je vous vis sur cette invitation, *voulâtes-vous m'engager à lui écrire* (page 3 de votre mémoire)? ce que je refusai avec dédain.

S'il n'était pas votre ami, pourquoi, vous rencontrant au Palais-Royal (car il vous rencontrait partout), après avoir dit (page 3): *il évitait de me voir; je l'abordai, il me fit un accueil très-froid*, la séance finit-elle par mettre les deux

indifférens dans le même carrosse, où le glacé M. Goëzman vous lut sa dénonciation au parlement, en vous accompagnant jusqu'à la porte de ma sœur?

S'il n'était pas votre ami, pourquoi voulûtes-vous me tromper, chez ma sœur, devant six personnes, à l'instant où vous veniez de lire l'outrageuse dénonciation? Pourquoi voulûtes-vous me faire croire qu'elle était en ma faveur, *et non dirigée contre moi*, pour nous tendre à tous un piège affreux, et nous empêcher de parler *de ces misérables quinze louis*, sans lesquels pourtant tout le poids de votre iniquité retombait sur ma tête?

Si vous n'étiez pas son ami, pourquoi cherchâtes-vous avec lui le sieur Bertrand, pour l'engager à faire une déposition courte et qui ne compromît personne, espérant user en cela de l'influence naturelle de MM. Turcarets sur les MM. Raffiei. Pourquoi le lendemain, outré de n'avoir pu le trouver et l'empêcher de faire une déposition étendue, voulûtes-vous lui en faire faire une autre? (car il n'y a rien de difficile pour vous.) Pourquoi allâtes-vous dîner ce jour-là chez M. le premier président, avec M. et madame Goëzman, et arrangeâtes-vous avec ce dernier, *qui n'était pas votre ami*, que Bertrand irait chez lui le soir même? Pourquoi l'instant d'après ne quittâtes-vous pas ce Bertrand, sans en avoir obtenu sa parole expresse de la visite que vous veniez d'arranger? Pourquoi m'arrêtâtes-vous le jour même sur le Pont-Neuf, et me pressâtes-vous de nous réunir, pour envoyer Bertrand *chez M. Goëzman*? Et vous ne pouvez plus contester tous ces faits qui sont avoués dans vos mémoires, ou prouvés au procès par des témoins que vous essayez en vain de rendre suspects. Et comme il n'y a qu'un pas de la série des intrigues à celle des noirceurs, si vous n'étiez pas l'ami de ce magistrat, pourquoi donc avez-vous constamment échauffé la tête de ce pauvre Bertrand, et n'avez-

vous pas eu de repos que vous ne l'ayez amené, par une dégradation d'honnêteté sensible à tout le monde, et dont vos entrevues étaient le thermomètre, à nier enfin que vous lui eussiez conseillé de changer sa déposition ?

Si vous n'étiez pas l'ami de M. Goëzman, pourquoi, sentant que les dépositions de deux étrangers étaient de la plus grande force contre vous, avez-vous dénigré basement l'un des deux, le docteur Gardane, et voulu jeter du louche sur l'honnêteté de l'autre, le sieur Deschamps de Toulouse ? comme si les faits dont ils ont déposé n'étaient pas connus d'autres personnes, et comme si ce Bertrand, dans un temps où il n'avait pas encore reçu l'ordre exprès de mentir, sous peine de ne plus tripoter vos fonds, n'avait pas été le lendemain dire à trois ou quatre personnes : « Ils veulent me faire changer ma déposition ; ils me tourmentent à ce sujet ; mais j'ai été ce matin au greffe, protester que, loin de changer ou diminuer, je suis prêt à y ajouter de nouveau si l'on veut m'entendre ? » Comme si ces gens étaient muets ou morts, et comme si le ministère public n'avait pas des moyens sûrs de les forcer de parler ?

Si vous n'étiez pas l'ami de ce magistrat, pourquoi toutes ces assemblées secrètes ? toutes ces entrevues chez des commissaires ? Pourquoi M. Goëzman distribue-t-il les mémoires de Marin, Bertrand, Baculard, pendant que Bertrand, Baculard et Marin colportent les siens ? Pourquoi ces lettres pitoyables de vous et de vos commis au sieur Bertrand ? Pourquoi des juifs qui vont et viennent de chez vous chez lui, de chez lui chez vous ? Pourquoi la réponse que vous avez exigée du sieur Bertrand, qui, toujours contraire à lui-même, ne l'a pas eu plus tôt envoyée et su que vous entendiez vous en servir, qu'il a été conter partout qu'il sortait de chez vous, et vous avait dit : « Si vous êtes assez osé pour imprimer la lettre que j'ai eu la complaisance de vous donner,

je vous brûlerai la cervelle, et à moi ensuite? » ce qui sera constaté au procès par l'addition d'information.

Si vous n'étiez pas l'ami de M. Goëzman, pourquoi l'excellente plaisanterie du nom de *Beaumarchais*, que j'ai pris, dites-vous, d'une de mes femmes et rendu à une de mes sœurs, se trouve-t-elle dans le mémoire de madame Goëzman, lorsqu'elle était d'abord en tête du vôtre? Vous voyez que je dis tout, M. Marin, et qu'il n'y a ni réticences, ni points, ni phrases en l'air, ni ridicules ménagemens, ni plate économié dans mon style; je suis comme Boileau,

Je ne puis rien nommer si ce n'est par son nom,
J'appelle un chat un chat, et *Marin* un frippier

de mémoires, de littérature, de censure, de nouvelles, d'affaires, de colportage, d'espionnage, d'usure, d'intrigue, etc., etc., etc., quatre pages d'*et cætera*.

A vous à parler, mon bienfaiteur, le bienfaiteur de tout le monde, et que tout le monde accuse de n'avoir jamais rien fait sur rien. Je viens de montrer comment vous m'avez servi, comment je l'ai reconnu, comment vous l'avez prouvé, comment je vous ai répondu : amenez vos témoins : fournissez vos preuves, creusez votre mine, arrangez votre artillerie. Je dis tout haut, que je ne suis ni assez riche ni assez pauvre pour vous avoir jamais emprunté de l'argent. Cela est-il clair? m'entendez-vous? répondez à cela.

Je vous félicite d'être *honoré de votre propre estime*, c'est une jouissance qui ne sera troublée par aucune rivalité. Mais vous allez trop loin en invoquant le suffrage des honnêtes gens, et même ceux de la police.

Oseriez-vous compter sur le témoignage des inspecteurs ou officiers de police qui vous ont éclairé dans vos voies ténébreuses?

Oseriez-vous compter sur celui des chefs qui ont été chargés de vérifier les informations faites contre vous?

Oseriez-vous compter sur celui de M^e C.... de C...., à qui ont été renvoyés les examens de diverses plaintes sur des capitaux renforcés par les intérêts?

Oseriez-vous compter sur celui de M. de St.-P., qui depuis cinq ans gémit du malheur de vous avoir confié ses pouvoirs pour un arbitrage, et qui ne cesse de demander vengeance au ministère contre vous? Et l'affaire Roussel? et l'affaire Paco? et l'affaire, etc., etc., etc., encore quatre pages d'*et cœtera*.

Et vous mettez des points dans votre style, pour vous donner l'air de me ménager; allons, mon bienfaiteur, que ma franchise vous encourage; dites, dites: voilà de beaux mystères! à présent on dit tout. Encore un ennemi, encore quelques mémoires, et je suis blanc comme la neige. Je vous invite à ne me ménager sur rien. A votre tour, osez me porter le même défi.

Maintenant, que nous sommes entre quatre yeux, eh bien! vous avez donc vos petits témoins tout prêts, pour m'accuser d'avoir dit que le comte de la Blache avait donné cinq cents louis à M. Goëzman? eh mais! vos pieuses intentions à ce sujet sont déjà consignées au greffe par mon récolement. Je savais votre dessein; ce pauvre Bertrand m'en avait menacé un jour devant dix personnes, qui certifieront le fait. Un abbé, des amis de Marin, l'avait, disait-il, chargé de m'avertir que, si je prononçais un seul mot contre lui, son projet était de me mettre à dos le comte de la Blache, etc... Je vous attends, mon bienfaiteur. Vos bontés ne m'ont pas empêché de parler: vos menaces ne me réduiront pas au silence.

Ce n'est pas que l'on ne me dise et ne m'écrive tous les jours, que vous êtes l'ennemi le plus dangereux, que vous

avez un crédit étonnant pour faire du mal, un grand pouvoir pour nuire. Je cherche en vain comment la gazette peut mener à tant de belles choses; car toutes ces belles choses ne vous ont sûrement pas mené à la gazette.

On dit aussi que vous avez juré ma perte. Si c'est faire du mal à un homme que d'en dire beaucoup de lui, personne à la vérité n'est plus en état de faire ce mal là que vous.

Mais lorsqu'on vous confia la trompette de la Renommée, était-ce pour corner qu'on vous la mit à la bouche? était-ce pour ramper dans le pus aisé de tous les genres d'écrire, qu'on vous en attacha les ailes? Encore, ne pouvant vous livrer à toute l'âpreté de vos petites vengeances, sous les yeux d'un ministre éclairé qui vous veille de près, vous briguez sourdement un paragraphe dans chaque gazette étrangère, où je suis déchiré à dire d'experts. Ainsi, de brigue en brigue, et briguant partout assiduellement contre moi, vous trouvez le secret de me dénigrer toutes les semaines, et d'ennuyer l'Europe entière de ma personne et de mon procès.

Pour finir, mon bienfaiteur, nommez-nous donc les personnes à qui j'ai dit, *je dois trop à Marin pour abuser encore de ses bontés*? C'est, dites-vous, chez un grand seigneur qui m'admettait *alors* à sa table. A cet *alors* insultant, voici ma réponse.

Le grand seigneur chez lequel je vous ai rencontré est M. le duc de la Vallière, auquel depuis douze ans je suis attaché par devoir, comme lieutenant-général de sa capitainerie; par respect, c'est un homme de qualité qui a l'esprit solide et le cœur généreux; par reconnaissance, il m'a toujours comblé d'une bonté qu'il pouvait me refuser; par justice, il m'a honoré d'une estime que j'ai méritée; car si l'amitié s'accorde, l'estime s'exige, et si l'une est un don, l'autre est une dette; il n'y a point d'*alors* sur ces choses-là; et si, pour repousser une injure aussi misérable, j'avais besoin d'un té-

moignage de probité, d'honneur, de désintéressement, d'exactitude et de loyauté, c'est à ce grand seigneur surtout que je m'adresserais, et dont je l'obtiendrais à l'instant. Osez-vous en dire autant d'un seul des gens en place qui se sont servis de vous comme on se sert à l'armée, en certains cas, de certaines gens..... très-bien payés? Mais il est une délicatesse, une pudeur, qu'un homme d'honneur sent mieux qu'il ne l'exprime, et qui, depuis que je suis attaqué par des méchans, m'a fait me renfermer dans le cercle étroit de mes plus chers amis. C'est moi qui, refusant toute espèce d'avances ou d'invitations, ai dit à tout le monde : je suis accusé, je ne recevrai point à titre de grâce les témoignages publics d'une estime qui m'est due à titre de justice; et tel qu'un noble Breton dépose son épée, jusqu'à ce qu'un commerce utile l'ait remis en état de s'en parer de nouveau, je ne prétends à l'estime de personne, jusqu'à ce que j'aie prouvé à tout le monde, que personne ne doit rougir de m'avoir estimé.

C'est par une suite de cette délicatesse que, dès que j'ai été attaqué, je n'ai pas cru devoir remplir aucune fonction de judicature ou d'autres charges. Un homme attaqué, quand il a l'honneur d'appartenir à un corps, doit se justifier ou se retirer. Quel magistrat oserait monter au tribunal pendant qu'on est en suspens s'il est digne d'y siéger? De quel front irait-il prononcer sur la fortune, l'honneur ou la vie des autres, quand il est lui-même courbé sous le glaive de la justice; et s'asseoir au rang des juges, quand l'attente d'un arrêt l'a presque jeté parmi les coupables? Il faut être reconnu intact et pur, avant d'oser paraître sous la robe ou le mortier, et l'audace de revêtir ces marques de dignité, si révérees dans l'homme honorable, ne sert qu'à mieux faire éclater l'avilissement d'un sujet dégradé dans l'opinion publique. Le premier malheur sans doute est de rougir de soi; mais le second est d'en voir rougir les autres. Je ne sais pourquoi je vous

dis toutes ces choses , que vous n'entendez seulement pas. Je me retire , moi , parce que j'ai quelque chose à perdre... Vous.... vous pouvez aller partout.

A vous M. Bertrand.

Avez-vous lu , monsieur , le long mémoire tout saupoudré d'*opium* et d'*assa fœtida* , qui court sous votre nom ? Je ne vous parle point de sa diction , parce que c'est ce qui doit nous importer le moins , à vous et à moi qui ne l'avons pas écrit : je n'ai fait que l'entreliure , parce qu'on y sent je ne sais quoi de fade , de saumâtre et de mariné qui le rend tout à fait désagréable au goût : mais comme il a paru sous votre nom , je vais y répondre comme s'il était de vous ; il n'est pas toujours facile , messieurs , dans vos fournitures provençales , de distinguer la facture du vendeur de celle qu'on présente à l'acheteur : allons au fait , je suis pressé , car dans ce moment-ci la foule est aux mémoires. Que dit le vôtre ?

Madame Goëzman a donc toujours juré ses grands dieux qu'elle ne rendrait pas les quinze louis. En vérité vous le dites tant de fois qu'on serait tenté de croire que c'est pour moi contre elle que vous écrivez ; du moins jusqu'à la vingt-sixième page , y a-t-il peu de chose qui contrarie cette idée ; et sans la fin du mémoire , sans le fond du sac , où la marchandise étant plus avariée , le goût marin se sent davantage , en vérité je n'aurais que des grâces à vous rendre.

Au reste si madame Goëzman a tant dit qu'elle ne rendrait jamais ces *misérables quinze louis* , elle les a donc reçus ; car , en terme de commerce , la banqueroute suppose toujours la recette , comme vous savez ; je tâche de parler à chacun sa langue familière , pour être entendu de tout le monde. Le fait des quinze louis une fois bien avéré , et la certitude renouvelée par vous que jamais on n'a sollicité pour moi que des audiences auprès de madame Goëzman , le reste va tout seul.

En vingt-six mots j'ai déjà répondu aux vingt-six premières pages du mémoire du sieur Dairolles Bertrand, ou Bertrand Dairolles; car il n'importe guère comment les noms s'arrangent sous ma plume, pourvu qu'on sache de qui je veux parler.

Mais qu'ils ont donc l'épiderme chatouilleux, ces messieurs! En voici un à qui je n'ai donné qu'un petit singlon dans une note de mon supplément, et à qui ce petit singlon fait verser des flots de bile, et répondre par quarante-quatre pages d'injures.

Le sieur Marin, comme je l'ai établi dans son article, connaissant assez son Bertrand pour savoir que c'est un homme sans caractère, qui a peu de suite dans les idées, toujours aux extrêmes, enthousiaste, exalté comme un grenadier à l'assaut, ou faible comme un pleurard milicien qui voit le premier feu; le sieur Marin, dis-je, s'était flatté qu'en l'effrayant d'un décret certain, d'une condamnation possible, il l'empêcherait de dire la vérité avec une extension qui pût compromettre M. et madame Goësman; et c'est ce que le sieur Marin avoua devant six témoins chez ma sœur, le jour que M. Goësman l'accompagna jusqu'à la porte, et qu'il lui lut sa dénonciation, à peu près comme on donne une ample instruction à son plénipotentiaire.

Il faut que Bertrand et vous, ne fassiez tous, nous disait-il, que des dépositions courtes, sans parler *de ces misérables quinze louis*; et avant peu j'arrangerai l'affaire.

Mais comment l'arrangera-t-il, M. Marin? Personne n'ayant parlé des quinze louis, la fausse déclaration de Lejay, qui n'en parle pas non plus, restera dans toute sa force; et les faits y contenus n'étant contrariés juridiquement par personne, la dénonciation faite au parlement en acquerra un nouveau prix; et cette manœuvre était (comme dit Panurge ou plutôt frère Jean), le joli petit *contelet*, avec lequel

l'ami Marin entendait tout *doucettement m'égorgiller*. Mais le soin qu'il prit pour me décevoir sur la dénonciation, qu'il prétendait être en ma faveur, pendant que j'étais sûr du contraire, m'inspira de la défiance; et l'horreur de lui voir conseiller de sacrifier Lejay, m'ouvrit les yeux sur le secret de sa mission.

Il n'y a rien de sacré pour ces gens-ci, me dis-je, il faut redoubler d'attention sur leur conduite, et me trouver demain à l'entrevue des deux compatriotes, Marin et Bertrand.

Enfin, pour ne pas rebattre ennuyeusement tout ce qu'on a lu dans l'article *Marin* (car ces messieurs sont tellement identifiés, que parler à l'un, c'est répondre à l'autre), tout le fond de la conduite du sieur Dairolles est appuyé sur deux points capitaux, la mémoire parfaite et l'oubli total.

Par exemple, il se souvient bien qu'il lui est échappé de dire beaucoup de choses dont il ne se souvient pas, le jour de sa déposition.

Mais il se souvient bien que le sieur Marin ne lui a pas conseillé ce jour-là de changer sa déposition.

Il ne se souvient pas des choses que le sieur Marin m'a dites, ni de celles que je lui ai répondues dans son cabinet ce même jour.

Mais il se souvient bien qu'il y a raconté, lui, dans le plus grand détail, ce qu'il avait dit et fait au palais.

Il ne se souvient pas si les commis de Marin étaient, ou non, dans son cabinet quand nous y dissertions.

Mais il se souvient bien que nous y restâmes seuls quand le sieur Marin nous quitta pour se raser.

Il ne se souvient pas des choses qu'il a pu dire en quittant le sieur Marin l'après-midi, à la dame Lépine, à sa sœur, au docteur Gardane.

Mais il se souvient bien que Marin lui dit en propres termes, qu'il fallait qu'il allât chez M. Goëzman; que ce

dernier, sachant la vérité de sa bouche, ferait enfermer sa femme, et dirait ensuite au parlement : je me suis fait justice; car il ne faut pas que la femme de César, etc., etc.

Il ne se souvient pas qu'il ait dit à quatre personnes chez Lejay le lendemain : ils veulent me faire changer ma déposition, ils me vexent à ce sujet : pour qui me prend-on? je suis vrai dans tout ce que je dis et fais, je persisterai, j'en ai porté ce matin l'assurance au greffe.

Mais il se souvient bien qu'il a été au palais ce jour-là dire quelque chose dont il ne se souvient plus.

Voilà certes un beau sujet pour le prix de l'académie de chirurgie en 1774. Gagner la médaille en expliquant comment la cervelle du pauvre Bertraud a pu tout à coup se fendre en deux, juste par la moitié, et produire dans sa tête une mémoire si heureuse sur certains faits, si malheureuse sur certains autres; comment le grand cousin Bertrand a pu devenir tout à coup paralytique d'un côté de l'esprit, et d'une façon si curieuse pour les amateurs, que la partie de sa mémoire qui charge Marin est paralysée sans ressource, pendant que toute la partie qui le décharge est saine, entière, et d'un brillant si cristallin, que les plus petits détails s'y peignent comme dans un fidèle miroir.

Ce sont-là, mon cher Bertrand, les petites remarques qui m'ont fait dire dans mon supplément : *N'est-ce pas par faiblesse que ce pauvre Dairolles, qui ne veut pas être nommé Bertrand, etc.* Vous avez donné une assez bonne explication du motif qui vous avait fait désirer de n'être appelé que Dairolles, et non Bertrand dans mon mémoire. C'était, dites-vous, pour que nos deux noms ne fussent accolés nulle part; car *dis-moi qui tu hantes*, etc. Tout cela est joli, mais pas assez simple.

J'avais pensé, moi, que jouer un rôle à deux visages dans cette affaire sous le nom de Dairolles seulement, cela ne ferait

pas de tort au Bertrand qui signe les lettres-de-change, et qui doit être connu sous ce nom dans le commerce pour un homme vrai s'il veut conserver quelque crédit.

Mais comment vous et Marin, qui avez de l'esprit comme quatre et du sens commun, avez-vous pu vous tromper à cette expression *de pauvre un tel*, qui ne se dit jamais sans qu'un geste d'épaule en fixe le vrai sens? Quoi! vous avez cru que je parlais de vos facultés numéraires? Lorsqu'on dit d'un homme, ce pauvre un tel, ce n'est jamais dans le sens d'*esurientes implevit bonis*, etc., mais toujours dans celui de *beati pauperes spiritu*. Voilà, mon cher psalmiste, ce que vous ne pouvez pas honnêtement ignorer, vous qui parlez latin comme madame Goëzman. Mais vous croyez peut-être que je vous trompe sur la pitié que votre mémoire inspire; tenez, lisez avec moi.

Page 15. « En effet, je ne parle pas au sieur Gardane, mais à des juges respectables, qui n'ont pas de peine à supposer des sentimens honnêtes à d'honnêtes citoyens. » Ainsi, vous apportez en preuve de votre probité la supposition que les juges doivent faire que vous êtes honnête parce qu'ils sont respectables. Est-ce là raisonner? Je m'en rapporte, « et ils avoueront (les juges) de bonne foi que si le sieur Marin m'avait tenu ce discours (de changer la déposition), j'en aurais été indigné; toute considération aurait cessé; j'aurais consigné dans mes interrogatoires cette proposition, et, dans ma confrontation avec lui, je l'aurais certainement interpellé sur le fait en question; or, cela n'est pas arrivé; ce fait est donc un mensonge avéré de la part du sieur Gardane. » Qu'est-ce que tout cela veut dire? Mettons-le en français: « Les juges (qui ont décrété Bertrand) avoueront de bonne foi que si Marin avait tenu ce propos (à Bertrand son agio-teur), Bertrand indigné l'aurait consigné au procès (ce qui aurait nui à Marin); or, Bertrand n'a pas consigné ce fait

contre Marin (qui tient la bourse de tous deux); donc Gardane est un imposteur de l'avoir dit. » Et l'on appelle cela des défenses ! C'est du bel et bon galimatias double, où l'auteur ne s'entend pas plus qu'il ne se fait entendre aux autres. Réellement je vous croyais plus avancé dans la composition ; mais ceci me paraît être du Marin tout pur.

C'est encore une chose assez curieuse que de voir comment ces messieurs s'accordent sur les faits. Je prends au hasard le premier trait qui me tombe sous la main ; et il est d'autant plus grave, qu'il s'agit ici de la première impression que firent sur tout le monde la colère et les menaces de M. Goëzman, et que cette impression, qui a dirigé les premières démarches de chacun, a dû au moins laisser d'elle un souvenir très-net. Écoutons raconter ces messieurs : « Sitôt que je l'appris, dit Bertrand (page 8 de ce mémoire), j'allai chez le sieur Marin, et je le priai instamment de voir M. Goëzman, et d'engager ce magistrat à se trouver chez lui, où je me rendrais, et tâcherais de l'engager à ne faire aucun éclat. » Sitôt que je l'appris, dit Marin (page 3 de son mémoire), « je m'efforçai de persuader au sieur Bertrand de voir M. Goëzman, et de lui dire tout ce qu'il savait. »

Je ne vous le fais pas dire, messieurs ; je vous copie fidèlement ; mais quelle volupté pour moi de montrer à la cour le doux ami Marin et le grand cousin Bertrand, à genoux l'un devant l'autre, sur le fait le plus important du procès ! Marin, les bras étendus, *s'efforçant de persuader à Bertrand* (qui résistait apparemment) *de voir M. Goëzman pour l'APAISSER* ; et Bertrand, les mains jointes, *suppliant instamment Marin* (qui sans doute n'en voulait rien faire) *de lui procurer l'occasion de voir ce magistrat pour l'APAISSER.*

Et pourquoi tant de maladresse, je vous prie ? Pour tâcher de persuader au public que j'avais grand'peur, et que Marin

et Bertrand me rendaient à l'envi le signalé service d'intercéder pour moi auprès de M. Goëzman.

Mais cette contradiction entre les deux compatriotes jette un grand jour sur ce qu'ils ont tant intérêt de cacher à la cour, le conseil donné par Marin de changer la déposition. On a vu Bertrand (page 8 de son mémoire) prier le sieur Marin de l'aboucher avec M. Goëzman pour l'apaiser. Mais voici bien autre chose (page 10) : « Le sieur Marin me conseilla d'aller voir M. Goëzman qui me recevrait bien ; il ajouta que ce magistrat, instruit par moi-même de tous les faits, prendrait sans doute des moyens pour arrêter les suites de cette affaire ; qu'il ne fallait pas que l'amitié que je portais à la maison du sieur de Beaumarchais me fît manquer aux égards qu'on devait à un magistrat honnête, intègre et vertueux. *Je rentrai chez moi ; j'étais troublé de tout ce qui se passait ; absorbé de mes idées, on s'aperçut de cette altération. On me questionna beaucoup ; je rendis compte de la situation de mon âme ; je dis que j'étais occupé du conseil que le sieur Marin m'avait donné, d'aller voir ce soir M. GOESMAN. QUE DIRAI-JE ? COMMENT ME RECEVRA-T-IL ? MA DÉPOSITION EST FAITE ; QUE RÉSULTERA-T-IL DE CETTE VISITE ? J'aime mieux ne point aller chez lui.*

Ainsi donc, le sieur Bertrand, si empressé de voir M. Goëzman, et qui demandait si instamment au sieur Marin l'entrevue avec ce magistrat, est troublé, et n'ose plus se présenter chez lui sitôt qu'il a déposé : *que lui dirai-je ? comment me recevra-t-il ?* MA DÉPOSITION EST FAITE ; mais puisque cette déposition faite troublait le sieur Bertrand, et l'éloignait de M. Goëzman, pourquoi le sieur Marin, qui n'ignorait pas la déposition, insistait-il à l'y envoyer ? Pourquoi l'encourageait-il à faire cette démarche ? et lorsqu'il dit (selon Bertrand) *qu'il ne fallait pas que l'amitié qu'il portait à la*

maison du sieur de Beaumarchais lui fit manquer aux égards dus à un magistrat honnête, intègre et vertueux, ne supposait-il pas que la famille de Beaumarchais avait suggéré la déposition du sieur Bertrand ? ne préjugait-il pas en faveur de M. Goëzman, n'engageait-il pas le sieur Bertrand à aller voir ce magistrat pour convenir des moyens qu'il y aurait à prendre, afin de faire une déposition différente à celle que le sieur Bertrand avait faite, et que le sieur Marin supposait dictée par la famille de Beaumarchais contre un magistrat respectable et vertueux ?

Voilà donc en substance le conseil de changer la déposition donné par Marin, et l'injure faite à la famille de Beaumarchais, constatés par les mémoires de ces messieurs, injuré que le sieur Marin, comme on le voit, préméditait d'avance, et qu'il a prodiguée depuis dans son mémoire.

Reste à jeter, monsieur Bertrand, un coup d'œil sur votre confrontation avec le docteur Gardane, dont vous nous donnez une version à votre manière, c'est-à-dire bonne pour ce qui vous profite, et louche sur ce qui l'intéresse.

Vous avez là une singulière maladie ! Mais ce docteur, dont le cerveau est bien entier, ses deux lobes également sains, vient de présenter une requête au parlement, afin d'obtenir une réparation d'honneur, avec affiche de l'arrêt, pour toutes les horreurs dont vous avez voulu le souiller : cela ne fait rien à notre affaire.

Mais ce qui y fait beaucoup est la partie de cette confrontation où ce médecin vous reproche d'être venu pâle et l'air égaré chez madame Lépine un jour, devant neuf personnes, lui dire : « Mon ami, tâtez-moi le pouls, je dois avoir la fièvre. Ah ! messieurs, je viens de les prendre les mains dans le sac : c'est une horreur ; je suis perdu ; vous l'êtes aussi, monsieur de Beaumarchais. Je viens de dîner chez une dame avec quatre conseillers de grand'chambre qui, ne me connaissant pas, se

sont expliqués sans ménagement sur l'affaire, et ont fini par assurer que l'intention du parlement était de traiter sans pitié, Lejay, Bertrand et Beaumarchais pour avoir osé toucher à la réputation du magistrat le plus intègre, etc. »

Je me rappelle fort bien tous ces faits, et comment vous refusâtes obstinément de me dire le nom des quatre conseillers, comment je me mis en colère, et comment enfin je résolus de n'avoir plus aucun commerce avec un homme aussi faux et aussi faible.

L'anecdote du cartel intercepté, dont parle la confrontation, est apparemment la suite de cette colère.

Mais que vouliez-vous donc dire, monsieur, en m'invitant à prendre une épée d'or ? Est-ce que vous aviez posé, pour loi de ce combat, que la dépouille du vaincu resterait au vainqueur ? Les gens de votre état ont beau être en colère, ils ne perdent jamais la tête.

Mais quelle est enfin cette affreuse histoire des quatre conseillers ? Était-ce encore un piège de Marin ? car on m'en a tendu mille, en trois mois, pour m'engager à faire une fausse démarche. Était-ce un leurre ou une vérité ? Comme ce fait intéresse l'honneur de la magistrature, et qu'il importe autant au parlement qu'à moi qu'il soit éclairci avant de juger l'affaire, je supplie la cour d'ordonner qu'il soit informé scrupuleusement sur ce fait, que les neuf témoins soient entendus, que le sieur Bertrand soit interrogé sur le nom de la dame, sur celui des convives du dîner, sur leurs discours, etc., etc.

Dans une affaire aussi importante, un tel examen n'est pas à négliger. Ou le sieur Bertrand est un fourbe, qui doit être puni pour avoir calomnié quatre magistrats sur le point le plus délicat de leur devoir, dans la seule vue de nous effrayer, ou les quatre conseillers reconnus doivent être suppliés de vouloir bien se dispenser de juger dans une affaire sur laquelle ils ont montré tant de partialité.

Jusqu'à ce moment, nous avions tous aimé Bertrand, quoiqu'il soit entaché du petit défaut d'altérer toujours la vérité ; mais il y a beaucoup de gens en qui l'habitude de mentir est plutôt un vice d'éducation, une faiblesse, un embarras de savoir que dire, qu'un dessein prémédité de mal faire, et, dans le fond, cela revient au même. Une fois connus, ce n'est plus qu'une règle d'équation très-aisée, et qui ne gêne personne. *Il a dit cela, donc c'est le contraire*, et les choses n'en vont pas moins leur train.

Mais, pour cette aventure, elle est trop sérieuse ; il n'y a pas moyen d'y appliquer notre équation. Qui sait si l'éclaircissement de ce fait ne nous montrera pas le nœud caché de toute l'intrigue entre Bertrand, Marin et consors :

*Tel qui croyait n'avoir harponné qu'un marsoin ,
Amène quelquefois un lourd hippopotame.*

R. S. 4.

En courant une chose, on en rencontre une autre, et c'est ainsi qu'un cénobite allemand, en cherchant le grand œuvre dans la mixtion de divers ingrédients méprisables, n'y trouva pas, à la vérité, la poudre d'or qui devait enrichir le genre humain, mais découvrit, chemin faisant, la poudre à canon qui le détruit si ingénieusement. Ce n'est pas tout perdre, et, comme on voit, en toute affaire, il est bon de chercher, informer, scruter ; aussi espéré-je que la cour voudra bien ordonner qu'il soit informé sur le fait des quatre magistrats avant de s'occuper de l'examen des pièces du procès.

La fin de votre mémoire, monsieur, n'a aucun rapport à l'affaire présente, mais il n'est pas moins juste de vous donner satisfaction sur tous les articles :

A l'occasion d'une lettre que le sieur Marin vous a forcé de lui écrire, et que j'ai osé prévoir n'être jamais préjudiciable qu'à vous, vous me reprochez les services que vous avez bien

voulu me rendre, et dont j'ai toujours été très-reconnaissant : cela est dur.

Je vous dois, dites-vous, le luminaire du convoi de ma femme que vous avez fourni. A la rigueur cela se peut ; j'ai même quelque idée que, depuis cet affreux événement qui a renversé ma fortune encore une fois, l'épicier de la maison s'est plaint qu'un autre eût fait le bénéfice de cette triste fourniture ; je lui dis alors ce que je vous répète aujourd'hui. Abîmé dans la douleur de la perte d'une femme chérie, vous sentez que tous les détails funéraires, confiés à quelque ami, m'ont été absolument étrangers ; mais, à cette époque, il a été payé chez moi pour trente-neuf mille francs de dettes, mémoires ou fournitures, comment avez-vous négligé de parler de la vôtre alors ? Était-ce pour me rappeler un jour au plus affreux souvenir en me demandant, par la voie scandaleuse d'un mémoire imprimé, cent cinquante ou deux cents livres, qui vous auraient été tout aussi bien payés que d'autres mémoires de vous, du même temps, que je trouve acquittés pour huile, anchois, etc..... ?

Vous avez depuis été chargé par moi d'un billet de deux mille livres que j'ai été obligé de rembourser par l'insolvabilité du vrai débiteur, et que j'aichez moi ; s'il vous est dû des frais de poursuite, de courtage, escompte, etc...., ou même quelque appoint, je suis bien éloigné de vous refuser le juste salaire de vos soins en toute occasion.

Le jour qu'il a plu au roi de me rendre à ma famille, à mes affaires, mes parens accoururent m'apporter cette bonne nouvelle en prison. On est toujours pressé de quitter de pareils domiciles ; mais le loyer, le traiteur, le greffe, les porteclefs, tout est hors de prix dans ces maisons royales : je me rappelle bien que je vidai ma bourse, et que ma sœur, pour compléter la somme et m'emmener bien vite, tira douze louis

de sa poche, et que je ne l'embrassai seulement pas pour la remercier de ce service.

Comment donc arrive-t-il aujourd'hui que vous qui aviez, à la vérité, d'excellentes raisons pour ne pas me visiter en prison, et qui le seul de tous les gens de ma connaissance, n'avez jamais osé y mettre le pied, vous vous trouviez mon créancier de douze louis que vous ne m'avez pas prêts pour le fait de ma sortie? Pour cet article, monsieur, comme je l'ai remboursé à ma sœur, qui me l'avait avancé, permettez qu'il soit rayé de votre mémoire; et puisque les bons comptes font les bons amis; pour le petit restant que j'ai vous devoir, vous avez à moi, depuis un an, deux effets de cent louis chacun, dont j'ai espéré que vous voudriez bien me procurer le paiement (en reconnaissant vos peines bien entendu), vous m'obligerez de m'acquitter envers vous, par vos mains; ou, s'ils sont d'une trop longue rentrée, le sieur Lépine, mon beau-frère, dont vous connaissez les talens, la fortune indépendante, le grand commerce et le crédit, et dont vous paraîsez autant révéler l'honnêteté que j'aime sa personne, a dans ses mains un effet de quatorze mille francs à moi, sur le roi, dont il s'est chargé de solliciter le paiement; il voudra bien vous tenir compte de trois ou quatre cents livres, si je vous les dois, et nous serons quittes.

A toutes les amères tirades dont votre mémoire est plein a ce sujet, j'avais d'abord ainsi répondu :

On sait qu'il y a beaucoup de gens du Sud à Paris, dont l'unique métier est d'obliger tout le monde : Y a-t-il un mariage dans une famille? ils ont des gants, des cocardes et des odeurs; un repas? des olives, du thon, du marasquin; des besoins? de l'argent, et un dépôt tout prêt pour vos effets; un voyage? des courroies, des malles, des selles et des bottes; et puis à propos de bottes, ils prétendent à la reconnaissance en présentant le mémoire.

Tout considéré, j'ai eu peur que cette réponse ne vous offensât; je l'ai retranchée pour y substituer le détail plus sérieux que vous venez de lire, et j'espère que vous m'en saurez gré.

Mais pendant que je relève ici les erreurs d'un autre, je m'aperçois que j'ai pensé en faire une à l'article *Marin*. *Pourquoi ces juifs*, y ai-je dit, *qui vont et viennent de chez vous chez lui, et de chez lui chez vous*? J'avais soupçonné que ces juifs qui venaient chez Bertrand, de la part de Marin, étaient chargés d'espionner ce que disaient ou faisaient les honnêtes gens de la maison de ma sœur; mais j'ai appris depuis que ces juifs y venaient pour des affaires absolument étrangères aux honnêtes gens de la maison de ma sœur. J'ai fait justice à moi comme aux autres, et suis toujours prêt à m'accuser quand je me prends en faute ou en erreur.

Je me rappelle encore que, dans ma première chaleur en vous lisant, j'avais résolu, mon cher Bertrand, de répondre assez durement à votre mémoire; mais le sieur Marin ayant ému de l'avance la pointe de mon plus sanglant reproche par l'aveu qu'il fait de vous avoir donné ses fonds à tourmenter, je n'en dirai rien; ce ne serait plus qu'une insipide injure, et cela ne me va point: les honnêtes gens me savent gré de vous répondre; les gens de goût me blâmeraient de vous piller.

Quant aux lettres du sieur Marin et de vous, relatées dans son mémoire ou dans le vôtre, je ne sais lequel (eh....! c'est beaucoup mieux que je ne pensais; elles sont, ma foi, dans tous les deux; tant mieux, on ne saurait trop multiplier les belles choses), permettez que je les range, pour l'importance, à côté de celles du comte de la Blache qui écrit, ainsi que vous, messieurs, très-délicatement. Toutes ces lettres étaient réellement des ouvrages à imprimer; mais le dégoût que vous cause, comme à moi, messieurs, une autre lettre imprimée par

Marin, et signée *Mercier*, doit-elle nous empêcher de lui donner aussi un rang dans la collection? Si elle est affreusement dictée, au moins a-t-elle quelque mérite au fond.

On se rappelle assez qu'un des objets du sieur Marin est de prouver que j'avais grand'peur de M. Goëzman; et, sur ce fait, on n'a pas sans doute oublié ma lettre à M. de Sartines sur M. Goëzman, imprimée dans mon mémoire à consulter; on n'a pas oublié mes réponses à M. le premier président, ni mon dédain pour les offres de Marin d'arranger l'affaire; on n'a pas oublié que je fus chez ce dernier le jour de la déposition de Bertrand. Or, c'est de cette visite où je portais la défiance de l'avenir et le mécontentement du passé, surtout un reste d'aigreur de la scène de la veille chez ma sœur, que messieurs les témoins, aux gages de mon bienfaiteur Marin, écrivent d'avance au sieur Bertrand, et lui offrent d'affirmer avec lui que j'arrivai en étendant les bras; mais il faut écouter ces messieurs eux-mêmes : « Je me souviens, *dit l'un d'eux parlant de moi*, qu'en étendant les bras vers M. Marin, il lui avait dit, avec une chaleur que j'ai prise pour un sentiment vrai, pour un élan du cœur : *ah ! mon ami, je vous dois tout, l'honneur et la vie* » ; et, dans cette lettre qui pétillait de bêtise, le clerc du gazetier, oubliant qu'il écrit à Bertrand, plus instruit que lui-même de toute la conduite de Maria à mon égard, la gaucherie d'ajouter en style de témoin qui répète sa leçon du greffe : *il est bon de remarquer que cet aveu était le prix des démarches faites par M. Marin pour lui sauver l'un et l'autre*.

Témoin; mon ami, je vous suis obligé de votre remarque; il est bon de remarquer à mon tour que cette lettre porte, d'un bout à l'autre, le caractère d'un maladroit qui en instruit un autre : *Vous souvient-il, monsieur...., ne vous rappelez-vous pas...., vous souvient-il encore...*, et qu'elle finit par la douce invitation que fait le maladroit à l'autre maladroit

de se joindre à lui pour me dénigrer. *Il me suffit d'avoir démasqué l'imposture ; c'est un mérite que je serais jaloux de partager avec vous.* Enfin, pour couronner l'œuvre, un troisième maladroit, aux mêmes gages que les deux autres, écrit au premier : *Simon témoignage est nécessaire à l'appui de ces faits, je ne m'y refuserai point ; et voyez Marin s'extasier de son adresse, et s'écrier : Assurément on ne dira pas que ces lettres soient mendicées, qu'elles soient concertées ; et, pour qu'on ne puisse jamais douter que ces lettres sont de lui, nous dire ensuite spirituellement : Les sieurs Mercier et Adam, ses commis, indignés de l'audace du sieur de Beaumarchais, ont eux-mêmes écrit également les deux lettres suivantes.* Ces commis qui ont écrit eux-mêmes ! et Marin qui certifie que c'est bien eux-mêmes qui ont écrit ! Lorsque le maître de classe au collège avait fait nos épltres de bonne année, il ne manquait jamais de certifier à tous les parens, au bas de la copie, que c'était les enfans eux-mêmes qui les avait écrites ; et, par le mot écrire, il entendait, comme le précepteur Marin, composer, dicter, et les bons parens larmoyaient de plaisir de voir leurs enfans de petits prodiges ; comme vous et moi, pleurons de joie de voir les défenses de M. Goëzman et la *Gazette de France* en des mains aussi pures, et livrées à des gens aussi véridiques.

Ceci me ramène tout naturellement, comme on voit, à M. Goëzman ; car le sieur Marin n'a jamais été pour moi qu'un pont-volant jeté légèrement sur le ravin pour atteindre l'ennemi à la rive opposée ; que si l'on trouve par hasard un rapport intime entre la conduite du sieur Marin envers Bertrand, et celle que tenait en même temps M. Goëzman envers Lejay, ce ne sera pas ma faute, moins encore si, ne tirant de ma part aucunes conséquences de tous ces rapports contre ce magistrat, le parlement, bien éclairci, se trouve en état de les tirer lui-même.

Mais que de monde occupé à vous soutenir, monsieur !
Tot circà unum caput tumultuantes Deos ! Tant d'amis qui parlent si haut pour vous, quand vous vous défendez si mal ! On voit bien qu'il vous est plus aisé de trouver de grands défenseurs que de bonnes défenses ; cependant, en contemplant votre édifice soutenu par madame Goëzman, les sieurs Marin, Bertrand, Baculard et autres, on est tenté de retourner sa phrase, et de convenir que vos défenseurs ne valent pas mieux que vos défenses ; puis comparant ce que vous écrivez vous-même avec les mémoires ou lettres de tous ces messieurs, on est forcé de refaire encore son thème, et d'avouer que, toutes mauvaises que sont vos défenses, elles valent encore mieux que vos défenseurs. Quant à moi, pour ne vous laisser rien à désirer sur mon opinion à cet égard, je vous dirai franchement qu'à votre place, et pour mon usage, je ne voudrais pas plus de vos défenseurs que de vos défenses.

Mais je ne confonds pas avec ces défenses les services essentiels que vous rend publiquement M. le président de Nicolai. Mon profond respect pour le nom de Nicolai, qui a toujours tenu un rang distingué dans la robe et dans l'épée ; celui que je porte à tous messieurs les présidens à mortier, surtout celui que M. le président de Nicolai sait bien que j'ai pour sa personne, aurait peut-être dû me faire trouver grâce à ses yeux dans une querelle qui lui était si étrangère.

Cependant, j'apprenais de tous côtés que M. le président de Nicolai, non content de solliciter en faveur de M. Goëzman, parlait dans le monde très-désavantageusement de moi. Il me revenait aussi que MM. Gin et Nau de Saint-Marc se maient, au sujet du procès auquel la plainte de M. le procureur général avait donné lieu, les discours les plus indiscrets, soit en montrant toute leur partialité pour M. Goëzman, soit en m'injuriant sans aucune retenue.

Mais quoiqu'il me fût très-essentiel de prendre les voix

de droit pour écarter de pareils juges, j'eus la respectueuse délicatesse de dire, par ma requête du mois d'août dernier, que je m'en rapportais à leur déclaration sur la vérité des faits qui y étaient exposés. Par l'arrêt qui intervint, la cour leur donna acte des déclarations par eux faites, et en conséquence elle mit néant sur ma requête.

Depuis ce temps, je suis resté tranquille, quoique M. le président Nicolai non-seulement ait continué à me déchirer sans ménagement, mais encore ait ouvertement sollicité pour M. Goëzman qu'il conduit chez nos juges, et dont il distribue et fait distribuer publiquement les mémoires chez lui. Ce n'est plus même un secret qu'il a conseillé M. Goëzman dans cette affaire. M. Goëzman nous l'apprend dans sa note imprimée, page 6, où il s'exprime ainsi : « Ce fut d'après le conseil d'un des présidens de la cour (*M. de Nicolai ; il est trop généreux pour me démentir*), que j'ai exigé du sieur Lejay qu'il déclarât par écrit...., etc. » M. le président de Nicolai a donc conseillé M. Goëzman ; c'est par son conseil que M. Goëzman a fait faire une déclaration au sieur Lejay. Or, l'article 6 du titre 24 de l'ordonnance de 1667, porte que *le juge pourra être récusé s'il a donné conseil, s'il a sollicité ou recommandé*. M. de Nicolai est doublement dans le cas de cet article, puisqu'il a donné conseil, et qu'il sollicite ouvertement. D'après cela, je me suis cru en droit de profiter de la disposition de la loi, et de donner en conséquence, le 16 décembre 1773, ma requête en récusation contre M. de Nicolai ; et comme il m'est aussi important d'écarter ses sollicitations que son suffrage, j'ai observé à la cour, par cette requête, que l'article 14 de l'ordonnance de François 1^{er} de 1539, défend expressément à tous présidens et conseillers de solliciter dans les cours où ils sont officiers. Voici les termes :

« Nous défendons à tous présidens et conseillers de nos

cours souveraines de solliciter pour autrui les procès pendans es cours où ils sont officiers , et n'en parler aux juges directement ni indirectement, sous peine de privation de l'entrée de la cour et de leurs gages pour un an , et d'autres plus grandes peines s'ils y retournent, dont nous voulons être avertis, et en chargeons notre procureur-général sous les peines que dessus. »

L'ordonnance de 1667 a renouvé la même disposition sur l'article 6 du titre 24 des récusations : « Sans qu'ils (les présidens ou conseillers) puissent solliciter pour autres personnes, sous peine d'être privés de l'entrée de la cour et de leurs gages pour un an , ce qui ne pourrait être remis ni modéré pour quelque cause ou occasion que ce soit, chargeons nos procureurs-généraux de nous en donner avis à peine d'en répondre par eux, chacun à leur égard, en leur nom. »

Fondé sur des textes aussi précis, j'ai conclu par ma requête à ce que, attendu qu'il est prouvé par écrit que M. le président de Nicolaï a donné conseil à M. Goëzman, et qu'il est denotoriété qu'il sollicite ouvertement et journellement pour lui, il fût ordonné qu'il serait tenu de s'abstenir du jugement du procès, sauf à M. le procureur-général à prendre tel parti qu'il avisera conformément aux ordonnances ci-dessus citées.

Pour présenter cette requête, il fallait qu'elle fût signée d'un avocat titulaire ; la crainte de déplaire à un président à mortier les a tous éloignés. Forcé de m'adresser à M. le premier président pour m'en commettre un, j'ai eu l'honneur de le voir. Ce magistrat m'a donné sa parole que M. de Nicolaï ne serait pas de mes juges ; et, sur cette parole respectable, j'ai consenti à ne pas user du droit que j'avais de donner ma requête. En effet, M. le président de Nicolaï s'est abstenu de se trouver aux chambres depuis que le rapport de ce procès est commencé.

Mais MM. Gin et Nau de Saint-Marc ont craint apparemment que je ne manquasse de juges ; malgré mes prières, ils ont constamment refusé de se récuser.

Je me contenterai de leur rapeler ici le trait d'Auguste cité par Suétone. Lorsque *Nonius* fut accusé d'un crime atroce au sénat de Rome, Auguste, qui l'aimait tendrement, voulut se lever et sortir du Capitole de peur de gêner les délibérations ; et, malgré les prières des sénateurs, il n'y resta que très-peu de temps, *sedit per aliquot horas in subselliis*, mais sans dire mot, sans recommander la cause de son ami, et sans jamais la solliciter pour lui : *tacitus ac ne laudatione quidem judiciali data*.

Quel exemple pour MM. Gin et Nau de Saint-Marc, sans celui qu'ils ont reçu de plusieurs de leurs confrères en cette affaire même ! Mes inquiétudes sur leurs liaisons avec M. Goësmann, et les discours qu'ils ont tenus sur mon compte, ne devraient-ils pas être un assez puissant motif pour les engager à s'abstenir du jugement ? Je ne prononce point sur leur conduite, je m'en plains seulement à eux-mêmes sans sortir du respect dû à des conseillers de la cour ; mais pourquoi s'obstinent-ils à être mes juges ?

A l'égard du conseil que M. de Nicolaï a donné de faire faire les déclarations, mon profond respect pour lui m'empêchera d'agiter la grande question de savoir si l'aveu qu'on fait à la cour de ce conseil est propre à disculper un homme, ou à en inculper deux.

Dois-je répondre au nouveau mémoire de madame Goësmann, divisé en trois sections, sous le titre de première, seconde et troisième *atrocité*, où l'auteur, ne pouvant plus contester tous les faits rapportés dans mon supplément, se réduit à les tordre, à les tourmenter pour se les rendre moins défavorables, mais où il fait l'aveu public de la fidélité de ma

mémoire et de mes citations, en supposant que le procès en entier m'a été communiqué ? Le but de cet ouvrage est de prouver que j'ai voulu corrompre M. Goëzman et gagner son suffrage; mais tandis que M. Goëzman soutient que son suffrage était *ingagnable*, je soutiens moi que mon procès était imperdable. Entre deux hommes aussi éloignés de se rechercher dans aucune vue de corruption, quel autre motif pouvait interposer de l'or que le besoin pressant d'audiences d'une part, et le refus constant d'en donner de l'autre?

L'obstination de mes ennemis à m'opposer un fantôme de corruption que l'évidence des faits et la multitude des preuves ont mille fois anéanti, me force à m'arrêter encore un moment sur cette question trop rebattue.

Oui ! j'ai donné de l'or pour obtenir des audiences qu'on me

* J'ai fait vœu de répondre à tout. Dans une des gazettes d'Hollande, dont on vient de m'envoyer l'extrait, le scrupuleux nouvelliste s'explique en ces termes, à la date du 7 décembre 1773.

« Ce n'est point sans surprise que l'auteur de cette gazette s'est vu citer dans une note à la page 11 du Supplément au Mémoire à consulter du sieur Caron de Beaumarchais, pour un fait dont il n'a jamais parlé. Il somme le sieur de Beaumarchais de désigner le numéro où il prétend que s'est trouvée la fautive anecdote, que lui-même peut-être eût souhaité y voir insérée. Ce plaideur inquiet, qui semble avoir l'art funeste d'envelopper tout le monde dans ses tracasseries, n'aurait-il pas dû craindre qu'une citation, si aisée à convaincre elle-même de fausseté, ne fût très-mal angerer du reste des assertions contenues dans son mémoire ? »

Il est juste de donner satisfaction au gazetier qui me fait l'honneur de me sommer. Le trait qui paraît le blesser a été pris dans la gazette de La Haye, du vendredi 23 juillet 1773, n°. 88. Je le copie, la gazette à la main.

« M. de Beaumarchais a été décrété d'ajournement personnel. *Bertrand Dairrolles, Provençal, faisant toutes sortes d'affaires*, a été décrété d'assigné pour être ouï, et Lejay décrété de prise-de-corps : on ne sait point ce que tout cela deviendra. *Ce qu'il y a de très-sûr, c'est que madame de Goëzman, anciennement actrice à Strasbourg, où M. de Goëzman l'a épousée, dans le temps qu'il était au conseil supérieur de Colmar, vient d'être enfermée dans un couvent.* »

refusait obstinément, et je n'ai pas fait plus de mystère de mes sacrifices que de la fatalité qui les rendit indispensables.

Sur ce fait posons quelques principes.

Si l'on ne corrompt point un juge intègre avec de l'or, on n'arrive point sans or à se faire écouter d'un juge corrompu.

Mais à quelle marque un particulier peut-il reconnaître dans quelle classe est son juge? Est-ce au bruit public, aux avis secrets, aux difficultés qu'on fait de l'admettre tant qu'il n'a pas employé l'or, ou aux facilités qu'il trouve à s'introduire aussitôt que les sacrifices sont consommés?

J'avoue qu'un plaideur peut être abusé par de faux bruits, par des avis infidèles, se tromper même à la nature des obstacles qui lui barrent le chemin; mais du moins en est-il sûr, lorsque, forcé d'ouvrir sa bourse, il se voit introduit à l'instant où son or est parvenu.

Quel est alors l'auteur de la corruption? quelle en est la malheureuse victime? Dépouillé par un Algérien, un voyageur promet encore une rançon pour échapper à l'esclavage, direz-vous qu'il a corrompu le corsaire?

C'est ainsi que les Syracusains portaient leur or à ce Verres qu'on ne pouvait aborder par aucune autre voie; c'est ainsi que ce visir, dont la peau couvrit depuis le fauteuil du divan, refusait l'audience à tous les Bysantins qui ne se faisaient pas précéder par un présent; c'est ainsi que ce Henri Capperel, prévôt de Paris, condamné à mort pour avoir sauvé un riche coupable, et fait périr un innocent indigent, vendait la justice aux infortunés qui la lui demandaient; c'est ainsi qu'un Hugues Guisi, puni par le même supplice, exerçait de semblables concussions sur les Parisiens d'alors; c'est ainsi qu'un Tardieu, de qui Boileau a célébré l'infâme avarice, en usait avec les plaideurs de son temps; c'est ainsi qu'un Veideau de Grammont, conseiller au parlement de Paris, auquel on arracha la robe, et qu'on bannit, au commencement du siècle, pour

avoir fait un faux sur un registre public, traitait les malheureux dont il rapportait les procès; enfin, c'est ainsi...., car tous les siècles et tous les pays ont produit, au milieu des tribunaux les plus intègres, des juges avarés et prévaricateurs.

Mais les Siciliens, les Bysantins et toutes les autres victimes de la cupidité des brigands que je viens de nommer, furent-ils taxés d'avoir voulu les corrompre, parce qu'ils avaient cédé à la dure nécessité de les payer?

Il n'était réservé qu'à moi d'être accusé pour avoir donné de l'or à un juge, par le juge même que je n'ai pu aborder qu'au prix de cet or. Je n'avais donc que le choix des maux avec un tel rapporteur; si je ne payais pas, de perdre mon procès faute d'instruction, et si je payais, d'être attaqué par lui-même en corruption.

Est-ce tout? Non. Comme si ce rapporteur eût cru me trop bien traiter en me laissant au moins choisir entre les maux qu'il offrait à mon courage, l'or dont j'ai payé son audience est devenu, dans ses mains, le moyen d'une double vexation. Il m'intente un procès au criminel pour en avoir, dit-il, trop offert; quand je traîne avec moi le cruel soupçon qu'il m'en fit perdre un au civil pour n'en avoir pas assez donné.

Changeons de style. Depuis que j'écris, la main me tremble toutes les fois que je réfléchis qu'il faut ou mourir déshonoré, ou franchir les bornes étroites que le plus profond respect avait imposées à mon ressentiment. Il me semble voir chaque lecteur parcourant avec inquiétude ce mémoire, et me disant: M. de Beaumarchais, vous plaisantez vos petits adversaires, vous accablez les grands, tous les faits sous votre plume s'éclaircissent, et votre justification s'avance à pas de géant; mais un seul article afflige tous vos amis. Ces lettres de protection de Mesdames, supposées pour gagner votre procès; ce désaveu foudroyant des princesses, cette note d'un

de vos mémoires, supprimée par sentence; la dénonciation que le comte de la Blache et M. Goëzman en font contre vous à la nation, tout cela reste en arrière, et vous gardez le silence! Ce fait étranger à la cause, n'est pas sans doute aujourd'hui du ressort du parlement, mais on le présente au public, comme au seul tribunal où le déshonneur qu'on vous imprime doit vous couvrir à jamais d'opprobre, ou retomber sur le front de vos ennemis.

Je vous entends, lecteurs; je relis avec amertume les noms d'*audacieux*, de *téméraire*, d'*imposteur* que M. Goëzman me donne, et l'imputation qu'il me fait *d'avoir abusé des noms les plus sacrés à l'appui de mon intérêt et de mes vues iniques*, et mon courage renaît.

Quelque dessein que j'eusse formé de ne pas répondre à ces affligeantes citations, j'ai réfléchi depuis qu'il valait mieux me faire honneur de ma bonne foi en avouant publiquement mes torts, quels qu'ils fussent, que de les laisser soupçonner plus grands; ce qui ne manquerait pas d'arriver si je me renfermais dans un silence respectueux que tout le monde n'attribuerait pas à une cause aussi modeste.

En effet, si je m'étais rendu coupable d'imposture et de témérité, en publiant que Mesdames accordaient à mon affaire une protection décidée; si j'avais eu la faiblesse de supposer qu'elles m'avaient donné par écrit la permission d'honorer publiquement ma personne et mon procès d'une aussi auguste protection, n'aurait-on pas tenté de m'excuser quand on saurait que le comte de la Blache, mon ennemi, par une imposture plus odieuse encore, cherchait à me nuire chez tous nos juges, en leur disant que Mesdames qui m'avaient autrefois accordé leur protection, ayant reconnu que je m'en étais rendu indigne par mille traits déshonorans, disaient ouvertement qu'elles m'avaient chassé de leur présence?

Sans prétendre excuser ici, sur l'importance de l'occasion,

la faiblesse qui m'est reprochée d'avoir abusé du nom des princesses ; sans rappeler combien il était dangereux pour moi que les propos du comte de la Blache n'obtinsent créance sur l'esprit de nos juges, qu'aurais-je fait autre chose en cette occasion que battre mon ennemi de sa propre arme, et payer son horrible mensonge par un mensonge beaucoup moins coupable ? Et vous qui ne rapportez cette note et ce désaveu des princesses que pour détourner, par une récrimination indiscrete et peu respectueuse, l'attention du public un moment de dessus vous ; la honte dont vous cherchez à me couvrir, vous lavera-t-elle de celle qui vous est si justement reprochée dans une affaire à laquelle cette note et ce désaveu sont absolument étrangers ?

Mais si je n'avais pas supposé de fausses lettres pour appuyer un mensonge ; si je ne m'étais pas rendu coupable d'imposture, en publiant que les princesses honoraient ma personne et mon procès d'une protection particulière ; si j'avais mérité seulement le reproche d'avoir donné trop de publicité à une grâce accordée pour en faire usage auprès de mes juges, le comte de la Blache qui n'aurait pu l'ignorer, et qui vous fait parler à présent, ne serait-il pas, ainsi que vous, doublement odieux, d'employer un si honteux moyen pour me déshonorer, sous l'espoir que mon profond respect pour les princesses, dont il vous fait imprimer le désaveu, retiendra ma plume aujourd'hui, comme il m'a fermé la bouche depuis deux ans ?

Mais si rien de tout cela n'existait ; si, loin d'avoir supposé de fausses lettres de protection pour parvenir à gagner mon procès, je n'avais pas même commis l'indiscrétion de me vanter d'aucune protection de Mesdames accordée à cette affaire ; si, loin de *compromettre des noms sacrés à l'appui de mon intérêt et de mes vues iniques*, je n'avais même jamais songé à solliciter les princesses au sujet de ce procès,

et si je n'avais jamais publié verbalement ni par écrit, ni par aucune note imprimée, que Mesdames accordaient leur protection à mon procès, de quelle indignation les honnêtes gens ne seraient-ils pas saisis de voir le comte de la Blache et M. et madame Goëzman me traiter publiquement d'audacieux, de téméraire, d'imposteur, et tenter de verser sur moi la honte qui appartient toute entière au comte de la Blache dans un événement où je n'ai montré que respect, discrétion, modération et patience?

Mon profond respect pour des personnes sacrées, la frayeur d'être accusé de les compromettre en me justifiant, m'a fermé la bouche depuis deux ans, que le comte de la Blache a renouvelé sous toutes les faces l'accusation calomnieuse à laquelle il donne aujourd'hui sous votre plume le dernier degré d'indécence et de publicité: mais ces respectables princesses, dont le cœur est toujours ouvert aux malheureux par esprit de religion, et par une bonté d'âme dont ceux qui n'ont jamais eu le bonheur de les approcher, ne peuvent se former aucune idée; ces généreuses princesses, dont le revenu se consume à soulager les pauvres, et dont la vie entière est un cercle de bienfaisance aussi constante que cachée, ne s'offenseront pas qu'un homme qui les a toujours servies avec zèle et désintéressement, qui n'a jamais démerité auprès d'elles, repousse, par le plus modeste exposé de la vérité, l'affreuse et nouvelle injure qui lui est faite en leur nom à la face de toute la nation.

Lorsqu'un paysan fut blessé par un cerf, on vit toute cette auguste famille oublier l'horreur d'un tel spectacle, et ne sentir que l'intérêt qu'il inspirait; on les vit voler à lui, l'entourer, fondre en larmes, et retourner la bourse de tout le monde, en verser l'or dans le tablier de sa femme éplorée, prodiguer des soins paternels à cet heureux infortuné, lui envoyer des secours abondans, consoler sa famille, enfin lui

assurer un sort. Si le mal passager que fit un cerf à un inconnu trouva ces princesses aussi sensibles, la rage d'un troupeau de tigres acharnés sur un de leurs plus zélés, de leurs plus malheureux serviteurs, n'en obtiendra pas moins de compassion ; elles ne regarderont point comme un manque de respect qu'un homme d'honneur, lâchement accusé d'imposture et de faux, brûle de secouer la honte d'avoir *abusé de leur nom sacré pour servir son intérêt et ses vues iniques* ; et si le hasard fait tomber ce mémoire entre leurs mains, loin de blâmer la fermeté de mes défenses et l'ardeur de ma justification, elles sentiront qu'au péril de ma vie, je ne pouvais rester le chef courbé sous un tel déshonneur ; et, malgré les efforts que l'on fera pour empoisonner cette action auprès d'elles, elles distingueront aisément d'une vanité indiscrete la fierté noble et courageuse avec laquelle j'ose publier un témoignage qui honore également leur justice, et ma probité. Voici le fait :

Pendant que le comte de la Blache me faisait injurier avec autant d'indécence que d'éclat aux audiences des requêtes de l'hôtel, par un avocat à qui la nature avait donné assez de talent pour qu'il eût pu se passer d'adopter le plus aisé, mais le moins honorable des genres de plaidoirie ; mon adversaire, sentant bien que le fond du procès ne présentait aucune ressource à son avidité, employait celle de jeter de la défaveur sur ma personne, pour tâcher d'en verser sur ma cause. En conséquence, il allait chez tous les maîtres des requêtes, nos communs juges, leur dire que j'étais un malhonnête homme ; il leur donnait en preuves que Mesdames, qui m'avaient autrefois honoré de leurs bontés, ayant reconnu depuis que j'étais un sujet exécrationnel, m'avaient fait chasser de leur présence et rendaient ce témoignage de moi. Ces propos, qui frappaient tout le monde, et mettaient des nuages dans toutes les têtes, me furent rendus par quelqu'un

qui me dit : il est de la plus grande importance pour vous de les détruire ; ils vous font un tort affreux dans l'esprit de vos juges ; il n'y aurait même pas de mal , ajoutait-on ; que vous vous fissiez étayer auprès d'eux d'une aussi puissante protection que celle des princesses , contre un adversaire avide , adroit et peu délicat , à qui tout est bon pourvu qu'il vous ruine et vous déshonore.

Je ne solliciterai , répondis-je , aucune protection pour un procès qui n'en a pas besoin : Mesdames auraient lieu d'être très-offensées que j'allasse me rappeler à leur souvenir aujourd'hui , pour obtenir leur appui dans une affaire où elles ignorent si j'ai tort ou raison. Mais , ce dont elles ne peuvent pas s'offenser , c'est que je les prie de m'accorder un témoignage public , que je me suis toujours comporté avec honneur , tant que j'ai eu l'avantage de les approcher. On a l'indécence de leur prêter des discours qu'elles n'ont jamais tenus ; ces discours peuvent entraîner ma ruine , en indisposant , en égarant mes juges. Un serviteur soupçonné montre avec joie les certificats de tous ses maîtres ; un militaire attaqué sur sa bravoure , atteste les généraux sous lesquels il a eu l'honneur de servir : de tout inférieur à son supérieur , le certificat mérité qu'il sollicite est de droit rigoureux : j'oserai donc , non implorer la protection des princesses , mais invoquer leur justice : et je m'expliquerai si clairement dans ma demande , qu'elles ne puissent pas me supposer l'intention de faire un criminel abus de leurs anciennes bontés , ni de les solliciter en faveur d'une cause qu'elles ne connaissent peut-être que par le compte insidieux et faux que mon adversaire en a fait rendre autour d'elles : et j'écrivis sur-le-champ la lettre suivante à madame la comtesse de P.... , leur dame d'honneur.

Du 9 février 1772.

« Madame la comtesse ,

« Dans une affaire d'argent qui se plaide à Paris, et sur
« laquelle mon adversaire n'a fourni que des défenses mal-
« honnêtes, il a osé sourdement avancer chez nos juges,
« que Mesdames qui m'avaient honoré de la plus grande pro-
« tection autrefois, ont depuis reconnu que je m'en étais
« rendu indigne par mille traits déshonorans, et m'ont à
« jamais banni de leur présence. Un mensonge aussi outra-
« geant, quoique portant sur un objet étranger à mon affaire,
« pourrait me faire le plus grand tort dans l'esprit de mes
« juges. J'ai craint que quelque ennemi caché n'eût cherché
« à me nuire auprès de Mesdames. J'ai passé quatre ans à
« mériter leur bienveillance, par les soins les plus assidus
« et les plus désintéressés, sur divers objets de leurs amuse-
« mens. Ces amusemens ayant cessé de plaire aux princesses,
« je ne me suis pas rendu importun auprès d'elles à solli-
« citer des grâces sur lesquelles je sais qu'elles sont toujours
« trop tourmentées. Aujourd'hui je demande, pour toute
« récompense d'un zèle ardent qui ne finira point, non que
« madame Victoire accorde aucune protection à mon procès,
« mais qu'elle daigne attester par votre plume, que, tant que
« j'ai été employé pour son service, elle m'a reconnu pour
« homme d'honneur et incapable de rien faire qui pût m'at-
« tirer une disgrâce aussi flétrissante que celle dont on veut
« me tacher. J'ai assuré mes juges que toutes les noirceurs
« de mon adversaire ne m'empêcheraient pas d'obtenir ce té-
« moignage de la justice de Mesdames. Je suis à leurs pieds
« et aux vôtres, pénétré d'avance de la reconnaissance la plus
« respectueuse avec laquelle je suis,

« Madame la comtesse, etc.

« *Signé* CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Y a-t-il dans tout ce qu'on vient de lire un seul mot qui tende à demander protection et faveur pour mon procès? Y sollicite-je autre chose qu'un témoignage de bonne conduite et d'honneur, pendant que j'avais approché des princesses? Voici la réponse que je reçus de la dame d'honneur.

Versailles, ce 12 février 1772.

« J'ai fait part, monsieur, de votre lettre à madame Vic-
« toire, qui m'a assuré qu'elle n'avait jamais dit un mot à
« personne qui pût nuire à votre réputation, ne sachant
« rien de vous qui pût la mettre dans ce cas-là. Elle m'a
« autorisée à vous le mander. La princesse même a ajouté
« qu'elle savait bien que vous aviez un procès; mais que ses
« discours sur votre compte ne pourraient jamais vous faire
« aucun tort dans aucun cas, et particulièrement dans un
« procès, et que vous pouviez être tranquille à cet égard.

« Je suis charmée que cette occasion, etc.

« Signé T., comtesse de P..... »

Il n'est donc pas vrai, monsieur le comte de la Blache, que je sois l'homme malhonnête et couvert d'opprobre, que Mesdames, selon vous, ont dit avoir chassé de leur présence, à cause de mille traits déshonorans dont il s'était rendu coupable?

Voyons maintenant si j'ai abusé de ce témoignage; voyons si j'ai voulu m'en servir pour me rendre mes juges favorables, en leur allant dire ou en écrivant que Mesdames m'avaient permis de m'appuyer de leur protection auprès d'eux, et qu'elles prenaient un vif intérêt à mon affaire.

Je ne vis aucun de mes juges, et je me contentai d'insérer, dans un mémoire que je fis imprimer, la note, dont le commencement se rapporte à la conduite de mon adversaire, connue de tout le monde, et la fin, que je vais transcrire

ici, se rapporte à la lettre que j'avais reçue de la dame d'honneur des princesses.

« Heureusement pour ce dernier (moi), il en a été assez
« tôt instruit (des propos du comte de la Blache), pour
« pouvoir réclamer la justice de madame Victoire avant le
« jugement du procès. Cette généreuse princesse veut bien
« l'autoriser à publier que tous les discours qu'on lui fait
« tenir dans l'affaire présente sont absolument faux, et qu'elle
« n'a jamais rien connu qui fût capable de nuire à sa répu-
« tation, pendant tout le temps qu'il a eu l'honneur d'être à
« son service. »

Eh bien, monsieur le comte! eh bien, monsieur Goësmann! eh bien, madame! où est l'audace, la témérité, l'impudence dont vous m'accusez publiquement? L'homme qui ose compromettre les noms les plus sacrés à l'appui de son intérêt et de ses vues iniques, où est-il? La fin de mon récit va le montrer à toute la France.

A l'instant où cette note paraît, le comte de la Blache, instruit par ma note que j'avais éventé sa mine, court à Versailles; il y prévient l'arrivée de mon mémoire. Il m'y présente comme ayant fait un usage pernicieux pour lui, de la protection que madame Victoire avait daigné, disait-il, m'accorder; il suppose que l'intérêt que Mesdames sont annoncées par moi prendre à mon affaire, est le seul capable d'entraîner tous les esprits, et de lui faire perdre son procès. Mesdames, qui ne se persuadent pas qu'on puisse leur en imposer à ce point, justement indignées de l'insolent abus que je suis accusé d'avoir fait d'un simple témoignage, accordé seulement pour m'empêcher de perdre l'honneur, et non pour me faire gagner un procès d'argent, croient faire justice en remettant à mon adversaire un désaveu de mon audacieuse conduite, en ces termes :

« Nous déclarons ne prendre aucun intérêt à M. Caron de

« Beaumarchais et à son affaire, et ne lui avons pas permis
« d'insérer dans un mémoire imprimé et public des assurances
« de notre protection. »

A Versailles, le 15 février 1772.

Signé MARIE-ADELAÏDE.

VICTOIRE-LOUISE.

SOPHIE-PHILIPPINNE-ELISABETH-JUSTINE.

Mais avais-je dit que Mesdames prenaient intérêt à mon affaire? avais-je imprimé que les princesses m'avaient donné des assurances de leur protection à ce sujet?

Ne m'étais-je pas contenté de dire, parlant de madame Victoire : *cette généreuse princesse veut bien m'autoriser à publier que tous les discours qu'on lui fait tenir dans l'affaire présente, sont absolument faux, et qu'elle n'a jamais rien connu qui fût capable de nuire à ma réputation pendant tout le temps que j'ai eu l'honneur d'être à son service?*

Avais-je pu me renfermer plus littéralement, plus respectueusement dans le témoignage que contient la lettre de la dame d'honneur? « J'ai fait part, monsieur, de votre lettre
« à madame Victoire, qui m'a assuré qu'elle n'avait jamais
« dit un mot à personne qui pût nuire à votre réputation,
« ne sachant rien de vous qui pût la mettre dans ce cas-là.
« Elle m'a autorisée à vous le mander. »

A l'occasion d'un procès d'argent, on avait voulu me donner pour un homme perdu d'honneur; ce que les princesses (ajoutait-on) disaient hautement. J'avais sollicité auprès d'elles la plus simple attestation de mon honnêteté. L'instant où je la demandais, la circonstance de mon procès, avait rendu ce témoignage nécessaire de la part de la princesse. Pas un mot dont je pusse abuser pour m'en faire un titre auprès de mes juges. De ma part, scrupuleux transcripteur

de ce témoignage austère, je ne m'étais pas permis d'y rien ajouter qui pût annoncer le plus léger abus de la justice rigoureuse qui m'était rendue; et j'étais si convaincu de mon exactitude à cet égard, que, pour m'en faire un mérite auprès de Mesdames, pendant que mon adversaire allait renverser mon édifice à Versailles par un faux exposé, j'y envoyais de Paris à madame la comtesse de P.... le mémoire et la note imprimés, et je lui écrivais la lettre suivante en actions de grâce.

● Du 14 février 1772.

« Madame la comtesse,

« Je n'avais nul titre à vos bontés; cette considération
« augmente infiniment le prix du service que vous m'avez
« rendu, et celui du procédé obligeant qui l'accompagne.

« J'ai l'honneur de vous faire passer un de mes mémoires,
« dans lequel j'ai fait l'usage respectueux que madame Vic-
« toire a permis, de la justice qu'elle daigne me rendre et de
« la lettre dont vous m'avez honoré. Il me reste à vous prier
« de mettre le comble à vos bienfaits, en assurant la prin-
« cesse que je suis vivement touché de l'honorable témoi-
« gnage qu'elle n'a pas refusé à un serviteur zélé, mais de-
« venu inutile. Il est des momens où la plus simple justice
« devient une grâce éclatante; c'est lorsqu'elle arrive au se-
« cours de l'honneur outragé. Aussitôt que le jugement de
« ce procès m'aura permis de respirer, mon premier devoir
« sera de vous aller assurer de la respectueuse reconnaissance
« avec laquelle je suis,

« Madame la comtesse, etc. »

Toutes les pièces justificatives du procès sont maintenant connues. En voici les suites :

Mon adversaire, croisant mon envoi, revient de Versailles

aussi vite qu'il en était parti, fait tirer trente copies du billet des princesses, et les porte ou les envoie le soir même à tous les juges. Je l'apprends; je cours chez M. Dufour, notre rapporteur, qui me fait les plus vifs reproches de ma mauvaise foi. Mon adversaire avait dit partout que j'en imposais par de fausses lettres de protection, que c'était ainsi que j'en usais toujours, et il en faisait tirer des conséquences à perte de vue relativement à l'acte qui était l'objet de notre querelle. Pour toute réponse, je montre à M. Dufour les lettres originales dont j'étais porteur. Il reste stupéfait. Dans son étonnement, il va jusqu'à douter de ce qu'il voit; il confronte, il examine les écritures, et me dit enfin : expliquez-moi donc, monsieur, ce que veut dire le billet de Mesdames que M. de la Blache montre partout? Je lui fais, en tremblant d'indignation, le détail qu'on vient de lire.

En rentrant chez moi, je trouve une lettre de M. de Sartines. J'y vole, mêmes reproches, même justification. Je suis pourtant chargé, me dit-il, de demander au procureur-général des requêtes de l'hôtel qu'il fasse supprimer la note du mémoire; je ne puis pas ne le pas faire, et pour vous, je vous conseille d'aller promptement vous en expliquer avec madame la comtesse de P....

Pendant que les explications se faisaient à Versailles, l'affaire se jugeait à Paris; on y supprimait ma note; et moi, par respect, je gardai le silence sur ce bizarre événement qui eût pu me faire le plus grand tort, si mes juges n'avaient pas senti que tout cela n'était qu'un jeu ténébreux de l'intrigue de mon adversaire.

On conçoit bien qu'il ne s'en tint pas là. Tout Paris fut trompé; tout Paris crut que j'avais supposé de fausses lettres de Mesdames, au point que mes plus zélés défenseurs, pliant l'épaule, se bornait à dire que cet incident n'avaient aucun rapport au fond de notre procès.

Et moi, déchiré, déshonoré publiquement par le plus perfide ennemi, mais retenu par mon respect pour Mesdames et par la circonspection qu'impose un procès entamé, je devrais mes ressentimens; je m'en pénétrais en silence; chaque jour je les comptais par mes doigts; j'en repassais les titres, et je le fais encore aujourd'hui dans l'espérance que tout ceci ne sera pas éternel.

Mon adversaire, une fois connu, je laisse à penser de quelle manière il usa depuis au parlement contre moi de ce prétendu désaveu des princesses. J'étais alors en prison par l'ordre du roi, à l'occasion d'une querelle sur laquelle l'autorité m'a depuis imposé le plus profond silence.

Le comte de la Blache, défigurant tout, me donnait pour un homme absolument perdu d'honneur et au-dessous du moindre égard : il citait en preuve mon emprisonnement; il citait la note supprimée par les requêtes de l'hôtel; il montrait à tous les conseillers du parlement le billet des princesses; il allait jusqu'à citer les causes prétendues de mon renvoi honteux de Versailles. Plus les imputations étaient absurdes, moins il m'était permis de m'en justifier. Ce point de discussion était vraiment pour moi l'arche du Seigneur; je n'osais y toucher.

Pendant ce temps, on faisait circuler les infamies dans toute l'Europe par le moyen de ces judicieuses gazettes, dont madame Goëzman rapporte un si doux fragment : il n'y en avait pas une où je ne fusse immolé, diffamé. Dans le public, j'étais un monstre, un serpent venimeux qui s'était joué de tous les principes; j'avais tout empoisonné, tout moissonné autour de moi; j'étais un enragé qu'il fallait enchaîner à son grabat, ou plutôt étouffer entre deux matelas, ce que la justice allait ordonner, disait-on, avant peu.

Cependant on plaidait au palais, et le porte-voix du comte de la Blache, pour servir la haine de mon ennemi, chargeait

ses plaidoyers des plus grossières injures, les ornaît de misérables allusions sur ma captivité. *Le sieur de Beaumarchais*, disait-il, *qui suivait les audiences des requêtes de l'hôtel, n'est pas ici, messieurs*; l'avocat fut hué; son client méprisé, mais je n'en perdis pas moins mon procès. Malgré les lois qui n'admettent point de nullités de droit, au grand étonnement de tous les jurisconsultes et négocians du monde, *un arrêté de compte fait double entre majeurs*, contre lequel on n'avait jamais osé s'inscrire en faux, sur l'avis de M. Goësmann le conseiller, en quatre jours de temps, *est annullé sans qu'il soit besoin, dit-on, de lettres de rescision*, comme si celui, qui ne tient son ministère que de la loi, pouvait s'élever au-dessus d'elle, et, s'érigeant en législateur, annuler, casser d'autorité un engagement civil et sacré.

Ce jugement n'est pas plus tôt prononcé qu'on saisit mes meubles à la ville et à la campagne; huissiers, gardiens, recors, fusiliers, s'emparent de mes maisons, pillent mes celliers; mes immeubles sont saisis réellement; le feu se met dans toutes mes possessions; et, pour payer trente mille livres exigibles aux termes de ce fatal arrêt, qui m'en fit perdre cent cinquante mille, par un misérable jeu d'huissier nommé *poursuites combinées*, revenus, meubles, immeubles, tout est arrêté; l'on met sous la terrible main de justice pour plus de cent mille écus de mes biens; on me fait, en trois semaines, pour trois, quatre, cinq cents livres de frais abusifs par jour; il semble que le bonheur de me ruiner soit le seul attrait qui anime mon adversaire; il le pousse même si loin qu'on lui fait craindre que son acharnement ne devienne enfin aussi nuisible à ses intérêts qu'aux miens. On le voyait chaque jour au palais suivant partout les huissiers, comme un piqueur est à la queue des chiens, les gourmandant pour les exciter au pillage; ses amis même disaient de lui qu'il s'était

fait avocat , procureur et recors exprès pour me tourmenter.

Outragé dans ma personne , privé de ma liberté , ayant perdu cinquante mille écus , emprisonné , calomnié , ruiné , sans revenus libres , sans argent , sans crédit , ma famille désolée , ma fortune au pillage , et n'ayant , pour soutien dans ma prison , que ma douleur et ma misère ; en deux mois de temps , du plus agréable état dont pût jouir un particulier , j'étais tombé dans l'abjection et le malheur ; je me faisais honte et pitié à moi-même.

Ces murs dépouillés , ces triples barreaux , ces elameurs , ces chants , cette ivresse de l'espèce humaine dégradée , dont toutes les prisons retentissent , et qui font frémir l'honnête homme , me frappant sans cesse , augmentaient l'horreur de de ce séjour infecte ; mes amis venaient pleurer en prison auprès de moi la perte de ma fortune et de ma liberté. La pitié , la résignation même de mon vénérable père aggravaient encore mes peines ; en me disant avec onction de recourir à Dieu , seul dispensateur des biens et des maux , il me faisait sentir plus vivement le peu de justice et de secours que je devais désormais espérer des hommes.

J'avais tout perdu , mais mon courage me restait. J'essuyais les larmes de tout le monde en disant : mes amis , cachez-moi votre douleur , ne détendez pas mon ame dont l'indignation soutient encore le ressort. Si je perds la mâle fierté qui lutte en moi contre l'humiliation ; si le découragement me saisit une fois ; si je pleure avec vous , c'est alors que je suis perdu. Eh quoi , mes amis ! si le degré de lumière qui devait éclairer mes droits a manqué à mes juges ; si l'adresse de mes ennemis a surpassé mes forces , rougirez-vous de moi , parce qu'on m'a calomnié ? dois-je périr en prison , parce qu'on s'est trompé au palais ? Triste jouet de la cupidité , de l'orgueil ou de l'erreur d'autrui ! mon infortune ou mon bonheur seront-ils enchaînés à des événemens étrangers ? Je n'aurais donc qu'une

existence relative ! Ah ! qu'ils comblent mon infortune , mais qu'ils ne se vantent pas d'avoir troublé ma sérénité ! J'ai beaucoup perdu pour les autres , et peu de choses pour moi ; mais quand ils m'auront bien accablé , la pitié , succédant à la fureur , peut-être ils diront un jour : Ce n'était pas une ame méprisable que celle qui sut , en tout temps , se modérer , dédaigner l'outrage , affronter le péril , et soutenir le malheur.

Mes amis se taisaient , mes sœurs pleuraient , mon père priait , et moi , les dents serrées , les yeux fixés sur le plancher de mon horrible prison , j'en parcourais rapidement le court espace en recueillant mes forces , et me préparant à de nouvelles disgrâces : elles sont arrivées et ne m'ont point étonné. J'essaie les supporter ; d'autres viendront après celles-ci , je les supporterai encore , assuré que rien ne m'appartient véritablement au monde que la pensée que je forme , et le moment où j'en jouis.

Le plus incroyable procès criminel a couronné tant d'infortunes ; et parce que M. Goëzman est un homme peu délicat , je me suis vu dénoncé par lui comme corrupteur et calomniateur ; et parce que c'est un homme peu réfléchi , il n'a pas prévu les conséquences d'une fausse déclaration et d'une dénonciation calomnieuse.

Vous m'avez encore dénoncé depuis , monsieur , comme un faussaire par le compte insidieux que vous rendez à la nation dans votre mémoire des motifs de votre rapport au parlement. Vous m'avez dénoncé devant la nation comme un faussaire et un imposteur dans ce même mémoire , en disant que j'avais supposé de fausses lettres de protection de Mesdames , etc. Tous ces faits étaient étrangers à vos défenses ; mais emporté par la haine qui vous aveugle , vous n'avez pas réfléchi que si , poussant votre adversaire à bout , vous lui donniez l'exemple de sortir du fond de l'affaire pour examiner votre conduite , il vous écraserait à la première parole. Eh

bien ! cette parole que je retenais depuis longtemps , et que vous avez provoquée à grands cris par tant d'horreurs , elle est enfin sortie de ma bouche.

Vous m'avez dénoncé comme faussaire , je viens de me justifier. Moi , je vous dénonce à mon tour comme faussaire aux chambres assemblées , avec cette différence que vous n'aviez nullement besoin de m'accuser faussement pour vous justifier , et qu'il m'importe à moi de prouver les faux que vous avez faits dans la déclaration de Lejay , tant par le positif de ces déclarations , que par l'analogie de votre peu de délicatesse en d'autres circonstances.

Le défaut d'intérêt et la clandestinité sont les seuls vices qui rendent un dénonciateur odieux. Mon honneur offensé par vous sur tous les chefs , me garantit du premier reproche ; et la publicité que je donne à mon attaque , va me mettre à couvert du second.

Dénonciation que Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais a faite par écrit à M. le procureur-général, contre M. Goëzman, le mercredi 15 décembre 1773.

Je suis poursuivi criminellement pardevant nosseigneurs du parlement , les chambres assemblées , sur une dénonciation que M. Goëzman a faite contre moi en corruption de juge. J'ai donné mes défenses , et les preuves les plus fortes de mon innocence existent dans l'instruction du procès qui s'en est suivi : la cour décidera si M. Goëzman est aussi fondé qu'il le présume. L'honneur est aujourd'hui pour moi le principal objet de ce procès. Dans les défenses de mes adversaires , je suis qualifié des plus infâmes titres ; on y emploie contre moi les épithètes les plus abominables. Mon honneur grièvement blessé m'autorise donc à employer tous mes moyens pour repousser l'outrage par une défense légitime , et je dois

à mes juges de les éclairer sur le compte de mon dénonciateur. Il me combat avec des mots ; je vais y opposer des faits, et mes juges décideront de la valeur de nos défenses.

Antoine-Pierre Dubillon et Marie-Madeleine Janson sa femme ont imploré les bontés de monseigneur l'archevêque de Paris par le mémoire ci-joint (signé d'eux, et les faits y contenus attestés au bas par madame Dufour, maîtresse sage-femme, qui a accouché ladite femme Dubillon), dans lequel ils le supplient de subvenir aux frais de cinq mois de nourriture qu'ils doivent à la nourrice de Marie-Sophie, leur fille, disant qu'ils n'ont recours à la charité de ce prélat que parce que M. Goësman, parrain de leur fille, n'a eu aucun égard à leur situation, malgré la promesse formelle qu'il leur avait faite de pourvoir à l'entretien de cet enfant.

J'ai voulu savoir s'il était vrai que ce magistrat, qui refusait ses secours à ces infortunés, eût une raison aussi forte pour devoir leur être utile. J'ai été à la paroisse de Saint-Jacques de la Boucherie ; j'y ai levé l'extrait baptistaire ci-joint. On sera sans doute aussi étonné que je l'ai été moi-même d'y voir *Louis Dugravier, bourgeois de Paris, y demeurant, rue des Lions, paroisse Saint-Paul, parrain de Marie-Sophie*. Serait-il possible que M. Goësman, qui se pare de tant de vertu, se fût joué du temple de Dieu, de la religion et de l'acte le plus sérieux, sur lequel est appuyé l'état du citoyen, en signant *Louis Dugravier*, au lieu de *Louis Goësman*, et y ajoutant un *faux domicile* à un *faux nom* ?

Je joins ici les pièces justificatives, et je n'étends point mes réflexions pour qu'on ne taxe pas de haine et de vengeance, une dénonciation qui est pour moi un point essentiel de défense. J'ai été moi-même injustement dénoncé, accablé d'injures les plus grossières, et de reproches aussi mal fondés qu'étrangers au fait pour lequel on m'a dénoncé. J'use

de tous mes moyens pour me défendre. Je découvre un fait qu'il importe à mes juges et au public de savoir. Je le dénonce à M. le procureur-général pour me servir, en tant que de besoin, dans le procès intenté contre moi pardevant les chambres assemblées; il en fera l'usage que sa prudence et son exactitude connues lui dicteront. Paris, ce 15 décembre 1773.

CARON DE BEAUMARCHAIS.

QUATRIÈME MÉMOIRE

A CONSULTER

POUR

PIERRE-AUGUSTIN

CARON DE BEAUMARCHAIS,

Ecuyer, conseiller-secrétaire du roi, et lieutenant-général des chasses au bailliage et capitainerie de la varenne du Louvre, grande vénerie et fauconnerie de France, *accusé de corruption de juge* ;

CONTRE

Monsieur GOESMAN, juge, *accusé de subornation et de faux* ; madame GOESMAN et le sieur BERTRAND, *accusés* ; les sieurs MARIN, gazetier de France ; DARNAUD-BACULARD, conseiller d'ambassade ; et consorts.

La justice qu'on vous doit servira à purger la société d'une espèce aussi venimeuse.

(Lettre du C. de la Blache, datée de Grenoble.)

ET RÉPONSE INGÉNUE

A leurs mémoires, gazettes, lettres courantes, cartels, injures, et mille et une diffamations.

..... *Sunt quoque gaudia luctus.* OVIDE.

Et les chagrins aussi sont mêlés de plaisirs.

Suivant la marche ordinaire des procès, un homme accusé se défend sur les objets qui lui sont reprochés, et s'en tient

là : pourvu qu'il sorte d'intrigue , qu'il ait bien ou mal dit , ses amis ne s'en soucient guère , ni lui non plus.

Il n'en est pas ainsi de ma cause , bizarre à l'excès dans toutes ses parties. Non-seulement je suis forcé de plaider sur le fond des accusations , mais encore de défendre la nature même de mes défenses.

Beaucoup de gens graves , en s'expliquant sur mes écrits , ont trouvé que , dans une affaire où il allait du bonheur ou du malheur de ma vie , le sang froid de ma conduite , la sérénité de mon ame , et la gaieté de mon ton , annonçaient un défaut de sensibilité , peu propre à leur en inspirer pour mes malheurs. Tout sévère qu'est ce reproche , il a je ne sais quoi d'obligeant , qui me touche et m'engage à me justifier.

Mais , qui a dit à ces personnes qu'il allait ici du bonheur ou du malheur de ma vie ? Comment sait-on si je suis faible au point de confier mon bonheur à la fortune ; ou sage assez pour le faire dépendre uniquement de moi-même ? Parce qu'ils sont souvent tristes au sein de la joie , ils me reprochent d'être froid et tranquille au milieu du malheur. Pourquoi mettre sur le compte de l'insensibilité , ce qui peut être en moi le résultat d'une philosophie aussi noble dans ses efforts que douce en ses effets ? Pour des gens très-graves le reproche n'est-il pas un peu léger ? Je veux bien qu'ils sachent que le courage qui fait tout braver , l'activité qui fait parer à tout , et la patience qui fait tout supporter , ne rendent pas les outrages moins sensibles , ni les chagrins moins cuisans. Mais je me fais un plaisir de leur rappeler que l'habitude du mal suffit seule pour y résigner les créatures même les plus faibles en apparence.

Les femmes , dont le commerce est si charmant qu'elles semblent n'avoir été destinées qu'à répandre des fleurs sur notre vie , les femmes même , nous donnent sans cesse la douce leçon de ce courage d'instinct , de cette philosophie pra-

tique : formées par la nature moins fortes que les hommes , et souffrant presque sans cesse , elles ont une patience , une douceur , une sérénité dans les maux qui m'a toujours fait rougir de honte , moi créature indocile , irascible , et qui prétends à l'honneur de savoir me vaincre. Moins occupées de se plaindre , que de nous plaire , on les voit oublier leurs souffrances pour ne songer qu'à nos plaisirs. Il semble que notre estime et notre amour les dédommagent de tous leurs sacrifices.

Objet de mon culte , en tout temps ce sexe aimable est ici mon modèle ; il est impossible d'être plus malheureux que moi sous toutes sortes d'aspects : mais en écrivant , je me sauve de moi-même pour m'occuper de ceux qui pourront m'estimer et me plaindre , si je parviens à les instruire de mes maux sans les ennuyer de leur récit.

Dès-lors je suis comme Sosie ; ce n'est plus le *moi* souffrant et malheureux qui prend la plume ; c'est un autre *moi* courageux , ardent à réparer les pertes que la méchanceté m'a causées dans l'opinion de mes concitoyens , qui brûle d'intéresser les âmes sensibles en peignant à grands traits l'iniquité de mes ennemis ; qui s'efforce d'exciter la curiosité des indifférens , en égayant un sujet aride. J'aspire à m'envelopper de la bienveillance publique , à en opposer la protection tutélaire à la haine de ceux qui me persécutent : enfin j'oublie mes maux en écrivant ; je suis comme un esclave qui ne sent plus le poids de ses chaînes , à l'instant qu'il voit compter l'argent de sa rançon.

D'ailleurs je me donne les airs d'avoir aussi ma philosophie ; et comme ce mémoire est moins l'examen sec et décharné d'une question rebattue , qu'une suite de réflexions sur mon état d'accusé , peut-être ne me saura-t-on pas mauvais gré de montrer ici sur quel autre fondement j'établis la paix intérieure d'un homme si cruellement tourmenté , que cette

paix paraît factice aux uns et du moins fort extraordinaire aux autres.

Si l'être bienfaisant qui veille à tout, m'eût honoré de sa présence un jour, et m'eût dit : Je suis celui par qui tout est ; sans moi tu n'existerais point ; je te douai d'un corps sain et robuste : j'y plaçai l'ame la plus active : tu sais avec quelle profusion je versai la sensibilité dans ton cœur, et la gaieté sur ton caractère : mais pénétré que je te vois du bonheur de penser, de sentir, tu serais aussi trop heureux si quelques chagrins ne balançaient pas cet état fortuné : ainsi tu vas être accablé sous des calamités sans nombre, déchiré par mille ennemis, privé de ta liberté, de tes biens, accusé de rapines, de faux, d'imposture, de corruption, de calomnie ; gémissant sous l'opprobre d'un procès criminel ; garrotté dans les liens d'un décret ; attaqué sur tous les points de ton existence par les plus absurdes *on dit* ; et ballotté long-temps au scrutin de l'opinion publique, pour décider si tu n'es que le plus vil des hommes, ou seulement un honnête citoyen.

Je me serais prosterné, et j'aurais répondu : Etre des êtres, je te dois tout, le bonheur d'exister, de penser et de sentir : je crois que tu nous a donné les biens et les maux en mesure égale ; je crois que ta justice a tout sagement compensé pour nous ; et que la variété des peines et des plaisirs, des craintes et des espérances, est le vent frais qui met le navire en branle et le fait avancer gaiement dans sa route.

S'il est écrit que je doive être exercé par toutes les traverses que ta rigueur m'annonce, tu ne veux pas apparemment que je succombe à ces chagrins ; donne-moi la force de les repousser, d'en soutenir l'excès par des compensations ; et, malgré tant de maux, je ne cesserai de chanter tes louanges, *in citharâ et decachordo*.

Si mes malheurs doivent commencer par l'attaque imprévue d'un légataire avide sur une créance légitime, sur un acte ap-

puyé de l'estime réciproque et de l'équité des deux contractans ; accorde-moi pour adversaire un homme avare, injuste et reconnu pour tel ; de sorte que les honnêtes gens puissent s'indigner que celui qui, sans droit naturel, vient d'hériter de quinze cent mille francs, m'intente un horrible procès, et veuille me dépouiller de cinquante mille écus, pour éviter de me payer quinze mille francs au nom et sur la foi de l'engagement de son bienfaiteur.

Fais qu'aveuglé par la haine il s'égare assez pour me supposer tous les crimes ; et que m'accusant faussement au tribunal du public, *d'avoir osé compromettre les noms les plus sacrés*, il soit enfin couvert de honte, quand la nécessité de me justifier m'arrachera au silence le plus respectueux.

Fais qu'il soit assez maladroit pour prouver sa liaison secrète avec mes ennemis, en écrivant contre moi dans Paris des lettres de Grenoble, à celui qui l'aura aidé à me dépouiller de mes biens, de façon que je n'aie qu'à poser les faits dans leur ordre naturel pour être vengé de ce riche légataire par lui-même.

S'il est écrit qu'au milieu de cet orage je doive être outragé dans ma personne, emprisonné pour une querelle particulière... ; s'il est écrit que l'usurpateur de mon bien profite de ma détention pour faire juger notre procès au parlement, et si je suis destiné de toute éternité à tomber à cette époque entre les mains d'un rapporteur inabordable, j'oserais désirer que l'autorité, qui n'est jamais formaliste sur rien, le devînt assez contre moi pour qu'il me fût interdit de sortir de prison pour solliciter ce rapporteur, sans être suivi d'un homme public et sermenté dont le témoignage pût servir un jour à me sauver des misérables embûches de mes ennemis et de la fameuse liste du portier de l'hôtel Goësmann.

Si, pour les suites de ce procès, je dois être dénoncé au parlement comme ayant voulu corrompre un juge incorrup-

tible, et calomnier un homme incalomniable, suprême Providence, ton serviteur est prosterné devant toi; je me soumets; fais que mon dénonciateur soit un homme de peu de cervelle, qu'il soit faux et faussaire; et, puisque ce procès criminel doit être de toute iniquité, comme le procès civil qui y a donné lieu; fais, ô mon maître! que celui qui veut me perdre, se trompe sur moi, me croie un homme sans force, et s'abuse dans ses moyens.

S'il se donne une complice, que ce soit une femme de peu de sens; si elle est interrogée, qu'elle se coupe, avoue, nie ce qu'elle a avoué, y revienne encore; et, pour augmenter sa confusion, fais qu'elle rejette enfin sur des signes ordinaires de jeunesse et de santé tous les égaremens de son esprit malade.

Si mon dénonciateur suborne un témoin, que ce soit un homme simple et droit que l'horreur des cachots n'empêche pas de revenir à la vérité dont on l'aura un moment écarté.

Si l'*incorruptible* fait faire une déclaration à ce pauvre honnête homme, qu'il en fabrique la minute, qu'il la confie à ce témoin, qu'il change le sens de la copie qui lui reste en y commettant des faux très-grossiers, qu'il n'y ait ni suite, ni plan dans sa conduite, afin que tout puisse un jour servir à le confondre dans ses vues iniques, comme mon ennemi *son homme de lettre*, et qui écrit d'une façon si modérée.

Telle eût été ma prière ardente; et si tous ces points m'avaient été accordés, encouragé par tant de condescendance, j'aurais ajouté : Suprême bonté, s'il est encore écrit que quelque intrus doive s'immiscer dans cette horrible affaire, et prétendre à l'honneur de l'arranger en sacrifiant un innocent, et me jetant moi-même dans des embarras inextricables, je désirerais que cet homme fût un esprit gauche et lourd, que sa méchanceté maladroite l'eût depuis longtemps chargé de deux choses incompatibles jusqu'à lui, la haine et le mépris

public ; je demanderais surtout qu'infidèle à ses amis , ingrat envers ses protecteurs , odieux aux auteurs dans ses censures , nauséabond aux lecteurs dans ses écritures , terrible aux emprunteurs dans ses usures , colportant les livres défendus , espionnant les gens qui l'*admettent* , écorchant les étrangers dont il fait les affaires , désolant , pour s'enrichir , le malheureux libraire ; il fût tel enfin dans l'opinion des hommes , qu'il suffît d'être accusé par lui pour être présumé honnête , et son protégé pour être à bon droit suspecté , *donne-moi MARIN.*

Que si cet intrus doit former le projet d'affaiblir un jour ma cause en subornant un témoin dans cette affaire , j'oserais demander que cet autre *algouzin* fût un cerveau fumeux , un capitaine sans caractère , girouette à tous les vents de la cupidité , pauvre hère qui , voulant jouer dix rôles à la fois , dénué de sens pour en soutenir un seul , allât , dans la nuit d'une intrigue obscure , se brûler à toutes les chandelles en croyant s'approcher du soleil , et qui , livré sur l'escarpolette de l'intérêt , à un balancement perpétuel , en eût la tête et le cœur étourdi , au point de ne savoir ce qu'il affirme , ni ce qu'il a dessein de nier , *donne-moi BERTRAND.*

Et si quelque auteur infortuné doit servir un jour de conseiller à cette belle ambassade , j'oserais supplier ta divine Providence de permettre qu'il y remplît un rôle si pitoyable , que , bouffi de colère , et tout rouge de honte , il fût réduit à se faire à lui-même tous les reproches que la pitié me ferait supprimer : heureux encore , quand une expérience de soixante-quatre ans et demi ne lui aurait pas appris à parler , que cet événement lui apprît au moins à se taire ! *donne-moi BACULARD.*

Que si , pour achever d'exercer ma patience et me mieux tourmenter , quelque magistrat d'un beau nom doit se déclarer le protecteur , le conseil et le soutien de mon ennemi , j'oserais demander qu'il fût choisi entre mille , d'un caractère

légér, et tel que ses imputations n'obtinsent pas plus créance contre moi, que ses outrages publics ne doivent m'ébranler ni me nuire. Je sais que mon désir est difficile à satisfaire, mais rien n'est impossible à ta puissance....

Enfin si, dans la foule des maux prêts à m'accabler ; si, dans la nécessité d'un procès aussi bizarre, cet être bienfaisant m'eût laissé le choix du tribunal, je l'aurais supplié qu'il fût tel que, tout près encore de la naissance de ses augustes fonctions, il pût sentir que l'expulsion d'un membre vicié l'honorerait plus aux yeux de la nation, que cent jugemens particuliers, où les murmures des malheureux balancent toujours l'éloge que les heureux sont tentés de donner. Je l'aurais demandé ainsi, parce que j'aurais cru n'être point exposé à voir sortir de ce tribunal un jugement équivoque, sous les yeux d'un peuple éclairé, plein de sagacité, d'esprit et de feu, et qui, toujours plus prompt à blâmer qu'à prodiguer la louange, rendrait chaque magistrat attentif et sévère sur sa façon de prononcer.

Eh bien ! dans mon malheur, tout ce que j'aurais ardemment désiré, ne l'ai-je pas obtenu ? L'acharnement de mes ennemis les a rendus peu redoutables ; leur nombre les a livrés au défaut de liaison si nécessaire en tout projet ; la haine les a conduits à l'aveuglement ; chacun de leurs efforts, pour m'arrêter, n'a fait qu'accélérer ma marche et hâter ma justification.

Combien de fois m'étais-je dit pendant ces temps de trouble : Je n'aurai pas la faiblesse de me faire un besoin de l'estime universelle, plus que je n'ai l'orgueil de croire la mienne utile à tout le monde. Avouons-le de bonne foi : force n'est pas bonheur ; il faut une vertu plus qu'humaine pour être heureux étant mésestimé ; mais je n'en ai que mieux goûté depuis combien l'estime publique est douce à recueillir. Aujourd'hui je sens toute la fermeté de mon cœur s'amollir, se fondre de

reconnaissance et de plaisir au plus léger éloge que j'entends faire de mon courage ou de mon honnêteté.

Si j'ajoute à cela les offres multipliées de secours et de services d'une foule d'honnêtes gens, et les consolations particulières de l'amitié, vous conviendrez que l'exemple vivant d'une heureuse compensation du mal par le bien, est ici joint aux enseignemens de la plus douce philosophie.

..... *Sunt quoque gaudia luctus.* OVIDE.

Et les chagrins aussi sont mêlés de plaisirs.

Quant au procès que je défends, indépendamment de la justice de ma cause sur laquelle se fonde ma sécurité, je ne vois ici qu'un événement qui, tout bizarre qu'il est, mériterait peu d'arrêter les regards sans la qualité, la quantité de mes ennemis, et sans mon courage à repousser leurs traits. Mais, pour obtenir la justice que j'attends, je ne dois pas me laisser de discuter en présence de mes juges la seule question qui me soit vraiment personnelle dans le procès soumis au jugement de la cour.

Suis-je un corrupteur ou ne le suis-je pas ?

Dans sa dénonciation, M. Goëman a dit formellement que j'étais un corrupteur. Cette pièce est la seule contre laquelle j'aie à m'élever aujourd'hui, puisque c'est sur elle seule que le procès est établi ; mais le dénonciateur y déclare positivement qu'il n'est instruit du fait dont il m'accuse que par le témoignage de sa femme.

Laissons donc la dénonciation de côté pour ne plus nous occuper que de ce témoignage, unique et frêle appui d'un procès beaucoup trop fameux.

Mais la dame, interrogée, déclare à son tour *que jamais Lejay ne lui a laissé de l'argent pour corrompre son mari, qu'on sait bien être incorruptible, et qu'il ne lui marchan-*

dait que des audiences. C'est ainsi qu'en donnant, dans son récolement, le démenti le plus ferme à sa déclaration concertée et à la dénonciation qui en est le fruit, cette dame anéantit encore une fois l'accusation de corruption portée contre moi, et tout est dit à cet égard, à moins qu'on ne trouve à la ranimer par les charges mêmes du procès.

Mais les interrogatoires de Lejay démentent la dénonciation du mari, et renforcent le récolement de la femme.

Mais les interrogatoires de Bertrand, mais ses mémoires qu'il faut mettre en ligne de compte aujourd'hui, parce que, sortant d'une plume ennemie, ils doivent en être crus toutes les fois qu'ils s'expliquent en ma faveur; ces interrogatoires, ces mémoires, en un mot tout ce qui nous est venu de la part du sacristain, confirme que jamais je n'ai voulu corrompre M. Goëzman l'incorruptible, et qu'on n'a jamais parlé, à lui sacristain, *que d'entrevues et d'audiences.*

Enfin, toutes les dépositions renforcent ces aveux non suspects; tous les témoins conviennent que c'est avec la plus grande répugnance que je me suis prêté à payer des audiences dans le temps de ma vie où j'avais le plus besoin d'argent et le moins de facultés pécuniaires.

Que resté-il donc au soutien de cette corruption dont on a fait tant de bruit? Plus rien qu'un adminicule de présomption fondé sur l'énorme prix de deux mille écus pour une audience; mais le plus simple exposé va faire évanouir de nouveau ce fantôme.

Je demandais à grands cris des audiences, et n'avais, comme je l'ai dit, pas plus d'espoir de les obtenir que d'argent pour les acheter. Un ami m'offre cent louis, et les confie à la prudence de mon sceur qui, parcimonieuse pour mes intérêts, parle d'abord de vingt-cinq louis, finit par en livrer cinquante, et s'en fût tenue là si le sieur Bertrand, très-magnifique agent d'audience, à qui rien ne coûtait en fouillant dans ma

bourse, pour me donner une preuve de zèle, n'eût été de son chef reprendre à Lejay les cinquante louis, ne fût revenu dire à ma sœur : *quand on fait un présent, il faut le faire honnête*, et ne lui eût, par cette phrase, arraché les autres cinquante louis, d'où l'on voit que, sans Bertrand, le *porte-parole*, et son zèle magnifique, le libraire eût peut-être obtenu l'audience au prix des premiers cinquante louis, et que les autres cinquante m'eussent servi à en solliciter une seconde en cas de besoin.

Mais la première audience, acquise au prix de cent louis, il devint impossible d'aller au rabais pour la seconde. On n'offre pas une aigrette de verre à qui l'on a donné des boucles de brillans. Le prix des premières bontés d'une femme est au moins le taux de celles qui les suivent : c'est l'usage. Ainsi le défaut d'argent m'ayant forcé de recourir aux bijoux, comme c'est encore l'usage, le lendemain de l'audience, je remis au capitain une montre valant cent autres louis pour arracher une seconde audience.

Quant aux quinze louis exigés pour le secrétaire, ils ne sont en cette qualité sur le compte d'aucune audience, et l'on voit maintenant par quelle gradation d'incidens la seule audience que j'aie obtenue, estimée d'abord par mes amis moins de cinquante louis, peut avoir l'air, en embrouillant les choses, d'avoir été payée deux mille écus.

L'audience du rapporteur, ainsi rappelée à sa première estimation, le soupçon de corruption, fondé sur l'énormité de son prix, tombe de soi-même ; et remarquez que ce n'était encore là qu'une présomption qui, en affaire criminelle, est sans force ; il serait superflu de s'y arrêter plus long-temps.

Mais a-t-on fait de ma part une convention avec madame Goëzman de me rendre mes cent louis, si je ne gagnais pas ma cause ? Personne au procès n'a déposé d'un pareil fait ; l'unique madame Goëzman, en qualité de seul contradicteur,

eût pu fonder ce reproche. Mais loin d'articuler qu'elle ait fait aucun pacte à cet égard avec Lejay, le seul aussi qui lui ait parlé, toutes ses défenses se réduisent à nier qu'elle ait reçu l'argent, et à dire qu'on l'a glissé furtivement dans son carton de fleurs : ainsi le soupçon, qu'en donnant de l'or, j'aie pu avoir l'intention de corrompre mon rapporteur, n'est ici qu'une vaine fumée, dissipée, comme on voit, par tous les vents de l'horizon : et c'est ainsi que des détails insipidement nécessaires, deviennent malgré mes soins nécessairement insipides ; au grand dommage de l'indulgent lecteur.

Reste enfin pour dernière ressource à la haine, en faveur de la corruption, la misérable et fausse allégation de M. Goësman, qui prétend m'avoir donné deux audiences en un jour, et deux autres à deux de mes amis, et qui s'essouffle à faire entendre que quatre audiences accordées sans intérêt en trois jours, doivent faire soupçonner que mes sacrifices d'argent avaient un autre objet. En attendant qu'il prouve les quatre audiences, je lui soutiens, moi, que je n'en ai reçu qu'une. Mais, malgré le témoignage d'un homme public et sermenté, du sieur Santerre, mon gardien, qui ne me quittait pas ; la contradiction sur un fait aussi grave étant positive entre M. Goësman et moi, la cour n'a pas négligé d'acquérir les lumières qu'une confrontation indiquée par la loi, devait répandre sur l'affaire en général et sur ce point en particulier. Elle apprendra bientôt comment, à cette occasion, mon digne rapporteur est sorti des mains de son humble client.

Les faits ainsi posés, discutés, approfondis, et les témoins, les accusés, les contradicteurs même détruisant à l'envi le système absurde de la corruption établi contre moi par M. Goësman, il faut en revenir à cette autre question.

Lorsque le malheur des affaires jette un infortuné sous la dépendance d'un pareil juge, que doit-il faire ? Refuser de l'or ? on ne l'aborde pas autrement ; en donner et se plaindre

de la vexation ? on peut se voir à l'instant accusé , décrété , prêt à périr. Entre ces deux extrémités , quel parti prendre ? Voilà le vrai problème : mais en bonne justice , je ne me crois pas plus obligé de le résoudre , que de relever sérieusement le reproche singulier de séduction que me fait madame Goësmann , dans son supplément divisé par première , seconde et troisième atrocité , et le reproche plus singulier encore que beaucoup de gens me font de n'y avoir pas répondu dans mon dernier mémoire.

Vous avez osé (c'est madame Goësmann qui parle page 10), en présence du commissaire, du greffier, etc. me dire que je vous aurais, si je voulais, l'obligation de n'être point enfermée par mon mari. Vous avez poussé l'impudence plus loin encore, vous avez osé ajouter (pourquoi suis-je forcée de rapporter des propos aussi insolens qu'ils sont humilians pour moi!) vous avez osé ajouter, dis-je, que vous finiriez par vous faire écouter, que vos soins ne me déplairaient pas un jour, que..... Je n'ose achever, je n'ose vous qualifier.

Fi donc des points.... Il fallait oser, madame; il fallait achever; il fallait me qualifier. Que voulez-vous donc dire avec vos points...? vous mettez-là de jolies réticences dans vos mémoires..... Je répondais à toutes vos injures par des complimens généraux, qu'il paraît qu'un amour-propre éveillé vous a fait prendre du bon ou du mauvais côté, comme il vous plaira l'entendre; mais des points.... Vous me feriez une belle réputation! Quelle femme honnête voudrait jamais m'admettre, si je ne détruisais pas l'impression que vous donnez ici de mon cavalier respect pour les dames! Quelle femme oserait se croire en sûreté chez elle avec moi, quand elle penserait que la femme de mon ennemi même, agitée, furibonde, et, critique à part, dénuée de ces grâces touchantes, de cette douceur qui fait le charme de son sexe, en plein gresle

et devant le juge et le greffier, a couru des risques avec moi d'un genre à exiger des points... et qu'elle se croit en droit de me traduire aujourd'hui en justice comme un audacieux affronté, moi qui n'étais devant elle alors qu'un très, très, très-modeste confronté : je m'en souviens bien.

Il est atroce (dites-vous page 1) que ce séducteur préparé au combat (le joli choix d'expressions!) jette un coup d'œil de compassion sur une femme timide (la peste, quelle timidité!), qu'il triomphe de l'avoir fait rougir, lui qui ne rougit jamais. Oh! pour cela madame, c'est bien pure malice à vous de dire que je ne rougis jamais, moi qui, sans reproche, ai eu la bonté de baisser les yeux pour vous deux ou trois fois pendant que le greffier lisait les décentes raisons que vous aviez données de votre défaut de mémbrure. A la vérité je ne rougissais pas; mais je faisais plus; je voulais rougir pour vous en donner l'exemple : et je ne doute pas que M. de Chazal n'ait rendu compte à la cour du ton doux et poli dont j'ai répondu aux mâles injures d'une femme faible et peu faite, par son inexpérience, pour entrer en lice avec un séducteur adroit.

En vérité, madame, vous avez de si singulières expressions, qu'on dirait que vous y entendez finesse. *Une femme faible et peu faite par son inexpérience pour entrer en lice avec un séducteur adroit!* mais c'est que, loin d'être une femme faible, vous étiez, madame, à ces confrontations, la véritable femme forte, provoquant, injuriant, maudissant, et parlant, parlant, parlant.... Quant à votre *inexpérience pour entrer en lice*, voilà sur quoi, par exemple, il m'est impossible de prononcer; moi qui me suis toujours tenu dans le plus respectueux éloignement de la lice. *Avec un séducteur adroit!* Il ne tiendrait qu'à moi de prendre encore cela pour un compliment, et de le rapporter à ce qu'on appelle proprement la séduction d'une femme : car si vous l'entendez du côté de

l'argent, que moi *séducteur adroit* vous ai envoyé par l'*adroit séducteur* Bertrand, qui l'a remis à l'*adroit séducteur* Lejay, qui l'a remis, comme on sait, *très-adroitement* dans votre carton de fleurs; vous m'avouerez qu'il n'y a pas là de quoi se vanter d'une merveilleuse *adresse* en fait de séduction.

Quoi qu'il en soit, un seul exemple va mettre la cour en état de juger lequel des deux contendans est sorti de son caractère à ces confrontations. Il était dix heures du soir, nous touchions à la fin de la première séance : *Homme atroce*, me dites-vous (et j'en tremble encore), *on vient de faire la lecture de mes interrogatoires, et vous remettez à demain à y répondre, pour avoir apparemment le temps de disposer vos méchancetés; mais je vous déclare, misérable! que si vous ne me faites pas sur-le-champ et sans y être préparé, une interpellation, vous n'y serez plus admis demain matin.*

Aussi surpris de cette fière provocation, que du ton brave qui l'accompagnait : « Eh! d'où savez-vous, madame, que je suis un homme atroce, un misérable? Je n'ai jamais eu l'honneur, avant cemoment-ci, de me rencontrer avec vous. — *Je le sais d'où je le sais; je l'ai entendu dire.* — A M. de la Blache sans doute? — *A tout le monde; cet hiver, au bal de l'Opéra.* — Il était donc bien mal composé : eu vous voyant, madame, je sens qu'il y avait mille choses plus agréables à dire; et vous avouerez qu'on vous a tenu là de tristes propos de bal. Quoi qu'il en soit, vous voulez absolument une interpellation avant de nous quitter? il faut vous satisfaire. Je vous interpelle donc, madame, de nous dire à l'instant, sans réfléchir et sans y être préparée, pourquoi vous accusez dans tous vos interrogatoires, être âgée de trente ans, quand votre visage qui vous contredit, n'en montre que dix-huit. » Je vous fis alors une profonde révérence pour sortir.

Malgré la colère que vous en montrez aujourd'hui, avouez-

le, madame, cette *atrocité* vous offensa si peu, que, prenant votre éventail et votre manteau, vous me priâtes de vous donner la main pour rejoindre votre voiture : sans y chercher d'autre conséquence, je vous la présentais poliment, lorsque M^e Frémin, le meilleur des hommes, mais le plus inexorable des greffiers, nous fit apercevoir que nous ne devions pas descendre du palais ensemble avec cet air d'intelligence peu décent pour l'occasion. Alors, vous saluant de nouveau, je vous dis : « Eh bien, madame, suis-je aussi *atroce* qu'on a voulu vous le faire entendre ? — *Eh ! mais vous êtes au moins bien malin.* — Laissez donc, madame, les injures grossières aux hommes, elles gâtent toujours la jolie bouche des femmes. » Un doux sourire, à ce compliment, rendit à la vôtre sa forme agréable, que l'humeur avait un peu altérée : et nous nous quittâmes.

Il faut pourtant convenir que tout cela n'est ni si meurtrier, ni si *atroce* que madame Goëzman voudrait le faire entendre : et sur la vérité de ces faits, sur la frivolité des reproches de cette dame, j'invoque le témoignage du grave M^e Frémin : et sans le peu d'importance du sujet, j'oserais bien invoquer celui de M. de Chazal lui-même.

Et comme il faut que la bizarrerie éclate dans toutes les parties de ce fameux procès, après avoir eu besoin de très-grands efforts en me défendant, pour détruire l'importance d'une *corruption* qui n'a jamais existé, pour atténuer celle d'une *séduction* à laquelle je n'ai jamais songé ; je me vois forcé d'en employer de plus grands encore, pour établir l'importance du crime de faux dans l'acte de baptême, sur lequel j'ai dénoncé publiquement M. Goëzman, et pour montrer la liaison intime de cette dénonciation avec mes défenses.

A entendre quelques personnes, je suis un méchant homme, instrument servile de je ne sais quelle haine, qui veut, dit-on, perdre M. Goëzman ; et pour accréditer ces bruits, on

feint d'oublier que ce n'est pas moi qui ait fomenté la querelle ; que je n'ai point attaqué M. Goëzman ; on feint d'oublier que je suis accusé de corruption, de calomnie, et décrété depuis huit mois sur le dénoncé de ce magistrat ; que c'est lui qui m'a forcé de me défendre, quoique j'eusse dit à M. de Sartines, à M. le premier président, et plus nettement encore au vertueux conciliateur Marin, que j'invitais mon rapporteur à me laisser tranquille, parce que, s'il s'obstinait à m'attaquer, je lui opposerais un courage sur lequel il ne comptait guère ; on feint d'oublier que le propos de M. Goëzman, très-public alors, était qu'il me poursuivrait jusqu'aux enfers, à quoi je répliquai : puisqu'il le veut absolument, voyons donc lequel des deux y laissera l'autre.

Maintenant que, l'action bien engagée, on me voit porter en parant, serrer la mesure, et gagner du terrain sur l'adversaire, pour m'inculper, on invoque à son secours la commisération publique, *vexat censura columbas* ; tout ce qu'il a fait n'est, dit-on, que peccadilles : subornation de témoins, minution d'écrits, faux dans les déclarations, dénonciation calomnieuse au parlement, tout cela n'est rien : *dat veniam corvis*.

Forcé de prouver à mon tour les faux de ses déclarations, ou de succomber, je montre que tel est son usage.

Et comment l'aurait-il négligé pour perdre un ennemi, lui qui n'a pas craint de commettre un faux au premier chef, contre un malheureux enfant dont il s'était rendu le protecteur déclaré ! Telle est l'analogie, la liaison intime et nécessaire entre le faux de mon rapporteur dans l'acte baptistaire, et le faux de mon rapporteur dans notre procès.

Mais ce faux du baptême est, dit-on, purement matériel, une misère qui ne mérite pas qu'on s'y arrête un moment, *dat veniam corvis*.

Laissons de côté ces jugemens légers, ces absolutions cava-

lières, et montrons aux citoyens, justement alarmés de voir au parlement un pareil magistrat, que le faux du baptême est un des plus graves qui puissent se commettre contre la société.

Quoique je le sente vivement, ma plume inégale et profane est peu propre à peindre l'irrévérence de celui qui, dans le saint lieu, se joue du premier et du plus grand des sacrements : j'aurai le respect de m'en taire ; mais la double austérité d'une partie de mes juges, prêtres et magistrats, n'a pas besoin d'être inspirée pour s'armer contre une pareille profanation. Et le délit de M. Goëzman n'attaquant point le salut de l'enfant, mais son état civil ; c'est ce dernier point seulement que je me permettrai de discuter.

Pour rendre le baptême aussi utile à l'homme qu'il est indispensable au chrétien, la politique a joint, à l'acte religieux le plus nécessaire au salut de tous, l'acte civil, le plus important à l'existence de chacun : le point de législation qui a confié au dépôt public le nom, l'âge et l'état des citoyens, est si utile et si grand, qu'il eût sans doute mérité d'appartenir au christianisme ; mais il faut être vrai, nous en devons la reconnaissance au plus sage des payens, au grand Marc-Aurèle, qui le premier ordonna que le nom, l'âge et l'état des citoyens, attestés par des témoins, auxquels répondent nos parrains et marraines, fussent inscrits à l'heure de la naissance sur un registre public ; qui fit déposer ce livre de vie dans le temple de Saturne, et qui en confia la garde aux prêtres du père de tous les dieux, du dieu du temps et de la durée, du dieu enfin dont l'idée se rapproche le plus de la majesté que nous reconnaissons à l'Être suprême.

J'ignore en quel siècle l'église chrétienne adopta cet usage précieux à l'humanité ; mais il faut croire que ce fut assez tard, puisque le baptême ne se donna long-temps qu'aux adultes, suivant l'avis de Tertullien et de quelques pères de

l'église, et souvent même à l'heure de la mort, par la persuasion que ce sacrement, effaçant le péché originel, devait aussilaver de tous les autres péchés. Avant la réunion du procès-verbal au sacrement, chacun de ces actes séparés était également respectable aux hommes ; la politique et la religion gagnèrent à les réunir, l'une de la sûreté pour les citoyens, l'autre de la considération pour ses ministres. Il paraît même que la double utilité, dont ces derniers se sont rendus aux hommes par cette réunion, est le vrai fondement de la distance que l'opinion met encore entre les prêtres séculiers, chargés du dépôt de tous les actes importants de la vie, et les réguliers, qui ne sont chargés de rien.

Si donc l'utilité fait tout le mérite des hommes et des choses, qu'on juge de quelle majesté devint le baptême, lorsque les deux points fondamentaux de tout bonheur furent rassemblés en un seul et même acte : sans le baptême, on resta nul en ce monde, et l'on fut perdu pour jamais dans l'autre ; et c'est de cet acte si saint, si grand, si révérent, si nécessaire, que M. Goëzman, homme éclairé, jurisconsulte, criminaliste, conseiller de grand'chambre du premier parlement de la nation, fait un badinage perfide et sacrilège ; il s'avance au temple de Dieu pour présenter au christianisme un nouveau-né, à la société un nouveau citoyen ; il s'agit, pour ce magistrat, de constater légalement qu'un tel est fils d'un tel ; le père ne sait pas écrire, il ne peut rien pour assurer l'état civil de son enfant ; la marraine est fille mineure, sa signature est sans force aux yeux de la loi ; reste pour unique ressource, au malheureux enfant, l'attestation de son parrain ; lui seul peut donner la sanction à son état ; et ce faux protecteur ne rougit pas d'y signer un faux nom ; au double faux d'un faux domicile, il joint le triple faux d'un faux état ; et par cet acte également barbare et peu sensé, celui qui devait assurer l'existence d'un citoyen, se fait un

jeu de la compromettre. Dans l'état où il met les choses, si cet enfant veut un jour appartenir à quelqu'un, il faut qu'un arrêt de la cour, invoquant la notoriété, le réhabilite dans ses droits : sans cela, comment héritera-t-il ? comment contractera-t-il ? comment signera-t-il en sûreté, *un tel, fils d'un tel* ? puisque, grâce à l'honnêteté de Louis-Valentin Goëzman, conseiller au parlement, quai Saint-Paul, *Louis du Gravier*, bourgeois de Paris, rue des Lions, n'est qu'un être idéal et fantastique, qui ne peut constater l'état civil d'aucun être existant et réel.

Voilà le délit, voilà le crime, voilà l'état de celui qui l'a commis. L'importance du cas, du lieu et de la personne, est établie : en dénonçant le faux, j'en ai prouvé la liaison, l'intimité, l'identité, l'inhérence à la cause que je défends. J'ai montré de plus qu'il n'a pas tenu à ce funeste magistrat que je ne fusse écrasé sous le poids d'une accusation criminelle. J'ai démontré que la suggestion, la subornation, le faux, la cabale et l'intrigue ont été, sans scrupule, employés contre moi. Et dans ce combat à outrance, où il faut qu'un des deux périsse, des gens légers me blâment d'oser unir la dague à l'épée, contre un ennemi sans pudeur, qui me poursuit avec la flamme et le fer.

Jugeurs aussi légers que tranchans ! je voudrais vous voir au point de balancer le plus pressant intérêt par de petites considérations ; je voudrais vous voir en tête un adversaire aussi violemment soutenu que le mien ; à sa puissance formidable opposant votre dénuement, et votre isolation à ses entours ; n'ayant pour tout soutien que la bonté de votre cause, et votre courage à la défendre, et ranimant votre cœur par le seul espoir que le parlement prononcera sur les choses, et non sur les personnes, qu'il jugera leur délit sans avoir égard à leur crédit.

Aucun autre homme ne pouvait dénoncer M. Goëzman

pour ce fait , sans peut-être encourir le mépris qu'on garde aux vils délateurs ; mais moi ! jeté loin de mon rang par la violence , n'ai-je pas dû le regagner à tout prix , même en expulsant du sien mon injuste adversaire ? Tel de vous ose me blâmer , qui frémirait d'être obligé de se défendre à ma place , et qui , pour perdre l'ennemi , peut-être accueillerait mille moyens offerts , que ma délicatesse m'a fait rejeter jusqu'à ce jour.

Mais quel intérêt ce magistrat avait-il à commettre un pareil délit ? Qui a pu le pousser à cet acte insensé ? Faut-il l'avouer , messieurs ? sottise et défaut d'ame , deux vices également opposés à la dignité d'un magistrat.

La sottise nous jette en des embarras , dont le défaut d'ame ne sait nous dégager que par des voies malhonnêtes.

Dans l'affaire qui me regarde , M. Goëzman , instruit de la faiblesse de sa femme , n'avait qu'à remettre au libraire , ou même garder les quinze louis , à son choix , mais se taire sur cet événement ; peut-être aurait-on tenu quelques propos ; il n'en eût été ni plus ni moins pour sa réputation : mais il ne sait , pour se tirer d'affaire , que suborner Lejay , fabriquer des déclarations , me dénoncer au parlement , entamer un procès ridicule , et le soutenir par des moyens infâmes : *sottise et défaut d'ame.*

Ce qui lui est arrivé là pour quinze louis , lui fut également arrivé pour quinze francs. C'est justement l'histoire du baptême : il pouvait dire à cette petite fille *Capelle* , qu'il entretenait à huit louis par mois : tu conçois bien , mon enfant , qu'il ne convient pas à un grave magistrat , qui , pour te plaire , *a mis un mur de séparation entre sa femme et lui* , mais dont la liaison avec toi doit être ignorée , d'aller courir le risque de voir publier un pareil compérage à la fin de 1772 : fais tenir cet enfant par qui tu voudras ; j'en serai , pour t'obliger , le parrain honoraire : voilà deux louis pour

les *frais de gésine* et de baptême , et je prendrai soin du *fillot*. Tel est le manteau dont la prudence , au moins , devait couvrir sa faiblesse.

Au lieu de cela (voici la *sottise*), mon rapporteur ne sait autre chose que d'aller *in fiocchi*, habit noir boutonné, cheveux longs bien poudrés, gants blancs et bouquet à la main, menant sur le poing sa commère à l'église, et là, pour accorder la décence et le plaisir (voici le *défaut d'ame*), mon rapporteur signe un faux nom, prend un faux état, donne un faux domicile, ôte l'existence à son filleul, et s'en revient gaiement bourrer de bonbons la commère, s'attabler au souper de famille, et faire à l'accouchée des promesses pour l'enfant, dont il est bien sûr d'éluder l'effet à son gré quand la *fringalle* amoureuse sera passée : et vous, ses bons amis, l'on est assez curieux de voir comment vous vous y prendrez pour excuser ses honnêtes plaisirs.

Sera-ce sur sa jeunesse ? il a quarante-quatre ans passés ; sur son ignorance ? il se dit le *Ducange* du siècle ; sur la frivolité de son état ? il est conseiller de grand'chambre ; sur la considération due à sa place ? il l'a dégradée publiquement ; sur la légèreté d'un pareil faux ? je viens de prouver qu'il n'en est point de plus grave ; sera-ce sur son crédit ? il s'est trop mal conduit pour en conserver ; sur le scandale de sa condamnation ? il l'a provoquée lui-même à grands cris ; enfin sur l'honneur de la magistrature ? il est bien prouvé que cet honneur consiste à se défaire d'un homme qui l'a déshonorée.

Vous serez sans doute assez embarrassés à le tirer de là, à moins que le comte de la Blache n'ait encore une lettre de *Grenoble* toute prête au service de son rapporteur : car ce n'est pas assez de parler ici ; la parole se perd avec l'baleine et se dissipe dans l'air ; mais la plume ! la plume légère du comte de la Blache serait, je l'avoue, d'un très-grand poids dans cette affaire. Ce juge, dirait-on, a fort bien jugé pour

ce plaideur ; à son tour , ce plaideur a fort bien plaidé pour ce juge ; tout cela est dans l'ordre : entre les gens vertueux , la vie n'est qu'un commerce de bienfaits et de gratitude , le plus touchant du monde.

Mais si vous êtes embarrassés , voici quelqu'un qui ne l'est pas moins que vous. C'est le grand Bertrand , qui depuis une heure est là , le cou tendu , l'œil en arrêt , la bouche ouverte , attendant son article , inquiet s'il arrivera bientôt : et ce n'est pas sans sujet ; en bonne guerre , il est dû réponse ferme et franche à son dernier mémoire : il ne l'attendra plus.

J'ai beau vouloir garder mon sérieux , en parcourant ses écrits , le rire me prend dès la première page , et voilà ma gravité partie. N'est-ce pas aussi la plus plaisante chose du monde que ce grand sacristain , qui ne prend jamais ses épigraphes que dans son bréviaire à deux colonnes , parce que le français est à côté du latin ; n'est-il pas , dis-je , bien plaisant , qu'oubliant sa qualité de défenseur de M. Goëzman , le jour même que ce magistrat éprouve un second décret d'ajournement personnel , il s'avise de choisir pour épigraphe à son supplément , un verset de psaume finissant par ces mots : *comprehensus est peccator* : ENFIN LE COUPABLE EST PRIS.

Puisqu'il n'y a pas moyen de travailler sérieusement en prenant ce mémoire par le commencement , essayons de nous remonter au grave en commençant à le lire par la fin. Le voilà retourné. Le premier objet qui me frappe à sa dernière page , est un cartel bien imprimé , bien public , bien ridicule et bien lâche ; mais le plus risible est que le grand cousin , craignant que son nom ne m'imprimât pas assez de terreur , a fait choix d'un compagnon d'armes qui prend le nom de *Donnadiou*. L'envoi d'un cartel signé *Donnadiou* ! il y a de quoi faire expirer d'angoisse.

Mais consolez-vous , mes amis , ce n'est pas le véritable

Donnadieu tenant une académie d'armes à Paris, homme estimable qui a trop de sens pour signer une bêtise, et trop d'honneur pour être le second d'une lâcheté. Cet autre *Donnadieu*, mes amis, est une espèce d'avocat, sauf l'honneur de la profession.

Deux chiens, dit-on, naquirent d'une même lice, et furent nommés *César*. En grandissant, l'un devint chasseur valeureux, élané, giboyant, guerroyant, et retint le nom de *César* par excellence. L'autre écourté, trapu, fidèle au garde-manger, toujours sale, aboyant, écorniflant, avalant : et notre maître La Fontaine nous apprend que ce *César* de chien fut surnommé *Laridon* par les cuisiniers. Ainsi le second de Bertrand le duéliste, s'appelle DONNADIEU DE NOFFRAT, pour le distinguer du *Donnadieu* par excellence.

Mais ce cartel m'a moins étonné qu'il ne m'a réjoui ; je m'y attendais. Madame Goëzman, dans la première page de son supplément, chaussant l'éperon, passant le baudrier de son suisse au sacristain, et lui donnant l'accolade, en avait fait son chevalier Bertrand. *Un bras vigoureux*, disait-elle en me menaçant, *vient d'arracher son masque, un homme vient de déchirer le voile. Je me repose sur son courage....* Et enfin elle nous apprend que ce chevalier de bal qui *arrache des masques et déchire des voiles*, est le sieur *Dairolles*. Etonnez-vous après cela de le voir, le jour du décret du mari, prendre pour devise, *comprehensus est peccator*, porter les couleurs de sa dame, imprimer le placard et jeter la mitaine.

Si tout cartel imprimé n'était pas une lâche forfanterie, et si lâche que le parlement qui a lu comme moi celui du cousin, n'a pas seulement daigné charger le ministère public d'en informer, si lâche que M. le procureur-général a bien voulu me faire la grâce de ne mettre aucune importance à cette *Bertrandado* renforcée ; si ce cartel, dis-je, eût mérité

quelque réponse, voici quelle eût été la mienne : Quand un guerrier a le courage de sauter seul à bord d'une galère pleine de chevaliers, ce n'est pas pour s'amuser à y faire le coup de poing avec les lépreux de la chiourme. De même ici, me trouvant en tête une foule d'ennemis croisés, fourrés, dignitaires ; ayant le choix des combattans, irai-je exprès me commettre avec les algousins de la troupe, ou brûler une amorce de préférence avec le sacristain de la compagnie, tant en son nom que comme trompette de Marin-la-Gazette, et chevalier de la dame aux quinze louis ?

Mais de quoi s'agit-il enfin ? car il faut faire justice à tout le monde.

Dans mon troisième mémoire, j'avais répondu à la demande de quelques avances que le sieur Bertrand avait malhonnêtement réclamées : « Vous avez, depuis un an, à moi deux effets de cent louis chacun, vous vous payerez dessus, etc. »

Le sieur Bertrand, faisant de l'indigné dans son supplément, commence par nier mes deux effets de cent louis, en répondant (page 18) : *Peut-on pousser l'impudence plus loin ? Le cœur serré par l'inspection de ces lignes, etc.* Sa réponse est fort longue ; on y reviendra ; puis soutenant sa dénégation de la provocation la plus généreuse, il rappelle le passage de mon second mémoire où j'ai dit :

« Si la haine qui me poursuit a quelquefois altéré mon caractère, que celui que j'ai pu offenser dise de moi que je suis un homme malhonnête, j'y consens, mais qu'il ne dise pas que je suis un malhonnête homme ; car je jure que je le prendrai à partie si je puis le découvrir, et le forcerai par la voie la plus courte à prouver son dire ou à se rétracter publiquement. » A quoi il répond sans hésiter, page dernière : « Eh bien ! monsieur de Beaumarchais, vous êtes un homme malhonnête et un malhonnête homme, et certainement vous

ne prendrez pas la voie la plus courte. » — Eh ! pourquoi donc, cousin, ne la prendrai-je pas ? C'est pourtant ce que je vais faire à l'instant.

Il est vrai que pour forcer Bertrand *l'honnête homme* à se rétracter, je n'ai pas fait battre la caisse à sa porte pour effets égarés, comme un gaillard ressentiment eût pu me l'inspirer.

Il est vrai que je n'ai pas dénoncé le cartel de Bertrand *le généreux* au ministère public comme beaucoup d'honnêtes gens qui ne voient pas si clair que moi dans mes affaires, s'empressaient de me le conseiller ; il est encore vrai que je n'ai pas sanglé un coup d'épée dans la cuisse à Bertrand *le vaillant*, faute d'avoir trouvé chez lui du cœur à percer, comme quelques plaisans l'out répandu dans le monde ; mais il n'en a pas marché plus roide un instant pour cela ; car, dès le lendemain, prenant pour héraut d'armes le brave huissier qui défend mes meubles, j'ai fait sommer à mon tour le capitain, par un cartel timbré, de se rendre en champ clos dans la salle des consuls de Paris, où M^e Benoît, mon procureur, et le sieur Mention, qui lui avait remis mes deux effets de cent louis, il y a plus d'un an, l'ont vainement attendu deux jours de suite.

En ennemi prudent, le chevalier Bertrand a laissé prendre deux défauts contre lui ; mais au troisième cartel, sentant bien que, faute de répondre, on allait le condamner à me payer la somme de deux cents louis, il est venu enfin aux consuls en haute personne, et là le sieur Mention ayant réclamé les deux effets de cent louis qu'il lui avait remis de ma part, en tel temps, pour en poursuivre le paiement ; et M^e Benoît l'ayant sommé de déclarer s'il convenait avoir reçu lesdits effets, ou s'il persistait à les nier comme il l'avait fait dans son mémoire, alors, de ce ton de confrérie, avec lequel en mentant le jour de son interrogatoire aux pieds de la cour, il avait pris *le ciel et le crucifix à témoin de la vérité de*

ses discours, emporté par l'enthousiasme de sa dernière production, il dit (page première de son supplément) : *Ennemi du mensonge et de l'artifice..... puissent ma candeur et ma sécurité me faire des protecteurs de mes juges!* (page 8) *Qu'un homme de bien est malheureux d'être livré à la fureur d'un pervers!* — Mais les deux cents louis de M. de Beaumarchais? — (page 9) *Un homme audacieux marche à la lueur d'un flambeau qui l'égare; il court après une chimère, et veut entraîner un (grand) innocent dans l'abîme où sa haine va le plonger.* — Entendez-vous par-là que le sieur de Beaumarchais ne vous ait pas remis les deux effets qu'il redemande? (page 10) *Il n'a connu ni la honte, ni les périls des moyens dont il se servait, et sa méchanceté a ressemblé au tonnerre qui ne cesse d'être à craindre que lorsqu'il est tombé.* — Oui, mais tout cela ne nous apprend pas si vous avez ou non les deux effets de cent louis? (page 13) *Le plus lâche des hommes ose, avec un front d'airain, attaquer et mon cœur et mon esprit et mon âme.... Il assure avec impudence des faits faux et défigurés.* — Quoi! monsieur, vous niez que vous ayez les deux effets de cent louis? — (page 11) *Comment juge-t-on des motifs des hommes? Par leurs actions.* (page 17) *Prenez le flambeau de la haine, et portez-le dans tous les replis de ma vie, je vous défie de me trouver en défaut.* — Il n'est ici besoin de haine ni de flambeau pour prouver que vous retenez deux effets de cent louis qui ne vous appartiennent pas. — (page 9) *Est-ce là la marche de l'innocence? Agit-elle ainsi par des souterrains et des détours, et se permet-elle d'aussi bas artifices?* Et (page 15) *la vérité n'a-t-elle pas toujours présidé à ce que j'ai dit, la probité à tout ce que j'ai fait?* — Mais il n'y a pas plus de vérité à nier des billets au porteur, quand on les a reçus, qu'il n'y a de probité à les garder. — (page 17) *Ainsi les méchants rejettent sur le compte*

d'un homme de bien les perfidies dont ils se rendent coupables. — Vous voudriez faire croire à ces messieurs que je ne vous les ai pas remis ! Quel homme êtes-vous donc ? — (pag. 17) Me voici , en peu de mots , tel que je suis. Je m'abandonne à la pente naturelle de mon caractère , la droiture en est la base.... , et je sais que la candeur de mon ame est incorruptible.

Alors le sieur Mention , se sachant tout de bon , rappelant tous les faits et discours relatifs à la remise des deux effets , lui dit : c'est moi-même qui vous les ai portés chez vous ; et si vous les niez , je vous accuse en mon nom d'en imposer à la justice. — (page 13) *Les magistrats que vous outragez par l'audace avec laquelle vous comptez sur leur indulgence , respectent les lois , les mœurs , l'intérêt public ; ils puniront le calomniateur. — Calomniateur vous même , et je sais bien le moyen de vous forcer à nous rendre nos deux effets de cent louis. — (page 19) Ecoutez , monsieur.... votre façon de penser est celle d'un homme qui ne connaît pas le prix de la candeur , de l'honnêteté et de la pudeur ; de cette pureté , de cette innocence , de cette droiture d'intention enfin , qui , toujours réunies , forment un si bel ensemble qu'il ne peut s'exprimer que par le mot de vertu ; ainsi ce que vous dites ne me fait aucune sensation.*

Alors M^e Gornaut , procureur du sieur Bertrand , prenant la parole , dit tout haut : Messieurs , mon client embrouille les choses fort mal à propos ; j'ai les deux billets au porteur appartenans au sieur de Beaumarchais , qui m'ont été remis par ledit sieur Bertrand , et j'offre de les rendre à l'instant , si l'on paye les frais de poursuites que j'ai faites sur ces billets contre leur débiteur , au nom et par ordre dudit sieur Bertrand. — Mais pourquoi donc , dit le sieur Mention , les a-t-il niés si crûment , si malhonnêtement dans son dernier mémoire ? — Messieurs , reprit Bertrand , je ne les ai pas niés

tout à fait dans ce mémoire ; il est vrai que je me suis écrié sur leur demande (page 18) *peut-on pousser l'impudence plus loin ?* Mais ce n'est pas là une négation formelle, et si vous vous donnez la peine de lire vous-mêmes, messieurs, vous verrez que non-seulement ma réponse est équivoque, mais encore amphigourique.

Voici l'équivoque : « Peut-on pousser l'impudence plus loin ? Le cœur serré par la seule inspection de ces lignes, je suis forcé à en détourner les yeux pour conserver la présence d'esprit nécessaire à la continuation de mon récit. »

Voici l'amphigouri : « O vérité ! tout se tait à ton nom ; je n'entends que ta voix ; c'est une satisfaction, une sérénité dont l'ame jouit après t'avoir prononcée. Sauve-moi, pendant le cours de ma vie, les occasions de feindre et de dissimuler... Il me semble qu'on ne peut pas être malheureux lorsqu'on a toujours été vrai. » — Vous avez raison, cela est très-amphigourique ; mais tout le monde n'en a pas moins cru qu'une pareille logomachie était un démenti formel donné par un esprit tortu, mais compagnon d'un cœur droit et indigné. Pourquoi donc avez-vous induit le public en erreur sur ce fait inuportant ? — (page 17) *Messieurs, j'ai cru que tous les hommes aimaient le bien, qu'ils ne se défiaient point du mal, et qu'ils ne soupçonneraient jamais le vice.* — Mais si la demande juridique n'eût pas été appuyée de preuves testimoniales aussi fortes, le sieur de Beaumarchais n'ayant pas de reconnaissance de vous, non-seulement on croirait encore que je ne vous avais pas remis les deux effets de cent louis, mais il y a grande apparence que vous les auriez gardés, puisque vous avez laissé prendre deux défauts avant de répondre à la demande qu'il vous en faisait juridiquement. — (page 17) *Je sais, messieurs, que je ne suis pas exempt de faiblesse, mais jamais je ne serai ni fourbe, ni faux, ni vicieux ; et puisque je suis convaincu devant la justice*

par mon procureur même , d'avoir reçu les deux billets au porteur , je vais les rendre en faisant mes petites réserves pour les petites sommes , petits frais , petits courtages et autres menus gains qui peuvent m'être dus par le sieur de Beaumarchais.—Et à l'instant est sorti un jugement dont voici l'extrait :

« Les juges et consuls , etc., salut..... ; savoir faisons qu'entre le sieur Caron de Beaumarchais , demandeur et comparant par Benoit , fondé de procuration , et assisté de Jacques-Pierre Mention , d'une part , et le sieur Bertrand Dairolles , etc., défendeur et comparant en personne , de l'autre ; par le demandeur (*Beaumarchais*) a été dit qu'il a fait assigner le défendeur à comparoir , etc., pour se voir condamner , et par corps , à rendre et remettre au demandeur deux effets de deux mille trois cent trente-trois livres chacun , à lui confiés par le demandeur pour lui en procurer le paiement..... , sinon , etc. ; et par le défendeur (*Bertrand*) a été dit..... qu'il nous représente lesdits billets , etc. ; à quoi , par ledit demandeur , a été répliqué qu'il requiert acte , *de ce qu'en-core que le défendeur ayant , dans le supplément de son mémoire (page 18) , répondu , en éludant le point de fait de la remise et de la possession desdits billets , il convient actuellement devant nous que lesdits billets lui ont été remis ; en conséquence , il requiert que lesdits billets lui soient rendus , etc. Nous , parties ouïes , lecture faite , avons donné et donnons acte..... de la remise à l'instant faite au demandeur , es-mains du sieur Mention son secrétaire , des deux billets dont est question , etc. Mandons à nos huissiers-audienciers , etc. Donné à Paris , le douzième jour de janvier 1774. Signé , scellé , etc. »*

Voilà comment , prenant à partie celui qui m'avait dit que j'étais un malhonnête homme , je l'ai forcé , par la voie la plus courte , à se rétracter publiquement. ; voilà

comment, sans coup férir, j'ai mis à fin, par ma sagesse et ma prudence, la fameuse aventure du cartel du grand Bertrand, trompette de *Marin-la-Gazette*, et soi-disant chevalier de la dame aux quinze louis : *Parturient montes, nascetur ridiculus mus.*

Ces deux maudits effets de cent louis étaient précisément fourrés dans la moitié paralysée de la cervelle du grand cousin : il ne s'en souvenait plus. Je ne parlerai pas ici de quelques autres oublis du même genre, parce qu'ils me sont étrangers, et ne sont encore livrés qu'à l'œil vigilant de la police.

Il est certain que toutes les affaires d'éclat commencent par être dites à l'oreille de M. de Sartines, juge et conseil de paix dans la capitale ; mais lorsque l'espèce de dictature qu'il exerce toujours sur les objets pressans, a cessé ; lorsque le ministère de confiance a fait place à la rigueur des formes juridiques, bien des gens vont citant à tort à travers ce que M. de Sartines a dit et fait pour arrêter les progrès du mal ; certains de n'être pas démentis par ce magistrat, que des considérations majeures ou l'intérêt des familles empêchent toujours de s'expliquer, et dont la discrétion reconnue serait la première vertu, si son zèle pour le bien public ne méritait pas un éloge encore plus distingué, ce qui rend toutes ces citations indécentes et malhonnêtes, et c'est moins l'oubli de Bertrand qui me suggère cette observation, que l'interrogatoire de M. Goëzman, où cet autre accusé, pour se couvrir d'un nom respecté, cite sans cesse M. de Sartines ; mais quel rapport peut-il y avoir entre le magistrat vigilant, dont le cabinet est ouvert à toute la France, et M. Goëzman qui renfermait la clef du sien au fond de la bourse de sa femme ? J'aurai bien de relever vertement cette licence de citer lorsque je rendrai compte de ma confrontation avec M. Goëzman.

Quant au sieur Bertrand, je n'ai plus à le poursuivre que

comme faux témoin alimenté, suborné, soudoyé par Marin et autres personnes respectables, pour oublier la vérité; car s'il ne se souvenait pas qu'il eût à moi deux billets très-réels, en revanche, il se souvient fort bien que j'ai reçu de M. Goësmán, le samedi 3 avril au matin, une audience qui n'a jamais existé, sur laquelle il a offert son faux témoignage à ce magistrat chez lui, chez Marin et chez M. le président de Nicolai, s'il en faut croire M. Goësmán à son interrogatoire, ce qui prouve de plus en plus que la conduite du cousin tient à l'état singulier de son cerveau, miroir fidèle de tout ce qui lui sert, faux ou vrai, mais absorbant parfait de tout qui peut lui nuire.

L'interrogatoire de M. Goësmán prouve encore ce que j'ai dit plusieurs fois, que ces messieurs s'assemblent très-souvent pour aviser aux moyens de me perdre. Pour le seul faux témoignage de Bertrand, je vois déjà trois assemblées chez M. Goësmán où était Bertrand et autres personnes respectables; chez Marin, où se trouvèrent M. Goësmán, Bertrand et autres personnes respectables, tous lesquels ont fait preuve de leur bonne intention pour moi.

Le jour même que le supplément du sieur Bertrand parut, le hasard nous rassembla au greffe criminel lui, moi, Lejay et madame Goësmán que j'aurais dû nommer la première; mais en ce moment aucun de nous ne songeait à rire de son voisin; occupés tous de l'interrogatoire que nous allions subir aux pieds de la cour, chacun pensait à son affaire, et ce n'était pas sans raison.

Quelques personnes regardent cet acte important comme une chose de forme, uniquement autorisée par l'usage; mais donner l'usage pour motif d'une action est expliquer comment on a continué, mais non pourquoi l'on a commencé à l'adopter.

Ce seul mot l'usage annonce que le motif qui fait interroger le millicime accusé devant la cour, est le même par lequel on

interrogea le premier qui le fut ainsi; reste donc toujours pour base de cet interrogatoire l'importance dont il est dans une instruction criminelle, et son influence majeure sur le jugement qui le suit de près; et cette importance est telle, qu'un des premiers magistrats du parlement m'a confié que, dans une affaire aussi grave que difficile, son opinion ne s'était décidée qu'à cette époque du procès.

Si donc la publicité d'un tel interrogatoire devant tous les juges est un bien, en quel sens une plus grande publicité pourrait-elle être un mal? N'est-il pas égal aux magistrats, qui sont froids sur la question à juger, qu'on ignore ou connaisse ce qu'ils ont demandé? L'accusé seul est intéressé qu'on sache ou ne sache pas ce qu'il a répondu; mais comme il n'y a que la sottise ou l'hypocrisie qui aient intérêt à cacher leurs démarches, et que je tâche d'éviter l'une autant que je déteste l'autre, je dirai comment on m'a interrogé, comment j'ai répondu, tout ce que j'ai dit bien ou mal, ne voulant pas plus déguiser mes torts dans ce procès que ce qui peut paraître louable dans ma conduite.

Le gazetier d'Utrecht, qui se donne des libertés en tout genre sur cette affaire, et qui tient ses articles *Paris de Marin*, suppose, dans sa gazette du 17 janvier, une conversation entre M. le premier président et moi, et croit me donner pour un audacieux personnage en publiant une de mes prétendues réponses à ce magistrat.

Certainement si quelque homme en place, m'honorant de ses conseils, m'avait dit (ce que le gazetier met dans la bouche de M. le premier président): « Quel besoin avez-vous d'instruire le public en cette affaire? Est-il votre juge? et quel autre intérêt met-il à tout ceci que celui d'une vaine curiosité? » Je n'aurais pas cru m'écarter de mon devoir en lui répondant avec modestie: cette affaire, monsieur, intéresse un membre du parlement, et je ne ferai point à mon siècle

l'injure de le croire assez avili pour être indifférent sur ce qui touche ses magistrats. La nation, à la vérité, n'est pas assise sur les bancs de ceux qui prononceront, mais son œil majestueux plane sur l'assemblée. C'est donc toujours un très-grand bien de l'instruire; car si elle n'est jamais le juge des particuliers, elle est en tout temps le juge des juges; et loin que cette assertion que j'ai déjà osé exprimer en d'autres termes, soit un manque de respect à la magistrature, je sens vivement qu'elle doit être aussi chère aux bons magistrats que redoutable aux mauvais.

Eh! quel homme aisé voudrait, pour le plus modique honoraire, faire le métier cruel de se lever à cinq heures, pour aller au palais tous les jours s'occuper, sous des formes prescrites, d'intérêts qui ne sont jamais les siens; d'éprouver sans cesse l'ennui de l'importunité, le dégoût des sollicitations, le bavardage des plaideurs, la monotonie des audiences, la fatigue des délibérations, et la contention d'esprit nécessaire aux prononcés des arrêts, s'il ne se croyait pas payé de cette vie laborieuse et pénible, par l'estime et la considération publique: et cette estime, monsieur, est-elle autre chose qu'un jugement? qui n'est même aussi flatteur pour les bons magistrats, qu'en raison de sa rigueur excessive contre les mauvais.

Peut-être serait-il à désirer que la jurisprudence criminelle de France eût adopté l'usage anglais, d'instruire publiquement les procès criminels.

Le seul mal qui pût en résulter serait de soustraire quelquefois un coupable au châtement mérité. Mais combien d'innocens l'usage contraire a-t-il fait périr! Dans l'ordre civil, sauver un coupable est un léger inconvénient, supplicier un innocent fait frémir la nature: c'est le plus effrayant des malheurs.

Je ne pousserai pas plus loin ce parallèle: il n'est pas de

mon ressort. Peut-être un jour oserai-je exposer avec respect le fruit de mes réflexions à cet égard; persuadé que chaque citoyen doit à l'état le tribut de ses vues patriotiques, en échange de la protection que le prince lui accorde, et des agrémens dont la société le fait jouir.

Voici quelle eût été ma réponse. Le gazetier Marin peut bien envenimer, engourdir tout ce qu'il touche; c'est une torpille. Mon devoir, à moi, c'est de rendre à mes idées leur vrai sens, quand l'ignorance ou la malignité les ont défigurées.

Posant donc pour principe que le plus ou moins de publicité de l'interrogatoire aux pieds de la cour, importe à l'accusé seulement, deux autres considérations, d'un grand poids à mes yeux, me déterminent à suivre mon projet à cet égard.

1°. Je dois aux officiers qui ont assisté à l'instruction de ce procès, d'anéantir l'imputation que mes adversaires leur ont faites dans leurs défenses, de m'en avoir communiqué les pièces pour écrire les miennes. Et rien n'y est plus propre, que de donner au parlement qui m'a interrogé, cette preuve de la fidélité de ma mémoire.

2°. J'aime à rendre à la cour l'hommage public de l'étonnement où cet interrogatoire m'a jeté. Mille bruits scandaleux et relatifs à des affaires antérieures m'avaient fait croire que ces interrogatoires se faisaient avec un éclat, un tumulte, un désordre capables d'effrayer l'innocent le plus intrépide. Si l'on en croyait ces bruits, il semblait que la cabale et l'intrigue attendissent ce moment pour triompher de la froide équité des bons juges, et du trouble d'esprit des malheureux opprimés. Jamais, je dois le dire, la religion, toute auguste qu'elle est dans ses cérémonies, ne m'a rien présenté de plus noble, mais en même temps de plus consolant que le ton, la forme et l'ensemble de ce majestueux interrogatoire.

Le 22 décembre donc, vers les sept heures du soir, toutes les chambres assemblées, je fus appelé pour être interrogé à la barre de la cour. En ce moment, je travaillais au greffe, à un précis de l'affaire, que je voulais présenter le lendemain à tous les magistrats, lorsqu'ils entreraient au palais pour me juger. Mon travail avait encore un objet plus intérieur, celui d'examiner le soir chez moi ce que j'avais écrit au greffe, pour juger si, dans une position si nouvelle, j'avais conservé le sang-froid nécessaire à un résumé aussi sérieux. Une des choses que j'ai le plus constamment étudiées, est de maîtriser mon ame dans les occasions fortes : le courage de se rompre ainsi m'a toujours paru l'un des plus nobles efforts dont un homme de sens pût se glorifier à ses yeux.

Mais qu'il y a loin encore d'attendre un événement, à se voir forcé d'en soutenir le spectacle ou d'y figurer soi-même. En approchant du lieu de la séance, un grand bruit de voix confuses me frappait sans m'émouvoir; mais j'avoue qu'en y entrant, un mot latin prononcé plusieurs fois à haute voix par le greffier qui me devançait, et le profond silence qui suivit ce mot m'en imposa excessivement. *Adest, adest* : il est présent, voici l'accusé, renfermez vos sentimens sur son compte; *adest*. Ce mot me sonnera long-temps à l'oreille. A l'instant, je fus conduit à la barre de la cour.

A l'aspect d'une salle qui ressemble à un temple, au peu de lumières qui la rendaient auguste et sombre, à la majesté d'une assemblée de soixante magistrats, uniformément vêtus et tous les yeux fixés sur moi, je fus saisi du plus profond respect; et faut-il avouer une faiblesse? la seule bougie qui fût sur une table où s'appuyait M. Doë de Combault, rapporteur, éclairant le visage d'un conseiller au parlement accoté sur la même table, de M. Gin, en un mot; je le crus, par la place où je le voyais, chargé spécialement de m'interroger, et je me sentis le cœur subitement resserré, comme si une

goutte de sang figé fût tombée dessus et en eût arrêté le mouvement. Je me rappelle bien, que, surmontant cette faiblesse par une secousse interne assez violente, je crus n'avoir porté mon aue qu'au degré de l'équilibre; mais j'ai eu lieu de juger depuis, en m'examinant mieux, qu'elle avait été jetée fort loin au-delà du but. Mais je m'étais trompé sur M. Gin; ce fut M. le premier président qui m'interrogea sur mon nom, sur mon âge et mes qualités; son air de bonté, le son d'une voix qui jusqu'alors ne m'avait fait entendre que des choses obligeantes, me rendit une partie de ma sérénité.

« N'avez-vous pas eu, continua-t-il, un procès contre le comte de la Blache, sur le délibéré duquel M. Goëzman, étant nommé votre rapporteur, vous avez cherché à le voir chez lui par plusieurs courses réitérées. »

Ma réponse ayant un peu d'étendue, M. le premier président me dit : « Soyez concis, monsieur, répondez oui ou non à tout ce qu'on vous demande. » Alors il me fit deux ou trois questions fort simples, qui n'exigeaient de moi aucune explication, et je me renfermai dans l'ordre qu'il m'avait prescrit; mais ce magistrat m'ayant interrogé d'une manière plus composée, et l'ardeur de répondre m'écartant du profond respect dû à M. le premier président, et plus occupé du fond de mes idées que de la manière de les rendre, j'articulai vivement : « Monsieur, la question n'est pas bien posée pour que je réponde *oui* ou *non*. »

A l'instant, il s'éleva un murmure de défaveur contre moi, qui me punit de mon indiscretion; je sentis ma faute, et voulant m'en relever sur-le-champ : « Si mon expression, messieurs, paraît déplacée à la cour, je la supplie de considérer que je ne puis avoir l'intention de manquer de respect à M. le premier président; je la supplie d'avoir la bonté de s'arrêter uniquement au sens que je donne à mon idée, peut-être mal rendue. Je ne puis répondre par *oui* ou *non*, comme

on me l'a ordonné, qu'à une question fort simple, et non lorsqu'elle est complexe comme celle-ci. » M. le premier président me demande :

« N'avez-vous pas remis ou fait remettre à Lejay une somme de cent louis, pour être présentée à madame Goësmann, dans la vue de gagner le suffrage de son mari? »

— « Si je dis *oui*, j'avoue la corruption, si je dis *non*, je nie le sacrifice ; or, je supplie la cour de me pardonner si j'observe que sur des interrogats de cette nature, il m'est impossible de me renfermer dans la concision qui m'est recommandée : une réponse obscure tournerait contre moi, et la cour n'a pas intention de me tendre des pièges. »

Il est certain qu'en ce moment je n'eus que des grâces à rendre à la cour, et surtout à M. le premier président, de la bonté d'oublier l'espèce de roideur que contenait ma première réponse, et je saisis cette nouvelle occasion d'en témoigner aujourd'hui ma reconnaissance à tous les magistrats qui m'écoutaient alors.

Je divisai donc la demande, et ramenant la question à son principe « L'accusation de corruption sur laquelle je défends, messieurs, n'est fondée que sur la dénonciation de M. Goësmann, qui n'est elle-même appuyée que sur un ouï-dire de sa femme ; mais cette accusée n'a-t-elle pas déclaré, dans ses récolement et supplément, que Lejay ne lui avait jamais demandé que des *audiences* ? Lejay n'a-t-il pas toujours dit à ses interrogatoires que Bertrand ne l'avait chargé que de solliciter des *audiences* ? Celui-ci n'est-il pas convenu partout que ma sœur ne lui avait parlé que d'*entrevues* et d'*audiences* ? Mes deux sœurs, les sieurs de la Chateigneraie, de Miron et Santerre n'ont-ils pas tous déposé que l'impatience qui m'avait porté, malgré mes répugnances, à faire un sacrifice d'argent, ne venait que de l'impossibilité d'avoir autrement des *audiences* ? Or, quand je me sonde, avec droit, sur la

dénonciation de M. Goëzman pour l'accuser de m'avoir calomnié, en me taxant de corruption, pourrait-on user de cette même pièce contre moi, pour établir que j'ai voulu le corrompre.

« Les deux propositions contraires ne pouvant être vraies en même temps, prouver par toutes les pièces du procès que M. Goëzman a suborné Lejay, en suggérant, minuant et dictant ses déclarations, et m'a calomnié dans sa dénonciation, n'est-ce pas détruire le fantôme absurde, insoutenable, d'une intention de corrompre, qui, quand elle eût existé, devient nulle au procès, puisque rien au monde n'en peut fournir de preuve légale, et qu'en affaire criminelle, tout est de fait et rien de présomption? Ramenant ensuite ce plaidoyer à la question qui m'a été faite par M. le premier président, je réponds *oui* j'ai donné de l'argent pour obtenir des audiences de M. Goëzman, et *non*, je n'en ai pas donné pour le corrompre; c'est aussi trop l'avilir que de supposer que j'aie cru ce magistrat corruptible, et corruptible au misérable prix de vingt-cinq ou cinquante louis, que ma sœur avait jugés suffisants pour le soin dont elle était chargée. Je supplie la cour de ne point perdre de vue cette réflexion en jugeant le procès. »

Lorsque je finissais ma réponse, je me sentis violemment tirailé par une crampe à la jambe, qui ne me permit pas de poursuivre. Je suppliai la cour de vouloir bien suspendre un moment la séance, forcé de convenir que je souffrais incroyablement. A l'instant, le ton de l'humanité, de la bonté, de l'intérêt, succéda, dans la bouche de tout le monde, à l'austère majesté d'un interrogatoire; et je fus vivement touché de l'indulgence avec laquelle Messieurs m'ordonnèrent unanimement de m'asseoir sur un banc des avocats, et me permirent d'étendre ma jambe douloureuse sur un autre banc. Je ne rapporte ici cette légère circonstance que

pour détruire, par l'exposé le plus vrai, les bruits qui se répandirent le soir même dans Paris, qu'on m'avait fait au palais des questions si foudroyantes, que je m'en étais trouvé mal et avais été long-temps sans connaissance. Après un peu d'intervalle, M. le premier président reprit la parole, et me dit :

« Vous convenez donc que vous avez donné cent louis pour avoir audience? »

— « Oui, monseigneur. »

— « Vous convenez qu'une audience vous a été accordée? »

— « Oui, monseigneur. »

— « Vous convenez que madame Goëzman vous a fait remettre volontairement les cent louis? »

— « Oui, monseigneur. » A toutes ces questions, comme on voit, les réponses les plus simples de ma part.

— « Mais si madame Goëzman ne vous eût pas fait rendre vos cent louis, les eussiez-vous exigés d'elle? »

— « Pardon, monseigneur, si j'observe que ce que j'aurais fait est étranger à la cause, et que c'est seulement de ce que j'ai fait qu'il s'agit. Cependant, voici ma réponse. Je crois fermement que j'aurais eu le droit de me plaindre; car je n'avais pas demandé une audience, mais des audiences; et j'espère que la cour, en rendant M. Goëzman partie au procès, voudra bien me donner l'occasion de le confondre sur la fausseté des audiences qu'il prétend que mes amis ou moi avons reçues de lui. Je n'avais donc pas demandé une seule audience, mais des audiences; et le prix de cent louis, dans mon idée, ayant plus de rapport à l'état de la personne qui m'obligeait, qu'à la nature du service qui m'était rendu, je me serais sans doute plaint à la dame du peu de délicatesse de son procédé; mais je crois pourtant que j'aurais fini par lui laisser les cent louis. »

— « Puisque vous lui auriez laissé les cent louis, pourquoi

donc lui avez-vous redemandé les quinze louis ? il y a ici contradiction dans votre conduite. »

— « Il n'y en a point, monseigneur, j'aurais pu laisser les cent louis à madame Goëzman, quoiqu'elle les eût mal acquis, parce que j'avais consenti qu'on les lui remit pour elle-même; et j'ai cru devoir lui redemander les quinze louis, parce qu'elle les avait exigés pour un secrétaire auquel ils n'ont pas été remis. L'argent manquant sa destination doit être rendu à celui qui ne l'a donné que pour un usage indiqué. Hors de cet usage prescrit, toute autre destination à lui inconnue est un vol, une escroquerie; aussi la malhonnêteté du moyen que cette dame avait employé pour s'approprier mes quinze louis, me parut-elle mériter la petite leçon que je lui donnai par ma lettre du 21 avril, mais lettre secrète et tournée de façon à ôter à la dame l'envie de la publier; aussi n'est-ce pas ma faute si par l'imprudence de mes ennemis la leçon est devenue publique. En un mot, tel homme veut bien donner cent louis qui ne veut pas être dupé de quinze; et j'avoue à la cour que je suis cet homme-là. »

Après ma réponse, M. le premier président réfléchit un moment; puis il me demanda :

« Comment ce Bertrand Dairolles, qui était votre ami, est-il subitement devenu votre ennemi ? »

— « Monseigneur, il me semble que ceci ne touche pas le fond de la question sur laquelle je subis interrogatoire. »

— « J'ai droit, monsieur, de vous interroger sur la fin, sur le commencement, le fond ou les accessoires du procès à ma volonté. »

— « Ce n'est pas, monseigneur, pour contester un droit très-respecté que j'observe; mais seulement pour faire remarquer à la cour que, dans la partie de l'interrogatoire qui se rapporte à la corruption, je suis accusé; et qu'en tout le reste, je suis accusateur; ce qui doit mettre une très-grande diffé-

rence dans ma façon de répondre, et me faire sortir, pour éclaircir les faits, de la concision qui m'a été prescrite, sans que la cour s'en trouve offensée. »

— « Répondez comme vous l'entendrez, mais soyez bref. »

— « Messieurs, je n'étais point l'ami de ce Bertrand Dairrolles, mais seulement sa connaissance ; aujourd'hui je ne suis point son ennemi, mais seulement son accusateur. L'amitié et l'inimitié supposent dans leur objet une importance qu'on ne peut pas attacher à l'homme dont il s'agit : créature faible et toujours entraînée par le plus misérable intérêt ; froid à mon égard tant qu'il n'a pas cédé à l'impulsion de Marin ; ayant fait depuis le mal sans scrupule, quand cette impulsion s'est fortifiée par je ne sais quel espoir de fortune. Avec les esprits de cette trempe, on n'y fait pas tant de façon ; l'appât le plus grossier les fait mordre et les tire de leur élément. Je prouverais bien, si je voulais, comment en très peu de temps ce Bertrand est devenu un fort malhonnête homme ; mais je déclare que je n'ai pas contre lui la moindre animosité. Il n'y a dans tout cela que Marin qui en mérite. »

— « Pourquoi donc êtes-vous devenu l'ennemi de Marin, dont vous aviez été l'ami jusqu'alors ? »

— « Monseigneur, tant que Marin ne m'a pas fait de mal, je me suis tenu à son égard dans les termes de la politesse ordinaire ; il censurait mes pièces de théâtre : il prétend aujourd'hui qu'il les corrigeait, qu'il les faisait même ; il n'y a que mes mémoires sur lesquels il ne prétend rien. Mais il n'y a pas là de quoi se brouiller, cela prouve seulement que le censeur Marin veut avoir en tout l'air d'une importance au-delà de ses pouvoirs ; son bonheur est de paraître tout savoir, tout faire et tout arranger. Il conseille la magistrature, il dirige les opérations du ministère, il refait les ouvrages des auteurs, il est de tous les conseils, entre dans tous les cabinets ; sa

sureur est d'être pour quelque chose dans tout ce qui se fait ; c'est l'*omnis homo*, la mouche du coche ; il bourdonne et tourne et sue pour les chevaux qui tirent, et se donne la gloire de tous les événemens où il n'est pas prouvé qu'on l'a forcé de se taire. Dans cette querelle, il a jugé qu'il y aurait pour lui plus de profit à servir le magistrat qu'à défendre le particulier. Le parti pris par un tel homme, on sent que les moyens sont comptés pour rien. L'habitude de mal faire lui a peut-être même ôté la conscience du mal qu'il me faisait. Je ne le hais pas non plus, et si tout le monde l'estimait aussi juste que moi, il y a long-temps que pour toute peine on l'aurait réduit à l'inaction et au silence, seul vrai tourment des gens de son caractère. »

Il s'éleva dans l'assemblée un murmure qui me parut être celui d'un sourire universel.

M. le premier président, s'adressant alors à la cour, demanda si quelqu'un avait des questions à me faire, et M. Doë de Combault, rapporteur, prit la parole.

« Quel jour avez-vous remis à Lejay la montre enrichie de diamans ? »

— « Monsieur, c'est le dimanche 4 avril, lendemain du jour où j'ai obtenu la seule audience qui m'ait été donnée. »

— « Prenez-garde, monsieur, si ce n'est pas plutôt le samedi 3, avant l'audience obtenue ; rappelez-vous bien. »

— « Je sens, monsieur, toute l'importance de votre question ; si j'ai donné la montre avant l'audience, on peut croire que j'ai plutôt eu dessein, en accumulant les présens, d'exciter la cupidité de ceux dont je voulais gagner le suffrage, que de payer successivement des audiences ; mais j'ai la mémoire très-fraîche sur ce fait ; la montre n'a été par moi remise à Bertrand, pour être remise à Lejay, pour être remise à madame Goëzman, que le dimanche 4 avril, à défaut

de cent autres louis que je n'avais pas, et sur les difficultés que mes amis et moi aperçûmes d'obtenir une autre audience sans de nouveaux sacrifices. »

— « Mais le libraire déclare qu'il a reçu la montre le samedi, et qu'elle a passé une nuit chez lui. »

— « Monsieur, le libraire a tort. Si cette montre est restée chez lui, ce que j'ignore, ce ne peut être à la rigueur que la nuit du dimanche au lundi. Je ne sais pas ce qui s'est dit de la part d'autrui, mais de la mienne, messieurs, vous ne trouverez jamais d'obscurité dans mes réponses, ni de contradiction dans ma conduite. Je déclare que je n'ai remis la montre à Bertrand que le dimanche au matin. »

Alors il se fit un bruit dans l'assemblée; chacun disait : oui, oui, c'est le dimanche, et telle est la dernière déclaration de Lejay.

La séance paraissait finie, lorsqu'un de ces messieurs des enquêtes, élevant la voix, me dit de la manière du monde la plus polie :

« M. de Beaumarchais, répondez à ce que je vais vous dire : Vous êtes un homme instruit, et vous connaissez les lois de la morale ? »

— « Monsieur, la morale est le principe de toutes les actions de l'homme en société; il n'est permis à personne de les ignorer. »

— « Répondez donc exactement. Dans la persuasion où vous paraissiez être que votre rapporteur était d'accord avec sa femme sur les sommes qui devaient vous acquérir son suffrage, si son rapport en votre faveur eût fait sortir un arrêt à votre avantage, auriez-vous cru, en homme délicat, pouvoir profiter du bénéfice de cet arrêt ? »

— « Je vous demande pardon, monsieur, si j'observe que votre question, étrangère à la cause, me paraît seulement un cas de conscience. Ce n'est pas pour éluder d'y répondre

que je fais cette remarque, mais seulement pour que la cour ne soit pas étonnée si je divise la question, et ne la fais rentrer dans l'espèce de celles auxquelles je dois répondre comme accusé qu'après y avoir répondu comme moraliste.

« Si j'avais eu l'intention de corrompre M. Goësmann, en faisant un sacrifice d'argent, il est certain que son suffrage acheté m'ayant rendu l'arrêt favorable, je n'aurais pas pu délicatement profiter du bénéfice d'un arrêt qui n'eût été, dans ce cas-là, que le fruit de ma propre séduction.

« Mais voici pourquoi la question me paraît hors de la cause : c'est qu'un homme assez délicat pour refuser le bénéfice d'un arrêt obtenu par des voies malhonnêtes, n'aurait pu l'être en même temps assez peu pour tenter de corrompre un rapporteur ; et que celui qui aurait acheté, le samedi, le suffrage du rapporteur, ne serait pas devenu subitement assez scrupuleux pour restituer, le lundi, le produit de cet arrêt ; mais vous me demandez, monsieur : « Lorsque vous avez payé des audiences de votre rapporteur, si vous aviez su que le mari fût du secret, auriez-vous cru le gain du procès légitime ? » En qualité d'accusé, je réponds à cette question toute simple, et qui a un rapport direct au procès, que n'ayant en effet jamais entendu payer que des audiences, quand j'aurais été convaincu que M. Goësmann était d'accord avec sa femme, et quand ces audiences m'auraient coûté trois, quatre, cinq cents louis, j'aurais, sans scrupule, profité du bénéfice d'un arrêt qui ne m'eût jugé que le prix du légitime arrêté de compte, et ne m'eût fait gagner qu'un procès imperdable ; j'aurais seulement trouvé les audiences du rapporteur un peu cher. »

— « Mais puisque vous croyiez votre cause si simple qu'elle était absolument imperdable, quel besoin pensiez-vous donc tant avoir d'instruire votre rapporteur ? »

— « Le voici, monsieur : si j'avais pu me flatter que l'on

s'occupât uniquement au palais du fond de la question, qui, dégagée de tous les accessoires dont mon adversaire la chargeait, n'eût jamais mérité d'en former une, je n'aurais pas fait au parlement et à mon rapporteur, l'injure de croire qu'on s'arrêtât une minute aux misérables défenses de mon adversaire ; mais j'avais trop éprouvé qu'en feignant de plaider au civil la discussion d'un arrêté de compte, son avocat ne plaidait en effet que des moyens d'inscription de faux : de sorte que, par cette ruse odieuse, mon ennemi gagnait de me rendre odieux, sans courir le risque des terribles condamnations à quoi s'exposent ceux qui usent de l'inscription de faux contre un acte légitime. Aussi n'était-ce pas le fond du procès que je voulais instruire chez le rapporteur ; c'était les horribles impressions du comte de la Blache et de M^e Caillard que je voulais détruire¹. Car que faisait à ma cause qu'il parût étonnant à M. Goëzman, comme il me le dit, que M. Duverney m'eût prêté deux cent mille livres en ses billets au porteur, puisque dans l'acte qui les atteste, je n'en demande pas le paiement, et qu'ils ont été rendus et reçus en nature ? Ce n'était donc que pour en tirer des inductions défavorables contre moi qu'on faisait ces objections. Et pourquoi répondis-je à M. Goëzman : « Vous serez bien plus surpris, monsieur, si je vous prouve légalement que M. Duverney m'a prêté, en un seul jour, cinq cent soixante mille livres : de pareils services supposent un attachement sans bornes, ou de grands intérêts à ménager, et l'homme qui en oblige un autre avec de tels moyens, croit sans doute avoir d'excellentes raisons pour le faire ? » Je n'avais pas besoin non plus de prouver au procès ce prêt de cinq cent soixante

¹ M^e Caillard, avocat, qu'il faut bien se garder de confondre avec M. Gailhard de l'Académie française, de qui nous avons des morceaux de littérature très-éloquens.

mille livres, puisqu'il n'en est pas question dans notre acte, et qu'ils ont été rendus long-temps avant qu'il fût rédigé.

« De quoi donc s'agissait-il pour moi chez le rapporteur ? de prouver qu'il y avait eu des liaisons d'intérêt et d'amitié aussi longues qu'intimes, entre M. Duverney et moi, et que l'arrêté de compte le plus exact avait le fondement le plus légitime : il me fallait plaider l'historique et ces liaisons que mon ennemi s'efforçait de faire passer pour des chimères ; il m'importait de les établir par des instructions que mon respect pour la mémoire du plus honorable citoyen ne m'avait pas permis de mettre dans la bouche de mon avocat ; non qu'elles ne fussent à la gloire de mon ami, mais parce qu'elles tenaient à des considérations majeures, et qui exigeaient de ma part la plus grande circonspection ; de sorte que, sans inquiétude sur la vraie question à juger (*la validité d'un acte entre majeurs*), je ne l'étais pas sur l'opinion que mon adversaire avait donnée de moi qui présentais cet acte : et voilà pourquoi, monsieur, il m'était aussi important d'instruire mon rapporteur, qu'inutile de le corrompre : voilà pourquoi j'ai payé des audiences qu'on me refusait, et n'ai pas acheté un suffrage qui m'était dû à toute sorte de titres : tel a été le principe de ma conduite en cette affaire. »

Il semblait alors que la cour n'eût plus rien à me demander, lorsqu'un autre de messieurs des enquêtes, me dit du ton le plus grave et même un peu austère.

— « M. de Beaumarchais, êtes-vous l'auteur d'un écrit, intitulé : *Supplément au mémoire à consulter, etc.* ? »

— « Je pense, monsieur, que mon aveu ne fait rien du tout, pour ou contre le parti que la cour entend prendre relativement à ces mémoires. »

— « Répondez-moi, M. de Beaumarchais, d'une façon nette et sans biaiser. »

— « Messieurs, la cour sait bien la peine que j'ai jour-

nellement à faire signer la plus simple requête : forcé d'abord de présenter à M. le premier président une requête extra-judiciaire, pour obtenir un ordre exprès à un avocat titulaire de m'en signer une juridique, tous me refusant leur ministère contre un conseiller de la cour; l'on m'a vu souvent revenir jusqu'à quatre fois à la charge sans rien obtenir : et cela est au point que ma requête d'atténuation a été envoyée à tous ces messieurs, sans qu'elle fût signée, ce dont je leur ai demandé pardon, dans une note à la fin de mon dernier mémoire. Cette difficulté de trouver des défenseurs, sur laquelle il serait à désirer que la cour prit un parti certain; car enfin je ne suis pas ce qu'on appelle en Angleterre *ex-lex*, hors la loi; cette difficulté, je l'ai éprouvée de même sur mes écrits, de sorte qu'à défaut de conseils, de consultants, et surtout d'une bonne plume pour me défendre, je me suis trouvé forcé d'en employer une mauvaise, qui est la mienne. »

— « M. de Beaumarchais, êtes-vous l'auteur d'un écrit intitulé : *Addition au supplément du mémoire à consulter, etc.*? »

— « Monsieur, si c'est un nouveau crime, vous voyez le coupable : il n'y a pas trente heures que j'y travaillais encore. »

Le magistrat cessa de parler, et M. le premier président m'ordonna de me retirer; je demandai la permission de faire une observation à la cour.

— « Vous êtes ici pour répondre et non pour observer, » me dit M. le premier président.

— « Monseigneur, je crois avoir rempli le vœu de la cour à cet égard, puisqu'elle cesse de m'interroger; mais cet interrogatoire lui-même étant destiné à éclaircir quelques faits du procès sur lesquels la cour était incertaine, ne puis-je en profiter pour porter la lumière sur un fait des plus graves? C'est en quoi consiste l'observation que je demande la liberté de faire à la cour. »

— « Je vous ai déjà dit qu'un accusé n'avait pas le droit d'observer. »

— « Aussi, monseigneur, n'est-ce pas comme accusé, que je désire observer, mais en qualité d'accusateur ; et j'ose assurer la cour, que mon observation est d'une telle importance que, si l'on passait au jugement définitif de l'affaire avant de m'avoir entendu, l'arrêt ne serait peut-être pas injuste au fond, mais au moins, serait-il irrégulier dans la forme. »

La cour eut la bonté de me permettre de parler.

Mon observation avait pour objet l'histoire d'un dîner, pendant lequel, selon le sieur Bertrand, quatre conseillers avaient trahi devant lui le secret du parlement, en s'expliquant sur le parti violent que la cour entendait prendre contre Lejay, ledit Bertrand, et moi, qui avions, ajoutait-on, voulu flétrir la vertu du plus intègre magistrat, M. Goëzman. J'essayai d'établir qu'il importait à l'honneur de la magistrature, autant qu'à ma propre sûreté, que ce fait fût éclairci, chaque magistrat pouvant craindre à bon droit qu'on ne le soupçonnât d'être un des quatre ennemis qui s'étaient expliqués aussi indiscretement sur mon compte, et dont les voix pouvaient faire pencher contre moi la balance d'un jugement formidable. « Et cet indigne soupçon, messieurs, qui doit blesser tous les membres de cette auguste assemblée, ne peut cesser que par une addition d'information, dans laquelle le sieur Bertrand, interrogé de nouveau, sera forcé de s'expliquer : car si tout ce procès m'a été intenté sur le seul soupçon qu'un magistrat était compromis par des bruits vagues et publics ; avec combien plus de raison la cour doit-elle ordonner d'informer sur une grave imputation faite devant dix témoins, contre quatre de ses membres qu'on refuse de nommer. Dans le cas où cette imputation serait calomnieuse de la part de ce Bertrand, ce qui me paraît à moi très-probable, il est essentiel que la cour apprenne par l'instigation de quel fourbe

adroit, un fourbe maladroït est venu calomnier devant moi quatre magistrats, uniquement pour tâcher de m'effrayer, et me porter à quelques fausses démarches. »

Mon plaidoyer s'étendit à d'autres branches de l'affaire, et je conclus, tant sur le fait de l'audience que M. Goëzman prétend m'avoir donnée le samedi matin 3 avril, que sur celui du dîner des quatre conseillers, à ce qu'il plût à la cour me permettre de lui présenter requête tendante à obtenir une addition d'information.

M. le premier président me demanda, *pourquoi je n'avais pas parlé de ces objets dans ma requête d'atténuation.*

— « Par la raison, monseigneur, que, dans cette requête, j'agissais comme accusé, dont je dépouille en ce moment le caractère pour revêtir à la barre de la cour celui d'accusateur. »

M. le premier président me dit alors avec la plus grande bonté, que la cour verrait le cas qu'elle devait faire de mes observations, et qu'elle me permettait de lui présenter requête à ce sujet. Je témoignai ma reconnaissance, et je me retirai, soutenu par le digne M^e Frémin, l'un des greffiers criminels; car ma jambe me faisait un mal excessif.

Bien persuadé que la cour ne rendrait le lendemain qu'un arrêt interlocutoire, qui mettrait M. Goëzman en cause, j'abandonnai le précis que j'avais fait au greffe, pour m'occuper toute la nuit de ma nouvelle requête; et j'attendis le jour avec autant de sécurité que d'impatience. Continuons mon récit: il n'y a rien de petit dans cette affaire.

Dès le matin je fus au parquet solliciter M. le procureur général de me nommer un avocat titulaire; tant d'importunités me paraissent fatiguer excessivement ce magistrat; mais je lui demande pardon si je ne me lasse point d'invoquer sa louable exactitude, en une affaire où tout le monde me parle beaucoup de prudence, et semble n'avancer que malgré soi. Enfin je le suppliai si instamment d'enjoindre à un titulaire

de signer cette nouvelle requête, que je réussis à la faire présenter aux chambres assemblées pendant qu'on était aux opinions.

Bien des gens me trouvaient imprudent de rester au palais le jour qu'il devait sortir un jugement dans mon affaire ; mais j'en appelle à tous les bons esprits : la confiance avec laquelle j'attendais ce jugement n'est-elle pas la plus haute marque de respect que je pusse donner à la cour ; et plus les gens peu éclairés supposaient de cabale et d'intrigue en ce moment au palais, plus ma confiance dans le tribunal qui me jugeait, démontrait quelle opinion j'avais de son intégrité.

L'événement n'a pas tardé à justifier mes espérances. Mon adversaire, M. Goësman, qui, la veille, avait été décrété d'ajournement personnel, pour le faux commis par lui sur les registres de baptême, a été une seconde fois décrété d'ajournement personnel relativement à notre procès ; et j'ai pu goûter d'avance la joie que j'aurais un jour de confondre à la confrontation celui qui n'a pas craint d'imprimer qu'il m'avait donné quatre audiences, lorsqu'il est prouvé que je n'en aurais pas même obtenu une seule, sans l'or que j'y sacrifiai. Et quelle audience encore !

Mon premier soin fut de suivre M. le premier président, pour lui rendre mes actions de grâces ; je revenais, plein de mon objet, chercher mon avocat, lorsqu'à la croisière des quatre galeries du palais, je vis venir de loin une file de magistrats entourés de gardes : je me rangeais sur le côté, laissant entre ces messieurs et moi, assez d'espace pour qu'il fût à l'instant rempli de geus de toute espèce, attirés par la curiosité du spectacle. J'étais confondu dans la foule et sur les derniers rangs, mon chapeau à la main, très-modestement et tellement occupé de l'arrêt qui venait d'être rendu, que je ne vis aucun des magistrats qui passaient : aussi fus-je très-surpris lorsque M. le président de Nicolaï qui marchait à la tête, et

déjà en avant de plus de dix pas, se retournant, dit à quelqu'un de sa suite, en me montrant du doigt, et me désignant par mon nom : « *Exempt, faites sortir cet homme, Beaumarchais, là, faites-le retirer, il n'est ici que pour me braver.* » On sait assez avec quelle ardeur les subalternes exécutent de pareils ordres. « *Retirez-vous; sortez; point de raisons; M. le président l'ordonne :* » un second accourt à l'appui du premier; je me vois durement poussé, pressé de sortir, du geste et de la voix, et toujours au nom de M. le président : le public m'entourait : « je ne sortirai point (dis-je aux hommes bleus), je suis ici dans une salle appartenante au roi, destinée à servir de refuge aux plaideurs, j'y suis à ma place le jour de mon jugement, et M. le président sort de la sienne pour m'en chasser : mais je prends la nation à témoin de l'outrage qui m'est fait devant elle, et dont je vais à l'instant porter ma plainte au ministère public. »

Au lieu de me retirer, je remonte au parquet, où, suivi par la foule et tout chaud d'indignation, je dis à M. le procureur-général : « je vous supplie, monsieur, de recevoir ma plainte ; M. le président de Nicolai, oubliant le respect qu'il doit au roi, à son propre état, au droit des citoyens, à l'auguste compagnie à la tête de laquelle il avait l'honneur de marcher, sans égards pour le temps, le lieu, ni les personnes, vient de me faire outrager par les gardes de sa suite, au milieu du public que son action scandalise. » Mon plaidoyer fut aussi bouillant que rapide ; et M. le procureur-général ne pouvant refuser de m'entendre, me dit, après avoir un peu rêvé, « n'avez-vous des témoins d'un fait aussi extraordinaire ? — Mille, monsieur. — Je ne puis vous empêcher de présenter votre requête à la cour : mais surtout soyez prudent. — Monsieur, il y a huit mois que je le suis ; il y a huit mois que je dévore par respect les insultes publiques que me fait en toute occasion M. le président de Nicolai ;

mais mon silence le fait enfin aller si loin à mon égard, qu'il n'y a plus moyen de m'en taire. »

A l'instant je rentre dans la grand'salle, où, m'adressant à toutes les personnes qui m'environnaient, je dis : « Messieurs, il n'y a pas un de vous qui n'ait vu ce qui vient de m'arriver ; j'espère que vous ne me refuserez pas d'en déposer lorsqu'il en sera question. » Plusieurs voix s'élevèrent à la fois : « *Allez, allez chez vous, monsieur, vous y trouverez une liste de cent témoins.* » Dès le même jour en effet, je reçus le nom d'une foule d'honnêtes gens.

Mais M. le président de Nicolaï, pour rejeter sur moi le blâme de sa vivacité, répand, dit-on, que je lui ai *tiré la langue en lui faisant la grimace.*

Eh ! monsieur le président, il me semble que, dans mes défenses, je n'ai pas trop l'air d'un grimacier, et que leur dure franchise annonce plutôt un caractère trop ferme que celui d'un plat saltimbanque. Est-ce donc entre nous une guerre de collège où des grimaces se payent par des coups de poing ? et des intérêts si graves se traitent-ils avec d'aussi puérils moyens que ceux que vous me prêtez ?

Dites, dites, monsieur, qu'outré de l'arrêt du parlement qui venait de décréter une seconde fois votre ami M. Goëzman, et vous en prenant à moi de n'avoir pu rester dans l'assemblée pour vous y opposer, vous avez fait tomber sur un innocent toute la colère que vous causait le décret d'un coupable : et s'il faut tout avouer, monsieur, lorsque vous avez donné l'ordre à l'exempt de me chasser du palais, où je voudrais n'être jamais entré, votre physionomie, assez douce pour l'ordinaire, était en feu ; les yeux hors la tête, et les cheveux hérissés comme Calchas, vous aviez plutôt l'air d'un prêtre emporté qui ordonne un sacrifice, que du chef d'une compagnie respectable allant faire un acte de bienfaisance en faveur des prisonniers.

Depuis ce moment, comptant pour peu cet outrage non-mérité, je ne me pressais point de réclamer mon droit de citoyen offensé, lorsque j'ai appris pour quel insolent et grimacier personnage vous voulez encore me faire passer.

Et parce que le hasard m'a fait peu de temps après me rencontrer à quelques places de vous au parquet de la comédie italienne, vous avez dit tout haut, à la buvette du palais, que je vous avais de nouveau provoqué de *clignotemens et de grimaces*, et que vous en aviez demandé justice au roi. Mais il sera prouvé par le témoignage de tous ceux qui m'ont vu ce jour même au spectacle, que je n'y ai pas levé les yeux sur vous; et qu'à l'instant du ballet, où les bancs de devant se sont dégarnis du monde, j'ai passé sur l'un d'eux, dans la crainte que mon voisinage ne vous déplût ou ne mît quelque embarras à votre sortie.

Et comme si un homme en valait moins parce que vous l'avez beaucoup outragé, j'apprends que vous comblez par vos discours la multitude d'insultes publiques que vous m'avez faites depuis un an. Tant de partialité, de procédés si offensans, me forcent de revenir à la charge, et de supplier encore une fois le parlement, qu'il me commette un avocat titulaire pour signer ma requête en forme de plainte contre vous.

On m'assure que je ne l'obtiendrai pas; mais cela ne peut être. En posant ainsi des bornes arbitraires à tout, en étendant ou resserrant les droits de chacun au gré des considérations particulières, que resterait-il de certain? Les tribunaux ne connaîtraient plus l'étendue de leur ressort, ni les citoyens celle de leur liberté. Le désordre et la confusion servant de base à tout, le despotisme oriental serait moins dangereux qu'une pareille anarchie. Si, au lieu d'être froids sur les contestations, comme la loi dont ils sont les organes, les magistrats, plus animés de l'esprit de corps que de celui de

la justice qu'ils nous doivent, foulaiént aux pieds le droit des citoyens; ou le système d'une législation serait mauvais, ou il faudrait un tribunal supérieur aux cours souveraines auquel chaque citoyen eût droit de porter sa juste plainte.

Je mets ici de côté tout ressentiment particulier. Toute cette affaire est devenue trop grave pour la renfermer dans les bornes individuelles. Mais est-il donc indifférent à la nation, que, sous le règne d'un prince équitable, il puisse tomber dans l'esprit d'un magistrat qu'un pouvoir sans bornes est le premier droit de sa place, qu'il a celui de cabaler, d'intriguer, de solliciter ouvertement pour un de ses confrères, au mépris des ordonnances, et d'abuser du respect qu'on porte à sa simarre pour déchirer partout l'adversaire de son ami? et parce que le plus juste arrêt viendrait décréter une seconde fois cet ami, qu'il peut abuser du moment de la plus auguste fonction pour faire outrager publiquement un citoyen par ses gardes? et surtout comment ce magistrat, à qui l'on doit supposer un cœur doux, un esprit pacifique (puisqu'il a déposé l'étendard de la guerre, qui tire son droit de la force, pour arborer le drapeau de la justice, qui ne tient son pouvoir que des lois), se trompe au point de croire qu'il peut traiter les sujets du roi, étant président, comme il dut traiter ses ennemis, étant colonel; porter l'esprit militaire au barreau, les abus du commandement jusque dans l'administration de la justice; enfin, abuser, pour troubler l'ordre public, des moyens même établis par la loi pour le faire respecter?

Mais posons la thèse en sens contraire, et supposons un moment qu'un citoyen eût été assez fou pour insulter ce magistrat dans ses fonctions. A l'instant une punition rigoureuse eût fait un exemple éclatant du malheureux insensé. Cependant son action isolée importait-elle à la chose publique, comme la conduite d'un magistrat, entre les mains d'un

quel sont tous les jours, l'honneur, la fortune, ou la vie des citoyens? Eh! comment espérer du respect pour les droits d'autrui, de celui qui ne saurait pas respecter l'auguste emploi dont il serait lui-même honoré.

L'outrage du citoyen au magistrat, puni sur-le-champ, ne peut donc tirer à conséquence pour personne, au lieu que l'outrage public du magistrat au citoyen importe à toute la nation; car, ou cette liceuce est l'effet de la corruption générale, ou rien n'est plus propre à l'engendrer bientôt; et si l'offense à un particulier paraît un petit mal en soi, l'oubli de l'ordre et de la justice, de la part d'un magistrat, peut devenir la source de mille abus effrayans. La nation n'est pas juge en cette affaire; mais elle s'y rend partie dans ma personne, et ma cause est celle de tous les citoyens.

Je prends avec autant de justice que de plaisir le nom de citoyen partout où je parle de moi dans cette affaire; ce nom est doux à ma bouche et flatteur à mon oreille. Hommes simples dans la société; sujets heureux d'un excellent monarque; chacun de nous, Français, a l'honneur d'être citoyen dans les tribunaux; c'est là seulement où nous pouvons soutenir les droits de l'égalité. Ils y sont même tellement respectés, que le souverain ne croit pas au-dessous de lui d'y soumettre les siens contre nous, et de s'y laisser condamner à notre avantage sur tous les points qui lui seraient justement contestés. Ainsi le dieu terrible, enveloppé d'un nuage, et tempérant son éclat, ne dédaigna pas autrefois de disputer contre Moïse, et de céder même à son serviteur.

Et lorsque mon souverain, mon seul maître, mon roi, permet qu'on plaide contre lui dans les tribunaux établis par lui-même, je ne pourrais obtenir, contre un officier de ces mêmes tribunaux, la permission d'informer et d'y poursuivre la juste réparation d'un outrage public non mérité? Oui, je l'obtiendrai par la seule force de mon droit et de mes raisons.

Nous ne sommes plus dans ce siècle où l'on fit un crime à la maréchale d'Ancre d'avoir bien raisonné ; dans ces temps superstitieux où l'empire de Galigai conduisait une ame forte au bûcher : je suis soumis aux lois de mon pays ; je paie avec joie le tribut de mes facultés à mon prince ; en revanche il ne refusera pas sa protection pour ma personne, et sa justice pour mes droits offensés.

En tout ceci, monsieur, je suis bien loin d'attaquer la noblesse et les dignités qui sont en vous l'enseigne des vertus de vos ancêtres ; j'ose, au contraire, vous demander compte de cette vertu qui doit être en vous l'enseigne de la noblesse et des dignités qu'ils vous ont transmises.

Mais je m'aperçois que tant d'ardeur à vous poursuivre affligerait tout un corps respectable, et désobligerait les chefs du parlement. Est-ce égard pour votre famille et noble et toujours chère à la nation ? je partage avec eux cette honorable considération. Est-ce attachement pour votre personne ? je déclare volontiers que mon respect pour vous marche à côté de ce tendre intérêt. Est-ce inquiétude pour le désagrément qui peut résulter de ma poursuite ? Eh bien, monsieur, j'y renonce ; persuadé que la haine, qui vous égare en ce moment, fera place à des sentimens plus justes, quand l'événement vous aura convaincu que je ne fais ici que soutenir les droits d'une défense légitime.

A la vérité, si j'avais l'honneur d'être M. de Nicolai, je serais bien mécontent de ne devoir ma tranquillité qu'aux respectueux égards d'un offensé pour ma famille ou pour le vœu de ma compagnie, et j'aurais la hauteur de vouloir réparer un tel outrage, ne fût-ce que pour enlever à mon inférieur l'honneur de l'oublier ou de me le pardonner ; chacun a de l'amour-propre à sa manière, et pour moi telle eût été ma fierté.

Pour conserver l'avantage que vous voulez bien m'aban-

donner, monsieur, je renonce donc avec plaisir à ma poursuite, en vous assurant qu'il n'a jamais entré un seul mouvement de haine ou de vengeance dans tout ce que j'ai fait contre vous.

Je vais plus loin à votre égard : je trouve, dans un excès que vous blâmez sûrement vous-même, sinon sa propre excuse, au moins l'apologie du sentiment qui vous y a conduit : et si j'ai désiré que vous ne fussiez pas mon juge, c'est qu'un ami ardent et passionné est rarement un juge impartial, et que votre amitié pour M. Goëzman pouvait tourner contre moi, dans l'acte important d'un jugement, où toute abnégation de soi-même est la première loi qu'un magistrat doit s'imposer.

Si la fermeté de cet article est prise en mauvaise part, et si mes ennemis donnent ce courage de publier mes sentimens sur des points aussi délicats, pour un dessein formé de déprimer pied à pied le tribunal qui doit me juger, j'opposerai ma confiance et mon respect reconnus à l'odieuse intention qui m'est ici prêtée.

J'opposerai l'éloge public que j'ai constamment fait de MM. Doë de Combault et de Chazal, commissaires-rapporteurs de ce procès, que je ne connais que par la marche exacte et pure de leur instruction, au blâme public que je n'ai pas craint de répandre sur M. Goëzman en une occasion semblable.

A la nécessité de relever un trait peu réfléchi de M. le président de Nicolaï, j'opposerai l'action magnanime et généreuse de M. le président de la Brisse, qui, sans autre motif que l'amour du bien, sacrifie, sans faste, à la délivrance des prisonniers, les douze mille francs dont la grandeur du roi couvre les dépenses du président qui tient la chambre des vacations. On me crierait cent fois : M. de la Brisse est l'ami de M. Goëzman, que je le supplierais encore de rester au

rang de mes juges : l'amour des hommes, celui de l'ordre et celui de la justice ont tous la même base dans le cœur d'un homme vertueux.

A l'obstination que je ne puis approuver dans quelques magistrats, de vouloir absolument rester parmi mes juges, avec un cœur trop plein d'attachement pour mon adversaire et de haine pour moi, j'opposerai la pureté délicate avec laquelle MM. Quirot, Desirat, et plusieurs autres conseillers se sont récusés volontairement, sur le léger soupçon que l'opinion qu'ils ont de M. Goëzman avait pu percer dans le public.

Enfin, à la chaleur avec laquelle on dit que quelques membres du parlement voudraient disculper M. Goëzman, j'opposerai le nombre infini de magistrats généreux, qui, ne faisant point consister la gloire d'un corps illustre dans le soutien d'un membre gangrené, préféreront d'en purger leur compagnie, sous le risque de quelque inconvénient passager, à la faiblesse de le supporter au milieu d'eux s'il n'est pas jugé digne d'y rester.

Voilà ma profession de foi relativement à mes juges ; et je ne fais point parade ici de sentimens équivoques : j'ai pesé tout avant de m'expliquer. Tout magistrat, dit-on, doit être jugé par ses pairs. Mais les officiers d'un autre parlement sont également les pairs de M. Goëzman ; mais ses amis n'auraient pas la douleur de le condamner, et les miens, peut-être, auraient quelques inquiétudes de moins. Loin de moi toute frayeur insultante : je fais profession ouverte de la plus grande confiance dans le parlement de Paris : jamais respect ne fut plus entier ni plus sainement motivé : les opinions pour et contre ici ne font rien. Voilà des faits : je leur dois la sécurité de mon attente et le courage d'un travail aussi pénible que celui que j'ai entrepris ; je leur dois la force de vaincre mes dégoûts en passant d'un objet dont la discussion

élevait mon cœur, à de misérables tracasseries qui le font soulever. De tous les travaux d'Hercule, celui de nétoyer les étables d'Augias était le plus aisé sans doute, et n'en fut pas moins celui qui l'irrita davantage. Ramenons les choses à des comparaisons plus justes, plus voisines de ma faiblesse.

Après avoir détourné la tête et les yeux d'une médecine, repoussé vingt fois la main qui la présente, un enfant, malgré sa répugnance, finit pourtant par l'avalier, et même à grands flots pour en être plus tôt quitte : et moi aussi, je suis un grand enfant ; voilà je ne sais combien de fois que je prends la plume pour faire l'article *Marin*, et la remets dans l'encrier. A quoi bon ces délais ? malgré la nausée, il faut toujours y venir. Allons donc, une bonne résolution, et finissons, quitte à se rincer la bouche après en avoir parlé.

Mais à quoi donc répliquez-vous ? il n'a pas répondu à votre addition. — A quoi je réplique ? N'est-ce donc rien que ses requêtes au parlement, et ses gazettes à la main, et ses gazettes à la bouche, et les lettres infâmes qu'il fait trotter par la ville, et les articles Paris de la Gazette d'Utrecht ? — Mais ces nouvelles à la main, cette gazette étrangère ne sont pas de lui. — Elles en sont, et voici mes preuves.

Premièrement, l'article de ce procès y est toujours mal fait, lourdement ruminé, pesamment écrit : vous conviendrez que c'est là une forte présomption contre Marin. Deuxièmement, cet article dit toujours beaucoup de mal de moi : ma preuve se renforce contre Marin. Troisièmement, l'article dit toujours du bien de Marin, vante à l'excès la noblesse et la beauté de son style, la distinction avec laquelle il remplit les places qui lui ont été confiées : la preuve est complète ; il n'y a plus moyen d'en douter : c'est Marin qui fait l'article, puisque l'article dit du bien de Marin.

Ressassons donc un peu celui de la gazette d'Utrecht du

4 janvier, puisqu'il sert de supplément aux mémoires de Marin.

Le sieur de Beaumarchais, en attendant la sentence que le parlement lui prépare : une sentence du parlement ! C'est Marin, vous dis-je. Si notre affaire eût été consulaire, comme celle du grand cousin, il n'eût pas manqué d'écrire : en attendant l'arrêt que les consuls, etc. C'est Marin, c'est Marin, comme ce n'est pas moi.

Mais qui a dit au sieur Marin que le parlement me préparait une *sentence*, pendant qu'il est de notoriété que je poursuis un jugement contre M. et madame Goëzman, concussionnaires et calomnieux ; contre Marin la bourse et Bertrand la main d'œuvre ; l'un suborneur et l'autre suborné. *Le sieur de B. vient de publier un troisième mémoire qui, par le fiel qui y est mêlé, mérite le nom de libelle ?* Remarquez en passant que ce n'est point du tout sur les reproches mérités que je fais à M. et madame Goëzman, au comte de la Blache, à Bertrand, Baculard et consorts, que Marin se fâche contre mes mémoires ; regardant le mal d'autrui comme un songe, et ne s'occupant dans la gazette que de l'intérêt du gazetier, voyez comment il s'explique ici : *Ses mémoires méritent le nom de libelle, puisqu'il s'efforce de diffamer un homme de lettres (M. Marin), Marin le gazetier, homme de lettres.... ! comme un facteur de la petite-poste, qui a toujours rempli AVEC DISTINCTION les places qui lui ont été confiées par le gouvernement.* Avec distinction ! Cette distinction de Marin me rappelle un propos que le jacobin Affinati, dans son bouquin intitulé : *Le monde sens dessus dessous par les menées du diable*, fait tenir à Dieu, parlant au pécheur Adam : *De toutes mes créatures, vous seul avez forfait ; avancez, maraud, que je vous timbre au front, que je vous DISTINGUE.*

Avancez, Marin, suivons votre article : *Quoique l'on puisse lire les mémoires du sieur de Beaumarchais qu'avec mépris, il s'en est vendu plus de dix mille exemplaires en deux jours.* Je n'entends pas cette phrase ; elle sera toujours louche à moins d'y restituer quelques mots oubliés à l'impression. Pour qu'elle ait le sens commun, voici comment eile a dû être faite : « Quoique l'on (ne) puisse lire les mémoires du sieur de Beaumarchais qu'avec mépris (pour Marin), il s'en est cependant vendu plus de dix mille exemplaires en deux jours. » Cela est clair, voilà qui s'entend ; car le mépris que mes mémoires auraient inspiré pour moi les eût laissé moisir au grenier du libraire, au lieu que le mépris dont ils ont couvert Marin, a rendu tout le monde avide de les lire : *il s'en est vendu plus de dix mille en deux jours*, ou bien, malgré le dégoût qu'on avait d'entendre parler de Marin dans ces mémoires, *il s'en est cependant vendu, etc.* Cette version est bonne aussi, mais les gens de lettres préfèrent la première comme plus sûre et plus naturelle : « Quoiqu'on ne puisse lire les mémoires du sieur de Beaumarchais qu'avec mépris pour Marin, il s'en est cependant vendu dix mille exemplaires en deux jours. » On y rêverait cent ans que voilà le vrai sens de la phrase, ou elle n'en a aucun. Mais pourquoi répètent-ils tous sans cesse que je fais vendre mes mémoires, et m'entends à ce sujet avec Ruault, libraire, rue de la Harpe, pour débiter mes sottises ? Les ingrats qu'ils sont ! Ils décrient mon affaire de finance, comme s'ils n'y avaient pas un bon intérêt. Eh ! si je ne faisais pas vendre mes mémoires, qui donc ferait vendre les leurs ? *Mais le sieur Marin étant irréprochable.....* Vous voyez bien, lecteurs, qu'il n'y a que Marin au monde qui puisse écrire de pareils contes sur Marin : « il va le poursuivre au criminel pour obtenir une réparation éclatante de toutes les calomnies du sieur de Beaumarchais. »

Cela va bien. Marin avait déjà dit dans sa requête impri-

mée, qu'en le montrant au doigt, j'avais insulté la majesté du trône, berné le gouvernement, injurié la magistrature, bravé les tribunaux, outragé les citoyens, car

Qui méprise *Marin*, n'estime point son roi,
Et n'a, selon *Marin*, ni Dieu, ni foi, ni loi.

Mais gardez-vous bien d'en croire ce monsieur-là; à son compte, il n'y aurait pas un bon Français dans la capitale.

Puis ayant rappelé, d'après moi, toutes ses friperies de *mémoires*, de *littérature*, de *censure*, de *nouvelles*, d'*affaires*, de *courtage* (condamnation passée sur l'*espionnage*, puisqu'il n'en dit mot), d'*usure*, d'*intrigues*, etc.; quatre pages d'*et cætera*, il avait prié la cour de lui permettre de faire informer des faits énoncés dans mes *mémoires*; mais, trouvant bientôt qu'il était trop dangereux pour lui de laisser informer, il s'était retranché à demander à la cour que, sans autre examen, et attendu, disait-il, que ce ne sont que des *calomnies atroces*, elle ordonnât que mes *mémoires* fussent déclarés faux et *calomnieux*, défenses de récidiver, et dommages-intérêts applicables à œuvres pies, etc.

Mais moi, qui prétends à l'honneur de soutenir tout ce que j'ai avancé, de ces deux manières de conclure imaginées par *Marin*, j'ai adopté la première; et, par ma requête en réponse à la sienne, j'ai supplié la cour, avec lui ou sans lui, d'ordonner qu'il fût informé sur les faits et les imputations contenues dans mon *mémoire* contre ledit *Marin*.

Pour réclamer à cet égard la vigilance du ministère public, il me suffirait de mon intérêt personnel; mais ici l'intérêt de l'état et de la société doivent fixer encore plus l'attention de messieurs les gens du roi. La police, aussi exacte que patriotique, en cette grave occasion, n'aura certainement point de secrets pour la cour: elle ouvrira ses registres, et c'est à la faveur des renseignemens qu'on y puisera que le parle-

- ment et la nation seront en état de prononcer si l'intérêt public et particulier ne sont pas ici combinés le plus heureusement du monde pour démasquer le précepteur Marin, et pour renvoyer ledit précepteur à l'orgue de la Ciotat¹ d'où il est descendu si mal à propos.

Et si dans les informations qu'on ferait contre l'ami Marin, qui m'a voulu faire passer pour l'auteur de la...., on découvrirait par hasard que l'ami était un zélé distributeur de la....! Au reste ce n'aurait été qu'une des branches ordinaires de son commerce, car il faut savoir que l'ami, confisquant par état tous les livres défendus, ne les a toujours vendus que plus cher aux amateurs.

Quelqu'un m'arrête ici, qui me dit : prenez garde; ce n'est pas Marin, c'est Bertrand qui, dans son mémoire, a voulu vous faire passer pour l'auteur de la... — Eh ! messieurs, ne savez-vous pas que les mémoires du grand cousin ne sont que des enveloppes de gazettes, et qu'ici le sacristain et l'organiste s'entendent comme larrons pour sauver le publiciste?

Ah ! monsieur Marin, que vous êtes loin aujourd'hui de cet heureux temps où, la tête rase et nue, en long habit de lin, symbole de votre innocence, vous enchantiez toute la Ciotat par la gentillesse de vos fredons sur l'orgue, ou la mélodie de vos chants au lutrin ! Si quelque prophète arabe, abordant sur la côte, et vous voyant un si joli enfant.... de chœur, vous eût dit : « Petit abbé, prenez bien garde à vous, mon ami, ayez toujours la crainte de Dieu devant les yeux, mon enfant, sinon vous deviendrez un jour..... tout ce que vous êtes devenu enfin ; ne vous seriez-vous pas écrié, dans votre tunique de lin, comme un autre Joas :

¹ La Ciotat, petite ville de Provence, où le petit Marin fredonnait, pour de petits gages, sur un petit orgue, dans une petite paroisse.

Dieu, qui voyez mon trouble et mon affliction,
 Détournez loin de moi sa malédiction,
 Et ne souffrez jamais qu'elle soit accomplie.
 Faites que *Marin* meure avant qu'il vous oublie.

Il a bien changé le *Marin* ! et voyez comme le mal gagne
 et se propage quand on néglige de l'arrêter dans son principe :
 ce *Marin* qui d'abord, pour toute volupté,

Quelquefois à l'autel,
 Présentait au *vicaire* ou l'*offrande* ou le sel,

quitte la jaquette et les galoches, ne fait qu'un saut de l'orgue au préceptorat, à la censure, au secrétariat, enfin à la gazette, et voilà mon *Marin* les bras retroussés jusqu'au coude, et pêchant le mal en eau trouble : il en dit hautement tant qu'il veut ; il en fait sourdement tant qu'il peut ; il arrête d'un côté les réputations qu'il déchire de l'autre ; censures, gazettes étrangères, nouvelles à la main, à la bouche, à la presse ; journaux, petites feuilles, lettres courantes, fabriquées, supposées, distribuées, etc., etc. encore quatre pages d'*et cætera* ; tout est en usage, écrivain éloquent, censeur habile, gazetier véridique, journalier de pamphlets ; s'il marche, il rampe comme un serpent ; s'il s'élève, il tombe comme un crapaud ; enfin, se traînant, gravissant et par sauts et par bonds, toujours le ventre à terre, il a tant fait par ses journées, qu'enfin nous avons vu de nos jours le corsaire allant à Versailles, tiré à quatre chevaux sur la route, portant pour armoiries aux panneaux de son carrosse, dans un cartel en forme de buffet d'orgues, une renommée en champ de gueule, les ailes coupées, la tête en bas, râclant de la trompette *marine*, et, pour tout support, une figure dégoûtée représentant l'Europe, le tout embrassé d'une soutanelle doublée de gazettes, et surmonté d'un bonnet carré, avec cette légende à la houe : QUES-A-CO ? *MARIN*.

Mais, entraîné par mon sujet, je m'aperçois que j'oublie cette Gazette d'Utrecht que je commentais; puis, en y songeant mieux, je m'aperçois que j'ai fort bien fait de l'oublier; tout cela est si mal pensé, si mal écrit, qu'on me saura gré de l'avoir laissée là. J'ai quelque chose de mieux sous la main : toute espèce de gazette n'est que du Marin ordinaire, au lieu que voici du Marin superfin pour les amateurs de noircieurs.

Depuis douze ou quinze jours, Marin fait courir par la ville une lettre d'un soi-disant ambassadeur adressée à lui, dans laquelle on suppose que j'ai commis, en pays étrangers, des crimes dignes du dernier supplice. Les uns mettent la scène en Italie, d'autres la portent en Angleterre; les commis de Marin, les sieurs *Adam* et *Mercier*, en racontant ce prétendu délit, ont attesté devant neuf ou dix témoins, qui le certifieront, qu'à son occasion mon procès m'avait été commencé; que, si je n'eusse pris promptement la fuite, j'aurais été *pendu*.

Le fameux *Bertrand*, en faisant circuler la lettre, prétend qu'elle est signée d'un ambassadeur d'Espagne et de cinq ou six personnes de considération; c'est un triomphe, une joie, une liesse parmi ces messieurs qui ne se conçoit pas. Chacun court, s'évertue, se rend chez Marin, qui régale tout l'enfer, taille des plumes empoisonnées, remplit les cornets de fiel, échauffe les esprits par un verre de bitume, et met les démons au travail : et de tout cela doit sortir un long et superbe article pour le mémoire de Marin, qui, à ce sujet, a déjà pris, dit-on, cent rames de papier chez *Bougy*, et les a envoyées à son imprimeur.

Et voilà encore les pauvres honnêtes gens de la ville qui disent, comme à la liste de la portière : *Jamais, jamais, Beaumarchais ne se tirera de la lettre d'Espagne. Cela est sans réplique; voilà des faits, des témoignages, des signa-*

tures : on a écrit pour avoir des pièces justificatives ; et cette anecdote est son coup de grâce.

Mes amis s'inquiètent pour moi, s'agitent, cherchent la lettre de toute part. Enfin, hier au soir, 12 janvier 1774, on m'en a remis une copie, et je tiens dans mes mains ce chef-d'œuvre. Avant de l'imprimer, j'ai commencé par déposer au greffe de la cour cette copie telle qu'on me l'a remise ; et par ma requête au parlement en réponse à celle de Marin, je supplie la cour d'ordonner qu'il soit informé sur la lettre, ainsi que sur autres faits et gestes du gazetier.

Copie exacte de l'écrit soi-disant envoyé à Marin, et qui m'a été remis de la part d'un de ses amis, qui le certifiera s'il est entendu sur ce fait.

« Après toutes les horreurs que le sieur Caron a vomis contre vous, monsieur, et contre tout le monde, je crois que vous voulez le faire repentir ; il a l'insolence de vous défier de parler ; il faut qu'il soit, comme on dit, fou ; cela m'a plus révolté que tout le reste ; et comme en vous vengeant, vous nous vengerez aussi, et autant pour punir un scélérat, que pour faire plaisir à tant d'offensés, il faut le prendre par où il s'attend pas ; il croit être en sûreté, parce qu'il a pu, dans ce pays ici, cacher sa méchanceté sous des apparences qui le tireraient toujours de nos reproches ; il dit partout qu'il fera repentir le premier qui l'attaquera dans sa conduite ; peut-être a-t-il raison pour ce qui regarde la France, mais le misérable, il ne croit pas qu'il y a des gens instruits de ses coquinerics en Espagne. Mais moi j'y étais, tous mes amis et mes parens y sont encore, et la preuve est au bout ici. Il avait sa sœur, maîtresse du seigneur Joseph Clavio, à Madrid, garde des archives de la couronne, mon parent, qui s'en dégoûta par mauvaise conduite. Son frère vint dans l'espérance de faire épouser, malgré lui, sa sœur à mon parent, qui, le 24

mai 1764, rendit une plainte que le sieur Caron, dit Beaumarchais, était venu à six heures du matin, s'était fait introduire sous un faux nom chez M. Portugais, chef des bureaux d'état, où il logeait, et qu'ayant fermé la porte et présenté un pistolet, lui avait fait signer une promesse de mariage dans son lit, sous peine de le tuer s'il bronchait; c'est bien pis que ce qu'il dit de M. Goëzman. Et comme chez nous les présens sont une preuve qu'on veut épouser, il s'était fait en même temps donner des bijoux, des pièces d'or étrangères; enfin, pour près de 8000 liv. comme présens de noces, faits de bon gré : là-dessus, il y eut ordre, sur la plainte de mon parent à M. le marquis de Robion, commandant de Madrid, de faire mettre le fripon au cachot, qui se sauva chez l'ambassadeur de France; mais quand il fallut rendre les bijoux, il dit que son laquais les avait volés, et garda tout comme un gueux, déshonoré par cette friponnerie, et puis après, pour rendre au seigneur Clavio le tour qu'il lui avait joué, il fut chercher une femme-de-chambre que Clavio avait entretenu avant sa sœur; il donne de l'argent à cette fille pour présenter à la justice des lettres de mon parent; il prétendit que c'était des promesses de mariage; et comme on est très-rigoureux chez nous sur ce cas, en attendant que tout fut clair, on arrêta mon parent, qui eut bientôt prouvé et fait avouer à la fille que le fripon avait remué cette corde. Enfin, pour couronner tout, il finit par tenir la banque un soir, chez l'ambassadeur de Russie, avec des cartes arrangées, et gagna près de cent mille livres la nuit : l'ambassadeur le fit chasser; on se plaignit à M. Dossun, qui lui ordonna de sortir d'Espagne vite, où il laissa tout, habit, linge, pour s'en aller bien vite à cheval; il aurait été pourrir en cachot, et ce n'est pas là des contes. J'ai écrit pour avoir la preuve, et lever la plainte de mon parent, qui est publique, pour faits de violence et fri-

ponnerie ; il a fait un conte différent du vrai en France ; mais vous aurez plus de témoins qu'il en faut , parce qu'ayant chez lui le vrai , dans le temps qu'on a fait inventaire chez lui , il a voulu arracher les papiers à la justice , qui les a lu malgré lui , et tous l'ont connus pour ce qu'il est ; faites-en ce qu'il vous plaira , vous ou M. Goëzman. Voilà pour le baptême , qui est une chose très-innocente. Une femme qui était son amie , vous entendez , là-bas , veut bien conter les choses comme lui , quand ils en parlent , mais nous avons dieu merci toutes les preuves , les lettres et tout. Il vous défie , et bien défiez-le de se justifier sur sa coquinerie d'Espagne , sur sa sœur , et s'il ose parler , comme il ne dira que des mensonges , il sera pris , nous fondrons tous sur lui , comme pour instruire de tout contre un si grand imposteur , et une fois bien démasqué là-dessus , il faut qu'il s'enfuie tout le reste de sa vie. Il n'y a rien qui vaille çà , et M. Portuguais et M. Lianos et M. Pachico et autres personnes du conseil du roi , à Madrid , tous amis de mon parent , donneront leur attestation , et on fournira tout au parlement ; on peut , en être sûr : s'il n'avait pas été protégé par M. Dossun , avant que l'ambassadeur sut la vérité , jamais il n'aurait revu le jour ; M. Dossun s'en est bien repenti après l'affaire du jeu. Il l'a écrit *aux dames* , c'est la vraie cause secrète quelles n'ont plus voulu que le fripon approcha d'elles à Versailles ; mais voilà ce qu'on ne dit pas tout haut : encore un petit moment , je suis avec bien de l'empressement , et à votre service et celui de tous les honnêtes gens qui sont les ennemis de ce fripon là ,

« Monsieur , votre très-humble , etc.

« Voulez-vous m'envoyer votre Mémoire et autres , par mon laquais , je les ferai passer à Madrid , par le premier courrier , ça fera plaisir à tout le monde. »

Cette misérable lettre n'est point signée , ou parce que

l'original lui-même est anonyme, ou parce qu'on n'a pas voulu, en me l'envoyant, mettre le nom de celui qui l'avait écrite, dans la crainte de mes recherches : les uns disent qu'elle est d'un ambassadeur, les autres d'un homme venu d'Espagne avec M. le comte d'Aranda ; d'autres qu'elle est signée d'un gentilhomme arrivé depuis peu. Jamais gentilhomme n'a écrit de ce style. Quoi qu'il en soit, en attendant que ce gentilhomme de cuisine ou de gazette fasse venir ses preuves d'Espagne, et les fournisse à Marin pour en guirlander son Mémoire, voici ma réponse à la lettre échappée du tripot.

Quelques notions confuses d'une querelle d'éclat que j'eus en 1764, à Madrid, ont fait sans doute espérer à mes ennemis qu'ils pourraient établir une nouvelle diffamation sur cette aventure ignorée en France, et sur laquelle il resterait au moins des soupçons affreux contre moi, de quelque façon que j'entreprisse de m'en justifier, après dix ans de silence, et à quatre cents lieues de l'endroit de la scène.

Et moi, pressé de relever des faits aussi graves, je vais tout uniment ouvrir les mémoires de mon voyage d'Espagne en 1764, et donner, en 1774, à ce fragment de ma vie, une publicité qu'il ne devait jamais avoir.

Dans un événement aussi extraordinaire que celui dont je vais rendre compte, tout ne peut être à mon avantage ; et quoi que je fasse, il me sera toujours reproché, par les uns, d'avoir mis trop de fierté dans ma conduite, par les autres, cette fierté sera peut-être appelée *arrogance* ; mais un jour, mieux connu, et toutes mes actions se servant d'appui, l'on finira par trouver que je n'ai mis à celle-ci ni dureté ni arrogance, mais seulement une fermeté d'ame que l'orgueil de bien faire a quelquefois exaltée.

S'il se mêle un peu d'amour-propre à faire le bien, cet amour-propre est de la plus noble espèce. Loin de le regar-

der comme un mal, et sans nous donner pour meilleurs que nous ne sommes en effet, il faut avouer que le bonheur d'être estimable tient beaucoup à l'honneur d'être estimé. Rois, sujets, grands et petits, tous sont affamés de la considération publique. Heureux celui qui ne l'a jamais perdue; plus heureux mille fois celui qui, n'ayant pas mérité de la perdre, a pu enfin la recouvrer. C'est à quoi je travaille nuit et jour.

Je remercie mes ennemis de la sévère inquisition qu'ils établissent sur ma vie. Cette liberté dans les procès a au moins cela de bon, que la crainte d'être diffamé à la première querelle peut retenir dans le devoir nombre de gens dont les principes ne sont pas assez certains. Je rends grâce à ces messieurs des occasions qu'ils me fournissent sans cesse de me justifier; mais je prie le lecteur de se souvenir que, quelque extraordinaire que lui paraisse ce qu'il va lire, ma précédente réponse au comte de la Blache, sur l'incroyable fait des lettres supposées de Mesdames, n'offre rien de plus évident ni de plus respectable que les preuves dont j'appuierai cette étonnante narration.

ANNÉE 1764. — *Fragment de mon voyage d'Espagne.*

Depuis quelques années j'avais eu le bonheur de m'envelopper de toute ma famille. L'union, la joie, la reconnaissance étaient la récompense continuelle des sacrifices que cet entour exigeait, et me consolait de l'injure extérieure que des méchants faisaient dès-lors à mes sentimens.

De cinq sœurs que j'avais, deux, confiées dès leur jeunesse par mon père à l'un de ses correspondans d'Espagne, ne m'avaient laissé d'elles qu'un souvenir faible et doux, quelquefois ranimé par leur correspondance.

En février 1764, mon père reçoit de sa fille aînée une lettre pleine d'amertume, dont voici la substance :

« Ma sœur vient d'être outragée par un homme aussi accrédité que dangereux. Deux fois, à l'instant de l'épouser, il a manqué de parole, et s'est brusquement retiré sans daigner même excuser sa conduite; la sensibilité de ma sœur offensée, l'a jetée dans un état de mort, dont il y a beaucoup d'apparence que nous ne la sauverons pas : tous ses nerfs se sont retirés, et depuis six jours elle ne parle plus.

» Le déshonneur que cet événement verse sur elle, nous a plongées dans une retraite retraite profonde, où je pleure nuit et jour, en prodiguant à cette infortunée des consolations que je ne suis pas en état de prendre pour moi-même.

» Tout Madrid sait que ma sœur n'a rien à se reprocher.

» Si mon frère avait assez de crédit pour nous faire recommander à M. l'ambassadeur de France, S. Exc. mettrait à nous protéger une bonté de prédilection qui arrêterait tout le mal qu'un perfide nous fait, et par sa conduite et par ses menaces, etc..... »

Mon père vient me trouver à Versailles et me remet, en pleurant, la lettre de sa fille. Voyez, mon fils, ce que vous pouvez pour ces deux infortunées, *elles ne sont pas moins vos sœurs que les autres.*

Je me sentis aussi ému que lui au récit de la terrible situation de ma sœur. Hélas ! mon père, lui dis-je, quelle espèce de recommandation puis-je obtenir pour elles ? qu'irai-je demander ? qui sait si elles n'ont pas donné lieu, par quelques fautes qu'elles nous cachent, à la honte qui les couvre aujourd'hui. J'oubliais, reprit mon père, de vous montrer plusieurs lettres de notre ambassadeur à votre sœur aînée, qui annoncent la plus haute estime pour l'une et pour l'autre.

Je lisais ces lettres, elles me rassuraient, et la phrase, *elles ne sont pas moins vos sœurs que les autres*, me frappant jusqu'au fond du cœur, ne pleurez point, dis-je à mon

père, je prends un parti qui peut vous étonner, mais qui me paraît le plus certain, comme le plus sage.

Ma sœur aînée indique plusieurs personnes respectables, qui déposeront, dit-elle, à son frère à Paris de la bonne conduite et de la vertu de sa sœur. Je veux les voir, et si leur témoignage est aussi honorable que celui de M. l'ambassadeur de France, je demande un congé, je pars, et, ne prenant conseil que de la prudence et de ma sensibilité, je les vengrai d'un traître, ou je les ramène à Paris partager avec vous ma modique fortune.

Le succès de mes informations m'échauffe le cœur; alors, sans autre délai, je reviens à Versailles, apprendre à mes augustes protectrices qu'une affaire aussi douloureuse que pressée exige ma présence à Madrid et me force de suspendre toute espèce de service auprès d'elles.

Etonnées d'un départ aussi brusque, leur bonté respectable va jusqu'à vouloir être instruites de la nature de ce nouveau malheur. Je montre la lettre de ma sœur aînée. *Partez, et soyez sage*, fut l'honorable encouragement que je reçus des princesses, *ce que vous entreprenez est bien, et vous ne manquerez pas d'appui en Espagne si votre conduite est raisonnable.*

Mes apprêts furent bientôt faits. Je craignais de ne pas arriver assez tôt pour sauver la vie à ma pauvre sœur. Les plus fortes recommandations auprès de notre ambassadeur me furent prodiguées, et devinrent l'incalculable prix de quatre ans de soins employés à l'amusement de Mesdames.

A l'instant de mon départ, je reçois la commission de négocier en Espagne une affaire très-intéressante au commerce de France. M. Duverney, touché du motif de mon voyage, m'embrasse et me dit : « Allez, mon fils, sauvez la vie à votre sœur. Quant à l'affaire dont vous êtes chargé, quelque

intérêt que vous y preniez , souvenez-vous que je suis votre appui ; je l'ai promis publiquement à la famille royale , et je ne manquerai jamais à un engagement aussi sacré. Je m'en rapporte à vos lumières, voilà pour deux cent mille francs de billets au porteur que je vous remets pour augmenter votre consistance personnelle par un crédit de cette étendue sur moi. »

Je pars et vais nuit et jour de Paris à Madrid. Un négociant français, feignant d'avoir affaire à Baïonne, mais engagé secrètement par ma famille de m'accompagner et de veiller à ma sûreté, n'avait demandé une place dans ma chaise.

J'arrive à Madrid le 18 mai 1764, à onze heures du matin. J'étais attendu depuis quelques jours; je trouvai mes sœurs entourées de leurs amis, à qui la chaleur de ma résolution avait donné le désir de me connaître.

A peine les premières larmes sont-elles épanchées, que, m'adressant à mes sœurs : ne soyez pas étonnées, leur dis-je, si j'emploie ce premier moment pour apprendre l'exacte vérité de votre malheureuse aventure; je prie les honnêtes gens qui m'environnent, et que je regarde comme mes amis, puisqu'ils sont les vôtres, de ne pas vous passer la plus légère inexactitude. Pour vous servir avec succès, il faut que je sois fidèlement instruit.

Le compte fut exact et long. A ce récit, la sensibilité de tout le monde justifiant la mienne, j'embrassai ma jeune sœur et lui dis : à présent que je sais tout, mon enfant, sois en repos; je vois avec plaisir que tu n'aimes plus cet homme-là; ma conduite en devient plus aisée; dites-moi seulement où je puis le trouver à Madrid : chacun élève sa voix et me conseille de commencer par aller à Aranjuez, voir M. l'ambassadeur dont la prudence consommée devait diriger mes démarches dans une affaire aussi épineuse, notre ennemi étant excessivement soutenu par les relations que sa place lui donnait

avec des gens fort puissans ; je ne devais rien hasarder à Madrid avant d'avoir eu l'honneur d'entretenir son excellence à Aranjuez.

Cela va bien, mes amis, car je vous regarde tous comme tels, procurez-moi seulement une voiture de route, et demain je vais saluer M. l'ambassadeur à la cour. Mais ne trouvez pas mauvais que je prenne, avant de le voir, quelques instructions essentielles à mon projet ; la seule chose en laquelle vous puissiez tous me servir, est de garder le secret sur mon arrivée jusqu'à mon retour d'Aranjuez.

Je fais tirer promptement un habit de mes malles, et, m'ajustant à la hâte, je me fais indiquer la demeure de dom Joseph Clavico¹, garde des archives de la couronne, et j'y cours ; il était sorti : l'on m'apprend l'endroit où je puis le rencontrer ; et, dans le salon même d'une dame chez laquelle il était, je lui dis, sans me faire connaître, qu'arrivé de France le jour même, et chargé de quelques commissions pour lui, je lui demandais la permission de l'entretenir le plus tôt possible. Il me remit au lendemain matin à neuf heures, en m'invitant au chocolat, que j'acceptai pour moi et pour le négociant français qui m'accompagnait.

Le lendemain, 19 mai, j'étais chez lui à huit heures et demie ; je le trouvai dans une maison splendide, qu'il me dit appartenir à dom Antonio Portugès, l'un des chefs les plus estimés des bureaux du ministère, et tellement son ami, qu'en son absence il usait librement de sa maison comme de la sienne propre.

« Je suis chargé, monsieur, lui dis-je, par une société de gens de lettres, d'établir, dans toutes les villes où je passerai, une correspondance littéraire avec les hommes les plus savans du pays. Comme aucun Espagnol n'écrit mieux que

¹ Ce mot, qui s'écrivait Clavijo, se prononce à peu près Clavico : je le fais imprimer ainsi pour la facilité de la lecture.

l'auteur des feuilles appelées *le Pensador*¹, à qui j'ai l'honneur de parler, et que son mérite littéraire a fait même assez distinguer du roi pour qu'il lui confiât la garde d'une de ses archives, j'ai cru ne pouvoir mieux servir mes amis qu'en les liant avec un homme de votre mérite. »

Je le vis enchanté de ma proposition. Pour mieux connaître à quel homme j'avais affaire, je le laissai long-temps discourir sur les avantages que les diverses nations pouvaient tirer de pareilles correspondances. Il me caressait de l'œil, il avait le ton affectueux ; il parlait comme un ange, et rayonnait de gloire et de plaisir.

Au milieu de sa joie, il me demande à mon tour quelle affaire me conduisait en Espagne ? heureux, disait-il, s'il pouvait m'y être de quelque utilité. « J'accepte avec reconnaissance des offres aussi flatteuses, et n'aurai point, monsieur, de secrets pour vous. »

Alors, voulant le jeter dans un embarras dont la fin seule de mon discours devait le tirer, je lui présentai de nouveau mon ami. Monsieur, lui dis-je, n'est pas tout-à-fait étranger à ce que je vais vous dire, et ne sera pas de trop à notre conversation. Cet exorde le fit regarder mon ami avec beaucoup de curiosité.

« Un négociant français, chargé de famille et d'une fortune assez bornée, avait beaucoup de correspondans en Espagne. Un des plus riches, passant à Paris il y a neuf ou dix ans, lui fit cette proposition : donnez-moi deux de vos filles, que je les emmène à Madrid, elles s'établiront chez moi, garçon âgé, sans famille, elles feront le bonheur de mes vieux jours, et succéderont au plus riche établissement de l'Espagne.

« L'aînée, déjà mariée, et une de ses sœurs lui furent confiées. En faveur de cet établissement, leur père se chargea

¹ En français, *le penseur*.

d'entretenir cette nouvelle maison de Madrid de toutes les marchandises de France qu'on lui demanderait.

« Deux ans après, le correspondant mourut et laissa les Françaises sans aucun bienfait, dans l'embarras de soutenir toutes seules une maison de commerce. Malgré ce peu d'aïssance, une bonne conduite et les grâces de leur esprit leur conservèrent une foule d'amis qui s'empressèrent à augmenter leur crédit et leurs affaires. (Ici je vis *Clavico* redoubler d'attention.)

« A peu près dans ce même temps, un jeune homme, natif des Iles Canaries, s'était fait présenter dans la maison. (Toute sa gaieté s'évanouit à ces mots qui le désignaient.) Malgré son peu de fortune, les dames lui voyant une grande ardeur pour l'étude de la langue française et des sciences, lui avaient facilité les moyens d'y faire des progrès rapides.

« Plein du désir de se faire connaître, il forme enfin le projet de donner à la ville de Madrid le plaisir tout nouveau pour la nation, de lire une Feuille périodique dans le genre du *Spectateur* anglais; il reçoit de ses amis des encouragemens et des secours de toute nature. On ne doute point qu'une pareille entreprise n'ait le plus grand succès : alors, animé par l'espérance de réussir à se faire un nom, il ose se proposer ouvertement pour épouser la plus jeune des Françaises.

« Commencez, lui dit l'aînée, par réussir; et lorsque quelque emploi, faveur de la cour ou tel autre moyen de subsister honorablement, vous aura donné le droit de songer à ma sœur, si elle vous préfère à d'autres prétendans, je ne vous refuserai pas mon consentement. (Il s'agitait étrangement sur son siège en m'écoutant; et moi, sans faire semblant de m'en apercevoir, je poursuivis ainsi.)

« La plus jeune, touchée du mérite de l'homme qui la recherchait, refuse divers partis avantageux qui s'offraient

pour elle, et préférant d'attendre que celui qui l'aimait depuis quatre ans eût rempli les vœux de fortune que tous ses amis osaient espérer pour lui, l'encourage à donner sa première feuille philosophique sous le titre imposant du *Pensador*. (Ici je vis mon homme prêt à se trouver mal.)

« L'ouvrage (continuai-je avec un froid glacé) eut un succès prodigieux; le roi même, amusé de cette charmante production, donna des marques publiques de bienveillance à l'auteur. On lui promit le premier emploi honorable qui vaquerait. Alors il écarta tous les prétendants à sa maîtresse, par une recherche absolument publique. Le mariage ne se retardait que par l'attente de l'emploi qu'on avait promis à l'auteur des feuilles. Enfin, au bout de six ans d'attente d'une part, de soins et d'assiduités de l'autre, l'emploi parut et l'homme s'enfuit. (Ici l'homme fit un soupir involontaire, et s'en apercevant lui-même, il en rougit de confusion; je remarquais tout sans cesser de parler.)

« L'affaire avait trop éclaté pour qu'on pût en voir le dénouement avec indifférence. Les dames avaient pris une maison capable de contenir deux ménages, les bans étaient publiés. L'outrage indignait tous les amis communs, qui s'employèrent efficacement à venger cette insulte : M. l'ambassadeur de France s'en mêla; mais lorsque cet homme apprit que les Françaises employaient les protections majeures contre lui, craignant un crédit qui pouvait renverser le sien et détruire en un moment sa fortune naissante, il vint se jeter aux pieds de sa maîtresse irritée. A son tour, il employa tous ses amis pour la ramener, et comme la colère d'une femme trahie n'est presque jamais que de l'amour déguisé, tout se raccommoda; les préparatifs d'hymen recommencèrent, les bans se publièrent de nouveau, l'on devait s'épouser dans trois jours. La réconciliation avait fait autant de bruit que la rupture. En partant pour Sainte-Hilde-

phonse, où il allait demander à son ministre la permission de se marier : Mes amis, dit-il, conservez-moi le cœur chancelant de ma maîtresse jusqu'à ce que je revienne du *Sitio real*, et disposez toutes choses de façon qu'en arrivant je puisse aller au temple avec elle. »

Malgré l'horrible état où mon récit le mettait, incertain encore si je racontais une histoire étrangère à moi, ce Clavico regardait de temps en temps mon ami dont le sang froid ne l'instruisait pas plus que le mien. Ici, je renforçai ma voix en le fixant, et je continuai :

« Il revient en effet de la cour le sur-lendemain ; mais au lieu de conduire sa victime à l'autel, il fait dire à l'infortunée qu'il change d'avis une seconde fois, et ne l'épousera point. Les amis indignés courent à l'instant chez lui ; l'insolent ne garde plus aucun ménagement, et les défie tous de lui nuire, en leur disant que, si les Françaises cherchaient à le tourmenter, elles prissent garde à leur tour qu'il ne les perdît pour toujours dans un pays où elles étaient sans appui.

« A cette nouvelle la jeune Française tomba dans un état de convulsions qui fit craindre pour sa vie. Au fort de leur désolation, l'aliénée écrivit en France l'outrage public qui leur avait été fait. Ce récit émut le cœur de leur frère au point que, demandant aussitôt un congé pour venir éclaircir une affaire aussi embrouillée, il n'a fait qu'un saut de Paris à Madrid ; et ce frère, *c'est moi* qui ai tout quitté, patrie, devoirs, famille, état, plaisirs, pour venir venger en Espagne une sœur innocente et malheureuse ; c'est moi qui viens armé du bon droit et de la fermeté, démasquer un traître, écrire en traits de sang son ame sur son visage, et ce traître, *c'est vous*. »

Qu'on se forme le tableau de cet homme étonné, stupéfait de sa harangue, à qui la surprise ouïe la bouche, et y fait expirer la parole glacée ; qu'on voie cette physionomie radieuse, épanouie sous mes éloges, se rembrunir par degrés,

ses yeux s'éteindre, ses traits s'allonger, son teint se plomber.

Il voulut balbutier quelques justifications ? « — Ne m'in-
terrompez pas, monsieur; vous n'avez rien à me dire et beau-
coup à entendre de moi. Pour commencer, ayez la bonté de
déclarer devant monsieur, qui est exprès venu de France avec
moi, si, par quelque manque de foi, légèreté, faiblesse, aigreur,
ou quelque autre vice que ce soit, ma sœur a mérité le double
outrage que vous avez eu la cruauté de lui faire publique-
ment. — *Non, monsieur, je reconnais dona Maria, votre
sœur, pour une demoiselle pleine d'esprit, de grâces et de
vertus.* — Vous a-t-elle donné quelque sujet de vous plaindre
d'elle depuis que vous la connaissez ? — *Jamais, jamais.*
— Eh ! pourquoi donc, monstre que vous êtes (lui dis-je
en me levant), avez-vous eu la barbarie de la traîner à la
mort, uniquement parce que son cœur vous préférerait à dix
autres plus honnêtes et plus riches que vous ? — *Ah ! mon-
sieur, ce sont des instigations, des conseils ; si vous saviez...*
— Cela suffit. »

Alors me retournant vers mon ami : « Vous avez entendu
la justification de ma sœur, allez la publier ; ce qui me reste
à dire à monsieur n'exige plus de témoins. » Mon ami sort ;
Clavico, bien plus étonné, se lève à son tour ; je le fais ras-
seoir. — « A présent, monsieur, que nous sommes seuls,
voici quel est mon projet, et j'espère que vous l'approuverez.

« Il convient également à vos arrangemens et aux miens que
vous n'épousiez pas ma sœur, et vous sentez que je ne viens
pas ici faire le personnage d'un frère de comédie qui veut que
sa sœur se marie ; mais vous avez outragé à plaisir une femme
d'honneur, parce que vous l'avez cru sans soutien en pays
étranger ; ce procédé est celui d'un malhonnête homme et d'un
lâche. Vous allez donc commencer par reconnaître, de votre
main, en pleine liberté, toutes vos portes ouvertes et vos
gens dans cette salle, qui ne nous entendent point, parce que

nous parlerons français, que vous êtes un homme abominable qui avez trompé, trahi, outragé ma sœur sans aucun sujet, et, votre déclaration dans mes mains, je pars pour Aranjez où est mon ambassadeur ; je lui montre l'écrit ; je le fais ensuite imprimer ; après demain, la cour et la ville en seront inondés ; j'ai des appuis considérables ici, du temps et de l'argent ; tout sera employé à vous faire perdre votre place, à vous poursuivre de toute manière et sans relâche, jusqu'à ce que le ressentiment de ma sœur apaisé m'arrête, et qu'elle me dise : holà ! »

— *Je ne ferai point une telle déclaration*, me dit Clavico d'une voix altérée. — « Je le crois, car peut-être à votre place ne la ferais-je pas non plus ; mais voici le revers de la médaille : écrivez ou n'écrivez pas, de ce moment je reste avec vous ; je ne vous quitte plus ; je vais partout où vous irez, jusqu'à ce qu'impatienté d'un pareil voisinage, vous, soyez venu vous délivrer de moi derrière *Buenretiro* ¹. Si je suis plus heureux que vous, monsieur, sans voir mon ambassadeur, sans parler à personne ici, je prends ma sœur mourante entre mes bras, je la mets dans ma voiture, et je m'en retourne en France avec elle. Si, au contraire, le sort vous favorise, tout est dit pour moi ; j'ai fait mon testament avant de partir ; vous aurez eu tous les avantages sur nous, permis à vous alors de rire à nos dépens. Faites monter le déjeuner. »

Je sonne librement : un laquais entre, apporte le chocolat. Pendant que je prends ma tasse, mon homme absorbé se promène en silence, rêve profondément, prend son parti tout de suite, et me dit :

« M. de Beaumarchais, écoutez-moi : rien au monde ne peut excuser ma conduite envers mademoiselle votre sœur. L'ambition m'a perdu ; mais si j'eusse prévu que *dona Maria*

¹ L'ancien palais des rois d'Espagne, à Madrid.

eût un frère comme vous, loin de la regarder comme une étrangère isolée, j'aurais conclu que les plus grands avantages devaient suivre notre union. Vous venez de me pénétrer de la plus haute estime, et je me mets à vos pieds pour vous supplier de travailler à réparer, s'il est possible, tous les maux que j'ai faits à votre sœur. Rendez-la moi, monsieur, et je me croirai trop heureux de tenir de vous ma femme et le pardon de tous mes crimes. — Il n'est plus temps; ma sœur ne vous aime plus; faites seulement la déclaration, c'est tout ce que j'exige de vous, et trouvez bon après qu'en ennemi déclaré je venge ma sœur au gré de son ressentiment. »

Il fit beaucoup de façons et sur le style dont je l'exigeais, et sur ce que je voulais qu'elle fût toute de sa main, et sur ce que j'insistais à ce que les domestiques fussent présents pendant qu'il écrirait; mais comme l'alternative était pressante, et qu'il lui restait encore je ne sais quel espoir de ramener une femme qui l'avait aimé, sa fierté se soumit à écrire la déclaration suivante que je lui dictais en me promenant dans l'espèce de galerie où nous étions.

Déclaration dont j'ai l'original.

« Je soussigné Joseph Clavijo, garde d'une des archives de la couronne, reconnais qu'après avoir été reçu avec bonté dans la maison de madame Guilbert, j'ai trompé mademoiselle Caron, sa sœur, par la promesse d'honneur mille fois réitérée de l'épouser, à laquelle j'ai manqué, sans qu'aucune faute ou faiblesse de sa part ait pu servir de prétexte ou d'excuse à mon manque de foi; qu'au contraire la sagesse de cette demoiselle, pour qui j'ai le plus profond respect, a toujours été pure et sans tache. Je reconnais que, par ma conduite, la légèreté de mes discours, et par l'interprétation

qu'on a pu y donner, j'ai ouvertement outragé cette vertueuse demoiselle, à laquelle je demande pardon par cet écrit fait librement et de pleine volonté, quoique je me reconnaisse tout à fait indigne de l'obtenir, lui promettant toute autre espèce de réparation qu'elle pourra désirer si celle-ci ne lui convient pas. Fait à Madrid, et écrit tout de ma main en présence de son frère, le 19 mai 1764.

« Signé JOSEPH CLAVICO. »

Je prends le papier, et lui dis en le quittant : je ne suis point un lâche ennemi, monsieur ; c'est sans ménagement que je vais venger ma sœur. Je vous en ai prévenu. Tenez-vous bien pour averti de l'usage cruel que je vais faire de l'arme que vous m'avez fournie. — Monsieur, je crois parler au plus offensé, mais au plus généreux des hommes ; avant de me diffamer, accordez-moi le moment de tenter un effort pour ramener encore une fois *dona Maria* ; c'est dans cet unique espoir que j'ai écrit la réparation que vous emportez ; mais avant de me présenter, j'ai résolu de charger quelqu'un de plaider ma cause auprès d'elle, et ce quelqu'un, c'est vous. — Je n'en ferai rien. — Au moins vous lui direz le repentir amer que vous avez aperçu en moi. Je borne à cela toutes mes sollicitations. A votre refus, je chargerai quelqu'autre de me mettre à ses pieds. — Je le lui promis.

Le retour de mon ami chez ma sœur avait porté l'alarme dans tous les esprits. En arrivant je trouvai les femmes éplorées et les hommes très-inquiets : mais au compte que je rendis de ma séance, à la vue de la déclaration, les cris de joie, les embrassemens succédèrent aux larmes ; chacun ouvrait un avis différent ; les uns opinaient à perdre Clavico, les autres penchaient à lui pardonner ; d'autres s'en rapportaient à ma prudence, et tout le monde parlait à la fois. Mais ma sœur de s'écrier, *non jamais, jamais, je n'en entendrai parler :*

courez, mon frère, à Aranjuez : allez voir M. l'ambassadeur, et dans tout ceci gouvernez-vous par ses conseils.

Avant de partir pour la cour j'écrivis à Clavico que ma sœur n'avait pas voulu entendre un seul mot en sa faveur, et que je m'en tenais au projet de la venger et de le perdre. Il me fit prier de le voir avant mon départ, et je me rendis librement chez lui. Après mille imprécations contre lui-même, toutes ses prières se bornèrent à obtenir de moi qu'il allât pendant mon absence avec un ami commun parler à ma sœur aînée, et que je ne rendisse son déshonneur public qu'à mon retour, s'il n'avait pas obtenu son pardon. Je partis pour Aranjuez.

M. le marquis d'Ossun, notre ambassadeur, aussi respectable qu'obligeant, après m'avoir marqué tout l'intérêt qu'il prenait à moi en faveur des augustes recommandations qui lui étaient parvenues de France, me dit : « La première preuve de mon amitié, monsieur, est de vous prévenir que votre voyage en Espagne est de la dernière inutilité quant à l'objet de venger votre sœur ; l'homme qui l'a insultée deux fois par sa retraite inopinée, n'eût jamais osé se rendre aussi coupable, s'il ne se fût pas cru puissamment soutenu. Quel est votre dessein ? espérez-vous lui faire épouser votre sœur ? — Non, monsieur, je ne le veux pas : mais je prétends le déshonorer. — Et comment ? » Je lui fis le récit de mon entrevue avec Clavico, qu'il ne crut qu'en lisant son écrit que je lui présentais.

« Eh bien, monsieur, me dit cet homme respectable, un peu étonné de mon action, je change d'avis à l'instant. Celui qui a tellement avancé les affaires en deux heures, est fait pour les terminer heureusement. L'ambition avait éloigné Clavico de mademoiselle votre sœur ; l'ambition, la terreur ou l'amour le lui ramènent. Mais à quelque titre qu'il revienne, le moins d'éclat qu'on puisse faire en pareille occasion est tou-

jours le mieux. Je ne vous cache pas que cet homme est fait pour aller loin; et, sous ce point de vue, c'est peut-être un parti très-avantageux. A votre place je vaincrais ma sœur sur ses répugnances, et profitant du repentir de Clavico, je les marierais promptement. — Comment, monsieur, un lâche? — Il n'est un lâche que s'il ne revient pas de bonne foi. Mais ce point accordé, ce n'est qu'un amant repentant. Au reste voilà mon avis, je vous invite à le suivre, et même je vous en saurai gré, par des considérations que je ne puis vous expliquer. »

Je revins à Madrid un peu troublé des conseils de M. le marquis d'Ossun. A mon arrivée j'appris que Clavico était venu, accompagné de quelques amis communs, se jeter aux pieds de mes sœurs; que la plus jeune à son arrivée s'était enfuie dans sa chambre, et n'avait plus voulu reparaitre; et l'on me dit qu'il avait conçu beaucoup d'espérance de cette colère fugitive. J'en conclus à mon tour qu'il connaissait bien les femmes, douces et sensibles créatures, qu'un peu d'audace mêlée de repentir trouble à coup sûr étrangement, mais dont le cœur ému n'en reste pas moins disposé en faveur de l'humble audacieux qui gémit à leurs pieds, d'autorité.

Depuis mon retour d'Aranjuez ce Clavico désira me voir tous les jours, me rechercha, m'enchantait par son esprit, ses connaissances, et surtout par la noble confiance qu'il paraissait avoir en ma médiation. Je le servais de bonne foi; nos amis se joignaient à moi; mais le profond respect que ma pauvre sœur paraissait avoir pour mes décisions, me rendait très-circonspect à son égard; c'était son bonheur et non sa fortune que je désirais; c'était son cœur et non sa main que je voulais forcer.

Le 25 mai, Clavico se retira brusquement du logis de M. Portugais, et fut se réfugier au quartier des Invalides, chez un officier de sa connaissance. Cette retraite précipitée

ne m'inspira d'abord aucun ombrage, quoiqu'elle me parût singulière. Je courus au quartier; il alléguait pour motif de cette retraite que M. Portugais étant un des plus opposés à son mariage, il comptait me donner la plus haute preuve de la sincérité de son retour, en quittant la maison d'un si puissant ennemi de ma sœur. Cela me parut si probable et si délicat, que je lui sus un gré infini de sa retraite aux Invalides. Le 26 mai j'en reçus la lettre suivante :

Copie de la lettre de Clavico, dont j'ai l'original.

« Je me suis expliqué, monsieur, d'une manière très-précise sur la ferme intention où je suis de réparer les chagrins que j'ai causés involontairement à mademoiselle Caron; je lui offre de nouveau de l'épouser, si les mal-entendus passés ne lui ont pas donné trop d'éloignement pour moi. Mes propositions sont très-sincères. Toute ma conduite et mes démarches tendent uniquement à regagner son cœur; et mon bonheur dépendra du succès de mes soins; je prends donc la liberté de vous sommer de la parole que vous m'avez donnée de vous rendre le médiateur de cette heureuse réconciliation. Je sais qu'un galant homme s'honore en s'humiliant devant une femme qu'il a offensée; et que tel qui croit s'avilir en demandant excuse à un homme, a bonne grâce de reconnaître ses torts aux yeux d'une personne de l'autre sexe. C'est donc en connaissance de cause que j'agis dans toute cette affaire. L'assurance libre et franche que je vous ai donnée, monsieur, et la démarche que j'ai faite pendant votre voyage d'Aranjuez auprès de mademoiselle votre sœur, peuvent me faire un certain tort dans l'esprit des personnes qui ignorent la pureté de mes intentions : mais j'espère que, par un exposé fidèle de la vérité, vous me ferez la grâce d'instruire convenablement tous ceux que l'ignorance ou la malignité ont fait

tomber dans l'erreur à mon égard. S'il m'était possible de quitter Madrid sans un ordre exprès de mon chef, je partirais sur-le-champ pour aller à Aranjuez lui demander son approbation ; mais j'attends encore de votre amitié que vous prendrez le soin vous-même de lui faire part des vues légitimes et honnêtes que j'ai sur mademoiselle votre sœur, et dont cette lettre vous réitère l'assurance. La promptitude de cette démarche est, selon mon cœur, la plus grande marque que vous puissiez me donner du retour que je vous demande pour l'estime parfaite et le véritable attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être monsieur, votre, etc. »

« *Signé CLAVICO.* »

26 Mai 1764.

« A la lecture de cette lettre, que je faisais devant mes sœurs, la plus jeune fondit en larmes. Je l'embrassai de toute mon âme : « Eh bien, mon enfant ! tu l'aimes encore, et tu es bien honteuse, n'est-ce pas ? Je le vois. Mais, vas ! tu n'en es pas moins une honnête, une excellente fille ; et puisque ton ressentiment tire à sa fin, laisse-le s'éteindre dans les larmes du pardon ; elles sont bien douces après celles de la colère. C'est un monstre (ajoutai-je en riant) que ce Clavico, comme la plupart des hommes ; mais, mon enfant, tel qu'il est, je me joins à M. le marquis d'Ossun pour te conseiller de lui pardonner. J'aimerais mieux pour lui qu'il se fût battu, j'aime mieux pour toi qu'il ne l'ait pas fait. »

Mon bavardage la fit sourire au milieu de ses larmes ; et je pris ce charmant conflit pour un consentement tacite aux vues de M. l'ambassadeur ; je courus chercher mon homme, à qui je dis bien qu'il était cent fois plus heureux qu'il ne le méritait ; il en convint avec une bonne foi qui finit par nous charmer tous : il arriva tremblant chez ma sœur. On enveloppa la pauvre troublée, qui rougissant, motié honte et motié plai-

sir, laissa échapper enfin, avec un soupir, son consentement à tout ce que nous allions faire pour l'enchaîner de nouveau.

Dans son enchantement, Clavico prit la clef de mon secrétaire, et fut écrire le papier suivant, qu'il signa et qu'il apporta, le genou en terre, à signer à sa maîtresse, devant MM. Laugier, secrétaire d'ambassade de Pologne, Gazan, consul d'Espagne à Bayonne, Devignes, chanoine de Perpignan, Durocher, premier chirurgien de la reine mère, Durand et Perier, négocians français, don Firmin de Salsedo, contador de la trésorerie du Roi, de Bievardi, gentilhomme italien, Boca, officier des gardes flamandes, et autres; chacun joignit ses instances aux miennes, et l'on arracha, par-dessus le consentement verbal, la signature de ma pauvre sœur, qui, ne sachant plus où mettre sa tête, de confusion, vint se jeter dans mes bras en pleurant et m'assurant tout bas qu'en vérité j'étais un homme dur et sans pitié pour elle.

Copie exacte de l'écrit de la main de Clavico, signé de lui et de ma sœur, dont j'ai l'original.

« Nous soussigné Joseph Clavijo et Marie-Louise Caron, avons renouvelé par ce présent écrit les promesses mille et mille fois réitérées que nous nous sommes faites, de n'être jamais l'un qu'à l'autre, et nous nous engageons de sanctifier ces promesses par le sacrement de mariage, le plus tôt qu'il sera possible : en foi de quoi nous avons fait et signé cet écrit entre nous. A Madrid, ce 26 mai 1764.

« *Signé MARIE-LOUISE CARON et JOSEPH CLAVIJO.* »

Tout le monde passa la soirée avec nous, dans la joie d'un si heureux changement, et je partis pour Aranjuez à onze

heures du soir; car, dans un pays aussi chaud, la nuit est le temps le plus agréable pour voyager.

Je supplie le lecteur de suspendre encore son jugement sur la futilité de ces détails; il verra bientôt s'ils étaient importants.

En arrivant à Aranjuez, je rendis un compte exact à M. l'ambassadeur, qui eut la bonté de donner plus d'éloges à toutes les parties de ma conduite qu'elles n'en méritaient, mais qui me conseilla de ne rien dire à M. de Grimaldi de ce qui s'était passé, de peur de nuire à mon futur beau-frère.

Je me rendis chez ce ministre; il me reçut avec bonté, lut la lettre de Clavico, donna son consentement au mariage, et souhaita toute sorte de bonheur à ma sœur; en remarquant seulement que dom Joseph Clavico eût pu m'épargner le voyage, la forme usitée en pareil cas étant d'écrire au ministre. Je rejetai tout sur l'empressement que j'avais montré moi-même de venir lui faire ma cour, avant le temps où je le prierais de m'honorer de quelques audiences pour l'entretenir d'objets très-importans.

A mon retour à Madrid, je trouvai chez moi la lettre suivante du seigneur Clavico.

Copie de la lettre, dont j'ai l'original.

« Voici, monsieur, l'indigne billet qui s'est répandu dans le public, tant à la cour qu'à la ville : mon honneur y est outragé de la manière la plus sanglante; et je n'ose pas voir même la lumière tandis qu'on aura de si basses idées de mon caractère et de mon honneur. Je vous prie, monsieur, très-instamment de faire voir le billet que j'ai signé, et d'en donner des copies. En attendant que le monde se désabuse, pendant quelques jours, il n'est pas convenable de nous voir :

Au contraire cela pourrait produire un mauvais effet ; et l'on croirait que ce malheureux papier est le véritable, et que celui qui paraîtrait à sa place, n'était qu'une composition faite après coup. Imaginez, monsieur, dans quelle désolation doit me mettre un pareil outrage, et croyez-moi, monsieur, votre, etc. »

« *Signé CLAVICO.* »

Il avait joint à sa lettre une déclaration fausse, gigantesque, abominable, et qui était toute entière de son écriture.

Je pris un peu d'humeur de la conclusion que tirait Clavico de cet indigne papier ; je courus lui en faire les plus tendres reproches ; je le trouvai couché. Partie de ses effets étant restée chez M. Portugais, je lui envoyai sur-le-champ du linge de toute espèce à changer ; et pour le consoler du chagrin où cet écrit fabriqué paraissait le plonger, je lui promis qu'à son rétablissement je le menerais partout avec moi comme mon frère et comme un homme honorable, en l'assurant que je voyais dans les dispositions de tout le monde, qu'on se plairait à m'en croire à ma parole.

Nous convinmes de tous les préparatifs du mariage de ma sœur ; et le lendemain plusieurs de ses amis me menèrent, à son invitation, chez le grand-vicaire, chez le notaire apostolique, etc.

Cela fait je revins chez lui très-content. « Mon ami (lui dis-je en l'embrassant), l'état où nous sommes à l'égard l'un de l'autre, me permet de prendre quelques libertés avec vous ; si vous n'êtes pas en argent comptant, vous ferez fort bien d'accepter ma bourse dans laquelle j'ai mis cent quadruples cordonnés et autres pièces d'or, le tout valant environ neuf mille livres argent de France, sur quoi vous enverrez vingt-cinq quadruples à ma sœur pour avoir des rubans : et voici des bijoux et des dentelles de France ; si vous voulez lui en

faire présent, elle les recevra de votre main plus agréablement encore que de la mienne. »

Mon ami accepta les bijoux et dentelles, ayant de la peine à croire, dit-il, qu'on en trouvât d'au-si bon goût à Madrid ; mais quelques instances que je lui fisse, il refusa l'argent que je remportai.

Le lendemain, jour de l'Ascension, un valet métis ou quart d'Espagnol indien que j'avais pris à Bayonne, qui la veille avait été me chercher de l'or cordonné chez mon banquier, me vola mes cent quadruples, ma bourse, toutes les pièces d'argenterie de mon nécessaire, qui n'étaient pas apparentes, un carton de dentelles à mon usage, tous mes bas de soie et quelques vestes d'étoffe d'or, le tout valant à peu près quinze mille francs, et prit la fuite.

Je fus sur-le-champ chez le commandant de Madrid faire ma plainte ; et je demurai un peu surpris de l'air glacé dont elle fut accueillie. On sera moins étonné dans un moment que je ne le fus alors moi-même, l'énigme va bientôt se débrouiller.

Cet accident ne m'empêcha pas de donner tous mes soins à mon ami malade ; je lui reprochai doucement ma perte, en lui disant, que, s'il eût accepté mes offres la veille au soir, il m'eût fait grand plaisir, et m'eût empêché d'être volé. Mon ami m'assura que ce petit malheur était irréparable, parce que ce valet qui avait sûrement pris la route de Cadix, serait parti avec la flotte avant qu'on l'eût attrapé. J'en écrivis à M. l'ambassadeur, et ne m'en occupai plus.

Les jours suivans se passèrent en soins assidus de ma part, et en témoignages de la plus tendre reconnaissance de celle de Clavico. Mais le 5 juin, étant venu pour le voir à l'ordinaire au quartier des Invalides, j'appris avec surprise que mon ami avait encore brusquement délogé.

Changer de gîte une seconde fois, sans m'en donner avis,

me parut, je l'avoue, très-extraordinaire. Je le fis chercher dans tous les hôtels garnis de Madrid ; et l'ayant enfin trouvé rue Saint-Louis, je lui témoignai mon étonnement avec un peu moins de douceur que la première fois ; mais il m'avoua qu'ayant été instruit qu'on avait reproché à son ami de partager, avec un étranger, un logement de quartier que le roi ne lui donnait que pour lui seul ; sans consulter l'embarras, ni sa santé, ni l'heure indue, il avait cru devoir quitter à l'instant l'appartement de son ami. Il fallut bien approuver sa délicatesse ; mais je le grondai obligamment de n'être pas venu prendre un logement dans la maison de ma sœur ; je voulais même l'y conduire à l'instant. Il me serra les mains avec reconnaissance, et m'objecta que, venant de prendre médecine, il ne s'exposerait pas à sortir de chez lui : cet usage étant celui de tous les Espagnols.

Le lendemain il refusa, sous le même prétexte, mes offres répétées de venir chez ma sœur. Alors nos amis commencèrent à secouer la tête, à concevoir des soupçons ; mais ils me paraissaient encore plus absurdes que malhonnêtes. A quoi bon des feintes avec moi ? Le contrat était fait ; il ne put être signé de plusieurs jours à cause de ces impatientes *purgeries* : en Espagne, me disait-on, tout acte est nul lorsqu'il se trouve daté du jour qu'un des contractans a pris médecine ; chaque pays, chaque usage.

Ma sœur tremblait de nouveau : c'était par de semblables délais que cet homme les avait déjà deux fois conduites à des dénouemens affreux. Je lui imposais silence avec amertume ; cependant le soupçon se glissait dans mon cœur. Pour m'en délivrer tout à fait, le 7 juin, jour pris enfin pour signer le contrat, j'envoyai chercher d'autorité le notaire apostolique.

Mais quelle fut ma surprise, lorsque cet homme me dit qu'il allait faire signer au seigneur Clavico une déclaration bien contraire à mes vœux ; qu'il avait reçu la veille une oppo-

sition au mariage de ma sœur, par une jeune personne qui prétendait avoir une promesse de Clavico, datée de 1755; de neuf années avant l'époque où nous étions, 1764.

Je m'informe vite du nom de l'opposante. Le notaire m'apprend que c'était *una duegna* (fille de chambre). Humilié, furieux, je cours chez l'indigne Clavico.

« Cette promesse de mariage vient de vous, lui dis-je, elle a été fabriquée hier. Vous êtes un homme abominable auquel je ne voudrais pas donner ma sœur pour tous les trésors de l'Inde. Mais ce soir je pars pour Aranjuez; je rends compte à M. de Grimaldi de votre infamie; et loin de m'opposer pour ma sœur à la prétention de votre *duegna*, je demande pour unique vengeance qu'on vous la fasse épouser sur le champ. Je lui servirai de père, je lui payerai sa dot, et lui prodiguerai tous mes secours pour qu'elle vous poursuive jusqu'à l'autel. Alors pris dans votre propre piège vous serez deshonoré, et je serai vengé. »

— « Mon cher frère, mon ami, me dit-il, suspendez vos ressentimens et votre voyage jusqu'à demain; je n'ai nulle part à cette noirceur. A la vérité, dans un délire amoureux, je fis cette promesse autrefois à la *daegna* de madame Portugès, qui était jolie, mais qui depuis notre rupture ne m'en a jamais reparlé. Ce sont les ennemis de dona Maria, votre sœur, qui font agir cette fille : mais croyez, mon ami, que le désistement de la malheureuse est l'affaire de quelques pistoles d'or. Je vous conduirai ce soir chez un célèbre avocat, que j'engagerai même à vous accompagner à Aranjuez; et nous aviserons ensemble, avant que vous partiez, aux moyens de parer à ce nouvel obstacle, beaucoup moins important que votre vivacité ne vous le fait craindre. Mettez-moi aux pieds de dona Maria, votre sœur, que je fais vœu d'aimer toute ma vie ainsi que vous, et ne manquez pas de vous rendre ici ce soir à huit heures précises. »

L'amertume était dans mon cœur, et l'indécision dans ma tête. Je n'écoutais pourtant pas encore les pronostics affreux que l'on répandait : il était possible que j'eusse été joué par un fripon ; mais quel était son but ? Ne pouvant le deviner, n'en voyant même aucun qui fût raisonnable, je suspendais mon jugement, quoique l'effroi eût déjà gagné tout ce qui m'environnait. Je me rends à huit heures chez cet étrange mortel, accompagné des sieurs Perrier et Durand. A peine étions-nous descendus de voiture, que la maîtresse de la maison vint au-devant de nous et me dit : le seigneur Clavico est délogé depuis une heure, on ignore où il est allé.

Frappé de cette nouvelle, et voulant en douter encore, je monte à la chambre qu'il avait occupée ; je ne trouve plus aucun de ses effets ; mon cœur se serra de nouveau. De retour chez moi, j'envoyai six personnes courir toute la ville pour me découvrir le traître, à quelque prix que ce fût ; mais, convaincu de sa trahison, je m'écriais encore : A quoi bon ces noirceurs ! Je n'y concevais rien, lorsqu'un courier de M. l'ambassadeur, arrivant d'Aranjuez, me remit une lettre de son excellence, en me disant qu'elle était très-pressée. Je l'ai conservée et vais la transcrire ici.

Lettre de M. l'ambassadeur de France, dont j'ai l'original.

A Aranjuez, le 7 juin 1764.

« M. de Robiou, monsieur, commandant de Madrid, vient de passer chez moi pour m'apprendre que le sieur Clavico s'était retiré dans un quartier des Invalides, et avait déclaré qu'il y prenait asyle contre les violences qu'il craignait de votre part, attendu que vous l'aviez forcé dans sa propre maison, il y a quelques jours, le pistolet sur la gorge, à signer un billet, par lequel il s'était engagé à

épouser mademoiselle votre sœur. Il serait inutile que je vous communiquasse ici ce que je pense sur un aussi mauvais procédé. Mais vous concevrez aisément que, quelque honnête et droite qu'ait été votre conduite dans cette affaire, on pourrait y donner une tournure dont les conséquences seraient aussi désagréables que sâchenses pour vous. Ainsi, je vous conseille de demeurer entièrement tranquille, en paroles, en écrits et en actions, jusqu'à ce que je vous aie vu, ou ici, si vous y venez promptement, ou à Madrid, où je retournerai le 12.

» J'ai l'honneur d'être, avec une parfaite considération ;
monsieur, votre, etc.

« *Signé OSSUN.* »

Cette nouvelle fut un coup de foudre pour moi. Quoi ! cet homme, qui depuis quinze jours me pressait dans ses bras ! ce monstre, qui m'avait écrit dix lettres pleines de tendresse, m'avait sollicité publiquement de lui donner ma sœur, était venu dix fois manger chez elle à la face de tout Madrid ! il avait fait une plainte au criminel contre moi, pour cause de violence, et me poursuivait sourdement ! Je ne me connaissais plus.

Un officier des gardes wallonnes entre à l'instant, et me dit : M. de Beaumarchais, vous n'avez pas un moment à perdre, sauvez-vous, ou demain matin vous serez arrêté dans votre lit ; l'ordre est donné, je viens vous en prévenir : votre homme est un monstre, il a soulevé contre vous tous les esprits, et vous a conduit de promesses en promesses pour se rendre votre accusateur public. Fuyez, fuyez à l'instant, ou, renfermé dans un cachot, vous n'avez plus ni protection ni défense.

Moi ! fuir ! me sauver ! plutôt périr ! Ne me parlez plus, mes amis ; ayez-moi seulement une voiture de route à six

mules, pour demain quatre heures du matin, et laissez-moi me recueillir jusqu'à mon départ pour Aranjuez.

Je me renfermai; j'avais l'esprit troublé, le cœur dans un état; rien ne pouvait calmer cette agitation; je me jetai dans un fauteuil, où je restai près de deux heures, dans un vide absolu d'idées et de résolutions.

Ce repos fatigant m'ayant enfin rendu à moi-même, je me rappelai que cet homme, depuis la date de sa plainte pour fait de violence, s'était promené publiquement avec moi dans mon carrosse, m'avait écrit dix lettres tendres, m'avait chargé spécialement de sa demande auprès du ministre, devant vingt personnes. Je me jette à mon bureau, j'y broche, avec toute la rapidité d'un homme en pleine fièvre, le journal exact de ma conduite depuis mon arrivée à Madrid; noms, dates, discours, tout se peint à ma mémoire, tout est fixé sous ma plume. J'écrivais encore à cinq heures du matin, lorsqu'on m'avertit que ma voiture m'attend, et que l'inquiétude de mes amis ne leur permet pas de me laisser plus longtemps à moi-même. Je monte en carrosse sans m'informer si quelqu'un me suit, sans savoir si j'étais présentable; une espèce d'ivresse me rendait sourd à tout ce qui n'était pas mon objet; mais on avait pourvu, sans me le dire, au nécessaire de mon voyage. Quelques amis m'offrent de m'accompagner. Je veux être seul, leur dis-je, je n'ai pas trop de douze heures de solitude pour calmer mes sens; et je partis pour Aranjuez.

M. l'ambassadeur était au palais quand j'arrivai au *Sitio real*; je ne le vis qu'à onze heures du soir, à son retour. « Vous avez bien fait de venir sur-le-champ, me dit-il; je n'étais rien moins que tranquille sur vous. Depuis quinze jours, votre homme a gagné toutes les avenues du palais. Sans moi vous étiez perdu, arrêté, et peut-être conduit au

Presidio ¹. J'ai couru chez M. de Grimaldi : je réponds, lui ai-je dit, de la sagesse et de la bonne conduite de M. de Beaumarchais en toute cette affaire, comme de la mienne propre. C'est un homme d'honneur, qui n'a fait que ce que vous et moi eussions fait à sa place ; je l'ai suivi depuis son arrivée : faites retirer l'ordre de l'arrêter, je vous prie ; ceci est le comble de l'atrocité de la part de son adversaire. *Je vous crois*, m'a répondu M. de Grimaldi, *mais je ne suis le maître que de suspendre un moment ; tout le monde est armé contre lui ; qu'il parte à l'instant pour la France ; on fermera les yeux sur sa fuite.*

« Ainsi, monsieur, partez, il n'y a pas un moment à perdre ; on vous enverra vos effets en France ; vous avez six mules à vos ordres. A tout prix, dès demain matin, reprenez la route de France ; je ne pourrais vous servir contre le soulèvement général, contre des ordres si précis, et je serais désolé qu'il vous arrivât malheur en ce pays ; partez. »

En l'écoutant, je ne pleurais pas ; mais, par intervalle, il me tombait des yeux de grosses gouttes d'eau que le resserrement universel y amassait. J'étais stupide et muet. M. l'ambassadeur, attendri, plein de bonté, prévenant toutes mes objections, par l'aveu libre et franc que j'avais raison, ne m'en disait pas moins qu'il fallait céder à la nécessité, et fuir un malheur certain.

« Et de quoi me punirait-on, monsieur, puisque vous-même convenez que j'ai raison sur tous les points ? Le roi fera-t-il arrêter un homme innocent et grièvement outragé ? Comment imaginer que celui qui peut tout, préférera le mal quand il connaît le bien ! — Eh ! monsieur, l'ordre du roi s'obtient, s'exécute, et le mal est fait avant qu'on soit détrompé. Les

¹ Prison perpétuelle à Oran ou Ceuta, sur les côtes d'Afrique.

rois sont justes; mais on intrigue autour d'eux sans qu'ils le sachent; et de vils intérêts, des ressentimens qu'on n'ose avouer, n'en sont pas moins souvent la source de tout le mal qui se fait. Partez, monsieur; une fois arrêté, personne ici ne prenant intérêt à vous, on finirait par conclure que, puisqu'on vous punit, il se peut que vous ayez tort, et bientôt d'autres événemens feraient oublier le vôtre; car la légèreté du public est partout un des plus fermes appuis de l'injustice. Partez, vous dis-je, partez. — Mais, monsieur, dans l'état où je suis, où voulez-vous que j'aille? — Votre tête se trouble à l'excès, M. de Beaumarchais; évitez un mal présent, et songez que vous ne rencontrerez peut-être pas deux fois en votre vie l'occasion de placer des réflexions si douloureuses pour l'humanité; vous ne serez peut-être jamais indignement outragé par un homme plus puissant que vous; vous ne courrez peut-être jamais une seconde fois le risque d'aller en prison pour avoir été, contre un fou, prudent, ferme et raisonnable; ou si un pareil malheur vous arrivait en France, un homme au milieu de sa patrie a mille moyens de faire valoir son droit, qui lui manquent ailleurs. On traite moins bien un étranger sans appui, qu'un citoyen domicilié, qu'un père de famille, comme vous l'êtes, au milieu de tous ses parens. — Eh! monsieur! que diront les miens? Que penseront en France mes augustes protectrices, qui, n'ayant vu constamment persécuté autour d'elles, ont pu juger au moins que je ne méritais pas le mal qu'on disait de moi? Elles croiront que mon honnêteté n'était qu'un masque tombé à la première occasion que j'ai cru trouver de mal faire impunément. — Allez, monsieur, j'écirai en France, et l'on m'en croira sur ma parole. — Et ma sœur, monsieur! ma malheureuse sœur! ma sœur, qui n'est pas plus coupable que moi! — Songez à vous, l'on pourvoira au reste. — Ah dieux! dicux! ce serait là le fruit de mon voyage en Espagne! » Mais

partez, partez, était le mot dont M. d'Ossun ne sortait plus. Si j'avais besoin d'argent, il m'en offrait avec toute la générosité de son caractère. « Monsieur, j'en ai : mille louis dans ma bourse, et deux cent mille francs dans mon portefeuille, me donneront le moyen de poursuivre un si sanglant outrage. — Non, monsieur, je n'y consens pas. Vous m'êtes recommandé; partez, je vous en prie, je vous le conseille, et j'irai plus loin même s'il le faut. — Je ne vous entends plus, monsieur, pardon, je ne vous entends plus; » et, dans le trouble où j'étais, je courus m'enfoncer dans les allées sombres du parc d'Aranjuez. J'y passai la nuit dans une agitation inexprimable.

Le lendemain matin, bien raffermi, bien obstiné, bien résolu de périr ou d'être vengé, je vais au lever de M. de Grimaldi, ministre d'état. J'attendais dans son salon, lorsque j'entendis prononcer plusieurs fois le nom de M. Whal. Cet homme respectable, qui n'avait quitté le ministère que pour mettre un intervalle de repos entre la vie et la mort, était logé dans la maison de M. de Grimaldi. Je l'apprends, et sur-le-champ je me fais annoncer chez lui comme un étranger qui a les choses les plus importantes à lui communiquer. Il me fait entrer, et la plus noble figure rassurant mon cœur agité : « Monsieur, lui dis-je, je n'ai point d'autre titre à vos bienfaits que celui d'être Français et outragé : vous êtes né vous-même en France où vous cûtes du service; depuis vous avez passé dans ce pays par tous les grades de l'illustration militaire et politique; mais tous ces titres me donnent moins la confiance de recourir à vous, que la véritable grandeur avec laquelle vous avez remis volontairement au roi le dangereux ministère des Indes, dont vous êtes sorti les mains pures, lorsqu'un autre eût pu y entasser des milliards. Avec l'estime de la nation, vous êtes resté l'ami du roi; c'est le nom dont il vous honore sans cesse. Eh bien ! monsieur, il

vous reste une belle action à faire ; elle est digne de vous , et c'est un Français au désespoir qui compte sur le secours d'un homme aussi vertueux. »

« Vous êtes Français , monsieur , me dit-il ; c'est un beau titre auprès de moi ; j'ai toujours chéri la France , et voudrais pouvoir reconnaître en vous les bons traitemens que j'y ai reçus ; mais vous tremblez , votre ame est hors d'elle , asseyez-vous et dites-moi vos peines ; elles sont affreuses sans doute si elles égalent le trouble où je vous vois. » Il défend à l'instant sa porte ; et moi , dans un état inexprimable de crainte et d'espérance , je lui demande la permission de lire le journal exact de ma conduite depuis le jour de mon arrivée à Madrid ; vous y suivrez mieux , monsieur , le fil des événemens , que dans une narration désordonnée que j'entreprendrais vainement de vous faire.

Je lus mon mémoire. M. Wbal me calmait de temps en temps en me recommandant de lire moins vite pour qu'il m'entendît mieux , et m'assurant qu'il prenait le plus vif intérêt à ma narration. A mesure que les événemens passaient , je lui mettais à la main les écrits , les lettres , toutes les pièces justificatives ; mais lorsque je vins à la plainte criminelle , à l'ordre de me mettre au cachot , suspendu seulement par M. de Grimaldi , à la prière de notre ambassadeur , au conseil qu'il m'avait donné de partir , auquel je ne lui cachais pas que je résistais , déterminé à périr ou à obtenir justice du roi , il fait un cri , se lève et m'embrassant tendrement : — « Sans doute le roi vous fera justice , et vous avez raison d'y compter. M. l'ambassadeur , malgré sa bonté pour vous , est forcé de consulter ici la prudence de son état ; mais moi je vais servir votre vengeance de toute l'influence du mien. Non , monsieur , il ne sera pas dit qu'un brave Français ait quitté sa patrie , ses protecteurs , ses affaires , ses plaisirs , qu'il ait fait quatre cents

lieues, pour secourir une sœur honnête et malheureuse, et qu'en fuyant de ce pays il remporte dans son cœur, de la généreuse nation espagnole, l'abominable idée que les étrangers n'obtiennent chez elle aucune justice. Je vous servirai de père en cette occasion, comme vous en avez servi à votre sœur. C'est moi qui ai donné au roi ce Clavico. Je suis coupable de tous ses crimes. Eh Dicux ! que les gens en place sont malheureux de ne pouvoir scruter avec assez de soin tous les hommes qu'ils emploient, et de s'entourer, sans le savoir, de fripons dont les infamies leur sont trop souvent imputées. Ceci, monsieur, est d'autant plus important pour moi, que ce Clavico, ayant commencé par faire une espèce de feuille ou gazette, et se trouvant, par ses fonctions, rapproché du ministère, eût pu parvenir un jour à des emplois plus considérables ; et moi je n'aurais fait présent à mon roi que d'un scélérat ! On excuse un ministre de s'être trompé sur le choix d'un indigne sujet ; mais sitôt qu'il le voit marqué du sceau de la réprobation publique, il se doit à lui-même de le chasser à l'instant. J'en vais donner l'exemple à tous les ministres qui me suivront. »

Il sonne. Il fait mettre des chevaux ; il me conduit au palais ; en attendant M. de Grimaldi qu'il avait fait prévenir, ce généreux protecteur entre chez le roi, s'accuse du crime de mon lâche adversaire, a la générosité d'en demander pardon. Il avait sollicité son avancement avec ardeur ; il met plus d'ardeur encore à solliciter sa chute. M. de Grimaldi arrive, les deux ministres me font entrer ; je me prosterne. Lisez votre mémoire, me dit M. Whal avec chaleur, il n'y a pas d'ame honnête qui n'en doive être touchée comme je l'ai été moi-même. J'avais le cœur élevé à sa plus haute région ; je le sentais battre avec force dans ma poitrine ; et, me livrant à ce qu'on pourrait appeler l'éloquence du moment, je rendis

avec force et rapidité tout ce qu'on vient de lire. Alors le roi , suffisamment instruit, ordonna que Clavico perdit son emploi, et fût à jamais chassé de ses bureaux.

Ames honnêtes et sensibles ! croyez-vous qu'il y eût des expressions pour peindre l'état où je me trouvais ? Je balbutiais les mots de respect, de reconnaissance , et cette ame entraînée naguère presque au degré de la sérocité contre son ennemi , passant à l'extrémité opposée , alla jusqu'à bénir le malheureux dont la noirceur lui avait procuré le noble et précieux avantage qu'il venait d'obtenir au pied du trône.

Pour comble de bontés, le monarque envoya chez M. l'ambassadeur de France où je dinais, donner l'ordre au Français, à qui il venait de rendre une justice si éclatante, de lui faire parvenir le journal exact de ce qui avait été lu et jugé au palais. M. l'ambassadeur, aussi touché que moi, me donna trois de ses secrétaires qui, de leur part, y mettant une bienveillance patriotique, copièrent en peu d'heures mon journal avec les pièces justificatives, et le tout fut porté par M. l'ambassadeur au roi qui ne dédaigna pas de dire qu'il garderait cet ouvrage, et même de s'informer avec bonté si le Français était satisfait.

Telle est la justice que j'ai obtenue en Espagne dans une querelle où j'étais en quelque façon l'agresseur. Mon cœur se serre en pensant que depuis en France, étant offensé..... Telles sont les preuves authentiques et respectables sur lesquelles s'appuie le compte exact que l'animosité vient de me forcer de rendre de ma conduite en cette occasion, l'une des plus importantes de ma vie. J'ai osé nommer, sans leur aveu, le prince magnanime qui s'est plu à me faire justice, les généreux ministres qui y ont coopéré, le très-respecté marquis d'Ossun, notre ambassadeur, mon estimable protecteur M. Wahl, et toutes les personnes qui ont contribué à ma justification.

Au milieu d'une nation étrangère, je n'ai rencontré que grandeur, générosité, noble intérêt, service ardent, justice éclatante, et je n'aurais pas attendu dix ans à publier la reconnaissance que je garderai toute ma vie à la généreuse nation espagnole, si j'avais pu la faire éclater sans y mêler le récit d'un événement personnel qui ne pouvait intéresser que mes parens et moi.

Je revins à Madrid où tous les Français s'empressèrent de renouveler à ma pauvre sœur les témoignages de leur ancienne amitié. A la nouvelle de la perte de son emploi, qui se répandit partout, mon lâche ennemi, certain d'être arrêté, se sauva chez les capucins, d'où il m'écrivit une longue lettre pour implorer ma commisération. Il avait raison d'y compter, je ne le haïssais plus, je n'ai même haï personne; mais, dans cette lettre, ce qui m'étonna davantage fut l'assurance avec laquelle il se tait sur sa plainte criminelle contre moi, se flattant apparemment que je l'ignorais encore. Il s'y défend seulement d'avoir provoqué l'opposition de la *duegna* à laquelle il attribue mon ressentiment. Voici sa lettre avec ma réponse, telle que je la lui envoyai.

Copie de la lettre de Clavico ¹.

« Depuis mercredi que j'ai reçu, monsieur, la nouvelle de la privation de mon emploi ², j'ai été dans des accès de fièvre les plus violens jusqu'à ce moment où, malgré ma faiblesse et mon abattement, je prends la plume pour vous remercier des bontés que vous avez eues pour moi. Non, je n'aurais jamais cru cela de vous. Vous aviez raison de ne pas répondre à mes lettres; on n'a rien à dire aux gens que l'on veut perdre

¹ Nous avons mis en note les réponses qui se rapportent à chaque partie de cette lettre.

² C'est un malheur que vous vous êtes attiré.

sans ressource ¹. Eh bien ! monsieur, êtes-vous satisfait ? Ces dames le sont elles ? Jouissez, jouissez tous de votre vengeance ; mais sur qui tombe-t-elle cette vengeance ? Sur un homme que vous aimiez, qui a suivi en tout aveuglément vos volontés, sur un homme enfin qui vous aime encore malgré tout ce qui s'est passé ². Ah ! monsieur, j'en appelle à votre cœur ; ou il m'a trompé, ou il est incapable d'un procédé pareil. Mais comment pouvez vous avoir sévi contre moi sans constater mon crime ? Et quel est-il ce crime ³ ? Une fille, par elle-même ou à la persuasion de quelque furieux et à mon insu, se présente contre moi. Je n'ai pas la moindre part à cette affaire, et l'on me croit l'auteur de cette nouvelle scène ⁴ ! On paraît en fureur contre moi, on m'accable d'injures malgré ma faiblesse et ma maladie ; et quand le chagrin de cet événement laisse à mon cerveau déjà affaibli par plus de trente jours de fièvre et de diète, à peine la faculté de penser, on me tourmente, on ne croit pas à ma justification, on ne veut pas même m'écouter, ni convenir des moyens que je propose pour arranger cette cruelle affaire. Au contraire, on part pour Aranjuez pour aller déshonorer et perdre entièrement un homme que l'on dit aimer avec passion ⁵ ; coupable ou non, n'importe. Eh ! se donne-t-on la peine de l'examiner avec loisir ?

« Cependant cet homme, accablé sous le poids de sa maladie et de ses violens chagrins, abandonné à lui-même, dans ce cruel état, vous écrit à Aranjuez, et, pour vous prouver son

¹ De quelles lettres parlez-vous ?

² Vous m'aimez, monsieur que vous êtes ! Et vos lâches impostures, et votre plainte furtive et calomnieuse ?

³ Une plainte d'assassinat.

⁴ Il s'agit bien de cette fille ! quand il existe une plaie atroce depuis trois semaines.

⁵ Oui, malheureux, je vous aimais, et c'est ma honte.

innocence ¹, fait faire des démarches auprès de l'opposante pour la faire désister de sa prétention. Il n'y avait que ce moyen pour finir tout d'un coup; il vous répète à ce sujet ce qu'il vous avait dit ici lui-même; il vous prie surtout de suspendre les démarches que pouvait vous dicter le ressentiment qui vous conduisait ². Chaque pas que vous alliez faire était un poignard que vous lui enfonciez dans le cœur, et chaque blessure était incurable ³.

« Moi, victime des caprices du sort, et comptant sur votre prudence et sur la bonté de votre cœur, quoique sans réponse de votre part, je n'attribuai votre silence qu'au hasard, et je m'empressai, par une seconde lettre, de vous rendre compte des espérances dont on me flattait au sujet de l'opposante, lesquelles sont justes ⁴.

« Malgré votre silence, j'allais, monsieur, vous récrire, quand la nouvelle de la privation de mon emploi me replongea tout de suite dans les accès de fièvre dont je ne sors qu'à présent ⁵.

« Ah! monsieur, qu'avez-vous fait? N'aurez-vous pas à vous reprocher éternellement d'avoir sacrifié légèrement un homme qui vous appartenait, et dans le temps même qu'il allait devenir votre frère ⁶? Quelques égaremens passés pouvaient-ils vous faire croire aussi légèrement, et sur des apparences? Mais dans quelles circonstances encore se présentait-il, ce prétendu crime? Oui, monsieur, je le répète, et je le dirai à la face de l'univers: je n'ai aucune part à la démarche de l'opposante, et depuis ma réconciliation avec vos dames,

¹ Et la plaïote! la plainte!

² Oui, le plus juste ressentiment.

³ Le poignard qui vous perce est le désespoir de ne m'avoir pas fait périr.

⁴ Des lettres à Aranjuez? à moi? imposteur maledroit!

⁵ Je le crois. Mais c'est de honte qu'il faut mourir.

⁶ Vous! mon frère! je la tuerais plutôt.

je n'ai point changé ¹, et je défie qui que ce soit au monde de me prouver que depuis cette époque j'aie rien dit ni écrit de contraire à l'intention où j'étais, et où je suis encore, malgré tout ce qui m'est arrivé, de terminer mon mariage avec mademoiselle votre sœur ².

« La privation de mon emploi n'y fait rien. Le roi et le ministre, mieux informés, me rendront la justice qui m'est due ³. Personne au monde n'a rien à me reprocher. Si j'ai eu des torts vis-à-vis mademoiselle Caron, je les ai réparés par mon retour ⁴; hors de là je n'ai à rougir d'aucune action de ma vie. Or, j'espère de la clémence de mon souverain qu'il daignera me faire rendre mon emploi quand il saura mon innocence ⁵. Puis-je espérer de vous, monsieur, à qui elle constatera parfaitement quand vous le voudrez, que vous ne vous opposerez point à ma justification ? Elle doit vous intéresser autant que moi-même ⁶.

« Je vous remets ci-joint copie des deux lettres que je vous écrivis à Aranjuez. Je commence même à douter que vous les ayez reçues ⁷. Oui, je crois connaître votre cœur, il ne m'aurait pas sacrifié si cruellement s'il avait pu seulement se douter de mon innocence. Je sens encore de la satisfaction à vous justifier dans mon cœur ⁸, et, dans la fatalité de mon sort, je ne murmure point contre la main qui l'a conduit. Non, je ne

¹ Pent-on pousser la fourberie plus loin ! Et mes violences ! et ce pistolet que je vous ai présenté ! et cette plainte que vous oubliez !

² Que je vous ai forcé de contracter le pistolet à la main.

³ Ils vous l'ont rendue en vous chassant.

⁴ En la mettant à la mort une troisième fois.

⁵ Son innocence ! l'innocence de Clavico !

⁶ Lâche adversaire ! et c'est à moi que vous vous adressez !

⁷ Je le crois bien, elles n'ont jamais été écrites.

⁸ J'étais perdu par vous, homme indigne ! sans la grandeur, sans la justice du roi.

renonceraï jamais au bonheur d'appartenir à votre chère famille¹. Hélas ! depuis la dernière promesse mutuelle entre mademoiselle Caron et moi, j'ai bien souffert ! Je compte assez sur la générosité de vos ames pour croire que vous voudrez bien m'aider à me relever². Mes supérieurs et mes protecteurs, instruits de mon innocence, me tendront aussi une main secourable, je l'espère, avec d'autant plus d'empressement que je n'ai point mérité leur colère³.

« J'ai l'honneur d'être aussi véritablement que jamais,

« Monsieur,

« Votre très-humble et très-obéissant serviteur ;

Signé CLAVISO. »

« Madrid, 17 juin 1764.

« P. S. On vient de me dire que mademoiselle Caron doit se marier⁴ ; je ne puis pas le croire. D'ailleurs voudrait-on donner à Madrid une nouvelle scène à nos dépens, et m'obliger à m'opposer à ce mariage pour authentifier la droiture de mes intentions ? Non : cela ne peut pas être⁵.

A M. de Beaumarchais, etc., etc.

Je fus en effet demander grâce à M. le marquis de Grimaldi pour ce misérable homme ; mais ce ministre mit à ses refus une indignation si obligeante pour moi, que je n'osai pas in-

¹ M'appartenir ! misérable !

² Je suis vengé ; je ne ne vous hais plus. J'irai même implorer M. de Grimaldi pour vous obtenir du pain, si je puis, dans un coin du monde, mais jamais à Madrid.

³ Aussi n'a-t-on mis que de la justice à votre punition. M. What sent a eu la générosité d'y mettre de la colère.

⁴ Que vous importe ?

⁵ Qu'elle se marie ou non, vous n'avez plus rien à y voir. Votre femme, à vous, ce sera la *dueña*. Je borne à cela ma vengeance.

sister. J'écrivis le jour même à plusieurs protecteurs de Clavico, pour les prier de joindre leurs instances aux miennes. « M. le marquis de Grimaldi n'a pas voulu m'entendre, leur disais-je; il est révolté de l'indignité du sujet. Mais un homme malheureux par sa faute l'est doublement; et d'après cette terrible vérité, Clavico doit être bien près du désespoir. Voir mon ennemi même dans cet affreux état, trouble la pureté de ma joie dans l'heureux dénouement de mon aventure avec lui, etc. »

Rien ne put fléchir l'équitable et rigoureux ministre.

La suite de mon voyage d'Espagne est étrangère à ma justification. Quant à l'infamie qu'on m'impute, d'avoir frauduleusement gagné cent mille francs en une nuit chez l'ambassadeur de Russie, et pour laquelle le sieur Marin fait dire à son écrivain que j'ai été *chassé de partout et forcé de fuir d'Espagne avec déshonneur*; je me contenterai de répondre que ce même ambassadeur de Russie, milord Rochefort, alors ambassadeur d'Angleterre en Espagne; M. le comte de Creitz, actuellement ambassadeur de Suède en France; MM. les duc et comte de Crillon, et beaucoup d'autres personnes qualifiées, avec lesquelles je jouais tous les jours et qui m'honoraient d'une bienveillance particulière à Madrid, me l'ont conservée en France; j'ajouterai même que dans le séjour que ces divers ambassadeurs ont fait depuis à Paris, ils m'ont tous fait l'honneur de manger chez moi, et d'y agréer les témoignages de ma reconnaissance.

Enfin, après un an passé en Espagne à suivre les plus importantes affaires, lorsque les miennes me rappelèrent en France, et qu'après avoir pris congé verbalement de M. le marquis de Grimaldi, j'eus l'honneur de lui demander, par écrit, ses derniers ordres; voici la lettre qu'il m'écrivit du *Prado*, où était la cour, la veille de mon départ.

Copie de la lettre de M. le marquis de Grimaldi, dont j'ai l'original.

An Prado, le 24 mars 1765.

« Monsieur,

« Quelle que soit la réussite des propositions que vous m'avez faites pour l'établissement d'une compagnie de la Louisiane, elles sont infiniment d'honneur à vos talents, et ne sauraient qu'affermir la bonne opinion que j'en ai conçue. J'ai été, monsieur, fort aise de vous connaître, et je le suis de pouvoir rendre ce témoignage à votre capacité. Si vos projets eussent été compatibles avec la constitution de l'Amérique espagnole, je pense que leur succès vous en eût encore mieux convaincu, mais on a dû céder à des difficultés insurmontables qui s'opposaient à leur exécution.

« Je serai charmé de pouvoir vous rendre service en toute occasion; en attendant, j'ai le plaisir de vous souhaiter un bon voyage, et de vous prier de me croire très-parfaitement, monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Signé le marquis de GRIMALDI.

Et plus bas est écrit : *A monsieur de Beaumarchais.*

J'en ai trop dit pour moi, et je crois en avoir dit assez pour mes lecteurs. Encore un mot, et je me tais. On assure que MM. Goëzman, Marin, Bertrand, Baculard, et autres personnes respectables, ont chacun un beau mémoire tout prêt contre moi, qu'ils réservent pour la veille du jugement de ce procès. S'ils en usent ainsi pour que je n'aie pas le temps d'y répliquer, cela n'est pas de bonne guerre, et j'agis plus franchement avec eux. Mais sur quelque point de ma vie, sous quelque forme, en quelque temps que ces messieurs

me fassent l'honneur de me dénigrer ensemble ou séparément, j'ai celui de les prévenir que je réserve à chacun d'eux un grand cornet bien plein de bonne encre *indélébile* ; et que la génération présente ne passera point avant qu'il soit épuisé à leur service.

En attendant, je vais, pour me reposer, écrire un extrait fidèle de mes confrontations avec M. Goëzman, et l'opposer à l'infidèle extrait que ce magistrat présente dans la ridicule plainte qu'il vient de faire au parlement contre moi. On sent bien que tout cela n'est qu'un jeu pour reculer le jugement du procès, que mes nobles adversaires voudraient éterniser. Mais ne craignent-ils pas que la nation ne les rende enfin comptables du temps précieux qu'ils dérobent à la cour. Le service public souffre du retard que cette odieuse affaire apporte à toutes les autres. Et moi, qui perds ici mes forces à leur répondre, j'oublie que j'ai à finir et à présenter au conseil du roi l'important mémoire de mes défenses contre le comte de la Blache, premier auteur de tous mes maux.

NOTICE

SUR M. DUVEYRIER.

M. Duveyrier, aujourd'hui premier président honoraire de la cour royale de Montpellier, a été reçu en 1779 au serment d'avocat, et inscrit en 1783 sur le tableau des avocats au parlement de Paris.

Des hasards heureux et touchans ont favorisé son entrée au barreau français, et ses premiers succès.

Fils d'un vieil officier, chevalier de Saint-Louis, il avait été lui-même pourvu d'une sous-lieutenance dans le régiment de Tournésis, puis destiné au corps royal du génie. Il se consacra un peu tard à la profession d'avocat.

Il faisait son droit, et étudiait chez un parent provençal, M. Teissier, avocat au parlement de Paris, lorsque celui-ci fut nommé par le sieur Casse, riche créole, tuteur honoraire de son fils naturel, qu'il avait fait légitimer par lettres du prince, et institué son légataire particulier de 600,000 fr.

Ce legs qui, dans une succession de près de trois millions, n'offensait ni la loi, ni la raison, ni les convenances de la société, ni les règles de la jurisprudence,

fut pourtant attaqué par les collatéraux, légataires universels.

Le jeune Duveyrier se livra à l'étude spéciale de la matière, rédigea un mémoire, et se mit dans la tête de faire plaider la cause par Gerbier, qu'il n'avait jamais vu, et qui, depuis trois ans, avait quitté le barreau.

Il se rend chez Gerbier, qu'il trouve dans son bain ; il expose l'affaire ; il parle avec tant de candeur et de sensibilité, que Gerbier, ému, lui demande : Qui êtes-vous donc ? — *Je suis un jeune avocat, je ne vous ai jamais entendu, et je veux vous entendre pour profiter, si je puis, de vos leçons et de vos exemples.*

A l'instant Gerbier lui tendant la main : *Vous êtes un brave jeune homme ; je plaiderai votre cause et vous m'entendrez.*

Cette cause, plaidée en effet par Gerbier, et dont le succès marqua sa rentrée brillante au barreau, fut l'origine de son amitié pour celui qu'il honora depuis du titre de son dernier élève, et de l'affection respectueuse que M. Duveyrier professe encore pour la mémoire de son illustre maître.

Dans le même temps, M. Duveyrier avait pour amis intimes, compagnons inséparables de sa jeunesse et de ses loisirs, deux frères, dont l'aîné occupe encore un emploi supérieur dans l'administration, et l'autre, alors abbé étudiant la théologie au collège de Navarre, et depuis conseiller-clerc au parlement de Rouen, est mort dans l'émigration.

M. Duveyrier venait de prêter son serment d'avocat, lorsque les deux frères, ses amis, perdirent leur père, re-

ceveur-général des aides dans une capitale de province.

La régie fit un procès à la succession, pour remboursement d'une somme d'environ 200,000 fr. perdue dans la faillite d'un caissier de la régie.

Ces 200,000 fr. étaient toute la fortune des deux fils héritiers.

La régie avait gagné son procès sur les lieux, au tribunal de l'élection.

Appel à la cour des aides, à Paris ; consultations des premiers avocats ; et certes M. Duveyrier n'était pas du nombre.

Il faisait des vœux pour ses amis, dont le procès lui paraissait un abîme. Il voulait pour avocat plaidant, ou Gerbier, ou Target, ou Hardouin, ou de Bonnières.

Un matin, il les voit entrer dans son modeste appartement, *en grande tenue* : l'abbé, en soutane et long manteau ; le laïc, en habit noir, épée au côté, chapeau sous le bras.

Et où allez-vous donc en si belle toilette. — Nous faisons visite à notre avocat plaidant, et tout de suite l'abbé, orateur, prend un air grave et dit : *Duveyrier, notre cause est notre fortune, ta première cause est ta fortune : mettons nos fortunes ensemble ; nous ne voulons pas d'autre avocat que toi.*

M. Duveyrier se récrie : impossible, dit-il ! Une cause de 200,000 fr., votre fortune, votre vie, votre existence ! Non, cela est impossible.

Les amis le pressent, le serrent dans leurs bras, l'embrassent, lui disent qu'ils ont attaché le succès à cet amical et mutuel sacrifice. On sanglote, on pleure :

M. Duveyrier cède ; il consent à plaider ; il plaide, il gagne la cause. Le bonheur des trois amis ne peut se décrire ¹.

Quelque temps après, une occasion à peu près semblable se présente : Un confrère, un camarade de confrérence ² fait un mémoire un peu vif, dans une affaire criminelle.

Sur la plainte rendue par la partie adverse, l'avocat est décrété d'assigné *pour être ouï*, et son client d'*aujourd'hui personnel*.

Appel à la Tournelle.

Le client est défendu par M^e Target ; le jeune avocat, par son jeune confrère Duveyrier.

Les décrets sont annullés, et le plus célèbre orateur, après Gerbier, embrasse sur le barreau le jeune candidat qui vient de plaider à côté de lui.

A cette audience se trouvait M. Cadet de Gassicourt, membre de l'académie des sciences, attaqué en calomnie et diffamation par un sieur Acher, distributeur d'une eau spécifique.

M. Cadet de Gassicourt joint le jeune Duveyrier dans le palais même, et le charge de sa cause devant la même chambre, la Tournelle.

¹ Dans cette cause, M. d'Ambray, aujourd'hui chancelier de France, portait la parole, aussi pour la première fois, comme avocat-général de la cour des aides, et, malgré les trente années de la révolution, son noble caractère n'en a point repoussé le bienveillant souvenir, lorsque, ministre de la justice en 1814, il a retrouvé M. Duveyrier premier président de la cour royale de Montpellier.

² M. Legrand de Saint-René, aujourd'hui juge honoraire du tribunal de première instance de Paris, et toujours, depuis plus de quarante ans, ami de M. Duveyrier.

C'est le plaidoyer qui se trouve imprimé à la suite de cette notice.

Cependant la marquise de Valory, octogénaire, avait un procès contre M^e Courtin, avocat distingué et généralement estimé.

Sa cause était placée au rôle de grand'chambre, et les avocats auxquels elle s'adressait se refusaient à sa cause.

Elle écrit au premier président; le premier président renvoie sa lettre au procureur-général, et celui-ci au bâtonnier de l'ordre des avocats, avec invitation de donner un défenseur à la marquise de Valory.

Le bâtonnier, M^e Samson, persuadé qu'une cause plaidée au nom de l'ordre, devait être plaidée par le plus célèbre avocat, alla lui-même en charger Gerbier, qui observa que ces sortes de causes obligées appartenaient aux jeunes avocats qui montraient d'heureuses dispositions; et, sur l'invitation du bâtonnier, Gerbier, tout naturellement, désigna son jeune ami.

M. Duveyrier fut donc chargé de la cause de la marquise de Valory contre M^e Courtin, défendu par M^e Target.

Ce fut sa première cause à la grand'chambre. La contestation n'avait qu'un objet pécuniaire; mais une longue et ancienne amitié, brusquement parjurée et rompue, prend toutes les attitudes de la haine et de la colère. Des mémoires avaient été imprimés, où, de part et d'autre, la passion avait exagéré ses mouvemens et son langage.

La cliente perdit sa cause: l'avocat gagna complètement la sienne. ●

A l'issue de la première audience, dont M^e Target

avait même employé les trois quarts, un huissier introduisit M. Duveyrier dans le parquet, et là, en présence de la cour, le premier président d'Aligre lui adressa des paroles affectueuses et encourageantes, et M. Lefebvre d'Amécourt l'emmena dîner chez lui.

L'amitié de ce magistrat très-accrédité fut la suite de cette première entrevue. Elle devint si vive et si tendre, qu'à la fin de 1788, M. d'Amécourt revenant du palais, et encore tout ému d'une scène intérieure qui lui avait trop amèrement rappelé sa récente noblesse, prit affectueusement la main de M. Duveyrier, et lui dit en présence du premier avocat-général Séguier : *Mon ami, ils ont encore besoin d'un Montholon : J'ai là 400,000 fr., et vous serez avocat-général* ¹.

¹ M. Lefebvre d'Amécourt, fils d'un secrétaire du roi, devait au grand d'Aguessseau son entrée au parlement. Sa fortune patrimoniale était de cent à cent cinquante mille francs de rente. On le disait secrètement marié avec la maréchale d'Estrées, qui mourut avant lui. Il est mort lui-même à Soleure, plus que nonogénaire, sans enfans, et même sans héritiers, n'ayant conservé dans l'émigration que sept ou huit mille francs de rente, quoique M. Duveyrier, en 1789, 1790 et 1791, se fût employé à lui faire passer cinq à six cent mille francs. Il en avait prêté à ses compatriotes les trois quarts, qu'il n'a jamais recouvrés.

Les intentions que cet important magistrat a plusieurs fois manifestées sur le jeune avocat, qui l'aidait dans la rédaction de tous les écrits dont ses fonctions de rapporteur de la cour lui imposaient la charge, ont mérité l'affection respectueuse dont M. Duveyrier honore sa mémoire.

Pourrait-il oublier tant de traits ajoutés à celui qu'on vient de lire ?

N'achetez point de livres; les dix à douze mille volumes que vous voyez ici sont à vous. Je n'ai que des parens au dix-septième degré : ne l'oubliez pas. Je vous emmène aux vacances de Pâques (1789). Je veux que vous connaissiez mes terres de Normandie.

Est-ce donc l'ambition ou l'intérêt qui, depuis cette époque, ont dirigé la conduite d'un homme victime deux fois d'une révolution qui a tout entraîné et tout englouti ?

Depuis cette cause, en 1783, jusqu'en 1789, M. Duveyrier a plaidé sa part des causes remarquables.

Celle de la mineure de Salo contre sa mère, privée de ses avantages matrimoniaux pour inconduite dans l'an du deuil.

Son premier plaidoyer fait partie de notre collection.

Celle de la marquise de Cabris, sœur de Mirabeau, repoussant la demande en interdiction de son mari.

Celle de la marquise de Samson en séparation de corps.

Celle du jeune Thierry, défendant contre son propre père son état de fils légitime.

Celle du sieur de Chassé, alors octogénaire, et fameux chanteur de l'opéra sous la régence, contre M. de Bau-deville, poursuivi comme stellionataire.

Celle d'Alexandrine Arnoult, fille de la célèbre Arnoult, en séparation de corps.

Celle de M. l'archevêque de Paris contre la reine, pour la mouvance de Saint-Cloud.

Celle du sieur Panckoucke contre Linguet, qui demandait une indemnité de 540,000 fr., parce que des ordres supérieurs lui avaient interdit la rédaction d'un journal.

Le mémoire du sieur Panckoucke, communiqué à Linguet, termina la contestation, et Linguet se désista.

Celle du sieur Vauchez et Loque contre Bette d'Etienneville et autres, affaire célèbre d'escroquerie, improprement appelée *affaire du collier*, parce que le nœud de l'intrigue était un prétendu mariage du baron de Fèges.

avec une dame inconnue, discrètement proposée et dotée par le cardinal de Rohan, alors trop malheureusement célèbre par l'*affaire du collier*, et parce que Bette d'Étienville, impliqué lui-même dans cette affaire, par ses rendez-vous nocturnes chez la dame de Lamotte, y rattachait tous les fils de son escroquerie.

Lemémoire imprimé pour les sieurs Loque et Vauchez a paru mériter la place qu'il occupe dans cette collection.

Enfin, celle trop célèbre de Kornman et Bergasse contre le sieur Daudet de Jossan, la dame Kornman, M. Lenoir, alors lieutenant-général de police, Beaumarchais, le prince de Nassau, etc.

On regrette les plaidoyers de M. Duveyrier pour MM. Kornman et Bergasse; ils ont été brûlés en 1791 dans une émeute populaire, avec les autres papiers de l'infortuné Guillaume, avocat aux conseils, et dépositaire de l'adresse des 20,000.

Pendant les premières années de la révolution, M. Duveyrier n'a plaidé que deux causes accidentelles, celle de la compagnie Dijon, contre la trésorerie nationale, et celle de la demoiselle Lange, contre l'Hambourgeois Hoppé.

Il a été membre du tribunal, depuis le premier jusqu'au dernier jour de cette institution, et enfin premier président de la cour royale de Montpellier.

Il a été privé de cette place en 1815, par suite des événemens politiques.

Mais bientôt, Sa Majesté a daigné le rendre à toute la considération sociale qu'il n'a jamais mérité de perdre,

par son ordonnance du 27 octobre 1819, qui nomme *M. Duveyrier premier président honoraire de la cour royale de Montpellier.*

Il est encore heureux de retrouver aujourd'hui le calme et la consolation de ses derniers momens , dans les études et les travaux de cette noble profession qui a embelli ses premières années.

PLAIDOYER
DE M. DUVEYRIER,
POUR
LE SIEUR CADET DE GASSICOURT,
MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES, etc.,
CONTRE
LE SIEUR ACHER.

EXPOSÉ.

Le sieur Cadet de Gassicourt, chimiste distingué, avait été prié d'analyser une liqueur que l'on débitait sous le nom d'Eau d'Acher, et l'avait trouvée chargée d'une forte dose de sublimé corrosif.

Il crut devoir publier dans le Journal de Paris le résultat de ses expériences.

Le sieur Acher se prétendant diffamé par l'article inséré, porta contre le sieur Cadet une plainte en calomnie.

La cause fut portée à la Tournelle, et M. Duveyrier,

qui y plaidait pour la première fois, fut chargé par le sieur Cadet de défendre sa cause.

L'arrêt qui intervint déclara le sieur Acher non recevable, et le condamna aux dépens, en chargeant le procureur général du roi de faire exécuter les lois prohibitives des remèdes secrets.

PLAIDOYER
DE M. DUVEYRIER,
POUR LE SIEUR
CADET DE GASSICOURT,

Apothicaire-major des camps et armées, membre de l'Académie des sciences, et de plusieurs Académies, *défendeur*;

CONTRE
LE SIEUR ACHER,

Distributeur d'une eau qu'il appelle *eau fondante, stomachique et antidartreuse*, demandeur.

MESSIEURS,

Il ne manquait au sieur Acher que d'établir ses tréteaux jusque dans cette enceinte, et de vous distribuer un rôle qui ne vous convient guère sans doute, celui d'auditeurs bénévoles d'un remède universel.

Avant même d'être chargé de cette cause, en jetant les yeux sur le mémoire que le sieur Acher a fait imprimer, et dont il distribuait un exemplaire avec chaque bouteille de son eau, j'avais deviné son objet. En lui supposant un esprit ordinaire, il était facile de penser, sur le simple récit des

faits, qu'au fond de son ame, il ne prétendait pas aux réparations publiques, aux dommages et intérêts qu'il demandait. En voyant, au contraire, dans son volumineux mémoire, la nomenclature des propriétés de l'élixir, le récit des cures merveilleuses, le prix de la bouteille, et l'adresse de l'auteur; il était manifeste que l'auteur avait voulu proclamer son antidote dans des lieux jusqu'alors impénétrables à ses annonces, et glisser dans vos mains une affiche sous la forme d'un mémoire judiciaire. J'ignore s'il trouvera ici beaucoup de chalans, et je crains bien qu'il n'obtienne ni ce qu'il désire, le débit de son eau fondante, ni ce qu'il demande, des réparations et des dommages-intérêts.

Il ne faut pas cependant qu'il se reproche d'avoir rien épargné. Il a été prévoyant jusque dans le choix de son jeune défenseur¹. L'intérêt d'un début, les efforts qu'une première cause exige, la chaleur de la jeunesse, l'abondance et la facilité des idées, tout lui promettait l'avantage du combat. Je l'avoue à ma honte, avant la dernière audience, je cherchais avec peine ce qu'il était possible de dire pour le sieur Acher. Je ne calculais pas les forces d'un adversaire jusqu'à présent inconnu, et qui m'a appris, par son coup d'essai, ce que je n'aurais jamais imaginé, que les moyens quelquefois peuvent ne pas manquer au défenseur, et manquer à la cause.

Vous avez, messieurs, entendu les faits, ou plutôt le fait qui nous amène devant vous. Tout est lié à la lettre écrite dans le Journal de Paris.

Vous savez que le sieur Cadet, avec l'approbation du censeur, et par conséquent du magistrat qui veille à l'impression des feuilles publiques, a fait insérer, dans le Journal de Paris du 7 août 1783, une lettre qu'il avait intérêt et droit de pu-

¹ Démonstier, qui n'a plaidé que cette cause, et qui s'est distingué depuis par plusieurs ouvrages de littérature, et surtout par les *Lettres à Emilie sur la Mythologie*.

blier, comme je le prouverai dans un instant, et dont le sieur Acher a cru, de son côté, avoir droit de se plaindre.

On vous a fait lecture de cette lettre, mais prudemment on a dissimulé ce qui ne convenait pas à la prétention. Il me sera permis de reprendre le Journal de Paris, et de lire toute la lettre. (*Lire.*)

Ces quatre lignes que vous ne connaissiez pas, vous font entrevoir déjà l'objet du sieur Cadet : il n'a pas voulu compromettre toutes les bouteilles du sieur Acher, il n'a pas dit que toutes ces bouteilles fussent chargées de sublimé corrosif, il n'a pas même dit que la bouteille analysée fût effectivement de l'eau d'Acher, il a dit qu'on l'avait prié d'analyser une bouteille que l'on prétendait être de l'eau d'Acher, convertie en élixir; et, pour que la conséquence de son analyse ne fût pas générale, il a déclaré expressément que l'analyse ne frappait que le remède qui y était soumis, et ne garantissait pas ceux que l'on prenait chez les distributeurs. On ne peut pas être plus circonspect et plus sage.

Il ne faut pas dissimuler cependant que cette lettre n'était pas propice à la distribution de l'eau fondante, stomachique et antidiarétique. Elle pouvait, en rassurant le public, alarmer le distributeur.

Il prétend aujourd'hui qu'il a voulu vainement combattre le sieur Cadet dans la même carrière, faire insérer sa réponse dans le Journal de Paris : et c'est à nous qu'il reproche ce prétendu refus, parce que le frère du sieur Cadet est auteur du Journal de Paris.

Mais le frère du sieur Cadet n'est pas seul auteur du Journal de Paris. Tout le monde sait que cette feuille est entre les mains de quatre associés; et les quatre auteurs du Journal de Paris ne sont pas les seuls maîtres de l'impression et des articles qui doivent être publiés; ils ont au-dessus

d'eux d'abord le censeur, et ensuite le magistrat de la police.

Il faut donc, si le sieur Acher doit se plaindre d'avoir été refusé, qu'il reproche ce refus, non pas à celui que je défends, qui n'a aucun pouvoir sur le journal, mais aux quatre auteurs du journal l'un après l'autre, et ensuite au censeur, et ensuite au magistrat de police.

Quoi qu'il en soit, le sieur Acher a cru qu'une plainte valait bien une lettre du journal. En conséquence, il a été, le 9 août 1783, déposer chez le commissaire Boin « qu'il était possesseur d'une eau nommée *eau stomachique* ; qu'il distribuait cette eau, depuis environ douze ans, avec le plus grand succès ; qu'il était pourvu d'un brevet accordé à cet effet par S. M. ; que le sieur Cadet, après avoir analysé son eau, l'avait beaucoup vantée, et même conseillée à tous ceux qui étaient dans le cas d'en faire usage ; que cette eau était très-utile à l'humanité ; que la société royale de médecine en avait reconnu l'efficacité ; que le grand nombre de guérisons que cette eau a procurées et procure encore tous les jours, etc. ; que cependant le sieur Cadet s'est permis d'écrire dans le *Journal de Paris* que cette eau contenait du sublimé corrosif à grande dose ; qu'il peut prouver, comme il a déjà fait, que ce poison n'entre pas dans la composition de son eau ; que cette annonce publique, de la part du sieur Cadet, peut le faire passer pour un empoisonneur, et lui faire un tort considérable dans son honneur et sa réputation. »

En conformité de cette plainte, le sieur Cadet a été assigné pardevant le lieutenant-criminel au Châtelet.

On pouvait croire que cette plainte et cette assignation n'étaient qu'une bravade usitée en pareil cas, et conseillée pour amener le sieur Cadet à une démarche qui aurait rendu à l'elixir tout son crédit, et au distributeur les profits ordinaires. Le sieur Acher gardait le silence.

Il a fallu prendre contre lui une sentence par défaut, qui

l'a déclaré non recevable dans ses demandes , et l'a condamné aux dépens.

Si j'avais eu l'honneur d'être son conseil, de bonne foi je lui aurais conseillé d'en rester là, et de continuer à vendre son eau stomachique, puisqu'il a sept enfans, et que personne ne s'y opposait; mais de la composer, comme auparavant, avec du nitre et du vitriol, et de ne pas se donner les airs d'une préparation chimique et d'une dissolution de mercure. Après le jugement que vous allez rendre, peut-être sera-t-il de mon avis.

Mais il a voulu se faire un nom au palais; il a voulu étendre sa renommée et son commerce; il a voulu le faire connaître à vous, qui peut-être n'aviez jamais entendu prononcer son nom, ni celui de son élixir; il a voulu vous parler des propriétés de son eau fondante, des prodiges qu'elle avait opérés, de sa science profonde, de sa considération acquise, de sa bienfaisance journalière et *de sa vertu*.

Il a fallu le suivre. Le sieur Cadet, assis tous les jours au milieu d'une compagnie savante et respectée, a été obligé de se lever, et de se mesurer, dans une carrière nouvelle pour lui, avec un adversaire d'une nouvelle espèce. Mais devant vous, **messieurs**, les titres disparaissent; tout est égal et tout est honorable. Il lui suffisait que l'intérêt public fût lié à son intérêt particulier dans cette cause, pour qu'elle lui parût importante, et que le sieur Acher pût se reprocher à lui-même tout le mal involontaire que lui fera cette discussion solennelle, et que la lettre du Journal de Paris ne pouvait pas lui faire.

Le sieur Acher ne veut pas qu'on examine son titre et sa qualité : il appelle indiscretion une fin de non-recevoir destructible; il demande de quel droit on invoque contre lui l'exécution des lois. Eh bien ! puisque cet examen le choque, je me contenterai de le faire surabondamment. Je n'en ai

pas besoin. Et quand même, par considération peut-être, je pourrais garder le silence, s'est-il flatté d'échapper à cet argus incorruptible, au ministère public, qui veille sans cesse pour l'exécution des lois, et pour la sûreté des citoyens.

Le sieur Acher veut réduire toute la cause à une seule question, et j'y consens.

De quel droit, dit-il au sieur Cadet, homme privé, m'avez-vous diffamé, avez-vous attaqué mon état et mon honneur? de quel droit voulez-vous me faire passer pour un empoisonneur public, en écrivant dans le Journal de Paris que mon eau fondante, stomachique et antidartreuse, contient du sublimé corrosif à grande dose?

Voilà la question, je pense, dans toute sa pureté, et, pour l'établir, messieurs, on vous a développé à grands frais les lois romaines sur la calomnie, et des dissertations étendus sur les libelles diffamatoires.

C'est très-bien; mais, en bonne logique, avant d'examiner cette question, il fallait, je pense, en examiner une autre.

Il fallait examiner si le sieur Cadet a réellement diffamé le sieur Acher, s'il a dit, dans sa lettre au Journal de Paris, que l'eau du sieur Acher était chargée de sublimé corrosif, et, en le supposant, il fallait examiner si son intention avait été de le faire passer pour un empoisonneur.

La calomnie, pour devenir l'objet d'une accusation, doit être réelle, manifeste et directe. Elle doit exister enfin; sans cela l'accusation est elle-même une calomnie. Les raisonnemens les plus longs, les plus belles dissertations ne vont pas jusqu'à la montrer où elle n'existe pas.

Or, je reprends le texte de la lettre insérée dans le journal, et j'y trouve que le sieur Cadet a écrit qu'on lui avait envoyé une bouteille du même auteur à examiner; qu'on prétendait que c'était la même eau, mais convertie en élixir, pour la commodité des malades; qu'il avait analysé cette bou-

teille, et qu'il n'y avait trouvé ni nitre, ni vitriol, mais du sublimé corrosif à grande dose.

Quiconque sait le français verra dans cette phrase la délicate attention du sieur Cadet de ne pas assurer une chose dont il n'était pas certain; il n'a pas dit que la bouteille envoyée contint de l'eau d'Acher, il a dit qu'on prétendait que c'était l'eau d'Acher convertie en élixir. Dès-lors son analyse devait être indifférente à tout le monde, excepté au sieur Cadet lui-même, qui, comme je dois le prouver, avait un intérêt pressant à la publier : elle ne pouvait nuire au sieur Acher dans l'esprit de ces gens froids, prudents, amis de la méthode et de l'expérience, qui, sur la seule étiquette, rejettent tous les remèdes à recette comme l'œuvre du charlatan, parce que ceux-là n'ont jamais pris de l'eau d'Acher, et n'en prendront jamais. Elle ne pouvait pas nuire dans l'esprit des partisans de l'eau d'Acher, qui la boivent toute pure sans inconvénient, et qui publient cette étonnante découverte, parce que ceux-là étaient certains, par leur propre expérience, que l'eau envoyée au sieur Cadet, et analysée par le sieur Cadet, n'était pas l'eau d'Acher.

Et le sieur Cadet ne s'est pas contenté de cette prudente incertitude. Il a voulu que le résultat de son analyse ne pût pas influencer sur l'intérêt du sieur Acher, même dans l'esprit de ceux qui ne trouveraient aucune raison de douter sur l'objet de l'analyse; il a voulu appliquer spécialement la conséquence de cette analyse à la bouteille analysée, et l'écartier de toutes les autres bouteilles débitées par le sieur Acher. Il a déclaré, et ce sont les propres termes de sa lettre, que l'analyse ne pouvait porter que sur le remède qui y était soumis; et ne garantissait pas ceux que l'on prenait chez les distributeurs. C'était dire bien clairement sans doute : « Je n'entends parler que de la bouteille qu'on m'a envoyée et que j'ai ana-

lysée, je ne veux pas qu'on puisse me supposer une opinion quelconque sur toutes les autres. »

Cette seule réflexion terminerait la cause, si le sieur Acher avait eu le bon esprit de saisir le véritable sens de la lettre dont il a l'imprudence de se plaindre.

Et cette réflexion, je vous supplie, messieurs, de ne pas l'oublier. Je n'aurai plus l'occasion de vous la rappeler. Je vais raisonner désormais dans le système du sieur Acher, dans le sens qu'il donne à la lettre. Il veut que le sieur Cadet ait écrit dans le journal, que son eau contenait du sublimé corrosif à grande dose, et c'est en s'obstinant dans cette erreur palpable qu'il a traîné le sieur Cadet chez un commissaire, au tribunal du Châtelet et devant vous ; qu'il a étalé dans un mémoire imprimé le langage de l'empirisme et des faussetés dont la hardiesse peut convenir à la crédulité de la populace et à la distribution de l'élixir, mais qui déshonorent votre audience ; qu'il a compromis, non pas seulement le sieur Cadet, mais des personnes plus recommandables que lui par leur nom, leur savoir et leur état ; qu'il vient enfin interrompre vos fonctions augustes pour vous occuper d'une contestation indigne de vos regards.

J'ai dit qu'en supposant à la lettre le sens que le sieur Acher lui donne, en supposant que le sieur Cadet ait écrit dans le journal que l'eau fondante contenait du sublimé corrosif ; pour trouver dans cette assertion une calomnie véritable, il fallait examiner si elle tendait, comme le prétend le sieur Acher, à le faire passer pour un empoisonneur.

Je le place ici dans une position bien embarrassante.

Tout le monde sait que le sublimé corrosif, poison violent par sa nature, devient un agent salulaire dans la combinaison de différens remèdes.

Dans les mains d'un homme habile, prudent et expérimenté,

qui a médité et observé toute sa vie , que l'honneur et la bien-faisance attachent à l'état qu'il a acheté par des travaux continuels , qui calcule la constitution du malade , la nature et les progrès de la maladie , le sublimé corrosif n'est pas un poison.

Dans les mains d'un ignorant , qui n'a pensé à la santé des autres que dans l'embarras de subsister , qui a fondé ses moyens d'existence sur l'existence de ses semblables , qui n'a qu'un remède pour tous les âges , pour tous les lieux , pour tous les temps , pour tous les corps , pour toutes les maladies , pour tous les accidens de chaque maladie , le sublimé corrosif est un poison.

Si je disais à des Petit , à des Bouvard , à des Vicq-d'Azyr qu'ils combinent leur ordonnance avec du sublimé corrosif à grande dose , je suis bien sûr qu'ils n'iraient pas chez un commissaire , se plaindre que je les fais passer pour des empoisonneurs : un sourire serait leur réponse , ou , s'environnant de leur science , ils m'expliqueraient leurs procédés et leurs raisons , et si j'osais n'être pas de leur avis , la contradiction amènerait tout au plus une querelle scientifique.

Si je disais la même chose à cet ignorant dont je parlais tout à l'heure , qui débite clandestinement le même remède à tout le monde , sans distinction de l'âge , du climat , du tempérament , de la maladie ; si je lui disais que son remède universel est composé de sublimé corrosif à grande dose ; je lui reprocherais , non pas l'intention d'empoisonner , mais une imprudence punissable , une témérité aveugle et scandaleuse , et ce reproche ne serait pas une calomnie digne de l'animadversion des lois. Ce serait au contraire un bienfait public , l'exercice des lois sociales , l'accomplissement d'un devoir général. Tout ce qui subsiste au mépris des lois et pour le danger de la société provoque l'accusation de tous ses membres

et, dans ce cas, le premier dénonciateur est toujours le plus zélé citoyen.

Que le sieur Acher choisisse sa place !

Est-il un savant digne de confiance ? Est-il un ignorant digne de mépris ?

Il vous a fait plaider qu'il était très-savant ; il a imprimé qu'il avait l'avantage sur le sieur Cadet d'avoir étudié la constitution et le tempérament de l'homme, tant en santé qu'en maladie, et qu'il avait obtenu par les succès constans de son spécifique l'estime et la confiance publique.

Eh bien, de quoi se plaint-il ? En disant qu'il compose son spécifique avec du sublimé corrosif, on ne le taxe pas d'être un empoisonneur. Pour un savant qui a étudié la constitution et le tempérament de l'homme, tant en santé qu'en maladie, l'administration du sublimé-corrosif n'est qu'un jeu.

Est-il un ignorant méprisable, un empirique dangereux qui, relativement aux malades qu'il poursuit et à la distribution de son baume, ne sait calculer que le nombre des bouteilles vendues et les profits de la vente ? de quel front ose-t-il se présenter ici, et demander à la justice que la sûreté publique soit sacrifiée à la vengeance particulière et à son lucre illicite ? Que le sieur Acher choisisse sa place.

J'ai dit encore que pour provoquer contre le sieur Cadet la peine de la calomnie, il fallait prouver que la lettre insérée au journal est calomnieuse, c'est-à-dire que le fait supposé au texte de la lettre est un fait faux. Si le sieur Cadet a dit que l'eau fondante était chargée de sublimé corrosif, et si réellement l'eau fondante est chargée de sublimé corrosif, le sieur Cadet a dit une vérité, et une vérité ne peut pas être une calomnie.

A l'époque de l'impression de sa lettre, le sieur Cadet interrogé sur cette question, se serait contenté d'affirmer que

la bouteille qu'il venait d'analyser contenait du sublimé corrosif, et il l'aurait affirmé avec certitude; car, quoi qu'en dise le savant Acher, la chimie est, dans ses résultats sur les matières métalliques, aussi sûre que la géométrie. Un seul grain de substance métallique ou minérale, étendue dans trois mille parties d'eau, se représente au chimiste : cette vérité est un axiome en chimie.

Il n'aurait pas assuré, comme il a eu l'attention de ne pas assurer dans le Journal de Paris, que toutes les bouteilles du sieur Acher contenaient du sublimé corrosif.

Mais depuis que le sieur Acher a voulu faire du bruit, depuis qu'il s'est levé sur la pointe des pieds pour se faire remarquer dans la foule qu'il rassemble; depuis qu'il a voulu rendre le sieur Cadet garant d'un remède proscrit; depuis qu'il a compromis son honneur, et mêlé dans sa pitoyable querelle des noms respectables, vous sentez, messieurs, que l'indignation s'est partagée, que l'eau d'Acher a été analysée par plus d'un chimiste, et que les preuves du sublimé corrosif sont arrivées en foule.

Parmi ces preuves, le sieur Cadet ne compte pas sa dernière analyse, il le pourrait cependant : quoi qu'en dise le véridique Acher, il a des droits à la confiance de la cour; il l'a obtenue si souvent, qu'il peut se flatter de l'avoir méritée, et ses sermens tant de fois répétés sont encore au pied du tribunal.

Mais il a d'autres preuves qui ne seront suspectes à personne, pas même au sieur Acher.

Le sieur Carrère, professeur royal émérite en médecine, écrit au sieur Cadet le 6 mars 1784 : « Il ne vous sera pas difficile de prouver l'existence d'un sel mercuriel corrosif dans l'eau d'Acher. Outre les différentes preuves que vous en avez, vous savez que M. Parmentier et moi, nous avons été témoins hier que la dissolution d'argent par l'acide nitreux a produit

à l'instant sur une liqueur qu'on a portée comme eau d'Acher, un précipité abondant qui était une vraie lune cornée : c'est le signe évident de la présence du sublimé corrosif. »

Le sieur Triosou, médecin ordinaire de Monsieur, écrit au sieur Cadet le 19 août 1783 : « Je me suis assuré, monsieur, après vous, que cette eau vendue par le sieur Acher contenait une portion assez considérable de sel mercuriel, en ayant en fort peu de temps, précipité par le cuivre, revivifié la partie métallique qui s'est rencontrée avec tout son brillant. »

Ces deux lettres sont dans les mains de M. l'avocat-général.

Enfin le sieur Josse, membre du collège de pharmacie, et chargé par la société royale de médecine d'analyser la poudre qui sert de base à l'eau d'Acher, s'exprime ainsi dans son rapport :

« La poudre que j'ai reçue de M. Andri (c'était un des commissaires nommés pour l'examen de l'eau d'Acher) est d'une couleur grise noisette ; mise sur la langue, on reconnaît bientôt un goût métallique dont la stipticité augmente insensiblement, et finit par occasioner une sputation fréquente (ici sont les expériences employées pour décomposer cette poudre, et trop longues pour être rapportées, après quoi le sieur Josse termine ainsi) ; telles sont les expériences que j'ai cru devoir tenter pour reconnaître la nature de cette poudre, qui n'est que du mercure précipité d'une dissolution nitreuse par l'alcali marin. »

J'ignore si le sieur Acher s'attendait à ces preuves, lorsque s'abîmant dans les profondeurs de sa science, il a offert, pour prouver que son eau était exempte de sublimé corrosif, de faire en votre présence l'épreuve de l'argent ou du cuivre sur une bouteille qu'il a sans doute dans sa poche, et qui, bien analysée, ne donnerait peut-être ni nitre, ni vitriol, ni alcali marin, ni sel mercuriel.

Cette offre est en vérité le comble du ridicule. Le sieur

Acher n'est-il pas le maître de ses procédés, et la bouteille qu'il soumettrait à l'examen, ne serait-elle pas à l'abri de l'analyse?

Je suis surpris cependant qu'il n'ait pas préféré devant vous une autre épreuve qui paraît avoir toutes ses affections, et qu'il apprend à la multitude comme le fruit de ses longues recherches, et avec le ton benin d'un ami de l'humanité : c'est de verser sur son élixir du sirop violat nouveau et bien cuit, et l'on verra, dit-il, qu'il conservera sa couleur bleue, au lieu qu'il prendra une autre couleur, si l'on y verse de l'eau où il y ait du sublimé en dissolution. Cette sublime découverte a paru au sieur Acher assez précieuse pour en faire l'épigraphe de son mémoire. Il n'a rien oublié pour décorer l'affiche, et achalander l'élixir.

Que doit-on faire, messieurs, quand on voit un homme capable de pareilles inepties prendre un ton morgue et doctoral, et se mettre à côté d'un chimiste exercé, pour lui dire : « Vous êtes un menteur ou un ignorant ; et comme dans les choses douteuses il faut prendre le parti le plus doux, vous n'êtes qu'un ignorant. La science que vous professez est peut-être infaillible ; mais vous n'avez pas son infaillibilité : vous pouvez vous tromper ; donc vous vous êtes trompé. Vous avez voulu pénétrer le mystère impénétrable de mes œuvres, et le voile est encore sur vos yeux. Avant votre lettre du journal, vous aviez fait trois analyses de mon eau fondante, et vous aviez obtenu trois résultats différens : d'abord, c'était du nitre, ensuite du vitriol, et enfin du sublimé corrosif. Depuis la lettre, vous avez encore analysé, et le résultat a été différent ; vous avez trouvé un sel mercuriel corrosif. »

Je fais remarquer en passant au sieur Acher, que son savoir aurait pu devenir un problème, si tout le monde l'avait entendu. Quoi ! il ne sait pas encore que le sublimé corrosif et le sel mercuriel corrosif sont absolument la même chose. Je

ne suis pas chimiste moi, et je savais très-bien que le sublimé corrosif n'est qu'un sel mercuriel chargé d'acide marin, et que tous sels mercuriels dans cet état sont du sublimé corrosif.

Revenons à l'argument du sieur Acher : il nous disait que le sieur Cadet était un ignorant, parce qu'il avait varié dans ses analyses ; qu'il s'était trompé au moins deux fois ; qu'il n'était pas possible que la même eau donnât tantôt du nitre, tantôt du vitriol, tantôt du sublimé corrosif ; que cette variation était la preuve évidente de l'erreur, et que la publicité de l'erreur était une calomnie.

Cet argument a été l'argument favori du sieur Acher ; vous avez vu en combien de manières il l'a agité, tourné, répété jusqu'au dégoût avec le ton d'un sophiste qui n'attend pas de réponse.

Je le donnerais à répondre à un enfant : De ce que le spécifique du sieur Acher, présenté à l'analyse, a donné trois résultats différens, faut-il conclure que les procédés de la chimie sont vains et trompeurs, ou bien que le sieur Acher a varié trois fois la composition de son spécifique ? Cette dernière conséquence est je crois plus sûre que la première.

Ces variations du sieur Acher dans la composition de son eau fondante, me conduisent à quelques réflexions sur l'intérêt du sieur Cadet dans cette cause. Quelque chose qu'il ait écrit dans le Journal de Paris, et quelque indifférentes que soient en elles-mêmes les expressions de sa lettre, il avait sans doute un intérêt pour la publier.

Oui messieurs, et cet intérêt était légitime ; son honneur se trouvait compromis par le sieur Acher lui-même.

Il est très-vrai qu'il a fait, à époques différentes, trois analyses de l'eau d'Acher, toujours pour satisfaire des malades qui méritent des égards ou de l'amitié ; et jamais, comme l'on devine bien, pour sa curiosité personnelle. L'œuvre n'est pas assez amusante pour en occuper ses loisirs.

En 1772, opérant sur plusieurs bouteilles qui lui avaient été envoyées, il trouva dans les unes un peu de nitre enveloppé dans un peu de mucilage, et dans les autres, une petite quantité d'alcali marin, uni aussi à un peu de mucilage, sans aucun atome de nitre. Le compositeur variait déjà ses procédés.

Cependant le sieur Cadet avait donné le résultat de son analyse. Cet écrit passa entre les mains de quelques femmes, et de là dans les mains du sieur Acher, qui s'en empara, le fit imprimer, en fit mention avec l'annonce de son remède dans les journaux, *dans les journaux, messieurs!* On lisait surtout dans un livret du sieur Acher, imprimé en 1783, cette phrase empirique : « Il ne peut résulter de ce remède aucun inconvénient, d'après l'analyse qu'en ont faite M. Cadet, apothicaire, membre de l'académie des sciences de Paris, et M. Parmentier, apothicaire des Invalides. Ces artistes célèbres l'ont honoré de leurs suffrages. »

Le sieur Cadet pouvait se plaindre : en donnant son analyse, il n'avait pas permis de l'imprimer, de la publier; il n'avait pas consenti à devenir la caution d'un remède incertain; il ne le pouvait pas même; il a déjà eu l'honneur de vous dire que l'analyse ne pouvait porter que sur le remède qui y était soumis, et ne garantissait pas ceux que l'on prend chez les distributeurs.

Cependant il n'a pas été rédiger une plainte chez un commissaire.

Quelque temps après, à l'invitation du sieur de Veimerange, intendant des armées, le sieur Cadet analysa encore une bouteille de l'eau d'Acher; il y trouva, non pas du nitre, mais du vitriol de zinc. Cette variation, quoique indifférente pour les malades, n'était pas faite pour rassurer le sieur Cadet sur la publicité de la première analyse.

Enfin, en 1783, un médecin estimé et connu lui envoya

une troisième bouteille, qu'on prétendait être la même eau convertie en élixir. Le malade avait des symptômes effrayans. Le sieur Cadet analyse et trouve du sublimé corrosif.

Oh ! alors il n'était plus possible de garder le silence. L'abus de confiance était intolérable. Il était évident que le sieur Acher, pour obtenir sans doute un brevet qu'il n'a pas obtenu, pour rendre son prétendu remède digne de l'attention de la société royale de médecine, avait voulu substituer à la préparation commune et très-commune, dont il s'était contenté jusqu'alors, une préparation plus combinée, plus savante ; qu'à l'aide d'un système mendé, il s'était livré à des procédés chimiques, et que, s'avisant de dissoudre le mercure dans l'acide nitreux, il faisait nécessairement, et sans le savoir, du sublimé corrosif.

La première analyse du sieur Cadet était devenue un mensonge funeste. Mille personnes, peut-être, pouvaient s'abreuver d'un sel corrosif, sur la foi de son nom et de son résultat, qui ne promettait que du nitre. Il ne lui convenait pas d'être le compère du sieur Acher. De son autorité privée et sans l'aveu du sieur Cadet, ce distributeur d'un spécifique secret avait colporté, publié, imprimé dans tous ses livres, le résultat de sa première analyse ; de son autorité privée, et sans l'aveu du sieur Cadet, il l'avait fait insérer avec l'annonce de son remède dans les journaux, et cette démarche était une licencecondamnabla, parce que l'analyse ne pouvait point cautionner les bouteilles qui n'étaient pas analysées.

De son autorité privée et sans l'aveu du sieur Acher, le sieur Cadet a pu faire insérer dans le journal le résultat de sa dernière analyse, et cette démarche n'était qu'une rétractation légitime, parce que son honneur était compromis et son nom prostitué.

• Il ne faut pas disputer ici sur la qualité de l'objet. Tout homme public a le droit de conserver le fruit de ses travaux, la

confiance publique, et les petites réputations sont aussi chères que les grandes renommées.

Et quand même le sieur Cadet n'aurait pas été autorisé par cet intérêt personnel, par le besoin de soustraire son nom aux reproches publics, et de veiller sur sa réputation acquise ; ne serait-il pas blâmable à vos yeux s'il eût gardé le silence ? Est-il revêtu de titres honorables et publics, membre de l'Académie des sciences, chargé de tous les examens analogues, payé par le roi, pour tromper la confiance que ces titres lui donnent, pour ensevelir au fond de son laboratoire un mystère dangereux, pour taire les révélations de son art, au profit d'une drogue inconnue et au détriment de la société ?

Ne le regardez, messieurs, que comme simple citoyen ; et en publiant sa lettre, il n'aura fait encore qu'exécuter bien faiblement le vœu de la loi. L'arrêt du conseil du 5 mai 1781, a renouvelé les dispositions des lettres-patentes de 1778, que vous avez enregistrées, messieurs, et dont vous avez ordonné l'exécution.

Par l'article 12, S. M. enjoint à toutes les facultés, collèges et agrégations de médecine du royaume, ainsi qu'à tous les lieutenans de son premier chirurgien *et autres*, de dénoncer à la société royale de médecine tous distributeurs de remèdes, colporteurs, ou soi-disant apothicaires, qui distribueront des remèdes secrets ou les administreront dans les maladies, sans avoir obtenu une permission, telle qu'elle a été prescrite par les lettres-patentes dont l'exécution est ordonnée.

Tous les remèdes secrets, distribués sans permission, sont livrés à la surveillance publique. Tout citoyen a le droit ou plutôt tout citoyen est obligé de dénoncer les distributeurs comme ennemis de la sûreté publique. Le remède du sieur Acher est distribué sans permission, je le prouverai tout à l'heure. Le sieur Cadet pouvait le dénoncer, il le pourrait encore... Et à qui ? A la société royale de médecine. Elle a

porté son jugement : elle a rejeté l'eau fondante. Je le prouverai tout à l'heure. Et parce que le sieur Cadet s'est contenté de la précaution qu'exigeait son honneur exposé ; parce qu'il a eu la modération de ménager encore le sieur Acher, en déclarant dans sa lettre, que l'analyse ne portait que sur la bouteille soumise à l'analyse, ce distributeur vous demande contre lui des réparations publiques et des peines pécuniaires.

Pour aller jusque-là il faut avoir, je l'avoue, une singulière idée de la sainteté de votre ministère et de la justice.

Du moins, vous a-t-on dit, le sieur Cadet devait s'environner de quelques formalités préalables ; il devait s'assurer si l'eau analysée était l'eau du sieur Acher. Il devait constater la vérité de son analyse par le témoignage de plusieurs. Il devait s'adresser au lieutenant de police, qui seul, vous a-t-on dit, a le droit de défendre la distribution des remèdes.

Mais lorsque le sieur Cadet a analysé en 1772, lorsque le sieur Acher s'est emparé à son insu de son certificat, lorsqu'il l'a publié sans mesure et sans aveu ; le sieur Cadet était digne de foi : on n'avait pas exigé dans son analyse des formes et des témoins : son nom était donné comme le gage le plus sûr de la confiance publique ; il était alors de l'Académie des sciences ; on l'appelait artiste célèbre parce qu'alors il n'avait trouvé dans l'élixir que des matières innocentes ; mais depuis qu'il a trouvé du sublimé corrosif, le sieur Cadet n'est plus qu'un menteur et un ignorant.

Je ne pense pas que le sieur Cadet ait eu besoin de s'adresser au lieutenant-général de police, d'abord parce qu'il n'a pas seul le droit de défendre la distribution des remèdes secrets : c'est une erreur que le seul aspect de ces lieux devait dissiper. Le lieutenant-général de police ne peut ni permettre ni défendre tout ce qui intéresse l'exécution des lois publiques. C'est ici leur sanctuaire : vous pouvez seuls, messieurs, les interpréter, les maintenir, les diriger. Le lieutenant-général de po-

lice doit, dans sa partie, veiller à l'exécution de vos réglemens.

Enfin, si le sieur Acher ne demande pour légitimer la lettre du journal que la permission du lieutenant-général de police, elle a été accordée autant qu'elle pouvait l'être. Tout ce qui s'imprime dans le journal est imprimé avec l'approbation du censeur, et par conséquent avec la permission du magistrat de police.

Le sieur Cadet a prouvé l'intérêt particulier et le droit qu'il avait de publier sa dernière analyse. Il a prouvé que sa lettre n'était pas calomnieuse, parce que le fait supposé est une vérité; parce qu'en accordant au sieur Acher les connaissances étendues dont il se décore, ce fait ne tenait pas à le faire passer pour un calomniateur. Il a prouvé enfin que le sieur Acher forçait le sens de la lettre, et que, dans son sens véritable, elle ne lui faisait ni injure ni préjudice.

Me sera-t-il permis maintenant de jeter un coup d'œil sur le titre et la qualité du sieur Acher? Pour former une demande, il faut avoir un titre, une qualité. Cette partie essentielle de ma cause ne sera pas longue, et les tableaux seront assez piquans pour compenser l'ennui que je viens de vous causer.

Le sieur Acher prétend que le sieur Cadet a attenté à son état. On ne peut pas attenter à l'état d'un homme qui n'a point d'état. Voyons si le sieur Acher a un état.

L'état d'un citoyen n'est que la faculté de jouir sous l'empire des lois et sous leurs auspices, du rang dans lequel les lois l'ont placé, et d'exercer une industrie autorisée par les lois.

Le sieur Acher appelle son état, la liberté de distribuer son eau fondante, c'est-à-dire, la licence et l'infraction des lois.

Je n'ai pas besoin de rappeler ici les ordonnances qui défendent la vente et distribution des remèdes secrets, sans une délibération de la société royale de médecine, sur laquelle il doit être expédié un brevet dans la forme ordinaire, par le

secrétaire d'état ayant le département de la maison du roi.

Le sieur Acher s'est intitulé dans sa plainte *braveté du roi* : il l'a imprimé à toutes les pages de son mémoire : il vous l'a fait plaider à la dernière audience. Cette fausseté est un peu hardie, et ce n'est pas la seule.

Le sieur Acher n'a point de brevet. Il avait obtenu le 15 février 1772, un brevet du premier médecin du roi, c'est-à-dire tel qu'il était nécessaire et très-facile d'en obtenir. C'est ce brevet que le sieur Acher présente encore quoiqu'il ait été révoqué, anéanti par quatre lois successives.

Il a été révoqué deux mois après son expédition, par l'article premier de la déclaration du roi du 25 avril 1772.

Il a été révoqué huit ans après, par l'article 10 des lettres-patentes du mois d'août 1778, enregistrées en la cour, qui attribuent à la société royale de médecine l'examen des remèdes secrets.

Il a été révoqué deux ans après, par l'article premier de la déclaration du roi du 26 mai 1780.

Il a été révoqué un an après, par l'article 11 de l'arrêt du conseil du 5 mai 1781.

Et les dispositions de ces lois sont très-précises ; elles sont toutes conçues dans les mêmes termes : les voici :

L'intention de S. M. étant que toutes lettres-patentes, privilèges ou brevets quelconques concernant la distribution des remèdes, soient abolis, conformément à l'article 10 des lettres-patentes du mois d'août 1778, registrées au parlement le 1^{er} septembre audit an.....

Concevrait-on, messieurs, l'intrépidité avec laquelle le sieur Acher vient jusqu'au pied de votre tribunal se proclamer *braveté du roi*, si d'ailleurs il n'était pas connu pour l'auteur et le colporteur d'une eau fondante, stomachique et anti-dartreuse

Ce qui suit est plus étonnant encore. Vous l'avez entendu

à la dernière audience; il a voulu ressusciter ce titre, qui n'existe plus; il vous a fait plaider que son brevet avait été confirmé, et pour titre confirmatif, il vous a annoncé une lettre du ministre, et il vous a lu la lettre d'un commis, d'un sieur Cuignac, qu'il appelle premier chef de la marine. Je l'ignore : que ce sieur Cuignac soit premier ou dernier commis, je ne lui conteste pas sa qualité : l'Almanach royal ne me l'a pas montré au nombre des premiers commis; mais je prétends que la lettre d'un commis n'est pas un brevet, et que c'est une dérision de vous le dire.

Ce serait une lettre du ministre alors en place, de M. de Sartine lui-même, qu'elle n'aurait pas plus de force devant vous. Ce n'est pas le ministre de la marine qui donne des brevets pour la distribution des remèdes. Ces brevets doivent émaner du ministre de la maison du roi, et sur la délibération de la société royale de médecine. Un ministre peut être séduit, le caquetage des valets, les souplesses du marchand d'élixir, l'attention des plus petits détails; mais la séduction ne vient pas jusqu'ici : devant la loi, il faut employer d'autres moyens que les intrigues des bureaux et les manœuvres des antichambres.

Et pourquoi mêlerais-je M. de Sartine dans cette affaire? Croyons-nous qu'il ait été la dupe de ce manège? Magistrat autant que ministre, pouvait-il ignorer qu'il était au-dessus de son pouvoir d'autoriser la distribution d'un remède secret? et pouvait-il être séduit par un homme qui lui écrivait : « Tout ce que je puis assurer à votre Grandeur, c'est que le remède que j'offre est unique, les drogues qui le composent sont reconnues pour celles qui ont le plus de vertu, par la médecine, et un des commissaires que la société m'a donnés, m'a assuré qu'elle avait fixé un prix de 600 francs pour cette découverte. »

De tous ces faits, il n'en est pas un seul qui ne soit une

fausseté réfléchie, et ces faussetés, il les a déposées dans sa plainte, il les a répétées dans son Mémoire, il en a fait l'ornement de votre audience.

Il offre une épreuve de son remède devant la société royale de médecine! Ecoutez ceci, je vous en conjure.

C'est le 9 août 1783 qu'il a rendu plainte contre le sieur Cadet. Il a déposé, dans la plainte, que la société royale de médecine avait reconnu l'efficacité de son eau. C'est le 9 août; et le 6, trois jours auparavant, voici ce que la société royale de médecine avait fait publier dans le Journal de Paris.

(Lire le journal du 6 août 1783).

Et, trois jours après, le sieur Acher dépose, dans une plainte juridique, que la société royale de médecine a approuvé ses eaux; il l'imprime à chaque page d'un très-long mémoire. Il offre de se soumettre au jugement de la société royale de médecine. Tant d'audace me décourage; je n'y suis pas accoutumé.

Au surplus, le sieur Cadet ne s'est pas contenté de cette preuve. L'extrait des registres de la société royale a été mis sous les yeux de M. l'avocat-général.

Ces deux faussetés, celle de l'approbation et celle du brevet, ne sont que le signal de mille assertions hardies et démenties par tous ceux dont il a invoqué le témoignage. J'ai dans mon sac douze lettres de personnes connues et estimées, des sieurs Poissonnier, Parmentier, Carrère, Vicq-d'Azyr, Trioson, Bruslé, Pourfour du Petit, Thouret, de tous ceux que la médecine honore et qui honorent la médecine, et qui, tous confus d'avoir été nommés par le sieur Acher, désirent que je publie devant vous leur rétractation solennelle.

C'est ce que le sieur Acher appelle un complot, une basse jalousie, une conspiration.

Je vais tracer en deux mots les plus remarquables.

Le sieur Acher imprime, dans son Mémoire, qu'il a com-

mencé à distribuer gratis de son eau dans les hôpitaux de Perpignan et de Montpellier.

Les médecins et chirurgiens-majors de ces hôpitaux certifient que « l'eau d'Acher n'a jamais été administrée chez eux, et qu'ils ne la connaissent pas même de nom. »

Il imprime que le sieur Poissonnier, inspecteur-général des hôpitaux de la marine, a approuvé sa découverte.

Le sieur Poissonnier répond : « Bien loin de lui donner aucune approbation, je l'ai constamment renvoyé au jugement de la société royale de médecine. »

Il imprime que le sieur Thouret, l'un de ses commissaires, après la connaissance qu'il eut de la composition de ses eaux, lui observa que la société avait proposé un prix de 600 francs sur un semblable problème, et qu'il serait bien d'y concourir. C'est un des faits consignés dans la lettre à M. de Sartine.

Le sieur Thouret répond : « Je ne puis que désavouer ce fait, avec d'autant plus de raison, que cette compagnie n'a jamais proposé de prix sur un objet pareil. »

Il imprime que le sieur Bruslé, un des médecins de l'escadre de Brest, lui offrit un officier attaqué d'une fièvre putride, qui était à son dixième jour, qu'il avait abandonné, et qui fut guéri par l'eau fondante.

Le sieur Bruslé répond : « Cette assertion est de la plus grande fausseté, et s'il en est ainsi de toutes les cures dont il fait mention dans son mémoire, il ne mérite aucune croyance. »

Il imprime que le même sieur Bruslé rendit compte de cette cure, avec étonnement, à M. Poissonnier, et qu'il fut décidé qu'on donnerait de ses eaux aux malades des hôpitaux.

Le sieur Bruslé répond : « M. Poissonnier, qui est actuellement à Paris, dira que je ne lui ai jamais rendu compte de cette anecdote ; mais, seulement, de ce que le sieur Acher vint me proposer de faire chez moi un bureau de son remède

et de partager le bénéfice; c'est alors que, rougissant de la bassesse de ce procédé, je crus devoir lui interdire ma maison. »

Il imprime que le sieur Parmentier était persuadé de l'efficacité de ses eaux stomachiques, et qu'il les avait conseillées à M. le baron d'Espagnac.

Le sieur Parmentier répond : « L'auteur, en avançant que j'ai approuvé l'eau qu'il débite, que j'en ai même conseillé l'usage, en impose doublement au public. »

Il imprime que les sieurs Thouret et Vicq-d'Azyr l'ont assuré que la société ne lui accordait pas d'approbation, parce son remède lui était déjà connu.

Le sieur Vicq-d'Azyr répond : « J'ajoutai que le remède auquel celui du sieur Acher est semblable, avait été rejeté comme dangereux. »

Il imprime, enfin, que la faculté de médecine a approuvé ses eaux en approuvant son livre.

Le sieur Pourfour du Petit, doyen de la faculté, répond : « C'est un mensonge : je vous le certifie par cette lettre ; vous pouvez en faire l'usage qu'il vous plaira. »

Je passe sous silence bien d'autres assertions du même genre, toutes démenties aussi énergiquement ou notoirement fausses.

On a été jusqu'à dire que le sieur Cadet était membre de la société royale de médecine, et qu'il jalousait les merveilles opérées par l'eau fondante, et les profits de la distribution.

Je ne puis que répondre, à tant d'absurdités, le mot énergique et connu de Pascal, dans sa quinzième Provinciale, et abandonner le sieur Acher à votre justice.

Vous voyez, messieurs, qu'il emploie dans la défense de sa cause les moyens qui lui réussissent quelquefois dans la distribution de son eau fondante. Se serait-il persuadé à lui-même, qu'avec son élixir il faisait des miracles, et que, pour

dernier prodige, il lui était réservé d'égarer vos esprits et de vous faire partager son délire ? C'est le mot le plus doux que je puisse employer. Oui, le sieur Acher est en délire.

Il se présente comme le bienfaiteur de l'humanité. C'est l'amour de ses semblables qui l'a inspiré jusqu'ici, et qui l'anime encore ; il prodigue à la nature souffrante un trésor de santé ; les honneurs, les richesses ne le tentent point. Ce n'est pas l'or qu'il demande, c'est le plaisir de soulager le pauvre. A la vérité, il reçoit le prix de ses bouteilles ; mais seulement de ceux qui veulent bien les payer.

Ce langage, qui ferait quelque effet dans les carrefours, n'excitera ici que le rire et la pitié.

Et ce trésor, qu'il distribue avec une charité si ardente, c'est une eau fondante, stomachique, antidartreuse, un remède inconnu, décrié par les gens de l'art, condamné par la société royale de médecine, déclaré indigne d'une permission publique, dont la vente est un danger continuel, et une violation journalière des lois, dont le dépôt est entre vos mains.

Et c'est vos mains même, chargées de ce dépôt sacré, que le sieur Acher veut élever contre les lois en vous proposant de les écarter, de ne pas les entendre, de les réduire au silence pour accréditer une drogue pernicieuse, et servir ses ressentimens contre un citoyen estimable, décoré du prix de ses travaux, dont la science est connue, dont la science est certaine, que vous chargez tous les jours des analyses qui intéressent vos jugemens, et qui, dans cette occasion, n'a fait que remplir un devoir particulier prescrit par son honneur, un devoir général prescrit par l'intérêt public.

Je persiste, etc.

Nota. Pour tous ceux qui liront ce plaidoyer, il est inutile de dire que l'arrêt déclara le sieur Acher non-recevable, et le condamna aux dépens, en chargeant le procureur-général du roi de faire exécuter les lois prohibitives des remèdes secrets.

PLAIDOYER
DE M. DUVEYRIER,
POUR
LE SIEUR GABORIN DE PUISMIN
CONTRE
LA MARQUISE DE SALO.

EXPOSÉ.

La dame Tinguy de Nesmy, marquise de Salo, avait conçu une passion criminelle pour le valet de chambre de son époux, nommé Victor Cochet.

Après la mort de son mari, elle introduisit secrètement chez elle ce valet que le défunt avait classé deux fois, puis elle le reçut publiquement dans son château, sous le titre honorable d'intendant.

Bientôt de nouvelles amours prirent la place de cette honteuse liaison. Un sieur de Chouppes, gentilhomme poitevin, échappé du Mont-Saint-Michel, où les désordres de sa jeunesse l'avaient fait renfermer, rencontre la

marquise de Salo dans une auberge et lui fait agréer ses hommages.

Éprise de son nouvel amant, la marquise de Salo se livre toute entière à lui; déjà impatienté de jouir sans contrainte de son indigne conquête, elle médite une fuite, et l'an de deuil est à peine expiré, qu'elle abandonne furtivement la maison conjugale, emportant avec elle, et sa jeune fille, et des sommes considérables.

Paris ne la retient que quelques jours; bientôt elle court, sur une terre étrangère, s'unir à son amant sous les auspices de lois moins sévères que celles de sa patrie.

Le gouvernement français, cédant aux désirs d'une famille désolée, provoqua l'extradition de cette femme coupable; mais le respect dû à la liberté s'opposa à cette mesure violente, seulement sa jeune fille, dont elle était indigne de conserver la tutèle, lui fut enlevée, pour être replacée au sein de sa famille.

Ses parens paternels et maternels, réunis pour délibérer sur le sort de cette jeune enfant, déclarèrent sa mère déchue de la tutèle, qu'ils transportèrent au sieur Tinguy de Nesmy, son aïeul maternel.

Par cette même délibération, le nouveau tuteur fut autorisé à former contre la marquise de Salo une demande en reddition de comptes, et en dommages-intérêts pour dégradations cominises sur les propriétés, et en outre à provoquer contre elle la destitution de tous les avantages matrimoniaux.

M^e Duveyrier plaida pour soutenir cette demande. La discussion de cette affaire qui avait attiré un grand concours de monde, se prolongea pendant plusieurs au-

diences. Au milieu d'un morceau plein de chaleur et d'entraînement, M^e Duveyrier fut interrompu par des applaudissemens unanimes.

Le premier arrêt qui intervint admit à la preuve des faits articulés, le second déclara la marquise de Salo déchue de tous ses droits.

PLAIDOYER

POUR LE SIEUR

GABORIN DE PUISMIN,

Au nom et comme tuteur de FORTUNÉE DE SALO, fille mineure de feu sieur de SALO, écuyer, seigneur de Salo, marquis de Châteaubriant, et de dame MARIE-ANNE-ELISABETH TINGUY DE NESMY, son épouse, *appelant et demandeur*;

CONTRE

DEMOISELLE MARIE-ANNE-ELISABETH

TINGUY DE NESMY,

Veuve de messire de SALO, marquis de Châteaubriant, *intimée et défendresse.*

PREMIERE AUDIENCE.

MESSIEURS,

Depuis long-temps tout ce qui tient à la sagesse des mœurs, à la continence publique, à la vertu des femmes, est devenu parmi nous l'objet d'une philosophie douce et facile, dont le désir fut l'interprète, et le plaisir, le législateur. Un sexe a mis sa gloire dans l'infamie de l'autre; le plus faible a usurpé

l'empire à force de faiblesses ; l'austère morale de nos aïeux n'est plus qu'un ridicule, et la honte du ridicule est notre seule pudeur. Est-il donc vrai, messieurs, que la sévérité des mœurs ne soit qu'une nécessité républicaine, qu'elle soit inutile ou funeste à la constitution d'un empire après avoir porté Sparte et l'ancienne Rome au plus haut degré de splendeur ? Que l'honneur, ce principe de toute monarchie, soit indépendant de la vertu, et qu'une nation dépravée puisse être une nation pleine d'honneur ?

Je ne toucherai point à ces questions importantes dans cette cause. J'ai voulu seulement me plaindre, avant de commencer, du rôle que la loi me donne en ce moment.

J'accuse une femme jeune et belle. La nature, en la comblant de tous ses avantages, en lui donnant la naissance, la fortune et la beauté, semblait la former pour l'exemple de son sexe. Un délire inexplicable l'a traînée bien au-delà des bornes de la dépravation publique. La tombe de son époux n'était pas fermée que, veuve et mère à vingt ans, elle insultait à sa mémoire ; aveugle autant dans le choix que dans l'objet de ses plaisirs, elle a passé, dans le désordre le plus honteux, le temps qu'elle devait aux larmes, ou au moins à la décence. Opprobre de sa famille, objet de la colère de son père et du mépris de ses amis, scandale de toute sa province, elle a fui avec son complice, portant sa honte et la nôtre sous un ciel étranger. Elle y vit encore, au mépris des lois de son pays, à l'ombre d'un mariage criminel dont votre justice a brisé les liens.

Cette femme méritait-elle de conserver, de prodiguer à ses déréglemens les dons de son époux et le bien de sa fille ?

C'est pour sa fille que je parle ; les clameurs m'environnent ; je les entends déjà : fille dénaturée, vous accusez votre mère ! vous la livrez à l'indignation de ses proches, au mépris de sa postérité ! Pour invoquer les lois, il faut les respecter ; et la

plus sainte, la plus inviolable de toutes les lois, c'est celle de la nature, celle qui nous commande de prosterner notre existence entière devant les auteurs de nos jours, et de respecter, du moins par le silence, leurs fautes et leurs faiblesses.

Ecartez, messieurs, ce sentiment défavorable. Le reproche est bien loin de nous. La fille infortunée que je vais défendre, comment pourrait-elle offenser sa mère? Elle ne l'a jamais connue. Comment pourra-t-elle l'accuser? sa bouche balbutiait à peine, lorsque le crime de sa mère était déjà public, déjà dénoncé à la sévérité des lois. Son tuteur, son aïeul, le père même de la femme coupable est ici le seul accusateur.

Vous apprendrez comment ce vieillard malheureux, perdant avec sa fille tout espoir de repentir, implora la puissance du roi pour porter sa colère jusque dans l'asyle qu'elle avait choisi. On ne put ramener que sa petite fille encore au berceau que sa mère fugitive avait traînée à sa suite, pour dérober aux lois jusqu'au prétexte de leur vengeance. Cette enfant, orpheline à dix-huit mois, devint bientôt l'objet de toutes les affections de son aïeul. Comme père, il avait vengé son autorité méprisée; il avait exhérédié sa fille rebelle; comme tuteur de sa petite-fille, il voulut lui conserver le bien de ses pères. Il déposa son berceau dans le sanctuaire de la justice, et forma en son nom les demandes sur lesquelles vous allez prononcer.

Demander en reddition de compte de la tutèle administrée pendant l'année de deuil.

Demander en réparation des dommages causés dans ses propriétés.

Demander en destitution de tous les avantages matrimoniaux.

Il est mort : mais sa colère existe avec les demandes qu'il a formées; son ombre m'environne et m'inspire.

Ainsi, messieurs, dans cette cause où vous allez punir une

épouse, une mère coupable, n'oubliez jamais que ce n'est pas sa fille qui parle. Je me souviendrai quelquefois que je parle au nom de sa fille.

La demoiselle de Tinguay de Nesmy, d'une ancienne maison du Poitou, a épousé, en 1777, le sieur de Salo, marquis de Châteaubriant, noble de la même province.

Par contrat de mariage, le mari a fait à sa femme tous les avantages permis par la coutume locale, et, entre autres, donation en toute propriété, à défaut d'enfans, et, en cas d'enfans, en usufruit seulement du marquisat de Châteaubriant.

Une fille est née de ce mariage; c'est la demoiselle de Salo que je défends.

Le sieur de Salo est mort en 1778, quelques mois après la naissance de sa fille; la tutèle a été déférée à la mère.

Je connais la sagesse de la loi; en écartant les femmes de cet emploi sacré, elle a distingué les mères; elle a pensé que le cœur d'une mère était l'asyle le plus sûr de ses enfans; elle a même dédaigné les précautions d'une épreuve ou d'un examen; elle s'est confiée à la nature; elle n'a pas présumé que la nature pût se tromper, et le cœur de la dame de Salo était une erreur de la nature.

Ses larmes n'ont coulé ni sur le tombeau de son époux, ni sur le berceau de sa fille. En cessant d'être épouse, elle avait cessé d'être mère. Les voiles de la mort, étendus sur Châteaubriant, couvraient une flamme adultère, et le flambeau de l'amour le plus vil s'était rallumé aux torches funèbres.

Vous avez pris, messieurs, quelque idée des faits dans mes conclusions; cependant, je dois vous prévenir que vous aurez à rougir peut-être. Malgré les exemples que la perversité du siècle fait passer tous les jours devant vous, vos oreilles ne sont pas accoutumées à ce qu'elles vont entendre.

Deux ou trois jours après la mort du sieur de Salo, le

premier soin de sa veuve a été de rappeler à elle un nommé Victor Cochet, valet que le défunt avait chassé deux fois ; on doit en présumer les raisons.

Cette démarche indécente souleva la famille. La dame de Salo n'était pas encore au-dessus de la honte. Victor Cochet fit semblant de prendre congé ; il sortit du château, mais il ne fut pas loin. La nuit du même jour, une porte ouverte l'introduisit dans le jardin ; sa marche était tracée ; toutes les avenues étaient libres jusqu'à l'appartement préparé. Victor Cochet fut reçu dans une chambre haute du château. C'est là qu'il a vécu, pendant plusieurs semaines, caché à tous les yeux, excepté à la dame et à la femme-de-chambre, qui, seules, étaient les geolières de cette douce prison. C'est là que la comtesse de Salo venait passer des jours entiers avec son aimable captif ; c'est là qu'elle lui présentait de sa propre main, et qu'elle partageait quelquefois avec lui, le meilleur vin et les mets les plus recherchés.

Ce fait qu'il faut placer dans le premier mois du deuil, a été articulé devant les premiers juges. Je demande subsidiairement d'en faire la preuve. Ne vous semble-t-il pas que j'annonce une chose impossible ? Et comment prouver ce qui s'est passé entre la veuve et son valet dans ce réduit caché, dont elle seule et sa femme-de-chambre avaient la clef ? Nous ne pouvons avoir tout au plus qu'un témoin, la femme-de-chambre, et encore ce témoin n'aura pas été témoin de tout.

Aussi n'ai-je pas prétendu découvrir ces scènes d'infamie privée qui n'existent que dans le mystère. Je ne veux pas pénétrer dans cette retraite obscure, où le crime habitait avec Victor Cochet. Il me suffit, il suffit à la loi que Victor Cochet, chassé deux fois par son maître (et la dame de Salo va nous dire elle-même pour quelle raison il avait été chassé), rap-pelé par sa maîtresse aussitôt après la mort de son mari, con-gédié encore sur les représentations des amis de la famille,

soit rentré pendant la nuit dans le château, et y ait demeuré plusieurs semaines dans une chambre secrète, cachée à tous les domestiques, et connue seulement de la comtesse. Ce fait établi, j'en laisserai deviner la conséquence.

Or, la preuve est inutile; ce fait est prouvé; il est avoué. Voici comme la dame de Salo l'atteste elle-même en s'excusant devant les premiers juges par sa requête du 31 juillet 1780¹.

Piété généreuse! charité sublime! vous êtes le premier

¹ Les entrées clandestines de Cochet au château, sa demeure secrète dans une chambre où on lui fournilsait le nécessaire; par les ordres de la suppliante; l'air mystérieux de tout cela, présente une idée peu favorable, et mérite une attention particulière, pour en développer le mystère et dissiper le poison qu'on s'efforce d'y attacher, et c'est ce que vous allez voir, monsieur, en peu de mots, de manière à ne laisser aucun nuage sur la pureté d'intention et l'innocence de la suppliante. Voici le fait: ce domestique reçu au Plessis, quelques seigneurs du cautois, et, amis de la suppliante, lui en témoignèrent leur mécontentement, et lui firent représenter, par un tiers, qu'il ne convenait pas de reprendre ce domestique, qui était le sujet des propos indécents qu'on avait déjà débités sur son compte; que c'était en quelque sorte les confirmer, etc.

La suppliante répondit à ce chargé de commission: qu'elle s'était crue obligée, en conscience, de le reprendre, pour réparer, en quelque sorte, les injustices et les misères qu'il avait autrefois souffertes à son service; qu'on aurait pitié d'un chieu qui serait dans une extrême misère à cause de nous, et qu'elle se reprocherait durement de ne pas trouver dans son cœur un pareil sentiment pour un pauvre domestique, qui avait été la première victime des mauvais traitemens qu'elle avait elle-même essayés. Que cependant ce sentiment de charité et de compassion devait céder à l'avis de ses amis, et qu'elle allait le cougédier. Ce chargé de commission ajouta que Victor n'avait pas pour huit jours de vie; qu'il était sûr, à n'en pouvoir douter, qu'il serait tué par gens qui le regardaient comme la cause de l'affront qu'elle souffrait; que le parti en était pris, qu'il serait tué dans l'église, ou à la sortie de la messe, si on ne le trouvait ailleurs, d'un coup de fusil ou de pistolet. Ce discours fit tant d'impression sur ce pauvre domestique, qu'il croyait voir, de quelque côté qu'il se tournât, la mort désastreuse dont il était menacé; qu'il ne songea plus qu'à se cacher, même aux autres domestiques qu'il soupçonnait dans le complot de le tuer, et à sauver sa vie comme il pourrait.

besoin des cœurs sensibles ; mais si vous êtes un sentiment divin , c'est lorsque vous paraissez la cause et le prix des plus grands sacrifices. Il faut un courage au-dessus des forces connues pour se montrer charitable et bienfaisant aux dépens de sa vie , de sa fortune et de son honneur. Quel héroïsme dans la conduite de la dame de Salo !

Victor Cochet , soupçonné , pendant la vie de son époux , d'avoir avec elle des liaisons coupables ; Victor Cochet , la cause de tous les bruits qui compromettaient son honneur ; Victor Cochet , souffrant à cause d'elle , et la première victime des mauvais traitemens qu'elle avait elle-même essuyés ; Victor Cochet , chassé par son mari , rappelé par elle , et congédié encore sur l'avis de ses amis ; Victor Cochet , objet de la jalousie de tout le canton , entouré de rivaux furieux , et menacé de la mort , était un être bien intéressant , il faut l'avouer , et bien digne de tous les sacrifices qu'elle a faits pour conserver ses jours. Elle n'a pas balancé ; elle a tout bravé , la pudeur de son âge ; la modestie de son sexe , la dignité de son rang , l'ombre de son époux , la malédiction de son père , les pleurs de sa fille , le mépris de ses parens , l'anathème public , pour sauver la vie d'un malheureux dont elle était le seul appui , pour le soustraire à la conspiration générale , pour le cacher à tous les yeux jaloux , pour l'enfermer auprès d'elle dans un réduit ignoré dont elle seule avait l'entrée , pour l'alimenter de ses propres mains.

Car en avouant , messieurs , que Victor Cochet était dans le château à l'insu de tous les domestiques , c'est bien avouer sans doute qu'aucun des domestiques n'était chargé de son service.

Cependant quelque chose m'inquiète. Si la frayeur de Victor Cochet , si le complot de l'assassiner ne sont pas une fable absurde ; j'espère que cet homme , blotti dans un coin du château , et que la terreur eût fait cacher dans les en-

trailles de la terre, cet homme qui ne songe qu'à se dérober à ses assassins, j'espère qu'il va profiter du premier moment favorable pour fuir une contrée funeste, et chercher au bout du monde un asile où la vengeance de ses ennemis ne puisse pas l'atteindre.

J'avoue que je suis un peu surpris de voir Victor Cochet teuir une conduite absolument contraire.

Il se lasse de sa solitude; je le crois : la dame de Salo devait s'en lasser aussi. Les mêmes ténèbres, le même chemin, la même porte qui l'avaient introduit, favorisent sa sortie. Il ne fallait pas le voir sortir, puisqu'on était censé ne l'avoir pas vu entrer; mais il fait seulement le tour du château, et, le lendemain, en plein jour, devant tous les domestiques, il rentre par la porte principale, comme s'il arrivait d'un long voyage, demande à parler à la dame, est introduit sur-le-champ, accueilli, installé; mais à quel rang? Au rang des domestiques? Le croyez-vous, après celui qu'il venait de quitter? Non, ce n'est plus Victor Cochet, laquais de M. de Salo; c'est M. Cochet, intendant de madame; et cet intendant ne savait pas lire!

Je vais courir rapidement sur le tableau du plus honteux désordre. Dès ce moment, M. Cochet affecte l'empire: il commande en maître; il dispose de tout; il s'empare de la garde-robe du defunt, ou plutôt celle qui n'a plus rien à refuser, lui livre ses tristes dépouilles; il s'orne des habits de son maître, de son linge, de ses bijoux, de ses montres: le voilà l'égal, le compagnon de sa maîtresse; il ne la quitte plus, il la suit à la chasse, aux promenades dans le même carosse; il mange avec elle; il déshonore le lit de son maître, et tout cela publiquement; le scandale était notoire.

Pendant la solitude de Cochet, sa maîtresse avait trop souffert d'une réserve déplacée et d'une contrainte inutile.

Où sont donc ces ennemis nombreux, ces conjurés ardents,

res assassins, dont les menaces avaient forcé le tremblant Cochet à s'envelir tout vivant à côté de sa maîtresse ? Ils sont disparus.

Quel détour ridicule ! Pour tenter une telle excuse sur des faits si odieux, il faut l'aveuglement qui les a fait commettre. Au surplus, messieurs, ne soyez pas étonnés : telle a été sa défense sur tous ceux que je viens d'articuler ; elle ne s'efforce qu'à les affaiblir, et chaque effort est un aveu.

Sans doute, elle n'a pas porté les aveux jusqu'à convenir que Victor Cochet eût partagé la couche nuptiale ; mais elle parle avec une naïveté si grande, avec tant de complaisance, des bonnes qualités de Cochet, de son attachement pour elle, des égards qu'elle avait pour lui, des dons qu'elle lui faisait, des préférences dont il était comblé, qu'en vérité elle met sur le front des autres la rougeur que le sien dépose.

Dans sa requête, dont je viens d'extraire l'histoire de l'assassinat prémédité de Victor, elle commence par avertir que l'irréligion, l'impiété, le mauvais exemple, n'ont point eu d'effet sur elle, et n'ont point empêché qu'elle n'ait toujours pratiqué exactement tous les devoirs de la religion et de la piété, qu'elle avait appris et puisés dans l'instruction domestique, et le bon exemple de ses pieux père et mère.

Dans cette cause déplorable, il ne nous manquait plus que l'hypocrisie. Notre veuve a cru sans doute qu'il suffisait de parler de religion pour paraître pieuse, comme il suffit aujourd'hui de parler de vertu pour être honnête.

Après les pratiques de la religion, arrive Victor Cochet. « En vérité, monsieur, dit-elle au sénéchal de la Roche-sur-Yon, que le domestique Cochet, etc. »

En vérité, monsieur, que le domestique Cochet ait été chassé par son maître (il ne s'agit pas de discuter s'il l'a mérité ou non) ; que la supplante l'ait repris à son service l'année d'après ; qu'elle lui ait témoigné plus d'égards et de confiance qu'à d'autres qu'elle a été obligée de chasser, les trouvant

La dame de Salo a raison ; elle convient de tous ces faits ; et elle s'en moque ! La preuve est inutile.

Elle convient de tous les bruits qui compromettaient déjà son honneur pendant la vie de son époux , et elle s'en moque !

Elle convient que Victor Cochet était la cause et l'objet de ces bruits scandaleux ; que son mari l'a chassé deux fois pour cette raison , et qu'elle l'a repris aussitôt après la mort de son mari ; que , forcée de le congédier encore , il y est rentré pendant la nuit ; qu'elle l'a tenu caché près d'elle pendant plu-

sans religion et sans mœurs (c'était assez souvent le malheur de son mari d'en avoir de cette espèce) ; qu'elle lui ait donné l'emploi et la qualité de son *homme d'affaires* ; que ce changement dans son sort lui ait attiré , par l'envie des uns et la dérision des autres , le nom de *monsieur Cochet* ; que la suppliante lui ait donné , à lui et à d'autres , des vieilles hardes et chemises de son mari ; qu'il ait su que toutes les portes du vaste château de Plessis , et qui pouvaient conduire à l'appartement de la suppliante , n'étaient pas toujours , et toutes les nuits , fermées à clef ; que lui , tous les autres domestiques , les métayers et autres qui avaient affaire à la suppliante , aient eu la liberté d'entrer dans sa chambre , où elle n'eût jamais osé coucher sans une servante auprès d'elle , excepté le temps qu'elle y avait quelques-unes de ses parentes ; qu'elle s'en soit fait accompagner à la promenade ou à la chasse , à pied ou à cheval , ce qui est arrivé deux ou trois fois , avec d'autres de ses gens et quelques voisins ; qu'elle lui ait même donné la préférence en ces occasions , comme au seul de ses gens qui fût dans le cas de paraître le domestique d'une femme de condition , même d'une bonne bourgeoisie ; eh ! qu'y a-t-il en tout cela de commun avec les crimes dont on accuse la suppliante ? Ses habits somptueux n'étaient autres , comme il est dit , que quelques vieilles hardes qui n'eussent rien produit à la friperie , et qui ne furent trouvés somptueux que par gens qui n'étaient nés que pour en porter d'étoopes. Les montres d'or , et autres meubles précieux dont on lui reproche de l'avoir gratifié , ce sont deux montres d'or à répétition , guillochées et garnies de diamans , qu'elle l'avait chargée de faire raccommoder. On lui aura vu ces montres , peut-être les aura-t-il montrées , et ce la vanité de faire accroire qu'elles étaient à lui. Ce sont cependant tous les faits scandaleux contenus dans les articles 1 , 2 , 3 , 4 , 5 , 6 , 7 de ce libelle diffamatoire qu'on a osé lui signifier le 29 mai dernier , et dont la notoriété , dit-on , est dans le cas d'en faire admettre la preuve testimoniale : apparemment qu'ils s'en dispenseront sans que la suppliante ait la peine de s'y opposer , *puisqu'elle en convient et qu'elle s'en moque avec tous ceux qui pensent bien.*

sieurs semaines, et qu'à l'insu de tous les autres domestiques, elle veillait seule sur son existence; elle en convient, et elle s'en moque!

Elle convient que ce valet, cause de sa diffamation, objet des murmures de tout le pays, elle l'a fait son homme d'affaires; qu'il a joui auprès d'elle de tous les droits attachés à cet emploi; qu'elle l'a comblé d'égards et de préférences; que cette distinction a excité la jalousie de tout le canton; qu'elle l'a revêtu des habits et des chemises de son mari; qu'elle a souffert qu'il se décorât de ses montres: elle en convient, et elle s'en moque! tranquille dans sa conscience, et se rassurant par le souvenir de ses assiduités aux églises, et de son exactitude dans les exercices de la religion et de la piété.

Vous le voyez, messieurs, vous ne serez pas obligés de chercher dans le témoignage de toute la province les règles de votre jugement. Une enquête serait un monument d'infamie, qui révélerait encore des détails ignorés, et qu'il convient d'ignorer. Epargnons une honte inutile. C'est assez de ce qu'elle avoue pour nos demandes et sa condamnation. Ne sait-elle pas qu'une veuve de vingt ans, veuve de qualité, a provoqué sur elle la sévérité des lois et les peines de la justice, du moment qu'elle a déposé la réserve et la modestie de son état, violé les règles de la décence, méprisé les volontés de son père, et bravé la censure publique?

Pendant que la dame de Salo s'oubliait ainsi, Victor Cochet ne s'oubliait pas. C'est ici le cinquième fait articulé.

Il prodiguait à des dépenses excessives, à des habillemens au-dessus du rang même que sa maîtresse lui avait fixé, à des voyages de pur agrément, la plus grande partie des revenus de la terre. En jouissant du présent, il songeait même à l'avenir. On ne l'a jamais vu partir du Plessis-Châteaubriant,

sans avoir des valises considérables, qui rentraient avec lui toujours vides.

La dame de Salo nous apprend que ces valises contenaient les hardes de Victor; que ces hardes étaient d'un poids considérable; qu'il les enlevait avant le jour sur un cheval prêt, et qu'il ne faut pas s'étonner qu'il rapportât les valises vides.

Ce petit roman convenait assez à l'autre roman sur le complot d'assassiner Victor - le - laquais, sur sa frayeur mortelle, sur la nécessité de se cacher et de fuir secrètement; mais, depuis que nous avons vu M. Cochet-l'intendant vivre près d'une année avec sa maîtresse dans le château du Plessis, avec toute aisance, toute liberté, et ne craignant pas plus la colère des hommes que celle de Dieu, pouvons-nous croire que ces valises, d'un poids considérable, sorties du château, fussent pleines de ses propres effets, et que Victor, enchaîné aux lieux où il était si bien traité, s'amusât pendant la nuit à transporter ses habits dans des lieux qu'il n'habitait pas?

Je n'ai plus qu'un fait sur Victor Cochet C'est le sixième des faits articulés, et celui qui doit affliger davantage.

La demoiselle de Salo était en nourrice chez le nommé Gauducheau, dit le Breton, garde et locataire du Plessis-Château-briant. Il était naturel que la mère allât souvent voir sa fille; elle y allait souvent; mais Victor Cochet y allait aussi: il arrivait avant ou après elle. L'intendant et sa maîtresse se renfermaient dans une chambre garnie de lits, réservée par le bail, et ils y restaient tous les deux seuls pendant des heures entières, portes et fenêtres bien closes.

Comment! à côté du berceau de sa fille! devant l'image de son époux! Elle entendait ses cris peut-être, elle venait de l'embrasser, elle allait l'embrasser encore! N'augmentons pas l'atrocité du tableau par des réflexions amères.

Elle veut écarter ces faits, elle a bien raison; mais com-

ment ? Par une nouvelle absurdité. Elle dit dans sa requête : « Les autres faits ôtent à celui-ci toute apparence de vérité, ou plutôt ils se détruisent les uns les autres : l'iniquité se dément elle-même. Si la suppliante avait été assez malheureuse pour vivre dans la débauche, c'eût été sans doute dans son château, plutôt que dans cette maison particulière, aux yeux du peuple. »

Etrange contrainte de sa situation ! Il faut qu'elle se suppose criminelle pour se justifier. Si l'on veut croire qu'elle était innocente et sage dans ce tête à tête mystérieux, dans ce réduit fermé à la lumière et à tous les regards, il faut admettre qu'elle avait épuisé tous les plaisirs dans la liberté de son château. Mais qui ne connaît pas le délire des sens, et le caprice de la volupté ? Un peu plus de mystère, un peu plus de liberté, sont des nuances que le plaisir ne dédaigne jamais. Dans un vaste château, quelles que soient l'assurance et la témérité du crime, tout l'obscurcit et le déconcerte malgré lui : une porte ouverte, un regard furtif, un bruit imprévu, tout est un embarras, un retard, un obstacle. Dans une chambre secrète d'une maison écartée, le crime est maître de tous les momens qu'il a fixés, libre de toute importunité, occupé de lui seul, dégagé de tout soin, de toute inquiétude, de tout souvenir, et cette existence isolée est celle qu'il savoure avec plus de délices.

Vous allez voir, messieurs, un grand exemple des vicissitudes humaines. Le bonheur n'est qu'une ombre passagère, et le plaisir un éclair fugitif. Cet éclair cependant a duré, pour Victor Cochet, pendant les huit à neuf premiers mois du veuvage de sa maîtresse. Il touche à la fin de son règne. Il ne sortira pas à la vérité de la terre qu'il gouverne si bien ; mais il ne sera plus l'objet chéri de toutes les complaisances. Un rival vient de se mettre à sa place.

Le sieur de Chouppes, gentilhomme poitevin, avait mérité,

par les déportemens de sa jeunesse, que sa famille s'assurât de son honneur, en s'assurant de sa personne. Il avait été arrêté à Fontenay-le-Comte, en vertu d'un ordre du roi, et conduit au Mont-Saint-Michel. A l'époque dont je parle, il venait de s'évader.

Cet échappé du Mont-Saint-Michel rencontra la dame de Salo dans une auberge de Saint-Fulgent. Ce qu'ils ont fait depuis, et la manière dont ils vivent encore ensemble, prouvent assez que l'effet de cette première entrevue fut réciproque.

Le sieur de Chouppes vint bientôt en visite à Châteaubriant. Il est assez curieux de lire dans la requête même de la dame de Salo la manière dont il fut accueilli¹.

Elle a bien gardé sa promesse ! Quelle est la loi de Dieu, la loi de l'église, la loi de l'état, qu'elle n'ait pas foulées aux pieds, pour contracter le mariage que vous avez déclaré nul et abusif, et dont elle couvre encore ses longs égaremens ?

Ici ce qu'elle avoue suffit encore pour prouver le désordre. Elle avoue que les visites du sieur de Chouppes étaient plus que suspectes à sa famille ; qu'on l'avait emmenée à Nesmy chez son père, pour la séparer de lui ; qu'elle avait reçu l'ordre

¹ Dans ces entrefaites, arrive la visite de M. de Chouppes, qui, apprenant l'histoire de Cochet, le prit pour domestique, l'assura de sa protection, et que personne ne serait assez osé pour attenter à sa vie. Cette visite fut en effet assez longue pour faire supposer qu'elle n'était pas tout à fait de cérémonie. Elle attira les parens de la suppliante, qui l'emmenèrent à Nesmy, lui ordonnèrent de congédier ce monsieur, la menaçant de la faire enfermer. Les vœux de M. de Chouppes étaient honnêtes : il est noble, d'une famille sans tache, parent de la suppliante, et né pour avoir beaucoup plus de bien qu'elle ; il lui parut avoir toutes les qualités d'un homme aussi honnête qu'aimable ; il lui fit des propositions de mariage ; elle le pria, pour toute réponse, de considérer son état, qui ne lui permettait pas de songer à aucun établissement, et de s'éloigner d'elle. Il le fit pour un temps ; mais il revint bientôt à la charge, et avec tant d'instances, que la suppliante promit enfin de l'épouser après l'année de son deuil, et de faire tout ce qui dépendrait d'elle pour y parvenir, selon les lois de Dieu, de l'église et de l'état.

de le congédier , et la menace d'être enfermée , si elle osait le revoir.

Pour justifier ces précautions sévères des parens de la dame de Salo , il faut bien admettre qu'elles étaient nécessaires , exigées par le cri public , par les murmures de ses voisins , par l'empire visible qu'un homme déjà flétri prenait sur sa personne et sur ses sentimens.

Mais , dans ces aveux forcés , elle est encore bien loin de la vérité.

Elle ne dit pas que , malgré les ordres et les menaces de son père , elle a revu le sieur de Chouppes , et qu'elle l'a admis dans sa plus intime familiarité.

Elle ne dit pas que ce jeune homme , forcé de disparaître pour quelque temps , s'introduisait dans le château , à l'exemple de Victor , pendant la nuit , et peut-être par la même porte.

Elle ne dit pas qu'au jour indiqué , un domestique affidé allait au-devant de lui jusqu'au lieu convenu ; qu'ils faisaient route ensemble ; qu'aux approches du château , le sieur de Chouppes mettait pied à terre , laissait son cheval au domestique , entraît seul , trouvait sur sa route toutes les portes ouvertes jusqu'à l'appartement de la dame de Salo , et qu'il y restait caché aux domestiques qui n'étaient pas dans la confidence.

Elle ne dit pas qu'il mangeait seul avec elle dans sa chambre , et qu'il est venu enfin jusqu'à partager son lit.

Pensez-vous , messieurs , que ce fait soit articulé seulement pour en demander la preuve ? Le vieillard respectable , qui , du fond de son tombeau , vous demande justice , aurait-il cherché des preuves du crime de sa fille , si ce crime n'était pas certain , s'il n'était pas prouvé ?

Je tiens une lettre échappée des mains de la dame de Salo , lettre fatale , qu'elle ne paraît avoir laissée , dans les embarras

et la rapidité de sa fuite, que pour laisser un témoin irrécusable de sa honte.

Cette lettre est en original écrite par le sieur de Chouppes, de Nantes, où il avait fait un voyage le 17 avril 1779.

Voici dans quels termes cet homme, proscrit par sa famille, écrivait à la veuve du marquis de Salo, dans le ouzième mois de son veuvage.

« A Nantes, ce 17 avril 1779.

« Ma chair petite femme,

« J'aurais voulu te tranquilliser en t' donnant de mes nouvelles plutôt mais mais affair ne commasse à se finir qu'aujourd'hui. Je t'en voi quelque chose de mon gou que quoi-que les femme de Nante ou etes chez le tailleur et beaucoup se font fair d'apprais la tienne de ajustement samblable quelque bien que sa soit sa ne sera jamais digne de toi non ma chair petite femme mon cœur ne saise de me dire que le tien et lui ne sont pas fais pour se séparer il est bien dous démer comme je le fois et je ne connais point de plus grand martir que d'aitre au maim de te donner des preuve de ma tendresse. Je vandrez tous mes chevaux à l'exepsion de la noir que Jausef ma demandes comme se garson nous rand des service que je seres randu nous arrangeron sa. Je conte coucher avec toi de main au soir. Tu m'en verra Jausef a mon avanse j'ai tout plain de chose à te communiquer a tant moi a souper. Adieu ma cher petite femme je t'ambrasse de tout monceur.

» Ton mari qui temera jusque au dernier moment de sa vice.

» DE CHOUPPES, fils. »

Au-dessous de la signature est un cœur percé d'une flèche,

dessiné à peu près comme la lettre est écrite ; et observez que , dans cette lettre , les règles de l'orthographe sont oubliées au moins autant que les règles du langage.

Cette lettre était sans doute renfermée dans le paquet des ajustemens dont elle annonçait l'envoi , et voici la suscription : *A madame , madame la marquise de Salo , résidant dans le cœur du seul homme qui est dans le cas d'en sentir le prix , au château de la vraie amitié* *.

Voilà donc les moyens qu'il fallait employer pour captiver la dame de Salo ! Voilà l'homme auquel elle a sacrifié ses devoirs , ses sentimens les plus chers , son père , sa fille , sa patrie , sa renommée !

Que vous dirai-je , messieurs ? La dame de Salo est au fond de l'abîme ; plus d'espoir d'en sortir ; ses yeux sont fermés ; son cœur est endurci : elle est arrivée au point où les plus grands écarts ne paraissent plus qu'une ressource forcée , un remède nécessaire. Les menaces de son père , les réclamations de sa famille , le cri de toute sa province , l'assuraient assez qu'elle ne pourrait jamais , comme elle dit l'avoir promis , contracter mariage avec son scandaleux amant , suivant les lois de dieu , de l'église et de l'état. Elle résolut de se soustraire à toutes ces lois , et d'aller chercher dans une contrée lointaine , la liberté et l'impunité du désordre.

Lors de la lettre que je viens de lire , sa fuite était déjà décidée ; mais on ne voulait fuir qu'après l'année du deuil expirée : elle pensait sans doute qu'après ce terme , la loi ne veillait plus sur les veuves , et l'ingrate épouse osait calculer encore , dans l'espoir de conserver les bienfaits de l'époux dont elle foulait la cendre.

On se contenta de faire les préparatifs d'un long voyage. On fit partir en avant l'argenterie du château , celle de la

* La suscription était d'une autre main.

toilette, les bijoux, tous les effets précieux, et des ballots considérables de linge, d'habits et de meubles portatifs. La dame de Salo vendit les autres meubles, les bestiaux de la terre, les bois de futaye appartenans à sa fille : tout fut donné à vil prix pour avoir de l'argent : elle afferma la terre de Châteaubriant, à la charge par le fermier de payer deux années d'avance ; elle fit des emprunts considérables ; et, après avoir dévasté son domicile, comme un lieu qu'on abandonne pour toujours, elle partit le 10 mai 1779, c'est-à-dire six jours seulement après l'année de son deuil, avec le sieur de Chouppes, plusieurs domestiques, et sa fille âgée de dix-huit mois.

Où va-t-il ce malheureux enfant ? Il quitte les lieux de sa naissance, qu'il ne connaît pas encore ; il fuit les embrassemens de ses parens, qu'il ne connaîtra peut-être jamais. Et quelle sera sa destinée ? Echappera-t-il, dans la faiblesse de l'âge le plus tendre, aux fatigues d'un voyage long et rapide ? S'il résiste à ce danger, comment vivra-t-il auprès de sa mère, de sa mère dont toutes les affections sont égarées ? N'est-il pas le fruit d'un hymen méprisé, l'image d'un époux trahi, l'espérance d'une famille offensée ? N'est-il pas un témoin continuel de son crime, et le gage de son impunité ? Et si sa mère vient à mourir, à quelle main sera-t-il livré ? Seule sur une terre inconnue, sans appui, sans parens, flétrie, ignorée, confondue dans la foule indigente, l'unique héritière d'une noble famille, la fille d'un gentilhomme français sera donc forcée d'invoquer la miséricorde publique, et de devoir une vie obscure à la charité d'un peuple étranger ! Mère cruelle ! osez-vous invoquer la nature dans cette cause ?

Les voyageurs arrivèrent à Paris le 11 au soir : ils firent plus de cent lieues en moins de quarante-huit heures. Cette précipitation seule pouvait assassiner un enfant de dix-huit mois. Ils descendirent à l'hôtel de l'Empereur, rue de Gre-

nelle-Saint-Honoré. Ils s'annoncèrent et vécurent comme mari et femme, sous un nom supposé. Ce fait est établi par un certificat de l'hôtesse, que j'aurai l'honneur de vous lire.

Ils se réfugièrent à Offembourg, en Allemagne, dans le district de Fribourg. Là, tranquilles, et à l'abri de toutes recherches, ils s'occupèrent de leur mariage : ils se dirent échappés à la plus injuste persécution : ils se concilièrent des amis, des protecteurs ; avec les sommes considérables qu'ils avaient emportées, la chose n'était pas difficile : leur dépense était effrayante : ils avaient dix-sept chevaux dans leur écurie. Ce fait, et tous ceux qui suivent, sont établis par un rapport légal, dont copie certifiée sera mise sous les yeux de M. l'avocat-général.

Le prévôt d'Offembourg était un de ces amis. Il proposa au sieur de Chouppes le seul parti qui pût faciliter son mariage : Il ne s'agissait que d'abjurer sa patrie, trahir le serment fait à son roi, briser tous les liens qui l'attachaient à la France ; et pour un homme déjà proscrit par sa famille, échappé des prisons, et rebelle à la puissance royale, ce n'était pas une affaire. Le sieur de Chouppes ne balança pas ; il se fit recevoir *soldat de l'empire*, et son prétendu mariage avec la dame Salo, fut célébré le 11 août 1779, trois mois après leur départ, à Arlingen, dans le voisinage d'Offembourg.

Cependant le départ de la dame de Salo avait jeté l'effroi dans sa province et la consternation dans sa famille. Son père, ce vieillard infirme, accablé sous le poids des ans, ne pouvait pas entreprendre un long voyage pour se jeter aux pieds du Roi ; il écrivit, et le ministre qui dirige avec tant de sagesse les intérêts et la puissance du monarque, donna des ordres pour l'extradition de la dame de Salo et de sa fille. Le sieur de Chouppes ne parut pas mériter seulement le soin de le punir.

Un inspecteur de police, chargé de ces ordres, partit de Paris sur les traces des fugitifs. Il manqua les joindre à Stras-

bourg : il y saisit même plusieurs effets laissés avec les malles des domestiques, et entre autres la montre de la dame de Salo. Ayant appris qu'ils étaient partis pour Offembourg, il s'y rendit, et présenta une lettre réquisitoriale du ministère de France, au baron d'Ulm, chef de la régence de Fribourg.

Le baron d'Ulm le renvoya aux officiers du grand bailliage autrichien, résidant à Offembourg. Ceux-ci déclarèrent qu'ils avaient accordé leur protection au sieur de Chouppes et à la dame de Salo, et qu'à moins d'un ordre immédiat de la cour de Vienne, ils ne pouvaient pas consentir à l'extradition demandée.

Cet ordre arriva; mais les coupables furent prévenus, et ils se sauvèrent : on les poursuivit et on les arrêta à Sourvat en Suisse, lieu voisin de la petite ville de Bade. C'est à Bade qu'ils furent retenus jusqu'à l'arrivée des nouveaux ordres de la cour de France.

A cette occasion, M. le comte de Vergennes écrivait à M. l'abbé Tudert, le 21 octobre 1779 : « Ce n'est, monsieur, que par égard pour le roi, que les cantons co-régens de cette ville de Bade, ont consenti que madame de Salo fût arrêtée sur une réquisition qui ne leur était pas adressée; mais ils pressent beaucoup pour que son sort soit décidé, parce que leurs lois ne leur permettent pas de la retenir plus qu'il ne faut pour s'assurer des effets qui ne lui appartiennent pas. D'ailleurs, elle se dit mariée avec son ravisseur; elle est grosse, et la pitié du peuple de Bade pourrait bien favoriser son évasion, ce qui ferait perdre à la famille de son mari tout ce qu'elle lui a enlevé. »

L'original de cette lettre est produit.

Alors, presque tout était perdu. En les arrêtant, on ne leur avait trouvé que 3000 florins, et à peu près 100 marcs d'argenterie, faible reste des sommes considérables qu'ils avaient emportées.

Les lettres ministérielles arrivèrent enfin, et furent communiquées aux trois cantons co-régens de Bade, Berne, Zurich et Glaris. Ce dernier fut d'avis de déléguer entièrement à la volonté du roi. Celui de Berne ne voulut consentir qu'à l'extradition de l'enfant, attendu, dit-il dans son arrêté, que la mère est *mariée et enceinte*. Après quelques difficultés, le canton de Zurich fut du même avis, et en conséquence l'enfant fut délivré à l'inspecteur chargé des ordres, qui le ramena jusque dans les bras de son aïeul; avec tous les soins et toutes les précautions possibles.

C'est cet enfant pour lequel je vous demande justice, et qui n'a plus d'autre protecteur que vous.

Le sieur de Nesmy, son aïeul, pressa sur son sein sa petite-fille, désormais le seul espoir de sa vieillesse; et, au milieu de ses larmes, il fit serment de rassembler sur elle toutes les affections de son cœur et tous les droits d'une fille perdue.

Le 30 mars 1780, il convoqua la famille chez le juge royal, et dans une assemblée de seize gentilshommes, tous parens paternels et maternels, il fut décidé, d'une commune voix, qu'il n'était pas possible, dans la circonstance, de laisser plus long-temps la personne et les biens de la demoiselle de Salo sous la tutèle de la dame de Salo, sa mère, attendu l'impossibilité où son évasion du royaume, la dissipation subite de ses biens, son mariage fait à l'insu de ses père et mère, *et autres causes*, la mettaient de gérer ladite tutèle: en conséquence, il fut unanimement délibéré, qu'elle en devait être destituée, et le sieur Tinguy de Nesmy, aïeul maternel de la demoiselle de Salo, nommé tuteur.

Par la même délibération, les mêmes parens décidèrent, sur la demande du sieur de Nesmy, de nommer M^e Caillaud, avocat, conseil de la tutèle; et pour déterminer la première et la plus importante démarche du nouveau tuteur, ils furent tous d'avis que la mauvaise conduite notoire de la dame de

Salo (ce sont les termes de la délibération) ; que sa *mauvaise conduite notoire* la mettait dans le cas d'être privée de tous les avantages matrimoniaux qui lui avaient été faits par son défunt mari ; en conséquence, ils décidèrent que le sieur de Nesmy, en sa qualité de tuteur, formerait contre elle une demande pour la faire décheoir de ses avantages.

Jugement terrible, qui prépare et annonce le vôtre ! Cette délibération d'une famille entière, dans laquelle la dame de Salo ne trouve que des juges sévères, est d'un grand poids dans cette cause. Dira-t-elle ici, comme elle disait devant les premiers juges, que son bon père, son respectable père a été trompé par de noires calomnies, que des ennemis nombreux ont obsédé sa vieillesse, et fermé son cœur à tout sentiment filial ? Hélas ! elle n'ent d'autre ennemi que sa faiblesse. Ses plus proches, ses plus chers amis se sont tous élevés contre elle ; ils ont tous déclaré que sa *mauvaise conduite était notoire*. Le scandale était donc public ; les preuves s'étaient dispersées pour parvenir à seize gentils-hommes répandus dans toute la province ; elles étaient certaines, puisque tous ensemble, et chacun en particulier, attestent la publicité du désordre.

Je le répète, ce jugement porte un caractère de majesté qui entraîne, et qui serait seul une preuve suffisante. Il me semble voir, à Rome, ce tribunal domestique établi sur la conduite des femmes, pour le maintien de la république, et qui jugeait, non-seulement de la violation des lois, mais encore de la violation des mœurs. Mais, comme dit Montesquieu, pour juger de la violation des mœurs, il faut en avoir.

Ce même jour, les parens, par une autre délibération, attendu que la dame de Salo était encore mineure, et pour que les demandes décidées contre elle, fussent valablement formées et poursuivies, lui nommèrent pour curateur aux

causes, et *ad hoc*, la personne du sieur Germain de la Boucherie, l'un d'eux. Ces deux délibérations furent sur-le-champ homologuées par sentence du juge. Les sients de Nesmy et de la Boucherie acceptèrent et firent le serment accoutumé.

Vingt jours après, car ce bon vieillard, malgré sa juste colère, accordait encore à sa fille les délais d'un repentir vainement espéré, vingt jours après, le 18 avril, le sieur de Nesmy et la dame son épouse se présentèrent chez un notaire, et déclarèrent, dans un acte dont j'ai la copie, que, conformément à l'édit de 1556, à l'ordonnance de Blois, à la déclaration de 1639, et à l'édit de 1697, ils exhérédèrent, chacun à leur égard, la dame veuve de Salo, leur fille, pour s'être, sans aucun congé ni permission du roi, évadée du royaume, en la compagnie du sieur de Chouppes, et pour avoir, étant toujours en la puissance de son ravisseur, contracté mariage avec lui, sans le consentement de ses père et mère.

Un mois après, le 24 mai, le sieur de Nesmy forma, par requête au sénéchal de la Roche-sur-Yon, les demandes décidées par l'avis des parens assemblés.

Demande en reddition du compte de tutèle.

Demande en paiement d'une somme de 30,000 fr. pour la coupe réglée et la coupe anticipée des bois de haute-futaie.

Demande, enfin, à ce que la dame veuve de Salo, attendu la vie impudique qu'elle a menée pendant l'année de son deuil, et aussitôt après le décès de son mari, fût déclarée déchue de son donaire, droit de communauté, préciput, donation des meubles et effets en propriété, et de l'usufruit de la terre et marquisat de Châteaubriant, annexes et dépendances, et généralement de tous les avantages à elle faits par son mari, par son contrat de mariage : tous lesquels objets, dont la déchéance serait prononcée, seraient déclarés appartenir à la demoiselle sa fille, mineure.

Et encore à ce qu'elle fût condamnée à lui remettre tous les meubles et effets compris en l'inventaire fait après le décès du sieur de Salo, sinon les sommes auxquelles ils ont été prisés.

Sur cette demande, le sieur Gourdon, procureur, se constitua pour la dame de Salo; et ce qu'il faut bien observer, c'est que ce procureur ne fit aucune mention du sieur de la Boucherie, curateur nommé à la dame de Salo par ses parens assemblés, et qui lui avait donné pouvoir de se constituer pour lui.

Par une seconde requête du 19 novembre, le sieur de Nesmy demanda acte des aveux faits par sa fille, et que je viens de vous faire apercevoir dans l'ordre des faits, et, au surplus, il demanda subsidiairement qu'il lui fût permis de faire preuve par témoins, de la vie scandaleuse que sa fille avait menée pendant l'année de son deuil; et attendu que la preuve pouvait dé périr, que *les parties viendraient au premier jour*.

Ici la dame de Salo se porta aux derniers excès du délire. D'abord elle s'était bornée à demander son renvoi pur et simple de la demande formée par son père, aux offres qu'elle faisait de rendre compte de la gestion et administration des biens de sa fille pendant sa tutèle; mais, égarée de plus en plus, par les conseils de l'homme qui la tenait en servitude, elle s'est imaginée plaider contre un ennemi forcené. Elle a prétendu que la demande de son père n'était qu'une diffamation atroce autant qu'in vraisemblable, que son propre père était son calomniateur.

En conséquence, elle a demandé que les termes injurieux et calomnieux contre elle, répandus dans les écrits de son père, fussent rayés et biffés; que son père fût tenu de fournir acte de rétractation des injures et calomnies, et de la reconnaître pour *dame de bien et d'honneur*; que défenses lui

fussent faites de récidiver, et, pour l'avoir fait, qu'il fût condamné, *par forme de réparation civile*, en dix mille livres de dommages et intérêts qu'elle se réserve d'appliquer.

On sera forcé, messieurs, de vous lire quelques passages de cette requête, et vous verrez que rien n'est plus méprisable, si ce n'est peut-être le style dégoûtant dans lequel elle est conçue; en rapprochant ce style de celui de la lettre écrite par le sieur de Chouppes, et que j'ai eu l'honneur de vous lire, on peut deviner l'auteur.

Non, ce n'est pas le langage de la dame de Salo. Elle l'approuva sans doute; mais elle était encore fière de quelques ressources échappées du naufrage, ou peut-être n'osait-elle pas encore accoutumer sa pensée au besoin des secours paternels.

Mais lorsque les premières atteintes de la misère eurent amené l'accablement et le désespoir, elle changea bien de langage. Une année seulement après, le 25 décembre 1781, elle écrivait à son père : « Monsieur et cher père, grâce !
« pardon ! Si vous ne voulez pas me l'octroyer, acceptez du
« moins les vœux que je fais pour vous au commencement
« de cette année. Il n'est pas possible de décrire les troubles
« où mon ame se trouve : une tendre amitié, mêlée d'un
« profond respect pour l'auteur de mes jours, l'ont mise
« dans une situation qu'on ne peut concevoir, à moins qu'on
« ne la ressente. Je suis votre fille, votre sang, un second
« vous-même. Si je n'ai plus mérité ce titre, il n'est rien que
« je ne fasse pour le recouvrer. O mon cher père ! je ne
« puis en dire davantage. »

Et ce qu'il fallait faire, elle ne le faisait pas; elle restait inflexible et inébranlable dans son désordre; elle ne demandait pas même le moyen d'en sortir.

Cette cause, par sa nature, devait obtenir la plus prompte décision. L'intérêt général était joint à l'intérêt particulier.

Les mœurs violées, les lois offensées demandaient vengeance ; le scandale public réclamait un exemple. La preuve, si tant est que la preuve fût nécessaire, pouvait dépérir. Les biens abandonnés languissaient sans administrateurs, et chaque jour ajoutait une perte aux dommages causés à la mineure par la spoliation maternelle ; tout devait porter le premier juge à ne pas exagérer les délais.

Mais le sénéchal de la Roche-sur-Yon favorisait la dame de Salo : on ne sait pourquoi. Le motif le moins suspect serait une pitié injuste et mal entendue. Pénétré de l'impossibilité de la soustraire à la condamnation méritée par un égarement si public, il voulut au moins la retarder, et il se prêta avec la plus grande facilité à tous les moyens que la dame de Salo put employer pour éloigner un jugement que ses remords avaient déjà prononcé.

(Ici, détail, aujourd'hui inutile, des procédures évasives, tentées par la dame de Salo, et admises par le premier juge.

Plainte rendue par la dame de Salo en diffamation contre M^r Caillaud, conseil de la tutèle, admise par le premier juge.

Trois jugemens interlocutoires pour ordonner la communication des pièces déjà communiquées.

Sentence qui autorise une assemblée d'amis à défaut de parens, et composée du curé et de six paysans pour nommer un curateur à la dame de Salo qui avait un curateur nommé par l'assemblée des gentilshommes qui composaient sa famille).

Alors le sieur de Nesmy interjeta appel en la cour. Un arrêt du 3 mars 1782, en le recevant appelant, a évoqué toutes les demandes pendantes devant le premier juge, et c'est ainsi que vous êtes saisis de cette cause, et que nous sommes réduits à la seule question de savoir, si la dame de Salo a mérité la déchéance de ses avantages matrimoniaux.

Tandis que le sieur de Nesmy demandait en vain justice au

sénéchal, il l'obtenait de vous, messieurs, bien prompte et bien nécessaire. Vous n'avez pas oublié ce mariage infamant, contraire à toutes les lois du royaume, contracté par elle avec son ravisseur en pays étranger, hors de son église, et sans l'aveu de ses père et mère. Ce prétendu mariage ne pouvait pas subsister. Le sieur de Nesmy et son épouse en avaient interjeté *appel comme d'abus*. Elle n'a pas osé se présenter, mais elle a été défendue par son curateur; et, par votre arrêt du 6 avril 1781, conforme aux conclusions de M. le procureur-général, vous avez déclaré le mariage nul et abusif, avec défenses aux parties *de se hanter*, sous telles peines qu'il appartiendra. Vous avez enjoint à la dame de Salo de se retirer dans le couvent qui lui serait indiqué par le supérieur ecclésiastique.

Sur cet arrêt, M. l'évêque de Luçon a nommé, par ordonnance du 31 janvier 1782, le couvent des dames Urselines de Luçon, avec défenses de la laisser sortir sans sa permission expresse et par écrit.

Cette ordonnance a été signifiée avec votre arrêt à la dame de Salo au mois de février 1783. Elle a refusé d'obéir, et, depuis six ans, elle vit en Suisse avec son ravisseur dans un concubinage public.

Rebelle à votre autorité et à toutes les lois de son pays, comment ose-t-elle se présenter devant vous, et que pourrat-elle dire? Croit-elle voir, des montagnes de la Suisse, sa patrie replongée dans le chaos, nos temples détruits, nos lois confondues, nos magistrats enchaînés, la licence sur le trône, et le crime dormant en paix sur les échafauds renversés?

Vous venez, messieurs, de lui apprendre le contraire. Nous avons formé, au nom de sa fille mineure, des oppositions sur les revenus de la terre de Châteaubriant; elle en demandait la main-levée: quel était notre titre? la demande sur laquelle nous plaïdons, et les faits que je viens de raconter.

Nous n'en avions pas d'autres ; et , par votre [arrêt du mois dernier , au rapport de M. l'abbé Sabathier , vous l'avez déboutée de sa demande en main-levée , et condamnée aux dépens. Vous avez jugé qu'une femme criminelle , transfuge de sa patrie , et révoltée contre les lois , n'avait plus le droit de les invoquer. Vous avez jugé que le concubinage public qui la retient depuis six ans sur une terre étrangère , était seul capable de lui faire perdre tous ses droits de française , d'épouse et de mère.

SECONDE AUDIENCE.

Messieurs ,

Je vous ai présenté , dans cette cause , un spectacle bien triste. J'ai vu des marques apparentes d'indignation ; et malgré le soin que j'avais de vous préparer à des faits scandaleux , je n'ai pu me dissimuler que les détails dont la nécessité des preuves a souillé votre audience , passaient encore votre attente , et blessaient vos esprits prévenus.

Si le seul récit des faiblesses de la dame de Salo vous a fait une telle impression , daignez sentir l'effet que la présence même du désordre a dû faire sur tous les yeux qui en étaient témoins. Quel éclat dans une province où elle occupait le premier rang ! quelle consternation dans une famille honorable ! quel désespoir dans le cœur d'un père ! lorsqu'une veuve de qualité , veuve après un an de mariage , d'un époux qui l'avait comblée d'honneur et de biens , a signalé les premiers jours de son veuvage par le mépris public des plus légères bienséances ; lorsqu'elle a rappelé à elle un valet que

son mari avait chassé deux fois, et qu'il avait chassé à cause d'elle, à cause des bruits injurieux dont il était l'objet.

Lorsque, obligée de le congédier encore, elle l'a fait rentrer pendant la nuit dans son château, le cachant à tous les yeux, et le nourrissant de ses propres mains dans une chambre secrète, dont elle ne confiait la clef qu'à la femme-de-chambre, complice ou témoin de sa honte.

Je ne rappelle que des faits avoués ou prouvés.

Lorsqu'on a vu ce valet, après plusieurs semaines de mystère, se montrer tout à coup, s'installer à côté de sa maîtresse en qualité de son intendant, rassembler sur lui tous ses égards, toutes ses complaisances, manger avec elle, la suivre à la chasse, à la promenade dans le même carrosse, recevoir de sa main les habits de son époux, son linge, ses dentelles, ses bijoux, ses montres, et s'en parer aux yeux de tous les voisins indignés.

Lorsqu'on a vu la marquise de Salo, passer rapidement d'un objet à l'autre, et quitter l'amant le plus vil pour un amant non moins méprisable, et peut-être plus dangereux.

Lorsqu'on l'a vue prodiguer au sieur de Chouppes, jeune homme dont la conduite déréglée avait déjà mérité une réprimande publique, rebelle à l'autorité royale, échappé des prisons du Mont-Saint-Michel, tous les sentimens qu'elle prodiguait la veille à son laquais, homme d'affaires.

Lorsqu'on l'a vue, sourde aux murmures de ses amis, aux avis de ses parens, aux menaces de son père, introduire ce second amant, comme le premier, pendant la nuit, à l'insu des domestiques, dans sa chambre, y rester, y manger seule avec lui, et enfin lui permettre cette excessive familiarité si délicatement exprimée dans la lettre que j'ai eu l'honneur de vous lire, et par laquelle le sieur de Chouppes lui donnait, pour le lendemain, le rendez-vous nocturne le plus libre et le plus criminel.

Lorsqu'on l'a vue, séparée par force de son complice, conduite au château de son père, seindre le repentir pour recouvrer sa liberté, et abuser de sa liberté pour dépouiller à la hâte la maison de sa fille, emporter l'argenterie et les effets précieux, vendre à vil prix les meubles, les bestiaux, les bois, rançonner ses fermiers, faire des emprunts considérables, et, chargée de ce butin, fuir sous une domination étrangère pour y contracter, avec son ravisseur, un mariage aussi contraire aux lois de sa patrie, qu'à la volonté de son père; un mariage que vous avez déclaré nul et abusif par un arrêt irrévocable, et persister depuis six ans dans un concubinage public, au mépris des défenses portées par votre arrêt.

Il n'est pas possible de rassembler dans une cause de cette espèce des fautes plus dignes du châtement prononcé par la loi; et cependant la dame de Salo n'a-t-elle pas trouvé un défenseur, et ne se dispose-t-elle pas plutôt à accuser son père, qu'à se justifier?

Je sais qu'elle vous dira qu'un père, accusateur de sa fille, est un spectacle plus triste que ses égaremens; qu'on ne peut voir, sans être touché, un père livrer sa propre fille à la sévérité des lois et au mépris de la société; qu'il ne faut pas admettre une action si contraire à la nature plus puissante encore que la loi. Quelques voix, en petit nombre à la vérité, ont répété autour de moi cet étrange système.

En l'écoutant, je n'ai éprouvé qu'une profonde douleur.

Peut-on, sans s'affliger, considérer quel intervalle immense nous sépare de ceux qui nous ont transmis nos lois, de ceux mêmes dont nous avons reçu nos usages et nos mœurs? Par quelle pente insensible nous avons glissé, de la rudesse à la franchise, de la franchise à la liberté, de la liberté à la licence? Par quels degrés d'affaiblissement, nous avons substitué à cette énergie de l'âme, à cette force de la véritable vertu, dont notre histoire nous fournit tant d'exemples, une

sensibilité factice qui s'effraye du moindre effort, et qui cède à la plus légère atteinte; non pas, cette sensibilité douce, inséparable de l'humanité, qui plaint le criminel en punissant le crime; mais cette flexibilité de caractère, cette mollesse de cœur, cette délicatesse d'organes qui nous fait pardonner si facilement les fautes dont nous nous connaissons capables, qui nous fait acheter par notre indulgence l'indulgence des autres, et que nous nommons sensibilité pour légitimer notre faiblesse et l'ennoblir même, s'il était possible?

Je ne regrette pas la sévérité romaine, et le droit de vie et de mort que les lois donnaient aux pères sur leurs enfans. Je sais que la forme de notre gouvernement, nos coutumes, nos usages, la nécessité d'une liberté individuelle dans un royaume libre, ont dû nécessairement relâcher les chaînes domestiques, et affaiblir le pouvoir d'un seul sur plusieurs.

Mais je voudrais qu'on fût persuadé que tous les extrêmes sont dangereux; que si nos lois ont changé nos mœurs, il faut craindre que nos mœurs, à leur tour, ne changent nos lois; que ces deux maîtresses de toutes les nations du monde ont une influence réciproque; qu'elles s'affermissent, qu'elles se soutiennent, qu'elles se détruisent mutuellement; que les lois les plus soumises à cette influence des mœurs, sont celles que la nature a gravées dans nos cœurs pour combattre ou diriger nos affections. L'empreinte s'efface à mesure que les cœurs se flétrissent. Les lois deviennent esclaves des affections qu'elles ne peuvent plus contraindre; la dernière trace disparaîtra, lorsque, de faiblesse en faiblesse, nous aurons franchi tous les intervalles, et que nous serons enfin parvenus à croire que la nature varie ses préceptes suivant les temps, suivant les lieux; qu'elle s'accommode aux mœurs, aux usages, aux inclinations, jusqu'au point de défendre ici ce qu'elle ordonnait sur les bords du Tibre, et que la vertu des

Romains, en un mot, n'est plus, relativement à nous, qu'une barbarie.

Dans les derniers temps de la république, au moment où la discorde introduisait la dépravation, *Aulus Fulvius* déserte Rome pour suivre Catilina : son père le rappelle; ce citoyen, rebelle à sa patrie, est encore fils respectueux; il obéit et vient subir le jugement de mort prononcé par son père.

Nos aïeux admiraient cet exemple d'une vertu sublime. Nos petits fils le trouveront barbare. Vous voyez, messieurs, que nous commençons à nous étonner qu'un père exerce le droit que la loi lui donne, de venger son honneur trahi, son autorité méprisée. Nous finirons par lui refuser ce droit; de l'impossibilité de punir les enfans, naîtra le mépris des pères, l'insubordination, la révolte. Et au milieu de cette anarchie universelle, quelle ressource pourra-t-il rester à la loi, lorsque la sévérité du châtiment sera devenue l'excuse de l'impunité?

C'était pour affermir ce devoir de toutes les nations, ce lien de toutes les sociétés, le respect des enfans envers leurs pères, que d'Aguesseau déployait ici toute la force de son éloquence; c'est lui qui vous disait, messieurs, « que les familles seraient plus heureuses, les fortunes plus assurées, les mariages plus exempts des sacrilèges qui les déshonorent, si les jurisconsultes de ces derniers temps avaient été aussi sévères dans leurs maximes, aussi jaloux de la juste autorité des pères que les jurisconsultes romains. »

Je pense avec plaisir que tous ceux qui m'environnent, amis de l'ordre et des lois qui le maintiennent, désirent qu'un grand exemple s'élève au milieu du relâchement universel; et je me trouve heureux d'être en ce moment l'organe des vœux publics.

Prouvons donc que la sagesse des mœurs, l'honnêteté publique, le respect filial ne sont pas des mots inutiles; que ces

vertus marchent encore à côté des lois ; qu'un père a le droit d'appeler toutes les vengeances de la justice sur une fille aveuglée qui a comblé son déshonneur par l'oubli de tous ses devoirs d'épouse, de fille et de mère ; que dans ce cas, bien loin d'accuser le père, il faut le plaindre ; que le courroux paternel suppose toujours la gravité de l'offense, et qu'il est enfin impossible de pardonner, lorsqu'un père ne pardonne pas.

Le sieur de Nesmy, père de la marquise de Salo, a formé contre elle trois demandes comme tuteur de sa petite-fille. Il a demandé que la marquise de Salo fût condamnée à rendre compte de la tutelle de sa fille, administrée depuis la mort de son mari jusqu'au jour de sa destitution.

Il a demandé qu'elle fût condamnée à restituer tous les objets enlevés, et à réparer tous les dommages causés dans la terre de Châteaubriant.

Il a demandé enfin qu'elle fût déclarée déchue de tous les avantages à elle faits par son contrat de mariage.

Les deux premières demandes ne doivent pas nous occuper. La marquise de Salo a offert devant les premiers juges, par sa requête du 31 juillet 1780, de rendre le compte de sa tutelle, et de payer en outre tous les dégâts et dommages qui pourraient avoir été faits sur ses biens.

Toute notre attention va donc s'appliquer à la troisième demande, celle en destitution de tous les avantages matrimoniaux, pour cause d'inconduite pendant l'année de deuil.

Sur une question semblable, un savant magistrat disait au commencement du dernier siècle : « Il nous est bien malaisé d'apprendre quelque chose de nouveau sur le sujet qui se présente, après tant de doctes personnages qui, en pareilles matières, outre les docteurs qui ont écrit sur le droit canon et civil, se sont amplement étendus, comme Tiraqueau, le président Brisson, Mainard et tant d'autres. Que ferons-nous

donc ? Faudra-t-il se taire dans une cause à laquelle le roi, le public et la pudeur ont tant d'intérêt ? »

Et moi, si la matière était alors épuisée, que dirai-je donc de nouveau deux cents ans après ; environné de toutes les lumières qui, pendant ces deux siècles, ont éclairé la jurisprudence ? Je dois me borner à vous rappeler des choses connues, la loi, l'opinion des auteurs, votre jurisprudence. Mais cette obligation même est un avantage pour la cause. L'impossibilité d'inventer ou d'innover annonce la notoriété des principes que je vais établir.

Je parlais tout à l'heure de l'influence des mœurs sur les lois. Les Romains me fournissent encore la preuve de cette vérité. Leurs mœurs étaient austères, leurs lois sur le maintien des mœurs étaient rigides ; nous les avons adoptées cependant avec les modifications exigées par notre constitution, notre climat, notre caractère, et nos passions peut-être.

Les Romains confondaient dans le même châtement les veuves qui se remariaient dans l'année du deuil, et les veuves qui, sans se remarier, prostituaient ce temps de douleur et de réserve par une conduite dissolue.

Les unes et les autres étaient déclarées infâmes : *Jure quidem novissimo fit infamis* ¹.

Les unes et les autres étaient privées de tous les avantages nuptiaux qu'elles pouvaient tenir de la libéralité de leur époux : *Atque omnia quæ de prioris mariti bonis, vel jure sponsalium, vel judicio defuncti conjugis, consecuta fuerat, amittat*.

D'autres peines étaient encore prononcées ; mais elles sont étrangères à la cause.

Nous n'avons pas confondu la veuve qui se remarie, avec la veuve impudique qui déshonore la première année de son

¹ Nouvelle, 22, loi première, an Cod. *De secundis nuptiis*.

vennage. Cette distinction est justifiée par des motifs de religion, de justice et de politique.

Le mariage ordonné, ou du moins autorisé par l'église, ne devait pas être une source d'infamie; une femme qui, en formant de nouveaux nœuds, ne fait que céder au conseil de l'apôtre, ne devait pas trouver la honte dans son obéissance. Le mariage élevé parmi nous à la dignité de sacrement, porte un caractère si majestueux, si honorable, que l'honneur du second devait en quelque sorte réparer l'injure faite au premier.

Le motif de justice est également certain. La veuve qui se remarie ne se dérobe à la chaîne que la mort vient de briser, que pour s'imposer une nouvelle chaîne; elle peut, en livrant toutes ses affections à son nouvel époux, se complaire encore dans le souvenir du premier, honorer sa mémoire et chérir ses vertus. Mais la veuve qui, sans se couvrir d'un voile honnête, prostitue ses jours de deuil par une conduite scandaleuse, se montre tout à la fois insensible, ingrate et parjure, elle viole toutes les lois pour insulter aux cendres de son époux, pour le railler de ses bienfaits, pour profaner son nom, pour manifester à tous le peu d'estime et d'amour qu'elle portait pendant sa vie, à celui qu'elle déshonore après sa mort.

Le motif politique n'est pas moins raisonnable. Une veuve peut avoir tant de raisons légitimes d'un second mariage! L'honnêteté publique peut quelquefois exiger dans une circonstance ce qu'elle défendrait dans une autre. Quelquefois même, comme dit un auteur estimable, le second mariage est un sacrifice fait aux enfans du premier lit, et alors c'est honorer la mémoire de leur père, bien loin de lui faire injure.

Toutes ces raisons devaient mettre une grande différence entre la veuve remariée et la veuve prostituée.

Aussi, parmi nous, la peine de l'infamie n'est-elle jamais appliquée aux veuves qui se remariaient pendant l'année du deuil.

La peine pécuniaire, la déchéance des avantages matrimoniaux est abandonnée aux circonstances. Vous donnez, monsieur, des exemples d'indulgence, toutes les fois que la précipitation du second mariage n'expose pas à la confusion du sang, à des doutes dangereux sur la naissance des enfans ; lorsque le second mariage est honnête, exigé par quelque motif important ; lorsqu'on n'aperçoit pas dans la conduite de la femme plus d'aveuglement que de raison, plus d'effervescence que de sagesse.

Ces exemples étaient déjà nombreux dans le seizième siècle, puisqu'ils persuadèrent à Dumoulin que la veuve qui se remariait pendant l'année du deuil ne perdait pas les avantages faits par son premier mari ; que les peines des secondes noces étaient abolies parmi nous : *Mulier nubens infra annum, seu infra tempus luctus, non perdit sibi donata, vel simpliciter relictæ, quia pœnce festinationis matrimonii sunt sublatae.*

Les auteurs qui ont écrit après Dumoulin lui reprochent cette erreur, et le reproche est sévère. Ils pouvaient observer seulement que Dumoulin avait posé comme règle générale ce qui n'était qu'une exception à la règle. Il est bien vrai que les peines des secondes noces ne sont point abolies ; qu'elles peuvent être, et qu'elles ont été prononcées dans plusieurs circonstances ; qu'il existe même un arrêt de règlement contre les veuves qui se remariaient dans l'année du deuil ; mais il est aussi vrai que ces peines ne sont appliquées qu'à celles qui, par une impatience déraisonnable et une précipitation inutile, donnent lieu à des soupçons et à des reproches graves, et qui abusent, pour ainsi dire, de la confiance de la loi.

Quelques parlemens de droit écrit ont seuls conservé à cet égard la sévérité des lois romaines.

Mais il n'est pas question dans cette cause d'une veuve remariée dans l'année du deuil ; il est question d'une veuve qui, aussitôt après la mort de son mari, s'est plongée dans une débauche honteuse, qui a marqué chaque jour de son deuil par un dérèglement nouveau ; qui a couronné tant de scandale par une fuite hors du royaume, avec un homme rejeté de sa propre famille ; qui enfin, depuis six ans, persiste dans un concubinage public, au mépris des lois de sa patrie et des défenses portées par votre arrêt.

A cet égard, si l'avantage politique, la sainteté du mariage et l'esprit des lois canoniques ont modéré quelquefois, et même suspendu parmi nous, les peines sévères prononcées contre les secondes noces ; la même indulgence n'a jamais favorisé les veuves impudiques qui prostituent pendant la première année de veuvage, et la mémoire d'un époux qui les a comblées de biens, et la sainteté des nœuds que la mort vient de briser.

Malgré la dépravation qui nous environne, malgré le relâchement universel que les modernes opinions ont introduit dans notre morale et dans tous les rapports de notre existence, malgré cette voix intérieure qui se fait si facilement entendre, et qui nous peint sans cesse le plus facile devoir comme un esclavage aussi bizarre qu'importun, les fastes de votre jurisprudence ne nous présentent pas d'exemples de la licence impunie pendant la première année du veuvage.

Ici Dumoulin ne s'est pas trompé ; il en a fait une maxime d'une observation rigide, et qu'il a établie en termes expressifs : *Tamen, si infra annum luctûs commiserit stuprum, perdit dicta donata, et hoc manet in viridi observantiâ, et non corrigitur.*

Cette maxime a retenti dans tout le royaume ; tous les auteurs l'ont confirmée par un cri général. Chopin, Ferrière, Lemaître, Despeisses, Duplessis, Lebrun, Renusson, Po-

thier, Henris, tous ont consacré avec plus ou moins de rigueur, suivant le motif ou l'habitude qui les inspirait, la nécessité de punir par la privation des biens de son mari, une veuve déréglée qui, pendant la première année de son veuvage, ne respecte ni la mémoire de son époux, ni les devoirs de son état.

Henris surtout s'exprime avec une grande énergie. En écrivant sur les bonnes mœurs, cet auteur se livre toujours à une chaleur de sentiment, à une espèce d'exaltation de l'ame qui donne une grande idée de la pureté de ses principes.

« Lorsqu'il est besoin, dit-il, liv. 4, chap. vi, quest. 66. Lorsqu'il est besoin d'établir l'honnêteté publique, et d'affermir les bonnes mœurs, on ne saurait trop se roidir, et c'est en ce cas que l'indulgence est plutôt criminelle que la rigueur. C'est au sujet de l'incontinence des femmes que nous disons cela, et nous croyons qu'il sera pris en bonne part de ceux qui aiment la vertu. Qu'une femme convole en secondes noces, et que, non contentée d'avoir épousé deux ou trois maris, elle aille encore plus avant, cela peut être tolérable. Il se faut donner à la faiblesse du sexe, et à la nécessité de chercher ailleurs un appui qu'elle ne peut avoir de la nature. Mais qu'une veuve ne se contente pas d'ensevelir dans le cercueil de son mari, aussi bien la mémoire d'icelui que le corps; mais que du même sépulcre qui l'enferme, elle en fasse encore le tombeau de son honneur; qu'elle se prostitue aussitôt au premier qui se présente, et qu'au lieu de recourir au port du mariage, elle fasse un naufrage signalé, c'est ce qu'on ne doit pas souffrir, comme on ne peut l'excuser. »

Cette vivacité d'expressions n'annonçait pas le désir de modérer des peines prononcées par la loi contre les veuves impudiques. Aussi Henris ne paraît les examiner que pour les trouver trop légères. Il va jusqu'à soutenir qu'une veuve qui aspire à être traitée après la mort de son mari, comme

elle était traitée pendant sa vie , qui veut conserver les mêmes honneurs, les mêmes avantages, doit être assujettie aux mêmes devoirs, aux mêmes égards, aux mêmes respects, et soumise aux mêmes peines. Il va jusqu'à penser que la veuve impudique, pendant l'année du deuil, devrait être privée, non-seulement de son douaire et de ses autres conventions matrimoniales, mais même de sa dot : il prête à son sentiment des raisons solides. Henris était religieux et sévère dans ses mœurs : il exagérait cependant. La dot est le bien de la femme : ce serait une espèce de confiscation, et cette confiscation n'est pas prononcée par la loi : *pœnis legum contenti esse debemus*. Cette rigueur ne serait même pas justifiée par une exacte justice ; mais il est rigoureusement juste qu'elle soit privée des biens de l'époux qu'elle outrage.

Ce serait une erreur en morale, une injure faite aux bonnes mœurs, de penser que les peines de l'impudicité disparaissent avec l'année de deuil ; que ce terme expiré, la veuve peut s'abandonner impunément à ses inclinations vicieuses. Je dirai ici avec Renusson, qu'une veuve doit toujours se comporter chastement et honnêtement pendant la viduité ; que toutes les fois qu'elle s'abandonne à une vie scandaleuse et déréglée, elle doit être privée de son douaire ; qu'en cela il n'y a point de temps limité ; qu'elle déshonore toujours la mémoire de son mari, et se rend indigne de ses bienfaits.

On peut ajouter à ces réflexions, que la conduite d'une femme, réservée pendant l'année de son deuil, et, après ce terme, livrée à tous les écarts de dérèglements, est peut-être plus révoltante encore : elle ajoute l'hypocrisie à la prostitution ; elle prouve que sa sagesse était involontaire, non pas inspirée par le souvenir d'un époux chéri, mais forcée par l'espoir de conserver ses biens. De deux passions flétrissantes, la plus forte avait enchaîné l'autre : la cupidité l'avait emporté sur l'incontinence.

Il faut donc conclure, qu'en quelque temps que la veuve déshonore son veuvage, elle doit encourir la privation de son douaire et de ses conventions matrimoniales. Plusieurs coutumes en contiennent la disposition expresse. Celle de Clermont, titre 13, décide que « la douairière, pendant sa viduité, ayant abusé de son corps, perd son douaire, qui de ce seul fait est réuni à la propriété. » Cette coutume ne distingue pas le temps du désordre, et ne circonscrit pas la peine dans l'année du deuil seulement.

C'est aussi la disposition des coutumes de Gorze, titre 6, art. 25, et de Saint-Mihiel, titre 7, art. 9.

Il faut convenir, à la vérité, comme l'observe très-bien Raviot sur Perrier, quest. 122, nombre 7 ; que dans ce cas, dans le cas d'inconduite, après l'année du deuil, il faut que les fautes soient graves, et que le dérèglement soit public ; qu'un héritier collatéral n'aurait pas le droit de reprocher à la veuve une fragilité passagère, surtout si elle était cachée, surtout si le déshonneur pouvait se réparer.

Un arrêt du parlement de Toulouse, du 21 février 1666, a privé de son augment et de la succession de ses enfans une veuve accusée de dérèglement après l'année du deuil, par la seule raison qu'elle s'était livrée au désordre dans la maison même de son mari. Cette circonstance était révoltante.

Il n'existe donc qu'une différence entre la veuve déshonorée pendant l'année du deuil, et celle qui, pour se déshonorer, attend l'expiration du terme.

L'année du deuil expirée, il faut des faits graves et publics. Les fautes légères et cachées ne seraient pas punies.

Pendant l'année du deuil, au contraire, il ne faut pas précisément une débauche consommée ; il suffit d'une conduite scandaleuse, contraire au respect que la veuve se doit à elle-même, et qu'elle doit à la mémoire de son époux. Il suffit, enfin, de ces démarches équivoques que suivent toujours, des

soupons bien fondés. Ces soupçons peuvent naître d'une infinité de circonstances : si la veuve se produit sans réserve dans les bals et autres lieux indécens pour son état ; si elle souffre chez elle une assiduité de personnes dangereuses ; s'il y a des rendez-vous, des lettres amoureuses ; en un mot, tous les indices qui peuvent s'appliquer à une femme soupçonnée d'adultère, peuvent s'appliquer à la veuve soupçonnée de déshonorer la mémoire de son mari ; et ces soupçons, lorsqu'ils sont autorisés par des faits connus, doivent suffire pour exciter contre elle la sévérité des lois.

Je ne sais pas, messieurs, pourquoi je vous parle de la veuve seulement soupçonnée. Malheureusement, dans cette cause, nous ne sommes pas réduits à de simples soupçons. Depuis l'instant de la mort de son mari, jusqu'à ce jour, toute la conduite de la dame de Salo a été un scandale public. Mais la vérité des principes m'a entraîné.

Les voilà, tels qu'ils nous sont transmis par nos jurisconsultes, tels qu'ils sont consacrés par une jurisprudence inviolable.

En effet, dans la longue révolution des siècles, depuis que le dépôt des lois est dans vos mains, je ne pense pas, comme je le disais tout à l'heure, qu'on puisse, au milieu des exemples innombrables de châtimement, me citer un seul exemple d'indulgence ou de pardon.

Un seul ! je me trompe. Il existe deux arrêts ¹, l'un du 7 janvier 1648, et l'autre du 16 mars 1680, par lesquels vous avez refusé à des héritiers collatéraux l'admission à la preuve du dérèglement de la veuve pendant l'année du deuil. Mais, dans l'une et dans l'autre circonstance, la veuve avait réparé, par un second mariage, aussi légitime, aussi honnête que le premier, la faiblesse qu'on lui reprochait ; et encore, dans

¹ Répertoire (ancien) de jurisprudence, au mot *deuil*.

l'espèce jugée en 1648, M. l'avocat-général Bignon avait-il conclu à ce qu'il fût déclaré que la cour jugeait ainsi, sans tirer à conséquence; et l'arrêt a adopté ces conclusions : de sorte que ces décisions, dictées par des circonstances particulières, confirment mes principes, bien loin de les affaiblir.

A côté de ces deux arrêts, que l'on pourrait tout au plus opposer à des héritiers collatéraux, et dans le cas où le déshonneur de la veuve aurait été réparé par un mariage honnête et régulier, s'avance une foule d'arrêts de ce tribunal auguste, et de tous les tribunaux du royaume, qui, dans tous les temps et dans tous les cas, ont privé de son douaire et de ses avantages nuptiaux, sur la réclamation des héritiers collatéraux, des héritiers directs et de ses propres enfans, la veuve qui, pendant l'année de son deuil, avait exposé ou sacrifié son honneur et celui de son époux.

Le premier est du 11 avril 1571, rapporté par Anne Robert, liv. 1, chap. 13 : « *Senatus primo arresto hæredes ad probationem stupri quod ipso luctus anno commissum arguebatur, admisit : deinde factâ stupri probatione, aliud subsecutum est arrestum, quo senatus viduam à petitione doarii rejecit, hæredesque ab illâ doarii præstatione absolvit.* »

Un autre arrêt de 1594, rapporté par Bérault, sur la coutume de Normandie, a privé de son douaire et de ses avantages nuptiaux, une veuve qui s'était remariée sept mois après la mort de son mari, par la seule raison qu'elle était accouchée six semaines après son second mariage : ce qui plaçait la débauche au milieu du deuil.

Un autre arrêt du 9 août 1630, rapporté par Basset, a privé une veuve impudique d'une pension de deux cents livres, portée en son contrat de mariage, et le reproche d'impudicité, et l'action en nullité de la rente étaient exercés par le débiteur, qui n'était pas même parent de l'époux offensé,

Un autre arrêt prononcé à la cour des aides, après une plaidoirie solennelle, le 5 décembre 1531, et rapporté au Journal des audiences, a privé du droit d'exemption de la taille, dont jouissait son défunt mari, une veuve qui avait mené une vie scandaleuse pendant l'année du deuil. Et l'action n'était intentée que par le chef des taillables.

Un autre arrêt du 22 février 1666, rapporté par Basnage, a déclaré déchue de son douaire, une veuve qui alléguait cependant qu'elle avait été trompée sous promesse de mariage, et qu'elle avait obtenu dispense de Rome, pour épouser celui qui l'avait déshonorée.

Un autre arrêt du 3 février 1674, rapporté au Journal des audiences, a admis le fils même de la veuve coupable, à la preuve des faits de débauche pendant l'année du deuil.

Mais je m'aperçois que j'abuse de vos momens. J'ai dix arrêts semblables, et je me borne à vous rappeler celui du 23 mai 1704, rapporté par Augeard, et rendu sur les conclusions de M. l'avocat-général Lenain.

C'est le plus récent. Toutes ses circonstances nous rappellent notre espèce : il mérite quelques détails.

Mathurin Quéheri, marchand de toile à Laval, meurt le 10 avril 1686. Il laisse Mathurin et François Quéheri, ses enfans, en très-bas âge. Françoise Sulmon, sa veuve, accepte la tutèle de ses enfans; mais, au lieu de prendre soin de leur éducation, elle se livre à un commerce criminel avec un cousin germain de son défunt mari, et devient enceinte.

Le bruit de sa grossesse s'étant répandu dans la ville de Laval, Mathurin Quéheri, son beau-père, présente requête aux juges pour la faire destituer de la tutèle de ses enfans, et pour la faire déclarer déchue de son douaire et de ses avantages nuptiaux.

Sur cette demande, les parens s'assemblent pour donner

leur avis. Sentence intervient, qui ôte à la veuve la tutèle de ses enfans, nomme pour leur tuteur l'aïeul paternel, et ordonne, suivant l'avis de parens, que le tuteur poursuivra contre la veuve sa demande en déchéance de ses avantages matrimoniaux. Seconde sentence, qui permet au tuteur de faire preuve de la débauche pendant l'année du deuil. La veuve effrayée quitte Laval, et se retire dans une petite ville, où l'on prétend qu'elle est accouchée.

Le tuteur continue ses poursuites. La veuve transige, et s'engage, par la transaction, à ne jamais demander ni son douaire, ni son deuil, et se remarie en 1691.

Le tuteur meurt en 1699. Alors la veuve remariée forme contre ses enfans plusieurs demandes sur les effets de son contrat de mariage. On crée un curateur aux enfans encore mineurs. Ils opposent à leur mère sa débauche pendant l'année du deuil. La mère les soutient non recevables. Sentence du juge de Laval, qui admet les enfans à la preuve des faits articulés. Appel en la cour. M. l'avocat général disait « que l'action contre la veuve impudique était donnée par la loi à tous les héritiers du mari sans exception; que ses enfans étaient ses plus proches héritiers; que refuser cette action aux enfans de la veuve, serait tomber dans une contradiction absurde; que ce serait autoriser une veuve qui a des enfans à s'abandonner sans crainte, et à déshonorer impuëment la mémoire de son mari; puisque personne ne pourrait se lever pour la punir; au lieu que la veuve qui n'a point d'enfans serait au contraire obligée à plus de retenue, de peur de perdre son douaire et ses autres avantages. »

Sur ces raisons, arrêt du 23 mai 1704, qui a confirmé la sentence, et condamné la veuve aux dépens.

Cette chaîne non interrompue de décisions, uniformes autant que respectables, suffit bien, à ce qu'il me semble, pour

consacrer les peines encourues par les veuves qui souillent , dans le plaisir et dans le désordre, les jours qu'elles devraient passer sur le tombeau de leur époux.

Ces arrêts établissent encore que l'action contre la veuve est donnée, non-seulement à ses propres enfans, non-seulement aux héritiers légitimes de son mari, non-seulement aux héritiers collatéraux, mais même aux étrangers, pourvu qu'ils aient le moindre intérêt aux avantages dont la veuve doit être privée. Il semble que la société entière ait conspiré pour la punition du délit dont elle se trouve le plus offensée, et, crainte de l'impunité, elle a remis dans toutes les mains le droit du châtiment et le soin de sa vengeance.

A la suite de toutes ces veuves coupables, paraît la dame de Salo. La même loi, le même tribunal va la juger.

Disputerons-nous sur la gravité des fautes ou sur l'insuffisance des preuves? Faut-il replacer sous vos yeux le tableau rebutant de ses faiblesses, pour démontrer que les fautes ne peuvent pas être plus graves, et les preuves plus évidentes.

N'ai-je pas rassemblé à la dernière audience des preuves telles que le plus hardi sceptique n'oserait les révoquer en doute? Aveux, notoriété, preuve écrite, faits publics.

Le premier qui s'avance c'est Victor Cochet. Ce valet, chassé deux fois par le sieur de Salo, ce valet soupçonné déjà d'attenter à l'honneur de sa maîtresse, paraît épier l'instant de la mort de son maître pour s'installer à sa place. La marquise de Salo rappelle l'objet des bruits injurieux qui avaient déjà terni sa renommée, l'objet de la colère de son époux. On murmure, on s'indigne, il fait semblant de s'éloigner; mais il rentre pendant la nuit par la porte du jardin: il connaît la route tracée, et l'appartement préparé; il demeure là pendant plusieurs semaines, caché à tous les yeux, visité, soigné et nourri par sa maîtresse.

Il reparait; mais toute pudeur est perdue, toute honte est bravée : il s'assied insolemment à côté de sa maîtresse, il mange à sa table, il la suit en tous lieux dans le même carrosse, il se pare des habits et des bijoux de son maître, il commande aux autres domestiques, il est devenu l'intendant, c'est-à-dire le maître de la maison.

Si je n'avais pas eu, messieurs, l'honneur de vous lire les requêtes produites et signifiées par la dame de Salo durant les premiers jours, pourriez-vous imaginer que ces faits si scandaleux, si révoltans, elle ait poussé l'égarement jusqu'à en faire une confession sincère? La notoriété était si grande, qu'il eût été absurde de les nier; il fallait les excuser, et, tel est le sort de tous les coupables, chaque excuse aggrave le délit.

Elle a avoué, dans sa requête du 31 juillet 1780, « qu'elle avait rappelé Victor Cochet immédiatement après la mort de son mari, parce qu'elle s'était crue obligée en conscience de le reprendre, pour réparer en quelque sorte les injustices et les misères qu'il avait autrefois souffertes à son service; qu'on aurait pitié d'un chien qui serait dans une extrême misère à cause de nous, et qu'elle se reprocherait durement de ne pas trouver dans son cœur un pareil sentiment pour un pauvre domestique, qui avait été la première victime des mauvais traitemens qu'elle avait elle-même essayés. » N'est-ce pas avouer clairement qu'elle n'a repris Victor Cochet que parce qu'il avait été chassé par son mari? Peut-on pousser plus loin le mépris d'un époux mort depuis trois jours? Qu'elle n'a repris Victor Cochet que parce qu'il avait été auprès d'elle, pendant la vie de son mari, un objet de jalousie et de scandale? Peut-on pousser plus loin le mépris des bienséances et de la pudeur? Qu'elle n'a repris enfin ce pauvre domestique, que parce qu'il avait souffert à cause d'elle, parce

qu'elle avait souffert à cause de lui? Cet intérêt mutuel, ce sentiment réciproque entre une marquise et son valet n'est-il pas le comble de l'indignité?

Elle a avoué dans la même requête, que ce sentiment de charité et de compassion devait céder, à la vérité, à l'avis de ses amis, et qu'elle allait le congédier; qu'il a fait semblant de sortir du château, mais qu'il y est rentré pendant la nuit, et qu'il y est demeuré caché pendant plusieurs semaines, à l'insu des autres domestiques, pendant lequel temps elle veillait seule à lui fournir ou à lui faire fournir les choses nécessaires à la vie. Cette entrée nocturne, ce séjour mystérieux du valet que son mari avait chassé, et que ses amis la forçaient elle-même de congédier, de cet homme dont la présence excitait le murmure public, tout cela n'est-il pas le comble de l'indécence et de la faiblesse?

Et pourquoi la dame de Salo a-t-elle porté si loin l'oubli de son rang et de ses devoirs en faveur de son domestique? C'est, dit-elle, parce que ce pauvre domestique était l'objet d'un complot universel; qu'il n'avait pas pour huit jours de vie; qu'il était sûr, à n'en pouvoir douter, qu'il serait tué par gens qui le regardaient comme la cause de l'affront qu'elle souffrait; que le parti en était pris, qu'il serait tué dans l'église ou à la sortie de la messe, si on ne le trouvait ailleurs, d'un coup de fusil ou de pistolet.

Fable ridicule! fable que la marquise elle-même oublie un instant après, pour avouer sur-le-champ, que Victor Cochet est sorti de sa retraite, non pas craintif, pendant la nuit, et se dérochant à la jalousie de ses assassins, mais tranquille, pendant le jour, et bravant tous les regards; que, dès ce moment, son impudence n'a pas eu de bornes; qu'elle l'a fait son homme d'affaires, qu'elle l'a comblé de préférences, qu'elle se faisait accompagner par lui en tous lieux, parce qu'il était plus décemment habillé que ses autres domestiques; que, pour

plus de décence, sans doute, elle lui faisait porter les habits de son époux, son linge, ses bijoux; qu'à la vérité, elle ne lui avait confié les montres que pour les faire raccommoder, mais qu'il a eu la vanité de les garder et de les montrer pour faire croire qu'elles étaient à lui.

En lisant des faits si graves, on ne sait pas ce qui doit étonner davantage du délire qui les a fait commettre, ou de la folie qui veut les excuser.

Et cepen lant, comme si des avenx séparés ne suffisaient pas encore, et qu'ils perdissent de leur force par leur désunion, la marquise a voulu rassembler tous ces faits pour les confirmer par un aveu général : ce sont, dit-elle, dans la même requête, tous les faits scandaleux contenus dans les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 du libelle diffamatoire, signifié le 29 mai dernier, et dont la notoriété, dit-on, est dans le cas d'en faire admettre la preuve testimoniale. Apparemment, dit-elle, qu'ils s'en dispenseront (d'admettre la preuve) sans que la suppliante ait la peine de s'y opposer, *puisque'elle en convient, et qu'elle s'en moque avec tous ceux qui pensent bien.*

Elle en convient ! elle s'en moque ! elle croit que tous ceux qui pensent bien s'en moqueront aussi ! Elle croit donc que ces faits sont indifférens, ordinaires et peut-être même décons et honnêtes ? Nous ne sommes pas d'accord. Je pense que ces faits, tels qu'ils sont dans ses écrits, sans y ajouter une seule pensée, suffisent pour provoquer la peine du veuvage déshonoré, et que la marquise de Salo est bien à plaindre, puisque son esprit est assez aveugle, son ame assez flétrie pour se faire honneur de ce qui doit la couvrir de honte, et pour invoquer l'opinion des gens de bien sur une conduite qui les révolte.

En effet, messieurs, captivons notre esprit, enchaînons nos conséquences, ne voyons que ce qu'elle avoue, et rien de plus. Vous connaissez le principe; vous savez que, pour

mériter la peine prononcée contre le déshonneur d'une veuve, il ne faut pas précisément une débauche consommée; il suffit d'une conduite indécente, scandaleuse et suspecte; il suffit de démarches qui fassent présumer le mépris de l'époux qu'elle doit pleurer. Si la marquise de Salo, rappelant, deux jours après la mort de son mari, le domestique que son mari avait chassé, l'homme soupçonné d'attenter à son honneur, feignant de le congédier encore pour le faire rentrer pendant la nuit, et le retenir auprès d'elle à l'insu de ses domestiques, le tirant de cette retraite pour le présenter à tout le monde comme son homme d'affaires, comme son commensal, pour le combler de dons et de préférences marquées, pour être sans cesse avec lui, pour passer les bornes même de la familiarité dont ce nouvel emploi semblait justifier l'usage; si cette conduite, cette réciprocité de sentimens et d'intérêts entre une marquise et son valet, est une chose ordinaire et sans scandale pour les gens de bien, il faut que toute morale soit renversée, que les idées soient confondues, je ne dis pas seulement toute idée de justice et de raison, mais toute idée d'ordre, de bienséance et d'honneur.

Après Victor Cochet, paraît le sieur de Chouppes. Cet homme semble s'être évadé des prisons du Mont-Saint-Michel tout exprès pour consommer la ruine et la honte de la marquise. Elle avoue encore, dans la même requête, que les visites de ce jeune homme étaient assez longues pour n'être pas regardées comme visites de cérémonies; que ces assiduités avaient choqué le voisinage, et alarmé sa famille; que son père, pour la séparer de lui, était venu la chercher à Châteaubriant et l'avait emmenée à Nesmy; qu'elle avait reçu l'ordre de congédier ce monsieur (ce sont ses termes); qu'elle avait même été menacée d'être renfermée si elle le revoyait; que sur cette menace, elle avait cessé de le voir pendant quelque temps, mais qu'il revint bientôt à la charge et avec tant

d'instance, que la suppliante promet enfin de l'épouser après l'année de son deuil.

Ce qu'elle avoue ici, suffit encore pour prouver le dérèglement, et pour faire prononcer la peine qu'elle a méritée.

Une veuve de qualité, veuve de vingt ans, qui brave les murmures du public, les plaintes de sa famille, la colère et les menaces de son père, pour recevoir chez elle un jeune homme suspect et flétri, qui l'écoute avec intérêt, qui cède à ses instances, et qui lui promet enfin de l'épouser après l'année du deuil, est bien loin de la conduite sage et modeste imposée à toute veuve qui respecte la mémoire de son époux. C'est cette femme dont j'avais l'honneur de vous parler tout à l'heure, qui n'est point arrêtée par le sentiment de ses devoirs, mais seulement par le désir d'échapper au châtement, et qui calcule, sur un intérêt sordide, l'époque de sa chute et de son déshonneur.

Mais ce que la marquise de Salo n'avoue pas, nous en avons la preuve écrite; elle n'avoue pas qu'au jour indiqué, un domestique affidé allait au devant du sieur de Chouppes, qu'ils faisaient route ensemble jusqu'aux approches du château; que là, le sieur de Chouppes mettait pied à terre, entraînait seul dans le château, et parvenait jusqu'à la chambre où il était attendu.

Elle n'avoue pas qu'elle a cédé aux instances de ce jeune homme, jusqu'à anticiper sur les droits du mariage qu'elle lui promettait, et jusqu'à lui accorder tout ce qu'un époux chéri peut obtenir de sa femme.

C'est de ce fait scandaleux que nous avons la preuve.

Souvenez-vous, messieurs, de cette lettre écrite à la marquise de Salo par le sieur de Chouppes, de Nantes, où il était allé faire un voyage, le 17 avril 1779, c'est-à-dire dans le onzième mois de son veuvage : cette lettre, ornée d'emblèmes si élégans, et d'un style si pur et si délicat; faut-il encore

blesses vos oreilles des termes techniques dont le sieur de Chouppes se sert pour exprimer son désir, et la certitude de le satisfaire? Non : ce qui révolte la pudeur ne s'oublie jamais. Vous vous souvenez que cette lettre, ouvrage de la familiarité la plus indécente, est une preuve écrite du libertinage porté aux derniers excès. Et si l'on osait affecter quelques soupçons sur son auteur et sur son objet, je sais déjà ce qu'il faut répondre.

Nous touchons enfin au dernier fait, en faveur duquel je consentirais volontiers à oublier tous les autres. Je parle de la fuite de la marquise de Salo, de son évasion hors du royaume avec le sieur de Chouppes, et de leur prétendu mariage en pays étranger.

Après avoir dévasté le bien de sa fille, après avoir pillé sa maison comme un corsaire pille un vaisseau ennemi, après avoir envoyé devant elle les gros équipages, l'argenterie, les effets précieux, les meubles portatifs; elle part elle-même avec le sieur de Chouppes, sa fille, âgée de dix-huit mois, et plusieurs domestiques, le 10 mai 1779, c'est-à-dire, six jours seulement après l'année de son deuil expirée; elle traverse toute la France sous un nom supposé, et se disant la femme de son ravisseur; elle arrive à Offembourg en Allemagne, et là, elle contracte, sans l'aveu de son père, et au mépris de toutes les lois du royaume, un mariage que vous avez, messieurs, déclaré nul et abusif. Vous lui ordonnez, par le même arrêt, de se retirer dans un couvent; elle refuse d'obéir, et depuis six ans, elle offre au peuple étranger qui lui donne asile, le spectacle d'une concubine rebelle aux lois et à l'autorité paternelle.

Il ne faut pas beaucoup d'adresse ni beaucoup d'énergie pour persuader que cette démarche est l'excès du dérèglement, et, si je puis m'exprimer ainsi, le désordre même de la licence.

Ce n'est plus ici une erreur passagère qui blesse la loi sans la braver, que la faiblesse humaine peut excuser, qu'un instant fait naître et qu'un instant répare; c'est une révolte ouverte contre les trois puissances qui gouvernent les hommes : la nature, la religion, la société. Ce n'est plus ici une faute cachée dont il faut suivre les traces et chercher les preuves dans tous les labyrinthes du mystère, c'est un délit notoire, un scandale public qui a révolté toute sa province, et provoqué les ordres de son roi jusque dans les pays étrangers.

Cependant, me demanderait-on des preuves ? Elles abondent dans la cause.

C'est la délibération des seize gentilshommes, ses parens paternels et maternels, qui, en attestant que *sa mauvaise conduite est notoire*, la déclarent indigne de la tutèle de sa fille, et imposent à son père la charge funeste de poursuivre la vengeance de son époux.

C'est le certificat de la maîtresse de l'hôtel de l'empereur, rue de Grenelle, où elle a logé à son passage à Paris, qui atteste que, sous un nom supposé, elle s'est fait annoncer et elle a vécu comme la femme du sieur de Chouppes.

C'est la lettre du ministre à M. l'abbé Tudert, dans laquelle il est dit que les cantons suisses pressent pour que le sort de la marquise de Salo, prisonnière à Bade, soit décidé, attendu qu'elle se dit mariée avec son ravisseur, et qu'elle *est enceinte*.

C'est le rapport légal de l'inspecteur de police, chargé des ordres du roi pour la poursuivre et la ramener, qui prouve qu'elle a imploré l'assistance des cantons, et employé la fraude pour se soustraire à l'obéissance; qu'elle a été retenue en Suisse, sous le prétexte qu'elle *était mariée et enceinte*; et que sa fille a été ramenée seule au sein de sa patrie.

C'est votre arrêt, messieurs, qui déclare nul et abusif son

prétendu mariage, contracté à Offembourg, qui lui ordonne de se retirer dans un couvent, et dont elle a méprisé l'autorité.

Quelle sera donc sa ressource contre une accusation si grave et si bien établie?

Aurait-on le courage d'objecter pour elle, que sa fuite de la maison de son mari, et tous les faits que cette fuite a précédés, sont postérieurs à l'année du deuil expirée, et par conséquent étrangers à la peine que la loi prononce contre les veuves impudiques pendant l'année du deuil?

Cette objection ne serait qu'une raillerie amère, faite à la raison, à la justice, aux magistrats mêmes. Pourrait-on devant vous, messieurs, prétendre bien sérieusement qu'une veuve n'est obligée à la sagesse et à la modestie que pendant la première année de son veuvage; que la dernière heure sonnée brise toutes ses chaînes, et l'affranchit de tous ses devoirs; qu'elle peut enfin, pourvu qu'elle compte bien toutes les minutes, se prostituer impunément, et danser aux yeux de tous sur la tombe de l'époux et du bienfaiteur outragé?

Si cette objection était sérieuse, elle serait au moins une erreur manifeste. Vous n'avez pas oublié le principe que je viens d'établir, et que tous les auteurs avaient établi avant moi. On doit punir une veuve, même lorsque son dérèglement ne paraît avoir commencé qu'après l'année du deuil, si son dérèglement est public, si sa conduite est scandaleuse. Ce sont les propres termes de Renusson, le sentiment de Henris, de Lebrun, et de tant d'autres que je vous ai cités.

Mais une réflexion m'enlève à toutes les autres.

La marquise de Salo est partie de Châteaubriant le 10 mai, six jours après l'année du deuil révolue. Sa fuite est donc postérieure de six jours au terme fixé pour le deuil des veuves. Le calcul est juste; mais pour partir, il faut faire des pré-

paratifs de voyage, et celui qu'elle allait entreprendre exigeait de grands préparatifs. Aussi vous avez entendu les faits articulés; elle avait envoyé en avant les gros équipages, les meubles, le linge, l'argenterie; elle avait affermé la terre, à condition de toucher deux années d'avance; elle avait coupé des bois avant le temps pour les vendre à vil prix; elle avait fait des emprunts considérables. Supposerez-vous que tous ces arrangemens aient été combinés, préparés, exécutés pendant les six jours d'intervalle du dernier jour de son deuil à sa fuite, et qu'elle n'en eut pas même la pensée la veille de ce dernier jour?

Je parle des préparatifs du voyage, et je ne parle pas des préparatifs du cœur.

Pour briser tous les liens qui peuvent l'attacher, pour abandonner son pays, sa famille, son bien, pour s'immoler soi-même à son déshonneur, il faut prendre une résolution désespérée; pour prendre cette résolution, il faut en former le projet; et pour songer seulement à ce projet sinistre, il faut être déjà une femme perdue. Par combien de degrés le cœur de la dame de Salo a dû passer pour arriver au désespoir qui lui a conseillé ce cruel abandon? Combien de degrés du désespoir au projet, du projet à la résolution, de la résolution à l'exécution! Eh bien, messieurs, remontez cette échelle effrayante, et vous trouverez au milieu du deuil la cause de cette fuite scandaleuse, le dérèglement dont je vous ai présenté les détails.

Il ne faut donc pas dire, parce qu'elle est partie six jours après l'année de son deuil, que son départ soit un fait indifférent, étranger; c'est le fait principal; c'est celui qui prouve tous les autres.

Je le répète : cette fuite suppose tous les antécédens. Et que dis-je? Sa persévérance dans la révolte, ce qu'elle fait

aujourd'hui, la montre capable de tout ce qu'elle a fait. Toutes ces actions sont entrelacées par des nœuds visibles. Son désordre actuel tient à son prétendu mariage; son mariage tient à sa fuite; sa fuite à son déshonneur; son déshonneur, à sa passion funeste pour le sieur de Chouppes, et le sieur de Chouppes a remplacé Victor Cochet. De faiblesse en faiblesse, de faute en faute, elle est tombée au fond de l'abîme : c'est une chaîne dont le premier anneau est attaché au cercueil de son époux¹. Et si des erreurs si longues et si publiques n'attirent pas sur elle la peine prononcée par la loi contre les veuves adultères, que faudra-t-il faire enfin pour être coupable ?

J'ai demandé subsidiairement à faire preuve ; mais je n'ai demandé cette admission à la preuve, que pour prévoir tous les cas, pour remplir toutes les formes. Il est trop vrai que la preuve est parfaite, et ne pas l'ordonner serait encore une faveur pour elle et pour la famille respectable qu'elle a déshonorée. Les histoires les plus scandaleuses s'oublient, celle-ci ne sera jamais oubliée dans le Poitou ; mais enfin, les premières impressions s'effacent, la mémoire s'affaiblit, la malignité s'endort. Pourquoi la réveiller ? Pourquoi, si la justice est satisfaite, rappeler des anecdotes honteuses, et donner à des parens, tous dignes d'égards par leur naissance ou leurs services, le triste emploi d'une enquête flétrissante ?

Je le dis avec confiance. Il semble que la nécessité d'un exemple ait pris soin de combiner toutes les circonstances de cette affaire, les fautes les plus graves, les preuves les plus certaines. La nature elle-même, qui parle avec tant de force entre une mère et sa fille, se plaît à garder le silence.

C'est au nom de sa fille que la mère est poursuivie. La loi

¹ Ici de vifs applaudissemens interrompirent l'orateur.

lui donne l'action, et son âge la soustrait au reproche : touchant à peine à sa septième année, elle n'a pas encore le sentiment des malheurs dont sa mère a environné son berceau.

Et qui a formé cette demande au nom de sa fille ? C'est son père, dont elle a abandonné la vieillesse, méprisé l'autorité, et dont la plainte même annonce la gravité de l'offense. Pou-vait-il pardonner ? Non ; il n'en était pas le maître. Il était environné de sa famille, de seize gentilshommes assemblés, qui, en le nommant tuteur de sa petite-fille, lui avaient imposé l'obligation, pour leur honneur et pour l'intérêt de sa pupille, de poursuivre la peine du dérèglement. La loi lui reprocherait son silence.

Pourrait-il pardonner encore ? Non, plus d'espoir de pardon. Il a exherédé sa fille. *Il est mort !* et c'est là mon dernier reproche.

Je sais bien, messieurs, que la sévérité de ce discours ne ferait pas impression sur tous les esprits. Si j'adressais ces maximes austères à nos aimables du siècle, à ces hommes élégans et légers qui n'ont d'autre règle que leurs penchans et d'autre morale que leurs actions, qui persiflent la vertu des femmes et qui gagent leur faiblesse, je serais moqué ; peut-être ne serais-je pas entendu.

Mais je parle aux gardiens des mœurs, aux protecteurs de l'honnêteté publique. Si le temple de vos oracles est le sanctuaire des lois, l'asyle que vous habitez est le sanctuaire des mœurs. Quelle serait votre destinée, si, fatigués de vos fonctions augustes, vous ne trouviez pas dans l'intérieur de vos foyers, au milieu de votre famille, cette décence, cette simplicité de mœurs ; cette vertu, seule image de la vertu de nos vœux ? Quel serait notre sort et celui de tous les citoyens honnêtes qui m'écoutent ? Tous ceux qui m'écoutent sont amis de la vertu ; on ne vient chercher ici que la science de

ses devoirs, et pour les apprendre, il faut les aimer. Quel serait notre sort, si, placés par état loin des plaisirs du monde, nous n'avions pas, pour nous consoler des peines de la vie, la chasteté des épouses, la tendresse des mères, l'obéissance des enfans, la paix du ménage! Conservez notre bien, notre seule récompense, notre unique espoir. Pour arrêter le torrent de dépravation qui gronde près de nous, il suffit d'élever autour de cette enceinte la digue qu'il ne pourra jamais franchir.

PLAIDOYER
DE M. DUVEYRIER,
POUR
LA MARQUISE DE SAMSON,
CONTRE
LE MARQUIS DE SAMSON,
SON MARI.

EXPOSÉ.

Un mariage que l'amour avait formé et que troublèrent bientôt des querelles, des violences et d'insupportables dégoûts; une séparation d'abord proposée par le mari, puis demandée en justice par la femme. Tel est le sujet du plaidoyer que l'on va lire.

Les faits de la cause y sont rapportés avec beaucoup de détail, et il est inutile de les répéter ici.

Qu'il nous suffise d'apprendre au lecteur quel en fut le résultat : la sentence, dont il n'y eut point d'appel, prononça la séparation demandée, même sans admettre à la preuve des faits allégués.

PLAIDOYER
DE M. DUVEYRIER,
POUR
LA MARQUISE DE SAMSON,
CONTRE
LE MARQUIS DE SAMSON,
SON MARI.

PREMIERE AUDIENCE.

MESSIEURS,

Si le tourment continuel d'une vie insupportable, si le désespoir de la paix, désormais impossible, sont parmi nous des causes légitimes de divorce, la marquise de Samson touche au terme de ses malheurs, et le dernier sera la nécessité de publier les autres. Elle va tout perdre, l'illusion de sa jeunesse et l'espérance de ses derniers jours; une fortune

convenable, une habitation charmante, un mari qu'elle aimait, et dont elle se croyait aimée; un fils qui n'apprendra point à la chérir, et dont on lui refuse déjà les embrassemens; elle vivra seule, mère sans enfant, femme sans époux, et trouvant à peine la suffisance de ses besoins dans la médiocrité de sa dot. Comparez déjà le sort qu'elle préfère à celui qu'elle abandonne, et jugez la gravité de ses motifs par la grandeur de son sacrifice.

Marie-Augustine de Broc est issue d'une famille du Maine, distinguée par une noblesse ancienne, et plus distinguée par des vertus héréditaires.

Son père, on ne peut parler de lui sans éloges, et comment le louer? Il est présent; c'est lui qui conduit sa fille au pied du tribunal. Il est son premier protecteur, parce qu'il a été le principal témoin de ses infortunes.

Je me tairai donc pour laisser parler la voix publique, cette dispensatrice des renommées, toujours juste et toujours vraie. Elle seule vous apprendra, si vous pouvez l'ignorer encore, que le comte de Broc a partagé sa vie entre son prince et sa famille, unissant les vertus sociales aux vertus militaires; que son nom n'est prononcé dans la province qu'avec la vénération due au courage éprouvé, à la probité sans tache, à la bonté inaltérable, et que depuis long-temps il trouve sa récompense dans l'estime de ses égaux, dans l'amitié de ses concitoyens et dans l'amour de ses enfans.

Il avait quatre enfans; tous étaient établis excepté la dernière, celle que je défends.

Le marquis de Samson se présenta. Fils d'un père dont le nom seul était un titre de faveur, qui, s'écartant du chemin tracé par ses ancêtres, et préférant à la gloire des armes l'illustration de la magistrature, s'était montré, dans le premier tribunal de sa province, le médiateur du riche, le pro-

tecteur du pauvre et l'organe de tout de son pays auprès du monarque et des tribunaux souverains.

Le marquis de Samson, aux avantages de cette origine, joignait, dit-on, tous les avantages personnels. L'éclat de la jeunesse ajoutait, aux charmes de l'extérieur, un regard expressif, une figure noble; des traits réguliers, et pourtant aimables, annonçaient une âme sensible et douce. Ce tableau présenté par l'amour, dont le séduisant langage l'embellissait encore, ne pouvait guère éprouver un refus. Augustine de Broc donna son cœur et sa main le 17 juillet 1781.

Elle apportait à son mari une dot peu considérable. Ce n'est pas sans doute pour trouver dans l'opulence tous les abus de la liberté qu'elle demande sa séparation.

Le marquis de Samson jouissait de son côté d'une fortune honnête, quoique bornée, au milieu de laquelle était une propriété charmaute, la terre de la Groirie, vantée dans la province comme le séjour le plus agréable que la nature eût embelli dans ces cantons. Ces avantages, sans faire le bonheur, ajoutent à l'image qu'on s'en forme, et tout semblait le promettre à la demoiselle de Broc.

C'est une nécessité fatale que nos sentimens tiennent de la fragilité de nos organes, et chaque jour du mariage le plus heureux détruit une illusion; et change quelque chose à l'ivresse des premiers transports; mais il est rare que l'on passe rapidement de l'excès de l'amour à l'excès de la haine, de l'obéissance au despotisme, de la douceur à la férocité. Dans ces momens où l'esprit est l'esclave du cœur; lorsque toutes les pensées se rassemblent sur un seul objet; lorsqu'il ne faut qu'aimer pour être aimé; si le désir exige la contrainte, si la contrainte est mère de la dissimulation, si les apparences trompent quelquefois, elles sont rarement un mensonge volontaire, et presque toujours un serment indis-

cet trompe celui qui le prononce, autant que celle qui le reçoit.

Malheureusement le marquis de Samson n'aura pas cette excuse. Il ne s'abusait pas lui-même lorsqu'il abusait celle qu'il voulait obtenir; ou si l'on veut supposer cette erreur, démentie par toute sa conduite, il faut croire que, capable de tous les extrêmes et des transitions les plus rapides, son cœur était successivement entraîné par deux sentimens contraires, et qu'il pouvait, le même jour, ressentir également la tendresse et l'aversion, l'enthousiasme et le mépris; encore serait-il inexcusable d'avoir caché, de ces deux sentimens, celui qui pouvait éclairer l'avenir et sauver le danger.

Ce tableau, messieurs, n'est point exagéré. La bizarrerie et l'inconstance produisent, dans le caractère du marquis de Samson, des effets si opposés et si rapides, qu'ils vous paraîtraient peu vraisemblables si la preuve n'était annoncée et produite : emporté par une effervescence naturelle, incapable de se rendre à lui-même un compte bien sûr du sentiment dont il est affecté dans le moment, et qui varie le moment d'après, presque toujours il exprime ce qu'il ne sent pas, et presque toujours l'intention du lendemain détruit l'intention de la veille. Cependant, au milieu de cette fluctuation précipitée, l'amour-propre règne avec plus d'empire; et l'amour-propre, étant toujours aveugle, emporté, vindicatif, il est indispensable, qu'avec quelques intervalles de paix et même de sensibilité, les momens de colère et de violence soient plus fréquens.

C'est ainsi que le marquis de Samson s'est développé sans contrainte, dans les premiers jours de son mariage. Au même instant que l'amant devint époux, l'époux se montra maître, et le maître fut tout à la fois ennemi, tyran, persécuteur : s'abaissant lui-même aux plus vils détails de la maison, aux occupations réservées à ses derniers serviteurs, il excusait ce

bizarre esprit d'ordre et cette manie parcimonieuse, en disant que sa femme n'était capable de rien; et si sa femme, très-capable sans doute, se livrait aux soins domestiques, il trouvait tout mal, pour s'autoriser à tout faire.

Une telle humeur ne devait pas être difficile sur les sujets de querelle et sur les occasions d'éclater. Quelques écus perdus au jeu, un souper offert en sa présence, un laquais présenté par lui et refusé par sa femme, un peu d'huile consommée par les domestiques, les plus légères causes engendraient des scènes scandaleuses, des injures grossières, des menaces atroces, des violences effrayantes. Vous le verrez, messieurs, emprisonner sa femme, la traiter comme une servante dans son château, manifester au dehors son aversion et son mépris pour elle, ridiculiser sa tendresse, et persifler les expressions qu'elle lui dictait; la frapper des mains et des pieds, lever le couteau sur elle pour la forcer d'écrire et de signer elle-même la prière qu'il lui dictait de la mettre au couvent, réitérer froidement ses injures et ses coups devant le domestique que les cris de sa femme faisaient accourir.

Vous le verrez repousser avec dédain les prières et les conseils affectueux de son beau-père.

Vous verrez ce père tendre, et toujours inquiet du bonheur de ses enfans, quitter, aux moindres alarmes, son habitation tranquille, accourir pour consoler l'épouse, apaiser le mari, sacrifier tout jusqu'au respect qu'il avait droit d'exiger, et dévorer en silence les insultes et les bravades de son gendre, pour le ramener à la paix.

Vous verrez ce gendre s'égarer, dans son délire, au point de porter le poing fermé au visage, et de proposer le cartel à ce père dont il devait respecter l'âge et craindre la colère.

Vous verrez la marquise de Samson faire de son côté tout ce qui est humainement possible pour réaliser le bonheur dont elle s'était flattée. Avertie, mais trop tard, elle fit ser-

ment d'opposer, sans jamais se démentir, la patience, la sensibilité, la douceur aux bizarreries, aux inconséquences, aux injures, aux menaces et même aux mauvais traitemens.

Elle vécut deux ans et demi dans ces tribulations, alternativement agitée par l'espérance et par le désespoir. J'ai dit que le marquis de Samson avait déjà provoqué deux fois une séparation volontaire. Il avait lui-même dicté, rédigé et signé les conditions. Ces circonstances vous seront présentées dans tous leurs détails par la plainte que la marquise de Samson a été forcée de rendre. Ferme dans ses devoirs, renonçant à regret à l'illusion qui l'avait séduite, inquiète de la destinée d'un fils unique, bien innocent sans doute des malheurs de sa mère, mais surtout trompée par ces intervalles de paix dont j'ai parlé, et qui, de temps en temps, lui montraient de loin le bonheur qu'elle poursuivait; elle avait deux fois repoussé la ressource désespérante de la séparation, deux fois elle avait ramené son mari par son courage autant que par sa douceur. Tous les efforts possibles pour prévenir ou calmer les querelles, quelque pénibles qu'ils soient, vous pouvez les supposer : la marquise de Samson les a tous épuisés. Vous la verrez embrasser tout d'abord le mari qui vient de la frapper, répondre à des lettres glacées par l'expression du sentiment le plus doux, appeler *son ami, son cher ami*, l'homme qui la méprise et qui la tourmente.

Mais bientôt la persécution devint si violente, l'expérience si douloureuse et si persuasive, qu'elle était sur le point de demander elle-même ce qu'elle avait refusé deux fois; lorsque le marquis de Samson, pour la troisième fois, parla de se séparer. Elle accepta les conditions qu'il dicta lui-même; et, maîtresse de ses droits et de sa médiocre fortune, elle alla retrouver, dans la maison paternelle, la tranquillité dont elle n'avait, depuis son mariage, conservé que le souvenir.

Elle ne fut pas plus tôt éloignée, que par un de ces caprices

dont je vous ai donné l'idée, son mari voulut la rappeler près de lui. Il alla la chercher; elle refusa de le voir. Il écrivit, et dans ces lettres que j'aurai l'honneur de vous lire, il rassembla tout ce qui peut toucher un cœur droit et sensible. Il parla de son amour, de son fils, de la pitié maternelle, des devoirs d'épouse et de mère; il n'était plus temps; la marquise était désabusée; elle savait d'ailleurs que la bouche du marquis de Samson démentait cruellement ses écrits.

C'était dans le même temps, lorsqu'il tentait de séduire encore cette infortunée, par la peinture du sentiment le plus vif et le plus touchant, par les promesses les plus solennelles; c'était dans le même temps qu'il osait dire au marquis de Broc, qu'il se servirait de tout le pouvoir des lois pour la remettre sous le joug; et que ce serait pour la rendre la plus malheureuse des femmes.

Cette lettre si tendre ayant été sans effet, le marquis de Samson déposa toute feinte. Il en écrivit une autre dont le style était bien différent; il ne parlait plus que de ses droits et de son autorité. Sa femme fut avertie qu'il la menaçait publiquement de la faire saisir par quatre cavaliers de maréchaussée qui la remettraient dans ses mains; elle fut effrayée, et résolut de tout entreprendre pour se mettre à l'abri du dépit et du caprice.

A cette époque, son père vint à Paris; elle l'y suivit pour consulter sur ses démarches ultérieures. Les plus célèbres jurisconsultes de la capitale furent d'avis unanime qu'elle avait trop tardé, et qu'une demande judiciaire pouvait seule fonder sa destinée d'une manière irrévocable.

Il n'était pas possible de former cette demande devant le juge du domicile, à la sénéchaussée du Mans: le père du marquis de Samson avait présidé ce tribunal pendant quarante ans; sa mémoire y présidait encore. Le marquis de Samson lui-même est propriétaire de la charge de lieutenant-

général, qu'il n'exerce pas, et que le lieutenant particulier exerce en vertu d'un traité qui partage entre eux les émolumens.

Elle a présenté requête au parlement pour demander des juges; et par arrêt du 3 mai de l'année dernière, le parlement vous a commis, messieurs, pour statuer définitivement, sauf l'appel, sur la demande en séparation qu'elle entendait former contre son mari.

- Le 7 du même mois, elle a rendu plainte devant le commissaire Chenu. Cette plainte est son ouvrage, et l'on n'en peut douter; elle n'est que l'extrait d'un mémoire volumineux qui m'a été remis, que la marquise de Samson a eu le courage de rédiger et d'écrire elle-même, et dans lequel elle n'a rien omis depuis l'instant de son mariage, pas une circonstance, pas un mot d'une conversation.

C'est dans le récit de ses souffrances qu'il faut chercher la justice de cette plainte. Daignez en entendre la lecture; l'intérêt qu'elle inspire fait oublier sa longueur.

(Lire la plainte).

En conséquence de cette plainte, la marquise de Samson a formé sa demande en séparation par requête du 20 mai de l'année dernière, et c'est sur cette demande que vous allez prononcer.

On affecte de s'étonner du nombre toujours croissant des femmes malheureuses ou qui se plaignent de l'être. Ne faudrait-il pas s'étonner, au contraire, qu'au milieu de la dépravation des mœurs et du relâchement des principes, quelques mariages heureux nous retracent encore la paix, la concorde et la fidélité des premiers âges? Sommes-nous donc dans le siècle d'or? Lorsque toutes les passions combattent et s'agitent autour de nous sans autre pudeur que celle du mauvais succès; lorsque tous les crimes se pressent en foule sous nos yeux, sans autre frein que celui des lois; veut-on que le ma-

riage soit seul un asyle impénétrable? et pourquoi des maris jaloux, tyranniques, emportés, violens, seraient-ils plus rares que des assassins ou des suicides?

Je ne dispute pas sur les causes de ce désordre; je sais qu'elles sont partagées; je sais qu'il est des femmes coupables qui ne parlent que de leur innocence et de leur malheur; je conviens que le luxe, la frivolité, la coquetterie, le goût des plaisirs, troublent tous les jours les unions les mieux assorties; mais ces exemples ne peuvent pas exclure les exemples contraires: il est aussi des femmes sages, patientes, attachées à leurs devoirs, et qui, pour récompense, ne trouvent auprès de leur mari que les excès d'une humeur violente et les brusqueries d'un caractère intraitable.

Les juges seuls peuvent discerner la vérité dans les plaintes réciproques, et ils le peuvent désormais sans craindre de s'égarer. Les principes, à force d'exemples, sont devenus invariables.

La sainteté du mariage et la rigueur des lois canoniques avaient d'abord persuadé que, pour relâcher ces nœuds sacrés, il fallait des mauvais traitemens de la part du mari, tels qu'ils fissent craindre pour la vie de la femme.

Ce danger est sans contredit la première cause de séparation; mais ce n'est pas la seule. Nos goûts, nos usages, nos mœurs, nos principes d'éducation, notre manière de vivre, tout ce qui peut influer sur nos caractères et modifier nos sensations, nous apprennent trop bien, qu'il est des tyrans plus cruels que des bourreaux, et des tourmens plus insupportables que la mort.

Ainsi, dans les temps où les rangs étaient distingués, lorsqu'il s'agissait de séparer deux époux pour la vengeance de l'un, le châtimement de l'autre, et la tranquillité de tous deux, on distinguait les personnes pour distinguer les causes, et ces distinctions n'étaient pas contestées.

Il était déraisonnable de confondre une femme d'un état honnête et une femme d'une basse condition, pour leur appliquer également les mêmes chagrins, les mêmes peines, les mêmes causes de séparation. Nos sensations seules nous rendent heureux ou malheureux, et nos sensations dépendent de nos habitudes et des objets qui nous environnent. Les querelles, les paroles grossières, les coups même, ne sont pour les femmes d'une classe commune que de légères inquiétudes, dont l'accoutumance presque journalière rend les impressions presque insensibles; mais une femme chez laquelle l'aisance et l'éducation ont développé une sensibilité excessive, que des égards continuels ont accoutumée au respect et à la déférence, dont l'inaction physique a pour ainsi dire vivifié les affections morales, qui, indifférente sur des besoins toujours satisfaits, a placé son bonheur dans les attentions délicates, dans les soins recherchés, dans un commerce égal de sentimens et de complaisance, cette femme sera réduite au désespoir avant d'avoir conçu l'idée d'un coup et même d'une menace.

Le malheur dont elle est passible est déjà réel, du moment qu'elle est privée des égards qu'elle avait droit d'attendre. Il est extrême, lorsqu'au lieu de ces égards qui n'existent que par une tendresse mutuelle, elle éprouve l'injure, la tyrannie, la contrariété, et tous les tourmens journaliers que l'aversion du plus fort peut exercer sur le plus faible.

Cette distinction sage a fait admettre comme un principe incontestable, que le mépris et l'insulte étaient, entre personnes d'une condition honnête, une cause légitime de séparation.

Tous les auteurs le décident, et plusieurs arrêts l'ont confirmé.

Dans la cause de la dame Chasse, le célèbre Cochin disait :
« Entre personnes d'une condition honnête, les preuves de

mépris et de haine, les insultes, les injures atroces, les persécutions habituelles suffisent pour opérer la séparation. »

L'annotateur de Renusson est du même avis. « Les moyens de séparation, dit-il, sont relatifs à la personne; car la diffamation, par exemple, ou des injures qui ne seraient pas des moyens de séparation entre gens du commun, en seraient un entre personnes d'un état plus relevé. »

Pothier lui-même, Pothier, si religieux dans ses principes, et qui laisse presque tout à l'arbitrage du juge, n'a pu s'empêcher de dire que les mauvais traitemens d'un homme envers sa femme, quoiqu'ils n'aient pas été jusqu'à la frapper, peuvent néanmoins être assez considérables pour être une juste cause de séparation.

En citant l'arrêt de Licebrune, l'arrêtiste observe qu'il n'est pas toujours nécessaire qu'il y ait eu des coups violens de donnés, qu'il y avait preuve au procès d'injures et de mépris continuels.

M. l'avocat-général Joly de Fleuri, président du parlement en 1789, qui portait la parole dans une cause de ce genre, celle de Poiroux, a déterminé l'arrêt de séparation par cette même distinction énergiquement exprimée.

« On n'exige pas, disait-il, pour une séparation entre personnes honnêtes, de ces mauvais traitemens, de ces sévices qui consistent à porter une main barbare sur une femme. Des personnes viles et abjectes sont seules capables de se livrer à de pareils excès; pour des personnes d'une condition relevée, des mépris, des insultes sont des mauvais traitemens mille fois plus insupportables que des coups. Le nom de femme imprime un titre de dignité, *nomen uxoris, nomen dignitatis*. »

Il est encore de principe que le mépris seul et la tyrannie sont des injures continuelles qui suffisent pour opérer la séparation. Lorsque l'époux a privé celle qui doit être sa compagne et son égale, de cette portion d'honneur et d'autorité

qu'elle doit avoir dans la commune société ; s'il l'a exposée au mépris de ses domestiques en lui ôtant le pouvoir qu'elle devait exercer sur eux ; s'il l'a traitée, dans sa propre maison , comme une esclave , comme une servante ; s'il a brisé enfin cette douce égalité par laquelle la volonté s'exprime comme un désir , et l'obéissance comme une faveur , cet avilissement est la plus cruelle injure ; il faut , sans hésiter , délivrer cette femme flétrie par celui-là même qui devait l'environner d'honneur et de considérations.

Et où trouve-t-on ce principe établi ? Est-ce dans la morale de nos jours , dans la philosophie moderne ? Non : il est puisé dans un interprète de notre religion. C'est un père de l'église plus éloigné que tout autre sans doute de porter une atteinte indiscrete à des nœuds indissolubles. Saint Chrysostôme, cité, dans une occasion semblable, par le Bret et le Maître, s'exprime ainsi : « C'est le comble de l'injure et du malheur pour une femme que d'être traitée en esclave. Un tel mari , si l'on peut lui donner ce nom, plutôt que celui d'une bête féroce , doit être assimilé à un parricide. »

Summa enim injuria est, vitæ sociam, tanquam mancipium, injuria afficere. Ideò ejusmodi virum, siquidem vir appellandus est, potiùs quàm fera, parricidæ similem dixeris.

A l'appui de cette autorité sainte, on peut citer une autorité récente, le jugement intervenu en 1786, sur la plaidoirie de Gerbier dans la cause de la dame Desboulais. Tout le monde sait que la dame Desboulais ne reprochait à son mari aucun sévice, aucun coup, aucune violence effective. Tout le monde sait que le principal moyen de séparation était ce despotisme intraitable, cette tyrannie injurieuse, cette opinion invincible d'un pouvoir absolu.

Il est encore une cause qui, seule, indépendante de toutes les autres, peut nécessiter une séparation ; c'est le mépris

lorsqu'il ne s'est pas concentré dans l'intérieur de la maison, lorsqu'il s'exhale au dehors par des écrits ou par des discours.

C'est la diffamation.

La diffamation est à l'honneur, ce que le meurtre est à la personne.

De tous les délits moraux, c'est le plus grave et le plus dangereux. Une femme accusée dans ses mœurs, injuriée, méprisée, doit à sa famille, à la société, à elle-même la juste réparation de tant d'insultes. Entre tous les motifs qui peuvent déterminer la justice à rompre les nœuds les plus respectables, la diffamation est toujours le premier motif.

En effet, les menaces et les coups naissent de la violence; la diffamation *naît du mépris*. La violence est un sentiment involontaire produit par une effervescence aveugle et instantanée; le mépris est un sentiment réfléchi, le fruit d'une volonté constante et même opiniâtre. La violence a des intervalles, le mépris s'exerce sans relâche; la violence enfin peut être excusée et réparée par le repentir; le mépris est toujours inexcusable, parce qu'il est une injure toujours nouvelle. Enfin, lorsque le mari a manifesté une volonté constante d'éloigner sa femme de lui, et de vivre éloigné de sa femme; il a lui-même prouvé son aversion, ou, si l'on veut seulement, son dégoût, sa répugnance, deux sentimens bien contraires au bonheur qu'il doit procurer; et si ensuite, il témoigne le désir de se réunir, il faut croire que ce désir n'est pas sincère, ou du moins que ce désir n'est pas celui qui rapproche d'un objet d'affection et de complaisance.

Ainsi, dans la cause de d'Effiat, M. Talon disait que la cour avait jugé qu'il ne fallait pas d'autre preuve pour la séparation que la lettre par laquelle le mari avait écrit à sa femme, qu'elle eût à sortir de sa maison, qu'il en voulait être séparé pour toujours, et qu'il ne changerait jamais de volonté.

Enfin, messieurs, quelles que soient la nature et la mesure

des mauvais traitemens , s'il en résulte la certitude d'une antipathie durable , et l'impossibilité d'une réconciliation sincère , la séparation est encore indispensable , parce qu'alors elle est un mal plus léger que les maux qu'elle prévient.

Et cette conséquence , c'est encore Potbier qui me la donne. *En général , dit-il , on doit séparer d'habitation une femme lorsqu'elle a considérablement à souffrir de l'aversion que son mari a conçue pour elle , et qu'il n'y a pas lieu de s'attendre à une réconciliation sincère , et il en donne la raison sur-le-champ , c'est qu'il n'est pas douteux que la discorde et les querelles qui arrivent tous les jours entre le mari et la femme , si on les laisse ensemble , sont un bien plus grand mal que leur séparation.*

Tous ces principes se réduisent à des résultats bien simples , dont je vous prie , messieurs , d'occuper vos esprits jusqu'au jugement que vous devez prononcer.

La séparation est nécessaire et légitime si le mari a porté sur sa femme une main barbare , ou prononcé contre elle des menaces effrayantes. Cette cause est générale à toutes les femmes , quels que soient leur rang et leur fortune.

S'il a prodigué contre elle l'injure et le mépris.

S'il a abusé de son pouvoir , s'il l'a avilie dans sa propre maison jusqu'à la placer au-dessous même de ses domestiques.

S'il a témoigné publiquement et d'une manière affirmative la résolution de ne plus vivre avec elle.

Enfin , s'il a démontré , par ses intentions , ses propos et sa conduite , l'impossibilité d'une réunion heureuse.

Entre ces différentes causes , toutes également puissantes , laquelle choisirons-nous pour l'appliquer à la marquise de Samson ?

Je rappelle à ma mémoire tous les faits articulés dans la plainte que vous avez entendue , et j'éprouve , dans la plus grande perplexité , l'embarras de choisir , ou plutôt le choix

m'est interdit. Ces différentes causes se trouvent toutes réunies dans le caractère et dans la conduite du marquis de Samson. Je n'en excepte aucune.

Je n'ai pas même besoin de cette distinction que je faisais tout à l'heure, et qu'il faut faire toujours dans les causes de cette espèce. Je n'ai pas besoin de balancer avec les mauvais traitemens de l'époux, le rang et la condition de l'épouse.

Quelle serait la défense du marquis de Samson, si, en examinant sa conduite, en calculant, s'il est possible, les atrocités de tout genre dont il s'est rendu coupable, j'allais lui demander compte de sa naissance et de sa qualité, des égards, de la réserve, de la décence, de la dignité dont elles lui faisaient un devoir jusque dans les témoignages de sa haine, et les élans de sa fureur ?

Et si je supposais qu'il a conservé, jusque dans ses emportemens, quelque chose de cette décence et de cette dignité qu'un gentilhomme ne peut jamais perdre sans se mépriser et s'avilir lui-même ; si j'étais réduit, pour la marquise de Samson, à ces causes qui suffisent pour la nécessité du divorce entre personnes honorables ; si je ne pouvais articuler ici que des injures, des actes de mépris journalier et de tyrannie habituelle ; quels moyens se présenteraient en foule à mon esprit, et serait-il possible de balancer ?

Je ne prendrai dans la plainte de la marquise de Samson que les faits légers en comparaison des autres, les circonstances qui ne vous ont pas saisi d'effroi, mais qui vous ont indigné sans doute, ces marques répétées si souvent d'insensibilité cruelle, de despotisme familial et de mépris insultant ; et ce qui ajouterait à l'inconséquence comme à la dureté de ces mauvais traitemens, c'est que toujours vous verriez le marquis de Samson s'y livrer sans motif, ou pour un motif qui devait attirer à sa femme un traitement contraire.

Il était question d'une opération importante, d'une coupe

de bois. Elle propose de les faire estimer par l'homme de confiance de son père. Le marquis approuve ; l'homme est mandé ; il arrive : elle court instruire son mari de son arrivée. Dans quelle situation se trouvait-il en ce moment ? Il était occupé avec des ouvriers ; il ne fallait pas l'interrompre. Son impatience se révolte à l'instant ; il profère, pour toute réponse , une de ces expressions grossières qui ne sont qu'un abus de la plus vile éducation : *qu'ils aillent se faire et vous aussi*. Ce n'était pas la première fois que ce mot frappait l'oreille de la jeune épouse éperdue ; elle ose se plaindre ; elle dit qu'elle aimerait mieux être au couvent que d'entendre tous les jours de tels propos. Il ajoute froidement une injure plus grave : *je regarde*, dit-il , *ce discours comme celui d'un valet qui me demande son compte : quand vous voudrez , vous l'aurez*. Il regardait donc sa femme comme un domestique à ses gages , esclave de son caprice , et qu'il pouvait retenir ou congédier à son gré. Et dans quel temps la marquise de Samson était-elle déjà soumise à tant d'humiliation ? C'était au mois de décembre , quatre mois après son mariage. Le marquis de Samson était marié depuis quatre mois , lorsqu'il parlait déjà de vivre éloigné de sa femme , et de la faire sortir de sa maison comme on congédie une servante.

Dans une autre occasion , la marquise de Samson invite la comtesse de la Châtre à souper. La comtesse de la Châtre , qui n'habitait le pays que pour quelques jours , et que toute la noblesse avait fêtée alternativement : cette démarche honnête devait plaire au marquis de Samson ; mais il n'avait pas l'avantage de la faire lui-même , ou plutôt sa femme n'avait pas eu l'humble précaution de prendre ses ordres. Cette omission suffisait pour irriter son despotisme. Je ne parle pas du geste horrible que sa fureur a lancé dans cette scène , je ne parle ici que des injures , du mépris et de sa froide insensibilité. Il lui reproche de n'avoir pas pris sa permission pour

inviter à souper la comtesse de la Châtre. Le silence de sa femme l'irrite ; elle tremblait de l'irriter par une réponse ; la fureur s'accroît, et du reproche il passe à l'injure ; il la menace de l'enfermer dans un cachot ; et, en attendant, il l'enferme tout de suite dans sa chambre, où elle ne verra, dit-il, qui que ce soit, pas même ses parens, et où il lui portera lui-même du pain et de l'eau.

Elle était enceinte d'environ six mois. Cette circonstance attendrissante est sa seule ressource ; elle tente le cœur de son mari, et frappe un coup bien sensible. Elle verra, dit-elle, au moins son accoucheur pour présenter à son esprit troublé l'enfant qu'elle porte dans son sein, ce gage d'un amour si cruellement méprisé ; mais le cœur du marquis est absolument fermé ; ce qui devrait le toucher l'endurcit encore, et c'est jusque dans son amour maternel qu'il insulte et qu'il tourmente sa victime. Elle accouchera, dit-il, dans sa prison sans les secours ordinaires, et aussitôt son enfant lui sera arraché ; elle ne le verra jamais ; jamais elle n'en entendra parler.

Le lendemain, son mari la délivre par un caprice pareil à celui qui l'avait fait enfermer.

Qu'ajouterais-je à ce tableau pathétique ? Vous pouvez, messieurs, vous en pénétrer, comme pères ou comme époux, et ne soyez pas étonnés de l'invraisemblance : j'en prouverai la vérité.

Lorsque, pour la seconde fois, il offrait la paix, c'est-à-dire la séparation à des conditions honteuses, avec l'alternative de les accepter sous deux jours, ou de rentrer sous son empire ; lorsque, préférant son devoir à sa tranquillité, elle se décida à le rejoindre sur-le-champ, comment fut-elle accueillie ? Vous ne verrez, dit-il, aucun de vos parens. Oui, madame, vous êtes actuellement mon esclave, ma première servante ; je vous apprendrai ce que c'est qu'un mari irrité

contre toute une famille ! je vous donne l'ordre de n'en donner aucun dans ma maison ; je vous défends d'écrire une seule lettre ; vous avez pour vous promener les environs de la maison, votre chambre et le salon, pas davantage : telle est ma volonté suprême, et si vous osez y contrevenir, vous le paierez cher ; si vous voulez que je vous l'écrive, que je vous le dise devant témoins, je suis prêt à le faire.

Il faut convenir, messieurs, qu'on ne porta jamais plus loin l'excès de la tyrannie domestique et l'abus du pouvoir. Et ce despotisme altier se manifestait, non pas seulement contre un être faible et sans défense, mais devant toute la famille, devant les sœurs de son épouse ; devant son père. Vous avez entendu dans la plainte, comment, aux représentations honnêtes du comte de Broc, il se lève brusquement, vient à lui comme un furieux, lui met ses deux poings sous le nez, en disant : Etes-vous mon régent ? Etes-vous mon maître ? A demain, monsieur, je vous attends, vous verrez qui je suis..... Menaçant ainsi et provoquant au combat son beau-père, un officier respectable, tout couvert de l'honneur qu'il poursuit dans la même carrière.

Encore, si cette dureté de caractère eût été voilée par quelques dehors de modération et de réserve ; mais les paroles étaient plus aigres, plus outrageantes, s'il est possible, que les intentions. *Vous êtes maintenant mon esclave, ma première servante.*

C'est bien ici qu'il faut placer ces expressions énergiques du père de l'église : C'est le comble de l'injure et du malheur pour une femme que d'être traitée en esclave. Un tel mari, si on peut lui donner ce nom, plutôt que celui d'une bête féroce, doit être assimilé au parricide : *Summa injuria sociam tanquam mancipium afficere. Ideo ejusmodi virum, si quidem vir appellandus est, potius quam fera, parricidæ similem dixeris.*

Cette épouse, dit le même orateur sacré, n'est-elle pas la compagne de sa vie, la mère de ses enfans, et l'objet de sa joie ?

Il est arrivé au marquis de Samson de placer la compagne de sa vie, la mère de son fils unique, beaucoup plus bas que sa servante. C'est lorsque le comte et le marquis de Broc, appelés par leurs fille et sœur, accourent pour *rapatrier son malheureux ménage* ; ils forcent le marquis de Samson d'avouer malgré lui ses excès, ses outrages, ses emportemens. Aux sermens qu'il fait d'éloigner sa femme, de se séparer, ils représentent qu'il n'est pas le maître de faire sortir sa femme de sa maison. Que répondit-il ? *Eh bien, je la rendrai si malheureuse que je la forcerai d'en sortir, et je déclare ne plus marcher avec elle que le bâton à la main.*

Suivant nos lois, nous ne pouvons pas lever le bâton sur nos valets. Dans nos mœurs, le dernier domestique ne souffrirait pas la menace d'un bâton, et cette menace couvrirait de honte un maître déjà déshonoré. A qui donc le marquis de Samson voulait-il assimiler sa femme ? A qui voulait-il s'assimiler lui-même, lorsqu'il se proposait de la faire marcher avec un bâton ?

Mais l'injure la plus sensible pour la marquise de Samson, elle l'a dit dans sa plainte, c'est le mépris fait de sa tendresse filiale, la chaîne barbare imposée à ses tendres sollicitudes pour les jours d'un père qui restait seul à son amour. Vous connaîtrez ce père, messieurs, et vous saurez s'il mérite d'être chéri de ses enfans. La marquise de Samson apprend qu'il est malade ; elle pouvait partir sur-le-champ, mais son mari était absent ; elle voulut l'attendre, comptant qu'il l'accompagnerait, et fâchée de donner de son attachement une preuve qu'il n'eût point partagée. Il arrive le soir même ; elle lui demande la permission d'aller voir son père ; il refuse. Ce refus seul serait une preuve d'une insensibilité révoltante ; mais le marquis de Samson devait ajouter à ce refus le ton de la rail-

lerie et de la méchanceté, Il rit, il se moque, il persifle l'attachement de sa femme et son inquiétude. *Ne croit-elle pas aller chez son père à chaque piqure d'épingle... Il savait très-bien depuis plusieurs jours que son père était malade ; mais il n'avait pas voulu le lui dire, crainte d'alarmer sa grande sensibilité.*

Cette raillerie était assez familière au marquis de Samson : c'était le ton qu'il avait pris avec sa femme, et il l'exprimait assez naïvement sans doute, lorsqu'il disait à la marquise de Broc, sa belle-sœur : que sa femme n'était qu'une comédienne ; que les beaux sentimens qu'elle affectait n'étaient qu'un jeu ; qu'il se lassait de tout cela, que son parti était pris, et qu'il voulait s'en séparer.

Sans doute, il n'est rien de plus cruel pour un enfant bien né, que l'impossibilité de témoigner ses sentimens et de donner ses soins à son père malade, à un père que tout fait aimer. Et, à cet égard, la tyrannie du marquis de Samson prenait tout le caractère de la barbarie. Mais, pour toute ame sensible, il est affreux d'être moquée, insultée, bravée, persiflée sur les marques qu'elle ne peut contraindre d'une sensibilité aussi vraie que légitime. Cette injure porte le désespoir dans l'ame et le trouble dans les sens.

Vous voyez, messieurs, si j'ai exagéré, lorsque j'ai dit qu'en appliquant à la cause le principe qui décide particulièrement les séparations entre gens d'un état distingué, en bornant mes moyens aux injures, aux mépris accumulés sur la marquise de Samson, j'aurais encore trop d'avantage. Elle est d'une naissance distinguée ; elle devait s'attendre aux procédés honnêtes et délicats dont les personnes distinguées se font une habitude, jusque dans leur indifférence, et quelquefois même dans leur aversion mutuelle. Eh bien, depuis que la discorde des mariages fait retentir le tribunal, avez-vous eu l'exemple d'une femme de qualité plus indigne-

ment traitée, accablée par des mépris plus cruels , et sous un despotisme plus dur ; emprisonnée dans une chambre de sa maison , condamnée par son mari au pain et à l'eau , insultée dans ses sentimens les plus chers , dans sa tendresse maternelle , dans son amour filial , assimilée à une *esclave* , à une *servante* , et menacée du bâton ?

Mais tel est le triste avantage de la marquise de Samson , que la tyrannie habituelle , les injures et les mépris journaliers étaient ses moindres souffrances , comme ils sont aujourd'hui les plus faibles moyens de sa demande. Et puisque le marquis de Samson , en portant sur sa femme une main coupable , en exposant ses jours par des menaces horribles , ou par des violences plus funestes que les menaces , s'est dégradé lui-même , puisqu'il s'est dépouillé de toute la dignité de son rang , pour se confondre dans la classe de ces hommes vils , capables de telles bassesses , il faut bien que sa femme soit encore jugée comme la femme d'un homme au-dessous même de la classe ordinaire.

Vous savez déjà , messieurs , que je ne vous parle pas ici d'un seul sévice , d'une menace isolée , d'un coup échappé dans un transport de colère , et aussitôt réparé par le repentir ; non , c'est toujours sans repentir , et quelquefois même avec réflexion , que le marquis renouvelait ces excès avilissans.

Vous l'avez vu dans la scène occasionée par l'invitation faite à la comtesse de la Châtre , s'irriter au point de tirer son couteau , de l'ouvrir , et de se porter le couteau à la main sur sa femme , enceinte d'environ six mois. La prudence , la crainte ou l'humanité ont-elles retenu sa main ?

Vous l'avez vu quelque temps après s'enflammer vivement sur l'huile d'une salade mangée par ses domestiques , commenter sur un si beau texte , les injures les plus grossières , dire à sa femme qu'elle est bien heureuse d'être grosse ; que

sans cela il la ferait marcher avec un bâton. Cette expression , comme vous voyez , lui était assez familière ; mais vous avez remarqué que la scène eut un intervalle ; cet intervalle donna au marquis le temps de la réflexion , il soupa tranquillement , et après souper , cette salade lui revient à l'esprit ; il recommence les reproches , les reproches ramènent les injures , il s'échauffe par degrés , et s'égare enfin jusqu'à proférer contre sa femme cette menace atroce : *Que si elle n'était pas grosse , il lui passerait son épée à travers le corps.*

De tels faits portent dans l'ame l'indignation et la terreur. Et vous les croirez sans balancer : j'ai annoncé la preuve.

Vous avez vu sa colère excitée par la gaieté folle d'une femme-de-chambre , et les suites affreuses de cette colère. Ici le marquis de Samson ne garde plus de mesure ; la prudence l'abandonne tout à fait , les coups suivent les injures et les menaces ; il s'élance sur sa femme comme un forcené , lui donne deux soufflets , la saisit par les oreilles , la fait ainsi marcher à reculons , la culbute sur des fauteuils , et la serre de telle force que ses ongles lui déchirent le visage. Il la laisse relever ; mais c'est pour ajouter à son état déplorable toutes les atteintes du plus mortel effroi. Il veut éloigner sa femme , mais il veut qu'elle soit au couvent ; mais il veut que cette séparation ne soit reprochée qu'à elle ; il lui commande d'écrire sur le champ et de signer la demande du couvent ; il présente du papier , de l'encre , une plume ; tire son couteau de sa poche , le pointe au sein de sa femme , en disant : écris , ou je te tue ! Apprends que je suis capable d'être un second M. de.....

Je parcours rapidement ces tristes détails ; les réflexions n'y ajouteront rien. Je suis au dernier ; mais c'est celui qui présente une brutalité plus réfléchie et plus opiniâtre.

Vous avez vu comment , dans son despotisme ordinaire , il voulait forcer sa femme à recevoir un laquais qui ne lui était

pas agréable. Les représentations les plus douces l'irritèrent ; et comme l'habitude de frapper lui était facile et commode , les coups ne se firent pas attendre. Il saisit sa femme par le bras , la fait pirouetter et lui donne des coups de pied : la concierge entre ; la marquise se plaint. Fier de montrer que la présence de la concierge ne l'intimide pas , son mari la reprend froidement , et à deux reprises différentes , la fait encore pirouetter et lui donne encore des coups de pied : la concierge court vers lui , les mains jointes ; il se calme : la concierge sort ; il s'irrite de nouveau , s'avance vers sa femme , et lui dit en la menaçant : *je t'assommerai*. Sur ce qu'elle dit que sa famille ne laisserait pas cet attentat impuni , il la prend par les oreilles , la traîne dans la chambre , la culbute sur des fauteuils , et répète les mêmes violences chaque fois qu'elle se dégage. Elle crie : il réfléchit alors que des plafonneurs qui travaillent au-dessus du salon pourraient l'entendre , et pour qu'elle crie vainement , il la ressaisit , ouvre une croisée basse , la précipite dans une orangerie , la pince , la tiraille , la frappe , et ne fuit que lorsqu'il s'aperçoit que ses cris sont cependant parvenus aux oreilles des valets.

On sera peut-être moins indigné de cette brutalité rare , qu'étonné de la tranquillité , de la constance avec laquelle il calcule les moyens de l'exécuter , du sang-froid avec lequel il l'exécute , avec lequel il la suspend , avec lequel il la recommence un instant après. Je me contenterai de dire avec M. l'avocat-général Joli de Fleury : *Des personnes viles et abjectes sont seules capables de se livrer à de pareils excès !*

Un homme de la lie du peuple est méprisé par ses égaux , s'il porte une main brutale sur sa femme ou sur une femme étrangère , parce que dans tous les temps , dans tous les états , c'est une infamie d'abuser de la force contre l'être toujours le plus faible , s'il n'est pas toujours le plus aimable et le plus touchant. C'est contre la marquise de Samson , contre une

femme honorable , autant par le nom qu'elle a quitté que par celui qu'elle porte , qu'un militaire , un gentilhomme tire son couteau et parle de tirer son épée ! C'est sa femme qu'un mari frappe des mains et des pieds , et dont il met la vie dans un danger continuel , par des violences aussi fréquentes que funestes.

La conséquence ne sera pas disputée : le principe ne peut pas l'être. Ce qui suffirait pour délivrer la plus vile créature , suffira pour délivrer la marquise de Samson , et ce moyen seul doit assurer sa demande.

Je ne suis pas arrivé cependant à mon dernier moyen.

Il est encore une cause de séparation que je ne trouve pas dans les injures et dans les sévices , mais dans les sentimens et dans la volonté du marquis de Samson. Daignez vous rappeler , messieurs , les principes que j'ai établis sur l'opinion des auteurs et sur la jurisprudence des arrêts , qu'il suffisait pour nécessiter la séparation de deux époux d'un rang honorable , que le mari ait donné des preuves évidentes d'une forte antipathie , et témoigné d'une manière irrévocable la volonté de se séparer.

Ne cherchons pas les circonstances et les témoins devant lesquels le marquis de Samson a manifesté cette volonté ; il sera plus difficile de trouver les occasions où il a pu contraindre ce sentiment , et les personnes de sa connaissance à qui il n'en a point parlé.

N'a-t-il pas dans sa maison , devant tous ses domestiques , fait fermer les portes de communication qui conduisaient de son appartement à celui de sa femme ? séparation privée plus injurieuse qu'une séparation publique.

N'a-t-il pas dit au comte et au marquis de Broc que sa femme était un monstre , qu'il voulait absolument se séparer d'elle , et qu'il ne la verrait jamais ; qu'il la rendrait si malheureuse qu'il la forcerait bien de sortir de sa maison ?

nonçait des peines graves dans le cas où elle contreviendrait à sa volonté suprême ; qu'il tournait en ridicule la tendresse qu'elle lui témoignait et ses alarmes sur la santé de son père ; qu'il la menaçait de la faire marcher avec un bâton , de l'enfermer dans un cachot ; qu'il l'enfermait réellement dans sa chambre , pour y recevoir de sa propre main le pain et l'eau qui devaient la nourrir ; qu'il portait enfin l'aveuglement et la haine jusqu'à parler de l'accoucher lui-même , pour qu'elle ne reçût aucune assistance étrangère , et de soustraire son enfant à ses regards et à ses caresses au moment même de sa naissance ; si je retrace tous les traits de ce tableau révoltant , la séparation de la marquise de Samson devient un acte indispensable de justice et d'humanité.

Et si l'on va jusqu'à se souvenir du danger imminent auquel il a livré plusieurs fois les jours de sa femme , des excès inouis échappés à sa fureur ; si je le fais voir encore poursuivant sa femme , la culbutant sur tous les fauteuils du salon , lui déchirant le visage , l'accablant de soufflets et de coups de pied , et recommençant cette scène affreuse sous les yeux de sa concierge ; si je répète l'horrible menace de lui passer son épée à travers le corps ; si je le représente se portant , le couteau à la main , sur sa femme enceinte de six mois ; si je le montre encore , forcené de colère , s'armanant du même couteau , et s'excitant à la rage par un exemple atroce , forcer sa femme , ce couteau sur le sein , de tracer sous sa dictée un écrit qui devait justifier sa brutalité. Alors l'indignation et la terreur succèdent au raisonnement , toutes les voix s'élèvent et toutes les mains s'avancent pour écarter l'assassin et sauver la victime.

Voilà les motifs de la séparation que demande la marquise de Samson ; voilà les faits qu'elle présente. Je ne pense pas qu'il soit possible de les rassembler en plus grand nombre , et plus graves , plus pertinens , plus admissibles , plus capables

d'opérer une séparation. C'est trop pour une femme d'un état distingué; ce serait trop encore pour une femme de la plus basse condition; et, s'il n'était question dans ce moment que d'obtenir la faculté de prouver, l'admission à la preuve de faits dont le nombre et l'espèce font déjà présumer la vérité, ne souffrirait aucune incertitude.

Mais l'effervescence naturelle au marquis de Samson, cette chaleur immodérée, cette impossibilité de se contraindre, qu'un homme du monde pourrait appeler inconséquence et indiscretion, vont procurer aux deux époux l'avantage commun de ne pas amuser leur province de leurs dissensions domestiques, de ne pas consigner dans une enquête publique les égaremens du mari et les malheurs de la femme.

La marquise de Samson peut vous fournir dès à présent la preuve de tout ce qu'elle vient de vous dire, ou du moins des faits principaux; preuve suffisante, puisqu'elle est supérieure même à la critique, qui n'épargne jamais la preuve testimoniale; preuve à l'abri du soupçon, puisqu'elle est toute entière dans des écrits du marquis de Samson lui-même.

J'ai des preuves de deux espèces: preuve directe de la résolution constante, manifestée plusieurs fois par le marquis de Samson, d'éloigner sa femme et de vivre sans elle; et en même temps, preuve indirecte de la haine qui inspirait cette résolution, et des mauvais traitemens, effets indispensables de la haine; car il est impossible de présumer qu'un mari ne baise pas la femme qu'il veut chasser de sa maison, comme il est impossible de croire qu'un homme, et surtout du caractère du marquis de Samson, puisse traiter avec douceur et complaisance une femme qu'il déteste.

Ma preuve de la seconde espèce est une preuve directe du mépris, de la tyrannie, des sévices, enfin des excès de tout genre dont le détail vous a fait gémir.

Je parle d'abord de la résolution persévérante, manifestée

par le marquis de Samson, de se séparer de sa femme. Ici, messieurs, daignez vous rappeler que ce motif était, dans la cause du marquis d'Essial, l'unique motif déterminant de l'arrêt de séparation. Daignez vous rappeler, comme disait M. Talon, que le parlement avait jugé dans cette cause qu'il ne fallait pas d'autre preuve de la séparation, que la lettre par laquelle le marquis d'Essial avait écrit à sa femme, qu'elle eût à sortir de sa maison, qu'il en voulait être séparée pour toujours.

Ce n'est point une lettre du marquis de Samson que je vous présente; j'en présenterai une tout à l'heure, mais elle n'est point adaptée à la preuve que je fais en ce moment; ce n'est pas par une lettre que je prouve la résolution prise plusieurs fois par le marquis de Samson de se séparer de sa femme.

Avec une lettre; le dirai-je? j'aurais moins de confiance, malgré l'arrêt du parlement. Je suis plus fort avec la preuve que je vais produire. On pourrait m'objecter qu'une lettre est un acte d'humeur et de colère, que la main trace, que le cœur désavoue, que la réflexion condamne, et qu'une lettre contraire a pu démentir le lendemain. Je suis bien au-dessus de cette objection. Je place sous vos yeux trois actes de séparation volontaire, trois libelles de divorce, dont les deux premiers sont écrits en entier par le marquis de Samson, et le troisième est signé par lui, et exécuté depuis deux ans passés.

Les époques et les causes de ces trois projets de séparation provoquée par le marquis de Samson lui-même, sont encore présentes à votre esprit.

Le premier fut la suite de cette scène cruelle où le marquis de Samson, après avoir, trois fois dans son salon, et deux fois devant sa concierge, menacé, frappé du pied et de la

main , traîné et culbuté sur des fauteuils sa malheureuse épouse, la fit sauter dans une orangerie pour la violenter plus à son aise.

Vous n'avez point oublié que le même jour , il lui présenta à signer un acte de séparation qu'il avait rédigé et écrit lui-même ; que sur son refus de le signer , il lui permit de se consulter auparavant ; c'était bien prendre le temps de se consulter lui-même ; mais le temps ne changea point sa résolution. La marquise de Samson envoya cet acte à son frère : les termes de sa lettre vous peignent encore sa constance dans ses devoirs , ses sentimens et ses désirs. Elle le priait d'engager son père à venir près d'elle : *Je serais charmée*, disait-elle, *qu'il pût rapatrier mon malheureux ménage. Puissé-je , par un nouvel accord , recevoir la paix et la tranquillité , et me voir heureuse avec mon mari , ce qui est et sera toujours mon unique vœu.*

Lè père arriva le lendemain ; le frère arriva le surlendemain ; deux jours suffisaient sans doute pour faire quelques réflexions calmantes , et que purent-ils obtenir du marquis de Samson ? Avec l'aveu de ses emportemens passés , des emportemens nouveaux , et cette menace énergique , *de ne plus marcher avec sa femme qu'un bâton à la main , et de la rendre si malheureuse qu'il la forcerait de sortir de sa maison.*

Ce désir d'éloigner sa femme n'était donc pas , dans le cœur du marquis de Samson , l'effet d'une humeur passagère , d'un dépit instantané ; c'était une résolution prise depuis longtemps , et alimentée par la haine qui renouvelait chaque jour ses fureurs et les tourmens de sa femme. La première fois qu'il manifeste cette résolution , il y persiste pendant plusieurs jours ; et pour la suspendre seulement , ne faut-il pas encore que l'esclave s'abaisse devant son tyran ; que l'épouse offensée s'humilie ; qu'elle paraisse demander le pardon qu'elle

accordait ; qu'elle invite la première à un raccommodement ; qu'elle embrasse enfin le mari qui devrait lui-même embrasser ses genoux.

Je dis que cette résolution ne fut que suspendue, et en effet on le voit quelque temps après porter aux Perrais, chez son beau-père, toute la haine d'un cœur inflexible. Après avoir fait retentir à toutes les oreilles ses projets de séparation ; après avoir dit à tout le monde, à la marquise de Broc, à la comtesse de la Galissonnière, à la marquise de Pommery, au comte de Fontenay, qu'il voulait se séparer ; qu'il n'avait aimé sa femme que quinze jours, qu'à présent il la détestait ; que les nœuds étaient formés dans son cœur depuis le jour de son mariage ; et que rien ne pouvait les dissiper ; après avoir bravé, menacé et provoqué son beau-père, il part en fureur et retourne au Mans. Un gentilhomme le suit, le comte de Fontenay, ami commun, veut parler de paix ; il ne veut pas l'entendre, et lui remet un second projet de séparation entièrement écrit de sa main, avec le choix pour sa femme de l'accepter sur-le-champ, ou de revenir sur-le-champ auprès de lui, bien certaine qu'elle ne verrait plus ni son père, ni ses sœurs.

La marquise de Samson préfère encore son devoir à la tranquillité, qu'elle devait désirer depuis long-temps. Elle rejoint aussitôt son mari, ou plutôt son persécuteur. Cet excès de confiance et de douceur pourra-t-il au moins l'adoucir ; reconnaîtra-t-il par des procédés moins cruels cette dernière marque d'une amitié dont il ne devait plus se flatter ? Non : il va la punir de résister à ses desirs, et de refuser une séparation qu'il sollicite avec tant d'empressement.

C'est alors qu'il transforme son château en une prison véritable. *Vous ne verrez plus vos parens ; vous n'écrirez, vous ne recevrez aucune lettre ; vous avez, pour vous promener, les environs de la maison, le salon, votre cham-*

bre, pas davantage. Oui, madame, vous êtes mon esclave, ma première servante; je vous apprendrai ce que c'est qu'un mari irrité contre toute une famille.

N'avait-il pas dit au comte et au marquis de Broc, qu'il rendrait sa femme si malheureuse qu'il la forcerait de sortir de sa maison? Ce dessein est le seul dont le marquis de Samson ait suivi constamment l'exécution. Il est parvenu à révolter, à fatiguer la femme la plus courageuse et la plus patiente, à lui faire accepter enfin la séparation qu'il offrait pour la troisième fois.

Pour régler les conditions, on avait proposé un comité de deux gentilshommes et de deux avocats; le marquis de Samson a refusé: il voulait être seul maître des conditions, et en effet il s'est chargé seul de voir son avocat et celui de sa femme, et, seul, il a dicté toutes les clauses de cette troisième séparation, exécutée depuis trois ans et trois mois, qu'il veut révoquer aujourd'hui, et dont la marquise de Samson vous demande la confirmation irrévocable.

Si l'on admet qu'un mari puisse témoigner d'une manière constante et publique un désir toujours ardent de vivre éloigné de sa femme, je demande par quels actes il peut manifester ce désir avec plus de persévérance et plus d'énergie que le marquis de Samson?

Ceci n'est point une lettre qu'un moment de colère peut dicter, qu'un moment de réflexion peut contredire, ce sont trois écrits qui se succèdent à plusieurs intervalles, et qui, tous trois, expriment avec la même force la même volonté toujours constante, toujours inébranlable, de se séparer de sa femme.

Ce n'est point une lettre dans laquelle quatre lignes rapidement tracées, ne sont que l'explosion d'une impatience aveugle autant que le sentiment qui la produit; il s'agit de huit à dix pages, écrites de la main même du marquis de

Samson , et dont chaque ligne est l'ouvrage du raisonnement et le calcul de la réflexion.

Dans les trois actes , il établit avec une sagacité singulière l'autorisation nécessaire à sa femme pour jouir de son bien , recevoir , exiger ses revenus ; il distingue très-froidement les charges dont elle sera exempte et les charges qu'elle devra supporter.

Mais ce qui frappe le plus dans ces écrits étonnans , c'est la franchise avec laquelle le marquis de Samson y découvre la constance de sa résolution , et sa certitude intime que son cœur ne changera jamais de volonté ; qu'il est désormais impossible que la tendresse succède à la haine , et le désir à la répugnance.

Dans le premier acte , il faisait promettre à sa femme de ne jamais demander à revenir dans sa maison ; il la forçait de consentir dès à présent à être déboutée de toute demande , *même en justice* , à ce sujet.

Cette clause seule , imaginée et écrite par le marquis de Samson , vous dévoile , messieurs , avec quelle opiniâtreté il concevait le dessein d'éloigner sa femme sans espérance de retour. Il craint que sa femme ne s'adresse un jour à la justice , pour le contraindre à la reprendre , et il lui enlève d'avance le secours de la justice ; il s'environne des plus odieuses précautions. Ce qu'il craignait alors , nous fera-t-il croire qu'il le désire aujourd'hui ? Ce danger qui l'effrayait s'est-il donc transformé pour lui en jouissance désirable ; et comment pouvez-vous l'écouter , lorsqu'il viendra vous dire qu'il appelle avec toute l'ardeur de ses premiers sentimens , une femme qu'il a voulu trois fois chasser de sa maison , et contre le retour de laquelle il armait toute sa prévoyance.

Cette clause expressive n'a pas été répétée dans les deux derniers actes , parce que le marquis de Samson a consulté pour les rédiger , et parce que son conseil lui a observé qu'une

telle clause suffisait pour faire prononcer en justice, comme il la prononçait lui-même, une séparation irrévocable. Ce conseil était instruit des principes qui vont déterminer votre jugement.

Mais ce qu'il perdait du côté de la haine, le marquis de Samson voulut le regagner du côté de l'empire. Le despotisme a inséré dans ces deux derniers actes une autre clause aussi insultante et plus onéreuse. Il imposait à sa femme la loi de ne point fixer son domicile à Paris, ni aux environs, à la distance de dix lieues, pour lui ravir la consolation de voir ses sœurs et de vivre avec elles.

Ainsi, dans cette séparation, il voulait ne trouver que son plaisir, l'absence de sa femme; même en l'éloignant, il prétendait la retenir sous le joug. C'était loin de lui qu'il affectait de la captiver encore; il relâchait les fers de son esclave; mais le bout de la chaîne restait dans sa main.

Il a prononcé trois fois son jugement; vous ne ferez, messieurs, que le confirmer. Lorsque, pendant deux ans et demi de mariage, un époux a réitéré trois fois un signe authentique de son aversion; lorsqu'il a trois fois écrit et signé de sa propre main une intention décidée de se séparer de sa femme (je ne vous rappelle ni le principe ni l'arrêt qui l'a consacré). Cette preuve, trois fois répétée, écarte toute espérance d'un sentiment plus propice, d'une société plus tranquille. Et dans l'espèce, cette preuve suffit pour constater l'inutilité de l'enquête et la nécessité de la séparation.

La preuve qui me reste, si elle est surabondante, n'est pas moins expresse.

C'est dans une lettre du marquis de Samson que j'ai annoncé la preuve directe de tous les mauvais traitemens dont la plainte de sa femme vous a présenté les affligeans détails.

Vous n'espérez pas sans doute que le marquis de Samson ait pris lui-même le soin de faire, dans un écrit de sa main,

la récapitulation bien exacte de toutes ses fautes, pour y joindre l'aveu précis de chaque faute en particulier. Il serait injuste d'exiger un effort aussi difficile. Jusqu'à présent, un seul homme connu s'est montré capable de ce courage, encore n'a-t-il parlé qu'après sa mort, et peut-être eût-il mieux fait de se taire.

Mais si quelqu'un s'approchait de l'oreille du marquis de Samson, et s'attachait à lui rappeler par ordre le mépris, les injures, la tyrannie, les violences, tous les excès enfin dont il s'est rendu coupable; par exemple, je viens de les détailler avec assez d'exactitude; et si, en me répondant, le marquis de Samson choisissait les faits les plus légers pour les nier faiblement ou pour les excuser; s'il gardait le silence sur les faits les plus graves, ne seriez-vous pas obligés d'en conclure qu'il avoue ce qu'il ne conteste pas; et si le marquis de Samson allait jusqu'à me prier de ne pas lui rappeler ses fautes les plus graves; s'il allait jusqu'à me promettre de n'y plus retomber, ne serait-il pas évident qu'il les a commises?

Voilà précisément la scène qui va s'exécuter sous vos yeux. C'est la marquise de Samson elle-même qui rappellera à son mari tous ses égaremens sans en excepter aucun, et nous verrons comment son mari lui répondra.

Je vous demande, messieurs toute votre attention pour la lecture de ces deux lettres, et pour les conséquences qu'elles me fournissent.

Lorsque, deux mois après l'éloignement de sa femme qu'il avait lui-même si souvent et si vivement sollicité, le marquis de Samson eût mis dans sa tête de la rappeler, il alla aux Perrais pour la chercher : elle refusa de le voir ; il écrivit, et voici comme elle répondit :

(Lire la lettre de la marquise).

Vous remarquez, messieurs, comment, sans prétention, sans autre désir que celui de justifier sa résistance, la mar-

quise de Samson retrace à son mari la liste des tourmens journaliers dont elle était la victime auprès de lui. Ce courage est celui de la vérité, et cette lettre de la marquise de Samson est au moins une forte présomption de la sincérité de sa plainte. On ne supposera jamais qu'une femme, en écrivant à son mari, invente des atrocités de cette espèce pour les lui reprocher.

Et si cette femme poussait jusque-là l'effronterie, comment pense-t-on que son mari dût lui répondre ? Quelque tendresse qu'on lui suppose, quel que soit le désir de se rapprocher de sa femme, pourrait-il se dispenser de lui remontrer avec douceur qu'un tel roman est plus odieux encore qu'in vraisemblable ?

Je dis *quelque* tendresse qu'on lui suppose, parce qu'en effet il faut en supposer beaucoup au marquis de Samson, lorsqu'il écrivait la lettre que je vais avoir l'honneur de vous lire. Le caprice le rappelait à sa femme, et tels étaient tous ses sentimens, que la résistance en augmentait l'opiniâtreté. Si elle eût accordé sur-le-champ, elle eût perdu tout son prix. Son refus seule rendait désirable. Le marquis de Samson voulut épuiser tous les moyens de réussir ; il commença par celui dont il connaissait l'efficacité, le langage de l'amour et de la séduction ; aussi rassembla-t-il dans la lettre que vous allez entendre, tout ce que le sentiment le plus tendre peut dicter, les expressions les plus attendrissantes, en sorte qu'il ne faudra pas s'étonner si cette lettre fournit dans la cause deux argumens contraires.

Moi je prétends y trouver l'aveu de tous les faits articulés, et l'aveu tellement exprès qu'il suffit pour terminer toute dispute.

Mon adversaire y cherchera la peinture de l'amour le plus vrai, la tendresse la plus expressive pour vanter la vivacité du désir qui paraît aujourd'hui le rapprocher de sa femme, et la sincérité de ses promesses.

Mais vous sentez déjà la différence de nos deux argumens. Le mien s'établit sur des faits avoués ; celui de mon adversaire sur des phrases.

Je veux vous lire cette lettre sans l'interrompre par aucune réflexion , pour vous laisser l'entière liberté des conséquences ; daignez seulement ne pas oublier qu'elle sert de réponse à celle que vous venez d'entendre.

(Lire la lettre du marquis).

La marquise de Samson ne pouvait pas être insensible à ce langage ; le même langage avait séduit son cœur , lorsque son époux , encore amant , lui promettait , avant son mariage , *des jours filés par la main des plaisirs* , lorsqu'il l'appelait *la moitié de soi-même* , lorsqu'il parlait de *sa tendre amitié* , lorsqu'il peignait avec feu *les élans de son cœur* ; mais si elle rappelait à sa mémoire combien ses élans étaient rapides , et rapidement détruits par des élans contraires , combien l'intervalle fut court des assurances d'amitié aux transports de colère , comment le marquis de Samson avait traité , dès les premiers jours de son mariage , *la moitié de soi-même* , quels jours elle avait passés près de lui , *des jours filés par la main des furies* ; si elle occupait son souvenir du mépris qu'elle avait souffert , des injures qu'elle avait entendues , de la tyrannie qui l'avait opprimée , des menaces qui l'avaient si souvent effrayée , des coups qu'elle avait reçus ; si elle retraçait à sa pensée ce mari si affectueux en propos , et si fertile en promesses , parlant de son épée pour la passer à travers le corps de sa femme , et portant deux fois la pointe de son couteau sur le sein de sa femme enceinte , alors elle ne trouvait dans sa lettre que des sermens aussi légers que les paroles qui les expriment , et des paroles vaines , comme le son dont elles frappent l'oreille.

Et si , à côté de ces sermens frivoles , elle lit , dans cette

lettre, l'aveu de toutes les barbaries dont elle fut la victime; si elle réfléchit qu'au milieu de tous les faits atroces qu'elle vient de reprocher, il n'en est qu'un que le marquis de Samson ose nier, et qu'il le nie encore bien faiblement, c'est le propos insultant tenu contre elle et sa famille.

(Et en effet, messieurs, sur ce fait, le seul qu'il disputé dans sa lettre, vous avez remarqué que sa hardiesse va jusqu'à le révoquer en doute, et non pas jusqu'à le nier expressément. Il dit : *j'ignore quand j'ai articulé le mépris que je faisais de toi et de toute ta famille que je méprisais plus encore que la boue de mes souliers ; je ne me rappelle pas, ma chère amie, de m'être jamais servi de pareilles expressions.* La mémoire n'est point rebelle sur de pareils faits. S'il n'eût pas proféré ces paroles méprisantes, il aurait dit affirmativement : *je me rappelle très-bien de ne m'être jamais servi de pareilles expressions*).

Si la marquise de Samson calcule le motif de cette excuse unique; si elle songe qu'elle était alors chez son père, et que son mari, pour l'intérêt de ses nouveaux desseins, devait au moins rétracter cette insulte commune à toute sa famille; si elle pense qu'il avoue expressément le despotisme domestique qu'il exerçait sur elle, la défense de commander dans sa maison, la porte de communication fermée entre les deux appartemens; si elle pense surtout qu'il avoue aussi expressément sans doute, les faits les plus graves, les soufflets, les coups de pied, le couteau porté deux fois sur le sein de sa femme, toutes les barbaries qu'elle rappelait dans sa lettre, et dont il rougit de parler dans sa réponse, mais qu'il n'est pas besoin, dit-il, de retracer à sa mémoire, et dont il promet de conserver le souvenir toute sa vie : alors l'illusion se dissipe tout à fait, la terreur succède à l'attendrissement; elle ne voit, dans les tendres promesses de son persécuteur, qu'un piège tendu par l'amour-propre à la sensibilité, et son

ame est partagée entre l'effroi du danger et le mepris de l'artifice.

Et comment pourrait-elle établir la plus faible espérance sur cette langoureuse élogie, lorsqu'elle relit la phrase qui la termine, cette phrase si précieuse qu'elle renferme en quatre mots la preuve que j'établis, et l'aveu de tous mes reproches ? Elle a dû vous frapper, messieurs : *tu verras que nous ne serons plus exposés aux dissensions qui ont fait notre malheur jusqu'à ce jour*. Eh quoi ! c'est le marquis de Samson lui-même qui déclare que son mariage a été malheureux jusqu'à ce jour ! que jusqu'à ce jour la dissension a troublé et tourmenté les deux époux ! Quoi ! pas un seul jour de calme ! pas un instant de félicité depuis l'autel qui a reçu leurs sermens, jusqu'au tribunal qui reçoit leurs plaintes ! Quoi ! le prestige des premiers feux, les attraits d'une jeune épouse, la langueur des désirs satisfaits, tout ce qui fait le charme des premiers momens, n'ont pu donner à la jeune épouse quelques instans de sécurité, bien loin de lui préparer des jours heureux ! c'est le mari qui le déclare lui-même, et c'est lui qui promet, pour l'avenir, la paix et le bonheur !

Non, messieurs, il n'est plus de bonheur pour la marquise de Samson, et c'est de vous seuls qu'elle attend la paix ; ces quatre mots, gravés dans la lettre de son mari, vous attestent la vérité de ses infortunes ; et quelle preuve plus énergique pourriez-vous désirer de sa malheureuse destinée depuis qu'elle est unie à celle du marquis de Samson ? Ces quatre mots sont la preuve du sentiment intérieur de haine dont il a toujours été pénétré, et qu'il exprimait sans contrainte, lorsqu'il disait à la marquise de Broc qu'il n'avait aimé sa femme que quinze jours ; qu'à présent il la détestait ; lorsqu'il disait au comte de Montaupin que les nuages étaient formés dans son cœur du jour de son mariage, et que rien ne pourrait les dissiper.

Elle renonce à son amour ; il l'a forcée lui-même à ce sacrifice : mais elle ne perdra point son estime ; elle a tout fait pour la conserver jusque dans les motifs de sa demande actuelle.

Ce n'est pas la liberté qu'elle demande. Accoutumée, dès son enfance, à vivre sous les yeux d'un père irréprochable, au sein d'une famille vertueuse, fût-elle légère ou dissipée, elle ne porterait pas, à trente ans, la légèreté et la dissipation au milieu des exemples qu'elle a pris pour modèles ; ce n'est pas la liberté qu'elle demande, c'est le repos.

Elle abandonne le plus agréable séjour de sa province, l'usage commun d'une fortune au-dessus de la sienne. Elle n'aura, dans sa retraite, que le revenu de sa dot, quinze cents francs de rente ; ce qui ne suffirait pas aux désirs d'une femme frivole, peut suffire aux besoins d'une femme sage ; ce n'est point la jouissance d'un grand bien qu'elle cherche, c'est le repos.

Elle l'a retrouvé depuis que son père a daigné la presser sur son sein, depuis que son frère et ses sœurs ont partagé ses peines, depuis qu'elle a revu la maison paisible qui lui servit de berceau. Là, dans le calme de ses premières années, son mariage ne présenterait bientôt à son esprit que l'inquiétude d'un songe pénible, sans le souvenir de son fils. Si quelque jour ce fils, qui ne la connaîtra pas, développant son cœur aux premières sensations, cherche et demande sa mère ; s'il s'échappe pour entendre le récit de ses peines, pour recueillir les caresses dont son enfance fut privée, pour sécher ses larmes ; s'il promet de ne pas partager l'insensibilité de son père, cette douce illusion mêle à tant de maux un rayon d'espérance.

Je persiste, etc.

RÉPLIQUE.

MESSIEURS ,

Je me flatte d'avoir laissé dans vos esprits à la dernière audience quelques résultats certains.

Les principes, en matière de séparation ; sont si publics , si fréquemment répétés, que l'erreur est impossible ; ceux que j'ai établis sont invariables.

Le plainte de la marquise de Samson présente des faits d'une telle gravité et en si grand nombre, qu'ils suffiraient pour séparer, non pas la marquise de Samson, une femme d'un rang distingué, mais une femme de la plus vile condition.

Ces deux points ont été expressément avoués.

Il n'en faudrait pas davantage pour juger la cause, si je ne demandais, pour la marquise de Samson, que l'admission à la preuve testimoniale.

Sur l'in vraisemblance des faits allégués par le marquis de Samson, j'ai fait voir que l'in vraisemblance pouvait être opposée, lorsque les faits n'étaient pas soutenus par des preuves ; qu'un fait prouvé ne pouvait pas être invraisemblable ; que, dans l'espèce, la plupart des faits consignés dans la plainte étaient prouvés par un écrit tracé de la main même du marquis de Samson.

Cela ne m'a pas empêché d'examiner les lettres de la marquise de Samson.

Je les ai divisées en deux époques, et ces deux époques seront toujours présentes à vos esprits.

Ces lettres sont au nombre de dix ; elles se divisent en nombre égal ; cinq forment la première époque, et cinq la dernière époque.

La première époque commence le 17 février 1782, et finit

le 18 mars de la même année ; elles ont été écrites dans l'espace d'un mois.

C'est dans les cinq lettres de la première époque que la marquise de Samson a répandu toutes ces expressions affectueuses, ces phrases tendres, dont la lecture a pu étonner un instant. C'est là qu'elle dit qu'elle est contente comme une reine ; que le retour de son mari sera pour elle un second jour de noce ; que, si elle avait une troisième sœur, son père voudrait lui trouver un second Samson ; qu'une couronne n'ajouterait rien à son bonheur.

Elle était mariée depuis sept à huit mois ; elle était enceinte de son fils ; et son mari n'avait encore signalé son caractère que par deux impatiences, échappées, l'une deux mois, et l'autre quatre mois auparavant, et légères en comparaison des excès qui ont suivi. Rien de plus naturel que la tendresse exprimée dans ces cinq premières lettres.

La seconde époque commence le 24 juillet 1782, et finit le 4 octobre 1783. C'est dans les intervalles de ces cinq dernières lettres qu'il faut placer une partie des mauvais traitemens dont la plainte vous a présenté les détails. Le contraste est frappant. Ces dernières lettres n'expriment plus ni la tendresse ni l'amour. On n'y trouve que des choses indifférentes, dites d'un ton quelquefois plaisant, et toujours affable.

Quelle est la raison de cette différence ? La marquise de Samson n'était plus affectionnée ; elle était encore patiente et douce ; elle vous l'a dit dans sa plainte ; elle s'était fait un système de tout souffrir pour obtenir de son mari la tranquillité qu'elle ne peut plus obtenir que de vous. Elle voulait, comme dit Cochin, adoucir la férocity du caractère de son mari ; elle n'avait pas de moyen plus puissant que de paraître douce et affectueuse. Ces lettres ne peuvent donc être considérées que comme une pâture présentée au mari pour l'adoucir.

Aussi n'ont-elles fourni à mon adversaire qu'un seul ar-

gument sur lequel il a placé l'événement de la cause. La marquise de Samson a pardonné tous les faits antérieurs à ses lettres. La justice ne l'admettra pas à la preuve de ces faits, à moins qu'elle ne présente un fait postérieur capable d'opérer seul la séparation.

J'ai prouvé qu'il ne fallait pas un fait postérieur capable d'opérer seul la séparation, mais un fait ordinaire qui, dans la masse des faits reprochés, puisse influencer, comme les autres, pour la séparation demandée : je l'ai prouvé par un raisonnement qui n'aura pas de réponse, et que je répète en deux mots. Admettre qu'un fait, postérieur au pardon, fait revivre tous les faits antérieurs, c'est admettre qu'il ne sera pas capable d'opérer seul la séparation ; car autrement les faits antérieurs seraient absolument inutiles.

C'est ainsi que le marquis de Samson est parvenu irréprochable jusqu'au premier décembre 1783, jusqu'au jour où sa femme, recevant l'ordre d'accepter sur-le-champ la séparation qu'il proposait pour la seconde fois, ou de revenir sur-le-champ auprès de lui, s'est déterminée sur-le-champ à le rejoindre.

C'est le 11 du même mois qu'elle a signé l'acte de séparation volontaire qu'il proposait pour la troisième fois, et qu'elle s'est retirée chez son père.

Pour suivre le marquis de Samson jusque-là, j'ai supposé tout ce qu'il était possible ; j'ai supposé que ce retour de la femme était un nouveau pardon ; j'ai supposé que tous les faits antérieurs ne pouvaient être rappelés que par un fait postérieur capable d'opérer seul la séparation, mais il m'était impossible de porter la complaisance plus loin.

C'était dans l'intervalle du premier au 11 décembre, qu'il fallait trouver ce fait postérieur capable de faire revivre tous les faits pardonnés.

J'ai repris la plainte ; et ce que j'ai fait, je le ferais encore si ma cause l'exigeait. J'ai distingué, avec toute la précision

possible, ce que mon adversaire avait choisi pour fonder son système, et ce qu'il avait passé sous silence. Il s'est levé; il a témoigné son mécontentement avec vivacité; il s'est plaint d'une injure directe. Je ne le pense pas. A-t-il voulu plutôt affaiblir l'objection pressante dans laquelle j'allais le renfermer, que manifester une sensibilité dont il reconnaîtrait l'injustice s'il en était affecté? Mais quoi qu'il dise, je ne croirai jamais qu'il puisse douter un moment de mon respect pour le ministère que je remplis, et de mon estime particulière pour son talent et ses qualités personnelles.

Maintenant que mes intentions sont connues, ou qu'elles doivent l'être, je reprends ma cause.

Vous avez vu, messieurs, comment le marquis de Samson l'a placée dans une seule époque, et sur la question de savoir si, du premier au 11 décembre; si, depuis le retour de la marquise de Samson jusqu'à la séparation volontaire, la plainte renferme un fait capable de faire revivre tous les faits antérieurs; vous avez vu s'il serait juste de décider cette question sur le fait qu'il a choisi, et non pas sur ceux qu'il a dissimulés; vous avez vu si, dans cet intervalle de dix jours, chaque moment n'a pas été, pour la marquise de Samson, une injure nouvelle; si toutes les actions et toutes les paroles de son mari n'ont pas été des preuves nouvelles de sa haine implacable et de son caractère inflexible.

Elle refuse la séparation qu'il proposait pour la seconde fois; elle revient, et pourquoi revient-elle? Elle avait éprouvé, pendant deux ans et demi, toutes les rigueurs d'un caractère violent et intraitable; elle avait épuisé toutes les ressources de la patience; nul espoir d'être plus heureuse: son mari lui offrait la liberté, quelle femme ne l'eût pas acceptée à sa place? Elle hésite cependant; elle tremble; ses parens, ses amis, témoins de ses infortunes, n'osent prononcer sur le parti qu'elle doit prendre; son père lui-même balance, mais

une voix plus puissante parle au fond de son cœur ; c'est la voix du devoir , c'est celle de la nature.

Elle a juré d'être fidèle à son mari ; ses liens sont sacrés ; elle souffrira peut-être ; elle sera persécutée encore , tyrannisée ; mais l'idée de ses devoirs la fortifiera , sa conscience la consolera ; elle aura au moins la satisfaction de ne pas augmenter , par ses malheurs particuliers , le chagrin d'un père qu'elle chérit.

La nature augmente ces impressions. La séparation , telle que son mari la propose , l'éloignera de son fils ; elle ne le reverra plus : ils seront privés , lui de ses soins , elle de ses caresses.

Vertu , amour de ses devoirs , tendresse maternelle , voilà ce qui la détermine ; voilà les sentimens auxquels elle sacrifie ses répugnances , son repos , sa liberté.

Elle revient auprès de son mari. Voyons maintenant comme son mari la reçoit , quel fut son premier accueil , son premier compliment.

« Vous êtes actuellement *mon esclave , ma première servante*. Je vous apprendrai ce que c'est qu'un mari irrité contre toute une famille. Je vous donne l'ordre de n'en donner aucun dans ma maison. Vous ne verrez plus vos parens ; je vous défends d'écrire une seule lettre ; vous n'en recevrez aucune que je ne l'aie lue. Telle est ma volonté suprême , et si vous osez y contrevenir , vous le payerez cher. »

Voilà , messieurs , comme le marquis de Samson a récompensé ce dévouement sublime , cet effort généreux , ce dernier effort de la patience et du courage.

Mon adversaire a cru que ce fait ne méritait pas même d'être rappelé , et je prétends qu'il suffirait seul pour décider le jugement.

Je rappelle le principe que j'ai établi , principe désormais incontestable , consacré par un ayeu formel.

La tyrannie domestique, l'avilissement de la femme dans sa propre maison suffisent seuls, sans autres sévices, sans injures, sans le concours d'autres faits, pour nécessiter la séparation, parce que les actes tyranniques et avilissans doivent rendre à la femme la société de son mari insupportable; parce qu'ils sont des preuves authentiques et multipliées de la haine que le mari a conçue pour sa femme, et du mépris qu'il s'étudie à verser sur elle.

Je rappelle ces paroles mémorables du saint évêque, aussi jurisconsulte qu'orateur sublime : c'est la plus cruelle injure pour une femme que d'être traitée en esclave par son mari. Un tel homme, si toutefois on peut l'appeler homme, plutôt qu'une bête féroce, peut être assimilé au parricide : *Summa enim injuria sociam tanquam mancipium afficere; idè ejusmodi virum, siquidem vir appellandus est, potius quàm fera, parricidæ similem dixeris.*

Je rappelle le jugement rendu l'année dernière dans la cause de la dame Desboulais. Cette cause est trop récente; elle a été trop remarquable pour qu'on puisse en contester l'espèce.

Mon adversaire défendait le mari¹, et tous les yeux peuvent se porter sur le défenseur de la femme². Elle ne reprochait aucun sévice, aucune violence. Le principal motif de sa plainte, et l'unique motif du jugement qui a prononcé sa séparation était cet abus du pouvoir et de la force, cette domination intenable qui, dans l'intérieur d'une maison, fait gémir la femme esclave sous un mari tyran.

Le marquis de Samson n'a pas voulu qu'on pût douter de ses intentions. C'est dans ses expressions mêmes qu'il a mis toute la férocité de la tyrannie et toute la rigueur de l'esclavage : *Vous êtes maintenant mon esclave !* Ce mot peignait assez toute l'étendue du despotisme qu'il s'arrogeait; mais il

¹ De Bonnière.

² Gerbier, assis à côté de Dureyrier.

n'exprimait pas assez le mépris dont il voulait couvrir sa femme ; il ajoute : *vous êtes ma première servante !* Pensez-vous, messieurs, qu'une femme, distinguée par sa naissance et par son état, puisse être plus cruellement avilie ?

Je vous donne ordre de n'en donner aucun dans ma maison ! Si je me plaisais à commenter ces quatre mots, j'y trouverais réunies toutes les insultes qui peuvent désespérer une femme sensible. Cette maison n'est plus la vôtre ; c'est la mienne ; plus de société entre nous. *Je vous dépouille de toute l'autorité que votre qualité d'épouse, l'usage et les lois vous accordent. Je vous défends de donner aucun ordre ; mes domestiques ne sont plus les vôtres ; ils mépriseront vos ordres ; je les ai dispensés d'obéir.*

Et cette injure cruelle n'est qu'un fait au milieu de tous les faits que le marquis de Samson jugeait indifférens dans la cause.

Vous ne verrez plus vos parens ; vous ne recevrez , vous n'écrirez aucune lettre.

Ceci n'est pas seulement un attentat à la liberté individuelle ; c'est une barbarie. L'infortunée ! asservie, enchaînée , avilie dans un asile qu'elle venait chercher comme un asile de paix , n'avait d'autre consolation que la tendresse de son père, l'amitié de son frère et de ses sœurs. Le marquis de Samson le sait, et il porte l'inhumanité jusqu'à lui ravir tout espoir de secours, et la douceur de se plaindre. Le despotisme oriental n'a point encore exagéré les cruautés jusqu'au point d'enlever à ses victimes la liberté de se plaindre.

Qu'on ne dise pas que ce fait n'est point un fait, qu'il ne consiste qu'en menaces, en propos qu'un moment de colère a pu arracher au marquis de Samson.

Les menaces insultantes, les propos injurieux, sont des faits pertinens, admissibles, des faits légitimes de séparation.

Mais quel est donc ce moment qui pouvait allumer la colère

du marquis de Samson ? C'est le moment où sa femme, refusant, pour la seconde fois, la séparation proposée, revient se jeter dans ses bras ; et, dans ce moment, quel pouvait être le motif de sa colère, si ce n'est le dépit, le désespoir de n'avoir pas pu faire accepter la séparation dont le désir remplissait son cœur, et qu'il sollicitait avec tant de vivacité ?

Mais ces propos injurieux, ces menaces ont été rigide^{ment} accomplies, et la plainte le prouve. Le soir même, le marquis de Samson enlève à sa femme les livres de dépense en présence de ses domestiques, pour qu'ils fussent témoins de l'humiliation qu'elle éprouvait, pour qu'ils apprissent qu'elle n'avait plus d'autorité sur eux.

Le soir même, il lui retranche la pension de neuf cents livres qu'il lui faisait pour son entretien, et sur laquelle elle payait deux cents livres de gages à sa femme-de-chambre.

Le soir même, il refuse ses ordres pour lui faire faire des souliers ; il veut bien qu'elle en achète, mais sans argent.

Le soir même, à travers mille injures, il lui dit qu'il la méprise, elle et sa famille, plus que la boue de ses souliers ; qu'il fera voir le cas qu'il fait d'elle, que son parti est pris. Mon adversaire a avoué que ce fait était bien grave, et vous verrez dans un moment si le marquis de Samson a osé le dénier.

Le soir même, en présence des domestiques, il ferme la porte qui communique de son appartement à celui de sa femme. Cet acte est la consommation du divorce qu'il désirait, qu'il projetait tous les jours, qu'il n'avait point obtenu, et qu'il voulait effectuer au moins dans l'intérieur de ses foyers. C'est la déclaration publique qu'il n'entend plus avoir avec sa femme aucune sorte de communication, qu'il ne la regarde plus comme sa femme, qu'elle n'est auprès de lui, comme il le disait lui-même, qu'une esclave, objet de son mépris plus encore que de sa haine.

Et le marquis de Samson n'a pas même voulu épargner à

sa femme la publicité d'une injure qui pouvait ne pas passer l'enceinte de la maison , et qui , le lendemain , était l'objet de toutes les conversations de la ville du Mans.

Deux jours après, le comte de Fontenay arrive. Il demande à la marquise de Samson si elle veut écrire à son père. Elle lui répond, en présence de son mari : Monsieur, je vous prie de vouloir bien dire à mes parens qu'ayant reçu l'ordre de M. de Samson de ne point leur écrire, ni de recevoir de leurs nouvelles ; je suis forcée de garder vis-à-vis d'eux un rigoureux silence.

Le mari présent approuve par son silence. Il ne désavoue pas cet ordre donné à sa femme de n'écrire et de ne recevoir aucune lettre.

Tous ces faits se sont passés dans l'espace de quatre jours, depuis le premier décembre, époque dans la cause. Le soir même du 4 décembre, le marquis de Samson partit pour le Mans, et sa femme ne l'a pas revu. Il allait faire rédiger le troisième acte de séparation qu'il a envoyé à sa femme, et qu'elle a enfin signé le 11 du même mois.

Est-ce ainsi, messieurs, qu'on vous a peint cet intervalle de onze jours, qu'on appelait un intervalle de paix, une réconciliation ? Est-ce ainsi qu'on vous a fait la peinture de ce qui s'était passé entre les deux époux, depuis le premier décembre, depuis le retour de sa femme jusqu'à la séparation volontaire ? Est-ce ainsi qu'on a raisonné, lorsqu'on n'a voulu ni trouver, ni chercher, dans cet intervalle de quelques jours, un fait capable de faire revivre tous les faits antérieurs aux prétendus pardons ? Ce n'est pas un seul fait que je vous présente, c'est une chaîne non interrompue de mépris, d'injures, de tyrannie, depuis le moment où la marquise de Samson a osé rentrer dans sa maison, jusqu'au moment où son persécuteur l'a quittée pour aller consigner sa haine constante dans un troisième acte de divorce.

Observez, je vous supplie, messieurs, que j'ai relativement à ces derniers faits un avantage qu'il est impossible d'apprécier. Dans cette lettre que je dois examiner encore ; dans cette lettre du marquis de Samson, où il ne désavoue rien, où il excuse quelques faits, où il en avoue d'autres très-expressément ; ceux qu'il avoue expressément sont ceux que je viens de rétablir ; ce sont ces faits passés depuis le premier décembre jusqu'à la séparation, ces faits postérieurs à tous les pardons qu'on pourrait supposer.

Maintenant, si quelqu'un me disputait que cet assemblage de tourmens dans l'espace de quatre jours, pût suffire à la marquise de Samson pour fonder sa demande en séparation ; je le demande à tous ceux qui m'écoutent : j'ose vous le demander à vous-mêmes, messieurs, pourrait-on me contester au moins que des injures si graves, une tyrannie si opiniâtre, une vexation si cruelle, un avilissement si honteux, ne fussent capables au moins de faire revivre tous les faits antérieurs aux lettres de la marquise de Samson.

Ceux-ci n'ont été suivis d'aucune lettre. Il n'est plus de pardon, plus de réconciliation à invoquer. Le principe est incontestable : il est avoué : et l'aveu n'était pas même nécessaire pour le consacrer. Un seul fait postérieur de haine ou de mépris, suffit pour rappeler tous les faits antérieurs à tous les pardons qu'on pourrait supposer. Et si le traitement indigne dont je viens de vous présenter les détails me donne au moins l'avantage de rappeler tous les faits de la plainte, quel tableau vais-je replacer sous vos yeux !

Il faut rappeler les propos injurieux tenus par le marquis de Samson devant les témoins les plus respectables : Que sa femme était un monstre ; qu'il la détestait ; qu'il ne l'avait jamais aimée que quinze jours ; que, s'il lui faisait amitié, c'était pour l'ennuyer, pour la tourmenter ; que c'était une comédienne ; qu'il en était excédé ; qu'il voulait se séparer.

Il faut rappeler les menaces de la faire marcher avec un bâton, de lui passer son épée au travers du corps; de l'enfermer dans un cachot; de l'accoucher de ses propres mains, de lui arracher son enfant aussitôt après sa naissance.

Il faut rappeler les injures grossières et les violences effrayantes, les soufflets, les coups de pied donnés trois fois, et deux fois devant sa concierge.

Il faut rappeler son délire lorsqu'il la saisit avec fureur, lorsqu'il lui déchire le visage avec ses ongles, lorsqu'il la culbute sur tous les fauteuils du salon, lorsqu'il la fait sauter dans une orangerie pour que ses cris ne soient point entendus.

Il faut rappeler ces momens plus tristes encore où il se porte, le couteau à la main, sur sa femme enceinte de six mois; où il l'oblige, le couteau sur le sein, d'écrire elle-même, sous sa dictée, une prière de la mettre au couvent, en faisant retentir à ses oreilles cette menace atroce, *qu'il est capable d'être un second M. de G....*

Et il faut conclure, comme je l'ai déjà fait, que si la marquise de Samson ne demandait aujourd'hui que la faculté de faire entendre des témoins, pour lui refuser cette triste ressource, il faudrait admettre que les lois vont cesser dès ce moment de sévir contre les maris barbares, et que le tribunal ne sera plus le dernier asile des femmes opprimées.

Mais la marquise de Samson ne vous demande cette admission à la preuve, que dans le cas où vous ne trouveriez pas les faits suffisans ou suffisamment prouvés : et quelle preuve pourriez-vous exiger encore, lorsque le marquis de Samson n'a pas osé combattre celles que je vous ai présentées.

Il a parlé d'in vraisemblance, expression vague et vide de sens, lorsque sa main même a tracé la vérité des faits qu'il voudrait aujourd'hui supposer invraisemblables ?

Il a parlé d'in vraisemblance ! Mais a-t-il pensé que cette

affaire dût être rangée absolument dans la classe ordinaire? Si vous n'étiez pas sur le tribunal, si votre opinion seule devait influer sur le jugement, cette opinion serait-elle un moment incertaine? La marquise de Samson est-elle une femme isolée, n'ayant d'autre titre que sa parole, et d'autres garans que sa plainte? Ce père irréprochable, qui se présente avec elle jusqu'au pied du tribunal; cette famille nombreuse qui l'environne; ces témoins intègres de ses malheurs, qui attendent avec l'inquiétude du plus vif intérêt les arrêts de votre justice, ne seraient-ils que les organes de l'imposture? Présumerait-on qu'un autre motif puisse les animer, que le désir de la voir au moins tranquille; et qu'ils aient négligé quelques ressources de la prudence et de la conciliation, pour devoir cette tranquillité à d'autres moyens qu'à l'éclat d'une dispute si affligeante?

Et le marquis de Samson lui-même, lorsqu'en présence du magistrat vertueux qui se fait une gloire d'être le médiateur des parties avant de s'établir leur juge, sa femme se fit une étude pénible de lui rappeler toutes ses fautes pour en consacrer la vérité; le marquis de Samson a-t-il opposé à un seul fait une dénégation précise? Ne s'est-il pas renfermé dans des assurances d'amitié, des promesses, des protestations, langage ordinaire des maris accusés? Si les excès reprochés devant le magistrat n'eussent composé qu'un joli roman, n'eût-il pas observé que le roman était au moins invraisemblable. Son silence est un aveu, et je me flatte que le témoin respectable que j'atteste en ce moment daignera s'en souvenir.

Mais le tribunal, guidé par la loi seule, ne se contente pas des présomptions même les plus fortes, et je lui présente des preuves légales, des preuves écrites, des preuves qui ne pouvaient être ni suspectées, ni affaiblies: trois actes de séparation volontaire, et une lettre du marquis de Samson.

Vous n'avez point oublié, messieurs, quelle espèce de

preuve renferment les trois actes de séparation volontaire. J'ai établi en principe, et vous savez que mes principes sont demeurés invariables; j'ai établi que la volonté constante et publiquement exprimée de la part du mari, de se séparer de sa femme, suffisait pour opérer la séparation, parce que cette volonté constante est la preuve invincible de la haine du mari et du malheur de la femme.

J'ai cité l'arrêt du marquis d'Effial : il est important dans la cause. Une seule lettre, dans laquelle le mari disait à sa femme qu'elle eût à sortir de sa maison, qu'il en voulait être séparé pour toujours, a suffi pour faire prononcer la séparation sans l'enquête préalable.

Ici j'oppose au marquis de Samson trois libelles de divorce, donnés dans l'espace de six mois, dont les deux premiers sont entièrement écrits de sa main, dont le troisième a été publiquement rédigé par lui, et par lui envoyé à sa femme; trois déclarations écrites, dans lesquelles le marquis de Samson atteste lui-même que les caractères des deux époux sont insociables, leur humeur incompatible, et qu'il désire vivre éloigné de sa femme.

Il n'avait consulté personne pour rédiger le premier; et il était si prévenu de la haine et de la constance de sa résolution, qu'il craignait qu'un jour sa femme n'eût recours à la justice pour le contraindre à vivre avec elle. Dans ce premier acte, entièrement écrit de la main de son mari, la marquise de Samson était obligée de contracter l'obligation de ne jamais demander à revenir dans sa maison; il la forçait de consentir, *dès à présent*, à être déboutée de toute demande, *même en justice*, à ce sujet.

Cette preuve de sa persévérance dans le dessein d'éloigner sa femme, ne saurait être plus expresse, plus évidente.

On a tenté pour lui, non pas de détruire l'argument, mais de l'éloigner.

On vous a dit que les séparations volontaires étaient nulles ; que la justice n'y avait aucun égard ; que leur accorder quelque valeur, ce serait enlever aux magistrats le droit et le pouvoir de prononcer sur les moyens de séparation ; que dans l'espèce, le marquis de Samson n'avait à se reprocher que la faiblesse d'avoir signé l'acte de séparation que sa femme désirait, et qu'elle veut faire exécuter en ce moment ; que la justice serait indulgente, surtout depuis que sa rétractation publique a révoqué cet acte de complaisance.

Nous sommes d'accord sur le principe ; mais le principe est ici parfaitement étranger. Les séparations volontaires sont nulles ; elles n'ont aucune force en justice. Deux époux ne peuvent pas, sans le pouvoir des lois, briser des liens que la religion et les lois rendent sacrés et indissolubles. Je conviens de tout cela ; mais qu'importe à la cause ? Je ne soutiens pas ici la validité des séparations souscrites par le marquis de Samson. Je n'en demande pas l'exécution, puisque je demande que la séparation soit prononcée par la justice elle-même.

Mais je présente ces trois libelles de divorce, écrits de la main même du marquis de Samson, comme trois preuves de sa volonté constante et de son penchant au divorce. De ce qu'un acte n'aura point d'effet relativement à la convention qu'il renferme, s'ensuit-il qu'il n'existe pas. Or, il suffit qu'il existe pour prouver que la convention a existé. Tous les raisonnemens du monde ne feront pas que ces trois actes de séparation volontaire, écrits et signés par le marquis de Samson, ne soient pas écrits et signés par le marquis de Samson, et que des écrits du marquis de Samson ne témoignent pas d'une manière irrévocable le sentiment qui les lui faisait écrire.

Enfin, ces actes sont nuls, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas l'effet d'opérer la séparation, sans le concours de la justice ; mais ils existent pour prouver la haine que le marquis de

Samson avait conçue pour sa femme, la répugnance invincible qui l'éloignait d'elle, l'opiniâtreté du désir qui le portait constamment au divorce, puisque pendant six mois, pendant les six derniers mois qu'il a passés avec sa femme, il en est venu au point de préparer trois fois, de calculer avec réflexion, d'écrire et de signer trois fois les conditions sous lesquelles il entendait se séparer pour toujours.

Ce qui est plus étonnant, c'est qu'il veuille vous persuader, messieurs, que le troisième acte de séparation, il l'a signé par faiblesse, par complaisance, et peut-être même par contrainte et violence; mais si les deux premiers projets n'étaient pas entièrement écrits de sa main, l'excuse serait encore ridicule. On ne suppose pas qu'un mari qui aime sa femme puisse être forcé de signer l'acte qui va l'éloigner de lui pour toujours.

Veut-il faire entendre que c'est sa femme qui désirait la séparation?

Jugez, messieurs, la conduite de la femme :

Jugez la conduite du mari.

Lorsqu'au mois de mai 1783, après la scène cruelle de l'orangerie, il lui présente le premier projet de séparation, que fait-elle? Elle l'envoie à son frère; elle prie son père de venir rapatrier son malheureux ménage (ce sont les termes de sa lettre). Le comte et le marquis de Broc arrivent. Leur présence ne calme pas ses emportemens; il crie qu'il veut se séparer; que sa femme est un monstre; qu'il la rendra si malheureuse qu'il la forcera de sortir de sa maison, et il déclare ne plus marcher avec elle qu'un bâton à la main.

Il vous a dit lui-même comment il s'était apaisé; il s'est fait un moyen de la douceur avec laquelle sa femme, en l'embrassant, l'avait invité la première à la réconciliation.

Peu de temps après la marquise de Samson fait un voyage en Normandie. Vous avez entendu la lecture de ses lettres.

Son mari s'est encore applaudi du sentiment amical qu'elles exprimaient; elles prouvent au moins qu'elle cherchait la paix, et qu'elle évitait tout ce qui pouvait la troubler.

Vous avez vu de même le style des réponses du marquis de Samson. Vous avez vu qu'elles ne respiraient que le sarcasme et la froideur, mais cette froideur qui porte l'injure et qui annonce la haine.

Ils se rejoignent au mois de novembre aux Perrais; c'est là que le marquis de Samson fait tout retentir de ses projets de séparation; il en fatigue toutes les oreilles; il en parle à la marquise de Broc, à la comtesse de la Galissonnière, à la marquise de Pommery, au comte de Fontenay. Il insulte gravement son beau-père, et part comme un furieux.

Le lendemain, il envoie à sa femme le second projet de séparation, avec ordre de l'accepter ou de revenir sur-le-champ.

Vous savez ce qu'elle a fait : c'est l'époque du 1^{er} décembre. Elle est revenue pour être traitée comme une *esclave*, comme une *servante*, pour dévorer toutes les humiliations que vous connaissez, pendant les quatre premiers jours de décembre.

Il part le 4 décembre pour la ville du Mans, et c'est pour y faire rédiger le troisième projet de séparation, qu'il envoie à sa femme, et qu'elle signe enfin avec la seule consolation d'avoir exagéré pendant deux ans et demi la patience et le courage.

Jugez, messieurs, si le marquis de Samson a consenti cette séparation par force ou par complaisance. Il faut se méfier de ce langage; ce n'est pas celui de la vérité : c'est celui de tous les maris obligés, quel que soit leur motif, de reponsser des accusations graves. Si, comme le marquis de Samson, l'intérêt d'une riche dot ne les anime pas, l'amour-propre au moins leur défend de paraître coupables des excès qu'on leur reproche; ils n'ont d'autre moyen que d'exagérer le sentiment,

de feindre l'affection et d'épuiser les promesses. Plus ils ont été tyrans et cruels, et plus il semble qu'ils s'étudient à paraître bons et sensibles.

Le marquis de Samson a chassé trois fois sa femme, et il vous la demande avec toute l'ardeur d'un amant, comme le seul objet qui faisait son bonheur, et qui seul peut le faire encore. Il a mis dans la main de sa femme trois libelles de divorce, et ces trois preuves écrites, ces trois preuves incontestables de sa haine persévérante, peu s'en faut qu'il ne tente de vous les présenter comme des signes de sa docile amitié pour sa femme, et de sa trop grande faiblesse à contenter tous ses désirs.

Trois fois il a répudié sa femme et il la demande ! Mais pourquoi ? Pourquoi s'acharner sur cette infortunée ? Deux ans et demi de tourmens ne sont-ils pas une assez longue épreuve ! Quel est son motif ? Ce n'est pas l'intérêt : non, sa femme n'est pas riche, et il a déjà restitué sa dot. Ce n'est pas l'amitié non plus : cette raillerie serait ici trop amère. C'est le dépit, la fièvre du coupable qui repousse la conviction. La honte de céder lui fait seul engager la dispute ; mais faut-il que sa malheureuse épouse, après avoir été pendant deux ans et demi l'objet de toutes ses barbaries, devienne encore la victime de son amour-propre ?

Ma seconde preuve est plus détaillée ; c'est-à-dire, qu'en augmentant toujours la certitude des malheurs de la marquise de Samson, elle s'applique plus particulièrement à la plaiute.

C'est la lettre du marquis de Samson, du 4 mars 1784.

Daignez vous souvenir, messieurs, que cette lettre est la réponse à celle que sa femme lui avait écrite quelques jours auparavant. Vous en avez entendu la lecture ; elle vous a fait impression. Le marquis de Samson voulait révoquer la sépa-

ration qu'il avait demandée; il engageait sa femme à revenir pour justifier son refus, sa femme lui rappelait, date par date, tous les faits qu'elle a consignés dans sa plainte.

Dans sa réponse du 4 mars 1784, le marquis de Samson ne s'expliquait particulièrement que sur trois ou quatre faits, en passant condamnation sur tous les autres. C'est ce qui fait trouver dans sa lettre deux espèces de preuves : preuves particulières sur les faits dont il a parlé; preuve générale, appliquée à tous ceux dont il n'avait rien à dire.

Il s'est expliqué sur trois faits : sur le propos insultant tenu à sa femme le 1^{er} décembre 1783, *qu'il la méprisait plus, elle et sa famille, que la boue de ses souliers*; sur la défense qu'il lui fit, le même jour, de donner aucun ordre dans la maison; et enfin sur la clôture, faite aussi le même jour, de la porte qui communiquait aux deux appartemens.

Sur la manière dont il parle du premier fait, j'ai prétendu que c'était un aveu au moins tacite. Mon adversaire a soutenu que c'était une dénégation formelle, et par conséquent une preuve contraire. Une dénégation du marquis de Samson ne serait rien dans la cause. Ce serait un moyen commode, si, pour échapper au jugement, il lui suffisait de nier tous les faits qu'on lui reproche.

Au surplus, le débat qui s'élève entre nous, sur les expressions de ce passage, me force de vous le remettre sous les yeux.

(Lire le passage.)

Mon adversaire prétend-il que cette phrase : *J'ignore quand j'ai articulé le mépris que je faisais de toi et de toute ta famille, plus encore que de la boue de mes souliers. Je ne me rappelle pas de m'être jamais servi de pareilles expressions*; mon adversaire prétend-il que ces deux phrases sont une dénégation formelle? Moi, je soutiens qu'elles expriment très-bien l'embarras d'un homme qui n'ose

pas outrager la vérité, mais qui cherche à l'éluder; qui n'ose pas nier sa faute; dont il sait bien que la preuve est facile, mais qui s'efforce de la dissimuler. Certes, une injure aussi grave reste gravée dans la mémoire de celui qui l'entend et de celui qui la prononce. Si le marquis de Samson ne l'eût pas prononcée, il se serait hâté d'écrire : *Je n'ai jamais tenu ce propos; j'affirme que c'est une fausseté; je n'en suis pas capable.* Oui, sans doute, il se serait au moins défendu d'en être capable; et voici qu'il déclare expressément qu'il en est capable. *Au surplus, si, dans un moment où la tête échauffée, j'eusse pu tenir de semblables propos.....* Le marquis de Samson avoue donc qu'il est des momens où sa tête échauffée le rend capable d'injurier sa femme et de la comparer à la boue de ses souliers. Il avoue donc que sa tête échauffée le rend quelquefois capable de parler sans savoir ce qu'il dit. Cette cause prouve assez que, dans ces momens de chaleur immodérée, il ne sait ni ce qu'il dit, ni ce qu'il fait. Mais ce n'est pas son cœur que j'accuse, c'est sa tête, et il suffit que cette tête s'échauffe au point de donner des soufflets, des coups de pied, de menacer du bâton, et de porter le couteau sur le sein de sa femme, pour que la justice s'empresse de mettre en sûreté la malheureuse victime de ces effervescences passagères.

Nous n'aurons pas la même difficulté sur les deux autres faits, parce que le marquis de Samson n'avait pas les mêmes raisons pour voiler ses aveux et envelopper la vérité. La manière dont il s'exprime est très-précise.

(*Lire les défenses de commander, et la clôture de la porte de communication*).

Ces expressions ne sont pas favorables aux commentaires. Voilà le marquis de Samson convaincu, sur sa propre déclaration, d'avoir défendu à sa femme de donner aucun ordre dans la maison, de l'avoir dépouillée de tous ses droits

d'épouse, et d'avoir fermé toute communication entre les deux appartemens. Il n'est plus même possible d'excuser tant d'injures par des motifs indifférens. Le marquis de Samson ne trouve point d'excuses. Il consacre ici la véritable intention de ce procédé monstrueux. Le dépit et la colère lui faisaient accumuler, sur sa femme, les humiliations et les dégoûts, puisqu'il se dépitait encore de ce que sa femme n'a pas trouvé grâce devant son cœur.

Une remarque importante que je ne négligerai point, c'est que ces trois faits de tyrannie, d'injures et de mépris, désormais constans, puisqu'ils sont très-expressément avoués, sont précisément ceux qui marquent l'intervalle du premier au 11 décembre, les faits postérieurs à toutes les lettres de la marquise de Samson, à tous les pardons, à toutes les réconciliations qu'on puisse supposer; et s'ils sont d'une nature assez grave, non-seulement pour rappeler tous les faits antérieurs, mais pour opérer seuls la séparation, vous avez déjà la certitude que, relativement à ces faits, l'enquête est absolument inutile.

Ma preuve générale, appliquée à la masse de tous les faits, ajoute encore, s'il est possible, aux preuves particulières.

Le style de la lettre est déjà une preuve. Elle est écrite pour tenter, pour séduire la marquise de Samson. Il fallait bien qu'elle eût un air de vérité; aussi n'y est-il question que de trouble pour le passé; il n'y est parlé de bonheur que pour l'avenir. Chaque ligne retrace les chagrins de la marquise de Samson, et la cause de ses chagrins. *Abjure*, lui dit-il, *tout sentiment de haine et d'inimitié*. Il avait donc mérité la haine et l'inimitié de sa femme, de cette femme qui, deux ans auparavant, lui donnait des preuves d'une amitié si tendre. *Je me faisais*, dit-il ailleurs, *fête de croire que le calme allait se rétablir dans notre intérieur; et si tu l'avais désiré comme je le desirais, et que tu fusses revenue avec les*

mêmes intentions que celles que j'avais, toutes nos querelles eussent été terminées dans la minute. Toute la lettre est écrite sur ce ton. Il faudrait se refuser à l'évidence pour ne pas sentir que jusqu'alors la discorde et la querelle avaient troublé l'intérieur du ménage, et que le marquis de Samson, forcé de l'avouer, tentait seulement d'en partager les causes entre sa femme et lui.

Mais deux passages surtout sont remarquables par l'énergie des expressions, et par la preuve très-expresse qu'ils renferment, et des excès multipliés du mari, et du malheur continuél de la femme.

Il ne faut jamais oublier que la marquise de Samson venait de lui rappeler tous les griefs de sa plainte, tous sans aucune exception. Il répond.

(Lire le commencement de la lettre.)

S'il était possible de douter encore ; si ces expressions , je ne prétends pas disculper les torts que je puis avoir vis-à-vis de toi ; tu n'auras jamais besoin de me les rappeler , et le souvenir que j'en conserverai toute ma vie , me préservera d'en avoir désormais. Si ces paroles étaient douteuses ; si elles ne présentaient pas l'aveu formel de tous les faits que sa femme lui reprochait , et sur lesquels il n'avait pas d'excuses , je pense qu'il faudrait révoquer en doute jusqu'aux règles du langage , jusqu'au sens des expressions.

Et quels sont les faits reprochés par la femme , et confessés ainsi par le mari ? Ce sont les plus graves : les soufflets , les coups de pied , les menaces de passer son épée au travers du corps , de faire marcher avec un bâton , le conteau présenté deux fois sur le sein de sa femme et pendant sa grossesse.

Il était impossible qu'accablé par de tels reproches , et forcé d'en avouer la vérité , le marquis de Samson pût dissimuler à sa femme elle-même l'état douloureux dans lequel il l'avait plongée ; aussi le sentiment intérieur l'entraîne , et il termine

sa lettre par l'aveu le plus énergique du malheur qui jusqu'alors avait accablé sa femme.

(*Lire la dernière phrase*).

Mon adversaire a pensé sans doute que ces deux lignes étaient indifférentes à la cause , puisqu'en lisant toute la lettre, il a négligé de lire ces deux lignes, et moi je ne voudrais que ces deux lignes pour déterminer votre jugement. Toute la plainte de la marquise de Samson , toute la cause est dans ces quatre mots. Les deux époux ont été malheureux jusqu'à ce jour; les dissensions ont fait leur malheur jusqu'à ce jour; on n'en peut plus douter. Le marquis de Samson le déclare lui-même. Les deux premières années du mariage n'ont été qu'un temps de trouble, de discorde, de querelles et de malheurs. Pendant deux ans et demi, pas un seul jour qui donne l'idée de la paix et du bonheur; ni les premières douceurs du ménage, ni la naissance du premier fils, ni la patience de l'épouse, rien n'a pu lui donner un seul instant de calme et de tranquillité. N'a-t-elle pas exagéré la douceur? Toute la cause est pleine des preuves de son courage et de sa résignation. N'a-t-elle pas souffert, n'a-t-elle pas pardonné pendant deux ans et demi? Son mari n'a cessé de vous le répéter; il ne s'est défendu devant vous qu'avec les pardons qu'elle accordait, les réconciliations qu'elle sollicitait; mais elle a souffert vainement; elle a pardonné vainement; elle n'a pu surmonter sa fatale destinée; les dissensions ont fait son malheur jusqu'à ce jour. Que faut-il davantage? Quelle preuve chercherez-vous encore? Cette certitude effrayante du malheur qui ne l'a jamais quittée; cet aveu du marquis de Samson lui-même ne suffira-t-il pas pour vous éclairer et vous convaincre sur l'impossibilité du bonheur qu'il ose promettre aujourd'hui, sur la vérité de tout excès dont il s'est rendu coupable; sur la fausseté de ses protestations actuelles, et la frivolité de ses promesses.

Je ne puis fuir sans vous parler d'un fait postérieur à la plainte de la marquise de Samson, et dont elle a demandé à faire preuve par requête présentée avant les audiences. C'est le dernier trait du tableau, et ce trait pourra vous apprendre si le marquis de Samson parle à votre audience un langage sincère, et s'il exprime les véritables sentimens de son cœur.

La marquise de Samson passait au Mans avec son père dans le mois de juin dernier. C'est là que son fils est élevé chez la dame de Lorchères, mère du marquis de Samson. A peine arrivée, elle envoie prier sa belle-mère de lui envoyer son fils pour qu'elle ait au moins, en passant, le plaisir de le voir et de l'embrasser. La dame de Lorchères refuse en disant que son petit-fils ne sort jamais de chez elle pour personne. Une mère pouvait-elle être exceptée?

La marquise de Samson ne peut se résoudre à partir sans voir, sans embrasser son fils. Elle s'achemine, son père l'accompagne. Les voilà dans la cour de la maison qui renferme le berceau de son fils; elle fait dire à la dame de Lorchères qu'elle est venue pour voir son fils; elle la supplie seulement de le faire descendre. La dame de Lorchères refuse. La marquise de Samson insiste; elle ne demande que la faveur d'embrasser son fils; elle réclame les droits de la tendresse maternelle. La dame de Lorchères refuse encore en disant qu'elle est bien fâchée, *mais que c'est par l'ordre exprès de son fils, du marquis de Samson.*

Ce fait, dont la preuve sera complète, s'est passé au mois de juin dernier, et, dans ce moment, le marquis de Samson ose vous dire que son cœur n'est ouvert qu'à l'amitié, au désir de la paix, qu'il ne respire que pour aimer sa femme et pour la rendre heureuse.

Ici, messieurs, le sentiment est bien au-dessus de l'expression. L'art se cache devant la nature. De toutes les injures, celle-ci est la plus cruelle. Est-il une région lointaine, un

peuple barbare, une horde de sauvages où l'enfant soit arraché à sa mère ? Le marquis de Samson s'est élancé jusqu'au fond du cœur maternel pour le déchirer ; il a surpassé toutes les barbaries. Les injures, la tyrannie, les violences, les menaces, les soufflets, les coups de pied, l'aspect du couteau sur son sein, rien n'a affecté la marquise de Samson d'une douleur si amère, et le souvenir même de toutes ces rigueurs s'est affaibli depuis que le refus de lui laisser voir son enfant est devenu son plus cruel supplice.

Elle ne verra plus son fils ! Cette pensée est celle du désespoir. S'il n'était qu'un moyen ; s'il fallait rentrer sous le joug, ramper encore devant son persécuteur, elle ne balancerait pas. Qu'elle soit méprisée, haïe, insultée, avilie, battue, foulée aux pieds, et qu'elle voie son fils, qu'elle embrasse son fils ; oui, je le déclare sans en douter un instant, elle est capable de ce courage. Est-il un transport plus impérieux, une vertu plus héroïque que l'amour materuel ?

Mais, en excitant votre justice, elle implore votre humanité. Vous ne souffrirez pas que le marquis de Samson, loin d'elle, la persécute encore dans ses affections les plus chères. Vous ordonnerez qu'elle pourra voir son fils toutes les fois qu'elle le voudra, toutes les fois qu'elle en aura besoin pour sécher ses larmes, et calmer ses douleurs.

Il est riche le marquis de Samson ; il a vanté et même exagéré sa fortune ; il aura trente mille livres de rente : qu'il les conserve ! La fortune n'est ici qu'une preuve de plus du malheur de sa femme et du sacrifice qu'elle fait à sa tranquillité.

Sa femme n'est pas riche ; elle n'a que quinze cents francs de rente ; mais elle sera paisible et contente si les caresses de son fils ne lui sont pas refusées, si l'amour maternel remplace dans son ame tous les sentimens dont son mari a corrompu la douceur, et détruit l'espérance.

Je persiste, etc.

MÉMOIRE

POUR

Les sieurs VAUCHER, horloger, et LOQUE, bijoutier,
accusateurs;

CONTRE

Les sieurs BETTE D'ETIENVILLE,
Le baron de FAGES-CHAULNES, et autres *accusés;*

En présence de M. le procureur-général.

Ce mémoire renferme le récit d'une escroquerie fort adroite, dont le dernier siècle a vu plusieurs exemples. Il s'agit d'un prétendu baron, qui, à l'aide d'un mariage supposé qui doit l'enrichir, a le secret d'arracher à divers marchands des fournitures considérables. Il vend une partie de ces marchandises, engage l'autre; et, pour-suivi, il a encore l'habileté de faire racheter à un prix fort élevé, et argent comptant, les marchandises qui lui restent, par les marchands même qui les lui ont vendues, et dont il est encore débiteur. Le mémoire que l'on va lire débrouille avec beaucoup d'art le fil de

cette intrigue compliquée; il serait difficile d'en présenter ici l'analyse, et répéter ce qu'il dit serait un double emploi.

Contentons-nous d'indiquer le résultat de cette affaire qui eut beaucoup de célébrité, parce que le héros de cette basse intrigue de boutique, Bette d'Etienville, la relevait, comme on le voit dans le mémoire même, par des rapports occultes avec une intrigue de cour très-fameuse, celle du collier de 1,500,000 fr., acheté pour la reine par le cardinal de Rohan.

Le procès fut réglé à l'extraordinaire à l'égard de Bette d'Etienville et du baron de Fages, qui gardèrent prison. On ne sait quand, ni comment, le baron de Fages en est sorti. D'Etienville en fut délivré le 2 septembre 1792, par la populace, qui le traita comme une victime du despotisme.

MÉMOIRE

POUR

Les sieurs VAUCHER, horloger, et LOQUE, bijoutier,
accusateurs ;

CONTRE

Les sieurs BETTE D'ETIENVILLE,
Le baron de FAGES-CHAULNES, et autres *accusés ;*

En présence de M. le procureur-général.

Les trois mémoires de Bette d'Etienneville et le mémoire du baron de Fages n'ont laissé qu'une vérité bien établie ; c'est l'escroquerie dont les sieurs Vaucher et Loque, qui se plaignent, et beaucoup d'autres qui se plaindront sans doute, ont été les victimes. Tout le reste est un mystère si impénétrable, qu'il faut, pour l'expliquer, que le délit existe sans coupables, ou que les coupables soient les plus honnêtes gens du monde.

Le baron de Fages était trompé par d'Etienneville, d'Etienneville par Augéard, Augéard par la dame de Courville, celle-ci par l'homme aux cinq cent mille livres, qui l'était lui-même par ses gens d'affaires ; ainsi la fraude, partie d'une source

inconnue, n'a fait que circuler dans des mains innocentes, puisque d'Etienville et le baron de Fages établissent si bien que, lorsqu'on est trompé, il est tout simple de tromper les autres.

Une femme aimable a été faible : un homme puissant et riche a profité de sa faiblesse : un fils est né de ce commerce secret : rien de plus naturel. Le séducteur est libéral autant que riche ; il veut marier la mère pour légitimer l'enfant : rien de plus conforme à la morale du jour. La mère est d'une naissance illustre : elle ne peut épouser qu'un très-bon gentilhomme ; rien de plus exact : il faut que les convenances soient gardées. *L'épouseur* sera tout à coup enrichi. On lui donnera cent mille livres, argent comptant, une charge à la cour, et plus de cent mille livres de rentes : rien de plus juste ; un gentilhomme qui s'avilit doit être bien payé.

Un petit chirurgien de province, *bourgeois de Saint-Omer, vivant noblement de ses biens*¹, arrivé à Paris pour solliciter le privilège des almanachs chantans², élargi depuis quinze jours des prisons de la Force, et redevable de sa liberté à la charité publique, sans domicile, sans aveu, sans emploi, et ne connaissant certainement pas les gentilshommes, a été choisi dans la foule par un inconnu pour trouver un gentilhomme qui voulût épouser.

Dans tout cela, qu'y a-t-il d'impossible ?

Le gentilhomme est trouvé : il est pauvre³, mais sensible. Ce n'est pas l'intérêt qui le décide, c'est le portrait de la

¹ C'est ainsi que d'Etienville lui-même a écrit son nom et ses qualités, pour se faire connaître au sieur Vaucher.

² Première réponse de d'Etienville à l'interrogatoire qu'il a subi devant le lieutenant-criminel.

³ Mémoire du baron de Fages, pag. 2. « J'ai perdu mon père en 1775 ; la succession, ouverte en pays de droit écrit, a été divisée entre sept enfans. Mon père n'était pas riche : ma légitime n'a pas été considérable. »

prétendue : dons de la nature, talens agréables, qualités de l'esprit et du cœur, naissance illustre, et bien prouvée, alliances importantes, une fortune acquise de vingt-cinq mille livres de rentes, et qui devait au moins quintupler¹. Parmi tant de raisons d'épouser, on voit très-bien que la fortune n'était pas la raison déterminante.

Une faute, il est vrai, ternit cet éloge. La future est victime d'une faiblesse que certaines personnes ne pardonnent jamais². Mais le gentilhomme est loin de penser comme ces certaines personnes : il est généreux. Il ne croit pas qu'une faute qu'ont pu effacer les larmes du repentir, soit un crime irrémissible. Si le portrait est ressemblant, il n'hésitera pas d'unir son sort à celui d'une femme qu'il croit aussi respectable que malheureuse³. Ce n'est là qu'un mépris sublime de quelques vieux préjugés.

Cependant on file l'intrigue, on traîne la négociation : la fable se répand, les amis l'accréditent. Le pauvre gentilhomme anticipe sur les avantages du mariage. Il prend un appartement somptueux, s'environne de plusieurs domestiques, d'un valet-de-chambre, d'un chasseur. Il court en équipage chez les joailliers, les bijoutiers, les horlogers, les tailleurs. Partout il présente pour caution le bourgeois de Saint-Omer, qui n'a pas de quoi payer le loyer de sa chambre garnie, et à qui il donne des habits et des chemises⁴. Il ramasse ainsi pour plus de cinquante mille livres d'effets; et quand le voile est déchiré, un ami se charge de vendre argent comptant, les

¹ Mémoire du baron de Fages, page 3.

² Mémoire du baron de Fages, page 4.

³ *Ibid.*

⁴ Le baron de Fages a dit lui-même, dans son mémoire, page 28, qu'il avait donné à d'Etienneville quatre habits, du linge, et tout ce qui lui était nécessaire pour se vêtir.

effets achetés à *crédit*; et à qui? aux mêmes marchands *qui les avaient vendus à crédit*.

Il faut convenir que ce dernier trait est ingénieux; cependant, si le mariage eût réussi, il est clair que tout serait payé : c'est un malheur; mais le *délit*, où est-il? le voici.

Les marchands se plaignent. La justice informe. Le magistrat décrète le gentilhomme, le bourgeois de Saint-Omer et leurs complices. Voilà l'attentat à la liberté, la violation des lois sociales. Décréter de prise-de-corps deux citoyens *très-innocens*, dont tout le crime est une *malheureuse facilité à ne voir dans leurs semblables que la CANDEUR qui leur est naturelle*¹; une *crédulité extrême qui tient à la CANDEUR de leur caractère, et qui ne peut pas les rendre coupables, lorsqu'au contraire elle les justifie*². Certes, c'est une iniquité qui doit appeler la vengeance des lois sur les calomniateurs³, et la modération la plus rare peut seule sauver le lieutenant-criminel de la prise à partie⁴.

Est-ce assez de ridicule? Mais dans l'impossibilité de conserver le ton grave, ne valait-il pas mieux sourire que s'indigner? Il est temps de prendre un langage plus convenable : il faut que la loi soit entendue, et qu'un exemple dont les circonstances étendront la publicité, délivre enfin la capitale de ces aventuriers industriels qui imposent le tribut de leurs besoins et de leurs plaisirs, sur la crédulité particulière et sur la foi publique.

FAITS.

Avant d'entrer en scène, il faut connaître les personnages. Le sieur de Fages, autrefois chevalier de Fages, aujourd'hui

¹ Second mémoire de d'Etienneville, page 5.

² Mémoire du baron de Fages, page 6.

³ Première consultation de d'Etienneville, page 45.

⁴ Seconde consultation de d'Etienneville, page 46.

baron de Fages, est issu d'une famille noble du Languedoc. Sa noblesse ne sera pas son excuse dans cette affaire:

Il nous apprend lui-même qu'il a servi en qualité de garde-du-corps de *Monsieur*. Il ne nous apprend pas s'il a quitté ou s'il continue ce service.

C'est encore lui qui nous dit que sa légitime, dans une succession modique et divisée entre sept enfans, n'a pas été considérable. C'est dire qu'il n'a rien, ou presque rien.

Que faisait-il à Paris, au mois de mars 1785, au moment de l'origine et du développement de l'intrigue? Il dit bien qu'il allait se rendre dans sa famille; il ne dit pas quelle raison avait jusque-là retardé son départ.

L'origine de Bette d'Etienville est plus obscure : sa vie est plus connue.

Lorsqu'il allait cautionnant le baron de Fages chez tous les fournisseurs, c'est ainsi qu'il écrivait son nom et ses qualités : *Jean-Charles-Vincent de Bette d'Etienville, bourgeois, vivant noblement de ses biens en la ville de Saint-Omer, paroisse Saint-Denis, de présent à Paris, rue du Petit-Lion, faubourg Saint-Germain, paroisse Saint-Sulpice* *.

Interrogé par le lieutenant-criminel, depuis combien de temps il est à Paris, et ce qu'il y est venu faire;

Il a répondu : *Qu'il est à Paris depuis environ deux ans, et qu'il y est venu pour solliciter le privilège exclusif des almanachs chantans.*

Ses prétentions sur le privilège des almanachs chantans sont très-indifférentes. Son surnom est faux, et ses qualités sont fausses.

Il ne s'appelle pas *d'Etienville*, il s'appelle *Bette*. Il n'est

* Cet écrit, de la main même de d'Etienville, sera produit. Lors de son interrogatoire, il s'est dit aussi *bourgeois de Saint-Omer*, mais il n'a pas ajouté *vivant noblement de ses biens*.

pas *bourgeois* ; il a été élève de chirurgie dans les hôpitaux de Lille. Il ne vivait ni *noblement*, ni de *ses biens*. Son père, était ouvrier, tireur de pierres blanches et moellons. Son père, sa mère et lui n'ont jamais possédé pour un sou de biens. Il a épousé à Lille une vieille demoiselle, malgré l'opposition de sa famille. Il a amené sa femme à Saint-Omer. Il a vécu avec elle pendant dix-huit mois, *vivant noblement* du bien de sa femme. Ensuite il l'a mise au couvent de Sainte-Catherine de Saint-Omer, parce qu'elle refusait de laisser vendre un faible reste de son patrimoine. Lorsqu'il est venu à Paris solliciter le *privilege des almanachs chantans*, sa femme est sortie du couvent pour rentrer au sein de sa famille, qui l'a recueillie par commisération.

Tous ces détails sont extraits d'une lettre écrite au sieur Vaucher, par un officier public de Saint-Omer, et dans laquelle l'histoire de *Bette* est ainsi terminée : *vous êtes le créancier d'un chevalier escroc ; je vous plains, je ne lui connais aucune ressource, sauf la lancette, pour trouver à vivre* ¹.

Avec ces notions préliminaires, il faut tout d'un coup transporter nos acteurs au mois d'avril 1785.

¹ Les détails de son mariage, tels qu'on les raconte, sont très-piquans. Le jour et l'heure étaient fixés. La veille, *Bette* va à la comédie : on donnait *Nanine*. Le rôle de la baronne d'Olban le frappa : sa future était vieille, elle était demoiselle : deux motifs de comparaison. *Si j'allais, dit-il, épouser une baronne d'Olban*. Cette idée l'agite, l'effraie, il s'évade, se cache chez un ami, et le lendemain, jour fixé pour son mariage, il part clandestinement par la diligence de Lille. La future est instruite de toutes ses démarches, elle fait arrêter la diligence, et s'y place au moment du départ : il était minuit. Le lendemain, au point du jour, de *Bette* trouve sa future à ses côtés. L'affaire fut bientôt arrangée. L'un n'était effrayé que du mariage ; l'autre décidée à s'en passer. Ils arrivent chez la mère de *Bette*, se disent mariés, et vivent ensemble. Mais en effet la demoiselle était un peu *baronne d'Olban* : elle tracassa ; la mère se plaignit. Pour se débarrasser, *Bette* dévoile le mystère, ce qui opéra un tout autre effet. La mère était scrupuleuse : elle les fit marier sur-le-champ.

Déjà la fable était concertée; les moyens d'exécution étaient préparés; le baron de Fages s'était affublé du costume de son rôle. Il était installé rue du Mail, hôtel des Indes, au premier, dans un appartement riche, signal ordinaire du faste étranger. Le roman scandaleux de son prochain mariage était colporté par quelques amis, les uns honnêtes, crédules et victimes; les autres, complices de l'invention et associés aux profits.

Les premiers filets furent tendus dans la boutique du sieur Loque, parce que ce bijoutier était en relation avec un homme respectable, trompé lui-même par le baron de Fages.

Le 6 avril 1785, le sieur Loque voit arriver chez lui le baron de Fages, accompagné de l'abbé de Saint-André, mort depuis, et du sieur d'Albissy.

Pour la première fois, il entendit parler du mariage. Les circonstances étaient comme on les raconte. Le baron de Fages devait, en épousant, recevoir une somme de cent mille livres, argent comptant, être pourvu d'une charge de trois cent mille livres, et jouir au moins de cent mille livres de rente. La seule différence était dans le nom de la future. Elle s'appelait alors *baronne de Salzeberk*; elle s'est appelée depuis *baronne de Courville et Sulbark*.

L'abbé de Saint-André et le sieur d'Albissy se disaient tous deux cousins et amis du baron. Tous les deux parlaient du mariage comme d'une chose certaine. Tous les deux donnaient leur avis sur le choix des bijoux, et sur le goût des personnes pour qui on paraissait les acheter; car les bijoux choisis-étaient destinés à des cadeaux de noces.

Ainsi cette première visite ne fut employée qu'à fasciner les yeux du marchand, à fixer le nombre, l'espèce et la valeur des marchandises.

Le 12 et le 13 du même mois, les mêmes personnes revin-

rent pour terminer. Alors on parla du mariage comme d'une chose faite : il devait se célébrer le lendemain.

Prenons ici le mémoire du baron de Fages, page 6, et voyons dans quelle situation il se place lui-même à l'époque du 12 avril ; c'est lui qui parle :

« L'époque du 12 avril approchait », d'Etienville m'assura que rien ne pouvait déranger les projets dont il m'avait flatté..... Il devait se rendre chez moi au jour marqué. Je l'attendis vainement jusqu'à onze heures : alors je reçus une lettre par laquelle il m'annonçait un délai qui avait été jugé indispensable..... L'inexactitude du sieur d'Etienville me rendit moins crédule : mes amis inquiets voulurent éclairer ses démarches. »

Le baron de Fages déclare que le 12 avril il savait que le mariage était retardé. Il déclare que ce retard l'avait rendu moins crédule ; que ses amis mêmes furent inquiets ;

Et, le 12 avril, il vient, *avec ses amis*, se saisir des marchandises du sieur Loque, en annonçant hardiment que le mariage doit être célébré dans vingt-quatre heures.

Le 12 et le 13 avril, le sieur Loque a donc délivré au baron de Fages, sur ses simples effets et reconnaissances, des marchandises pour une somme de dix mille livres.

Le premier billet, de deux mille sept cents livres, était payable à très-court délai, et il fut payé. Cette apparence de bonne foi n'était qu'un artifice.

Trois jours après ce paiement, le baron de Fages revint chez le sieur Loque, lui dire effrontément qu'il était marié, et lui demander une nouvelle fourniture de bijoux de toute espèce, pour une somme de douze mille livres. Les premiers avaient été donnés aux parens de l'épouse : ceux-ci devaient l'être aux parens de l'époux, et la famille était nombreuse.

* Suivant le roman, la célébration avait d'abord été fixée au 12 avril.

Cette seconde fourniture fut faite comme la première, sur les simples reconnaissances du baron de Fages.

Pour ne rien confondre, il faut rompre ici l'ordre des faits ; et raconter de suite tout ce qui est relatif au sieur Loque.

Le baron de Fages partit pour Vineuil ; près Chantilly, dans les derniers jours du mois de mai. C'était là qu'il devait attendre l'époque de la publicité de son mariage, que des raisons particulières retardaient encore.

Quelques objets achetés traînaient dans la boutique du marchand, ou dans les mains des ouvriers. Le baron de Fages écrivait souvent pour accélérer les envois. Ses lettres respirent la fraude. Le style en est doux, caressant, affable, tel enfin que l'artifice d'un imposteur l'emploie pour duper une âme simple et bonne.

Dans une première, après avoir dit qu'il jouit à Vineuil de tout le bonheur qu'il s'y promettait ; que ses nuits sont plus tranquilles et ses jours moins agités, il ajoute : « Et vous, monsieur, comment vous portez-vous ? Et la cuisse de madame Loque, est-elle entièrement rétablie ? Je le souhaite, car il est impossible de ne pas prendre *intérêt* à sa personne, quand on a l'*avantage* de la connaître. Elle inspire des *sentimens* bien dignes d'elle, et *au-dessus de l'estime*. Voilà l'effet que j'ai éprouvé, et vous *félicite* de plus en plus d'un choix aussi heureux. A présent, permettez que je vous demande des nouvelles de ma boîte pour mon frère l'abbé »

Suivant cette lettre, les autres bijoux étaient en route ; il espérait en avoir bientôt des nouvelles et des remerciemens. On verra tout à l'heure quelle route il leur avait fait prendre.

Il avait dit au sieur Loque qu'il était marié, et que le mariage était encore secret pour certaines raisons. Il ne fallait pas contredire ce mensonge. « Ayez la bonté que mes boucles

« soient prêtes du 15 au 20 du mois prochain, que je passe-
« rai à Paris pour aller joindre madame à la campagne,
« et y célébrer la publicité de notre mariage. »

Ces deux faussetés réfléchies, sur l'emploi des bijoux achetés, et sur la publicité prochaine d'un mariage qui n'existait pas, sont adroitement soutenues dans les lettres suivantes.

Il écrivait le 10 juin : « Quant à mes autres présens, je
« ne puis pas vous dire le plaisir qu'ils ont fait, et les remer-
« ciemens que j'en ai reçus. Ainsi vous voyez que je suis
« parvenu à satisfaire ma famille, quoique je n'eusse pas à
« m'en beaucoup louer, mais on ne se marie qu'une fois dans
« la vie : si cela m'arrivait une seconde, les cérémonies du
« premier me tiendraient lieu pour l'autre ; mais je suis sûr
« que cela n'arrivera pas..... Je vous la remettrai (il était
« question d'une bague trop petite, et qu'il fallait remonter)
« à mon passage à Paris, qui sera du 5 au 15 au plus tard,
« époque de la publicité de mon mariage, et d'un paiement
« que j'aurais à vous faire ce jour-là, et sur lequel vous
« pouvez être tranquille. »

Dans une autre, du 10 juillet : « Je compte joindre
« madame jeudi prochain pour toujours, et après avoir
« passé quelques jours avec elle à sa campagne, je me pro-
« pose de venir m'acquitter à Paris envers vous, non-seule-
« ment de ce qui écherra à la fin du mois, mais encore de
« tout ce que je puis vous devoir..... Je suis navré que ma
« réunion avec madame ait été renvoyée à jeudi, ce qui me
« privera du plaisir de l'avoir à nos fêtes ; mais ce qui est
« différé n'est pas perdu. »

Lorsqu'il parlait ainsi de la publicité de son mariage, et de sa réunion prochaine avec madame, on sait bien qu'il n'était pas marié, et qu'il n'avait jamais vu madame ; mais on ne sait pas encore qu'il avait placé une partie des bijoux au Mont-de-Piété, le jour même de leur achat, et réservé les

autres pour faire ressource, lorsqu'il écrivait que les bijoux *étaient en route* pour leur destination, lorsqu'il parlait *du plaisir que ces cadeaux avaient fait, et des remerciemens qu'il en avait reçus.*

Le sieur Loque n'a pas été le seul honoré de cette fausse confiance sur la célébration secrète du mariage. Un homme honnête, dont le baron de Fages devait au moins respecter les bienfaits et l'amitié, aura sans doute déposé que le baron de Fages *l'avait assuré que son mariage était fait.* Quelle que soit ici la fraude de d'Etienneville, si le baron de Fages l'accuse de l'avoir trompé sur les conventions et les préparatifs d'un faux mariage, l'accusera-t-il aussi de l'avoir trompé sur l'existence de ce mariage qui n'existait pas? D'Etienneville aurait-il imaginé que le baron de Fages était marié? Aurait-il eu l'adresse de le faire croire au baron de Fages lui-même?

Il est inutile de dire que les billets n'ont point été acquittés aux termes fixés. Les lettres si polies du baron de Fages ne rassuraient pas l'honnête marchand. On voit par deux lettres de d'Etienneville ¹ que ce bourgeois de Saint-Omer fut chargé de le tranquilliser. « Je vous ai mandé, écrivait-il au baron « de Fages, que j'avais été assez heureux pour ramener la « tranquillité dans son ame, en lui découvrant, *autant que l'état des choses peut le permettre*, la situation où vous « êtes. D'après ce, M. Loque a été s'affermir, en voyant « dom Mullot, qui lui a assuré qu'il pouvait compter sur « dix-huit mille livres qui restaient sans engagement, sur le « dédit qui a été fait à votre profit ². »

¹ Imprimées au mémoire du baron de Fages, page 16.

² Tout le monde connaît ce dédit. C'était la pierre angulaire de l'édifice. D'Etienneville raconte avec une grande naïveté comment il était de trente mille livres; comment la baronne de Courville l'avait fait à son nom, quoiqu'en profit du baron de Fages; comment il avait eu la prudence de le déposer entre

Pour donner au sieur Loque une entière sécurité, le bourgeois de Saint-Omer proposa de transformer les billets du baron de Fages en une obligation notariée, et s'offrit lui-même pour caution de l'obligation.

Une telle assurance devait dissiper toute crainte. Quel gage plus sûr que les biens d'un homme *vivant noblement de ses biens*? Le sieur Loque accepta tout, l'obligation du gentilhomme et le cautionnement du bourgeois.

Tandis que ces choses se passaient sur le pont Notre-Dame, tandis que le baron de Fages prenait dans la boutique du sieur Loque tant de bijoux pour faire de si beaux présents à sa famille, aux parens de sa future, la même scène se jouait dans un autre quartier, dans une autre boutique.

Le baron de Fages avait connu le sieur Bernard dans l'enclos de l'abbaye Saint-Germain. Il était depuis treize à quatorze ans son débiteur de cinquante écus, qu'il n'avait jamais pu payer. Pour ne plus rougir d'une dette si misérable, il voulut en contracter une plus digne de lui. Il fit au sieur Bernard la confidence du prochain mariage qui allait le combler de richesses et d'honneurs¹, et parut encore lui accorder, pour les emplettes de noces, la préférence due aux anciennes liaisons.

les mains de l'abbé Mulloi, ex-prieur de Saint-Victor; et nous raconterons comment cet ecclésiastique avait la charité de cautionner tous les marchands qui se présentaient, sur ce dédit qu'il prétend aujourd'hui n'avoir jamais vu, et dont il affirmait la somme, les conditions et les échéances.

¹ Ceci n'est point une ironie. Tels que le baron de Fages les racontait, tous les détails du roman étaient honorables et flatteurs. Dans sa jeunesse, il aimait et il était aimé d'une demoiselle de grande naissance et de grande fortune. De ce commerce secret était né un enfant élevé secrètement. Le père et la mère de la demoiselle n'avaient jamais voulu consentir au bonheur des deux amans. Ils venaient de mourir, et maîtresse enfin de sa personne et de ses biens, la plus fidèle amante allait couronner les vœux de l'amant le plus constant.

Le sieur Bernard voulut des sûretés. On lui donna celle qu'on donnait à tout le monde, le dédit déposé entre les mains de l'abbé Mullot ¹. Il alla voir l'abbé Mullot. Il le trouva dans la sacristie et prêt à dire la messe : l'instant et le lieu sont remarquables. L'abbé Mullot l'assura qu'il avait entre ses mains un dédit de trente mille livres; que le baron de Fages allait faire un mariage de la plus grande importance, qu'il connaissait les personnes, et que Bernard pouvait ne rien craindre sur les fournitures déjà faites, et faire en sûreté celles qu'on lui demandait encore. Elles formaient ensemble plus de treize mille livres.

La parole de l'ecclésiastique était pour Bernard un signe sacré de vérité : il livra, dans le mois de mai, au baron de Fages, toutes les marchandises demandées, étoffes, toiles et bijoux pour faire des cadeaux de noces. Les bijoux furent, comme ceux du sieur Loque, placés au Mont-de-Piété, le jour même de l'achat, par le baron lui-même.

Dans le même mois, un autre quartier et une autre boutique fournissaient les habits de noces, la livrée et les habits de d'Etienneville.

L'aisance avec laquelle le baron de Fages et le bourgeois de Saint-Omer trompaient Thiébault, tailleur de la rue Saint-Nicaise, montre qu'ils proportionnaient leurs efforts aux personnalités.

¹ Il faut observer que ce dédit changeait de valeur suivant les circonstances. Le sieur Bernard a dû déposer que le baron de Fages lui avait dit que la future, dans le cas où le mariage n'aurait pas lieu, lui avait fait un dédit de cinquante mille livres et de six mille livres de rentes, hypothéquées sur tous ses biens; que l'abbé de Saint-André lui avait dit ensuite qu'il existait deux dédits, dont l'un de trente mille livres, entre les mains de l'abbé Mullot.

Thiébault, tailleur, qui va paraître dans un moment, doit avoir déposé que le baron de Fages lui avait dit qu'il y avait entre les mains du prieur de Saint-Victor un dédit de six mille livres de rentes, et de cent mille livres comptant.

Ils avaient pensé ne devoir employer ici que de gros mensonges et des douceurs bien fades.

Le baron disait à Thiébault que sa future avait trois cent mille livres de rentes ; que le dedit déposé dans les mains du prieur de Saint-Victor était de cent mille livres comptant et de six mille livres de rentes. C'est dans ces termes qu'il lui écrivait de Vineuil : « Bonjour, monsieur et madame Thiébault, je désire bien sincèrement que ma lettre vous trouve « en bonne santé, car elle m'intéresse singulièrement, à raison « de tous les sentimens que vous m'avez inspirés en votre faveur, et qui ne se démentiront jamais..... Comptez sur le « vif intérêt que je prends à votre santé, et sur la reconnaissance la plus étendue pour toutes les bontés que vous avez « eues jusqu'à présent pour moi, et que je saurai reconnaître « quand il en sera temps ; en attendant, *je me dis autant « votre serviteur que votre débiteur.* »

Les sentimens du baron de Fages pour son tailleur, et les bontés du tailleur pour le baron de Fages, rappellent un peu la scène du *Festin de Pierre*. Dom Juan dit aussi à M. Dimanche : *Monsieur Dimanche ! le meilleur de mes amis ! je sais ce que je vous dois. Vous avez un fond de santé admirable. Je veux qu'on vous escorte ; je m'intéresse trop à votre personne : JE SUIS VOTRE SERVITEUR, ET DE PLUS VOTRE DÉBITEUR.*

Pendant l'absence du baron, d'Etienville entretenait la confiance du tailleur et le zèle des ouvriers. Il disait à Thiébault, tout en essayant les habits qu'on faisait pour lui, qu'il pouvait fournir tout ce que le baron lui demanderait ; que le mariage allait bien ; que la future était à son château à Melas, et qu'elle voulait que son futur eût de beaux habits, parce qu'elle aurait de belles robes.

Un jour il poussa l'effronterie jusqu'à demander son mémoire général, sous prétexte que la future voulait le payer

sur-le-champ , pour prévenir le baron de Fages , et lui faire le cadeau de ses habits de noces *.

C'est avec de telles sornettes que quinze habits ont été faits et livrés dans le mois de mai , c'est-à-dire dans le plus court délai possible. Le mémoire que la future a oublié de payer , se monte à plus de deux mille écus.

Dans le même mois , un autre quartier , un autre magasin contribuait aussi à la fourniture des présens de noces. Le sieur Vaucher , horloger , rue Saint-Pierre-aux-Bœufs en la cité , ignorant ce qui se passait sur le pont Notre-Dame , dans l'enclos de l'Abbaye et dans la rue Saint-Nicaise , livrait au baron de Fages douze montres enrichies de treize chaînes d'or , formant ensemble le prix de douze mille deux cent soixante-dix-huit livres. Elles devaient , comme celles vendues par Loque et Bernard , prendre la route du Languedoc , pour être présentées aux parens de l'époux : elles furent mises en réserve pour les nécessités futures.

Le simple et naïf d'Etienville ose avancer dans ses mémoires * , qu'il ne s'est jamais mêlé de l'achat des marchandises ; qu'il n'a vu le sieur Vaucher qu'une fois ou deux ; que tout son crime est d'avoir assuré cet horloger de la solvabilité du baron de Fages.

Il est très-incertain que les mémoires du bourgeois de Saint-Omer contiennent un seul mot de vérité ; il est très-sûr que ceci est encore un mensonge. D'Etienville a été le principal agent , l'unique agent de la négociation faite avec le sieur Vaucher. Il est venu plus de vingt fois chez cet horloger ; il venait amicalement manger sa soupe , et très-amicalement sans doute , puisqu'il amenait ses amis. Les détails ne seront pas longs.

* Thiébault a dû déposer de tous ces faits.

* Premier mémoire de Bette d'Etienville , page 33.

et richement meublé, donnant des ordres à plusieurs domestiques dont il était environné.

La comédie était parfaitement jouée. Après avoir présenté au sieur Vaucher un état des objets qu'il voulait acheter, le baron de Pages parut ne s'occuper de lui et de la négociation que très-superficiellement. A toutes les questions de l'horloger, il ne faisait qu'une réponse : *d'Etienville vous l'expliquera, d'Etienville a dû vous le dire*. C'était affecter en même temps cette indifférence aisée qui décele la certitude des moyens, et cette noble insouciance qui dédaigne l'attention des petits détails.

L'état mis entre les mains de Vaucher allait de soixante à quatre-vingt mille livres. Il déclara qu'il ne pouvait fournir que les objets de son commerce, les montres et les chaînes de montres, et qu'il ne les fournirait qu'avec des sûretés indépendantes du mariage.

On voit venir le dédit; c'était bien sa place. D'Etienville en fit la confidence, et à l'instant même il offrit de conduire le sieur Vaucher à Saint-Victor.

L'offre fut acceptée. L'abbé Mullot confirma, en présence de d'Etienville, tout ce que d'Etienville avait dit; et pour l'assurer davantage, il montra au sieur Vaucher un paquet cacheté de plusieurs cachets, dans lequel il affirma que le dédit de trente mille livres était renfermé.

Le sieur Vaucher n'était pas encore persuadé : il craignait que la présence de d'Etienville n'eût porté le chanoine à plus de complaisance que de vérité. Il se rendit seul le lendemain chez cet ecclésiastique, et le pria de lui dire avec toute la sincérité qu'on lui connaissait, et dont son caractère lui faisait une loi, s'il était vrai que le paquet dont il était dépositaire, et qu'il avait montré la veille, contenait un dédit de trente mille livres fait au profit du baron de Pages par sa future épouse; s'il connaissait les personnes et l'épousée, et celui qui

la dotait ; si ces personnes étaient en état de payer , et si lui, Vaucher , pouvait en sûreté faire la fourniture qu'on lui demandait.

L'abbé Mullot répondit pertinemment à ces quatre questions , 1°. que le paquet dont il était dépositaire , et qu'il avait montré la veille , contenait un dédit de trente mille livres souscrit en faveur du baron de Fages par la future épouse ; 2°. qu'il connaissait les personnes ; 3°. qu'elles étaient en état de payer ; 4°. que lui , Vaucher , pouvait en toute sûreté faire la fourniture demandée. Il ajouta même que le dédit étant payable à trois époques , aux 15 août , 15 octobre et 15 décembre , il lui conseillait de prendre une obligation payable au terme le plus prochain ; il promit enfin de ne rendre le dédit qu'après avoir averti le sieur Vaucher.

La méfiance était désormais impossible : d'ailleurs d'Etien-ville proposait toujours son cautionnement. Le sieur Vaucher fut décidé.

Pendant les délais nécessaires pour préparer les objets choisis , d'Etienville pressait l'opération avec la plus grande vivacité , sous prétexte qu'un garde du roi , parent du baron , et prêt à partir pour son pays , devait les emporter. Il écrivait le 16 mai : « M. le baron de Fages part après demain pour
« la campagne , en conséquence M. Vaucher est prié de finir
« l'affaire dont il est question , si son intention est toujours
« la même , vu que le bijoutier fait tous ses efforts pour faire
« la fourniture complète à M. le baron de Fages . »

Le sieur Vaucher , animé par la concurrence , livra au baron de Fages et à d'Etienville les douze montres et les treize chaînes d'or cinq jours après , le 21 mai , sur une obligation passée

* On a vu que le bijoutier avait réellement fait la fourniture complète. Les sieurs Loque et Bernard avaient , chacun de leur côté , fourni des montres , et des montres du magasin du sieur Vaucher. Il fallait , pour mentir avec tant de succès , toute l'effronterie de d'Etienville.

devant notaires, payable le 15 août suivant, et cautionnée par d'Etienville ¹.

Le même jour ou le lendemain, le baron de Fages partit pour Vineuil. C'est de cet asile qu'il écrivait au sieur Loque et à son tailleur des lettres si consolantes. Il n'écrivait point au sieur Vaucher, dont la créance n'était exigible que trois mois après.

Mais cette privation était bien compensée par les visites fréquentes de d'Etienville. Ce rentier de Saint-Omer avait fait du sieur Vaucher une connaissance, et, pour droit de commission, il venait, deux ou trois fois par semaine, s'installer à sa table avec un nommé Rose, son ancien camarade et son ami.

Il ne dira plus, le petit ingrat, qu'il n'a vu le sieur Vaucher que deux fois, et que ses rapports avec lui se sont bornés à *lui assurer* la solvabilité du baron de Fages.

Voilà, dans l'espace d'un mois, tout le butin qu'ont amassé le futur époux de la baronne de Courville et son digne négociateur. N'est-ce point assez? Ces quatre articles des sieurs Loque, Bernard, Thiébault et Vaucher forment ensemble plus de cinquante mille livres. Il faut ajouter à cette somme deux cents louis prêtés par cet ami, à qui le baron de Fages disait qu'il était marié. Il faut ajouter à cette somme, mille écus prêtés par un malheureux artisan, sur quelques bijoux mis en gage entre ses mains ².

¹ Le prix total montait à onze mille deux cent soixante-dix-huit livres; l'obligation n'était que de onze mille livres. Le baron de Fages devait envoyer le lendemain les deux cent soixante-dix-huit livres restantes. En effet, d'Etienville a apporté deux cents livres. A-t-il gardé les soixante-dix-huit livres que le sieur Vaucher n'a jamais reçus?

² A la première nouvelle de l'intrigue déconverte, ce malheureux a rendu les bijoux et abandonné ses mille écus, pour acquiescer le droit de n'être pas nommé.

Voilà près de soixante mille livres envahies et dissipées par le baron de Fages, d'Etienville et leurs associés, dans l'intervalle d'un mois et à la faveur d'un chimérique mariage, dont toutes les circonstances, artificieusement préparées et discrètement répandues, n'étaient que trop spécieuses pour des marchands dont la bonne foi est d'autant plus facile, qu'elle est plus nécessaire.

Nous verrons, dans un moment, s'il suffit, pour se justifier d'une telle piraterie, de débiter dans le public une fable absurde, d'invoquer *sa candeur, sa simplicité, sa confiance excessive*, de dire qu'on a été *cruellement trompé*, et de *rejeter la tromperie sur des fantômes*¹ qui n'ont jamais existé, ou qui se sont dissipés, comme une vapeur légère, devant les premières paroles du bourgeois de Saint-Omer.

Terminons ce récit. La seconde partie n'est pas indigne de la première.

Le 15 août approchait. C'était l'échéance de l'obligation faite au sieur Vaucher; c'était le terme fatal qu'il était impossible de franchir impunément. D'Etienville prit le parti de s'évader.

Ce qu'il raconte dans ses mémoires ne nous importe, que pour opposer son inconcevable fourberie, au ton simple, innocent, naïf et crédule qu'il affecte en parlant au public, et qui n'est qu'une fourberie plus criminelle encore.

Dans son premier mémoire², d'Etienville nous dit que le prétendu mariage, plusieurs fois retardé, avait été remis au 12 août pour tout délai; que la baronne de Courville revint

Il l'a payé trop cher pour ne pas en profiter. C'est d'Etienville qui a encore agioté cette petite opération, et qui s'est fait payer par l'artisan soixante-douze livres pour droit d'agiotage.

¹ Augéard, Marcilly, la baronne de Courville.

² Page 29 et suivantes.

le 7 de la campagne; qu'elle était dans une vive agitation, mais cachant obstinément la cause de ses alarmes; que le 11 ses inquiétudes augmentèrent; que le 13 elle redemanda le dédit, qu'il avait retiré deux jours auparavant des mains de l'abbé Mullet, *le regardant comme inutile*; qu'il n'eut pas plus tôt mis le dédit entre ses mains, qu'elle le déchira précipitamment; que dans le même instant elle lui avoua qu'elle était perdue, qu'il n'y avait plus de sûreté pour elle en France; qu'elle l'engagea à fuir avec elle, qu'il refusa d'abord et consentit ensuite; qu'elle lui fit retenir une place à la diligence de Saint-Omer, *sous le nom d'Ouanin*; que, dans la soirée du 13, elle lui remit le billet de diligence tout acquitté; qu'enfin il est parti le 14 à onze heures du soir, après avoir écrit au baron de Fages que tout était manqué.

Que la mémoire de d'Etienville est heureuse! quelle exactitude dans les plus petits détails! Comment, avec des souvenirs si fidèles, a-t-il pu oublier la visite que le sieur Vaucher lui fit dans la matinée du 14?

A neuf heures du matin d'Etienville était encore couché, lorsque le sieur Vaucher entra dans sa chambre. Il devait partir le soir même : la place à la diligence était retenue. Il avait le billet dans sa poche; il allait écrire au baron de Fages que tout était manqué. Et que dit-il au sieur Vaucher?

Il lui dit que tout allait à merveille; que le mariage touchait enfin au moment de sa célébration; qu'il partait pour aller chercher le baron de Fages; et, en montrant deux ou trois billets rouges de la caisse d'escompte, placés sur sa table : « Voilà, continua-t-il, quelqu'argent que la baronne m'a donné pour les frais préliminaires. Le baron de Fages sera marié mercredi, et jeudi nous irons ensemble vous demander la soupe et vous payer. »

Le mensonge était-il assez impudent? Mais cet argent donné par la baronne serait-il au moins une preuve de l'exis-

tence de cette baronne, de ce fantôme jusqu'à présent invincible? ce serait une présomption, si d'Etienville était capable de dire une seule fois la vérité; mais la bouche de cet homme est dévouée à la tromperie, et cet argent donné par la baronne est encore un mensonge, dont la preuve ajoutera quelques traits au tableau.

Le 11 août, c'est-à-dire dans le temps même où d'Etienville, suivant son roman, était auprès de la désolée baronne, partageant son agitation et ses alarmes; dans le même temps, d'Etienville tâchait de distraire de si grandes inquiétudes, en dupant la dame d'Autun.

Il vendait à cette dame trois saufs-conduits, pour une somme de deux mille quatre cents livres, dont quinze cents livres payées comptant, et neuf cents livres payables lors de la tradition des saufs-conduits¹.

¹ Le billet souserit par d'Etienville, et dont copie certifiée sera produite, est ainsi conçu : « Au 15 août présent fixe, je promets remettre au porteur trois « saufs-conduits, ou la somme de quinze cents livres, et en remettant lesdits « trois saufs-conduits, il me sera remis un effet de neuf cents livres. Paris, « ce 12 août 1785. *Signé de Belle d'Etienville.* »

Cette effronterie a eu des suites fâcheuses pour le bourgeois de Saint-Omer. Ramené à Dunkerque, et placé au Temple avec le baron de Fages, comme nous le dirons bientôt, il a reçu la visite de la dame d'Autun. Forcé de la reconnaître, il prend sur-le-champ l'air le plus affable, le plus doux. Et comme si le baron de Fages était un témoin inutile, il la prie de passer dans sa chambre pour y causer librement. A l'instant, il s'avance vers une porte enfoncée, l'ouvre, fait passer poliment devant lui la dame d'Autun, et referme brusquement la porte; la dame d'Autun était sur l'escalier. Furieuse, elle court chez le juge de police de l'enclos. La garde vient prendre le courtis d'Etienville. Il reconnut son écrit et sa signature, et à l'instant même il fut conduit en prison, pour apprendre à trafiquer de l'autorité souveraine. Il est resté huit jours en prison, à la fin desquels il a été chassé de l'enclos du Temple. Aussi, en lisant ses mémoires, on demande encore : pourquoi donc ce pauvre d'Etienville a-t-il quitté le Temple, où il était en sûreté, pour aller se faire prendre dans l'enclos de Saint-Jean-de-Latran?

Niera-t-il un seul détail de cet épisode scandaleux? Nous avons et nous produirons, s'il le faut, ses lettres écrites à la dame d'Autun du fond de sa prison;

L'argent donné par la baronne, pour faire les préparatifs du mariage, et dont les billets de la caisse montrés le 14 août au sieur Vaucher faisaient partie, n'étaient autre chose que les quinze cents livres escroquées à la dame d'Autun¹ trois jours auparavant, et que d'Etienville s'était engagé de rendre, dans le cas où les trois saufs-conduits, dont cette somme était le prix, ne seraient point livrés.

Ainsi notre bourgeois de Saint-Omer avait plus d'une raison pour poser son camp hors de Paris, la veille du 15 août.

Il partait, comme on voit, avec une bourse assez bien garnie, mais non pas aveuglé par sa bonne fortune, au point de négliger les petits profits.

Aussi, pour ne pas diminuer le rouleau, il oublia de payer la montre de Ludot; il oublia de rendre une autre montre que le sieur d'Albissy l'avait chargé de faire raccommoder¹. Il oublia de payer le cinquième habit à lui livré par Thiébault : les quatre premiers étant dûs par le baron de Fages. Il oublia de payer le loyer de sa chambre garnie. Sa mémoire ne fut exacte que sur la garde-robe : il n'oublia pas un chiffon.

L'évasion de d'Etienville dévoila tout le mystère. Les fournisseurs se rencontrèrent chez l'abbé Mullot. C'est là qu'ils se virent pour la première fois; c'est là qu'ils apprirent que la fourniture des cadeaux de noces était triple, et que le

ses lettres, dont la première commence par ces mots : « Vous avez ma perle
« entre vos mains, madame, il ne tient qu'à vous de me rendre le plus malheureux
« des hommes. » »

On dit que les profits de la vente de son second mémoire l'ont mis en état de payer la dame d'Autun, comme il a payé la montre de Ludot. A quelque chose malheur est bon.

¹ En comptant celle que le baron de Fages lui avait donnée, d'Etienville partait avec trois montres.

baron de Fages avait un crédit égal dans tous les quartiers de Paris.

Ils venaient chez l'abbé Mullot demander des nouvelles du dédit qu'il leur avait montré, et sur lequel il avait séparément cautionné toutes leurs marchandises.

Le chanoine de Saint-Victor déclara qu'il avait, sans aucune difficulté, *dolo simillimè*, rendu le dédit quelques jours auparavant sur la déclaration de d'Etienville que l'affaire touchait à sa conclusion, que les parties étaient chez le notaire pour signer le contrat de mariage, et que le dédit désormais inutile allait être annulé.

Après avoir adressé au complaisant ecclésiastique les reproches qu'il méritait, et qui n'étaient qu'un signal des reproches de la justice, chacun prit le parti qui lui parut convenable.

Bernard et Thiébault obtinrent du lieutenant-civil une ordonnance en vertu de laquelle ils firent saisir et revendiquer à Vineuil les malles du baron de Fages.

Vaucher et Loque rendirent plainte le 20 août devant M^e Chenon fils. Ce qu'ils apprirent suspendit les poursuites.

Ils apprirent que le baron de Fages, désormais assisté du sieur Duhamel de Précourt¹, s'était présenté au ministre des affaires étrangères, et que sur sa plainte d'avoir été volé par d'Etienville, qui emportait, disait-il, la future et le dédit de trente mille livres, il avait obtenu de ce ministre les passeports nécessaires pour courir après le voleur.

Il dit dans son mémoire, page 22, que ses créanciers avaient fait d'inutiles efforts auprès de M. le comte de Vergennes pour empêcher qu'il n'obtint son passeport, ou même pour le faire révoquer. Il est mal instruit, et c'est une injure

¹ Le sieur de Précourt, assez connu dans l'affaire de Charlemagne, contre le prince de Limbourg, comte de Styrum.

faite à la justice du ministre. Des marchands dupés devaient craindre qu'un passeport ne fût qu'un moyen de mettre le baron de Fages à l'abri ; et cette crainte si légitime ne pouvait pas être repoussée par M. le comte de Vergennes. Le passeport fut effectivement révoqué ; mais le baron de Fages était déjà parti avec le sieur de Précourt.

On sait l'histoire de leur voyage. On en a vu jusqu'aux moindres détails dans les mémoires de d'Etienneville.

On a vu ce bourgeois de Saint-Omer, délaissé à Arras par la baronne de Courville, porté jusqu'à Saint-Omer sa patrie, où il séjourna quelque temps, épargnant à la plus tendre des mères la douleur d'apprendre une aussi cruelle aventure ; de-là gagnant Dunkerque, sans autre projet que d'y chercher le calme d'une vie ignorée ; rencontrant à Dunkerque le sieur de Précourt et le baron de Fages ; arrêté par eux en vertu d'un ordre du roi qu'ils refusent de lui montrer.

On l'a vu, toujours rassuré par son innocence, et pourtant se croyant perdu lorsqu'il voit une sentinelle à sa porte¹, conduit de Dunkerque à Lille par la diligence ; arrêté à Lille par un de ses créanciers qui veut le faire mettre en prison² ; réclamé par le sieur de Précourt comme un prisonnier d'état ; déposé jusqu'au départ du sieur de Précourt dans la tour de Saint-Pierre, prison militaire de la ville, où il est appelé monseigneur par deux femmes détenues pour fraude aux droits du tabac, évaluée à six francs pour chacune, où il n'hésite pas à faire deux heureux en délivrant ces deux femmes ; où il oublie ses maux pour partager leur joie ; où il remercie le ciel de lui avoir donné une ame sensible³.

¹ Second mémoire de d'Etienneville, page 8.

² Ce fait est vrai. Le pays où d'Etienneville n'a point de créancier, est celui qu'il n'a point habité. Le créancier de Lille est un nommé Muset, horloger, et la dette se monte à huit cent trente-neuf livres.

³ Second mémoire de d'Etienneville, page 12.

On l'a vu passer de la tour de Saint-Pierre au corps-de-garde de la porte des malades ; révolté de ce traitement , mais résigné *ainsi que l'agneau que l'on sacrifie* ¹.

On l'a vu , avec une forsanterie plus ridicule encore , *fournir de sa bourse l'argent nécessaire aux personnes qui venaient de l'arrêter , et payer les frais d'un voyage qui ne lui présentait que la perspective d'un avenir fort malheureux* ² ; et l'on sait maintenant qu'il payait avec l'argent de la dame d'Autun.

Enfin , le voilà à Versailles , toujours conduit et gardé par le sieur de Précourt comme un criminel. Ici , la scène change , et la conduite de nos trois personnages devient une énigme inexplicable. Le fugitif d'Etienville , poursuivi comme un voleur , arrêté par ordre du roi , et le baron de Fages qui se prétendait volé , et le sieur de Précourt , porteur de l'ordre prétendu , le coupable et ses deux satellites , si divisés jusqu'à présent , n'auront plus que le même intérêt , les mêmes dessein , les mêmes alarmes. C'est un triumvirat dont d'Etienville devient même le conseil , et va diriger les démarches.

Il conseille beaucoup de modération dans une affaire aussi délicate , et le baron de Fages est de son avis ³ , et le sieur de Précourt l'adopte , quoiqu'on n'ait pas le courage de le lui proposer.

Celui-ci voit le ministre à Versailles : le ministre ne veut pas se mêler de cette affaire ; il le renvoie aux tribunaux. D'Etienville *en ressent une joie extrême* ⁴ ; mais ce n'est pas le projet du sieur de Précourt. Il voit le lieutenant-général de police ; il annonce à d'Etienville que ce magistrat veut qu'on le remette entre ses mains ; mais au même instant , il

¹ Second mémoire de d'Etienville , page 10.

² *Ibid.*

³ *Ibid.* , page 14.

⁴ *Ibid.* , page 13.

s'empresse de le rassurer en lui disant : *Je suis incapable de vous livrer ; vous devez être persuadé que tant que vous serez avec moi, vous n'aurez rien à craindre* ¹.

Sur ce, les trois associés se rendent à Paris ; d'Etienville voit un moment l'estimable Mullot qui l'appelle *mon cher d'Etienville*, et qui lui dit aussi : *vous n'avez rien à craindre*. Le baron de Fages, son valet-de-chambre et d'Etienville vont loger ensemble à l'hôtel de Notre-Dame, rue du Colombier. *Qui pourrait peindre leurs alarmes ? Le moindre mouvement les faisait tressaillir ; le garçon même qui les servait leur paraissait un espion : Nous sommes perdus*, disaient-ils, *on va nous arrêter* ².

Enfin, le sieur de Précourt vient calmer cette agitation, en leur annonçant qu'il est chargé par le magistrat de police de les réfugier au Temple. Arrivé au Temple, d'Etienville commence à respirer, *toujours avec le baron de Fages, qui se comporte avec lui d'une manière à accroître son amitié* ³.

Le baron de Fages et d'Etienville ont ainsi vécu ensemble sous le même toit, dans la même chambre et dans la plus grande intimité ⁴, plus de deux mois, et jusqu'au moment où, chassé du Temple pour l'affaire de la dame d'Autun, d'Etienville a été forcé de chercher un asile à Saint-Jean-de-Latran.

Ce qui est très-plaisant, c'est que pendant cette cohabitation intime, le baron de Fages a rendu plainte contre d'Etienville, contre cet homme avec lequel il vivait, avec

¹ Second mémoire de d'Etienville, page 15.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, page 16.

⁴ Le baron de Fages a été se jeter aux genoux de la dame d'Autun, pour obtenir la grâce de d'Etienville, disant que le sort de cet homme était attaché au sien.

lequel *il se comportait d'une manière bien propre à accroître son amitié.*

On sent bien que cette plainte était destinée à rester ensevelie dans l'étude du commissaire; elle était si peu faite pour avoir des suites, que les sieurs Loque et Vaucher n'ont jamais pu la connaître, et que, dans ce moment encore, il faut un arrêt du parlement pour contraindre le commissaire à la déposer au greffe.

Tous ces détails, même en les lisant dans les mémoires de d'Etienville, découvrent, sous le voile de la discorde, la plus étroite intelligence entre lui, le baron de Fages et le sieur de Précourt qui avait aussi son intérêt dans l'association, comme on le verra par la suite.

On pourrait dire au baron de Fages :

Vous accusez aujourd'hui d'Etienville de vous avoir trompé, comme vous l'accusiez à l'instant de sa fuite, comme vous l'avez accusé devant M. le comte de Vergennes pour obtenir les moyens de courir après lui. Vous l'avez réellement poursuivi, arrêté; et du moment que vous l'avez retrouvé, vous lui avez rendu votre amitié; vous n'avez veillé sur sa personne que pour la conserver; vous vous êtes, pour ainsi dire, associé à sa destinée : le même danger paraissait vous menacer; la même crainte vous agitait; vous vous dérobiez avec lui aux regards de la police; vous vous êtes caché avec lui au Temple; vous avez vécu avec lui pendant deux mois, dans la même maison, le traitant avec une cordialité dont il s'applaudit lui-même; et, au milieu de cette étonnante intimité, vous avez rendu plainte contre lui.

Il est impossible de discuter sur cette plainte. C'est un artifice pour vous préparer les moyens d'une innocence apparente : la chose est claire; et votre poursuite éclatante, votre voyage en Flandre ne peuvent être expliqués que par le même motif; c'était un artifice pour écarter le soupçon de

complicité : si vous n'eussiez pas été complice de l'homme que vous poursuiviez, vous l'eussiez saisi pour le livrer à la justice, et non pas pour le cacher à côté de vous.

Si vous voulez soutenir cependant que votre poursuite était sérieuse, qu'un véritable motif vous portait sur les traces de celui que vous appelez maintenant l'artisan de vos malheurs, on sera forcé de croire qu'il vous a satisfait au moment même que vous l'avez rencontré, puisqu'au moment même vous avez été les meilleurs amis du monde. Comment vous-a-t-il satisfait ? Ce n'est pas en vous remettant le dédit. Non : il ne vous a pas rendu le dédit ; il le déclare ; vous le déclarez vous-même. Ce n'est donc pas le dédit que vous poursuiviez ; ce n'est pas le dédit qu'il emportait. Qu'emportait-il donc ? Qu'avez-vous poursuivi ? Que vous a-t-il rendu ? Comment l'avez-vous d'abord accusé ? Comment avez-vous été son ami après l'avoir accusé, et comment l'accusez-vous encore après avoir été son ami ? De tous côtés, la connivence manifeste la fraude. Tout démontre que d'Etienneville est innocent à votre égard, ou que vous êtes aussi coupable que lui.

On pourrait dire au sieur de Précourt : c'est vous qui avez sollicité auprès du ministre les moyens de poursuivre d'Etienneville, même en pays étranger. Vous vous êtes présenté partout comme porteur d'un ordre du roi pour l'arrêter. C'est en vertu de cet ordre qu'à Dunkerque vous avez fait placer une sentinelle à sa porte ; qu'à Lille vous avez réclamé la puissance militaire pour le soustraire aux rigueurs de la loi civile ; que vous l'avez fait enfermer dans la tour de Saint-Pierre, et coucher au corps-de-garde comme un prisonnier d'état que vous étiez chargé de mener à la Bastille. A peine arrivé à Paris, vous êtes devenu son protecteur contre l'autorité même que vous aviez armée contre lui. Le magistrat de police demande qu'il soit remis dans ses mains, et vous déclarez *que vous êtes incapable de le livrer, et qu'il n'a*

rien à craindre tant qu'il sera près de vous. En effet, vous lui cherchez un asile, et enfin vous le mettez à l'abri de toute recherche dans un lieu de liberté et de sûreté, à côté du baron de Fages dont vous partagiez l'intérêt et le ressentiment.

- Qui pourra expliquer cette étrange contradiction ? L'ordre du roi, dont vous vous disiez porteur, était-il véritable ou supposé ? S'il était véritable, pourquoi d'Etienville n'est-il pas à la Bastille ? S'il était supposé, quelle audace de feindre un ordre souverain, de mettre en action dans les provinces le pouvoir militaire ; de vous emparer d'un débiteur de mauvaise foi, et, sous prétexte de le conduire à la Bastille, de l'amener à Paris pour le soustraire à son créancier de Lille, et de le cloîtrer au Temple pour le dérober à ses créanciers de Paris !

Et pour justifier cette inconcevable intrigue, quelle injurieuse ineptie de citer le lieutenant-général de police ! C'est par l'ordre de ce magistrat que vous avez caché au Temple d'Etienville et le baron de Fages ! Son premier soin aurait été de mettre les coupables en sûreté, et de frauder leurs créanciers du droit qu'ils avaient sur leurs personnes ! Ce mensonge ne serait qu'une absurdité si vous ne l'aviez pas contredit vous-même. N'avez-vous pas dit à d'Etienville le lendemain de votre arrivée : *M. d'Etienville ! M. le lieutenant-général de police veut absolument que je vous remette entre ses mains* ¹.

Ceci suffirait pour prouver quelle intelligence secrète unissait entre eux ces personnages. Le baron de Fages, qui pour suit d'Etienville comme un voleur, qui le ramène, qui tremble avec lui, qui se cache avec lui, qui vit avec lui, qui embrasse les genoux d'une femme pour le sauver de prison, qui le

¹ Second mémoire de d'Etienville, page 14.

traite enfin comme un ami, comme un frère, le baron de Fages n'a pas été trompé par d'Etienville.

Le sieur de Précourt, qui se dit partout chargé d'un ordre du roi pour arrêter d'Etienville, pour le conduire à la Bastille, qui arme contre lui la garde de Dunkerque, la garde de Lille, qui l'enlève à la justice ordinaire, qui le dépose sur la route dans les prisons militaires, et qui ne l'amène à Paris que pour le placer au Temple, à côté du baron de Fages, à l'abri de toutes poursuites, le sieur de Précourt n'a pas un intérêt contraire aux intérêts unis de d'Etienville et du baron de Fages.

Et ceci n'est rien encore. Nous touchons au couronnement de l'œuvre, à la consommation de l'escroquerie. Ce sera sans doute le dernier effort de l'esprit d'intrigue, si l'on parvient à masquer le délit sans en perdre le fruit; et quel autre moyen que de rendre aux marchands dupés leurs marchandises, mais de ne les rendre qu'en les faisant payer?

N'avons-nous pas dit au commencement de ce mémoire : *Quand le voile est déchiré, un ami se charge de vendre argent comptant les effets achetés à crédit, et à qui? Aux mêmes marchands qui les avaient vendus à crédit.*

Cet ami est le sieur Précourt.

Après avoir pourvu à la sûreté de ses deux associés, le sieur Précourt s'occupa des intérêts de l'association.

Les fournisseurs reçurent différens avis de se rendre chez le comte de Précourt pour parler d'affaires qui les intéressaient.

Bernard fut le premier mandé. Le sieur de Précourt lui proposa très-poliment de donner deux cents louis pour entrer en possession d'une partie des bijoux qu'il avait vendus.

Le sieur de Précourt est comte, comme d'Etienville est bourgeois. Nous pourrions, s'il le faut, produire son extrait baptistaire.

Bernard eut la hardiesse d'observer qu'il n'était ni naturel ni juste de le faire contribuer pour lui rendre ses marchandises. Le sieur de Précourt fut étrangement choqué de cette impertinence : il se mit en colère, et dit à Bernard de f..... le camp de chez lui, et bien vite ; ce qu'il fit :

Les sieurs Vaucher et Loque furent plus honnêtes. Ils écoutèrent les propositions du sieur de Précourt ; elles leur promettaient le triste avantage de découvrir la trace de leurs marchandises et de ne pas tout perdre. D'ailleurs, trompés par un bourgeois de Saint-Omer et un gentilhomme du Languedoc, ils pouvaient encore être confians et crédules avec le comte de Précourt, chevalier de Saint-Louis, lieutenant-colonel d'infanterie, et parlant beaucoup de ses relations avec le ministre.

Voici ces propositions et la fable sur laquelle elles reposaient :

Le sieur de Précourt établit son texte : les marchandises qui n'étaient pas déposées au Mont-de-Piété, avaient été mises en gage entre les mains de deux personnes. Un de ses amis, chevalier de Saint-Louis comme lui, dont il stipulait les intérêts, avait prêté une somme de huit mille six cent vingt-quatre livres sur une partie de ces marchandises ; une autre personne avait prêté cent louis sur une autre partie.

Ainsi, pour première condition, les sieurs Vaucher et Loque devaient donner une somme de onze mille vingt-quatre livres. Cette première condition était expresse ; sans elle, il était inutile de parler d'arrangement, et la somme devait être payée en espèces : le sieur de Précourt ne pouvait recevoir ni billets, ni lettres-de-change.

Moyennant une somme payée en espèces, le sieur de Pré-

* Bernard a dû déposer de ces faits.

* Les sieurs Vaucher et Loque, qui n'avaient pas en caisse onze mille vingt-quatre livres en écus, proposèrent des lettres-de-change à très-court délai. Le sieur de Précourt prétendit qu'ils se moquaient de lui.

court s'engageait à remettre aux sieurs Vaucher et Loque des reconnaissances du Mont-de-Piété, d'une partie des bijoux engagés pour trois mille livres que les marchands devaient encore payer, et pour quinze à seize mille livres de marchandises effectives.

Cet arrangement terminé, et toutes les conditions remplies, les sieurs Vaucher et Loque devaient s'engager à donner au baron de Fages quatre années pour payer ce qu'il resterait devoir.

Sur-le-champ, en attendant la conclusion de ce traité, et pour le rendre possible, le sieur de Précourt leur fit signer un sursis de quinze jours. Ce sursis doit être du 15 octobre 1785.

Les deux marchands formèrent bientôt ensemble une somme de quatre mille livres, et le lendemain 18 octobre, ils la portèrent au sieur de Précourt, en le priant de leur procurer une portion de leurs effets proportionnée au paiement.

Le sieur de Précourt fit quelques difficultés; il voulait la somme entière, mais enfin le son des espèces le détermina.

Ici, les sieurs Vaucher et Loque restèrent stupides d'étonnement et d'indignation. Le sieur de Précourt développa dans un mouchoir tous les effets rassemblés; il en était seul possesseur, et l'histoire du chevalier de Saint-Louis, prêteur sur gage, était un mensonge, inventé pour dernière escroquerie, dont les exemples ne sont pas fréquens. Le baron de Fages, en revendant ainsi *argent comptant*, et par les mains du sieur Précourt, aux marchands qu'il avait trompés, leurs propres marchandises, obtenait d'eux les moyens de ne payer que dans quatre années, c'est-à-dire de ne jamais payer, puisqu'il est sans fortune; et en même temps il les forçait de contribuer sur-le-champ une somme de quatorze mille livres dont les associés mettaient quatre cents louis dans leurs poches.

Eclairés sur le rôle indigne que jouait le sieur de Pré-

court, les marchands furent assez prudents pour dissimuler, assez adroits pour acquérir la preuve d'une manœuvre si criminelle.

Ils n'élevèrent aucune difficulté. Le sieur de Précourt reçut les quatre mille livres, et leur rendit des marchandises pour une somme, sur le prix des factures, d'environ cinq mille livres. C'était les apprécier, quoique détériorées par l'usage ou par la négligence, le même prix qu'elles avaient été vendues.

En même temps il leur remit une reconnaissance entièrement écrite et signée de sa main, par laquelle il n'a pas honte de dire que ces marchandises lui ont été vendues, et qu'il consent à les rendre aux sieurs Vaucher et Loque, *pour les obliger*, au prix qu'il les a achetées; il désigne le nombre, la qualité et la valeur des effets qui sont dans ses mains; il promet de les remettre moyennant une somme de huit mille six cent vingt-quatre livres, sur laquelle il reconnaît avoir reçu un à-compte de quatre mille livres.

« Par un autre écrit du même jour, il promet également
« à ces deux messieurs d'employer ses bons offices pour leur
« faire rentrer les effets énoncés dans cet écrit, moyennant
« une somme de deux mille quatre cents livres, même de
« leur fournir les moyens d'obliger le rétentionnaire de
« ces effets à les rendre s'il s'y refusait. »

Pendant que le sieur Précourt écrivait et signait ces reconnaissances, à côté de lui un sieur abbé Soulier, frère de l'abbé de Saint-André, rédigeait l'écrit par lequel les sieurs Loque et Vaucher s'engagent vis-à-vis de M. du Hamel de Précourt d'obliger Bernard, autant que possible, au traitement qu'ils veulent bien faire à M. de Fages, qui est de lui donner quatre années pour solder ce qu'il restera devoir, après l'arrangement proposé, fait par M. le comte de Précourt.

On voit clairement que ce sursis tant célébré par d'Etienneville et le baron de Fages, n'est qu'une promesse de sursis,

promesse extorquée par la fraude et la nécessité, dépendante de l'arrangement proposé, et l'on devine bien que l'arrangement proposé n'a point été terminé.

En sortant de cette caverne, les sieurs Vaucher et Loque coururent chez leur conseil. Il était absent. Son voyage et la rédaction de la plainte entraînèrent quelques jours, pendant lesquels les marchands temporisèrent avec le sieur de Précourt.

Dans cette plainte, rendue le 15 novembre, devant le commissaire Dorival, en persistant dans la première du 20 août précédent, ils consignèrent tous les faits qu'on vient de lire.

Sur la communication faite au procureur du roi, le juge permit d'informer.

Cependant le sieur de Précourt pressait la conclusion, venant avec orgueil le service signalé qu'il rendait aux marchands.

D'abord ses visites furent fréquentes. Il devait partir pour Fontainebleau, et il était indispensable de finir avant le voyage.

Il partit cependant avant d'avoir fini, et il écrivit alors des lettres pressantes.

« M. Duhamel de Précourt, disait-il dans un billet du 12 novembre, prévient ces messieurs qu'il couchera à Paris lundi ou mardi, qu'il ne pourra y rester que le temps indispensable pour *finir* avec eux sur les objets qui les intéressent. Il les prie instamment de s'arranger de manière à *ne pas lui causer des regrets sur ce qu'il a fait pour eux*. Il leur donnera encore des preuves non équivoques de sa *bonne volonté à les servir* dans la fin de cette *vilaine et sale affaire*. »

Dans une lettre du 21 du même mois, il les prévient qu'il pourrait être envoyé en Alsace, et peut-être en Suisse, et les engage de prendre leur précaution pour *finir* avant sa mission, dont la durée ne pouvait dépendre de sa volonté. « Je serais inconsolable, ajoutait-il, que mon voyage

« pût être suspecté, et quand j'ai tout fait pour votre tranquillité et vos intérêts, qu'il vous causât des alarmes. »

En lisant ces lettres, les sieurs Vaucher et Loque avaient, de l'imposture, une preuve écrite et signée de la main même de l'imposteur. Le dol s'était trahi. A la suite d'une visite du sieur de Précourt, le sieur Vaucher avait trouvé chez lui un mémoire adressé à M. le prince de Soubise, écrit en entier et signé par le sieur de Précourt.

Ce mémoire est intéressant ; son but est d'engager M. le prince de Soubise à donner deux mille écus pour terminer l'affaire, et intéresser tout le monde au silence.

Ses moyens sont les rapports de la mission de d'Etienville avec l'affaire de M. le cardinal de Rohan, et le danger que le bourgeois de Saint-Omer, pour justifier sa mission, et se sauver du supplice, ne mette toutes ses assertions VRAIES ou FAUSSES entre les mains d'un avocat jaloux de se faire une réputation aux dépens de qui il appartiendra, et qui fera gémir la presse de choses que le sieur de Précourt croit important d'étouffer dans leur naissance.

Voilà, monseigneur, sans déguisement, continue-t-il, les raisons qui m'ont fait solliciter M. de Fages à se dépouiller des bijoux qui lui restaient de Vaucher et de Loque, à qui j'ai déjà rendu pour cinq mille huit cents livres d'effets, et pour onze mille livres de reconnaissances du Mont-de-Piété, à la charge par eux de payer trois mille cinq cent livres pour les dégager.

Il ne disait pas que le baron de Fages n'avait fait un si grand sacrifice, ne s'était dépouillé des bijoux que pour les revendre argent comptant.

Il disait bien qu'il avait rendu pour cinq mille huit cents livres d'effets, et il exagérait. Mais il ne disait pas qu'il avait reçu quatre mille livres pour le prix de ces effets.

Certes, le sieur de Précourt se montrait à découvert. Le

baron de Fages ne se cachait pas. Il écrivait au sieur Bernard, le 3 novembre 1785 :

« M. d'Albissy m'a dit, monsieur, que vous désiriez me voir, pour traiter de l'affaire que nous avons ensemble. Il n'y a pas apparence que vous puissiez entrer en arrangement avec moi, puisque vous êtes dans l'intention *de ne faire aucun sacrifice en argent comptant*, comme ont fait mes autres créanciers, pour pouvoir retirer les effets que j'ai engagés. M. le comte de Précourt m'a dit, de votre part, que vous ne vouliez pas me donner un sou. »

Et plus bas :

« La justice est pour tout le monde, et puisque vous en agissez avec tant de rigueur envers moi, je veux user de la même sévérité envers vous; au lieu que si vous vouliez être raisonnable, surtout dans le prix de vos marchandises, dans lesquelles *vous avez abusé de ma bonne foi*; si vous voulez *donner douze à quinze cents livres*, et lever la contrainte par corps, en m'accordant les mêmes délais que mes autres créanciers, on pourrait faire un arrangement qui vous serait encore *très-avantageux*, avec l'espoir d'être payé *tôt ou tard*. »

C'est pour la première fois qu'un débiteur a demandé à son créancier la liberté et de l'argent, de l'argent et la liberté. Et les lamentations du baron de Fages, *sur sa bonne foi abusée*, valent bien celles de d'Etienville, lorsqu'il appelle le sieur Vaucher *impitoyable*.

Sur l'information, cinq décrets ont été décernés. Décrets de prise-de-corps contre d'Etienville et le baron de Fages; décrets d'assigné pour être ouï contre le sieur de Précourt, l'abbé Mullot et le sieur d'Albissy.

Le décret de prise-de-corps a été exécuté sur la personne de d'Etienville. Il a été saisi à la porte de Saint-Jean-de-Latran, et conduit aux prisons du Châtelet.

Le baron de Fages a interjeté appel et obtenu des défenses. Il expose, dans sa requête, que le procès criminel qu'on lui suscite *est le comble de l'absurdité*; que ses créanciers ont *transigé* avec lui par acte du 18 novembre 1785, *après la remise qui leur a été faite d'une partie des marchandises qui lui avaient été fournies.*

C'est à la faveur de ce mensonge impudent qu'il a surpris, à la religion des magistrats souverains, une faveur qu'ils s'empresseront de révoquer.

Dans le même temps, le sieur de Précourt n'avait-il pas le front de demander, au Châtelet, le pouvoir de vendre, *à son profit*, les bijoux qui restaient dans ses mains?

Cette demande a été évoquée par arrêt du 21 février dernier, et enfin le parlement est saisi de toute l'affaire, soit par des arrêts d'évocation, soit par les différens appels des accusés.

MOYENS.

Un seul obstacle a suspendu l'opinion publique, non pas sur le délit du baron de Fages, de d'Etienville et de leurs complices, mais sur la question de savoir si les marchands trompés avaient encore le droit de poursuivre le délit.

D'Etienville a dit, le baron de Fages a répété, que les marchands avaient accordé un délai de quatre années pour payer : tout le monde l'a cru, et de là, la conséquence assez juste, qu'en traitant avec des coupables, on renonce au droit de les accuser.

Mais ce que les coupables avaient intérêt de dissimuler, nous venons de l'expliquer; et tout le monde sait maintenant que ce délai, ce sursis, cette transaction, comme il plaît au baron de Fages de l'appeler dans sa requête au parlement,

n'est qu'un lambeau méprisable que la loi déchire aussitôt qu'elle l'aperçoit.

Quatre moyens principaux attestent sa nullité.

§. I^{er}.

Cet écrit, s'il avait quelque valeur, serait un acte synallagmatique ; c'est-à-dire obligatoire, de part et d'autre. Les marchands s'engagent, vis-à-vis du sieur de Précourt, d'obliger le sieur Bernard, autant que possible, au traitement qu'ils veulent bien faire au baron de Fages, qui est de lui donner quatre années pour payer ce qu'il restera devoir, *après l'arrangement proposé, fait par le sieur de Précourt* ; et le sieur de Précourt s'engage, de son côté, à payer tous les frais, et renonce à les répéter contre les sieurs Loque et Vaucher.

La formalité la plus essentielle des écrits privés et mutuels, est d'être faits doubles, triples, quadruples, en nombre proportionné au nombre des parties qui s'obligent. Il faut que chaque partie ait son titre, pour faire exécuter la convention qui l'intéresse ; si l'une peut contraindre l'autre, sans que cette faculté soit réciproque, le contrat est nul, la justice et la raison le décident, et ce principe n'a pas besoin d'autorités.

Ici la convention, quoique mutuelle, n'existe que dans les mains du sieur de Précourt. Il pourrait contraindre, sans être contraint lui-même. La nullité est irréparable.

§. II.

Cet écrit, s'il pouvait opérer quelque effet, ne serait qu'une obligation conditionnelle.

Les marchands ne donnent point, *dès à présent*, au baron de Fages, quatre années pour payer. Ils promettent d'obliger,

autant que possible, le sieur Bernard au traitement qu'ils veulent bien faire au baron de Fages, qui est de lui donner quatre années pour payer ce qu'il restera devoir, *après l'arrangement proposé, fait par le sieur de Précourt.*

Ils s'engagent encore à ne donner main-levée de leurs oppositions ¹ que lorsque le sieur de Précourt aura satisfait aux conditions proposées.

On connaît cet arrangement criminel. On connaît ces conditions odieuses. L'arrangement n'a pas été terminé ; les conditions n'ont pas été remplies. La promesse des sieurs Vaucher et Loque n'existe pas encore, ou n'existe plus.

Le sieur de Précourt dira-t-il que les marchands ont eux-mêmes empêché la conclusion de l'arrangement proposé ? Il faut lui répondre que cet arrangement n'est pas conclu, par la seule raison qu'il est contraire à toutes les lois. S'il était légitime, ne pourrait-il pas contraindre les marchands à le conclure ? Or, le sieur de Précourt n'ira pas sans doute jusqu'à soutenir qu'il peut contraindre les sieurs Loque et Vaucher à racheter, *argent comptant*, les marchandises qu'ils ont vendues à crédit.

§. III.

« Lorsque j'ai stipulé quelque chose de vous pour un tiers, la convention est nulle, car vous ne contractez par cette convention aucune obligation ni envers ce tiers ni envers moi. C'est un principe, que les conventions ne peuvent avoir d'effet qu'entre les parties contractantes ². »

Ce principe est fondé sur la loi ³, et la loi est expliquée par la raison.

¹ Oppositions faites sur les malles saisies par Bernard et Thiébaux.

² Pothier, *Traité des obligations*, part. 1, chap. 1, pag. 72.

³ *Alteri stipulari nemo potest. Inventæ sunt enim obligationes ad hoc ut unusquisque sibi acquireret quod suæ interest : cæterum ut alio detur, nihil interest eod.* Leg. 38, §. 17, ff. verb. oblig.

L'unique exception concerne le tuteur, le procureur, le mandataire et le *negotiorum gestor*, tous ceux enfin qui sont autorisés par la loi ou par des pouvoirs particuliers à stipuler pour des tiers.

Les sieurs Loque et Vaucher n'auraient rien promis au baron de Fages lui-même. Ils se seraient engagés vis-à-vis du sieur de Précourt, qui n'était ni le tuteur, ni le procureur, ni le mandataire du baron de Fages, et qui même ne s'est pas *porté fort* pour lui, ce dont il s'est bien gardé, parce que c'eût été répondre d'une opération frauduleuse. La convention est nulle, elle ne peut avoir d'effet, ni pour le sieur de Précourt, qui stipulait pour un autre dans une chose étrangère à son propre intérêt, ni pour le baron de Fages, qui n'était point partie dans la convention.

§. IV.

Ce dernier moyen vaut seul tous les autres.

Point de convention sans consentement : point de consentement sans cause; si la cause donnée n'existe pas, ou si la cause est fautive, contraire à la justice, à la bonne foi, aux bonnes mœurs, le consentement s'efface et la convention disparaît¹. *Non videntur qui errant consentire.*

La cause de la promesse conditionnelle faite par les sieurs Loque et Vaucher, est ici l'arrangement proposé par le sieur de Précourt, cet arrangement par lequel les marchands devaient rentrer en possession de leurs effets, cet arrangement auquel était subordonnée la promesse d'un délai de quatre années.

Mais ce traité était le résultat d'une fraude révoltante, le fruit d'un mensonge aussi vil par son motif, que funeste par

¹ Ce principe est encore développé dans Pothier, *loco citato*, page 53 et suivantes.

ses effets ; et ce mensonge réunissait tout ce qui détruit les conventions les plus sacrées, l'erreur, le stellionnat, le vol.

Le sieur de Précourt attestait aux marchands que leurs effets n'étaient plus dans les mains du baron de Fages ; qu'ils étaient passés dans des mains étrangères, et qu'il fallait en payer le prix pour les recouvrer. Si ces marchands, toujours indignement trompés, eussent été instruits de la vérité, lorsqu'ils promettaient un délai de quatre années, ils n'eussent pas fait cette promesse au débiteur effronté qui portait le dol et l'audace jusqu'à leur faire *racheter à deniers comptans*, les marchandises dont il leur devait le prix : voilà l'erreur.

Le sieur de Précourt vendait aux marchands ce qui ne lui appartenait pas, ce qui n'appartenait pas au baron de Fages : voilà le stellionnat. Ce qui n'était passé dans les mains du baron de Fages que par une escroquerie punissable, il voulait s'en approprier le prix par une escroquerie plus criminelle. Il aurait pu sans doute vendre ces effets à d'autres marchands ; mais choisir les marchands mêmes qu'il avait dupés pour leur faire payer les bijoux qu'il leur devait ; leur vanter cette exaction comme un sacrifice, et leur arracher, comme une condition de ce sacrifice, la promesse d'un délai de quatre années, cette friponnerie n'a pas d'exemple.

Enfin le sieur de Précourt vendait aux sieurs Loque et Vaucher ce qui leur appartenait, leur propre bien, les objets dont la fraude les avait dépouillés : voilà le vol. Ce que l'on donne au voleur, dit la loi, pour qu'il restitue la chose dérobée, est un salaire d'opprobre et de honte¹. Chaque pensée ajoute à l'indignation.

Elle est au comble si l'on songe que le délit est prouvé par la signature même des coupables.

¹ *Datum furi, ut rem subreptam restituat, turpiter ab eo accipitur, ideoque condici potest.* Gotof. leg. 6 eod. de Condic. ab turp. caus.

Dans son mémoire, écrit de sa main, signé de lui et adressé au maréchal de Soubise, le sieur de Précourt déclare qu'il a engagé le baron de Fages à se dépouiller des bijoux qui lui restaient, pour les rendre gratuitement aux marchands.

Dans ses reconnaissances, données aux marchands, le sieur de Précourt déclare que ces bijoux lui ont été vendus, et qu'il veut bien, pour faire plaisir aux marchands, les leur rendre au même prix.

Enfin le baron de Fages, dans sa lettre du 3 novembre, demande avec assez de franchise à Bernard douze à quinze cents livres et sa liberté, pour lui rendre les bijoux qui sont encore en sa possession.

Cette petite opération de finance, concertée entre le sieur de Précourt et le baron de Fages, était exécutée par le sieur de Précourt; et il est impossible de croire qu'elle s'exécutât à l'insu et contre le gré de d'Etienville. Ce bourgeois de Saint-Omer était alors au Temple, à côté du baron de Fages, vivant avec lui dans les charmes réciproques d'une amitié tout à fait intéressante.

Le défenseur de d'Etienville dit que les sieurs Loque et Vaucher ont dissimulé dans leur plainte cette promesse de sursis, et tendu un piège à la religion du magistrat. Il n'a pas lu la plainte, et ce reproche dans la bouche de d'Etienville est une raillerie.

Les marchands se sont bien gardés de cette réticence : ils ont développé dans leur plainte toutes les circonstances de cette promesse, ses causes et ses effets. Cette promesse était le principal objet de leur plainte, comme elle est aussi la principale preuve du délit dont le ministère public poursuivra le châtement.

Cette promesse conditionnelle et réciproque, si elle était

1. Seconde consultation, page 45.

régulière, faite double entre les contractans, si elle n'était pas conditionnelle, si elle était faite au baron de Fages lui-même, ou si le sieur de Précourt avait pu stipuler pour le baron de Fages; cette promesse serait nulle encore, parce qu'elle est produite par une cause contraire à la loi et aux bonnes mœurs, parce qu'elle produit des effets criminels, un stellionat ou plutôt un véritable larcin.

Cette prétendue promesse déchirée, l'escroquerie est à découvert. Qu'entendons-nous par ce mot *escroquerie*? C'est l'action de celui *qui tire quelque chose par fourberie*¹. Et l'usage applique ce mot plus généralement aux fourberies employées contre les marchands.

Personne ne doute maintenant que le baron de Fages, d'Etienville et leurs associés n'aient étrangement abusé de la bonne foi de trois ou quatre marchands, pour tirer d'eux une valeur considérable de bijoux de toute espèce.

Mais on demandera si l'existence du délit n'est point attachée à la fausseté du mariage qui en était le prétexte et le moyen. Si d'Etienville a été trompé par Augéard ou par la baronne de Courville; si le baron de Fages a été trompé par d'Etienville, ne sont-ils pas tous les deux innocens?

Non, ils sont coupables, même en supposant vrais tous les détails dont d'Etienville a surchargé son interrogatoire, sa déposition et ses mémoires. Les preuves de fraude qui vont se rassembler contre chacun des accusés, ne dépendent pas de la fable ou de l'histoire de ce mariage, dont le baron de Fages était l'objet, et d'Etienville le négociateur.

Cependant, si ce mariage était une fable, il ne faut pas se dissimuler que l'invention serait un nouveau délit, qui ajouterait quelque poids au délit que nous poursuivons.

¹ Dictionnaire de l'Académie.

Ce motif seul détermine et nécessite quelques réflexions sur cette intrigue inexplicable.

Dans l'état des choses, si de nouveaux événemens n'apportent pas de nouvelles clartés, la justice ne verra, dans le récit du bourgeois de Saint-Omer, qu'une chimère absurde et criminelle.

Lorsque la croyance n'est entraînée ni par des preuves positives, ni par des preuves contraires, il faut bien que l'esprit se décide par des présomptions, et les vraisemblances sont alors les seules preuves de la vérité.

Le récit de d'Etienville n'a pas une seule présomption en sa faveur : dix présomptions le contrarient.

1°. D'Etienville affirme qu'il a vu plusieurs fois M. le cardinal de Rohan chez sa romanesque baronne. Il signale sa figure et son habillement. M. le cardinal nie avec fermeté : « Il n'est pas vrai que vous m'ayez jamais vu chez madame de Courville : jamais je n'ai été couvert d'une lévite petit-gris ; jamais je n'ai porté de chapeaux à glands d'or ». »

Les rangs disparaissent devant le tribunal, et nous admettons toute égalité entre le témoignage du grand aumônier de France, et le témoignage du chirurgien *sous-aide-major*.

Mais, comme dit l'Esprit des lois, un témoin qui affirme, et un accusé qui nie, sont partage ; il faut un tiers pour le vider ; ce tiers est ici la dame de la Motte. Elle nie avec autant de fermeté que M. le cardinal : « Je n'ai jamais reçu madame de Courville chez moi ». » C'est affirmer que d'Etienville n'a jamais vu le cardinal ; puisque, suivant le roman de

* Confrontation de d'Etienville avec M. le cardinal, imprimée au troisième mémoire de d'Etienville, page 26.

* Confrontation de d'Etienville avec la dame de la Motte, imprimée au second mémoire de d'Etienville, page 29.

d'Etienville, il n'a jamais vu le cardinal qu'avec la dame de Courville, et dans la maison de la dame de la Motte¹.

Deux témoignages contre un : voilà déjà pour la justice une raison suffisante de rejeter le témoignage isolé de d'Etienville. •

2°. Dans son interrogatoire devant le lieutenant-criminel, d'Etienville a dit « qu'il a fait connaissance au Palais-Royal d'un nommé Augeard, lequel s'est annoncé pour être l'homme d'affaires de la dame de Courville, et *demeurer rue Neuve-Saint-Gilles, chez la dame de la Motte.* »

Ainsi la première fois qu'il a entendu parler de la dame de Courville, le sieur d'Etienville a su qu'elle demeurait rue Neuve-Saint-Gilles, chez la dame de la Motte. Comment concilier cette circonstance, qu'il affirme lui-même, avec tout ce qu'il a raconté depuis dans ses mémoires? qu'Augeard fut très-long-temps sans vouloir lui nommer la dame, plus long-temps encore sans vouloir le présenter à elle; qu'on le menait et qu'on le ramenait toujours *très-mystérieusement*; qu'il n'a découvert la rue et la maison que par une supercherie innocente; qu'il a cru, pendant toute l'intrigue, que cette maison n'était occupée que par la dame de Courville; qu'il n'a appris qu'après son retour de Flandre, et avec le plus grand étonnement, que cette maison était celle de la dame de la Motte.

¹ A la vérité, la dame de la Motte ajoute que M. le cardinal a pu disposer de son appartement, et corrompre ses gens avec de l'or; cela est-il possible? Suivant le *sous-aide-major*, la dame de Courville a occupé l'appartement de la dame de la Motte pendant toute l'intrigue, c'est-à-dire pendant cinq ou six mois. Les visites étaient fréquentes, et les soupers se prolongeaient jusqu'à deux heures du matin. Où donc était la dame de la Motte, lorsqu'on disposait ainsi de son appartement pendant cinq ou six mois le jour et la nuit? Cette assertion de la dame de la Motte n'annonce que le désir de ne pas avouer dans la déposition de d'Etienville ce qui peut l'accuser elle-même, de ne pas contredire ce qui peut accuser M. le cardinal : on peut aisément tirer la conséquence.

Tous ces détails sont nécessairement faux, puisque, dans son premier entretien avec Augeard, ce fantôme lui a dit que la dame de Courville *demeurait rue Neuve-Saint-Gilles, chez la dame de la Motte.*

3°. Dans son interrogatoire devant le lieutenant-criminel, il observe « qu'il a cru pendant long-temps que la prétendue baronne n'était autre que la dame de la Motte. »

Cette erreur est impossible.

Augeard lui avait dit tout d'abord, que la dame de Courville *demeurait chez la dame de la Motte*; il n'a jamais pu confondre ces deux femmes.

4°. Dans tous ses écrits, et jusqu'au moment de sa confrontation avec la dame de la Motte, jamais d'Etienville n'avait dit avoir vu, dans la rue Neuve-Saint-Gilles, une autre dame avec la dame de Courville. Cette baronne n'avait pour toute compagnie devant le bourgeois de Saint-Omer, qu'Augeard, *M. le conseiller*, et l'image de *M. le cardinal de Roban.*

Au moment de la confrontation, d'Etienville reconnaît tout à coup la dame de la Motte. Il n'attend pas qu'on l'interroge; il veut prévenir jusqu'à l'embarras de la reconnaissance : « Ah! madame, vous êtes mon ange tutélaire! Je vous ai vue chez madame de Courville¹, dans le mois de mai; elle vous considérait comme son amie. »

Cette vivacité, en même temps si inconsidérée et si prudente, ne paraîtra qu'un moyen hardi autant qu'adroit, pour éclairer en deux mots la dame de la Motte sur le rôle qu'elle pouvait jouer.

5°. Il paraît que d'Etienville, entendu comme témoin dans

¹ Observez toujours que d'Etienville nous a lui-même appris qu'il savait, depuis le commencement de l' intrigue, que la dame de Courville *demeurait chez la dame de la Motte.*

le procès de M. le cardinal, a déposé que la baronne de Courville lui dit à Arras, le 16 août, à huit heures du matin, que M. le cardinal avait été arrêté la veille et conduit à la Bastille.

Pour rendre ce fait possible, d'Etienneville ajoute, dans son mémoire, que la baronne lui a dit à Arras, le 16 août à huit heures du matin, qu'elle avait appris cette nouvelle par un exprès; et il observe que depuis le 15 à huit heures du matin, jusqu'au lendemain à la même heure, l'exprès a pu faire quarante lieues en vingt-quatre heures.

Mais M. le cardinal n'a pas été arrêté le 15 à huit heures du matin; il a été arrêté entre dix et onze heures; la nouvelle n'a été publique, à Paris, qu'à une heure après midi.

L'exprès n'aurait pu partir qu'à une heure; et si, comme on le soupçonne, les feuilles de la poste déposent que dans la journée du 15 il n'est parti aucun courrier pour Arras, ni même aucun voyageur en chaise ou à bide^t, il faut convenir que cet exprès n'a couru que dans l'imagination de d'Etienneville, et que la baronne lui apprenant à Arras, le 16 août à huit heures du matin, que M. le cardinal de Rohan avait été arrêté la veille, est un mensonge ridicule.

Il est plus impossible encore que cette baronne ait dit à Arras, le 16 août à huit heures du matin, que M. le cardinal avait été conduit la veille à la Bastille, puisque M. le cardinal n'y a été conduit que le même jour 16 août à minuit. A cela, que dit d'Etienneville? Que la baronne a pu le prévoir, le supposer, le deviner.

6°. Il ne faut pas croire que d'Etienneville soit bien sûr maintenant d'avoir vu M. le cardinal de Rohan avec la baronne. Son assurance sur ce point commence à fléchir. Il a affirmé, dans son interrogatoire et dans son premier mémoire, qu'il

^t La vérification de ce fait ne peut être exigée que par le ministère public.

n'avait aucun doute à cet égard; que la personne présentée à lui, rue Neuve-Saint-Gilles, sous le nom du cardinal de Rohan, était bien la même personne qu'il avait vue à la cour et à la ville porter le nom de M. le cardinal de Rohan.

Et dans sa confrontation avec ce prince, il avoue qu'il ne l'a vu qu'une fois à Versailles, et quelquefois dans sa voiture à Paris : encore le respect, qui ne lui permit pas de le fixer, ne laissa dans sa mémoire qu'une trace légère des traits de ce prince¹.

A la vérité, il persiste à le reconnaître dans cette confrontation; mais son défenseur épuise les efforts pour préparer dans l'opinion publique une erreur désormais indispensable, et la possibilité d'un ménechme.

7°. Le sieur Lepreux, charpentier, enclos Saint-Victor, doit avoir déposé qu'il avait déjà entendu d'Etienville parler de ce mariage dans les prisons de l'hôtel de la Force. Après onze mois de détention, d'Etienville a été élargi avec les deniers de charité, le 27 janvier 1785. Il a dit partout qu'il avait été chargé de la négociation par Augeard, et qu'il n'avait fait la connaissance du sieur Augeard que dans le mois de février suivant. Comment concilier ce récit avec la déposition du sieur Lepreux, qui aurait entendu d'Etienville parler de ce mariage dans les prisons de la Force, c'est-à-dire quelques mois avant qu'il eût fait la connaissance d'Augeard!

8°. La dame Lefèvre, hôtesse de la maison garnie où d'Etienville occupait une chambre à dix-huit livres par mois, dont il n'a payé que la première quinzaine, doit avoir déposé que d'Etienville lui avait dit être chargé de cette négociation par l'abbé Mullot. Comment concilier la déposi-

¹ Troisième mémoire de d'Etienville, page 30.

tion de la dame Lefèvre avec ce que d'Etienneville a dit par tout qu'Augeard seul l'avait chargé de cette négociation ?

9°. D'Etienneville a dit à l'abbé Mulot, au baron de Fages, au sieur Vaucher, et répète audacieusement, dans son troisième mémoire, que la baronne lui avait donné plus de douze cents livres.

On a vu la preuve qu'il était parti avec les quinze cents livres escroquées à la dame d'Autun.

Tant de variations, tant de contradictions, décèlent l'imposture.

Ajoutez l'in vraisemblance qui a frappé tous les esprits. Un chirurgien sous-aide-major, chassé de sa province par le besoin, déjà connu par la dissipation du bien de sa femme, qu'il n'avait épousée que pour son bien, arrivé à Paris pour solliciter le privilège des almanachs chantans, sans protecteurs, sans amis, sans domicile, sans aveu, est chargé par un inconnu d'une affaire importante ; traitant pendant quatre ou cinq mois avec des fantômes, dont il ne peut aujourd'hui donner que le signalement ; leur écrivant, et ignorant leur demeure ; passant avec eux plusieurs jours à la campagne, et ne sachant ni le nom du propriétaire, ni le nom des convives, ni le nom de la campagne, ni sa situation, ni son voisinage, ni le nom de la route, ni même le nom de la rivière qui baigne le château.

Un tel écrit ne peut être, pour les gens sensés, qu'une fable, surtout lorsque l'auteur se contredit dans les détails.

Ajoutez la présomption la plus forte qui puisse exister contre la parole de d'Etienneville ; c'est lui-même.

Lorsqu'une chose invraisemblable est racontée par un homme bien famé, irréprochable, et ami de la vérité, on balance, et s'il est impossible de croire, on peut au moins douter.

Mais lorsqu'une chose au-dessus des choses ordinaires est

débitée par un homme sans fortune et sans asile, échappé des prisons, environné de créanciers, réduit aux ressources de son imagination, convaincu de mensonge sur son nom, ses qualités, ses moyens, d'une conduite irrégulière, et déjà puni pour quelques ruses criminelles; alors on ne balance pas : il faut rejeter la parole d'un tel homme, comme indigne de foi, et son récit comme une fiction frauduleuse.

Sur toutes ces considérations réunies, on serait tenté de ne voir dans ce mariage, si bien négocié par d'Etienville, qu'une fable audacieusement inventée, pour mêler aux effets d'une véritable filouterie, le nom d'une personne importante, que jusqu'alors le bourgeois de Saint-Omer n'avait pas osé regarder¹.

Il est au moins certain que l'intrigue n'est pas telle que d'Etienville la raconte, et qu'il n'en découvre pas encore les véritables ressorts.

Revenons sur nos pas. Supposons maintenant véritables et prouvés tous les faits invraisemblables et débités par le bourgeois de Saint-Omer : c'est dans cette supposition qu'il faut examiner la gravité du délit et la légitimité du décret.

Pour n'élever aucune querelle entre les accusés, qui, comme on voit, se querellent déjà avec assez de vivacité, donnons à chacun son chapitre. C'est le moyen le plus sûr d'éclairer le dol particulier à chacun d'eux, et la part qu'ils ont tous eue dans la fraude commue.

¹ Confrontation de M. le cardinal et de d'Etienville, imprimée, au troisième mémoire de ce dernier, page 30.

CHAPITRE PREMIER.

D'Etienville.

Qu'un chirurgien, jadis sous-aide-major des hôpitaux de Lille, quittant la lancette pour faire des almanachs et des chansons, et guettant des ressources dans les cafés, ait été chargé, par un homme qu'il ne connaissait pas, et qu'il ne connaît plus, de trouver un gentilhomme pauvre, intéressé et complaisant, qui voulût épouser la maîtresse d'un grand seigneur, et adopter son bâtard; quel rapport cette négociation peut-elle avoir avec les achats frauduleux qu'il a proposés, intrigués, sollicités et cautionnés?

Négociateur d'un mariage entre le baron de Fages et la baronne de Courville, était-il autorisé à employer toute la fraude dont il est capable, pour protéger et faciliter la fraude employée par le baron de Fages.

C'est d'Etienville qui s'est établi auprès du sieur Vaucher, l'agent, le proxénète et la caution du baron de Fages. Il commence sa manœuvre par se donner devant le marchand un nom qu'il n'a pas, une qualité qu'il n'a pas, une fortune qu'il n'a pas. Bette, chirurgien sous-aide-major dans les hôpitaux, et sollicitant à Paris le privilège des almanachs chantans, se dit, et écrit de sa main, qu'il est *le sieur de Bette d'Etienville, bourgeois de Saint-Omer, vivant noblement de ses biens*. Cette tromperie est une supposition frauduleuse, qui doit seule provoquer les peines de la justice.

C'est lui qui a vanté au sieur Vaucher le mariage et l'opulence prochaine du baron de Fages. C'est lui qui a proposé et déterminé la vente des montres et des chaînes d'or. C'est lui qui a mis le vendeur en présence de l'acquéreur. C'est lui qui,

pour affermir la foi chancelante du marchand, lui a mystérieusement parlé du dédit de trente mille livres, comme d'une sûreté supérieure à tous événemens. C'est lui qui a conduit le sieur Vaucher vers l'abbé Mullot. C'est lui qui avait donné à l'abbé Mullot l'honorable emploi de certifier l'authenticité du dédit à tous les marchands qui se présenteraient. C'est lui qui pressait la fourniture par des visites fréquentes, ou par des lettres artificieuses ¹. C'est lui qui est venu avec le baron de Fages faire le choix des effets et fixer le prix; osant encore demander en secret un droit de commission. C'est lui qui est venu avec le baron de Fages mettre les bijoux dans sa poche, et les emporter. C'est lui enfin qui a eu l'audace de cautionner le baron de Fages, dans un acte public, pour une somme de douze mille livres.

Ne l'a-t-il pas cautionné de même, vis-à-vis du sieur Loque, pour une somme de dix-huit mille livres?

Se donner impudemment pour caution solvable de trente mille livres, lorsqu'on ne possède pas un sou, lorsqu'on vend des saufs-conduits, lorsqu'on aspire à vendre des almanachs, lorsqu'on ne rend pas des montres confiées, lorsqu'on ne paie ni son tailleur, ni sa chambre garnie, lorsqu'on reçoit des habits et des chemises de celui même que l'on cautionne; n'est-ce pas le comble de l'artifice comme de l'effronterie?

Que dit-il pour se justifier? Que M. le cardinal et la baronne de Courville, et M. le conseiller, avaient approuvé ces achats faits par le baron de Fages pour satisfaire des créanciers importuns, qu'il a réellement satisfaits. Ce moyen de payer ses dettes est un peu bizarre; mais le mensonge est plus étonnant encore.

¹ On a vu qu'il écrivait au sieur Vaucher, que *le bijoutier faisait tout son possible pour faire la fourniture complète*; et l'on sait qu'alors le bijoutier avait réellement fourni toutes les montres qu'on lui avait demandées.

Le baron de Fages a été forcé d'écrire lui-même¹, parce que la preuve est au procès, qu'il avait fait l'emplette de ces bijoux pour former une corbeille de mariage, et pour faire des présens à ses parens et à ses amis; et ce mensonge vaut bien l'autre, puisque le baron plaçait ces bijoux au Mont-de-Piété le jour même de l'achat.

D'Étienville n'abusait-il pas, avec le même courage, de la bonhomie et de la simplicité du tailleur Thiébault, lorsqu'il lui disait que le mariage allait à merveille, que la future était à son château à *Mélas*, etc.? Notre faiseur d'almanachs savait bien que Thiébault n'était pas un excellent géographe, et son imagination facile construisait des châteaux comme elle créait des baronnes, des conseillers, des cardinaux,

Dira-t-il que le dédit de trente mille livres lui donnait cette assurance? C'est ici que ce dédit lui-même est une preuve invincible de la fourberie.

Ce dédit, s'il a existé, était donc le gage de d'Étienville, comme il était le gage des marchands qu'il avait cautionnés. Crainte de le perdre, il l'avait déposé dans les mains de l'abbé Mullot, tant la pièce était précieuse. Lorsqu'il a su que le mariage était manqué, s'il eût été de bonne foi, c'était bien le moment de faire exécuter le dédit, ou du moins de veiller de près à sa conservation. Cet écrit était la seule trace qui pût lui rester de ce qu'il appelle *sa mission*; cet écrit était sa sauve-garde, et l'unique ressource des marchands trompés.

Point du tout. En apprenant que le mariage est manqué, au milieu des alarmes de la prétendue baronne, son premier soin a été de courir chez l'abbé Mullot, de reprendre le dédit, en disant que le mariage allait se conclure, de dire au sieur Vaucher que le mariage allait à merveille, et de s'évader clandestinement avec la personne même qui devait payer le dédit.

¹ Mémoire du baron de Fages, pag. 6.

Ce dernier trait , en donnant quelque croyance à la négociation du mariage , est une preuve de fraude que le bourgeois de Saint-Omer ne pourra jamais effacer. Ce dernier trait constate le délit ; si jusque-là les marchands n'étaient pas trompés , ils ont été *volés* au moment où le *sous-aide-major* leur a enlevé furtivement le gage sur lequel il les avait cautionnés lui-même , le seul gage qui pût justifier le cautionnement d'un homme vivant noblement de ses biens , et n'ayant aucun bien.

Et ne peut-on se flatter de savoir un jour comment le sous-aide-major , fuyant avec la baronne , se retrouve seul à Dunkerque , *cherchant le calme d'une vie ignorée* ? quels moyens il avait pour vivre obscur et tranquille ? Ces moyens , les avait-il emportés de Paris ? aurait-il emporté avec le dédit les bijoux qui n'étaient pas encore au Mont-de-Piété ? La colère du baron de Fagès , en le poursuivant ; sa douceur et leur intimité réciproque après l'avoir retrouvé , donnent quelques soupçons. La procédure extraordinaire découvrira peut-être ce que l'on ne peut encore que soupçonner.

CHAPITRE SECOND.

Le baron de Fagès.

Les preuves du dol personnel au baron de Fagès sont si nombreuses , si frappantes , qu'il faut se contenter de les retracer.

Ce que les gens sensés et délicats n'adopteront jamais , c'est qu'un noble , un militaire , sur la parole d'un d'Etien-ville , se croie autorisé à prendre chez des marchands pour plus de cinquante mille livres d'effets , n'ayant pour les payer que la parole d'un d'Etien-ville.

Ce n'est pas seulement un défaut de délicatesse ; c'est une témérité scandaleuse, qu'un événement possible pouvait justifier, mais qu'un événement possible aussi et plus vraisemblable a rendu très-criminelle.

Sans aller plus loin, cette conduite du baron de Fages serait inexcusable. Il en est pénétré lui-même. On peut voir comme il tente de l'excuser. C'est l'excuse insensée dont parle Cicéron dans ses offices, *je croyais*

Eh bien ! qu'il ait *cru*, à la bonne heure ; qu'il se soit livré sans précaution à l'espérance d'un mariage honteux et riche, proposé par d'Etienville : c'est dans cette hypothèse même que la fraude est manifeste. Partout sa conduite a été l'abus ou la contradiction de son espérance. Partout le mariage était, non pas l'objet et la cause, mais le prétexte et le moyen des emplettes à crédit.

1°. Pour épouser la baronne de Courville, il n'était pas nécessaire que le baron de Fages, garde-du-corps de *Monsieur*, pauvre cadet d'une famille pauvre, prit un appartement vaste et somptueux, un nombreux domestique, un valet-de-chambre, un *chasseur*, tout le train d'un noble opulent. Ce faste emprunté était même contraire au mariage proposé. N'a-t-on pas dit que sa pauvreté était, comme sa noblesse, une condition du mariage ? On ne verra, dans ce faste emprunté, qu'un appât trompeur présenté aux marchands dont on convoitait les propriétés.

2°. La célébration du mariage était d'abord fixée au 12 avril. C'est le 12 avril que le baron de Fages apprend, par une lettre de d'Etienville, que le mariage est retardé. Le 12 avril, le baron de Fages soupçonnait son négociateur : les amis du baron de Fages furent inquiets eux-mêmes sur la bonne foi de d'Etienville, et voulurent éclairer ses démarches. Ce sont les expressions du baron de Fages lui-même, page 7 de son mémoire.

Et c'est le 12 et le 13 avril que le baron de Fages, accompagné de ses amis (l'abbé de Saint-André et le sieur d'Albissy), est venu prendre la première fourniture chez le sieur Loque, en disant que le mariage devait *se célébrer le lendemain*. La fraude est-elle évidente?

3°. Que le baron de Fages ait cru qu'il allait se marier, à la bonne heure; mais certes, il n'a jamais pu croire qu'il *était marié*. Or, pour engager le sieur Loque à une seconde fourniture, il lui a dit qu'il *était marié*, mais que son mariage n'était pas public encore : ses lettres écrites de Vineuil en contiennent la preuve, il n'y parle que de sa *réunion avec madame*, et de la *publicité* prochaine de son mariage. Il a dit aussi qu'il *était marié*, à un homme honnête qui, en l'écoutant, lui prêtait deux cents louis.

Il faut ici justifier d'Etienville; il n'est guère possible de le rendre responsable de ce mensonge artificieux.

4°. Le style même des lettres du baron de Fages est une preuve de l'artifice. Un gentilhomme qui dit des douceurs à son bijoutier, et qui invoque les bontés de son tailleur, n'est pas bien sûr de payer les bijoux qu'il achète et les habits qu'il commande.

5°. Le baron de Fages déclare, dans son mémoire, qu'il achète des bijoux pour former une corbeille de mariage, et d'autres pour donner à ses parens et à ses amis, et véritablement c'était ainsi qu'il se présentait dans toutes les boutiques. On dit qu'il a donné une boîte à un de ses camarades et une autre à son frère; mais il est prouvé par les registres du Mont-de-Piété que les marchandises du sieur Loque ont été portées au Mont-de-Piété *le jour même de l'achat*. Celles de Bernard l'ont été aussi en partie. Deux montres du sieur Vaucher ont été vendues, et les autres sont encore dans les mains du sieur de Précourt, qui, comme on sait, n'a rien négligé pour les revendre au sieur Vaucher lui-même.

Ce fait seul démontre que les emplettes étaient une ressource et non pas un préparatif de mariage.

6°. Le baron de Fages achetant de bonne foi, et avec la volonté de payer, n'avait lui-même d'autre assurance que le dédit de trente mille livres. Il fallait au moins borner ses emplettes au montant du dédit; et il est prouvé qu'il a acheté à différens marchands éloignés l'un de l'autre, et cachant à celui-ci les fournitures faites par celui-là, pour cinquante mille livres environ d'effets de toute espèce, se proposant de pousser plus loin ses conquêtes, puisqu'après les contributions levées sur les sieurs Loque et Bernard, l'état seul présenté au sieur Vaucher se montait de soixante à quatre-vingt mille livres.

Quand on est de bonne foi, on ne s'empresse pas de puiser dans la bourse d'autrui trois et quatre mois avant un mariage incertain, pour faire une corbeille et une corbeille de cinquante mille livres.

7°. Et enfin, si l'on veut n'appeler cet empressement qu'une inconséquence, il faut au moins réparer sa faute à l'instant et rendre les bijoux achetés à crédit, lorsque l'espérance de les payer s'évanouit, lorsqu'on apprend que la corbeille est inutile et que le mariage n'aura pas lieu.

Ici la mauvaise foi du baron de Fages est insigne. Il poursuit d'Etienville, il le ramène; il apprend que le mariage est manqué; il perd toute espérance. Que fait-il? Assemble-t-il les marchands pour leur rendre les bijoux destinés à la corbeille de mariage? Oui, il les assemble, non pas pour leur rendre, mais pour leur vendre, *argent comptant*, les effets achetés d'eux à *crédit*, dont le prix est payable, dont les engagemens sont échus depuis long-temps.

Sa lettre au sieur Bernard prouve qu'il était dans cette dernière *escroquerie* au moins le complice du sieur de Pré-court. « Il n'y a pas apparence que vous pussiez entrer en

« arrangement avec moi, puisque vous êtes dans l'intention
« de ne me faire aucun sacrifice en argent comptant. Si vous
« vouliez donner douze à quinze cents livres et lever la con-
« trainte par corps, on pourrait faire encore un arrangement
« qui vous serait très-avantageux. »

Qu'on ne conserve que ce dernier fait; qu'on efface tous les autres; trouvera-t-on deux exemples d'une rapine plus révoltante et mieux prouvée; et le baron de Fages peut-il échapper à la peine qui le poursuit?

CHAPITRE TROISIÈME.

Le sieur de Précourt.

Le sieur de Précourt, en protégeant d'Etienville, qu'il venait de poursuivre et d'arrêter en vertu d'un ordre du roi véritable ou supposé; en le cachant même aux regards de la police qui le réclamait; en le plaçant dans un lieu de sûreté, à côté du baron de Fages, avait clairement annoncé ses véritables intentions, et ce qu'il voulait faire.

On sait ce qu'il a fait.

C'est lui qui s'est chargé de mettre à l'abri les bijoux qui restaient au baron de Fages, et qui les a réellement transportés et cachés dans sa chambre garnie. C'est lui qui a exécuté l'honnête complot de les rendre aux marchands qui les avaient vendus, en les trompant encore, en leur disant qu'un chevalier de Saint-Louis les retenait pour gage d'une somme considérable; de leur arracher, sous ce faux prétexte, plus de cinq cents louis, et de leur faire payer encore cette noble restitution par une promesse d'un délai de quatre années.

Le sieur de Précourt a composé deux versions sur ce fait important : il peut choisir celle qui lui plaira davantage.

Dans ses reconnaissances données aux sieurs Loque et Vaucher, il déclare que ces bijoux lui ont été vendus, et qu'il veut bien, pour obliger les marchands propriétaires de ces bijoux, les leur rendre au même prix.

Dans le mémoire adressé à M. le maréchal prince de Soubise, écrit et signé de lui, il déclare que le baron de Fages s'est dépouillé des bijoux qui lui restaient, pour les rendre aux sieurs Vaucher et Loque.

Il ajoute même que lui, Précourt, en a déjà rendu pour cinq mille huit cents livres, sans ajouter qu'il a exigé et reçu quatre mille livres pour le prix des objets rendus.

De ces deux cas, auquel le sieur de Précourt veut-il s'arrêter? Tous les deux l'accusent d'un délit grave, d'un vol. Ce mot est dur, mais c'est la loi qui le prononce.

Les a-t-il achetés?

Quoi! le sieur de Précourt, poursuivant d'Etienville comme voleur du dédit qui répondait de ces marchandises, puis le déroband avec le baron de Fages aux poursuites de la justice, aux poursuites des marchands créanciers du prix de ces marchandises; n'ignorant aucune circonstance de la fraude qui avait mis ces marchandises dans les mains du baron de Fages, connaissant les propriétaires de ces marchandises, puisqu'il leur écrivait: le sieur de Précourt, se disant comte de Précourt, lieutenant-colonel d'infanterie, et aspirant aux gouvernemens militaires, aurait acheté des montres et des chaînes d'or qu'il savait bien ne pas appartenir au baron de Fages, et dont il connaissait les propriétaires! Quel nom donner à cette manœuvre?

« Celui qui vend et livre une chose qu'il sait ne lui pas appartenir, commet, envers le propriétaire à qui elle appartient, un vol de cette chose ».

• Pothier, *Traité du contrat de vente*, part. II, chap. 4.

Celui qui achète une chose qu'il sait bien ne pas appartenir au vendeur, est coupable du même délit. C'est la conséquence précise de la loi première, au *Cod. de usur. pro empt.* ¹

C'est plus encore le résultat des premiers principes de l'équité naturelle. Le sieur de Précourt a-t-il acheté ces bijoux, il doit être poursuivi criminellement.

Les a-t-il reçus gratuitement du baron de Fages, comme il le dit dans son mémoire à M. le maréchal, prince de Soubise; nous aurons toujours la même conséquence.

Au lieu de les restituer, il les a vendus *argent comptant*. Pothier vient de nous dire qu'une vente de cette espèce était un véritable vol. La loi 7, au *Cod. de usur. pro empt.*, le prononce affirmativement. « Celui qui vend l'esclave d'autrui, contre la volonté du maître, commet un vol ». »

L'audace a marqué notre espèce d'une circonstance bien rare; c'est qu'ici l'esclave était vendu à son maître lui-même: les bijoux étaient vendus aux marchands propriétaires de ces bijoux.

Ainsi, dans les deux cas qu'il a posés lui-même, le sieur de Précourt ne doit s'étonner que d'une chose, c'est de n'avoir pas été décrété de prise-de-corps. Mais alors le mémoire adressé à M. le prince de Soubise n'était pas sous les yeux du lieutenant-criminel.

Les magistrats souverains qui verront dans ce mémoire une preuve du brigandage, que le premier juge ne voyait pas, déploieront toute la rigueur que le défaut de preuve n'a fait que suspendre.

¹ *Mancipia tua, si ab eis distracta sunt, qui jus vendendi non habuerunt, vindicare ea potes. Nec enim usu capi ab emptoribus potuerant, cum illicita venditione furtum contractum sit.*

² *Sciens servum alienum contra domini voluntatem venundans, furtum committit.*

Il faut surtout se hâter d'arracher ces marchandises des mains du sieur de Précourt, qui les retient encore, et qui a osé demander en justice la permission de les vendre à son profit.

Une seule réflexion peut faire apprécier la gravité de sa faute. Cette dernière opération, dont il a été l'agent, est dans une combinaison d'actes frauduleux, le dernier acte qui donnait aux autres la vie et le mouvement. Au lieu de vendre aux marchands trompés leurs propres marchandises, si le sieur de Précourt les eût restituées, comme il l'annonce faussement dans son mémoire à M. le prince de Soubise, l'escroquerie eût été réparée, autant qu'il était possible, et la plainte des marchands n'existerait pas.

CHAPITRE QUATRIÈME.

L'abbé Mullot.

On peut, dans un autre sens, faire le même reproche à l'abbé Mullot : sans lui, la plainte des marchands n'existerait pas. Si le sieur de Précourt a, pour ainsi dire, *régénéré* le délit, l'abbé Mullot a favorisé sa naissance.

Le baron de Fages, d'Etienneville, l'abbé de Saint-André et le sieur d'Albissy, soit dit sans les offenser, n'étaient pas gens dignes d'une grande confiance ; aussi l'on voit que les marchands ne cédaient pas à leur parole.

Dans cette association, il fallait un homme public, considéré par son état et son caractère ; un prêtre, un ancien chef de maison religieuse, qui donnât de l'importance à des personnes peu importantes, et de la certitude à des discours incertains.

Voilà le rôle de l'abbé Mullot. On a vu accourir chez lui

les marchands l'un après l'autre. Il donnait à chacun d'eux *séparément* les assurances les plus positives. Il a dit aux deux frères Bernard, au sieur Loque, devant le sieur Roux, huissier, et au sieur Vaucher, à deux reprises différentes, tête à tête et devant d'Etienville, qu'il était dépositaire d'un paquet cacheté¹; qu'un dédit de trente mille livres était dans ce paquet; que ce dédit était souscrit par la future, au profit du baron de Fages, dans le cas où le mariage n'aurait pas lieu; que le mariage était certain; qu'il connaissait les personnes, et que les marchands pouvaient en sûreté faire les fournitures demandées.

C'était bien leur donner le dédit pour gage dans tous les cas possibles à prévoir. C'était bien leur promettre de ne rendre le dédit qu'après le paiement de leurs effets².

Ce dédit déposé appartenait aux marchands, du moment qu'il était constitué leur gage par le consentement de tous les intéressés. Ces marchands étaient devenus déposaus, et l'abbé Mullot était resté dépositaire.

Et lorsque le négociateur a pris la fuite, lorsque la chimère du mariage s'est évanouie, lorsque les marchands viennent réclamer leur gage, le gage a disparu, et le dépôt s'est échappé des mains du dépositaire. L'abbé Mullot a rendu le dédit à d'Etienville, sans s'informer si les marchands étaient satisfaits.

Un prêtre ignorerait-il les lois sévères du dépôt? Elles sont écrites dans les livres saints, comme dans le recueil des lois.

« Si le dépositaire, dit Domat, laisse perdre, périr ou détériorer la chose déposée par quelque dol ou mauvaise foi, ou par quelque faute ou négligence inexcusable, il en sera

¹ Il l'a montré au sieur Vaucher.

² Il avait promis expressément au sieur Vaucher de ne pas rendre le dédit sans le faire avertir.

tenu¹. Et c'est une faute inexcusable dont le dépositaire doit être tenu, s'il manque aux précautions où nul autre ne manquait, où il ne manquerait pas lui-même dans la conduite de ses propres affaires². »

La loi divine est plus sévère encore. Elle décide que « le dépositaire répond même du larcin, parce qu'il n'arrive que faute de soin³. »

La conduite de l'abbé Mullot manifeste au moins une *négligence inexcusable*. Il ne se serait pas comporté ainsi dans sa propre affaire. Si le dédit déposé dans ses mains eût été le gage d'une créance personnelle, il ne l'aurait pas rendu à d'Etienville, sans examen, sans précaution, sans une sûreté équivalente.

Il est même presque impossible de ne le pas soupçonner de mauvaise foi, et d'intelligence avec d'Etienville.

Les lois canoniques, qu'il ne doit pas ignorer, légitiment ce soupçon.

« On ne présume point qu'un dépositaire soit de bonne foi, quand il perd ce qu'on lui a confié, et qu'il ne perd rien de ce qui lui appartient⁴. »

L'abbé Mullot disait à tous que le dédit était de trente mille livres, et cependant il a cautionné sur ce dédit plus de quarante-trois mille livres. Au sieur Loque, dix-huit mille livres, au sieur Vaucher, douze mille livres, et aux sieurs Bernard plus de treize mille livres. S'il eût été de bonne foi, s'il n'eût pas été trop occupé de l'intérêt de d'Etienville, il

¹ *Dolum suum et latam culpam, præstare debuit.*

² *Latæ culpæ finis, est non intelligere, id quod omnes intelligunt.*
Leg. 223, ff. de verbis signific.

³ *Quod si furto ablatum fuerit, restituet damnum domino.* Exod. 22, 10. 12.

⁴ *Extra. cap. bona fide.*

aurait au moins borné ses assurances au montant du dédit qu'il avait dans ses mains.

Et même après l'évasion de d'Etienville, n'a-t-il pas tenté de calmer les marchands et de suspendre leurs poursuites, en leur disant qu'ils ne pouvaient rien perdre, puisqu'ils avaient pour caution un homme comme d'Etienville, l'époux d'une femme très-riche dans sa province? Lorsqu'on lui demande où il a fait la connaissance de cet homme, il répond : *dans les prisons de l'hôtel de la Force.*

Enfin il dit aujourd'hui qu'il ne connaissait pas le montant du dédit, qu'il n'a jamais vu l'intérieur du paquet déposé dans ses mains. Il n'y songe pas. Cette excuse est une accusation terrible. Il est prouvé qu'il a dit à cinq personnes différentes que le dédit renfermé dans le paquet était de trente mille livres; qu'il était payable aux 15 août, 15 octobre et 15 décembre; qu'il connaissait les personnes; qu'il était même chargé de donner la bénédiction nuptiale.

Peut-on supposer qu'un prêtre, un religieux en impose ainsi à sa propre conscience, affirme aux autres ce qu'il ne sait pas lui-même, sans intérêt, sans intention de tromper?

L'abbé Mullot est très-répréhensible. Il est même plus coupable que les autres, parce que c'était de lui qu'on devait attendre plus de vertus, d'honnêteté et de délicatesse. C'est à lui que les marchands doivent adresser les reproches les plus amers. C'est à lui seul qu'ils doivent reprocher leur perte et le dommage qu'ils souffrent. Lui seul les a trompés, parce que seul il pouvait décider leur confiance. Ils n'ont jamais cru ce que disaient d'Etienville et le baron de Fages. Ils devaient croire ce que disait un prier de l'abbaye de Saint-Victor.

CHAPITRE CINQUIÈME.

Le sieur d'Albissy.

Les sieurs Vaucher et Loque avaient raconté simplement dans leur plainte toutes les circonstances du délit qu'ils dénonçaient. Ils ne pouvaient être exacts sans détailler les faits auxquels le sieur d'Albissy avait participé, et ses relations intimes avec les principaux acteurs de la scène.

Il faut bien que l'information l'accuse encore plus que la plainte, puisque le lieutenant-criminel l'a décrété d'assigné pour être ouï.

Trois faits suffisent pour élever la preuve de sa complicité.

1°. Il a toujours accompagné le baron de Fages dans ses visites intéressées chez les sieurs Bernard et Loque. Partout il affirmait la certitude et la conclusion prochaine du mariage. Le 12 avril, il affirmait que le sieur Loque que le mariage serait célébré le lendemain, et le baron de Fages nous apprend lui-même que, le 12 avril, une lettre de d'Etienneville avait annoncé un retard, et que ce retard fit naître des soupçons dans son esprit et dans l'esprit de ses amis. Or, le sieur d'Albissy était un de ses amis, il l'avoue; partout il se disait le cousin et l'ami du baron de Fages. Il donnait son goût sur le choix des bijoux; il paraissait connaître le goût des parens à qui ces cadeaux étaient destinés. C'était encore affirmer faussement la fausse destination de ces bijoux.

2°. Les effets, ou partie des effets fournis par les sieurs Loque et Bernard, ont été portés au Mont-de-Piété le jour

même de leur achat , et le lendemain , par une femme *particulièrement* attachée au sieur d'Albissy.

3°. La demeure du sieur d'Albissy était le rendez-vous ordinaire de la société. Les associés y prenaient leurs repas , y traitaient leurs affaires , y tramaient leurs complots ; et pour l'exécution , c'était encore chez le sieur d'Albissy que les marchands étaient mandés..

On peut même assurer que le sieur d'Albissy a été quelque temps en possession des bijoux , et qu'ils sont passés de ses mains dans celles du sieur de Précourt. Un jour , chez lui , à la suite d'une dispute assez vive , il en montra plusieurs aux sieurs Vaucher et Loque , en ajoutant qu'il ne les rendrait pas , qu'il ne craignait ni la justice ni la police.

Ces trois preuves d'une intelligence criminelle avec le baron de Fages , d'Etienville et le sieur de Précourt , n'ont que trop légitimé le décret décerné par le premier juge ; et le sieur d'Albissy , s'il descend librement dans sa conscience , doit craindre les vérités nouvelles que l'instruction peut développer.

Lorsque le bourgeois de Saint-Omer , du fond des prisons , son domicile ordinaire ¹ , s'est mis à raconter au public une très-belle histoire , relative au procès qui étonne et qui intéresse toute l'Europe , le public a cru , sans chercher même les raisons de ne pas croire. Le merveilleux plaît à la crédulité , et l'in vraisemblance a très-souvent , pour l'esprit humain , plus de charmes que la vérité.

Le *simple* , le *naïf* , le *crédule* d'Etienville n'a paru qu'une victime intéressante , et toutes les voix se sont élevées pour

¹ D'Etienville a été en prison à l'hôtel de la Force , au Temple , et il est au Châtelet , sans compter la prison de Lille , qui l'attendait et qui l'attend encore.

plaindre cet infortuné provincial, quittant son asile obscur et paisible pour se trouver *innocemment* enveloppé dans la plus criminelle intrigue de la capitale.

Lorsqu'à son tour le baron de Fages est venu raconter, *avec la candeur de son caractère*, les circonstances embellies du mariage qui lui était proposé; et toutes les raisons qui devaient entraîner sa trop facile *crédulité*; l'intérêt public s'est porté sur le baron de Fages.

Et même peu s'en est fallu que cet intérêt ne se soit partagé entre lui et l'être chimérique qu'il voulait s'associer, cette épouse invisible, dont il fait un tableau si touchant, qui lui apportait en dot cent mille livres en espèces, une charge à la cour, cent mille livres de rentes, et un enfant.

Le prestige évanoui, que reste-t-il? Une escroquerie du genre le plus ignoble.

Dans cette ville immense, gouffre où tout s'engloutit et se confond, où le désordre naît de la confiance, où tous les extrêmes marchent ensemble, où l'artifice est un patrimoine, où l'opulence n'est pas une preuve de fortune, où les titres ne sont pas une preuve de naissance, l'intrigue a plus d'un masque et plus d'un caractère.

L'intrigue qui poursuit la faveur, doit être la plus ingénieuse, parce que toujours elle se combat elle-même, et qu'elle enfante en même temps les efforts et les obstacles.

L'intrigue qui poursuit les places, trouve aussi des difficultés qu'elle s'oppose elle-même, puisqu'elle inspire et qu'elle protège, d'un zèle égal, le prétendant et les rivaux.

La plus commune et la plus facile, c'est l'intrigue qui se glisse dans le comptoir des marchands. Elle s'exerce sans concurrence et sans rivalité, sur des esprits crédules par penchant, et confians par nécessité.

La plus facile est aussi la plus criminelle et la plus funeste à la chose publique. La bonne foi, aliment du commerce, est toujours à côté de la séduction; l'intrigue trouve avec elle tant de moyens pour exécuter ses desseins et les cacher, qu'il ne faut pas craindre qu'un exemple frappant soit échappé aux ténèbres, pour assurer désormais à tous ses agens le succès et l'impunité.

FIN DU TOME HUITIÈME.

648112

SBN





TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE HUITIÈME VOLUME
DE LA PREMIÈRE SÉRIE.

CARON DE BEAUMARCHAIS.

Contre Goëzman.

Pages.

Exposé.....	1
Mémoire.....	3
Supplément à ce mémoire.....	44
Addition au supplément.....	114
Quatrième mémoire.....	200

DUVEYRIER.

Notice sur M. Duveyrier.....	310
------------------------------	-----

Pour M. Cadet de Gassicourt.

Exposé.....	319
Plaidoyer.....	321

Pour le sieur Gaborin de Puismin.

Exposé.....	340
Plaidoyer.....	349

Pour la marquise de Samson.

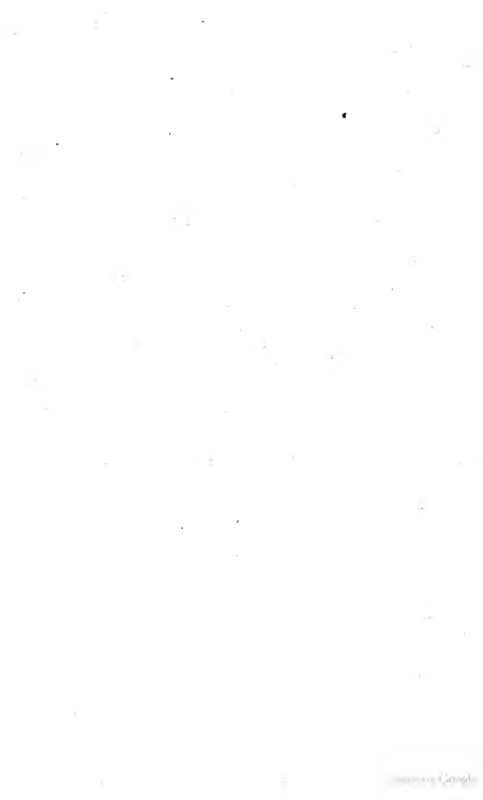
Exposé.....	406
Plaidoyer.....	408

Pour les sieurs Vaucher et Loque.

Exposé.....	471
Mémoire.....	473

FIN DE LA TABLE.





pt. 2